

Institut d'Etudes Politiques de Paris
ECOLE DOCTORALE DE SCIENCES PO
Programme doctoral Sociologie politique et politiques publiques
Centre d'Etudes et de Recherches Internationales
Doctorat en Science politique

Courir ou mourir

*Course à el khobza et domination au quotidien dans la Tunisie
de Ben Ali*

Hamza Meddeb

*Thèse dirigée par Béatrice Hibou, Directeur de recherche CNRS,
CERI-Sciences-Po*

Soutenue le 5 octobre 2012

Jury :

M. Richard Banégas, Professeur FNSP, IEP de Paris

M. Jean-Pierre Cassarino, Professeur, Centre Robert Schuman, Institut
Universitaire Européen, Florence (Italie)

Mme Béatrice Hibou, Directeur de recherche CNRS, CERI-Sciences-Po, Paris

M. Mohamed Kerrou, Professeur, Université de Tunis-El Manar (Tunisie)

M. Mohamed Tozy, Professeur des universités, IEP d'Aix-en-Provence,
Professeur à l'université Hassan II de Casablanca (Maroc), Rapporteur

M. Jean-Pierre Warnier, Professeur des universités, à la retraite, Université
Paris-V-René Descartes, Rapporteur

Remerciements

Cette thèse ressemble par certains aspects à mon objet de recherche : une course effrénée et un travail de longue haleine. Je voudrais rendre justice à toutes les personnes qui ont contribué à faire de ce travail de recherche une aventure collective.

Mes remerciements les plus sincères vont d'abord, à ma directrice de thèse, Béatrice Hibou. Sans elle rien n'aurait été possible. Merci infiniment de m'avoir soutenu, encouragé, conseillé, guidé et protégé sous la dictature de Ben Ali. Je la remercie énormément pour sa présence bienveillante et ses multiples relectures. Je voudrais témoigner ma gratitude envers Jean François Bayart et envers le FASOPO d'avoir financé mes études de terrain. Je remercie également Boris Samuel pour ses conseils précieux et son aide logistique qui n'a jamais fait défaut ainsi que ma chère amie Irène Bono pour son soutien dans les moments difficiles.

Cette thèse doit énormément à mon terrain en Tunisie. Les témoignages, les récits et les séquences de vie recueillis constituent le cœur de mon analyse. Je voudrais donc remercier et rendre hommage à toutes les personnes que j'ai eu la chance de rencontrer, de côtoyer, de suivre dans leur vie quotidienne et d'apprécier sans qu'ils sachent parfois les vraies raisons de ma présence et de mon intrusion dans leurs quotidiens. Je remercie Sonia, Adel, Sihem et particulièrement Imed à Ben Guerdane. Toute ma gratitude à Tarek et Zouhair à Zarzis, El Bargui, Yassine, Amor et Azzedine à Grombalia. Un grand merci à mes collègues et amies Anouck Corte Real, Shira Havkin, Danielle Tan et Dilek Yankaya. Mes remerciements sont adressés à la famille Nécib pour son aide sans laquelle je n'aurais jamais pu mener à bien cette thèse. Je pense à Meher, Intidhar, Chiraz, Chahira et à ma chère tante Nafissa. Je suis extrêmement redevable à mon cousin Chouhair pour son soutien sans faille, sa présence précieuse et ses suggestions pertinentes. Merci également à Tante Zina pour son soutien.

Je suis infiniment reconnaissant à mon frère Dhirar qui a été mon guide dans l'univers de la débrouille dont il maîtrise si bien les rouages. A ma sœur Afef pour son soutien indéfectible, son affection et son aide inestimable. Je ne saurais dire tout ce que je dois à mes parents. Je les remercie infiniment, du fond du cœur. Enfin, je remercie Leila de m'avoir soutenu indéfectiblement, de m'avoir aidé et d'avoir toujours su garder une belle place dans ma vie. Une pensée également à notre bébé dont l'arrivée annoncée a accéléré la fin de la rédaction pour tourner cette page et commencer une nouvelle vie.

Table des matières

Remerciements	3
Table des matières	5
Introduction générale.....	9
A - Une politique d' <i>el khobza</i> . Essai de problématisation.	11
1) La course à <i>el khobza</i> comme objet de recherche.	11
2) Problématique de la recherche.	14
3) Dynamiques centrifuges et inclusion par les marges.	17
4) L'art de jouer le pouvoir.	19
5) Une gouvernementalité d' <i>el khobza</i>	22
B - Une ethnographie politique multi-située.	23
1) Enquêter clandestinement le long d' <i>el khat</i>	24
2) Enquêter sur les départs clandestins.....	29
3) L'enquête de terrain entre improvisation et art de saisir les occasions.....	30
Première partie <i>Economie politique de la « voie » et des frontières</i>.....	35
Chapitre I – La course à <i>el khobza</i> aux frontières de l'Etat.....	41
A - Économie de la « voie » : La course à <i>el khobza</i> de la génération d' <i>el khat</i>	41
B - Trajectoires individuelles et sociales. Les figures de la « voie ».	51
1) Un complément indispensable pour des petits salariés.	53
2) Les licences d' <i>el khat</i> et le poids du parti unique.	55
3) <i>El khat</i> et les dangers de l'endettement des fourmis.	59
4) Une stratégie sociale et familiale de reconversion pour les populations rurales.	61
5) Une stratégie d'intégration des jeunes défavorisés.	63
C - Incertitudes et dépendances. Organisation de l'économie de la « voie ».	67
1) Un équilibre instable.	67
2) Les multiples techniques de domestication de l'incertitude.	70
3) L'articulation à la contrebande.	73
4) L'extension d' <i>el khat</i> au détriment de l'accumulation.....	74
D - Ben Guerdane, le centre névralgique d' <i>el khat</i>	76
1) Economie du bazar à Ben Guerdane.	76
2) Économie politique des devises.	80

Chapitre II – Les voies tumultueuses de la globalisation. L'économie d'*el khat* dans les interstices du jeu d'échelle..... 89

A - L'articulation de la trajectoire tunisienne aux soubresauts de la révolution libyenne.	90
1) <i>El khat</i> produit d'une trajectoire libyenne tumultueuse.	91
2) Le jeu à la marge des relations tuniso-libyennes.	97
B - Une des voies de l'internationalisation et de la globalisation.	103
1) Articulation de la trajectoire tunisienne à la globalisation par le « bas ».	105
2) Thermidor chinois et logique néolibérale.	109
C - Les dimensions financières et cambiales de la globalisation.	113
1) Les techniques financières de la globalisation par le « bas ».....	114
2) Economie morale d' <i>el khat</i> : confiance et corruption.	120

Chapitre III – Le « domaine du *beylik* ». Imaginaire de la course à *el khobza* à l'ombre de l'Etat. 123

A - Imaginaire du gouvernement et d' <i>el khobza</i> en Tunisie.	126
1) Négociation de l'allégeance sous le <i>beylik</i>	127
2) Un gouvernement militaro-bureaucratique.	131
3) Manger <i>el khobza</i> dans l'ombre.	137
B - La course à <i>el khobza</i> dans l'ombre de l'Etat : entre violence et incertitude.	141
1) L'incertitude permanente sur <i>el khat</i>	141
2) La violence de la normalisation dans les barrages.	144
3) Violence des négociations et des ponctions.	150
4) Les <i>taalimat</i> au cœur de la régulation d' <i>el khat</i>	155
5) La violence du racket : ruse de la mise en œuvre et pouvoir discrétionnaire.	160

Chapitre IV – *El khobza*. Un mode de gouvernement pragmatique..... 163

A - Micro-politique de l'accès à <i>el khobza</i> . Domestiquer l'incertitude et la violence policière.	166
1) Un « programme » d'accès à <i>el khobza</i>	167
2) Les licences du RCD. Les logiques clientélistes dans l'économie de la « voie »..	174
3) Economie politique du coup.	179
B - Les dynamiques <i>khobzistes</i> au cœur d'un mode de gouvernement pragmatique.	185
1) « <i>Quieta non movere</i> ». Le jeu des dynamiques <i>khobzistes</i>	185
2) Le souk : réinvention de la tradition et redéploiement de l'action étatique.	191
3) Les ruses du pouvoir.	198
C - <i>El khat</i> . Un espace de conflit et de médiation.	204
1) Fin de course à la frontière et révolte à Ben Guerdane.	204

2) Politisation de la contestation.	210
3) Médiation entre dynamiques <i>khobzistes</i>	213
Seconde partie La course à <i>el khobza</i> au quotidien entre ruses et labeur	219
Chapitre V – Manque d’argent et économie populaire de la dette.....	221
A - Les voies imprévisibles de formation d’une économie populaire d’endettement....	223
1) Le manque d’argent comme expérience de la vie quotidienne en Tunisie.	223
2) Développement des activités classiques du crédit à la consommation par les banques.	229
3) Diffusion du crédit à travers les formes d’endettement non bancaire.....	232
B - Microfinance et tactiques populaires d’insertion dans l’économie d’endettement. .	236
1) Appropriation et détournement du micro-crédit.	237
2) Quand la microfinance rencontre la course à <i>el khobza</i> : les courtiers du micro-crédit.	241
3) Le jeu des chéchias ou l’art de jongler et de vivre à crédit.	248
C - Des relations de dettes et de pouvoir.....	251
1) La course à l’endettement entre médiation et patronage.....	252
2) La dette au cœur de l’ordre social.	256
Chapitre VI – Economie politique du travail et de la médiation.	261
A - Les ressorts de la mise au travail dans les centres d’appels en Tunisie.	263
1) Une mobilisation flexible de la main d’œuvre.	268
2) Une violence diffuse.	272
3) Le travail comme modulation de l’effort.	276
4) Le centre d’appel, un « provisoire qui ne cesse de durer ».	280
5) « Un appel est un rapport de force ».	286
6) <i>El khobza</i> comme régime de régulation.	290
B - La course à <i>el khobza</i> des « en bas du bas » dans la sous-traitance illégale.	294
1) Médiation et chaînes de sous-traitance.	296
2) La microéconomie des interventions dans le fonctionnement de l’« off-shore ». .	300
3) Economie politique de la médiation.....	304
C - « Externalisation des illégalités » et économie politique de la protection.	308
1) Les figures du trafic: entre course à <i>el khobza</i> et stratégies d’accumulation.	310
2) Un continuum d’illégalismes : « petits », « puissants » et entre-deux.....	315
D - Accès différencié à l’emploi et gouvernement d’ <i>el khobza</i>	321
1) <i>El khobza</i> en tant que cage d’acier.	321
2) Clientélisme et contrôle de l’accès à l’emploi.	326

Troisième Partie Politique d'émigration sous la dictature de Ben Ali 329

Chapitre VII – Ethnographie de l'émigration illégale. Ressorts moraux et matérialité des départs. 333

- A - Les dynamiques centrifugeuses..... 333
 - 1) Les « fils de tortue » ou l'expulsion du « surplus ». 334
 - 2) Imaginaire de l'émigration et de réussite 340
- B - Les voies illégales de l'émigration. 347
 - 1) Partir à tout prix. 348
 - 2) Le passeur-rabatteur, rouage essentiel de l'enclassement des filières tuniso-libyennes..... 356
 - 3) L'action ambivalente des passeurs..... 359
 - 4) Migration et criminalisation de l'Etat en Libye. 366

Chapitre VIII – Le gouvernement à distance d'*el khobza*. L'Etat tunisien et ses émigrés..... 373

- A - Les migrations irrégulières entre criminalisation et improvisation..... 375
 - 1) La criminalisation des migrations illégales par la loi de février 2004. 375
 - 2) Application ambivalente de la loi. 385
 - 3) La lutte contre l'émigration clandestine en Tunisie : une politique en trompe-l'œil. 392
- B - Historicité de la politique migratoire. Une tradition difficile à modifier. 396
 - 1) L'institutionnalisation de l'émigration dans les années 1950-1960..... 398
 - 2) La consolidation de la « tradition » dans les années 1970. 401
 - 3) Le virage des années 1980. 407
- C - La course à *el khobza* hors des frontières de l'Etat tunisien. 409
 - 1) La clandestinité en France: entre labeur et incertitude. 410
 - 2) Les remises des émigrés au secours de la Nation. 413
 - 3) L'Etat tunisien et la canalisation des remises 419
 - 4) Un contrôle diffus. La police politique à l'œuvre. 423

Conclusion générale 429

- A - Ambivalence et crise du sujet. 434
- B - Le cheveu cassé de Muawiya : l'humiliation, moteur de la révolte. 438

Bibliographie..... 443

Introduction générale

Alors que nous étions en train d'attendre le bus qui devait nous emmener à Ben Guerdane, Azzedine un petit marchand sur la route transfrontalière tuniso-libyenne, *el khat*, qui avait préparé sa gamelle en prévision d'une longue nuit de route, vît son petit garçon s'approcher timidement de lui et lui demander 500 millimes pour acheter des sucreries. Visiblement gêné, le père ne put résister à la demande de son « fiston » et finit par céder à sa requête, non sans me lancer une phrase qui allait raisonner tout au long de la route vers le sud tunisien: « nous sommes des militants ». Que voulait dire cette phrase ? Je ne l'ai compris qu'au fil de ma recherche sur la signification politique de la contrebande et des activités de débrouille. La décision d'Azzedine de donner cet argent à son fils en dépit de sa situation financière précaire et des prébendes dont il devait s'acquitter pour gagner son pain est bien évidemment guidée par l'affection qu'il lui porte et sa volonté de préserver son image de père protecteur et pourvoyeur de ressources ; mais son estime de soi a également joué. Tout au long du voyage de retour, Azzedine s'est évertué à minimiser le montant de la dîme qu'il avait dû laisser aux agents de police, à chaque barrage routier ; il a constamment fait preuve de ruses pour cacher le tabac et les boîtes de conserve qu'il transportait dans le bus de peur qu'ils ne soient confisqués ; il n'a eu de cesse d'esquiver le paiement des prébendes tantôt en suppliant les agents, tantôt en s'obstinant dans la négociation jusqu'à l'épuisement de manière à laisser « le moins d'argent possible sur la route ».

Dans un quartier populaire de la banlieue de Tunis, des habitants s'organisent en groupes solidaires afin de pouvoir devenir des clients d'une ONG de micro-crédit. Les groupes se mettent rapidement en place grâce aux réseaux de voisinage et d'interconnaissance. Bien que n'étant pas des micro-entrepreneurs à la recherche de financement, la plupart des habitants se sont rués sur les opportunités de financement que l'ONG propose. D'ailleurs, certains se sont imposés en tant que courtiers locaux et n'ont pas hésité à « monter » de toutes pièces des microprojets. C'est le cas de Latifa, la coiffeuse du quartier, qui a aménagé dans son salon des étagères sur lesquelles elle avait placé des emballages vides de parfum, en prévision de la visite de la responsable de l'ONG. Ne pouvant, et plus sûrement encore, ne voulant déceler la supercherie, la responsable chargée

d'évaluer son microprojet a fini par valider son adhésion à l'un des groupes. Depuis, Latifa a pu monter d'autres ruses de ce genre réussissant ainsi à multiplier les micro-crédits notamment en utilisant des prête-noms. Loin d'être utilisés à des fins d'investissement, ces micro-crédits sont généralement employés pour financer des dépenses quotidiennes vitales (consommation essentiellement, paiement de loyer) ou sociales, voire au remboursement d'autres dettes. De fait, pour continuer à bénéficier des crédits proposés par l'ONG, Latifa met un point d'honneur à rembourser les échéances en temps et en heure.

Dans un atelier au rez-de-chaussée d'une maison à Zaghouan, petite ville du nord de la Tunisie, une quarantaine de jeunes filles assemblent des composants électriques livrés par un sous-traitant local. Payées à la pièce pour des sommes dérisoires, ces employées sont qualifiées par le gérant d'un de ces ateliers clandestins comme les « petits chinois, d'ici » qui seraient à l'origine de la compétitivité de l'économie locale, empêchant les coûts d'augmenter et les sous-traitants de délocaliser et de détruire des milliers d'emplois.

Dans un bâtiment situé dans une zone industrielle de la banlieue de Tunis, des centaines de jeunes, diplômés pour la plupart, assurent dans un français parfait le service commercial et la hotline d'un fournisseur internet qui opère de l'autre côté de la Méditerranée. Premier jour d'essai, je suis invité à me mettre à côté d'un téléopérateur expérimenté qui pour apprendre le métier : observer son travail en l'écoutant et m'initier progressivement à la prise d'appel. Courtois, le jeune homme m'a serré la main en me disant dans un mélange d'ironie et de dépit : « bienvenue dans le merdier ».

La scène se passe à Belleville. Au terme d'un entretien avec un jeune émigré tunisien originaire de Zarzis qui venait d'arriver clandestinement en France, alors que j'étais sur le point de le quitter et que nous étions en train de discuter du projet de départ d'un ami resté en Tunisie qui appréhendait, toutefois, la mauvaise réputation des passeurs libyens, mon interlocuteur s'est mis à chercher dans le répertoire de son téléphone portable et m'a sorti le numéro de téléphone de « son » passeur en me disant : « c'est un bon passeur de Ben

Guerdane. Il peut le contacter de ma part, je le connais bien. Il s'occupera bien de lui et le mettra en contact avec des gens de confiance en Libye ».

A - Une politique d'el khobza. Essai de problématisation.

Ces séquences décrivent la lutte quotidienne pour la subsistance à laquelle se livre une grande partie de la population tunisienne. Chômeurs, travailleurs suppléants, jeunes diplômés précaires, sous-traités, ouvriers pressurés, vendeurs à la sauvette, contrebandiers, petits trafiquants, ou marchands ambulants, mais aussi retraités aux ressources insuffisantes, mères de famille tentant de compléter les faibles revenus du foyer, petits fonctionnaires ou salariés ne réussissant plus à subvenir aux besoins de leur famille sont les principales figures de cette course effrénée. L'implication dans des activités marchandes transfrontalières, dans des pratiques de jonglerie entre différentes sources de dettes, dans des relations de travail aussi précaires qu'exigeantes et dans diverses formes d'intermédiations aux marges de la légalité leur offre les ressources matérielles nécessaires pour survivre. Ces pratiques populaires de survie renvoient à une expérience quotidienne faite de ruses, d'un art de saisir au vol les opportunités et d'enchaîner des coups en faisant preuve d'ingéniosité et d'improvisation. Mais la lutte pour la survie n'est pas simplement une affaire de filouterie ; elle a aussi trait au labeur, aux privations, à la capacité d'encaisser des brimades, à faire face aux tracasseries et à accepter un emploi déclassé, précaire et sous-payé en dépit des frustrations endurées chaque jour. Il faut jongler avec les contraintes et les retournements de conjonctures et tenter de gagner son pain en risquant quotidiennement d'être puni, racketté ou dénoncé. Cette lutte pour l'existence est donc aussi un processus de construction du sujet. Ce que les Tunisiens désignent par la « course à *el khobza* » (*yejri 'al khobza*, la course au pain) est au cœur de cette thèse. C'est seulement à cette lumière que l'on peut comprendre le sens de la phrase qu'Azzedine m'avait lancée : « nous sommes des militants ».

1) La course à *el khobza* comme objet de recherche.

Incarnant une sécurité économique qui doit être légitimement garantie à tous, *el khobza* est néanmoins difficilement accessible pour des pans entiers de la population. Depuis le début des années 1990, derrière des taux de croissance honorables, la situation économique s'est considérablement dégradée notamment en termes de création d'emplois. En dépit d'un taux de chômage officiel fixé invariablement aux alentours de 14-15%, la situation s'est

considérablement dégradée à partir de 2008. Chaque année, il y a environ 140 000 nouveaux demandeurs d'emplois qui font leur entrée sur le marché du travail contre seulement 60 à 65.000 créations d'emplois, principalement localisées dans la région du grand Tunis et sur le littoral¹. L'accélération de la privatisation et la précarisation des relations de travail ont progressivement révélé l'incapacité du modèle économique à intégrer les jeunes, notamment dans les régions de l'intérieur du pays. Aussi bien la fin de l'Etat employeur, le développement du chômage et du sous-emploi, la diffusion de la précarité dans les relations de travail que l'étiollement de ses capacités redistributives et l'échec du traitement social du chômage depuis le début des années 1990 ont lancé des pans entiers de la population dans une course aux ressources matérielles d'existence². La structure dualiste du modèle économique tunisien – articulé autour d'un marché intérieur de taille limitée et d'un secteur offshore pourvoyeur d'emplois essentiellement non qualifiés dans le textile et la sous-traitance internationale – s'est avérée structurellement incapable d'intégrer les nouveaux arrivants au marché du travail, particulièrement ceux d'entre eux qui étaient diplômés³. Par ailleurs, les autorités tunisiennes ont opté pour une politique de pression sur les salaires comme modalité d'insertion dans l'économie de sous-traitance internationale, stratégie qui s'est faite au détriment des salariés ainsi amenés à composer avec des conditions de travail et de vie de plus en plus austères.

Dans ces conditions, des pratiques économiques illégales viennent à être considérées comme des formes banales et légitimes de subsistance, voire d'accumulation. C'est le cas de l'économie d'*el khat* (la voie) à la frontière tuniso-libyenne. Dans cette région marginalisée, le

¹ Banque mondiale et Ministère de l'emploi et de la formation professionnelle, *Compétitivité et croissance. Le défi de l'emploi aux multiples dimensions*, Consultation nationale sur l'emploi, Rapport intermédiaire, version 2, Tunis, septembre 2008. Chaque année 70 000 diplômés, 40 000 sortis de la formation professionnelle et 30 000 sans formation font leur entrée sur le marché du travail.

² Les amendements au Code du travail de 1994 et de 1996 et l'introduction des contrats à durée déterminée (CDD) et du travail intérimaire ont favorisé les emplois temporaires et la précarisation des relations de travail. Voir Hamza Meddeb, « Tunisie, pays émergent ? », *Sociétés politiques comparées*, n° 29, 2010, accessible sur www.fasopo.org.

³ Hamza Meddeb, « Tunisie, pays émergent ? », art.cit. Les autorités tunisiennes ont reconnu l'acuité de ce problème, voir Banque mondiale et Ministère de l'emploi et de la formation professionnelle, *Dynamique de l'emploi et adéquation de la formation parmi les diplômés universitaires*, Rapport sur l'insertion des diplômés de 2004, Tunisie 2008. Le chômage est un problème commun à tous les pays du Maghreb, Myriam Catusse, Blandine Destremau, Eric Verdier (dir.), *L'Etat face aux débordements du social au Maghreb. Formation, travail et protection sociale*, Paris, Karthala-IREMAM, 2010

« travail sur *el khat* » correspond pour une grande partie de ceux qui s'y livrent à une stratégie de survie qui ressortit davantage d'une « économie de la nécessité⁴ » que de l'accumulation. Avec la massification des flux de marchandises, la hausse de la demande interne et le développement des pratiques parallèles de change, *el khat* a été un site d'accumulation permettant l'accès à la prospérité pour une partie des acteurs de l'économie de la frontière. Cette dernière a permis au fil des années d'englober des stratégies diverses : répondre à la nécessité et à l'impératif de survie pour les « fourmis », les petits contrebandiers, les transporteurs ; répondre au désir d'accumulation et d'accès à la richesse pour les cambistes, les trafiquants de carburants, les commerçants et les « gros » praticiens d'*el khat*. Le caractère improvisé de certaines activités, le montant dérisoire de nombreux achats n'excluent pas l'existence de transactions beaucoup plus importantes que contrôlent les gros opérateurs du commerce transnational frauduleux. Mais les volumes relativement réduits des achats (souvent 100 ou 200 DT par voyage) témoignent de la banalité de ces trafics transfrontaliers et de leur prégnance dans l'économie de la région. Ceux-ci permettent à des centaines de milliers, voire des millions de Tunisiens, de faire face à la crise économique et aux nécessités de la vie, d'améliorer leur ordinaire, de s'offrir un peu de rêve ou de briller aux yeux d'autrui.

Qu'il s'agisse des activités populaires marchandes qui cherchent à exploiter les différentiels de fiscalité, la non convertibilité des monnaies de part et d'autre de la frontière tuniso-libyenne ou les écarts de prix et les opportunités différentes d'approvisionnement et de distribution de marchandises d'une région à l'autre du pays, ou encore les formes de jonglerie entre différentes sources d'endettement formelles et informelles (crédits auprès des banques, auprès de l'employeur, auprès des organismes de microcrédit, prêts à gage et circuits informels), ces pratiques sont indispensables à la gestion des contraintes de la vie quotidienne. A la lisière des pratiques délictueuses, les trafics de cuivre et d'autres métaux non ferreux participent à l'approvisionnement des filières trafiquantes transnationales et à l'enchâssement des réseaux locaux dans les circuits de la globalisation illicites générant des revenus aux « petits » trafiquants et des fortunes aux ferrailleurs et autres entrepreneurs spécialisés dans l'exportation de ce type de marchandise. Sans porter exclusivement sur les biens de

⁴ Fariba Adelkhah, « Le retour de Sindbad. L'Iran dans le Golfe ». *Les études du CERI*, n°53, mai 1999, p.40 et du même auteur, *Les mille et une frontières de l'Iran. Quand les voyages forment la nation*, Paris, Karthala, 2012.

consommation et d'équipement ou les matières premières, la marchandisation et la flexibilité du travail élevées au rang de nécessité historique indispensable à la compétitivité de la Tunisie en tant que destination des investissements directs étrangers se sont accompagnées par le foisonnement des opportunités d'intermédiation entre entreprises travaillant dans l'offshore, des sous-traitants désireux de s'affranchir des contraintes légales d'embauche de la main d'œuvre et une population au chômage prête à travailler en dehors de toute forme de protection constitue une modalité essentielle d'exploitation de la segmentation de l'économie tunisienne et d'insertion dans les flux de la globalisation. De fait, la course à *el khobza* est avant tout une lutte dont l'objet est de capter et s'emparer des ressources matérielles en rendant productives des frontières réglementaires, monétaires, statutaires ou territoriales à l'interface du local et de l'économie globalisée. Courir derrière *el khobza* consiste largement à déceler, provoquer, inventer, saisir au vol et exploiter les asymétries et les différentiels de manière à en faire des sources de gains aussi marginaux soient-ils⁵.

2) Problématique de la recherche.

En étudiant les « milles manières de braconner »⁶ des « petites » gens et des « en bas du bas »⁷ pour reprendre une expression utilisée en Afrique sub-saharienne, cette thèse cherche à saisir comment s'invente le quotidien sous la dictature de Ben Ali. Il s'agit de rester au plus près des pratiques et des conduites de vie ordinaires pour comprendre comment la course à *el khobza* – faite de mobilités, de ruses, de pratiques muettes, insaisissables et ambiguës, et que l'on peut repérer dans les activités transfrontalières, les circuits populaires de la dette, le monde du travail, l'économie trafiquante, les relations de médiation dans l'économie de sous-traitance, ou l'émigration – s'est imposée en tant que site d'exercice du pouvoir. L'analyse des pratiques économiques quotidiennes permet de comprendre l'exercice

⁵ Je me réfère ici à l'analyse de Jane Guyer, *Marginal gains. Monetary transactions in Atlantic Africa*, Chicago, The University of Chicago Press, 2004 et à la lecture qu'en fait Michel Callon, « Il n'y a d'économie que dans les marges », *Libellio*, vol 4, n°2, été-automne 2008, pp.1-18.

⁶ Michel de Certeau, *L'invention du quotidien.1. Arts de faire*, Paris, Folio Essais, Gallimard, 1990.

⁷ Jean-François Bayart, Achille Mbembe, Comi Toulabor, *La politique par le bas en Afrique noire*, Paris, Karthala, 2008 ; Jean François Bayart, « Le politique par le bas en Afrique noire : questions de méthode », *Politique Africaine*, n°1, mars 1981, pp.53-82.

concret du pouvoir et les rapports de domination⁸. En effet, la course à *el khobza* est fondamentalement affaire de jeu avec les limites : elle consiste à inventer non seulement les opportunités et les différentiels mais aussi les manières de les exploiter, très souvent susceptibles de glisser vers l'illégalité. Dans un tout autre contexte, Michel Callon insiste sur le fait qu'« innover, c'est fabriquer des marges, dans tous les sens du terme : se placer à la frontière du connu, fabriquer un espace de manœuvre et de monopole, créer de la valeur et en accaparer une partie »⁹. La course à *el khobza* est, à sa façon, une autre modalité de l'innovation, une expression de cette volonté à s'acharner pour défendre ces marges créatrices de gains et préserver ces espaces de manœuvre et d'autonomie. En cela, elle procède de ce que Jean Pierre Warnier a désigné, à la suite d'Arjun Appadurai et d'autres, par la « politique de la valeur »¹⁰. En tant que processus de formation de la valeur façonné par des conflits et des rapports de force, la course à *el khobza* s'inscrit dans des relations de pouvoir. Il ne suffit pas d'exploiter les asymétries pour survivre ou s'enrichir, encore faut-il apprivoiser la violence des ponctions et des prébendes collectées par les agents de l'Etat, sécuriser les gains en éliminant les concurrents, domestiquer l'incertitude en mettant en place des arrangements de manière à se protéger contre l'application de la loi et protéger par là-même ses gains, se prémunir de l'arbitraire d'un supérieur et agir selon une logique propre et autonome. C'est en ce sens que les activités transfrontalières, les pratiques populaires d'endettement, le monde du travail et l'ensemble des pratiques trafiquantes et les activités d'intermédiations à l'interface du légal et de l'illégal sont des lieux du pouvoir¹¹. La relation au pouvoir et l'accès à l'Etat se

⁸ Cette démarche a été initiée, dans l'étude du cas tunisien, par Béatrice Hibou, *La force de l'obéissance. Economie politique de la répression en Tunisie*, Paris, La Découverte, 2006. Pour une problématisation dans d'autres contextes autoritaires et totalitaires, voir son *Anatomie politique de la domination*, Paris, La Découverte, 2011. Voir également, sur les anciens régimes communistes, Gilles Favarel-Garrigues, *La police des mœurs économiques. De l'URSS à la Russie (1965-1995)*, Paris, CNRS, 2007 ; Sheila Fitzpatrick, *Le Stalinisme au quotidien. La Russie soviétique dans les années 1930*, Paris, Flammarion, 2002 ; Nadège Ragaru et Antonella Capelle-Pogăcean (dir.), *Vie quotidienne et pouvoir sous le communisme. Consommer à l'Est*, Paris, Karthala, 2010 ; Sandrine Kott, *Le communisme au quotidien. Les entreprises d'Etat dans la société est-allemande*, Paris, Belin, 2001.

⁹ Michel Callon, « Il n'y a d'économie que dans les marges », art.cit, p.17.

¹⁰ Jean Pierre Warnier, « Les politiques de la valeur », *Sociétés politiques comparées*, n°4, 2008, disponible sur www.fasopo.org.

¹¹ Cette recherche s'inscrit à la suite des travaux de Janet Roitman, *Fiscal Disobedience, An Anthropology of economic Regulation in Central Africa*, Princeton, Princeton University Press, 2005; Béatrice Hibou, *L'Afrique est-elle protectionniste ? Les chemins buissonniers de la libéralisation extérieure*, Paris, Karthala, 1996 ; Jean-François Bayart, Stephen Ellis, Béatrice Hibou, *La Hamza Meddeb – « Courir ou mourir dans la Tunisie de Ben Ali » - Thèse IEP de Paris – 2012*

muent en une ressource fondamentale dans la régulation de la course à *el khobza* et dans sa transformation en un itinéraire d'accumulation.

Toutefois, je voudrais montrer ici que cette dimension politique est autrement plus profonde que ces seules relations instrumentales. La relation au pouvoir est d'autant plus fondamentale que la course à *el khobza* ne porte pas simplement sur une lutte matérielle pour la survie mais constitue également une lutte de sens dont la dimension morale est fondamentale. La course à *el khobza* est une lutte pour imposer, défendre et légitimer les pratiques économiques légalement répréhensibles. En effet, bien qu'elles soient frauduleuses, les pratiques de survie sont perçues comme des formes légitimes de survie par la population. Le délitement des capacités redistributives institutionnelles et de la protection par le salaire s'est accompagné du déclin de l'Etat en tant que pourvoyeur d'*el khobza* mais aussi en tant que producteur du monopole de sens et des modalités légitimes d'accéder à *el khobza*. Le salaire, la fonction publique, les allocations sociales ne sont plus synonymes de sécurité et les pratiques économiques illégales se sont progressivement imposées en tant que formes licites de survie. Reflet du droit légitime à la subsistance et à la mobilité sociale, *el khat* ou la « voie » signifie bien plus que la route transfrontalière : l'entrée des catégories populaires de plus en plus nombreuses reflète un mouvement social massif. Il en est de même des pratiques populaires d'endettement, des pratiques trafiquantes ou encore de l'émigration clandestine. Dans l'imaginaire populaire, *el khobza* a toujours été associée à l'Etat-parti : ce dernier la distribue à sa clientèle sous forme d'emplois dans la fonction publique, de licences, de privilèges et de faveurs. L'Etat-parti marque sa puissance en donnant *el khobza* et en l'enlevant. Il donne à manger à ses partisans et en prive ses opposants, voire leur mange leur *khobza* et, ce faisant, les écrase. Le délitement des capacités de redistribution de l'Etat et le rétrécissement des ressources publiques ont renouvelé la question du droit à *el khobza* en tant qu'expression de la revendication de participation dans les flux de la globalisation et d'intégration dans les mécanismes de redistribution étatiques. Les figures hybrides du fonctionnaire-praticien de la frontière, de la coiffeuse-organisatrice de voyage marchand, de l'ouvrier-trafiquant, de l'épicier-courtier de microcrédits, du retraité-gérant d'un atelier clandestin de sous-traitance illustrent la prégnance de ces modalités légitimes d'accès au

criminalisation de l'Etat en Afrique, Bruxelles, Complexe, 1997 ; Alf Lüdtke, *Des ouvriers dans l'Allemagne du XX^{ème} siècle. Le quotidien des dictatures*, Paris, L'Harmattan, 2000.

mieux-être et la cristallisation d'un espace d'entre-deux entre l'officiel et l'officieux, le légal et l'illégal, véritable creuset de formation du sujet d'*el khobza*. La problématique de cette thèse consiste dès lors à comprendre comment la course à *el khobza* s'est imposée au cœur du « gouvernement des autres » et du « gouvernement de soi »¹². Cette thèse s'inscrit dans la suite de la démarche de Béatrice Hibou sur l'analyse de la domination par l'étude des pratiques économiques banales¹³. Mais alors que, pour comprendre le fonctionnement concret du pouvoir dans la Tunisie de Ben Ali, elle a principalement centré sa recherche sur les grands opérateurs, l'élite économique et sociale, l'économie officielle et enregistrée, j'ai dans cette thèse focalisé mon analyse sur les « en bas du bas », l'économie populaire et non enregistrée.

3) Dynamiques centrifuges et inclusion par les marges.

En tant que processus politique et social de création de la valeur qui suppose quotidiennement la transgression et le contournement de la loi, la course à *el khobza* est une « conduite de vie » (M. Weber) qui consiste à domestiquer les incertitudes et à apprivoiser la violence. Dans le cas de l'économie de la frontière, courir derrière *el khobza* revient à se jouer des règles légales pour faciliter l'acheminement des marchandises, le franchissement de la frontière et le passage à la douane. Il s'agit également de s'insérer dans les réseaux de dettes et de se conformer aux exigences des dispositifs de micro-crédits pour mieux les détourner. Il en est de même de l'économie off-shore où la sous-traitance de la production s'accompagne, en grande partie, d'une sous-traitance de l'illégalité aux maillons les plus fragiles de la chaîne amenant les personnes qui y travaillent à se débrouiller pour se protéger et consolider leur insertion dans des relations qui, par définition, sont précaires. La prégnance de la course à *el khobza* aux marges de la légalité illustre les dynamiques centrifuges qui travaillent la société tunisienne. Dans un contexte d'étiollement des capacités redistributives de l'Etat, d'émergence de nouvelles figures de la réussite qui ont supplanté celles du « lettré », du « fonctionnaire » ou du « diplômé » dont le déclin a accompagné la fin de la « protection par

¹² Michel Foucault, « Le souci de la vérité », in *Dits et écrits II, 1976-1988*, Paris, Gallimard, 2001, p.1489.

¹³ Une approche de recherche initiée par Béatrice Hibou dans *La force de l'obéissance...op.cit* et développée et généralisée dans l'étude des régimes autoritaires et totalitaires dans *Anatomie politique de la domination, op.cit.*

le salaire »¹⁴ et d'exacerbation du chômage, des pans entiers de la population poussés aux marges de l'ordre social sont amenés à jongler pour dépasser les difficultés du quotidien, à se débrouiller en vivant perpétuellement en marge de la légalité et en étant quotidiennement susceptibles d'être réprimés ou rackettés. Quand ils ont la chance d'entrer dans le monde du travail, ils doivent s'accommoder d'un emploi déclassé, précaire et sous-payé en dépit des frustrations endurées chaque jour.

Comprendre ces positions « aux marges », et les mécanismes qui poussent les populations à y entrer et à y rester, permet d'éclairer les dynamiques au cœur de l'économie politique tunisienne. Comme le souligne Robert Castel, « la marge est moins un territoire exotique que la surdétermination de ce qui se joue au cœur d'une société et des enjeux qui la traversent¹⁵ ». Ce qui se joue dans ces pratiques illicites est bien à l'image de la société : dans le moindre détail du quotidien, le pouvoir investit tous les mécanismes économiques et sociaux qui participent de la course à *el khobza*. Le pouvoir central interdit parfois, détourne ou fraie la voie dans d'autres cas mais toujours régule l'accès aux sources de subsistance et aux opportunités d'accumulation. C'est en cela qu'*el khobza* s'inscrit au cœur du politique et de l'exercice du pouvoir en Tunisie. Les pratiques illicites ne se développent pas contre ou en dehors de l'État puisqu'elles sont largement régulées par le racket et la corruption des autorités publiques. Sources de revenus pour la population, ces activités économiques illicites sont en outre créatrices de croissance car elles sont enchâssées dans l'économie structurée. De sorte que ces illégalismes irriguent l'ensemble des circuits économiques impliquant des acteurs subalternes comme des acteurs majeurs de l'économie tunisienne, ceux situés aux marges comme ceux qui sont au cœur de la société. Les lois sont ainsi moins perverties qu'innervées de tactiques de contournement et de détournement qui les neutralisent en instaurant des arrangements quotidiens. Ce n'est pas un système de régulation extralégal qui est ainsi mis en place, mais plutôt un ensemble de pratiques qui forgent au quotidien des transactions et des échanges assurant la diffusion de la domination à travers la régulation de la

¹⁴ Sur le salaire en tant que lien politique, Achille Mbembe, *De la postcolonie. Essai sur l'imagination politique dans l'Afrique contemporaine*, Paris, Karthala, 2000. Sur l'émergence de nouvelles figures de la réussite en Afrique, Richard Banégas et Jean-Pierre Warnier, « Nouvelles figures de la réussite et du pouvoir », *Politique africaine*, n° 82, juin 2001, p. 5-21.

¹⁵ Robert Castel, « La discrimination négative. Le déficit de citoyenneté des jeunes de banlieue », *Annales. Histoire, sciences sociales*, n°4, 2006, p. 777-808.

course à *el khobza*. En Tunisie comme dans le Bas-Empire romain analysé par Paul Veyne, « la loi n'est que la moitié de la réalité, l'autre étant le *suffragium* ou *patrocinium*¹⁶ », c'est-à-dire la corruption et le clientélisme.

Corruption et clientélisme sont au cœur d'arrangements qui autorisent aussi bien l'accès à *el khobza* que la diffusion d'un exercice coercitif et disciplinaire du pouvoir qui entérine la vulnérabilité des acteurs engagés dans cette course. L'analyse de la course à *el khobza* permet de mieux comprendre les enjeux d'une intégration par les marges, une intégration qui est fondamentalement précaire et aléatoire au regard de l'incertitude, de la violence et de l'humiliation qui en assurent la régulation repérables aussi bien dans les barrages de contrôle-racket sur la route transfrontalière que dans les relations salariales, dans le quotidien des ouvrières des ateliers clandestins de sous-traitance ou de la précarité des relations de dettes et les pratiques de jongleries qui façonnent le quotidien de la majeure partie de la population.

4) L'art de jouer le pouvoir.

La course quotidienne à *el khobza* ne se retrouve pas insérée dans les mécanismes de pouvoir du fait d'une imposition par « le haut ». Elle correspond à un art de « jouer le pouvoir »¹⁷, c'est-à-dire à une forme de participation des « en bas du bas » aux arrangements, aux rituels et aux dispositifs de contrôle et de discipline mis en place par la puissance publique. Cette participation est faite de ruses, elle subvertit les mécanismes de domination, les fait jouer sur un registre autre que celui pour lequel ils étaient prévus¹⁸. Il s'agit fondamentalement pour les classes populaires, que j'analyse, de se réfugier dans l'équivoque, de se conformer aux normes pour mieux les détourner et réaliser ce faisant leurs propres intérêts dans des rapports de force contraignants. C'est le cas des praticiens de la frontière qui mettent en place des arrangements avec les douaniers et les gardes-frontières et qui cherchent à bénéficier de licences distribuées par le parti hégémonique, le RCD. Ces arrangements leur

¹⁶ Paul Veyne, « Clientèle et corruption au service de l'État : la vénalité des officiers dans le Bas-Empire romain », *Annales. Économies, sociétés, civilisations*, vol. 36, n°3, 1981, p. 340.

¹⁷ Pour Michel de Certeau, « l'ordre est joué par un art » en ce sens qu'il est « trompé », « déjoué » et subvertit par les dominés sans être, pour autant, transformé, Michel de Certeau, *L'invention du quotidien... op.cit*, p.46 et suiv. [C'est l'auteur qui souligne].

¹⁸ Voir à ce sujet l'analyse que fait Michel de Certeau de la participation des ethnies indiennes aux rituels de christianisation forcée imposés par le colonisateur espagnol. Michel de Certeau, *L'invention du quotidien... op.cit*

offrent la possibilité de sécuriser le passage à la frontière, de réduire les prébendes, de se protéger contre la voracité et le racket des agents et de consolider leur position d'accumulation dans cette économie illicite en éliminant les concurrents incapables de s'insérer dans ce genre de dispositifs. Il en est de même des clients des ONG de micro-crédits qui se conforment aux exigences des développeurs pour accéder à des fonds qui seront employés à des fins autres que l'investissement. Les téléopérateurs des centres d'appels s'accommodent des objectifs de leur hiérarchie, seule façon de moduler leurs efforts et de se ménager. La course à *el khobza* des gens ordinaires dépend, dès lors, de leur capacité à se jouer des règles et des rapports de force non pour récuser la domination mais pour atténuer ses effets, et la rendre moins envahissante et plus supportable. En ce sens, « jouer le pouvoir » consiste à « se l'approprier, le canaliser, le capter, l'infléchir dans la direction qu'on veut ; il faut pour en faire usage à son profit, le 'séduire' ; il devient à la fois objet de convoitise et objet de séduction ; désirable donc, et cela dans la mesure même où il est absolument redoutable »¹⁹.

Mais « jouer le pouvoir » c'est aussi savoir se conduire dans un système, le reconnaître sans pour autant adhérer ni rejeter ses normes²⁰. Une telle manière d'être et de se comporter procède moins d'une rationalité calculatrice que d'un imaginaire politique que je qualifie, en référence à l'expression populaire, de « domaine du *beylik* ». Dans cet imaginaire, l'accès à l'Etat constitue une source d'accumulation et de richesse aussi bien pour ses serviteurs qui détournent une partie des recettes fiscales que pour les acteurs subordonnés qui jouent le pouvoir. A l'image des chefs locaux chargés de collecter les impôts au nom du bey (le souverain), la collecte des prélèvements dans les régions méridionales offrent aux agents de l'Etat l'occasion d'asseoir leur pouvoir, de garantir des recettes au souverain et de s'enrichir à titre personnel. Dans ces conditions, courir derrière *el khobza* revient à braconner dans le « domaine du *beylik* » en s'attachant la protection d'agents prêts à « monnayer leur pouvoir »²¹. L'image du « domaine du *beylik* » est intéressante à plusieurs égards. Les

¹⁹ Michel Foucault, « La vie des hommes infâmes », in *Dits et écrits...op.cit.*, p.247

²⁰ Vaclav Havel, *Essais Politiques*, Paris, Calman-Lévy, 1989.

²¹ Giorgio Blundo (dir.), *Monnayer les pouvoirs. Espaces, mécanismes et représentations de la corruption*, Paris, Presses Universitaires de France, 2000.

frontières du domaine sont productives ; elles génèrent des richesses autant pour les agents de l'Etat que pour les gens ordinaires pour peu que ces derniers sachent les rendre poreuses en domptant la violence des agents de l'Etat. Ces frontières poreuses créatrices de richesses pour les agents sont aussi synonymes d'extension du pouvoir de l'Etat et de sa consolidation en dépit du délitement de ses ressources puisqu'elles lui offrent des opportunités d'intervention, de contrôle et d'affirmation de son pouvoir. L'illégalité de la course à *el khobza* est dès lors constitutive des relations de pouvoir. Celles-ci ne sont lisibles que si l'on considère l'illégalité de la course dans sa « normalité », dans sa « banalité » et surtout dans sa « productivité ». L'illégalité crée des richesses, génère des rentes, et permet d'étendre l'exercice disciplinaire du pouvoir.

L'observation de la course à *el khobza* informe ensuite de la prégnance des médiations dans la circulation du pouvoir et dans le redéploiement de l'Etat dans des espaces aux frontières ambiguës entre « formel » et « informel », « légal » et « illégal », « licite » et « illicite »²². A l'interface des circuits de la globalisation, ces médiations participent à l'enchâssement de sphères hétérogènes multipliant les occasions de gains et de profits. Douaniers, policiers, gardes-frontières, gérants d'atelier clandestin, passeurs ou encore courtiers des ONG de microcrédit sont des figures de ces médiations qui jouent un rôle important dans le déploiement de mécanismes d'accès différenciés à *el khobza*. Ces relations de médiation participent à la « formation de l'Etat » entendu comme un processus inconscient et aléatoire différent de sa « construction » en tant que produit de stratégies volontaristes mises en place par les élites au pouvoir²³. La généralisation de la fraude et, de façon plus générale, des illégalités qui sapent les bases fiscales de l'Etat s'accompagne d'une radicalisation des stratégies d'extraversion par l'implication croissante des acteurs subordonnés. Le redéploiement des modes d'intervention de l'Etat esquisse les contours d'un gouvernement qui, bien qu'il ne soit pas productif économiquement, n'en est pas moins efficace politiquement.

²² Béatrice Hibou (dir.), *La privatisation des Etats*, Paris, Karthala, 1999.

²³ John Lonsdale, « The conquest state of Kenya, 1895-1905 » in J.A. de Moor et H.L. Wesseling (eds), *Imperialism and War. Essays on Colonial Wars in Asia and Africa*, Leiden, Brill, 1989. Pour une synthèse de ce concept, Jean-François Bayart, « Hors de la 'vallée malheureuse' de l'africanisme », *Revue française de Sciences Politiques*, vol. 44 n° 1, 1994, pp. 136-139.

5) Une gouvernementalité d'*el khobza*.

El khobza apparaît ainsi comme un mode de gouvernement qui joue des rouages de la vie quotidienne et qui participe à l'assujettissement des hommes. Si l'on suit la conception foucauldienne de l'exercice du pouvoir, qui comprend ce dernier comme une « manière de diriger la conduite d'individus ou de groupes²⁴ », *el khobza* symbolise la manière dont le gouvernement s'appuie sur les actions des sujets pour structurer le champ des possibles. À l'image de la « politique du ventre » en Afrique, dont Jean-François Bayart a montré qu'elle ne se résumait pas à la corruption, au clientélisme et à la prédation, mais qu'elle avait également trait à un ethos de la munificence et au répertoire de l'invisible tout en constituant une modalité de la légitimité politique et un processus de subjectivation²⁵, *el khobza* ne peut se comprendre seulement comme une façon de conceptualiser le clientélisme, la corruption et plus largement la domination en Tunisie. Si l'on admet que l'économie des frontières, les relations de dettes, les ateliers clandestins de sous-traitance, les centres d'appels ou encore l'émigration sont des sites de pouvoir qui façonnent, modèlent et modulent les conduites des sujets, on ne peut que suivre Michel Foucault, sur la nécessité de « cesser de toujours décrire les effets du pouvoir en termes négatifs : il 'exclut', il 'réprime', il 'refoule', il 'censure', il 'abstrait', il 'masque', il 'cache' »²⁶, pour l'envisager plutôt en des termes positifs car « le pouvoir produit, il produit du réel, il produit des domaines d'objets et des rituels de vérité. L'individu et la connaissance qu'on peut en pendre relèvent de cette production »²⁷. En d'autres termes, dès lors que la course à la survie produit les *khobzistes* autant qu'elle est produite par eux, on ne peut l'envisager que comme une gouvernementalité entendue comme « la rencontre entre les techniques de domination exercées sur les autres et les techniques de soi »²⁸.

L'étude des relations de protection dans l'économie d'*el khat*, des relations salariales dans le monde du travail, des chaînes d'endettement, des relations de sous-traitance suggère

²⁴ Michel Foucault, *Dits et écrits...op.cit.*, p. 237.

²⁵ Jean-François Bayart, *L'État en Afrique. La politique du ventre*, Paris, Fayard, 2006 (notamment l'introduction à cette nouvelle édition).

²⁶ Michel Foucault, *Surveiller et punir. Naissance de la prison*, Paris, Gallimard, 1976, p.227.

²⁷ Ibid., p.227.

²⁸ Michel Foucault, *Dits et écrits...op.cit.*, p.1604.

que l'exercice de la domination en Tunisie se tisse dans la course à *el khobza* et se forge quotidiennement dans les rapports de force entre les acteurs subalternes et des agents de l'État, des entrepreneurs, des chefs d'entreprises, des gérants d'ateliers, des courtiers, des agents de terrain d'ONG de micro-crédit qui sont autant des sujets d'*el khobza* que les premiers. Elle amène aussi à évacuer l'analyse en termes de « répression » et de « résistance », qui ne permet pas de comprendre les mécanismes d'assujettissement par *el khobza* comme l'expression d'une subjectivité, d'un manque, d'une urgence, d'une incertitude et d'un désir de sécurité et de mieux-être partagés par l'ensemble des acteurs. L'étude de la gouvernementalité d'*el khobza* révèle l'importance des médiations dans l'exercice du pouvoir et dans l'enchâssement des multiples dynamiques *khobzistes* hétérogènes qui se déploient dans la société tunisienne.

B - Une ethnographie politique multi-située.

Enquêter dans la Tunisie de Ben Ali est une tâche ardue du fait de la nature du régime qui était particulièrement méfiant à l'égard de toute démarche scientifique susceptible d'écorcher l'image du « miracle » tunisien qu'il avait patiemment tissé à coup de propagande à l'échelle internationale. La surveillance permanente que Béatrice Hibou avait dû subir au cours de ses enquêtes de terrain ainsi que les intimidations auxquels des journalistes avaient fait face illustrent les restrictions imposées aux chercheurs et les tentatives d'entraver et de contrôler tout discours scientifique ou critique. Ce climat de suspicion empêche considérablement l'établissement de relations de confiance avec les enquêtés indispensable à la liberté de la parole. J'ai personnellement expérimenté cette situation lors de la réalisation de mon mémoire de master sur la mobilisation des familles des prisonniers politiques. Bien que mon entrée sur le terrain fût assurée par l'intermédiaire d'un ami proche très impliqué dans la mobilisation des proches des prisonniers, je me suis heurté néanmoins à la méfiance des familles, au refus de beaucoup de gens d'être interviewé, à des situations dans lesquelles des gens qui avaient accepté d'être interviewé, ont fait faux ban le jour de l'entretien. L'enregistrement des entretiens était inenvisageable mais cela n'avait pas empêché les interviewés d'être méfiants et les discussions marquées par beaucoup de non-dits et d'auto-censure. Face à cette difficulté, je m'étais donc résigné à redéfinir mon objet de recherche pour me concentrer sur l'étude de l'internationalisation de la cause des prisonniers politiques par les militants tunisiens exilés en France. La redéfinition de l'objet de la recherche avait été

la seule alternative possible pour dépasser la difficulté d’apprivoiser le terrain. Fort de cette expérience, le choix de la méthode d’enquête pour le travail de thèse a été murement réfléchi. Le choix de la démarche ethnographique a été déterminé aussi bien par la nature de l’objet de la recherche que par les contraintes du terrain.

Enquêter d’une façon anonyme en Tunisie a nécessité la prise en compte de quelques précautions. La première fut de couper les liens que j’avais tissés avec les milieux de l’opposition tunisienne installés à Paris et éviter de les fréquenter du fait de la surveillance étroite et le noyautage dont ce milieu faisait l’objet. La seconde a été de ne pas être affiliée à aucune institution de recherche tunisienne ou étrangère installée en Tunisie. Sur les conseils de ma directrice de thèse, j’ai même fait enlever mon nom des listings de l’école doctorale de SciencesPo. En effet, l’aversion du régime de Ben Ali à l’égard de tout discours critique s’est traduite dans les faits par un contrôle étroit de toutes les institutions de savoir, y compris étrangères, laissant aux chercheurs des marges de manœuvre réduites et poussant nombreux à choisir des thèmes de recherches aseptisés de manière à ne pas s’attirer les foudres du pouvoir. L’autocensure, les conduites d’évitement ou le repli sur soi en disent long sur l’exercice du pouvoir dans le monde de la recherche en sciences sociales en Tunisie. La dernière précaution fut de ne pas publier les résultats de mes recherches, le temps de terminer la plus grande partie de mes enquêtes de terrain, ou de publier sous pseudonyme²⁹. Disposant d’un large éventail de moyens de rétorsion, je craignais qu’une fois alerté le régime de Ben Ali n’entrave la poursuite de mon travail de recherche moins par l’intimidation que par la multiplication des tracasseries dont il avait le secret tels que le non-renouvellement de mon passeport et de mes documents personnels ou des pressions exercées sur ma famille qui réside en Tunisie.

1) Enquêter clandestinement le long d’*el khat*.

L’hypothèse de départ qui a guidé mon travail de recherche fût que les pratiques économiques informelles sont à l’origine de marges de manœuvre considérables pour le régime autoritaire tunisien. La frontière s’est dès lors imposée en tant que site privilégié pour

²⁹ Le premier article que j’ai publié a été signé du pseudo Samy Elbaz, « Quand le régime du ‘changement’ prône la ‘stabilité’. Mots et trajectoire de développement en Tunisie ». *Revue Tiers Monde*, oct.-déc. 2009, vol. 4, n° 200, pp. 821-835.

enquêter sur ces pratiques génératrices de revenus pour une grande partie de la population et sources d'approvisionnement pour l'économie tunisienne en toutes sortes de biens et de marchandises. L'observation participante a été la méthode la plus appropriée pour assurer une insertion anonyme dans ce terrain, de façon à ce que je puisse restituer les différentes pratiques officieuses et surtout dépasser le problème de la parole censurée en suivant les gens dans leur environnement de manière à cerner au plus près les comportements et les conduites que d'autres méthodes d'enquête n'auraient pas pu mettre en évidence.

Stéphane Beaud et Florence Weber insistent sur l'importance de réunir trois éléments importants dans une enquête ethnographique : l'interconnaissance du milieu enquêté, une immersion prolongée dans le terrain d'enquête indispensable à l'établissement de relations personnelles avec les enquêtés et une analyse réflexive de l'enquêteur sur son propre travail³⁰. En effet, l'accès au terrain est une étape centrale dans tout travail d'enquête et il l'est particulièrement dans une recherche sur les pratiques officieuses en Tunisie. Cet accès peut s'avérer « long » et « couteux » nécessitant des « gages »³¹ de la part de l'enquêteur indispensables pour se faire accepter par les enquêtés et écarter l'hostilité et la suspicion qui peuvent planer sur sa présence. D'où l'importance de la mobilisation des relations amicales, sociales et d'interconnaissances. Le rôle de ces relations dans l'intermédiation en tant que passeurs de scène est central dans l'appropriation du terrain et dans l'évitement de toute réaction d'hostilité et de suspicion de la part des acteurs. Issu d'un quartier populaire d'une ville du Cap-Bon, j'ai ainsi pu entrer facilement dans cette économie des frontières grâce à l'un de mes voisins, Ali³², lui-même praticien occasionnel d'*el khat* et habitué à se rendre à Ben Guerdane dans le cadre de voyages organisés. Bien que je ne l'ai pas mis dans la confiance des raisons réelles de mon intérêt pour l'économie d'*el khat* me contentant d'évoquer d'une façon sommaire une certaine curiosité personnelle et le désir de faire des achats pour équiper la maison familiale, Ali a gentiment accepté de m'introduire dans l'univers des voyages organisés. Grâce à lui, ma présence n'a jamais été perçue comme

³⁰ Stéphane Beaud et Florence Weber, *L'enquête de terrain*, Paris, La Découverte, 1997, p 294 et suiv.

³¹ Magali Boumaza et Aurélie Campana « Enquêter en milieu 'difficile' », *Revue française de science politique*, vol. 57, 2007/1, pp. 5-25, p.12.

³² Tous les noms ont été modifiés pour préserver la confidentialité des personnes avec lesquelles j'ai pu discuter et qui m'ont gentiment aidé dans cette enquête. La présence bienveillante de certains et l'amabilité de beaucoup d'autres ont grandement contribué dans la réalisation des enquêtes de terrain.

douteuse. Il était « fourmi » sur *el khat* mais également « rabatteur » et j'étais son voisin et c'est tout naturellement que j'ai été vu comme un commerçant occasionnel en quête de bonnes affaires, comme des dizaines voire des centaines de milliers d'autres. En outre, j'étais pour l'organisatrice de ces voyages un client de plus ramené par Ali, ce qui n'était pas pour lui déplaire puisque chaque voyageur doit lui payer son écot. Je tenais à ne pas divulguer à Ali les véritables raisons de ma présence par crainte qu'il n'ébruïte, de façon non intentionnelle, mon véritable pédigree, ce qui aurait pu me mettre en danger mais plus encore lui et ses compagnons de voyage et interrompre mon enquête.

Je dois avouer que le hasard a joué un rôle important dans ma « couverture ». Le fait que l'organisatrice du voyage soit originaire d'une autre ville que la mienne a fait en sorte que je voyage avec une clientèle que je ne connaissais pas. Ma présence ne pouvait ainsi être questionnée ou jugée étrange. Cela aurait été le cas si j'avais fait mes voyages avec un groupe de personnes originaires de la même ville que la mienne ; ces derniers auraient pu s'interroger sur les raisons de la présence d'un doctorant vivant à l'étranger dans un bus de petits commerçants d'*el khat*. Cela m'a épargné les questions curieuses et a surtout banalisé ma présence dans le bus. J'étais, comme beaucoup d'autres, un consommateur occasionnel qui se rendait à Ben Guerdane, de temps à autres. Cette présentation faite de bricolages et de petits arrangements avec la réalité a été la seule manière de me fondre dans la masse et faire en sorte que ma présence soit normalisée, voire banalisée.

Participer à ces circulations marchandes suppose forcément de prendre pleinement part à l'itinéraire marchand et de jouer le jeu de cette aventure collective. Dans celle-ci, les praticiens d'*el khat* se trouvent malgré eux solidaires le temps du voyage. J'ai éprouvé l'importance de l'effort physique que nécessitent ces rotations marchandes : faire le voyage de nuit pour arriver à l'aube à Ben Guerdane et enchaîner directement par une tournée dans le souk et les entrepôts, tournée ponctuée de marchandages constants avant de charger les cartons de marchandises dans le bus et faire le chemin du retour est épuisant. D'autant qu'en dépit de la fatigue, cet itinéraire exige des voyageurs une vigilance de tous les instants pour apprivoiser les contrôles-rackets aux barrages qui jalonnent la route. J'ai ainsi contribué à la collecte de l'argent versé sous forme de dîmes aux barrages et j'ai assisté de près à ces négociations avec les agents de l'Etat. Si je n'ai pas pris part aux négociations elles-mêmes privilégiant une position de retrait et d'observation c'est, d'une part, à cause de ma faible

disposition personnelle à ce genre d'exercice et, d'autre part, parce que ces moments marquaient fondamentalement les limites de l'expérience.

Dans ces interactions violentes et désagréables, ce sont en effet l'organisateur du voyage et les commerçants les plus rompus à ce genre de tracasseries qui se relayent pour éroder l'intransigeance de l'agent de la douane. Les acteurs jouent leur *khobza* sur ces barrages où leurs marchandises peuvent être saisies si les sommes versées sont jugées insuffisantes. Ces moments de négociations sont intenses, violents et exigent de la part des praticiens d'*el khat* de la ténacité, de l'obstination et beaucoup de patience. Ils sont obligés d'encaisser les brimades, les obscénités des agents et de faire « avec » dans l'espoir d'arriver à sortir de ce moment en payant la dîme la plus faible possible. Aux barrages, je sentais que je ne jouais pas autant que mes compagnons de voyage : si j'étais soucieux des contrôles policiers, mes compagnons devaient protéger leur *khobza*. La capacité d'encaisser et de s'obstiner était moins une affaire de personnalité que de contraintes sociales et de pesanteurs matérielles de l'existence. En tant qu'étudiant venu analyser la course à *el khobza*, j'étais certainement privilégié ; je pouvais éprouver les sentiments de fatigue, faire l'expérience de l'incertitude et de l'insécurité qui caractérisent les circulations le long d'*el khat* mais je ne pouvais ressentir l'angoisse de mes compagnons craignant de perdre leurs marchandises et pour certains la totalité du capital qu'ils avaient investi et qui leur permettaient de nourrir leurs familles. Ma position n'était pas neutre pour autant. Si je ne jouais pas ma survie, je jouais du moins ma sécurité et les contrôles d'identité dans les barrages routiers étaient des moments d'incertitude particulièrement pesants où l'on expérimentait le concret du pouvoir qui posait son œil inquisiteur sur nous. C'est une dimension que je développe dans mon récit. L'immersion dans le quotidien des praticiens d'*el khat* m'a ainsi offert un regard privilégié sur les ressorts intimes de la débrouille et de l'appropriation de la violence policière qui différaient d'une personne à une autre selon la situation de chacun ; elle m'a surtout permis d'observer la manière dont le pouvoir s'insère en silence et pose son empreinte jusqu'aux recoins les plus intimes de chacun de nous.

En réalité, l'observation participante des circulations le long d'*el khat* m'a offert l'opportunité d'affiner mon approche du terrain et de mon objet d'étude. Le choix de dissimuler les raisons de ma présence n'a pas été remis en cause, loin s'en faut. J'ai découvert que les groupes de voyageurs sont souvent noyautés et que pour se dérouler aux marges de la légalité, ces pratiques de survie n'étaient pas moins insérées dans les mécanismes de

Hamza Meddeb – « Courir ou mourir dans la Tunisie de Ben Ali » - Thèse IEP de Paris – 2012 27

surveillance. J'ai donc essayé de suivre les effets du pouvoir dans les détails de la course et dans les relations clientélares, les relations de protection, les dépendances mutuelles et les rapports sociaux. L'étude de Nicolas Jounin, publiée en 2008, sur la mobilisation flexible de la main d'œuvre dans le bâtiment en France est venue conforter cette démarche. Nicolas Jounin avait envisagé l'étude des comportements, des discours et des pratiques des individus non « comme les expressions nécessaires de leurs natures ou même de leurs conditions mais comme des actualisations, des renforcements, des contestations, etc., des rapports sociaux »³³. L'observation de la course à *el khobza* des praticiens d'*el khat* constitue de la même manière une entrée féconde pour étudier non pas les populations paupérisées et amenées à se débrouiller pour survivre, mais la manière dont la vie quotidienne et les possibilités d'action et de survie de ces gens poussés aux marges de l'ordre social s'enchâssent dans l'écheveau des rapports de pouvoir.

Comprendre la géographie politique et économique de l'économie d'*el khat*, la circulation des marchandises et entrer dans le détail politique de la formation de la valeur impliquait nécessairement de mener en outre une enquête plus détaillée à Ben Guerdane. Le travail ethnographique à Ben Guerdane m'a permis de comprendre les rouages de la régulation de l'économie d'*el khat*, de faire apparaître les règles informelles qui régissent la course à *el khobza* des praticiens de la frontière et de saisir l'importance macroéconomique de cette économie qui n'existe pas dans les statistiques officielles. En restant aux ras des acteurs et des pratiques économiques sur le terrain, l'ethnographie économique permet d'objectiver des phénomènes sociaux créateurs de richesses et générateurs de croissance³⁴. Les séjours à Ben Guerdane réalisés dans un premier temps, durant une semaine au printemps 2008 et un mois au cours de l'été 2009, ont été rendus possibles grâce à l'aide d'une amie originaire de la ville dont la famille m'a généreusement accueilli. L'observation a été couplée à une série d'entretiens dont l'objectif était surtout d'éclairer l'inscription de cette économie de la frontière dans la société et de donner la parole aux acteurs sur le terrain. Ces entretiens menés aussi bien avec des banquiers, des pharmaciens, des professeurs que des marchands du souk, des transporteurs et des acteurs de l'économie d'*el khat* ont le plus souvent pris la forme de

³³ Nicolas Jounin, *Chantier interdit au public. Enquête parmi les travailleurs du bâtiment*, Paris, La Découverte, 2008.

discussions informelles. De ce fait, elles n'ont pas respecté les règles méthodologiques de l'entretien, mais dans le contexte autoritaire de la Tunisie de Ben Ali, les conditions de celles-ci n'étaient tout simplement pas rassemblées. Ce bricolage a été indispensable pour ne pas attirer l'attention sur ma présence en tant qu'enquêteur dans cette ville quadrillée par les forces de sécurité et surtout pour permettre aux acteurs de s'exprimer librement.

Je suis retourné à Ben Guerdane au mois de novembre 2011 après la chute de Ben Ali. A cette occasion, j'ai pu mener une série d'entretiens avec des syndicalistes sur le mouvement protestataire de Ben Guerdane qui avait eu lieu au mois d'août 2010 à la suite de la fermeture de la frontière, qui illustre les clivages et tensions qui travaillent la ville et l'ensemble de la région et que l'économie d'*el khat* arrive à désamorcer. La fermeture de la frontière s'était accompagnée d'une explosion du mécontentement dont les conséquences furent décisives dans l'enrôlement de la région dans le mouvement social de décembre 2010 qui a débouché sur la chute de Ben Ali. Les entretiens réalisés après la chute de Ben Ali ont été ouverts, marqués par une liberté de parole indéniable et surtout par la volonté des acteurs sur le terrain d'évoquer directement les questions politiques, notamment celles liées à la marginalisation de la région de Ben Guerdane et à leurs attentes vis-à-vis du pouvoir central. Bien que mon travail de rédaction ait déjà été avancé et que ma problématique de recherche définitivement délimitée, ces entretiens m'ont permis d'affiner ma compréhension des luttes sociales qui traversent la ville et qu'*el khat*, avec ses figures émergentes de la réussite et de la richesse, a exacerbé durant de nombreuses années.

2) Enquêter sur les départs clandestins.

L'histoire du phénomène migratoire a souvent été réduite à une histoire de l'immigration et a longtemps évacué l'analyse des départs, de la perception du voyage chez les migrants, ainsi que de leur imaginaire et des variations de leurs itinéraires migratoires. L'attitude des Etats modernes face aux déplacements de population, notamment dans le cadre de projets migratoires, varie selon les enjeux politiques et économiques que recèlent de telles circulations ; la perception de ces dernières est largement tributaire de la pensée des élites au pouvoir, de leurs modes de gouvernement et de gestion des contraintes économiques et

³⁴ Sur les rapports entre la méthode ethnographique et l'économie orthodoxe, Caroline Dufy et Florence Weber, *L'ethnographie économique*, Paris, La Découverte, 2007.

sociales. Le renversement des perspectives d'analyse de ces flux à travers l'étude des « politiques du départ »³⁵ représente un angle d'approche intéressant pour comprendre l'attitude et les politiques des Etats du Sud et la poursuite de mouvements rendus illégaux, voire criminalisés par les politiques restrictives des Etats du Nord. A travers une enquête de terrain sur plusieurs mois à différentes périodes entre 2008 et 2009, notamment dans la région de Zarzis, foyer historique de l'émigration tunisienne, j'ai cherché à repérer la manière dont l'émigration nourrit les imaginaires de réussite. J'ai centré mon analyse sur la matérialité des départs et les parcours migratoires de jeunes qui privilégiaient à l'époque de façon croissante les filières libyennes certes plus chères mais perçues comme plus sûres. J'ai pu en outre mener cette recherche grâce à des entretiens réalisés dans la région parisienne avec des émigrés tunisiens qui avaient empruntés cette voie illégale. Enfin, j'ai pu comprendre la position ambivalente des autorités tunisiennes à l'égard de la poursuite des départs des Tunisiens notamment depuis les côtes libyennes malgré le durcissement de l'arsenal judiciaire grâce à des entretiens avec des avocats. Cela m'a permis d'entrer dans les rouages de la machine judiciaire pour comprendre l'effectivité de la répression et la mise en application de la loi. Une grande partie de ces entretiens avec les professionnels du droit a été réalisée au lendemain du 14 janvier 2011, lorsque les contraintes pesant sur mon travail de terrain se sont desserrées.

3) L'enquête de terrain entre improvisation et art de saisir les occasions.

Enquêter anonymement dans la Tunisie de Ben Ali tout en tenant à rester au plus près des acteurs requiert de la part de l'enquêteur des compétences humaines indispensables pour activer les réseaux d'interconnaissance et faciliter l'accès à des sites d'enquête mais également pour saisir les occasions que les coïncidences et la chance peuvent mettre sur son chemin. Les enquêtes sur les ateliers clandestins de sous-traitance ainsi que sur les trafics de cuivre ont largement été dues au hasard des rencontres qui exigent de la part du chercheur une capacité d'improvisation pour concilier impératifs méthodologiques et contraintes du

³⁵ Nancy Green et François Weil (dir.), *Citoyenneté et émigration. Les politiques du départ*, Paris, éditions de l'EHESS, 2006.

terrain³⁶. En effet, c'est lors d'un terrain à l'été 2008 qu'un ami chauffeur chez un transporteur de la région m'a parlé de son travail et du transport de marchandises d'une usine d'un sous-traitant local vers des ateliers clandestins dans la région de Zaghouan. Il m'a invité à l'accompagner dans ce trajet et il l'a fait d'autant plus innocemment qu'il ignorait la teneur de mes recherches. En le questionnant sur les modalités de transport, j'ai découvert qu'il s'agissait là d'une activité totalement banale tout en étant relativement opaque pour mon ami chauffeur lui-même qui ignorait les termes exacts de l'accord entre son patron transporteur et l'entreprise sous-traitante. Les marchandises peuvent-elles circuler aussi librement quand on sait les restrictions qui pèsent sur les entreprises installées en off-shore ? Pourquoi faire appel à un transporteur quand une entreprise dispose de ses propres véhicules ? Mon interlocuteur qui soupçonnait des arrangements douteux ne s'était pas embarrassé de ce genre de questions se contentant de profiter de cette *khobza* providentielle puisque ces courses étaient bien rémunérées par son employeur. En revanche, l'opacité et la complexité de ce montage ont aiguisé ma curiosité et m'ont incité à entreprendre une enquête, interrogeant (ou plutôt discutant d'un air aussi détaché que possible) les gérants des ateliers clandestins, les transporteurs ainsi que des entrepreneurs installés en off-shore. Pour obtenir la confiance de mes interlocuteurs, je n'ai évidemment pas focalisé les discussions sur les personnes, mais sur les arrangements et les relations de médiation qui enchâssent les différents secteurs de cette économie présentée comme duale.

Enquêter sur les trafics de cuivre aurait été difficile sans l'aide d'un ami qui était impliqué dans le fonctionnement d'une filière trafiquante. Cette rencontre est intervenue quelque temps avant son démantèlement. Etant dans l'impossibilité d'entrer en contact avec les « gros » acteurs, j'ai donc interviewé les petites mains de ce trafic et je me suis surtout appuyé sur le compte-rendu des interrogatoires des principaux suspects par la police judiciaire auxquels j'ai eu accès grâce à l'avocat de mon ami. J'ai ainsi pu saisir de façon indirecte le rôle et les positions des ferrailleurs et entrepreneurs chargés de l'exportation illicite du cuivre volé ainsi que des experts des sociétés de télécommunications lésées par ces vols et constituées en parties civiles dans cette affaire³⁷. Cette source judiciaire est intéressante autant pour ce qu'elle dévoile que pour les limites et la nature des informations contenues dans ces

³⁶ Magali Boumaza et Aurélie Campana « Enquêter en milieu 'difficile'... », art.cit.

³⁷ Ces interrogatoires sont en langue arabe.

dossiers ; elle révèle de ce fait une facette du travail policier. Se contentant des déclarations de prévenus qui se défendent en rejetant la responsabilité sur le maillon précédent de la chaîne, ces interrogatoires mettent en évidence une logique policière qui vise moins à établir la vérité sur le fonctionnement de ces filières – ce qui supposerait une enquête sur la criminalité économique et la convocation de « gros bonnets » comme les transitaires et les officiels chargés des opérations de l'exportation du butin – qu'à trouver des responsables. Selon la logique de sous-traitance des illégalismes, ces derniers figurent toujours parmi les ferrailleurs et les petites mains qui approvisionnent ces filières³⁸. En revanche, ces documents judiciaires m'ont permis d'apprécier les stratégies de défense des différents acteurs : l'absence de facturation à l'achat jugée comme une pratique rare quoique répréhensible dans ce milieu a permis aux ferrailleurs de cacher l'origine du cuivre subtilisé et les quantités réellement collectées, rendant difficile l'appréciation de l'ampleur de ces trafics. En revanche, ce sont des factures à la vente en bonne et due forme faits par ces ferrailleurs qui ont permis aux exportateurs de se protéger. Les zones d'ombre qui pèsent sur la facturation ont condensé les logiques de protection et de sous-traitance de l'illégalité assumée par les intermédiaires.

Enquêter de façon anonyme s'est accompagnée d'une autodiscipline de tous les instants puisque j'étais amené à questionner les limites à ne pas dépasser, les prises de risques inconsidérées susceptibles de m'attirer des ennuis voire un regard suspicieux. J'ai dû négliger certaines pistes de recherches que j'ai estimé périlleuses pour ma sécurité à l'image du projet d'enquête sur le port de Tunis haut lieu de tous les trafics, j'ai dû lester ma curiosité évitant de poser certaines questions qui auraient pu perturber la normalité de ma présence dans un bus de praticiens d'*el khat* ou dans un centre d'appel avec des jeunes diplômés qui avaient mon âge et avec qui j'étais censé partager le même sort : comment poser des questions sur la pénibilité du travail alors que je rentrais chaque soir durant presque un mois et demi avec un mal de tête atroce et des sifflements au niveau des oreilles ? Il était évident que la réponse allait de soi et que dans ces conditions, il fallait trouver d'autres manières de poser les questions et de faire parler les enquêtés. Si j'avais du mal à poser des questions durant les

³⁸ Les enquêtes judiciaires peuvent être un redoutable outil de révélation des mécanismes de formation de l'ordre politique, voir à ce sujet, Gabriella Gribaudi, Luigi Musella, « Acteurs et représentations de l'échange politique. Clientélisme et corruption à Naples à travers les enquêtes judiciaires », in Briquet Jean-Louis, Sawicki Frédéric, *Le clientélisme politique dans les sociétés contemporaines*, Paris, PUF, 1998, pp. 277-305 et Musella Luigi, « Réseaux politiques et réseaux de corruption à Naples », *Politix*, vol 12, n°45, 1999. pp. 39-55.

heures de travail compte-tenu de l'intensité du flux des appels qui laisse à peine le temps aux téléopérateurs de souffler, j'ai vite compris que j'avais encore plus du mal à le faire durant les 10 minutes de pauses et plus encore durant les pauses déjeuner. Faire parler les téléopérateurs dans ces « moments de reprise de soi » et de « mise à distance de l'organisation » eut été plus que mal venu³⁹. Les repas partagés avec certains téléopérateurs avec lesquels j'avais certaines affinités nouées sur le « plateau » de production et les trajets communs dans les transports ont été des moments privilégiés de discussions informelles riches en détails qui ont permis de compléter mon observation participante du monde du travail dans les centres d'appels. Ce va-et-vient entre le cœur du travail (à savoir la plateforme et son fourmillement incessant) et les marges (ces moments de « non-travail ») m'a permis de comprendre les ressorts de l'implication, les modulations de l'effort et d'inscrire ces conduites non pas dans des dispositions psychologiques mais dans des trajectoires individuelles, dans des projets personnels (projet migratoire, projet matrimonial) et dans les contraintes avec lesquels les jeunes sont amenés à vivre.

Les relations amicales et familiales ont été mobilisées pour mener mon enquête sur l'économie populaire d'endettement. En réalité, je n'avais pas prévu d'enquêter sur ces pratiques financières. C'est au détour d'une conversation avec un épicier qui se plaignait des défauts de remboursement d'une partie de sa clientèle à qui il avait pris l'habitude d'accorder des paiements différés qui m'a interpellé et m'a incité à chercher des entrées dans le monde de la dette et des sociabilités féminines. En me décrivant la situation financière des gens du quartier comme étant celle du « *flass* » (faillite ou crise), cet épicier m'a incité à aiguïser ma curiosité pour entreprendre des recherches sur le financement de la consommation, les réseaux de circulation monétaire et le détournement du micro-crédit.

La prise de notes a été impossible à réaliser directement sur le terrain. Il était impossible de sortir un carnet dans un bus de praticiens d'*el khat* ou dans un centre d'appel. Sur ce dernier terrain, quand les circonstances me le permettaient, j'ai néanmoins pu griffonner quelques notes au moment des pauses-déjeuner ou dans le bus et les transports en commun, de retour du « boulot ». Mais dans l'ensemble, ces conditions de terrain ont exigé une mémorisation et surtout une discipline : le soir, de retour du centre d'appel, d'un voyage

³⁹ Nicolas Hatzfeld, « La pause casse-croûte. Quand les chaînes s'arrêtent à Peugeot-Sochaux », *Terrain*, n°39, septembre 2002, pp.33-48.

sur *el khat* ou de discussions avec voisins et amis, je notais les remarques et expressions, retranscrivais le mieux possible les discussions, les observations, les anecdotes de terrain ainsi que mes impressions. Pour la facilité de la lecture de la thèse, j'ai mentionné tous les extraits d'entretiens en français. Mais je dois ici préciser que tous les entretiens que j'ai réalisés sur mes différents sites d'enquêtes, y compris ceux faits en France avec des émigrés tunisiens, ont été réalisés en arabe, ce qui a en outre nécessité un travail de traduction.

L'étude de la course à *el khobza* comme site d'analyse de l'exercice concret du pouvoir contribue, je l'espère, à une meilleure compréhension de la Tunisie de Ben Ali dans laquelle j'ai fait ma recherche mais aussi de la Tunisie de l'après Ben Ali : précisément parce que ce n'est pas la « Tunisie de Ben Ali » mais celle des *khobzistes*, ces « gens humbles » qui font tourner le système en se battant quotidiennement pour vivre. Ce sont en très grande partie ces *khobzistes* qui ont fait la révolution, même si celle-ci n'a été rendue possible que par le travail ouvertement politique de plusieurs générations de militants, syndicalistes, gauchistes, islamistes et « droits-de-l'hommes ».

Première partie

Economie politique de la « voie » et des frontières

Les voyageurs se dirigeant vers le Sud de la Tunisie sont souvent frappés par le spectacle observé sur le bord de la route, une fois, engagés en direction de la ville de Gabès. Des baraques de fortune, faisant office d'« essenceries », se succèdent sur la route proposant des bidons de carburant à des prix défiant toute concurrence. Des cabanes de cambistes pullulent sur les deux côtés de la voie et côtoient les points de contrôle de la police et de la douane qui soumettent le flux de véhicules à une surveillance étroite. Il arrive même aux agents de l'État d'installer leurs barrages routiers à proximité du groupe électrogène utilisé par les trafiquants pour profiter, la nuit notamment, d'un éclairage certainement utile dans l'exercice de leur fonction. Ce paysage qui contraste avec une administration relativement policée, observée jusqu'aux portes du Sud, reflète à la fois une modification de la gestion publique du territoire, en l'occurrence plus sécuritaire et moins regardante sur les désordres urbains générés par les activités économiques dites « informelles »⁴⁰, et une mise en lumière des modalités réelles de régulation de l'économie politique tunisienne. Bien que ce genre d'activités économiques ne soit pas circonscrit au sud de la Tunisie et qu'il couvre tout le territoire du pays, sa prégnance et sa présence massive dans l'espace public dans les régions méridionales en font une caractéristique majeure de l'organisation économique de la région. Ces activités « parallèles » ont progressivement gagné le reste du pays notamment grâce à des réseaux de commerçants, de transporteurs et de consommateurs qui viennent des régions les plus éloignées du pays pour s'approvisionner à Ben Guerdane, ville-entrepôt et lieu de concentration des flux de biens et de marchandises à la frontière tuniso-libyenne. En concentrant l'essentiel de la contrebande de carburant libyen, en disposant d'un marché parallèle de change très actif et en abritant un souk particulièrement fréquenté et des entrepôts écoulant des produits asiatiques bon marché prisés par les consommateurs tunisiens, Ben Guerdane s'est imposée non seulement comme un centre d'entreposage et d'écoulement des flux de biens et de marchandises sur tout le territoire tunisien mais aussi en tant que comptoir incontournable dans l'organisation de l'économie régionale transfrontalière et un maillon sur les sentiers de la globalisation.

⁴⁰ J'emploie les termes d'« informel » et de « parallèle » à ce stade de l'exposé par souci de clarté. Je reviendrai plus loin pour une analyse et une critique de ces concepts.

Cette route commerçante transfrontalière est communément appelée *el khat* qui veut dire le chemin, le sentier ou la voie⁴¹. Elle est un site de création de la valeur par l'exploitation des différentiels économiques, réglementaires, fiscaux et monétaires de part et d'autre de la frontière. Enchâssant des pratiques qui sont à la lisière du licite et de l'illicite et des acteurs appartenant aussi bien à l'économie informelle qu'aux secteurs structurés de l'économie, *el khat* incarne une modalité d'insertion de l'économie tunisienne dans la globalisation. Cette économie d'*el khat* articule trois échelles d'activité: d'abord, celle de la fraude et du commerce de contournement qui se développe dans un espace transfrontalier qui s'étend du centre de la Tunisie jusqu'à Tripoli en passant par Ben Guerdane et qui est animé par des entrepreneurs de la « voie », des commerçants, des transporteurs, des porteurs, des trafiquants de carburants et par une multitude d'acteurs qui tentent occasionnellement de saisir les opportunités frontalières. Ensuite, celle des multiples souks dispersés sur tout le territoire tunisien et rattachés au souk de Ben Guerdane par les circulations fréquentes des praticiens de la « voie », des organisateurs de voyages marchands, des consommateurs dont l'activité fourmilière reflète la centralité économique de ces confins territoriaux. Enfin, grâce à son marché parallèle de change assurant, d'une part, la convertibilité des monnaies locales entre elles et d'autre part, la collecte des devises nécessaires au financement des opérations d'importation par les opérateurs économiques, elle constitue une modalité d'insertion des économies de la région dans les circuits de la globalisation.

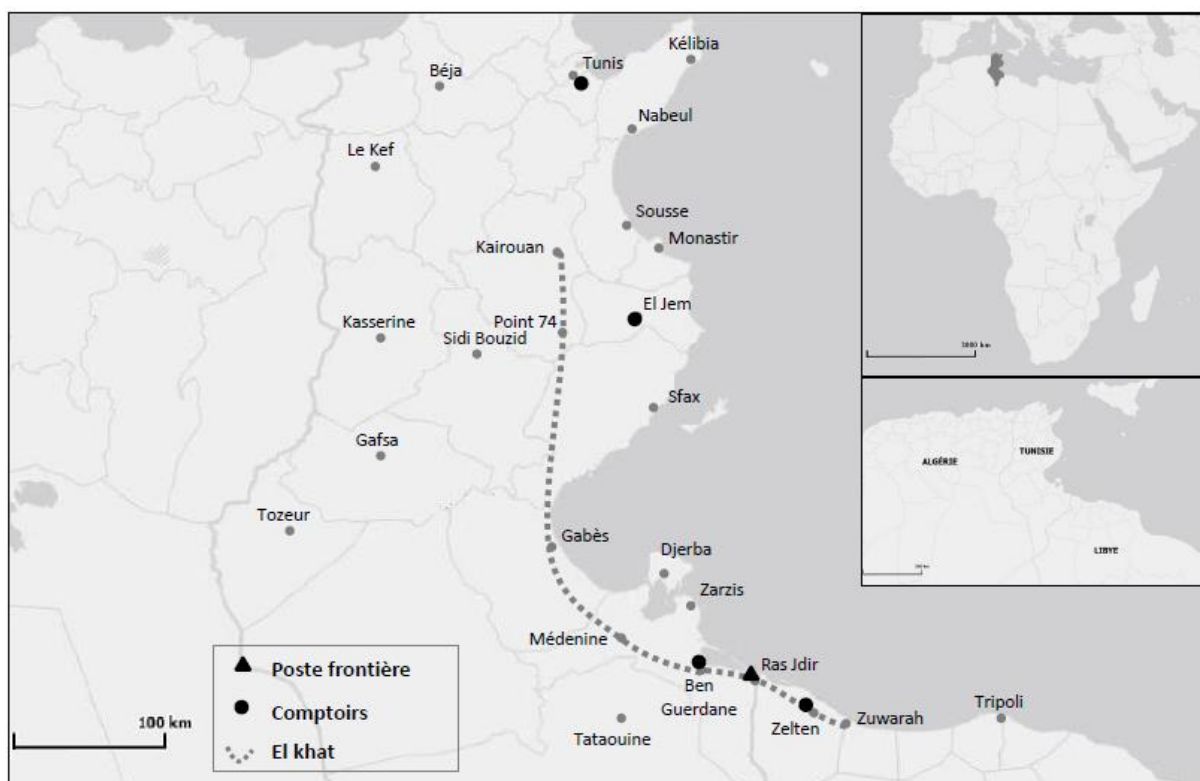
La formation de l'économie de la « voie » est le produit de la course à *el khobza* des gens ordinaires qui renvoie à la débrouillardise et la quête légitime de ressources de subsistance à travers des activités illégales dans un contexte économique austère. Elle participe de la sorte à la formation de nouvelles modalités d'insertion des économies de la région dans les circuits de la globalisation. La particularité de cette économie de la « voie » est qu'elle émerge à la rencontre de dynamiques globales et de dynamiques locales : d'une part, les grands acteurs de l'économie globalisée et de la distribution des biens de consommation et les trajectoires politiques libyenne et chinoise ; de l'autre, les sujets de la société tunisienne dans leur course d'*el khobza*. Cette économie de la « voie » et des frontières qui est animée par des pratiques économiques frauduleuses : fraude douanière,

⁴¹ J'emploie dans ce qui suit invariablement *el khat* et la « voie » pour désigner cette route commerçante transfrontalière.

contrebande, soustraction à l'impôt, pratiques illicites de change sont le produit contingent de la recomposition des économies politiques de la région et de la transformation de leurs formes d'insertion dans la globalisation. En ce sens, la « voie » incarne une modalité dynamique de rattachement des « répertoires d'action puisés localement, à l'intérieur de l'espace frontalier, et ceux qui sont puisés au dehors, dans le stock des flux globalisés »⁴².

Fruit de la débrouille et des pratiques quotidiennes de survie des « en bas du bas », du délitement des capacités redistributives de l'Etat et de la globalisation de l'illicite, *el khat* est au cœur de la production des richesses et des relations entre l'Etat et l'économie mondiale. Je me propose dans cette partie de comprendre les ressorts du développement et de la régulation d'*el khat*. Ces pratiques sont fondamentalement ambivalentes. Elles contribuent à saper les bases fiscales de l'Etat et sont simultanément créatrices de rentes tout en incarnant des sources importantes de prébendes pour ses agents dont la priorité est le maintien de l'ordre. Elles participent à la création et à la redistribution des ressources matérielles et renforcent, en même temps, les stratégies d'extraversion de l'Etat. L'analyse des stratégies de l'Etat par rapport à ces dynamiques constitue une entrée essentielle pour comprendre la domination au quotidien et l'économie politique dans laquelle s'insère et s'exerce le pouvoir.

⁴² Filip de Boeck, « La frontière diamantifère angolaise et son héros mutant », in Jean François Bayart et Jean Pierre Warnier (dir.), *Matière à politique. Le pouvoir, les corps et les choses*, Paris, Karthala, 2004, pp. 93-128, p.95.



Carte 1. El khat : route commerçante transfrontalière.

Chapitre I – La course à *el khobza* aux frontières de l'Etat.

En multipliant les circulations pendulaires des deux côtés de la frontière, les praticiens d'*el khat* s'emploient à exploiter les différentiels économiques, géographiques et réglementaires en faisant preuve d'ingéniosité et de ténacité. En tant que site de « création de la valeur »⁴³, la « voie » est un espace de mobilité sociale, d'acquisition de ressources matérielles de subsistance et de désir de bien-être. Celles-ci s'articulent en une course à *el khobza* qui se déploie dans un espace entre-deux, entre le licite et l'illicite animé par des figures aux trajectoires individuelles et sociales variées. Je me propose dans ce qui suit de faire une sociologie des praticiens d'*el khat* de manière à comprendre les voies d'entrée dans cette économie et les ressorts de son dynamisme dans une situation socio-économique austère. Il s'agit de comprendre comment des activités marchandes illégales viennent à être considérées comme des formes légitimes d'accès à *el khobza*. L'étude des itinéraires individuels des figures de la « voie » doit ainsi être complétée par l'analyse du fonctionnement, de l'organisation, des règles du jeu et du commerce dans cette économie des frontières ce qui revient à suivre les détails de cette course aux gains. Comment se forme concrètement la valeur dans cette économie d'*el khat* ?

A - Économie de la « voie » : La course à el khobza de la génération d'el khat.

Depuis plus de deux décennies, « travailler sur *el khat* » s'est imposé comme une source d'accès aux ressources de subsistance et progressivement comme une modalité priseée d'accumulation dans une région déshéritée souffrant de la marginalité des emplois salariés et d'un déficit considérable de développement depuis l'indépendance⁴⁴. Durant les premières années de réactivation des frontières tuniso-libyennes, les trafics transfrontaliers portaient essentiellement sur les produits subventionnés par la caisse de compensation libyenne introduits frauduleusement en Tunisie. La suspension des sanctions internationales sur la Jamahiriya à la fin des années 1990 a favorisé l'extension des filières marchandes

⁴³ Jean Pierre Warnier, « Les politiques de la valeur », art.cit.

⁴⁴ Sur la géographie de la région, voir Hassouna Mzabi, *La Tunisie du Sud-est : géographie d'une région fragile, marginale et dépendante*, Tunis, Publication de l'Université de Tunis, 1993.

transnationales et la pénétration des marchandises asiatiques qui ont inondé les économies de la région à la faveur de la transformation de la Libye en une plateforme de réexportation dans la région et de la professionnalisation des réseaux d'échange transfrontaliers qui ont participé, d'une part, à la densification des flux dans l'espace frontalier et, d'autre part, à l'extension des circuits d'approvisionnement de l'économie tunisienne à partir du comptoir de Ben Guerdane. De fait, *el khat* s'est imposé en tant que voie importante d'alimentation de l'économie tunisienne en biens de consommation et d'équipement adaptés au pouvoir d'achat de la population : produits alimentaires, textiles et habillement, produits électroménagers, pièces de rechanges mécaniques, carburants.

En réalité, le travail sur *el khat* renvoie autant à l'identification de la trajectoire de toute une génération avec celle de la frontière qu'à la banalisation de la fraude qui a rendu difficile la distinction entre commerçants, trafiquants, transporteurs, fraudeurs, porteurs et simples consommateurs ou voyageurs. Les activités des praticiens d'*el khat* sont complexes, plurielles et hybrides puisqu'elles s'enchâssent à un moment ou un autre dans l'illégalité. Contrairement à la contrebande qui se pratique clandestinement en contournement aussi bien des contrôles douaniers que des circuits officiels d'échanges et d'enregistrement, le commerce de fraude que pratique l'écrasante majorité des praticiens de la « voie » consiste, en réalité à « recourir à des procédés multiformes (dissimulation, arrangements avec la douane, fausse déclaration, présentation de faux-papiers) pour éviter d'avoir à payer taxes et amendes légales »⁴⁵. A cet égard, *el khat* comporte une multitude de pratiques hybrides entachées d'illégalité qui ponctuent les différentes étapes des circulations marchandes à la frontière : aussi bien à l'approvisionnement que lors du transport, du passage en douane ou de l'écoulement sur le territoire tunisien. L'approvisionnement se fait essentiellement sans factures, les transporteurs n'ont souvent pas de licences et l'écoulement de la marchandise se fait sans aucun document officiel quand bien même une grande partie des commerçants auxquels celle-ci est livrée participent aux circuits officiels de l'économie. Les limites entre le licite et l'illicite s'avèrent ainsi de plus en plus confuses dans ce continuum de pratiques allant de l'illégalité totale, comme c'est le cas de la contrebande, aux multiples modalités plus ou moins importantes de fraude et de contournement pratiquées aussi bien par les « petits » que par les « grands ». Il

⁴⁵ Karine Bennafla, *Le commerce frontalier en Afrique centrale. Acteurs, espaces, pratiques*, Paris, Karthala, Collection « les Afriques », Paris, 2002, p.29.

est dès lors difficile de procéder à une classification précise des pratiques à la frontière en fonction de leur degré d'illégalité, d'informalité ou de clandestinité⁴⁶. C'est dans ces multiples enchevêtrements et hybridations que l'économie des frontières prend forme.

Cette économie hybride est certes faite de pratiques frauduleuses, néanmoins celles-ci ne sont pas moins légitimes et ordinaires aux yeux de la population. Le caractère légitime des pratiques illégales n'est pas propre à la Tunisie ; c'est une dimension classique des activités commerciales transfrontalières⁴⁷. Lors de mon premier terrain dans la région, un chauffeur de taxi avec qui je discutais sur le chemin du retour du poste de Ras Jdir vers Ben Guerdane, s'est insurgé contre ma remarque sur l'illégalité des pratiques à la frontière :

« Heureusement qu'il y a *el khat*, tout le monde en profite ici. Nous sommes dans une région qui manque de tout, on n'a ni industrie, ni agriculture, et même l'eau est rare. Ici on boit l'eau de pluie. Il n'y a qu'à voir les citernes reliées aux toits des maisons pour collecter l'eau de pluie. *El khat* a donné la vie à la région. Sans *el khat* cette région ne serait rien »⁴⁸.

La métaphore du fleuve qui irrigue l'ensemble de la société m'a semblé lourde de sens dans cette région aride au climat désertique si loin de la capitale, centre du pouvoir, et de ses programmes de développement mis en place par les gouvernements successifs depuis l'indépendance. Durant des années, la salarisation, les programmes de lutte contre le sous-développement et contre la désertification, les dispositifs sociaux de redistribution et les remises des travailleurs partis en Libye ont été les principales sources de revenus et de subsistance dans cette société frontalière⁴⁹. Ces ressources se sont taries dans les années 1980 et l'appauvrissement a frappé de plein fouet cette région au lendemain de l'expulsion des

⁴⁶ Pour une classification et une distinction entre les différentes pratiques marchandes à la frontière, voir Karine Bennafla, *Le commerce frontalier en Afrique centrale...op.cit.* L'auteure procède à une distinction entre « échanges officiels et enregistrés », « flux de contournement », « fraude » et « contrebande ». Pour une analyse détaillée des multiples manières de fraude, Béatrice Hibou, *L'Afrique est-elle protectionniste ?...op.cit.*

⁴⁷ Janet Roitman, *Fiscal Disobedience...op.cit.*; Willem van Schendel, Itty Abraham (ed.), *Illicit Flows and Criminal Things: States, Borders, and the Other Side of Globalization*, Indianapolis, Indiana University Press, 2005.

⁴⁸ Entretien, Ben Guerdane, été 2007.

⁴⁹ Hassan Boubakri, « Echanges transfrontaliers et commerce parallèle aux frontières tuniso-libyennes », *Monde Arabe, Maghreb-Machrek*, 2000, n° 170, pp. 39-51 ; Mustapha Chandoul, Hassan Boubakri, « Migrations clandestines et contrebande à la frontière tuniso-libyenne », *Revue Européenne des Migrations Internationales*, vol 7, n°2, 1991, pp.155-162.

travailleurs tunisiens en Libye à la suite de la crise diplomatique entre les deux pays en 1984, la mise en place des programmes d'ajustement structurel en 1986 et la fin de l'Etat-employeur plongeant la société locale dans une situation économique particulièrement austère. Avec la réactivation des relations tuniso-libyennes en 1988 et la reprise des trafics transfrontaliers, *el khat* a été perçu comme une passerelle et un canal permettant l'acheminement d'une partie des richesses créées de l'autre côté de la frontière. Grâce à cette route transfrontalière, véritable pont autorisant le détournement de la richesse, la frontière n'est plus un obstacle infranchissable synonyme de cloisonnement et de marginalisation mais une source de revenus et de subsistance⁵⁰.

En l'absence d'autres opportunités de travail, la génération d'*el khat* n'a connu que ces pratiques frauduleuses comme sources de revenus⁵¹. Leur entrée dans cette économie des frontières s'est accompagnée de l'émergence de nouvelles significations d'*el khobza* en tant que référent d'une certaine sécurité économique, ou pour être plus exact, des modalités d'y accéder. Car ce qui s'est joué quotidiennement le long d'*el khat*, c'est le droit de la population à la subsistance et à mener une vie digne à l'abri du besoin et du dénuement. La fin de l'Etat-employeur a mis fin à la sécurité incarnée par l'emploi public et les allocations étatiques et a poussé ces gens à la débrouille et à courir derrière *el khobza* c'est-à-dire à lutter pour assurer à sa famille une vie décente (*mastoura*). S'ils transgressent les réglementations étatiques ce n'est pas qu'ils défient les Etats, mais parce qu'ils cherchent légitimement à survivre par tous les moyens notamment en saisissant les opportunités économiques et les différentiels réglementaires à la frontière. Lorsque l'Etat a cessé d'être le pourvoyeur patenté de ressources, la population a dû jouer des frontières et s'engager dans le travail sur *el khat* qui a été l'unique *voie* disponible vers la sécurité économique et le bien-être dans cette région paupérisée.

« Ici à Ben Guerdane, il y a toute une génération qui n'a connu que les trafics pour vivre. Dès le début des années 1990, j'ai eu des enfants dans mon école qui étaient parfois à peine âgés de 12 ou 13 ans qui s'absentaient quelques jours et qui

⁵⁰ Sur la perception de la frontière comme pont et passerelle voir Saibou Issa, « L'embuscade sur les routes des abords Sud du lac Tchad », *Politique Africaine*, n°94, juin 2004, pp.82-104.

⁵¹ Cette génération n'est pas sans évoquer d'autres cas similaires notamment en Afrique subsaharienne post-ajustement structurel, à titre d'exemple, voir Rémy Bazenguissa, Janet Mac Gaffey, « Vivre et briller à Paris. Des jeunes congolais et zaïrois en marge de la légalité économique », *Politique Africaine*, n°57, 1995, pp.124-133.

revenaient après. En les questionnant sur les motifs de leurs absences, ils me disaient qu'ils étaient partis travailler occasionnellement comme porteurs au poste de Ras Jdir ou qu'ils aidaient leurs pères qui avaient besoin d'un coup de main. En été, les enfants travaillent au souk comme porteurs, vendeurs, etc. Ils ont appris à arracher de quoi vivre. Travailler sur *el khat*, c'est leur quotidien, leur vie »⁵².

La banalité avec laquelle les populations de Ben Guerdane associent la frontière et *el khat* mérite d'être interrogée notamment parce que nous sommes face à deux constructions *a priori* différentes mais constamment associées dans les discours comme dans les pratiques ordinaires. Tandis que la frontière renvoie à une construction étatique qui délimite et sépare les territoires nationaux incarnant, de fait, une cloison ou une clôture qui circonscrit un espace, *el khat* reflète la manière des gens ordinaires de pratiquer la frontière de façon à la rendre poreuse et à en faire une ressource. Alors que la frontière évoque l'idée d'un Etat qui campe dans ses limites territoriales gardées par des dispositifs de contrôle tels que les postes frontière, les procédures de passage, les documents de voyage et de circulation, *el khat* renvoie à des mobilités quotidiennes esquissant un espace qui n'a pas d'existence légale ou officiellement reconnue mais qui ressort plutôt de ce que Joël Migdal appelle les « *mental maps* »⁵³ c'est-à-dire une configuration qui fait sens chez les gens et à laquelle ils sont attachés dans la mesure où elle correspond à leur perception et leur pratique du territoire. En tant que pratique quotidienne de la mobilité, la « voie » transforme en réalité unie l'espace frontalier en créant une continuité par-delà des barrières érigées par le système des Etats. Il ne s'agit pas de rejeter la frontière mais de la rendre productive. La « voie » est balisée de frontières sur lesquelles s'expriment des souverainetés étatiques qui créent un espace fripé, segmenté, jalonné de différentiels de richesses et d'imposition que ces acteurs exploitent en ne cessant de bouger et de passer les frontières.

Cette conception du territoire est d'autant plus prégnante dans cette région de la Tunisie qu'elle s'inscrit dans une longue histoire de mobilité. En effet, comme l'a noté André Martel, poser la question de la frontière dans ces confins saharo-tripolitains de la Tunisie est problématique car si les souverains de la région avaient timidement introduit la notion de

⁵² Entretien avec un instituteur, Ben Guerdane, printemps 2008.

⁵³ Joel. S. Migdal, « Mental Maps and Virtual Checkpoints: Struggles to construct and Maintain States and Social Boundaries », in Joel. S. Migdal (ed.), *Boundaries and Belonging, States and Societies in the Struggle to shape identities and local practices*, Cambridge University Press, 2004, pp. 3-26.

limites du territoire, chose inconnue jusqu'au XIX^{ème} siècle, aucune frontière n'a existé dans les faits. Dans ces confins désertiques, parcourus par des tribus semi-nomades, « la frontière ne passe pas sur le sol mais entre des groupes humains, qui paient l'impôt, ou devraient le payer, à tel ou tel souverain et combattent pour lui »⁵⁴. Le contrôle des terres de pâturages se faisait au gré des parcours des troupeaux, de la quête de points d'eaux jusqu'à ce que ces tribus se heurtent à la résistance d'autres groupes qui revendiquent le même droit sur ces terres. Dès lors une situation d'entre-deux s'était mise en place ponctuée de guerres, de querelles et de razzia mais également de périodes de tolérance et d'arrangements quant à l'usage des points d'eaux et des pâturages. Achille Mbembe, fait d'ailleurs la même remarque à propos de l'Afrique subsaharienne quand il montre que les entités politiques n'étaient pas délimitées par des frontières au sens classique du terme mais plutôt par une imbrication d'espaces multiples constamment reconfigurés par les guerres, les conquêtes, et la mobilité des biens et des personnes qualifiant la territorialité précoloniale de territorialité itinérante⁵⁵.

La plaine de la Jeffara était habitée de tribus qui formaient une société semi-nomade à caractère guerrier s'adonnant à la razzia qui était une modalité importante d'accès à des ressources de subsistance et d'accumulation. Les Touazines, principale tribu installée dans la région de Ben Guerdane, étaient longtemps des pasteurs qui vivaient dans la nécessité de défendre et de conquérir des pâturages. Les cavaliers et les guerriers étaient chargés de défendre la tribu et de protéger les troupeaux et les points d'eaux. Ces régions méridionales ont également vécu, jusqu'au milieu du XIX^{ème} siècle, au rythme du commerce transsaharien qui procurait aux tribus locales des revenus conséquents. Les caravanes reliant le Soudan au littoral méditerranéen ainsi que celles des commerçants de Ghadamès transportant des esclaves et diverses marchandises telles que la poudre d'or, les plumes d'Afrique, l'ivoire, les peaux croisaient d'autres qui faisaient le chemin inverse descendant de la Régence de Tunis vers les royaumes du Soudan et le Sahara transportant diverses marchandises locales ou fabriquées en Europe tels que les armes, le papier, la quincaillerie, l'essence de rose, les

⁵⁴ André Martel, *Les confins saharo-tripolitains de la Tunisie (1881-1911)*, Paris, Presses Universitaires de France, 1965, tome I, p.65 ; Dalenda Larguèche, *Territoires sans frontières. La contrebande et ses réseaux dans la Régence de Tunis au XIX^{ème} siècle*, Tunis, Centre de publication universitaire, 2002.

⁵⁵ Achille Mbembe, « At the edge of the world: boundaries, territoriality and sovereignty in Africa », *Public Culture*, vol 12, n°1, 2000, pp.259-284.

chéchias, les parfums, les tissus brodés et plus généralement les produits de luxe⁵⁶. Profitant de ces circulations transsahariennes, les tribus locales tiraient des revenus du transport, du convoi et de la sécurisation des itinéraires des caravanes. Les commerçants réussissaient ainsi à protéger les caravanes en échange du paiement d'une contribution (*ada*) pour chaque caravane empruntant ce territoire⁵⁷. Ces droits de passage avaient assuré des revenus conséquents aux tribus suscitant des rivalités entre elles et aiguissant les convoitises pour capter ces ressources issues du contrôle des mobilités marchandes. Les pillages et les razzias sur les caravanes étaient des formes violentes quoique légitimes d'accès à *el khobza*. La fin du commerce caravanier entre Ghadamès et Tunis dans la seconde moitié du XIX^{ème} siècle sous le coup de l'extension de la domination française sur les circulations marchandes dans le Sahara, a particulièrement affecté le Sud tunisien du fait de la perte des redevances et des droits de passage sur les caravanes exacerbant de fait la violence entre tribus. Celle-ci était également le fait de pressions fiscales de plus en plus fortes de la part d'une administration beylicale désargentée et de l'importance des prélèvements opérés par l'administration coloniale⁵⁸. L'activité économique dans cette région a dès lors été historiquement liée aux pratiques de captation et de course derrière les ressources de subsistance. Il n'est évidemment pas question de dire qu'il existe une continuité historique entre le XIX^{ème} et le XX^{ème} siècle mais de suggérer que la « voie » renvoie autant à la banalité du mouvement en tant que modalité de course à *el khobza* qu'à un imaginaire de chasse et de capture des flux du commerce historiquement constitué. Cette mobilité est associée à la quête de richesse, à la course à la survie et à la subsistance. Les confins saharo-tripolitains de la Tunisie sont depuis longtemps assimilés à un terrain de chasse dans lequel les richesses peuvent être accumulées ; un site jalonné de dangers et de rivalités d'où l'on risque d'être évincé si l'on ne fait pas preuve d'audace et d'habileté⁵⁹. L'univers contemporain d'*el khat* évoque aussi bien la

⁵⁶ André Martel, *Les confins saharo-tripolitains de la Tunisie...op.cit.*

⁵⁷ Ibid., p.93 et suiv.

⁵⁸ Nicolas Puig, « L'opposition bédouins et oasiens. Une figure revisitée de l'altérité dans le sud tunisien », *Ethnologies comparées*, n°7, printemps 2004 ; Habib Attia, *Les hautes steppes tunisiennes, De la société pastorale à la société paysanne*, Thèse de doctorat d'État de géographie, Université Paris VII, 1977.

⁵⁹ Ceci n'est pas spécifique à la Tunisie. C'est par exemple ce que montre Filip de Boeck pour le Zaïre dans Filip de Boeck, « Domesticating diamonds and dollars: Identity, expenditure and sharing in south-western Zaïre (1984-1997) », *Development and Change*, 29 (4), 1998, pp.777-810.

résurgence des routes du commerce transsaharien à travers lesquelles se diffusaient les biens et les marchandises issus des marchés internationaux que la razzia voire la chasse que pratiquaient les cavaliers des tribus méridionales le long de ce carrefour caravanier en tant que modalités de survie et de course à *el khobza*⁶⁰. C'est qu'à l'instar de la frontière diamantifère décrite sous la plume de Filip de Boeck, « la richesse en choses et en personnes qui circulait le long des différentes routes commerciales, demandait du point de vue local à être chassé, traquée, piégée et 'apprivoisée' tout comme du gibier »⁶¹.

La centralité de l'économie des frontières dans les régions méridionales est repérable non seulement à l'importance des flux de marchandises le long de la « voie » qui approvisionnent les multiples points de vente mais également au fait que ces trafics se déroulent « à découvert » (*belmakchouf*), c'est-à-dire sous l'œil des autorités. La région entre Zelten et les villes des régions méridionales de la Tunisie voit le déploiement perpétuel de filières qui se recomposent au gré des opportunités, des habitudes et des affinités entre acteurs entretenant un flux continu de biens et de marchandises. Le développement du souk de Ben Guerdane en tant que pôle national d'écoulement des marchandises et l'entrée d'une multitude de nouveaux acteurs originaires de Médenine, de Zarzis ou Djerba sur la « voie » reflète l'essor de celle-ci. La pénétration massive des produits exportés frauduleusement dans l'économie urbaine tunisienne prouve que les quantités de marchandises provenant de Libye sont très importantes. Les boutiques, magasins, échoppes, essenceries pullulent le long d'*el khat*, les taxis se multiplient afin de répondre aux circulations de personnes, les restaurants comptent l'essentiel de leur clientèle parmi les praticiens de la route, les voyageurs et les touristes libyens et plusieurs petits hôtels ont ouvert depuis le milieu des années 1990 accompagnant le dynamisme de l'économie transfrontalière. Ces pratiques économiques frauduleuses qui ont envahi l'espace public sont perçues comme ordinaires : un nombre toujours croissant de personnes issus des régions du centre du pays et désireux de saisir les opportunités, l'engouement populaire pour ces produits bon marché a fait le reste. Si les entrepreneurs de la « voie » font preuve d'une imagination inouïe pour dissimuler des

⁶⁰ Sur les razzias dans le sud tunisien, Jocelyne Dakhli, *L'Oubli de la cité. La mémoire collective à l'épreuve du lignage dans le Djérid tunisien*, Paris, La Découverte, 1990.

⁶¹ Filip de Boeck, « La frontière diamantifère angolaise et son héros mutant », in Jean François Bayart et Jean Pierre Warnier (dir.), *Matière à politique. Le pouvoir, les corps et les choses*, Paris, Karthala, 2004, pp. 93-128, p.109.

marchandises en monnayant des arrangements avec les douaniers pour assurer un approvisionnement bon marché, les transporteurs s'engagent dans des batailles rudes de baisse des coûts pour s'accaparer les circuits d'écoulement des marchandises dans l'espace frontalier tandis que les porteurs suent sous le soleil brûlant au poste frontière de Ras Jdir pour quelques dinars. Dans un contexte marqué par la multiplication des contraintes matérielles, réglementaires et politiques, les « petits » comme les « grands » courent derrière *el khobza* qui demeure difficilement accessible. C'est en cela qu'*el khat* n'est pas seulement une affaire de subsistance mais également de sens. En courant derrière *el khobza* ces populations donnent des significations à des pratiques économiques illégales : elles les rendent légitimes, seules modalités d'ascension sociale, d'accès à une vie décente et à la sécurité économique⁶². Il s'agit moins de s'opposer à la réglementation étatique que de revendiquer le droit de proposer une alternative au monopole étatique du sens et de la signification d'*el khobza*.

⁶² Sur ce sens et les significations des pratiques transfrontalières voir le numéro spécial de *Politique Africaine*, n°94, juin 2004, « Autour du lac Tchad: intégrations et désintégrations » et notamment la contribution de Janet Roitman, « Les Recompositions du Bassin du lac Tchad », pp.7-22.



Photo 1. Essencerie dans l'économie d'el khat. Route Médenine-Ben Guerdane. Septembre 2009.

B - Trajectoires individuelles et sociales. Les figures de la « voie ».

La « voie » a émergé à un moment de crise profonde de la société frontalière. La réouverture des frontières tuniso-libyennes est survenue au terme d'une longue période d'austérité dans les années 1980. Celle-ci a connu son épisode le plus tragique en 1985 suite à l'expulsion massive de Libye de plus de 40 000 immigrés tunisiens originaires, pour la plupart, des régions méridionales. Ces derniers ont été renvoyés *manu militari* par les autorités libyennes en réponse aux accusations de leurs homologues tunisiennes les désignant comme les responsables de ce qui allait être communément désigné par les « événements de Gafsa » de 1984⁶³. Cet épisode correspond à une tentative de coup d'Etat au cours de laquelle un commando ayant de toute évidence bénéficié du financement et du soutien du régime de Kadhafi prévoyait de s'emparer de la ville de Gafsa dans le sud tunisien, préalablement à l'extension de l'insurrection au reste du pays. Cette crise diplomatique s'est dès lors accompagnée d'une militarisation de la frontière qui a fait plusieurs victimes parmi les contrebandiers⁶⁴. La marginalisation de la société locale a été aggravée par l'installation du pays dans une situation de crise qui a atteint son paroxysme en 1986 avec la mise en place du programme d'ajustement structurel. Ces conditions d'émergence de l'économie d'*el khat*, la crise de la dette et l'érosion des ressources financières extérieures, à l'image des remises des émigrés en Libye, ont profondément entamé les capacités redistributives de l'Etat⁶⁵. La dégradation des conditions d'existence d'une grande partie de la population a incité les autorités à mettre en place des chantiers de lutte contre la désertification afin d'employer temporairement une partie de la main d'œuvre en proie au chômage⁶⁶. Dans une région où les seuls revenus provenaient des salaires de la fonction publique et de l'émigration, ces « chantiers » consistaient moins en une forme de création d'emplois stables qu'à une tentative de la part des pouvoirs publics d'occuper la population et à gérer la crise en distribuant des revenus aussi marginaux soient-ils. En parlant de son entrée dans l'économie des frontières,

⁶³ Sur cet épisode, François Burgat et André Laronde, *La Libye*, Paris, Presses Universitaires de France, 2003.

⁶⁴ Hassouna Mzabi, *La Tunisie du Sud-est...op.cit.*

⁶⁵ Nicole Grimaud, « Tunisiens en Libye : quand les migrants sont pris en otages », *Hommes et migrations*, n° 1174, 1994, pp. 30-34.

⁶⁶ Hassouna Mzabi, *La Tunisie du Sud-est ...op.cit.*

un entrepreneur de la « voie » l'a directement relié à ce qu'il désigne par les années de misère (*myzirya*).

« C'était la misère. Mon père était rentré de Libye en ayant perdu toutes ses économies. On était six membres dans la famille. Il a travaillé sur les chantiers de lutte contre la désertification pour 50 dinars par mois (30 euros environ). A cette époque, on a surtout vécu sur le salaire de mon frère aîné qui était instituteur. Avoir un membre de la famille dans la fonction publique était une chance. Je me souviens bien de ces années de misère. Les gens ne trouvaient même pas de quoi acheter les produits alimentaires de première nécessité. Il n'y avait pas d'argent. Quand la Libye a ré-ouvert ses portes, les gens avaient faim et ils se sont rués sur les marchandises libyennes. C'est comme s'ils avaient une revanche à prendre sur ce qu'ils ont vécu durant ces années-là »⁶⁷.

La mise en place de ces chantiers de lutte contre la désertification dans un contexte budgétaire contraignant révèle non seulement un volontarisme étatique en matière sociale mais aussi le souci de circonscrire la paupérisation de la société locale. La fin de l'Etat-employeur et le tarissement des remises des émigrés ont plongé la région dans une crise de subsistance aigüe. Aussi dérisoires qu'ils soient, les revenus distribués par le truchement de ces « chantiers » ont été des allocations étatiques qui s'inscrivaient moins dans le cadre d'une politique publique efficiente de création d'emplois qu'elles ne reflétaient l'incapacité des pouvoirs publics à penser et à mettre en place une politique de développement pour cette région périphérique et historiquement dépendante de la Libye.

Comme, plus tard, le Fonds de solidarité Nationale connu par sous le nom du 26.26 ou de la Banque Tunisienne de Solidarité (BTS) censés financer les projets pour les classes populaires, le salaire a été depuis l'indépendance au fondement d'un « type d'échange politique » basé sur « l'existence de créances grâce auxquelles l'Etat fabriquait des dettes sur la société » de sorte qu'« en transformant le salaire en créance, l'Etat octroyait des subsistances à tous ceux dont il faisait ses obligés »⁶⁸. En ce sens, le salaire est plus qu'une ressource de subsistance ; il est au fondement de la production du lien politique. L'émergence de l'économie d'*el khat* incarne une forme de réponse à l'étiollement des bases matérielles du pouvoir. Elle a attiré des milliers de marchands occasionnels, de colporteurs, de commerçants et de consommateurs venus de toutes les régions du pays faire leurs emplettes dans les régions

⁶⁷ Entretien avec un entrepreneur d'*el khat*, Ben Guerdane, été 2009.

⁶⁸ Achille Mbembe, *De la postcolonie...op.cit.*, p.74.

frontalières. Contrairement aux entrepreneurs de la « voie » qui s'approvisionnent en Libye et qui franchissent les frontières territoriales, ces « fourmis » assurent la circulation et l'écoulement des marchandises à l'intérieur du territoire tunisien en s'approvisionnant du souk de Ben Guerdane pour les revendre sur les souks des villes tunisiennes (cas des chômeurs et des travailleurs irréguliers), dans les garages ou les arrières cour de leurs domiciles (cas des retraités et des femmes au foyers), sur leur lieu du travail (cas des ouvrières et des petits fonctionnaires) ou pour ceux qui en possèdent, dans leurs boutiques (cas des vendeurs de pneus, des épiciers des quartiers et des marchands de fripes). L'économie d'*el khat* est un site animé de figures aux trajectoires et aux positions sociales multiples mobilisant différentes stratégies de survie et d'accumulation en fonction de leurs capacités financières et sociales.

1) Un complément indispensable pour des petits salariés.

Qu'ils soient petits fonctionnaires ou salariés ne réussissant pas à subvenir aux besoins de leurs familles, des contractuels, des ouvrier(e)s intérimaires, des travailleurs licenciés victimes de l'irrégularité du travail, des retraités en manque de revenus ou des mères de familles cherchant à compléter les ressources insuffisantes du foyer, tous cherchent à conjurer le manque, la rareté matérielle et la paupérisation des conditions d'existence en s'insérant dans l'économie de la débrouille. Najib, un instituteur originaire de Bir Ali Ben Khalifa, une localité dans le gouvernorat de Sfax est une figure de la course à *el khobza* le long de la « voie ». Désireux de compléter son salaire insuffisant, il a décidé en 2005 de suivre des amis sur l'économie de la « voie ». L'acquisition du véhicule utilitaire indispensable au cabotage a été financée par une sœur aînée émigrée en France qui a consenti à le prendre en charge : cet investissement pouvait, en effet, profiter à l'ensemble de la fratrie puisque Najib allait être épaulé par son frère cadet au chômage depuis plusieurs années⁶⁹. Se relayant au volant de leur Citroën Partner, les deux frères assurent depuis plusieurs années l'approvisionnement de plusieurs commerçants au souk d'El Jem ainsi que des boutiquiers dans les régions du centre et du Nord de la Tunisie. C'est ainsi que chaque weekend et pendant les vacances scolaires et les jours de congés, Najib abandonne son cartable pour prendre le volant de son véhicule en direction de la Libye. Dès notre première rencontre, j'avais remarqué une cicatrice

⁶⁹ Enquête de terrain, Sfax, été 2009.

impressionnante d'une fracture faciale couvrant une partie de son front et de son nez. J'ai appris, plus tard, qu'il s'agissait des séquelles d'un accident de la route. Épuisé et somnolent, il a perdu le contrôle de son véhicule et a heurté à pleine vitesse la remorque d'un camion. Cette collision lui a causé des séquelles irréversibles, preuve que le « travail sur *el khat* » suppose, d'abord, la maîtrise de la route dans sa matérialité: ses virages, ses raccourcis, ses montées, ses descentes et ses bifurcations. Elle exige aussi et surtout une connaissance de son fonctionnement : l'emplacement des barrages de police et l'ampleur du trafic routier dans les périodes ordinaires (milieu de semaine, la nuit) comme durant les moments exceptionnels de contrôle et de surveillance (la veille des aïds, du Ramadan, des périodes de contrôle inopiné). C'est ce que les praticiens de la route désignent par le fait de « tuer la route » (*yogtel el kayyas*). « Tuer la route » renvoie en réalité à un art de l'apprivoiser et de la dompter⁷⁰. La « voie » est appréciée en tant que source d'accès à *el khobza* autant qu'elle est crainte, car imprévisible, jalonnée d'embûches et potentiellement périlleuse. Il est d'ailleurs fréquent de voir les véhicules de trafiquants décorés de versets de Coran et d'expressions de reconnaissance de la protection divine sur les hommes pour se porter chance ou repousser le mauvais œil. Les chauffeurs n'hésitent pas à déposer des exemplaires de Coran dans leurs véhicules pour s'attirer grâce et bénédiction et à lire certains versets au passage de la frontière et dans les barrages routiers afin d'« aveugler » les forces de l'ordre. Bien que Najib ait développé, durant des années, une capacité à « tuer la route », celle-ci a failli lui causer sa perte au premier instant d'imprudence et d'affaiblissement ; signe que dans cette économie de la « voie », les hommes jouent leurs vies au double sens du mot : la survie, le statut et les chances de mobilité sociale mais aussi la vie dans son acception première, la vie nue.

Au terme de notre première rencontre, Najib m'avait gentiment invité au mariage de son frère. Le jour de la cérémonie, il m'avait présenté ses nombreux convives en distinguant les collègues d'*el khat* de ceux de l'éducation nationale. Cette anecdote m'a interpellé en ce qu'elle mettait en scène l'aisance avec laquelle ce fonctionnaire-trafiquant évolue entre des univers différents et des statuts sociaux variés. Elle révèle les modalités quotidiennes de tissage des existences dans l'entrelacs de la relative sécurité procurée par le salaire de la fonction publique, quoiqu'insuffisant, et dans une économie de la débrouille à la marge de la

⁷⁰ Filip de Boeck parle aussi de cet art de dompter la frontière dans, « La frontière diamantifère angolaise et son héros mutant », art.cit.

légalité. Pour un fonctionnaire, la préservation voire l'amélioration de son niveau de vie et de son pouvoir d'achat déclinant suppose de ne pas hésiter à faire des coups dans le domaine de l'illégal. Ce comportement renvoie moins à une stratégie de survie qu'à « art de l'existence »⁷¹ dans et en dehors de la légalité. Il renvoie à une conduite qui, loin d'être moralement stigmatisée ou répréhensible, fait, au contraire, partie de la normalité et de la banalité des existences puisqu'elle valorise la recherche de la vie digne et à la quête du bien-être, norme à laquelle le sujet adhère activement⁷². En tant que conduite morale, la course à *el khobza* est davantage une expérience qui s'inscrit aussi bien dans la géographie, dans la matérialité de la vie quotidienne, dans les relations sociales que dans les corps des sujets à l'image de l'entaille sur le front de Najib.

2) Les licences d'*el khat* et le poids du parti unique.

Les petits commerçants, consommateurs et marchands occasionnels que je désigne par le terme de « fourmis », en référence à la modestie de leurs capacités financières et à la fréquence de leurs circulations, affluent vers Ben Guerdane dans des voyages organisés. Chaque weekend, les aires de stationnement aux abords du souk regorgent de bus transportant plusieurs dizaines de voyageurs et de véhicules de transport collectifs appelés « louages » empruntés par des groupes de six à huit personnes. Les femmes sont très actives dans l'organisation de ces voyages ; les lieux de sociabilité féminine comme les salons de coiffure constituent des endroits où les annonces sont fréquemment affichées et les groupes sont formés⁷³. Hamida qui tient un salon de coiffure dans une des villes du Cap-Bon, tire une grande partie de ses revenus de cette activité. Une fois les tickets de participation vendus autour de 40 ou 45DT, elle procède, selon l'affluence, à la location d'un bus pouvant transporter jusqu'à 60 personnes, d'un minibus (une trentaine) et lorsque la participation est faible, elle s'arrange avec un chauffeur de « louage », sorte de taxi collectif, pour faire le

⁷¹ Michel Foucault, *Dits et écrits II...op.cit.*, p.1490.

⁷². Guillaume Le Blanc, *Vies ordinaires, vies précaires*, Paris, Seuil, 2007.

⁷³ Sur la place des lieux de sociabilités féminines dans l'organisation des filières marchandes dans le Maghreb, Véronique Manry, « Trabendo au féminin : les femmes algériennes dans le commerce informel » in Fariba Adelhah et Jean François Bayart (dir.), *Voyages du développement. Emigration, commerce, exil*, Paris, Karthala, 2007, pp. 219-268.

trajet vers Ben Guerdane⁷⁴. Veuve d'un ancien militant du RCD (l'ancien parti unique), Hamida a réussi à obtenir une « licence » de la cellule du parti lui facilitant l'organisation de ces voyages. Sans légaliser cette activité puisqu'elle ne constitue pas une autorisation à exercer une activité commerciale, ni un document légal légitimant le colportage et le transport des personnes et des marchandises, ce blanc-seing est devenu un rouage essentiel dans l'organisation des voyages le long de la « voie ».

Cette « licence » facilite les démarches administratives de location des bus puisque l'autorisation d'*el omda* est obligatoire dans cette démarche notamment lorsqu'il s'agit du véhicule d'une compagnie publique de transport. Les opérateurs privés ne sont pas en reste. Les agences de voyage qui se sont engouffrées dans ce créneau fort lucratif en louant leurs véhicules à ces circulations fourmilières en dehors de la haute saison touristique, cherchent en effet à se couvrir contre les risques de saisies et de pénalités en donnant la priorité à ceux (ou celles) qui disposent de « licences ». Les difficultés du secteur touristique et la baisse de la fréquentation qui ont fait chuter la demande des hôtels sur ces services de transport ont incité les agences à se tourner vers ses voyages marchands illicites pour essayer d'amortir leurs pertes⁷⁵. Les gérants de ces agences se sont ainsi livrés à une concurrence acharnée pour fidéliser les organisateurs et investir ce secteur d'activité. Au sommet de l'activité pas moins de 500 bus se dirigeaient chaque weekend vers Ben Guerdane depuis toutes les régions du pays⁷⁶. Lorsque les pouvoirs publics ont décidé, en 2004, d'interdire l'utilisation de ces bus pour ces navettes trafiquantes arguant de l'indispensable protection du parc de bus touristiques, de la vétusté et de l'impératif de lutte contre le commerce « parallèle », les gérants des agences ont donné la priorité aux organisateurs disposant d'une « licence ». Celle-ci constitue une protection pour l'organisateur et les voyageurs qui l'accompagnent contre les saisies et des dîmes exorbitantes. J'ai eu l'occasion de faire le voyage avec Hamida et j'ai pu observer qu'à chaque barrage routier, elle présentait sa licence avant d'entamer un round de négociation épaulée en cela par quelques voyageurs. Si ce document ne lui épargne pas les tracasseries et les brimades, il atteste en revanche du fait qu'elle a été cooptée par le parti,

⁷⁴ Observation participante, Cap-Bon, été 2008.

⁷⁵ Entretien avec des professionnels dans le tourisme, Nabeul, été 2008.

⁷⁶ C'est l'ONTT (Officiel National de transport tunisien) qui a pris cette mesure d'interdiction, « Interdiction des excursions vers Ben Guerdane », 19 septembre 2004, consulté en ligne sur www.webmanagercenter.com, 12 février 2008.

qu'elle est du « bon » bords, ce qui lui garantit des marges de négociation considérables avec les agents des forces sécuritaires. A l'instar des licences des cafés, des bars, des « louages » ou des taxis octroyés dans les premières décennies de l'indépendance aux militants de la cause nationale et qui se sont progressivement étendues au cours des années 1980 pour bénéficier aux personnes démunies qui pouvaient ainsi tirer des revenus de subsistance en cédant l'exploitation de ses licences à des professionnels, ces documents distribués par les antennes de l'ancien parti unique reflètent, d'une part, le redéploiement de la politique sociale de l'Etat dans l'informel et d'autre part, la sélection des bénéficiaires sur des critères partisans excluant de fait une grande partie de la population⁷⁷. L'économie informelle s'est transformée à partir des années 1990 et plus intensément encore dans les années 2000 en un champ privilégié de l'action étatique et de la bureaucratie partisane. En absence de ressources matérielles, cette dernière a pu s'appuyer sur les activités marchandes illicites pour distribuer des rentes et coopter des acteurs en leur facilitant l'insertion dans l'économie de la « voie ». En s'insérant dans les logiques de promotion sociale et de recherche de bien-être que véhicule la course à *el khobza*, les cellules du RCD jouent un rôle important dans la régulation de l'économie d'*el khat*. Les « licences » constituent une modalité de protection des gains en améliorant le pouvoir de négociation des organisateurs de voyage avec les agents sur la route et en consolidant leur position dans cette économie des frontières. Structure de contrôle et de discipline, les cellules du parti unique ne sont pas moins une courroie d'ascension et d'accumulation. Cette ambivalence constitue une modalité essentielle d'extension du pouvoir au-delà des structures institutionnelles et sa diffusion dans des pratiques économiques illicites pour en faire des sites de pouvoir⁷⁸.

⁷⁷ Sur le rôle du parti unique dans l'encadrement de la population et le quadrillage du pays, Béatrice Hibou, *La force de l'obéissance...op.cit.*, chapitre 3, « Un quadrillage méticuleux »; Michel Camau et Vincent Geisser, *Le syndrome autoritaire. Politique en Tunisie de Bourguiba à Ben Ali*, Paris, Presses de Sciences Po, 2003, p.158 et suiv ; Sadri Khiari, *Tunisie, le délitement de la cité. Coercition, consentement, résistance*, Paris, Karthala, 2003.

⁷⁸ Sur la diffusion du pouvoir dans le milieu urbain, Olivier Feneyrol, « L'Etat à l'épreuve du local. Le réaménagement du quartier 'Bab Souïqa-Halfaouine' à Tunis (1983-1992) ». *Monde Arabe Maghreb Machrek*, n° 157, juillet-septembre 1997, pp. 58-68 ; et dans les pratiques sociales, Khalil Zamiti, « Le fonds de solidarité nationale : pour une approche sociologique du politique », *Annuaire d'Afrique du Nord*, t.35, 1996, pp.705-712.

Les « fourmis » jouent sur ces dynamiques en optant à leur tour pour le voyage avec les organisateurs cooptés. Disposant généralement d'un petit capital, la plupart de ces voyageurs tentent de saisir des opportunités de gain ou d'assurer un petit complément de salaire. C'est le cas des ouvrières qui font le trajet le weekend pour exposer à la vente leurs marchandises le lundi au retour au travail. Le feuilleton tunisien « *sayd Errim* » (la chasse aux gazelles) diffusé au mois de Ramadan 2009 à la télé tunisienne et dont l'histoire principale traite du harcèlement au travail a parfaitement illustré le quotidien des ouvrières dans ces usines de sous-traitance. Cette série a montré la centralité des sociabilités ouvrières qui transforment les pauses-déjeuners en moments d'effervescence marchande, d'essayage et de tri de marchandises achetées à Ben Guerdane ou ailleurs. Ces relations marchandes existent également dans les administrations publiques preuve que le monde de la débrouille s'insère, de façon généralisée, dans le quotidien au travail.



Photo 2. Un louage (taxi collectif) transportant un groupe de « fourmis ».

3) *El khat* et les dangers de l'endettement des fourmis.

Intérimaires, contractuels, travaillant temporairement ou occasionnellement, des milliers de travailleurs tenus à la marge de l'emploi protégé ont été amenés à se débrouiller pour assurer leur quotidien. N'ayant pas forcément les moyens de cette activité, ils s'engagent dans un cercle d'endettement pour tenter de gagner un peu d'argent indispensable à financer leur activité marchande sur *el khat*. C'est le cas d'Azzedine, un père de famille quadragénaire que j'avais rencontré lors des voyages marchands organisés par Hamida. Après avoir été licencié de la boulangerie dans laquelle il travaillait à la suite d'un différend avec son patron, il s'est lancé dans le petit commerce ambulancier en s'approvisionnant à Ben Guerdane et en revendant sur les souks du Cap-Bon et dans l'arrière-cour de son domicile. Ses faibles capacités financières l'ont incité à vendre sa marchandise au comptant, ce qui l'a privé de la possibilité de la vente à crédit plus à même de lui assurer la fidélisation de sa clientèle. S'il n'y a pas recouru, c'est qu'il doit s'assurer de rentrées d'argent et reconstruire, chaque semaine, son capital afin de pouvoir enchaîner les déplacements vers les régions frontalières. Du coup, le fourmillement marchand observable chaque weekend dans le souk de Ben Guerdane paraît, en partie du moins, comme le résultat d'une activité commerciale dynamique mais comme la marque d'une crise suscitée par la concurrence sur *el khat* entre des milliers de « fourmis » à court d'argent proposant leurs marchandises à des clients « fauchés » et trop souvent mauvais payeurs. Azzedine qui ne peut compter que sur un petit pécule de 200 à 250 DT (100 à 125 euros) hebdomadaire qu'il dépense en produits de consommation courante, boîtes de conserves, petits équipements électroménagers, se démène comme il peut pour revendre sa marchandise voire la brader afin de s'assurer de liquidités et de pouvoir financer le prochain voyage⁷⁹. Comme beaucoup d'autres petits acteurs d'*el khat*, il vit constamment « sur le fil », c'est-à-dire qu'il vivote au jour le jour, obligé de vendre au comptant pour pouvoir racheter et revendre. Il risque de se faire éjecté de cette économie à la première saisie de marchandises, grosse pénalité, quand il est contraint de vendre à crédit ou lors d'une simple infortune commerciale qui lui ferait perdre son capital.

De fait, pour beaucoup de « fourmis », l'installation dans l'économie d'*el khat* s'accompagne d'une entrée dans le cercle de la dette et de la dépendance. N'ayant pas de

⁷⁹ Observation participante, Cap-Bon, été 2008, été 2009.

surface financière suffisante, il recourt lui-même à l'endettement afin de pouvoir fidéliser et élargir sa clientèle en écoulant sa marchandise à crédit et accordant des échéances pour les paiements de ses clients. Exclue du crédit bancaire, ces « fourmis » s'endettent généralement auprès des organismes de micro-crédits, des membres de leurs parentèles ou des réseaux d'interconnaissance et d'amitiés. Ils sont également des clients de choix à qui des usuriers proposent des financements en cas de besoins urgents de liquidités. C'est ainsi qu'Azzedine s'est vu proposer un prêt usurier de 1000 DT pour six mois qu'il aurait dû rembourser 1500 DT, atteignant du coup un taux d'intérêt annuel de 125%. En refusant cette offre, il a dû se résigner à continuer sa course à *el khobza* dans une situation de précarité et d'incertitude extrême qui a fini avec le temps par avoir raison de sa témérité. Ayant l'habitude de faire le voyage à Ben Guerdane avec Azzedine chaque été depuis 2007, j'ai découvert au cours de l'été 2009 qu'il avait cessé de travailler sur *el khat*. Fatigué par la dépense d'énergie que cela nécessitait eu égard aux maigres revenus qu'il en tirait, il a décidé de travailler avec son beau-frère dans le secteur agricole. Sans pour autant quitter définitivement *el khat* puisqu'il a cédé sa place dans le bus à son épouse qui assure désormais les revenus tirés de cette activité d'appoint pour le ménage. La trajectoire d'Azzedine qui s'est soldée en définitive par sa sortie de la « voie » reflète la difficulté de vivre quotidiennement sur le fil, obligé de composer avec les contraintes de l'activité marchande, les obligations familiales et les incertitudes de l'endettement et de l'économie de la débrouille. Cette latitude à composer a pourtant été pendant de longues années son principal atout. Je l'ai observé maintes fois faire le voyage avec très peu de nourritures pour économiser et ne dépenser que pour l'essentiel, s'acharner à palabrer avec les vendeurs pour baisser les prix et s'entêter dans la négociation des dîmes dans les barrages de police. Sa conduite de vie était une « composition » au sens de la métaphore musicale que donne Jane Guyer à cet art de combiner des registres variés et à mobiliser des compétences différentes⁸⁰. Le quotidien d'Azzedine était fait autant de patience, de privation, de courage, de labeur que de ruse et il était quotidiennement susceptible de perdre sa mise pour être renvoyé à sa misère. C'est parce que cette « composition » était fondamentalement de la survie mais qu'elle ne pouvait lui assurer une vie décente qu'il a fini par sortir de la « voie ».

⁸⁰ Jane Guyer, « La tradition de l'invention en Afrique Equatoriale », *Politique Africaine*, n° 79, octobre 2000, pp. 101-139.

4) Une stratégie sociale et familiale de reconversion pour les populations rurales.

Si la « voie » a réussi à s'étendre vers les régions du centre et du nord du pays, c'est que de plus en plus de Tunisiens étaient amenés à vivre « sur le fil » : le fil de l'officiel et de l'officieux, de la précarité et de l'incertitude. La course à *el khobza* d'une grande partie de la population paysanne en est l'illustration. En effet, la crise du monde agricole a entraîné la paupérisation des populations rurales qui étaient amenées à se débrouiller pour trouver d'autres opportunités de survie. Le déclin de ce secteur qui a historiquement supporté un poids considérable dans la gestion des transformations économiques a semblé inexorable dans les années 1990. Pensée comme un outil de modernisation des structures économiques du pays, la politique de fixation des prix agricoles à des niveaux extrêmement bas invariablement adoptée depuis l'indépendance a condamné à la pauvreté une large partie de la population agricole. En tant que parent pauvre des politiques publiques, ce secteur n'a donc pas bénéficié des aides et subventions qui auraient pu enclencher sa propre modernisation le condamnant ainsi à une régression continue depuis plusieurs décennies maintenant⁸¹. Cette situation a été aggravée par la parcellisation des terres qui a entraîné l'accroissement des inégalités au sein des populations rurales et la baisse du niveau de vie des plus pauvres d'entre elles⁸².

Dans ce contexte, de nombreuses familles rurales ont procédé à une division du travail en leur sein en incitant les cadets sociaux à « travailler sur *el khat* ». L'ensemble de la famille élargie prend ainsi en charge le financement de l'acquisition de véhicules utilitaires nécessaires au commerce de la « voie » ou au trafic de carburant grâce à un prêt auprès d'une banque en proposant la terre comme garantie voire comme hypothèque. Le travail dans l'économie de « voie » offre à cette population non seulement la possibilité de préserver la terre familiale du morcellement mais aussi l'entretien des structures familiales et le cadre de

⁸¹ Hamza Meddeb, « Tunisie, pays émergent ? », art.cit. Pour une analyse synthétique du rôle du secteur agricole dans les politiques économiques depuis l'indépendance, Aziz Krichen, *Le syndrome Bourguiba*, Tunis, Cérès productions, 1993.

⁸² Jean François Ricard, « Le devenir de l'agriculture tunisienne face à la libéralisation des échanges », *Afrique contemporaine*, n° 219, 2006/3, pp. 29-42. L'auteur souligne qu'« en 1995, 53% des exploitants disposaient de moins de 5 hectares (avec une moyenne de 2 hectares) et ils occupaient 9% des terres agricoles, et 1% des exploitants disposaient de plus de 100 hectares (avec une moyenne de 300 hectares) et ils occupaient le quart des terres agricoles. La moyenne de superficie des 500 000 exploitations s'établit autour de 10 hectares, et cette moyenne baisse depuis 40 ans, la fragmentation des terres se poursuivant », p.33.

vie communautaire en désamorçant les conflits potentiels entre aînés et cadets sociaux que pourraient susciter les dissensions autour de l'héritage⁸³. Cette modalité d'insertion dans la « voie » est guidée par plusieurs logiques : d'une part, la conservation de la terre de la famille qui possède une valeur hautement symbolique pour des populations dont elle incarne un référent important de respectabilité sociale. D'autre part, étant donné que l'émiettement des terres condamne inexorablement l'ensemble des héritiers à la misère, le travail sur *el khat* incarne une stratégie de diversification des activités au sein du monde rural susceptible aussi bien de conserver les structures familiales élargies que de procéder à une division du travail à l'intérieur de celles-ci. La terre se mue ainsi moins en une richesse qu'on peut faire fructifier qu'en une monnaie d'échange et une valeur de garantie permettant aux familles rurales aux revenus déclinants de conserver leurs patrimoines et de désamorcer les conflits intrafamiliaux. Cette stratégie, combinée à l'exode rural, participe en grande partie au vieillissement et à la féminisation de la population agricole, ce qui ressort d'ailleurs des chiffres et des statistiques officielles, étant donné que ce sont souvent les aînés et les femmes qui s'occupent de terres dont les récoltes sont jugées faibles et les rémunérations dérisoires⁸⁴.

« Il n'y a qu'à regarder la région. Devant chaque exploitation, il y a des voitures de transport de marchandises. Ce n'est pas tant pour les besoins de l'exploitation que parce que tout le monde travaille sur *el khat* ou dans le trafic de carburant algérien. La plupart des exploitants achètent une voiture auprès d'une société de leasing ou à la banque utilisé dans ces trafics »⁸⁵.

L'insertion dans l'économie de la « voie » apparaît, dans le cas de cette population, comme le produit moins de choix individuels délibérés que du redéploiement de trajectoires sociales de pans entiers de la population amenées à se débrouiller dans un contexte de crise du monde rural. La crise du monde agricole prend de fait plusieurs dimensions : d'une part la

⁸³ Entretien, Bir Ali Ben Khalifa, été 2009.

⁸⁴ L'âge moyen de la population agricole est de 53 ans en 1995, Jean François Ricard, « Le devenir de l'agriculture tunisienne... », art.cit.

⁸⁵ Entretien à Sidi Bouzid, été 2009. Sur les trafics de carburants avec l'Algérie, Presse algérienne, « Douanes : Réalisation de 23 postes de contrôle frontaliers à Tébessa », *el-Moudjahid*, 23 mai 2009. Selon l'article du Journal algérien qui faisait état des trafics à la frontière tuniso-algérienne, « les Gendarmes gardes-frontières (GGF), ont saisi au cours du premier trimestre 2009, 43.477 litres de gasoil et 6.929 litres d'essence, destinés à l'exportation frauduleuse. En 2008, les mêmes services avaient saisi, dans les mêmes conditions, plus de 48.000 litres de gasoil et 10.348 litres d'essence ».

parcellisation des terres et d'autre part, l'excédent de main d'œuvre que les secteurs structurés de l'économie sont résolument incapables d'intégrer et qui de fait bascule dans le travail informel. La course à *el khobza* a, de fait, remodelé les frontières entre le monde urbain et rural participant ainsi à l'émergence de la « voie » en tant que nouvel espace géographique et social.

5) Une stratégie d'intégration des jeunes défavorisés.

El khat est un espace de survie pour une grande partie des jeunes désœuvrés issus du monde rural qui ont pris la route à la recherche d'un emploi aussi irrégulier que précaire sur les chantiers, les souks et dans les régions frontalières. Car si le commerce de gros et le cabotage dans l'économie de la « voie » demeurent l'apanage de segments « aisés » qui disposent de patrimoines, des milliers de jeunes démunis, généralement sortis prématurément du circuit scolaire ont investi les petits métiers de l'économie de la débrouille pour survivre. Originaires des gouvernorats de Sidi Bouzid, de Kairouan ou de Kasserine abritant des régions pauvres que le gouvernement qualifie de « zones d'ombre », ils se sont retrouvés à errer dans la capitale pour travailler dans le commerce de rue en tant que vendeurs à la sauvette ou en tant que marchands dans les multiples souks dont le plus illustre est celui de la rue Sidi Boumendil⁸⁶. Profitant de la disponibilité en masse de cette main d'œuvre pauvre et en proie au chômage, les commerçants et les grossistes l'utilise dans une stratégie commerciale qui consiste à envahir l'espace public en lui fournissant des produits de consommation et d'équipement et en la lançant dans les rues de la capitale à la recherche du client. Outre la fourniture de marchandise, ces commerçants prennent sous leur aile ces vendeurs à la sauvette en leurs proposant l'hébergement dans les entrepôts lugubres de Bab Dzira ou dans les rues avoisinantes au quartier de Sidi Boumendil et en leur offrant leur protection afin d'éviter qu'ils ne se fassent prendre par les agents des règlements municipaux (*taratib*) chargés de lutter contre le commerce frauduleux ou le cas échéant que la marchandise saisie leur soit restituée. Ces vendeurs à la sauvette (*nassaba*) se font exploiter

⁸⁶ Observation participante, Souk Sidi Boumendil, Tunis, été 2008, été 2009. Voir également l'une des rares enquêtes journalistiques publiées dans la presse tunisienne, « Les mystères de Sidi Boumendil », *L'Expression*, n°5, novembre 2007. Ou l'hebdomadaire arabophone *Assabah Al Ousboui*, « *Al Ousboui* entre dans le monde des vendeurs à la sauvette », numéro du 16 août 2010 [c'est moi qui traduit].

aussi bien par des commerçants établis que par des agents de l'Etat qui les rackettent, les répriment et tentent de les enrôler en tant qu' « indics »⁸⁷. Le monde du commerce de la rue offre à l'exploration du chercheur un mode inédit d'exploitation de la main d'œuvre dans l'économie dite informelle produit des appétits de gain des « grands » commerçants, de la voracité des agents de l'Etat et de la course quotidienne des « petits » pour survivre au jour le jour. Mais ces jeunes ne se trouvent pas seulement à Tunis et dans les grandes villes du pays. La raréfaction des emplois dans l'économie structurée et l'austérité des conditions d'existence ont ainsi mis sur les routes une jeunesse surnuméraire et désœuvrée attirée par l'effervescence commerciale des zones frontalières. Situés aux bas de l'échelle de l'économie de la « voie » et des frontières, les porteurs (*karray*, littéralement, homme à louer), issus pour la plupart des régions pauvres du centre et du sud du pays, constituent les « petites mains » du transport de marchandises et du passage des frontières au poste de Ras Jdir. Jeunes chômeurs à la recherche d'opportunités de survie à la frontière, émigrés partis tenter leurs chances en Libye et qui ont échoué dans cette zone frontière, lycéens cherchant à gagner leurs vie et aider leurs familles lors des vacances scolaires ou petits marchands travaillant au souk le weekend et cherchant au milieu de la semaine à faire un « coup » dès que la conjoncture le permet, les trajectoires des porteurs (*karray*) sont multiples au gré des accidents de la vie et des occasions à la frontière.

Rencontré à Ben Guerdane, Mohammed fait partie des jeunes qui ont connu une ascension dans l'univers d'*el khat*⁸⁸. Il a fait son entrée dans cette économie au côté de son père qui, grâce à ses connaissances en Libye, s'est lancé dans le trafic de riz, du sucre, de l'huile et des tomates en conserve, des produits largement subventionnés par la caisse de compensation libyenne. Comme beaucoup d'autres jeunes de son âge, il a fait son apprentissage des métiers de l'économie des frontières en posant son étale sur la grande place de la ville et en travaillant, durant les vacances scolaires, comme porteur (*karray*) au poste frontière de Ras Jdir. L'amélioration des niveaux de vie dans la région et le développement des marchés hebdomadaires, connus sous le nom de « souks *libya* » dans les régions méridionales, se sont accompagnés d'une hausse de la demande sur d'autres produits de

⁸⁷ Observation participante, souk de Sidi Boumendil, été 2008, été 2009. Voir également l'enquête journalistique, « Les commerçants ambulants envahissent la chaussée », *Le Temps*, 30 septembre 2008.

consommation courante tels que le café, le thé, le tabac et les vêtements. La densification des flux et la diffusion de la demande portant sur toutes sortes de produits à l'ensemble du territoire, ont ouvert la voie à la professionnalisation de ces filières trafiquantes et à l'entrée massive de la génération d'*el khat* attirée par les opportunités de gains dans l'économie des frontières. Mohammed a fini par quitter les bancs de l'école au milieu des années 1990 à l'âge de 16 ans, sans grand espoir d'atteindre le baccalauréat, pour travailler en tant que chauffeur sur *el khat*⁸⁹. L'engagement de cette génération dans l'économie de la « voie » apparaît ainsi comme le produit de la rareté matérielle qu'avaient imposée le tarissement des ressources financières extérieures et le reflux de la redistribution étatique. Mais il ne peut se réduire à cette seule dimension. *El khat* fournit aussi la promesse de gains et en ce sens comble le désir d'accomplissement de soi de ces jeunes qui cherchent à s'affirmer en tant que soutien à leurs familles, capables à l'instar de leurs aînés de ramener *el khobza* à la maison. C'est cette capacité d'émancipation et d'affirmation qui a fait en sorte que ces jeunes quittent les bancs de l'école, acceptent à souffrir en exerçant les petits métiers de la frontière et s'endurcissent pour courir à leur tour derrière *el khobza* et aider leurs proches à survivre.

Le fonctionnaire-entrepreneur de la « voie », la coiffeuse-organisatrice de voyage, le retraité-fourmi, le diplômé-vendeur ambulant, le salarié-trafiquant, le chômeur-porteur ou l'ouvrière-vendeuse, ces personnages qui animent l'économie de la « voie » apparaissent comme étant des figures ambivalentes d'une fluidité extraordinaire. Ce sont des personnages perpétuellement en mouvement transgressant les géographies mentales et spatiales de la frontière en franchissant les limites territoriales et les cloisons statutaires réinventant du coup leur être dans leur course à *el khobza*⁹⁰. Associées à l'univers d'*el khat* et de la débrouille, ces sujets ne sont pas moins au cœur de l'ordre social. Ils sont la manifestation qu'une partie de la population ne peut survivre qu'à travers cette capacité extraordinaire à jouer des dispositifs étatiques - qu'ils soient sous forme d'allocations, de revenus, de licences ou de règlements, à négocier les frontières du légal et de l'illégal et à contourner les interdits, les éluder voire les transgresser. La particularité de cette économie de la débrouille est qu'elle s'inscrit dans les

⁸⁸ Entretien, Ben Guerdane, été 2009.

⁸⁹ Entretien, Ben Guerdane, été 2009.

⁹⁰ Cette analyse m'a été inspirée par la lecture intéressante de Filip de Boeck, « La frontière diamantifère angolaise et son héros mutant », art.cit.

conduites de vie quotidiennes des sujets. En tant que gains, *el khobza* n'est accessible qu'au prix du déploiement d'un art de saisir au vol les occasions, de bricoler dans les contraintes matérielles et de transformer certains dispositifs étatiques ou bureaucratiques en mécanismes d'acquisition de ressources de subsistance.

Les gens prennent rarement la peine de justifier leur engagement dans la débrouille pour la simple raison que celle-ci n'a rien d'extraordinaire. Cela ne signifie pas qu'ils se satisfont de la prégnance de la débrouille ou qu'ils semblent ne plus reconnaître les pesanteurs matérielles mais simplement que celle-ci a cessé de les étonner, ce qui est très différent. En ce sens, la banalisation de la débrouille n'implique pas l'accoutumance. La « voie » s'est progressivement insinuée dans la vie des gens pour devenir une manière tout à fait ordinaire de survivre et d'accumuler. Pour garder son emploi dans l'éducation publique et continuer son travail sur *el khat*, le fonctionnaire-trafiquant, tout comme le salarié-fourmi d'ailleurs, se doit de subtiliser du temps pour soi sur les horaires du travail. Il est amené à s'arranger avec ses collègues pour des remplacements et surtout à se faire bien voir de sa hiérarchie en se tenant bien à l'écart des conflits ou en acceptant des compromis, ce qui est important pour pouvoir libérer du temps pour la débrouille, éviter les sanctions et justifier les absences. De leur côté, les organisateurs de voyages marchands œuvrent pour s'insérer dans les organismes partisans afin de se procurer des licences quand les agriculteurs vivent des revenus d'*el khat* pour conserver leurs exploitations. La sécurité économique dépend de l'habileté des sujets à manœuvrer, à « baisser la main qu'on ne peut couper » et à travailler dur.

Au terme de la présentation de ces trajectoires individuelles et sociales, il convient d'insister sur le danger de réifier les ressorts des engagements. Certains entrent dans la « voie » comme on embrasse une profession : le « travail sur *el khat* » est une manière comme une autre de survivre dans un contexte économique austère quand d'autres glissent graduellement dans la débrouille au gré des opportunités et surtout des contraintes matérielles d'existence. Certains s'y installent, enchaînent les allers-retours lorsque d'autres se retrouvent éjectés de cette économie des frontières. Ces itinéraires laissent dès lors transparaître un continuum composé d'une grande déclinaison de choix sous contraintes : la course à *el khobza* apparaît comme une manière d'être dans la crise qui consiste à déjouer les dynamiques centrifuges que recèle un ordre social inique. Au cœur de cette course, on

retrouve cette « éthique de la ténacité »⁹¹ chère à l'homme ordinaire de Michel de Certeau qui refuse la fatalité d'une vie dépourvue de sécurité. Comprendre la course à *el khobza* nécessite d'entrer dans le détail du fonctionnement et de l'organisation de l'économie d'*el khat*.

C - Incertitudes et dépendances. Organisation de l'économie de la « voie ».

L'organisation de la « voie » dépend des ressources économiques des acteurs, de la situation à la frontière et de l'évolution de la demande au sein de l'économie tunisienne. L'économie transfrontalière est souvent perçue comme incertaine et instable du fait du fonctionnement erratique de la frontière et des entraves à la fluidité des circulations. Pourtant, le fonctionnement de la « voie » n'est pas aussi chaotique que cela. Il se reproduit aussi bien grâce à la ténacité, au labeur et l'ingéniosité des acteurs de la « voie » qu'aux relations de dépendance qui les lient entre eux. Comment comprendre dès lors le renouvellement de ces transactions relativement stables entre des partenaires précaires ? Certainement à partir des dynamiques du maintien de la fluidité des circulations marchandes, d'approvisionnement de l'incertitude et surtout au regard de la capacité des acteurs à créer et à provoquer des marges créatrices de gains.

1) Un équilibre instable.

L'importance numérique des praticiens d'*el khat* et l'abondance de la main d'œuvre à la frontière ont particulièrement structuré l'organisation de l'économie transfrontalière. Les « gros » commerçants installés aussi bien au comptoir de Ben Guerdane qu'à celui d'El Jem ont profité du fourmillement marchand des entrepreneurs de la « voie » pour leur sous-traiter l'approvisionnement. Du coup, ces derniers qui sont de véritables caboteurs le long de la « voie », tour à tour transporteurs et commerçants, trouvent un intérêt à travailler pour de « gros » commerçants : cela leur permet d'écouler rapidement leurs marchandises évitant ainsi les risques de saisie et de paiement de dîmes que susciterait la circulation nécessaire à la recherche d'acheteurs potentiels. Se met dès lors en place un système d'approvisionnement en « flux tendu » centré sur l'enchaînement des circulations de part et d'autre de la frontière permettant aux acteurs de se passer d'une mobilisation de capitaux que nécessiterait la

⁹¹ Michel de Certeau, *L'invention du quotidien...op.cit.*, p.47.

formation de stocks. Dans ce système d'approvisionnement, les commerçants, tout comme les entrepreneurs de la « voie » se trouvent engagés dans la reproduction de leurs affaires dans le cadre de relations interpersonnelles et de face à face produisant autant une relation de dépendance asymétrique qu'une routinisation des échanges.

L'entrée massive de la génération d'*el khat* dans le commerce transfrontalier a exacerbé la concurrence entre praticiens de la route au cours des années 2000 et a entraîné la formation d'un marché de cabotage et de transport marqué par l'abondance de main d'œuvre. Cette situation a largement profité aux « gros » commerçants qui ont œuvré à s'approvisionner en recourant à des entrepreneurs de la « voie » engagés dans une course à la baisse des tarifs pour faire face à la concurrence.

« Les grossistes préfèrent faire appel à ceux qui travaillent sur *el khat*. Ceci leur permet de ne pas assumer le risque du transport. Dans certains cas, le rôle de l'entrepreneur d'*el khat* se limite à transporter la marchandise et pour cela il est payé 70 dinars (40 euros) par course voire plus selon le risque que suscite la marchandise transportée. D'un autre côté, cet entrepreneur de la route doit absolument se démermer pour faire passer la marchandise. Qu'il le fasse en contrebande ou *via el khat*, lui sa mission est de faire parvenir la marchandise à bon port par tous les moyens »⁹².

L'intégration des marchés frontaliers qui a entraîné une réduction des marges de part et d'autre de la frontière et la hausse de la demande sur les marchandises réexportées illicitement depuis la Libye ont participé à l'extension de la « voie » en poussant ces entrepreneurs à aller toujours plus loin. L'entrée des caboteurs-agriculteurs originaires des régions du centre du pays et le développement du comptoir d'El Jem ont participé à l'extension des réseaux de distribution et d'écoulement. La recherche de débouchés éloignées de la frontière augmente les profits des entrepreneurs de la « voie » puisque plus on s'éloigne de la frontière, plus les possibilités de saisie et de sanction deviennent grandes. La formation des prix et les marges bénéficiaires sur les produits du trafic dépendent des risques encourus. Le foisonnement de risques rencontrés aussi bien à la frontière que le long de la « voie » a incité les entrepreneurs à établir des liens avec des commerçants qui ont joué le rôle des commanditaires des marchandises. De sorte que le rôle des entrepreneurs s'est progressivement limité à acheter et à transporter des marchandises commanditées par des commerçants dont les boutiques sont

⁹² Entretien avec un commerçant du souk, Ben Guerdane, été 2009.

situées aussi bien dans les régions méridionales que dans le souk d'El Jem. Ce mode d'organisation profite en réalité aussi bien à l'entrepreneur de la « voie » qu'au commerçant commanditaire. En effet, approvisionner des commerçants commanditaires permet à l'entrepreneur de la « voie » d'avoir la certitude que sa marchandise trouve preneur lui épargnant du coup les aléas de l'opération commerciale. Avec un commanditaire, il est certain d'écouler sa marchandise avant même de l'avoir achetée, ce qui l'autorise à se concentrer sur les aléas de la frontière et les risques de la route. Du côté du commerçant, ces circulations fourmilières lui garantissent un approvisionnement continu et à moindre coût de manière à éviter la mobilisation de capitaux dans la formation de stocks. Cette forme de sous-traitance de l'approvisionnement à des entrepreneurs de la « voie » procure aux commerçants une grande flexibilité en leur garantissant non seulement une régularité des flux de marchandises mais aussi la possibilité de suivre les changements de cycles de la demande (Ramadan, Aïd, rentrée scolaire) et surtout d'entretenir la compétitivité de la « voie » face à ce que les Tunisiens désignaient par la « mafia des ports ». Cette dernière opère par containers en provenance directe des pays de l'Asie du sud-est et qui alimente essentiellement les régions septentrionales par le truchement des comptoirs de Sidi Boumendil, de Moncef bey, et des boutiques de la médina et du centre de Tunis bien qu'elle approvisionne également le comptoir d'El Jem.

La hausse de la demande sur les marchandises venues de Libye, notamment depuis la fin de l'embargo au début des années 2000, a contribué à l'appréciation du dinar libyen sur le marché parallèle de change poussant à la hausse les prix de vente. Cette tendance à la hausse a largement été endiguée par l'adaptation des entrepreneurs de la « voie » qui ont vu leur marge bénéficiaires fondre. Cette organisation en « flux tendu » qui a consisté à sous-traiter l'approvisionnement des souks aux praticiens de la route est également allée dans le sens d'une externalisation des incertitudes inhérentes aux circulations et à l'activité marchande. Les entrepreneurs de la « voie » se doivent dès lors de se débrouiller pour assurer la fluidité des circulations marchandes en s'arrangeant avec les agents de l'Etat et en recourant à mille manières de transporter les marchandises ; ils risquent, sinon, de voir jouer une concurrence plus ardue encore et de perdre la clientèle. Car s'ils choisissent d'augmenter leurs marges, les entrepreneurs de la « voie » verront les commerçants-commanditaires se tourner forcément vers des concurrents capables de les approvisionner à de prix meilleurs. Dès lors, ils optent

pour l'enchaînement des courses et le maintien des prix relativement bas ce qui suppose avant tout une capacité à domestiquer les incertitudes de la « voie ».

2) Les multiples techniques de domestication de l'incertitude.

Avatar moderne du commerce caravanier, antérieur à la mise en place des frontières territoriales, la « voie » repose fondamentalement sur un savoir-faire multiple qui se décline en un savoir-négociier, un savoir-transporter et surtout un « savoir-passer »⁹³. Franchir aussi bien le poste frontière que les barrages routiers qui jalonnent la route, constitue une dimension essentielle de la course à *el khobza*. En effet, les confins frontaliers sont des « espaces-mouvements »⁹⁴ dont le dynamisme est basé sur la fluidité des circulations. L'enrayement de ce système de circulation à la suite d'une fermeture des frontières ou d'un renforcement des contrôles douaniers ou policiers entraîne une dégradation des conditions d'existence et cause la chute de l'animation commerciale, la baisse de la fréquentation du souk frontalier et le tarissement de l'approvisionnement. La course à *el khobza* des entrepreneurs de la « voie » (et de l'ensemble de ses acteurs) dépend du maintien de la fluidité des circulations réticulaires de sorte que ces entrepreneurs se doivent de consolider quotidiennement ces circulations en nouant des liens avec les agents de l'Etat, acteurs clés du passage à la frontière. La fréquence des rotations a procuré aux plus aguerris d'entre eux une parfaite connaissance des équipes de douaniers et des horaires de services de telle ou telle équipe pour maîtriser le passage en douane. Ces connivences sont constamment construites parce qu'elles constituent l'un des rouages de la « voie » ; il n'est pas évident de trouver du premier coup le « bon » partenaire et les négociations sur les montants prélevés sont ardues. Les longues files d'attente, les fouilles, les déclarations de marchandises transportées et les contrôles sont des moments de tension et parfois même d'altercations notamment lorsqu'il y a de nouveaux douaniers récemment affectés au passage de Ras Jdir ou lors des changements d'équipe⁹⁵. Les ententes n'évacuent pas l'audace et la hardiesse, tout comme elles ne vont pas sans l'usage de subterfuges et le

⁹³ Sur ces savoirs-faire dans les mobilités marchandes, je renvoie aux analyses de Michel Péraldi, « Aventuriers du nouveau capitalisme marchand. Essai d'anthropologie de l'éthique mercantiliste » in Jean François Bayart et Fariba Adelhah, *Voyages du développement...op.cit.*, pp. 73-113.

⁹⁴ Selon l'expression de Fernand Braudel cité par Karine Bennafla dans, *Le commerce frontalier en Afrique centrale...op.cit.*, p.98.

⁹⁵ Entretiens, Ben Guerdane, printemps et été 2008.

recours à des ruses pour réduire les prélèvements. A cet égard, les entrepreneurs de la « voie » font preuve de beaucoup d'habileté pour camoufler les marchandises : il est fréquent de voir des véhicules complètement transformés par la construction d'une caisse invisible sous la voiture à côté du réservoir d'essence, capable de contenir des dizaines de kilos de marchandises ou de voir un 404 sans feux de route car l'emplacement qui leur est réservé a été aménagé en une cache très utile pour toutes sortes de marchandises (tabac, café, téléphones portables, récepteurs numériques)⁹⁶. La réalisation de gains dans l'économie d'*el khat* est donc une affaire de créativité, d'inventivité et de filouterie.

Lorsque les contrôles se durcissent à la suite de décisions venues « d'en haut » -i.e. des instructions politiques de part et d'autre de la frontière- et qu'ils restreignent, de fait, le passage au poste de Ras Jdir, les entrepreneurs de la « voie » qui ne disposent pas de connivences au sein des services répressifs ou qui estiment que les dîmes exigées par les agents sont excessives, font recours à des porteurs (*karray*) qui se chargeront de passer les marchandises au compte-goutte. Concrètement, cela consiste à enchaîner les va-et-vient de part et d'autre du poste frontière et à introduire les cartons de marchandises un par un comme s'ils étaient destinés à la consommation privée et individuelle. Les autorités douanières ne sont évidemment pas dupes de ce subterfuge réalisé grâce aux fourmis, mais le respect des formes (en l'occurrence le caractère privé des achats) permet le maintien des flux et leur monnayage grâce à la bienveillance des agents répressifs. Ces porteurs profitent ainsi des liens qu'ils ont réussi à nouer au fil du temps avec les douaniers et les gardes⁹⁷. Car, le recours aux porteurs ne peut avoir lieu sans la connivence des agents de l'Etat susceptibles de bloquer le passage ou de saisir les marchandises.

Ce mode de passage à la frontière aussi rudimentaire soit-il s'est avéré à de multiples reprises d'une redoutable efficacité. C'est que l'action des porteurs ne s'oppose pas à la surveillance exercée par les agents de l'Etat ; bien au contraire puisqu'elle leur offre, d'une

⁹⁶ Observation participante, Ben Guerdane, été 2008, été 2009.

⁹⁷ Le passage des marchandises à la frontière tuniso-libyenne par l'intermédiaire des porteurs présente plusieurs similitudes avec ce qui se passe à la frontière égypto-libyenne. Voir l'étude du poste de Salloum à la frontière égypto-libyenne, Olivier Pliez, « Salloum (Egypte), une bourgade bédouine sur les routes de la mondialisation », *Espace géographique*, 2009/1, vol 38, pp.31-42. L'écrivain égyptien Khaled Khamissi avait raconté dans l'une des nouvelles de son roman à succès *Taxi* l'histoire de l'un des chauffeurs de taxi du Caire qui a longtemps fait partie des porteurs au poste de Salloum, Khaled Khamissi, *Taxi*, Paris, Actes Sud, 2009.

part, la possibilité de « respecter » la loi et d'exécuter les ordres de leur hiérarchie en ralentissant la cadence des trafics et qu'elle leur permet, d'autre part, de préserver les prélèvements illicites dont ils bénéficient en facilitant la mobilité transfrontalière. Un agent de la douane m'a ainsi confié que lors d'une réunion avec de hauts responsables de son administration, la nécessité d'adopter des mesures d'endiguement des importations frauduleuses avait été évoquée par un membre de la hiérarchie. Un officier lui a répondu que c'était une mission quasi impossible et il a expliqué qu'il est courant que 2000 à 3000 porteurs traversent la frontière chaque jour :

« Imaginons que chaque personne passe avec un récepteur numérique, un pneu, un téléphone portable, un tapis, etc. Nous voilà en fin de journée avec au minimum 2000 récepteurs numériques, 2000 tapis, 2000 pneus, 2000 téléphones portables, etc., qui passent la frontière et qui se retrouveront aussitôt à Ben Guerdane sans que les douanes ne puissent interdire ce manège »⁹⁸.

Ce fourmillement de porteurs (*karray*) au poste de Ras Jdir présente donc l'avantage de garantir la continuité des trafics en dépit des restrictions douanières et des conjonctures politiques restrictives de part et d'autre de la frontière. Le respect de certaines formes légales offre au quotidien des marges de manœuvre considérables aussi bien aux entrepreneurs de la « voie » qu'aux agents de l'Etat et c'est en cela que les porteurs constituent un rouage essentiel de cette économie transfrontalière. Les gains des entrepreneurs d'*el khat* dépendent de leur capacité à acheminer les marchandises d'une façon continue et à faire avec les contrôles et les restrictions inopinées imposées par les agents de l'Etat. Ces derniers profitent de l'acharnement des praticiens de la « voie » à entretenir la productivité d'*el khat*, source de ponctions et de prélèvements pour eux. Mais ceci n'est possible que grâce à l'action fourmilière des porteurs et des « petits » acteurs de la « voie » qui arrivent à localiser à la frontière une source potentiel de *khobza*. Leur fourmillement permet de faire fonctionner le jeu à la frontière et de formaliser les flux quand les restrictions se resserrent⁹⁹. En assurant la médiation, ces porteurs permettent aux acteurs de la frontière de s'approprier mutuellement et de réaliser des gains.

⁹⁸ Entretien, Ben Guerdane, printemps 2008.

⁹⁹ Sur les jeux à la frontière, voir, Peter Andreas, *Border Games. Policing the US-Mexico divide*, Ithaca, Cornell University Press, 2000.

3) L'articulation à la contrebande.

Connue pour être une activité qui se pratique « contre le ban »¹⁰⁰, la contrebande (*kuntra*) qui consiste à emprunter des chemins détournés pour éviter le paiement des taxes et droits en douanes constitue une autre facette de cette économie des frontières. En effet, la contrebande est complémentaire à la « voie » puisqu'elle joue un rôle particulièrement important dans la circulation de produits prohibés tels que le tabac, l'or, les métaux précieux, les voitures volées, le convoyage de devises ou l'introduction de marchandises lorsque les restrictions s'accroissent en jouant sur l'avidité des gardes-frontières. Les entrepreneurs de la « voie » peuvent ainsi sous-traiter le transport de certains produits de valeur (produits électroménagers, produits électroniques, téléphones portables, marbre, produits de luxe importés d'Italie etc.) aux contrebandiers. La clé de succès de la contrebande réside en grande partie dans la capacité des contrebandiers à tisser des relations avec les forces de sécurité qui campent de part et d'autre de la frontière et à les conserver au gré des mutations de postes, des transferts de responsables, des disgrâces et des promotions. S'il est communément admis que « le fraudeur est un personnage rusé [tandis que] le contrebandier est d'avantage un aventurier »¹⁰¹, le caractère clandestin de la contrebande ne doit cependant pas occulter un pan essentiel de son fonctionnement : des connivences au sein des agents et des gardes-frontières. Un contrebandier, me le confiait, « le désert n'est pas vide contrairement à ce que l'on croit »¹⁰². Du coup, le quotidien aux frontières est fait pour le contrebandier aussi d'arrangements plus que de courses-poursuites. Dans cette économie des frontières, les actions des contrebandiers se sont moins inscrites en dehors du cadre étatique qu'elles ne cherchent à s'appuyer sur les agents de l'Etat pour ouvrir un sentier dans le désert et entretenir le flux de marchandises.

« Le passage est réglé à la seconde près et l'erreur est interdite. il arrive qu'un véhicule transportant de l'argent traverse la frontière à telle heure, en fonction des équipes de gardes en service à ce moment-là, croise à une heure précise et un endroit prédéfini un autre véhicule chargé d'autre chose, cela peut être des marchandises, or, devises ou autres. Il se peut que les chauffeurs ignorent le contenu des cartons ou des caisses qu'ils sont en train de transporter. Ces derniers changent de véhicules et rebroussement chemin chacun au volant du nouveau véhicule.

¹⁰⁰ A noter que « ban » en ancien français désigne un édile, un texte ayant force de loi.

¹⁰¹ Karine Bennafla, *Le commerce frontalier en Afrique centrale...op.cit*, p 29.

¹⁰² Entretien, Ben Guerdane, avril 2008.

Le passage à tel point de contrôle doit avoir lieu à telle heure, à la minute près...sans faute...pour pouvoir arriver à l'heure convenue à destination et pour éviter que les gardes n'ouvrent le feu en dehors de ces horaires Car personne ne prendra le risque de couvrir les contrebandiers en dehors de ces horaires et ces derniers courent le risque d'être lynché. Les équipes de gardes changent et les contrebandiers sont nombreux et personnes n'a droit à l'erreur »¹⁰³.

Si elles s'inscrivent dans cette économie des frontières en élargissant l'éventail des modalités possible de trafic, ces filières de contrebande disposent d'une organisation particulière compte-tenu de la prégnance des relations de parenté qui relient leurs membres. Celles-ci constituent autant une protection contre les risques extérieurs qu'une garantie de cohésion du réseau et par-delà un critère de succès et de longévité. Des filières dans lesquelles les membres peuvent faire carrière en commençant, étant jeunes, par être un travail de sentinelle (*chawwaf*) avant d'évoluer en convoyeur (*confeyyeur*) jusqu'à assumer la tâche de chauffeur. Le succès de ces filières est déterminé par la parfaite maîtrise des itinéraires désertiques ainsi que par les qualités de courage et d'audace dont les opérateurs font preuve lors de leurs trajets. Comme leurs ancêtres d'antan qui cherchaient à capturer exclusivement les chameaux, considérés comme des prises nobles, les contrebandiers se sont spécialisés dans les trafics des produits de valeur¹⁰⁴. Cette filière permet ainsi de lancer de nouveaux produits sur le marché et de tester certaines tendances de consommation avant d'intensifier l'importation lorsque la demande s'affirme. Ce n'est que lorsque l'affluence des consommateurs est garantie et que la rentabilité de ces produits est avérée que leur circulation est prise en charge à grande échelle par la « voie ». Les contrebandiers délaisseront progressivement ces produits à la rentabilité déclinante au profit d'autres « coups » plus rentables.

4) L'extension d'*el khat* au détriment de l'accumulation.

La hausse de la demande sur les produits réexportés de Libye a incité les entrepreneurs de la « voie » à chercher des débouchés participant ainsi à l'expansion d'*el khat*. Au milieu

¹⁰³ Entretien, Ben Guerdane, avril 2008.

¹⁰⁴ Entretiens, Ben Guerdane, été 2008 et été 2009. Pour une analyse de la place et des règles de la razzia dans les confins saharo-tripolitains, Martel André. *Les confins saharo-tripolitains de la Tunisie...op.cit.*

des années 2000, ces réseaux d'approvisionnement s'étaient consolidés par des relations financières participant à la dynamisation des trafics le long de la « voie » et ouvrant la possibilité aux entrepreneurs de la route à continuer leur trajet en quête de clients. Si elle a permis aux entrepreneurs d'*el khat* de bénéficier de facilités financières, d'avances d'argent voire de crédit de la part des commerçants commanditaires, la centralité des relations interpersonnelles forgées dans la répétition des échanges et des transactions réduisent les possibilités de faire du commerce et incitent les entrepreneurs de la « voie » à élargir leur clientèle.

« Je téléphone aux commerçants d'El Jem avec qui j'ai l'habitude de travailler, ils me passent leurs commandes. Quand je n'ai pas assez d'argent, ils n'hésitent pas à avancer les fonds nécessaires. Certaines fois comme avant le Ramadan, les fêtes religieuses ou la rentrée scolaire des opportunités se présentent et la demande est telle qu'il y a la place pour faire des affaires intéressantes. Comme je n'ai pas un gros capital ; je me retrouve à court d'argent. Dans ces cas, les commerçants n'hésitent pas à me financer. L'essentiel pour moi c'est de continuer à trouver des clients ailleurs qu'à Ben Guerdane car les marges sont faibles entre Ben Guerdane et Zelten, il arrive qu'il y ait 1 dinar de différence. C'est peu »¹⁰⁵.

Bien qu'il soit commercialement efficient permettant aux acteurs de faire des profits, ce mode de fonctionnement de la « voie » centré sur la personnalisation des échanges et les relations de dépendance empêche l'évolution d'*el khat* vers une forme d'organisation et d'accumulation capitaliste. Ces formes de solidarité financières personnalisées entre commerçants et entrepreneurs de la « voie » sont très étroitement calculées : elles sont certes économiquement productives mais le risque qu'elles recèlent est parfaitement maîtrisé. La situation de dépendance qui les lie entre eux permet une stabilisation des échanges dans le temps mais les empêche simultanément d'accumuler, ou plus exactement d'entreprendre une concentration et une extension des activités qui permettrait d'amorcer une véritable formation du capital. Chacun des acteurs est pris dans une course à *el khobza* centrée essentiellement sur la subsistance et la domestication des incertitudes de la « voie » et de la vie. Du coup, les circulations marchandes ne procurent pas des gains importants puisqu'il faut se battre pour protéger les marges aussi bien des variations du taux de change que du fonctionnement aléatoire de la frontière et des prélèvements sur la route. De leur côté, les commerçants inscrivent leur action dans le court terme : garantir leur approvisionnement continue à

¹⁰⁵ Entretien avec un praticien d'*el khat*, El Jem, été 2009.

moindre coût, réussir la saison avant l'Aïd ou celle précédant le Ramadan, et préserver leur marge en marchandant avec les entrepreneurs de la « voie ». De fait, les profits sont une conséquence non pas d'un processus d'échange et de commercialisation rationalisé mais d'une chasse aux opportunités. Celle-ci renvoie à la dynamique d'essaimage indispensable à la reproduction de l'économie du bazar telle que décrite par Clifford Geertz¹⁰⁶. C'est d'ailleurs dans ce cadre qu'il faut replacer la multiplication des souks en Tunisie : celui de Ben Guerdane d'abord, des souks *libya* sur tout le territoire ensuite et le souk d'El Jem au centre du pays.

D - Ben Guerdane, le centre névralgique d'el khat.

Composé d'une place du souk rassemblant des marchands de taille relativement modeste et d'entrepôts de grossistes aux volumes d'affaires considérables, le comptoir de Ben Guerdane incarne le rouage central de l'économie d'*el khat* en ce qu'il attire aussi bien les entrepreneurs de la « voie » qui alimentent ces opérateurs en marchandises réexportées de Libye que les « fourmis » qui viennent de tout le pays dans le cadre des voyages marchands s'y approvisionner. Le dynamisme de ce comptoir est également le fait de son marché de change qui participe à enchâsser cette économie des frontières dans les circuits financiers et bancaires faisant de Ben Guerdane un rouage essentiel de l'économie politique des devises du pays.

1) Economie du bazar à Ben Guerdane.

Situé à l'entrée de la ville sur la route de Djerba-Zarzis, le marché baptisé « le souk maghrébin de Ben Guerdane » est placé sur un terrain vague de plusieurs hectares, entouré de plusieurs aires de stationnement pour les voitures et les bus qui affluent de tout le pays, notamment en fin de semaine. Une grande partie de la surface du souk est couverte de baraques en dur ou en taule où s'entassent des marchandises de toutes sortes : textiles-habillement, produits alimentaires (boîtes de thon, boîtes de conserve de toutes natures), biens d'équipement et de consommation, ustensiles de cuisine, matériels électroniques (écrans

¹⁰⁶ Clifford Geertz, *Le souk de Sefrou. Sur l'économie du bazar*, Saint Denis, éditions Bouchène, 2003. Voir aussi la lecture de l'économie politique du bazar que propose Péraldi Michel, « L'économie politique du bazar » in Mohamed Kerrou (dir.), *D'islam et d'ailleurs. Hommage à Clifford Geertz*, Tunis, Cérès éditions, 2008.pp.159-179.

plasma haute définition, récepteurs numériques, téléphones portables), pneus de voitures et de camions etc. Le souk est globalement privé d'électricité : seules quelques boutiques en dur possèdent un raccordement au réseau d'électricité alors même que les baraques en taule sont majoritaires. Le reste de la surface du souk est un grand terrain sur lequel des vendeurs occasionnels étalent leurs marchandises les jours de grande affluence. C'est ainsi que les porteurs (*karray*) qui travaillent durant la semaine au poste de Ras Jdir se transforment le temps d'un weekend en vendeurs cherchant à écouler des marchandises qu'ils ont pu acheter ou se procurer au cours de la semaine. Des jeunes attirés par l'économie de frontière qui travaillent en semaine dans le transport ou l'entreposage exposent leurs marchandises sur des bâches à même le sol. Pour ces vendeurs, le commerce constitue une activité de survie qui leur permet de dégager des petits profits qu'ils se presseront de réinvestir dans des marchandises qu'ils iront chercher de l'autre côté de la frontière pour les vendre le weekend suivant sur le marché. Ainsi, le bouillonnement du souk en fin de semaine attire une grande partie des praticiens de la frontière qui désertent le poste de Ras Jdir et cèdent leur place aux caravanes de véhicules de touristes libyens.

L'aventure marchande de milliers de « fourmis » qui se rendent chaque weekend dans la ville-entrepôt du sud du pays commence généralement avant l'arrivée au souk de Ben Guerdane. Parvenus en fin de nuit à l'entrée du gouvernorat de Médenine, à quatre-vingt kilomètres de Ben Guerdane, les voyageurs fatigués par plusieurs heures de trajet multiplient les appels téléphoniques. Ils passent, en effet, leurs commandes aux commerçants avec qui ils ont l'habitude de traiter. Ces derniers leurs préparent leurs commandes qu'ils se hâtent de charger dans le bus ou la voiture de « louage ». Aussitôt la marchandise chargée, les « fourmis » rebroussement chemins aux aurores, de manière à pouvoir faire une bonne partie de la route avant que celle-ci ne soit complètement quadrillée par les services de sécurité et de douanes. Une fois les achats faits, les « fourmis » ne manquent pas de faire un tour dans le souk à la recherche de bonnes opportunités à saisir avant de reprendre la route. Ce rituel, que j'ai pu observer à chaque voyage, reflète la primauté des relations personnelles dans cette économie du bazar. Les « fourmis » doivent en effet faire face aux contraintes de la « voie » et à l'obligation de faire des voyages éclairs pour des raisons inhérentes à la route et à la difficulté d'accéder à des données fiables sur la qualité et les prix des marchandises dans le souk. Faute de dispositifs pertinents d'accès à l'information, la meilleure manière de réussir une transaction est de s'attacher la confiance du vendeur de façon à ce que celui-ci offre une

garantie sur les prix et sur la qualité des marchandises. Traiter avec le même vendeur permet de réduire les risques d'acheter un bien défectueux et s'il arrive qu'un produit électronique ou électroménager (toaster, machine à café, mixeur, etc.) s'avère défaillant, il est certain que le vendeur acceptera de le reprendre lors du prochain voyage. Dans l'économie d'*el khat* comme dans l'économie du bazar en général, « la fiabilité de la marchandise dépend de la fiabilité du marchand »¹⁰⁷.

Cette tendance à établir des relations commerciales durables est loin d'être une relation de dépendance exclusivement faite de confiance et de loyauté. Il s'agit d'une stratégie indissociable de l'organisation de l'économie de la « voie » puisqu'elle consiste à apprivoiser les incertitudes inhérentes à ce commerce en réduisant la quête des informations dans le souk à des proportions raisonnables. Comme l'a expliqué Clifford Geertz dans le *souk de Sefrou*, en tant qu'idéal type du bazar, les relations qui engagent acheteurs et vendeurs sont en réalité des relations de compétition entre « adversaires familiers »¹⁰⁸. La répétition des échanges participent à la construction d'une relation de compromis et d'arrangements sans pour autant évacuer la possibilité de faire des « coups », par exemple, en grugeant sur les prix car l'économie du bazar est fondamentalement construite sur la difficulté à établir la vérité des prix avec certitude.

J'en ai personnellement fait l'expérience au fil de mes passages au souk de Ben Guerdane. Mon entrée sur le terrain de l'économie de la « voie » s'est faite par le biais des voyages marchands que j'effectuais en compagnie des « fourmis ». Ne disposant pas au début de mon enquête de connaissances parmi les vendeurs du souk et étant dans l'incapacité de décliner mes intentions de faire de la recherche, je me devais de trouver un contact à l'intérieur du souk. J'avais donc décidé de faire mes courses chez le même vendeur. J'avais veillé à entretenir mes relations avec un commerçant particulièrement jovial, au contact facile et au sens de la formule agréable. Semaine après semaine, le vendeur m'a pris en sympathie : il me proposait du thé que nous sirotions ensemble en discutant de football, du souk et des affaires de Ben Guerdane. Croyant que cette relation privilégiée allait me donner un privilège d'obtention de prix particulièrement bas, je me suis vite aperçu qu'il en était rien. J'avais

¹⁰⁷ Péraldi Michel, « L'économie politique du bazar... », art.cit, p 169.

¹⁰⁸ Geertz Clifford, *Le souk de Sefrou...op.cit*, p.181.

remarqué en effet que les prix que « mon » vendeur m'accordait n'étaient pas les plus bas du souk, malgré son insistance à chaque fois que je marchandais à m'affirmer qu'il était en train de me faire une faveur en m'accordant ces prix. Je payais le prix convenu et aussitôt après, en faisant le tour du souk pour savoir si j'avais réellement fait une bonne affaire, je me rendais vite compte du contraire ! Le fait que ma priorité ne consistait pas à réaliser une bonne affaire mais à trouver des informations pour ma thèse a fait que j'avais opté pour le comportement inverse à tous les acheteurs qui commencent normalement toujours par faire le tour du souk avant d'acheter et éventuellement de s'attacher à un vendeur. En racontant ma déconvenue à certains compagnons de voyage, ils m'ont affirmé que même en optant pour un comportement du parfait acheteur, je n'étais pas à l'abri de ces « coups » car « le souk veut cela »¹⁰⁹.

Cette expression constitue une affirmation de la logique qui guide la course des acteurs d'*el khat* à savoir que « la valeur émerge dans l'échange »¹¹⁰, en d'autres termes, qu'*el khobza* se gagne dans l'échange. Le fait que cette économie d'*el khat* soit enchâssée dans des relations personnelles multiplie les possibilités de gains à des commerçants qui peuvent faire varier leurs prix à la tête du client et qui entretiennent une incertitude et une marge pour réaliser des « coups » dans les relations commerciales relativement stables qu'ils entretiennent avec des clients habitués. La confiance dans la relation de clientèle est éminemment ambivalente. Si elle est indispensable aux transactions marchandes, elle n'évacue pas pour autant la possibilité de faire des coups. Au contraire, elle en est même la condition. L'élaboration des prix est largement une affaire de duperie, d'escroqueries et d'ignorance. « Une grande partie de l'organisation et du fonctionnement du bazar, et des façons dont s'y comportent ses différents types de participants, peut être interprétée à partir des tentatives de réduire ou d'accroître une telle ignorance ou de s'en préserver »¹¹¹. Du coup, la relation acheteur-vendeur est enchâssée dans une incertitude que le vendeur cherche à entretenir par un art du mentir et que l'acheteur s'évertue à apprivoiser et à maîtriser par la répétition des échanges. C'est l'existence de cette « zone d'incertitude incontrôlée »¹¹² qui permet la réalisation des profits. Les vendeurs en jouent en alternant les concessions, les magouilles, les

¹⁰⁹ Observation participante, Ben Guerdane, été 2008, été 2009, été 2010.

¹¹⁰ Jean Pierre Warnier, « Les politiques de la valeur », art.cit, p.19

¹¹¹ Geertz Clifford, *Le souk de Sefrou...op.cit*, p.59.

¹¹² Ibid., p.59.

petites faveurs et les calculs et les acheteurs en profitent pour marchander et évacuer la suspicion qui entache les prix et la qualité des marchandises. Le souk est un univers de roublardise, de duperie et de mystifications et *el khobza*, en tant que gain marginal, est à ce prix. Toutefois, cette logique d'action suppose que les vendeurs tempèrent leurs appétits et freinent leur désir de manière à garder les profits dans les limites de la décence. En somme, *el khobza* des commerçants est indissociable d'une sorte de retenue indispensable non seulement pour conserver la confiance au cœur de cette relation de clientèle mais aussi pour ne pas empiéter totalement sur *el khobza* de leurs clients, tenus à leur tour par l'obligation de faire de bonnes affaires.

2) Économie politique des devises.

Dans son étude sur l'économie transfrontalière dans le bassin du lac Tchad, Karine Bennafla a souligné que « à grande échelle, chaque marché frontalier tend naturellement à s'implanter du côté du pays vendeur, fournisseur de produits à écouler »¹¹³. En dépit des différences de contexte, la centralité de Ben Guerdane dans l'économie transfrontalière tuniso-libyenne mérite d'être questionnée dans la mesure où la Libye est le pays vendeur. S'il est vrai que Zuwara, Zelten ou Tripoli sont des comptoirs importants dans cette économie, il n'en demeure pas moins que la ville-entrepôt tunisienne concentre l'essentiel de l'activité aussi bien en termes de flux de personnes que de marchandises et qu'elle s'est imposée en tant que rouage incontournable de l'économie de la région. L'hypothèse que je fais est que, la centralité de Ben Guerdane est à chercher dans l'économie politique des devises associée à ces échanges transfrontaliers et à l'enchâssement de ces pratiques financières informelles dans le secteur bancaire et les circuits financiers de l'économie tunisienne particulièrement attractifs pour les entrepreneurs libyens. En effet, l'essor de l'économie des frontières au cours des deux dernières décennies procède largement des arrangements financiers et monétaires qui ont contribué à l'essor de la « voie » en tant que modalité d'insertion dans la globalisation.

¹¹³ Karine Bennafla, *Le commerce frontalier en Afrique centrale...op.cit*, p 94. Voir aussi du même auteur, « Mbaiboum : un marché au carrefour de frontières multiples », *Autrepart*, 1998, n° 6, pp. 53-72.

La nécessité d'entretenir les flux de marchandises suite à la réactivation des frontières à la fin des années 1980 supposait la mise en place d'un dispositif de change susceptible de contourner le problème de non convertibilité de la monnaie libyenne. Le marché parallèle de change est ainsi venu, d'une part, stabiliser et consolider les flux de marchandises réexportées frauduleusement de la Jamahiriya et, d'autre part, dynamiser les mobilités de personnes en permettant aux commerçants et aux voyageurs de convertir les monnaies tunisiennes et libyennes. En dépit de l'importance des échanges économiques entre les deux pays dont le volume dépasserait les deux milliards de dinars et des circulations de personnes estimées à 18 000 personnes par jour et jusqu'à 24 000 personnes en période estivale (et plus de 7000 voitures et 400 camions), les mesures adoptées en matière de change sont loin de répondre aux attentes des acteurs¹¹⁴. Il a fallu attendre 2007 pour que la haute commission tuniso-libyenne adopte une disposition autorisant les ressortissants des deux pays à bénéficier d'une allocation de 4000 dinars convertibles dans les banques et les bureaux de change¹¹⁵. Outre le fait qu'elle soit complètement désuète au regard des options alternatives de change qui s'offraient aux voyageurs, cette allocation a largement été jugée insuffisante au regard des besoins des touristes, des patients et des commerçants des deux pays. Le marché parallèle de change assure le fonctionnement quotidien de l'économie transfrontalière en permettant aux praticiens de la frontière d'avoir accès aux dinars libyens afin de pouvoir s'approvisionner de Zelten et de Zuwara et aux touristes libyens de convertir leur monnaie en dinars tunisiens.

Les voyageurs sur la route arrimant le poste frontière de Ras Jdir à Ben Guerdane voient se succéder les boxes de change jusqu'à occuper exclusivement l'espace urbain à l'entrée de la ville-entrepôt au niveau de la rue des cambistes communément appelée « Wall Street », non loin du centre-ville. Bien que les baraques de change et les échoppes de cambistes pullulent dans la ville, dans ses alentours et même dans toute la région frontalière jusqu'à Zarzis, Médenine et Djerba, cette rue accueille la plupart des 285 boxes que compte la ville et elle incarne le cœur du marché parallèle de change. Ces boxes de change ouverts quotidiennement nuit et jour sont chichement équipés. La plupart ne contiennent qu'un

¹¹⁴ Presse tunisienne, « La Libye, premier partenaire arabe et africain de la Tunisie et cinquième à l'échelle mondiale », *Assabah*, 10 avril 2009 [journal arabophone, la traduction est de moi].

¹¹⁵ Il faut noter que 4000 dinars tunisiens équivaldraient plus ou moins à 2000 euros selon le taux de change. Ce montant est largement insuffisant et ne peut répondre au dynamisme des relations transfrontalières économiques et sociales.

bureau, une chaise, une calculatrice et un lit sous lequel est généralement placée une caisse contenant les fonds en dinars libyens, tunisiens, en euros et en dollars. Les cambistes de « Wall Street » réalisent des volumes d'affaires considérables et sont capables de répondre aux besoins des praticiens de la frontière et des touristes libyens aussi importants soient-ils. Le fait qu'un nombre réduit de cambistes détient l'essentiel des fonds qui circulent dans ce marché procure à ces nantis une position dominante et leur octroie le pouvoir de fixer quotidiennement les taux de change qui sont ensuite adoptés par l'ensemble des « petits » cambistes de la ville et de ses faubourgs.

« En fait, il y a 4 ou 5 « gros » (*kbarat*) dans le marché. Il y a surtout deux qui sont très importants. Ces « gros » possèdent des liquidités importantes, qu'ils prêtent aux cambistes qui bossent pour eux. Un « gros » a souvent un responsable à ses côtés, c'est son bras de droit. Cela peut être son fils ou son beau-fils. Et c'est lui qui traite avec les cambistes qui travaillent pour lui »¹¹⁶.

De nombreux cambistes de la région ne disposant pas de fonds propres cherchent ainsi à emprunter des capitaux auprès des quelques acteurs dominants du marché qu'ils rembourseront au bout de trois mois, six mois voire une année. Les « gros » sont une sorte d'usuriers qui font « travailler leur argent » en prêtant aux innombrables « petits » cambistes qui n'ont dès lors d'autres solutions que de s'aligner sur les taux de change fixés par ces acteurs dominants. Cette organisation offre ainsi à ces « gros » un maillage du territoire à moindre frais et une capacité importante de drainage des capitaux et des devises dans toute la région. Les cambistes qui empruntent ces fonds parlent du « prix de l'argent » dans un vocable difficilement déchiffrable pour les novices : ils parlent ainsi de « 100 les 90 » autrement dit, le cambiste rembourse 100 pour les 90 empruntés¹¹⁷.

Les « gros » acteurs prêtent des capitaux aux cambistes de la place sans aucun document officiel ni reconnaissance de dette. Ces derniers se trouvent amenés à rembourser s'ils ne veulent pas se faire éjecter du marché et s'ils veulent pérenniser et inscrire leur activité dans le long terme. En effet, le change constitue une activité offrant des emplois à plusieurs centaines de jeunes diplômés au chômage depuis plusieurs années pour une grande partie d'entre eux. Les profits mensuels de ces « petits » cambistes dépendent des volumes

¹¹⁶ Entretien avec un banquier de la ville, Ben Guerdane, été 2009.

¹¹⁷ Observation participante, Ben Guerdane, été 2009.

d'affaires réalisées mais tourne en moyenne autour de 1500 DT à 2000 DT¹¹⁸. Cette activité lucrative au cœur du fonctionnement de l'économie frontalière constitue ainsi une voie de promotion prisée par les populations locales dans un contexte d'austérité économique et d'absence d'alternatives.



Photo 3. Des boxes de change à Wall Street. Il est écrit « Sarf » en arabe (Change). Ben Guerdane. Septembre 2009.

Les relations d'interconnaissances jouent un rôle important dans la conjuration de comportements opportunistes, voire dans la défection pure et simple. Toutefois, ils ne sauraient expliquer la pérennité de ces chaînes d'endettement, et la loyauté qui caractérise les

¹¹⁸ Entretiens, Ben Guerdane, printemps 2008, été 2009. Le salaire minimum interprofessionnel garanti pour 40 heures est de 235 DT. Ces revenus représentent ainsi de 6 à 8 fois le SMIG.

relations entre les acteurs. Il me semble en revanche que le lien marchand ou financier au fondement de ces rapports bailleurs de fonds et les cambistes est consolidé par *el khobza*. Les relations dans l'univers de l'illicite sont généralement marquées par une conduite réfractaire à un opportunisme de court terme : les comportements et les calculs des agents s'inscrivent dans des anticipations de gains futurs et dans l'évitement de pertes insupportables au regard du contexte économique et social. Une fuite ou une prise de risque excessive expose le cambiste au risque de casser ses liens avec son employeur ou son bailleur de fonds, ce qui serait synonyme de marginalité économique et surtout sociale ; en bref, une mise au ban de la société locale. L'intelligibilité de ces transactions économiques en marge de la légalité nécessite donc la prise en compte des processus sociaux qui les englobent et leur donne sens.

L'organisation du marché parallèle de change a suivi l'évolution de l'économie transfrontalière. Le paiement des exportations illégales de produits subventionnés a ainsi suscité de la part des commerçants et des opérateurs tunisiens une demande de dinars libyens qui a augmenté à mesure que les échanges s'intensifiaient. Ces fonds en monnaie libyenne provenaient essentiellement des touristes libyens, des patients qui fréquentent les cliniques de l'île de Djerba, de Sfax ou de Tunis ainsi que des entrepreneurs libyens qui transféraient leur argent en Tunisie approvisionnant ainsi ce marché en contrepartie de l'accès à des dinars tunisiens. Lorsque l'économie transfrontalière était essentiellement animée par la réexportation des produits subventionnés par la caisse de compensation, la densité de ces flux de marchandises et l'importance de la demande sur l'une ou l'autre monnaie (tunisienne ou libyenne) constituaient les principaux déterminants du taux de change DT/DL sur le marché parallèle. La dépréciation du dinar libyen a considérablement favorisé les exportations frauduleuses tout au long des années 1990 et le taux de change de 1995 qui faisait qu'un dinar tunisien était échangé contre trois dinars libyens est resté dans les mémoires de tous les acteurs qui se souviennent de cette époque avec beaucoup de nostalgie.

« A cette époque, le dinar libyen n'était pas si cher et les affaires tournaient bien. Les gens d'ici commençaient à blaguer en disant qu'on pouvait tout avoir, peut-être même la tête de Kadhafi sur un plateau » me disait un commerçant de Ben Guerdane¹¹⁹.

¹¹⁹ Entretien avec un commerçant, Ben Guerdane, été 2008.

La stabilisation des taux de change à des niveaux assez bas était *a priori* paradoxale au regard du développement de l'intensification des trafics sur les produits subventionnés entraînant une pression de la demande sur l'offre censée pourtant engendrer des tensions à la hausse du prix de la monnaie libyenne. Ce paradoxe est déchiffrable lorsqu'on appréhende l'économie de la « voie » dans le brouillage des frontières entre le légale et l'illégale et la fluidité des passages entre des sphères bancaire, commerciale, économique et politique. En réalité, ce qui a endigué une appréciation de la monnaie libyenne sur le marché parallèle en dépit de la hausse de la demande sur les produits de la fraude, c'est qu'une grande partie de ces profits étaient convertis en dinars tunisiens et placés dans les banques tunisiennes. Il s'agissait tout simplement d'une modalité facile et relativement protégée de fuite de capitaux libyens. La Tunisie était ainsi doublement bénéficiaire de cette fraude : d'une part, le marché parallèle approvisionnait l'économie frontalière en produits bon marché transférant une partie de la subvention libyenne aux consommateurs tunisiens et, d'autre part, les bénéfices des acteurs étatiques libyens impliqués dans ces trafics demeuraient en Tunisie et alimentaient les dépôts bancaires empêchant de fait une appréciation du taux de change parallèle et accessoirement participant à l'amélioration de la situation difficile des banques tunisiennes en raison de l'importance des créances douteuses¹²⁰. Un cercle vertueux était en œuvre.

Avec la suspension des sanctions internationales, les pouvoirs publics ont amorcé une politique de libéralisation entraînant une diminution du poids des subventions. L'importance grandissante des acteurs privés dans l'économie libyenne et surtout dans les filières d'importation et d'approvisionnement a grandement participé à l'amplification de la pénétration des produits asiatiques dans les économies de la région. Les écarts de prix de part et d'autre de la frontière suscités par les différentiels fiscaux ajoutée au faible prix de revient de ces produits asiatiques ont entretenu le dynamisme de la fraude transfrontalière en dépit d'une appréciation de la monnaie libyenne sur le marché parallèle. Cette appréciation du taux de change parallèle a été en partie absorbée par la compression des marges des praticiens de la « voie » et des frontières du fait de la multiplication des intermédiaires qui ont accompagné l'extension géographique de cette route commerçante. Après une période de stabilité à un niveau paritaire (1 DL = 1 DT), la monnaie libyenne n'a cessé de tendre vers une appréciation

¹²⁰ Sur l'économie d'endettement et les créances douteuses, Béatrice Hibou, *La force de l'obéissance...op.cit.*, notamment le chapitre 1, « Créances douteuses ».

plafonnant en 2008-2009 à 1,7 DT en moyenne. Le rééquilibrage des politiques macroéconomiques en Libye a certainement influé sur les déterminants des échanges transfrontaliers. De même que les devises que draine le marché de change de Ben Guerdane ont contribué à entretenir la compétitivité-prix des produits asiatiques. En effet, avec l'extension des chaînes marchandes transnationales vers l'Asie du sud, le marché parallèle de change se devait de capter de plus en plus de devises nécessaires au financement des containers des importateurs opérant depuis la Libye. L'augmentation de l'offre de devises a ainsi permis de stabiliser le taux de change parallèle et d'endiguer les pressions à la hausse des prix générés par l'accroissement de la demande en Tunisie.

En drainant une partie des profits de la fraude transfrontalière, les banques articulent les sphères formelle et informelle et opère l'encastrement de cette économie transfrontalière dans l'économie nationale. Ce système d'échange transfrontalier articulant les flux de marchandises aux flux de capitaux s'appuie dans son fonctionnement sur le secteur bancaire qui est le principal canal de blanchiment des profits générés par la fraude transfrontalière. Au cours des deux dernières décennies, la ville de Ben Guerdane a attiré plusieurs institutions bancaires qui y ont installé leurs agences à proximité pour la plupart de la rue des cambistes. Pas moins de six banques tunisiennes sont ainsi présentes dans la ville dont les plus récentes sont *Attijari Bank* qui a ouvert son agence en 2007 et l'*Arab Tunisian Bank* qui est connue pour l'importance de sa clientèle libyenne¹²¹. Les cambistes font partie des clients les plus importants de ces agences bancaires. En effet, tous les cambistes détiennent des comptes et les utilisent pour effectuer des virements ou pour en recevoir. Un entrepreneur de la « voie » originaire du centre du pays m'avait d'ailleurs expliqué comment il déposait de l'argent sur le compte d'un cambiste qu'il récupère en dinars libyens avant de traverser la frontière en direction de Zelten pour s'approvisionner.

« Je fais ça couramment. Cela évite de faire le voyage avec des fonds importants et on ne sait jamais ce que la route peut nous cacher. Il m'arrive parfois d'avoir besoin d'argent, je téléphone en urgence à des commerçants d'El Jem qui virent l'argent sur le compte du cambiste avec qui j'ai l'habitude de travailler et je le récupère en dinars libyens »¹²².

¹²¹ *Attijari Bank* a été créée à l'issu du rachat en 2005 de la banque du Sud par la banque marocaine *Attijariwafa bank* et un groupe d'investisseur. L'information sur l'importance de la clientèle libyenne pour l'*Arab Tunisian Bank* m'a été confiée par un banquier. Entretien, Ben Guerdane, printemps 2008.

¹²² Enquête de terrain. Entretien, Kairouan, été 2009.

De fait, cette proximité spatiale entre les banquiers et les cambistes n'est pas fortuite ; elle est au quotidien très utile compte tenu de l'importance des fonds que brassent les acteurs de ce marché parallèle de change et l'importance pour les banquiers de se connecter à ce marché. Contrairement au fonctionnement des agences bancaires dans le reste du pays, les dépôts de fonds dans celles de Ben Guerdane aussi importants soient-ils suscitent rarement des questions sur leur origine comme s'il s'agissait d'une évidence ou d'une banalité inscrite dans le quotidien des acteurs économiques et financiers. Cette normalité économique du blanchiment est particulièrement perceptible dans la région frontalière. Les liens commerciaux entre cambistes et banquiers se doublent très souvent de liens d'amitiés ou, du moins, de courtoisie qui font partie des mécanismes d'adaptation de la pratique bancaire à l'économie de la région et à la prégnance des activités illicites dans la vie économique. Les changements de personnels ne modifient en rien les pratiques des institutions qui adaptent les normes et les pratiques en œuvre dans le reste du pays à des pratiques économiques fort rentables au regard des objectifs commerciaux des institutions bancaires. Pour une banque, le choix de s'implanter à Ben Guerdane ne peut être anodin, compte tenu de l'importance des fonds brassés par les acteurs de l'économie de « voie ». Un banquier m'a d'ailleurs confié qu'il réalise très rarement des opérations de change et que cette activité est entièrement monopolisée par les cambistes qui réaliseraient en une journée l'équivalent du volume de l'activité de change de l'ensemble des agences bancaires de la capitale en une semaine¹²³. Les acteurs de l'économie de « voie » constituent ainsi une clientèle de choix pour ces agences bancaires car ils entretiennent des rapports avec divers acteurs économiques sur l'ensemble du territoire à travers des transactions quotidiennes. En ciblant cette clientèle dans la région frontalière, les banques peuvent ainsi espérer conquérir et élargir leur clientèle à l'intérieur du pays. En effet, la demande d'euros et de dollars émanant des opérateurs économiques libyens ou tunisiens opérant depuis la Libye nécessaires au financement des importations de containers de produits asiatiques a incité les cambistes à couvrir tout le territoire afin de drainer un maximum de devises. Les opérateurs de change de petites tailles, opérant notamment à Tunis, collectent des devises qu'ils vendent aux cambistes de Ben Guerdane. Si les flux en devises sont transportés vers le sud tunisien, l'équivalent en monnaie tunisienne est

¹²³ Je n'ai évidemment pas pu vérifier cette assertion qui m'a été rapportée lors de mon enquête de terrain, Ben Guerdane, printemps 2008.

souvent versé *via* des transferts bancaires. Ces canaux financiers « parallèles » s'appuient ainsi sur le système bancaire pour sécuriser les transferts lorsqu'il s'agit de virement en monnaie nationale. C'est en jouant le rôle d'interface entre le licite et l'illicite que les banques parviennent à créer des richesses en profitant de ces dynamiques à la frontière.

Chapitre II – Les voies tumultueuses de la globalisation. L'économie d'*el khat* dans les interstices du jeu d'échelle.

J'ai montré précédemment qu'en tant que site de la course à *el khobza*, la « voie » a permis une affirmation des groupes sociaux précarisés et la consolidation de filières marchandes et économiques illicites qui ont approvisionné l'ensemble de l'économie tunisienne. Je me propose dans ce qui suit d'élargir le focal d'analyse pour comprendre les ressorts de la prospérité d'*el khat* en tant que forme d'insertion dans les circuits de la globalisation. Il faut pour cela s'écarter des conceptions centrées sur le système étatique formel en tant que grille de lecture pour comprendre ces dynamiques d'insertion « par le bas » dans l'économie-monde car l'Etat ne voit pas le territoire d'une façon unifiée et homogène. Plus encore, ces dynamiques marchandes ne se développent pas en dehors de l'Etat et, des acteurs étatiques y prennent part au même titre que les acteurs subalternes dont la course au gré des restrictions, des contraintes et des opportunités permet l'emboîtement de plusieurs territorialités mais aussi de multiples logiques autonomes. Qu'ils soient locaux, nationaux ou transnationaux, les acteurs de la « voie » considèrent en effet, l'espace transnational comme étant leur espace d'activité et de course jouant ainsi sur les évolutions géopolitiques et les contingences. Leur pratique de la frontière se déploie dans un jeu d'échelles, voire dans ces politiques d'échelle (*politics of scale*)¹²⁴ qui caractérisent l'imbrication et la négociation quotidiennes des spatialités et des modalités d'articulation des transformations économiques de manière à permettre un accès à la richesse. Cette « politique d'échelle » est importante non seulement pour comprendre l'enchâssement des échelles spatiales et géographiques variables qui ont fait de la « voie » une modalité d'insertion dans la globalisation mais surtout l'emboîtement de trajectoires politiques qui ont frayé la voie à cette course à *el khobza*. Mon hypothèse consiste dès lors à voir dans la rencontre des « thermidors »¹²⁵ libyen et chinois l'un des principaux ressorts de la prospérité de la « voie » en tant que modalité

¹²⁴ Sur ce thème de « *politics of scale* », voir l'introduction de Willem van Schendel, Itty Abraham (ed.), *Illicit Flows and Criminal Things...op.cit.*

¹²⁵ Fariba Adelhah, Jean François Bayart, Olivier Roy, *Thermidor en Iran*, Bruxelles, éditions Complexe, 1993 ; Jean François Bayart, « Le concept de situation thermidorienne : régimes néo-révolutionnaires et libéralisation économique », *Question de recherche*, n°24, mars 2008.

d'approvisionnement illicite de l'économie tunisienne. Ces « thermidors » sont intervenus dans des contextes différents : le premier a eu lieu dans un contexte de crise de l'économie rentière¹²⁶ tandis que le second s'épanouit dans l'affirmation d'une puissance économique mondiale d'un pays-continent qui semble avoir recouvert sa prééminence sur son espace politique et économique historique¹²⁷.

A - L'articulation de la trajectoire tunisienne aux soubresauts de la révolution libyenne.

Comprendre l'essor d'*el khat* à l'échelle régionale revient à restituer les multiples transformations de l'économie politique de la révolution libyenne en particulier sous l'embargo et l'incidence de celles-ci sur les régions frontalières tunisiennes historiquement dépendantes de l'économie et de l'espace libyens. En effet, la réouverture des frontières est intervenue dans un contexte marqué par l'érosion de la rente pétrolière au milieu des années 1980, qui a progressivement révélé les incohérences des politiques économiques qui se voulaient une affirmation du processus révolutionnaire entamé en 1977 par l'adoption du système jamahiryien (le pouvoir des masses). L'interdiction du commerce privé s'est notamment traduite par le démantèlement du bazar de Tripoli et par la fermeture d'une grande partie des boutiques. La décision de leur remplacement par des « marchés jamahiryiens » - en réalité des unités publiques de distribution¹²⁸ - s'est révélée désastreuse du fait des défaillances des systèmes d'approvisionnement et de distribution et des pénuries qu'elle a suscitées aggravant de fait la dégradation des niveaux de vie de la population. L'effondrement des recettes d'exportation du pétrole au cours de la période 1980-1986 passants de 22 milliards de dollars en 1980 à 5 milliards de dollars en 1986 a particulièrement accentué la baisse tendancielle du PIB par tête dont on estime qu'il a chuté de 70% entre 1970 et 1995¹²⁹. Ce

¹²⁶ Sur la crise de la rente, Luis Martinez, *Violence de la rente pétrolière : Algérie-Irak-Libye*. Paris, Presses de Sciences Po, 2010 qui ne conceptualise, cependant, pas la trajectoire libyenne dans les termes du paradigme thermidorien.

¹²⁷ Jean Louis Rocca, « Thermidor au service de la révolution nationale. La trajectoire des nouvelles classes dans la Chine des réformes » communication au colloque *Situations thermidoriennes : régimes postrévolutionnaires et libéralisation économique*, CERI, Paris, 19-20 octobre 2009.

¹²⁸ Deux tiers des boutiques du bazar de la médina de Tripoli ont dû fermer, François Burgat et André Laronde, *La Libye, op.cit.*

¹²⁹ Ibid.,

faisant, les mesures de restriction des importations imposées dans le cadre des plans d'austérité censées faire face à la crise de l'économie rentière ont plongé les Libyens dans une économie de la débrouille qui s'était traduite par un foisonnement de circuits parallèles de distribution et le développement de marchés noirs de marchandises et de devises. La normalisation des relations tuniso-libyennes à la fin des années 1980 s'est accompagnée d'une effervescence marchande à la frontière à telle enseigne que l'on estime à plus d'un million le nombre de citoyens libyens qui se sont rendus en Tunisie en 1988 pour s'approvisionner dans les boutiques des villes tunisiennes de Gabès, de Sfax, et de Tunis¹³⁰. Cette tendance n'a cessé de s'accroître à mesure que les sanctions internationales se durcissaient entre 1992 et 1999 faisant de la Tunisie une destination vitale pour les Libyens, consommateurs en quête de marchandises, entrepreneurs ayant installés une partie de leurs affaires en Tunisie, voyageurs obligés de passer par l'aéroport de Djerba pour contourner l'embargo aérien ou patients séjournant dans les cliniques tunisiennes. Ces mobilités étaient telles que certaines estimations font état du passage entre 1988 et 1997 de plus de 18.8 millions de personnes à la frontière tuniso-libyenne uniquement pour le poste de Ras Jdir¹³¹.

1) *El khat* produit d'une trajectoire libyenne tumultueuse.

S'il s'est traduit par un engagement massif de la société libyenne dans une économie de la fraude et de la débrouille, l'embargo doit néanmoins être perçu à l'aune des attermoissements et des soubresauts de la trajectoire de la Libye postrévolutionnaire, en raison des recompositions politiques et économiques qu'il a engendrées. Voulant ignorer les conséquences désastreuses de ses options économiques hasardeuses, le régime libyen a longtemps imputé la détérioration du niveau de vie de la population aux sanctions internationales. Le régime de Kadhafi mobilisait constamment l'embargo dans son registre de légitimation. Simultanément, la société libyenne assistait au redéploiement des élites révolutionnaires et sécuritaires dans le monde des affaires. Celles-ci ont ainsi profité de la restauration du secteur privé et du démantèlement du monopole étatique sur le commerce extérieur pour mettre la main sur les circuits d'approvisionnement et de distribution de marchandises. Qu'elles aient agi par le truchement de sociétés d'importation installées à

¹³⁰ Luis Martinez, *The Libyan Paradox*, London, Hurst, 2007.

¹³¹ Hassan Boubakri, « Échanges transfrontaliers et commerce parallèle... », art.cit.

Tunis, à Chypre ou à Malte, par le contournement des restrictions sur les sorties de devises à travers l'ouverture de comptes bancaires en Tunisie, par la spéculation sur les marchés noirs et par le contrôle des filières de réexportation des produits subventionnés par l'État vers les pays voisins et par celles de migrations illégales (sur lesquelles je reviendrai plus tard), les élites révolutionnaires n'ont cessé d'affirmer leur mainmise sur les circuits illicites de création de richesse dans une période de crise de l'économie rentière¹³².

Les réexportations frauduleuses de matériels agricoles vers la Tunisie décrites par Hassan Boubakri illustrent parfaitement l'institutionnalisation de la fraude du côté libyen au cours des années 1990 et l'implication des responsables des services de sécurité dans ces trafics. Des tracteurs, des moissonneuses-batteuses et autres engins agricoles étaient acheminés en Tunisie par le poste frontière de Dhibat et revendus le double voire le triple de leurs prix subventionnés. L'ampleur de ce trafic était telle que l'on estime que cette filière frauduleuse a assuré entre le quart et le tiers de la valeur de l'ensemble des importations tunisiennes de tracteurs dans les années 1990 permettant de la sorte une modernisation de l'agriculture tunisienne à moindre frais¹³³. Ces réexportations frauduleuses se sont particulièrement intensifiées à partir de 1995 à la faveur de la dépréciation du dinar libyen sur le marché parallèle de change. Celle-ci a été un moteur du dynamisme de l'économie transfrontalière tout au long de la décennie 1990 malgré la hausse des prix des réexportations frauduleuses suscitée par l'accroissement de la demande du côté tunisien dont le périmètre ne cessait de s'étendre. L'écart entre le taux de change officiel qui se voulait une affirmation de l'attitude frondeuse du régime sur la scène internationale et celui sur le marché parallèle révélait en réalité la crise de l'économie rentière libyenne et la dégradation des conditions de vie de la société libyenne sous l'effet d'une inflation galopante. En effet, le taux de change officiel était de 1 dinar libyen (DL) pour 3,1 dollars au cours de l'année 1993 alors que le taux

¹³² Sur le détournement de la rente pétrolière, voir les analyses de Luis Martinez, *Violence de la rente pétrolière...op.cit.*

¹³³ Hassan Boubakri, « Échanges transfrontaliers et commerce parallèle... », art.cit. Selon l'auteur, la valeur des tracteurs ayant transité par le poste de Dhibat représente entre 70 et 90% de l'ensemble des marchandises. Ce phénomène n'est pas propre à la frontière tuniso-libyenne, Emmanuel Grégoire a observé le même trafic en ce qui concerne les véhicules et les pick-up aux frontières de la Libye avec le Niger, voir Emmanuel Grégoire, « Les relations politiques et économiques mouvementées du Niger et de la Libye », in Olivier Pliez (dir.), *La nouvelle Libye*, Paris, Karthala, 2004, pp.97-109 et du même auteur « Sahara nigérien : terre d'échanges », *Autrepart*, n°6, 1998, pp.91-104.

de change sur le marché parallèle était de 1 DL pour 0.3 dollar. Sur la même période, 1 dinar tunisien (DT) s'échangeait contre 3 DL sur le marché parallèle de Ben Guerdane laminant toujours plus le pouvoir d'achat des citoyens libyens¹³⁴.

Le dynamisme de la « voie » était particulièrement perceptible du côté libyen dans la ville de Zuwara peuplée de 40 000 habitants et dernière grande cité avant la frontière tunisienne qui a connu son essor sous l'embargo grâce aux revenus tirés du commerce de fraude et des mobilités transfrontalières. La « voie » agrégeait ce que Luis Martinez a analysé comme étant une course à la richesse impliquant l'ensemble des classes sociales libyennes. Le gel des salaires et le délitement des capacités de redistribution de l'État rentier libyen ont poussé une grande partie de la population à se « débrouiller », suscitant une informalisation généralisée de l'économie sous embargo. Cette dynamique a ouvert la voie à une accumulation débridée des richesses par les élites révolutionnaires ; sa modalité principale a été le chevauchement entre positions de pouvoir et positions d'accumulation par les affaires, dans une période de transfert massif des droits de propriété des biens publics de l'État vers le marché. L'embargo a donc été un moment charnière dans la trajectoire révolutionnaire libyenne moins parce qu'il a bridé son élan que parce qu'il a mis en branle un processus de redéploiement et de reconversion des élites « d'un business de la révolution à une révolution du business » (*from a business of revolution to a revolution of business*)¹³⁵.

En effet, le processus de libéralisation économique qui s'est affirmé sous l'embargo était éminemment ambivalent. S'il a assuré l'approvisionnement de l'économie libyenne en biens de consommation limitant de fait les carences du secteur public, ce processus a surtout permis à de hauts responsables, des dirigeants des entreprises publiques, des responsables des appareils de sécurité et des organismes révolutionnaires ainsi qu'aux entrepreneurs qui leurs étaient attachés de monopoliser les filières d'import-export et des ressources financières grâce à l'accès aux crédits bancaires et aux ressources en devises¹³⁶. Création de société off-shore

¹³⁴ Béatrice Chevallier-Bellet., « l'économie extérieure libyenne depuis 1969, entre isolement et ouverture », in Olivier Pliez (dir.), *La nouvelle Libye*, Paris, Karthala, 2004, pp.51-64.

¹³⁵ Luis Martinez, *The Libyan Paradox*, op.cit. Plus généralement sur la normalisation de l'Etat libyen, Luis Martinez, « Libye : la conversion d'un 'Etat terroriste' », *Critique internationale*, n°25, octobre 2004, pp.19-28.

¹³⁶ Dirk Vandewalle (ed.), *Libya since 1969: Qadhafi's revolution revisited*, New York, Palgrave, Macmillan, 2008.

en Tunisie, à Malte, à Chypre ou à Dubaï, monopolisation des marchés publics, surfacturation des importations, spéculation sur le marché noir, prébendes et commissions sur l'octroi des licences et des opérations d'importation, fraude à la législation de change ont constitué les principales modalités d'une « économie de pillage »¹³⁷ qui a permis aux élites au pouvoir de s'accaparer les ressources économiques publiques à des fins d'accumulation et d'enrichissement privés. Cette « économie de pillage » qui s'est déployée tout le long des années 1990 en Libye a justement été rendue possible par un processus de « criminalisation de l'État »¹³⁸ entendu dans le sens d'une montée en puissance d'acteurs privés et d'intermédiaires liés aux institutions révolutionnaires qui ont profité de la fin du monopole étatique pour s'accaparer les circuits d'approvisionnement de l'économie par divers moyens licites et illicites et pour se redéployer dans l'illicite en contrôlant les circuits de distribution, les marchés noirs de biens et de devises et les échanges marchands et migratoires transfrontaliers avec les pays voisins.

Les institutions de la Jamahiriya ont été partie prenante dans la formation et de l'essor de la « voie » tunisienne. Celle-ci a prospéré à l'ombre des acteurs étatiques libyens plutôt que contre leur volonté. Le pillage de la caisse libyenne de compensation sous l'embargo par le truchement des réexportations illicites de produits subventionnés destinés à la population libyenne, les trafics de carburant et le foisonnement des filières illicites de produits asiatiques qui se sont développés dans les années 2000 se sont déployés avec la complicité des autorités libyennes soucieuses de se procurer des revenus et de s'attacher la loyauté des forces de sécurité et des organisations révolutionnaires ainsi qu'une modalité de préservation de la stabilité et de paix civile à un moment de crise de l'économie rentière. En effet, l'État Libyen a souvent intégré le commerce transfrontalier dans sa politique clientéliste pour s'attacher le soutien des populations des régions frontalières. Patrick Hamzadeh a montré à cet égard que bien qu'ils aient été accaparés pour l'essentiel par des officiels et des personnalités proches du pouvoir, les revenus du commerce frontalier et du convoyage des migrants sont au cœur de la

¹³⁷ L'expression « économie de pillage » a été utilisée par W. G. Hoskins dans *The Age of Plunder: the England of Henry VIII, 1500-1547*, London & New York, Longman, 1976 cité dans Béatrice Hibou, « Le 'capital social' de l'État falsificateur, ou les ruses de l'intelligence économique » in J.-F. Bayart, S. Ellis et B. Hibou, *La criminalisation de l'État en Afrique, op.cit.*, pp.105-158.

¹³⁸ Jean François Bayart, Stephen Ellis, Béatrice Hibou, *La criminalisation de l'État en Afrique, op.cit.*

relation de cooptation et de clientélisme qu'entretient le régime de Kadhafi avec la population Toubou vivant à la frontière du Niger et du Tchad¹³⁹.

Devant la densification des réexportations illicites, les autorités publiques de part et d'autre de la frontière ont tenté, dans un premier temps, de réprimer ces pratiques illicites. C'est ainsi qu'au tournant des années 1990, les autorités tunisiennes ont multiplié les saisies et les actions coup de poing et qu'en 1994, le régime libyen a lancé une campagne de lutte contre les revenus illicites. Loin d'endiguer les flux de marchandises, ces actions répressives ont au contraire participé à la structuration des filières dont le fonctionnement était devenu indissociable de leur capacité à bénéficier de la connivence des services répressifs. Cet effet structurant des campagnes de lutte contre les trafics n'est pas spécifique à la Tunisie ; il est même inhérent à ce type d'action comme le suggèrent le cas marocain ou soviétique et russe¹⁴⁰. Loin d'affaiblir les comités révolutionnaires libyens, la lutte contre les profits illicites a, au contraire, affirmé leur emprise sur les échanges frauduleux avec la Tunisie. Un entrepreneur de la « voie » m'a décrit cet épisode en ces termes :

« *El khat* s'est organisé lorsque Kadhafi a donné l'ordre de lutter contre les trafics. Mais les libyens étaient dans une situation économique difficile et continuer les affaires était important pour eux. À l'époque je me souviens, pour soutenir Kadhafi qui s'entêtait dans ses choix hostiles aux forces occidentales, les Libyens scandaient une chanson qui disait « continues à les défier et s'il le faut, même le 7^{ème} mois de salaire, tu peux le garder » (*zid etthadda, zid etthadda w hatta echahr essaba' chedda*). On les narguait souvent avec ça et on rigolait entre nous. Si les trafics s'arrêtaient, comment ils allaient vivre à ton avis ? La population se débrouillait comme elle pouvait et ces trafics étaient nécessaires pour elle. Je me souviens qu'à partir de cette époque, les libyens nous ont proposé d'acheminer les produits jusqu'à la frontière et se chargeaient de fermer les yeux des gardes-frontières et des militaires. Nous, on recevait la marchandise à la frontière à Ras Jdir et on ne s'occupait plus du reste. »¹⁴¹.

¹³⁹ Patrick Hamzadeh, *Au cœur de la Libye de Kadhafi*, Paris, éditions Jean Claude Lattès, 2011. Christine Messiant décrit un phénomène similaire en dépit de la différence de contexte et de trajectoire bien évidemment entre l'Angola et la Libye. Cela dit, cette comparaison est intéressante puisqu'elle montre les modalités de gestion et de redistribution de la manne pétrolière en période de guerre civile (Angola) et embargo (Libye) et les processus de criminalisation qui ont accompagné les trajectoires de ces deux régimes. Voir Christine Messiant. *L'Angola postcolonial. Sociologie politique d'une oléocratie*, Paris, éditions Karthala, 2008.

¹⁴⁰ Sur le cas marocain, Béatrice Hibou, Mohammed Tozy, « La lutte contre la corruption au Maroc. Vers une pluralisation des modes de gouvernement », *Droit et société*, 2009, vol. 2, n° 72, p. 339-357 ; sur le cas soviétique et russe, Gilles Favarel-Garrigues. *La police des mœurs économiques...op.cit.*

¹⁴¹ Entretien, Ben Guerdane, été 2009.

La référence à cette chanson est intéressante. Elle renvoie aux réalités économiques qui sous-tendaient la situation politique de la Libye sous embargo. Si les Libyens étaient prêts à donner un mois de leur salaire au guide de la Jamahiriya, il ne s'agissait absolument pas d'un soutien à son élan révolutionnaire ni une adhésion à son attitude frondeuse; en réalité, ils trouvaient un intérêt certain au laisser-faire qui assurait leur survie grâce à la débrouille et l'incitaient à continuer. Cette chanson suggère aussi le caractère fictif des emplois de fonctionnaires qui percevaient un salaire pour un travail souvent « virtuel » puisqu'ils occupaient rarement voire pas du tout leur poste¹⁴². La population entérinait les tirades frondeuses et anti-impérialistes du guide moins par soutien ou conviction que par attachement à un ordre qu'elle arrivait à maîtriser tant bien que mal.

La suspension de l'embargo en 1999 a participé à l'essor de l'économie de la « voie » désormais alimentée en produits asiatiques bon marché. Les filières marchandes transnationales qui se sont déployées vers les comptoirs asiatiques ont contribué à faire de la Jamahiriya une plateforme régionale de réexportation en Afrique du nord. Par ailleurs, le démantèlement progressif des barrières douanières et l'exacerbation de la concurrence ont poussé de nombreux opérateurs économiques à rechercher des produits adaptés au pouvoir d'achat des consommateurs tunisiens optant de fait pour des voies d'approvisionnement de Chine en passant par les ports libyens afin de bénéficier de son régime douanier beaucoup plus avantageux. Faisant généralement appel à des associés ou à des prête-noms libyens qui prennent en charge la procédure de dédouanement moyennant une commission, ces entrepreneurs introduisent frauduleusement les marchandises sur le territoire tunisien *via* le poste frontière de Ras Jdir avant de les écouler sur les souks du pays¹⁴³. Progressivement, cette économie transfrontalière s'est donc retrouvée dans une situation d'intermédiation et de connexion permanente du local et du global coordonnant d'une part les dynamiques des marchés internationaux faites de redéploiements de places et de filières marchandes et, d'autre part, l'informalisation croissante des économies urbaines de la région. À la fois voie de passage, de transit, de transport, d'entreposage et de connexion à l'économie-monde, cette

¹⁴² Patrick Hamzadeh, *Au cœur de la Libye de Kadhafi*, op.cit., p.107.

¹⁴³ Entretiens, Ben Guerdane, printemps 2008, été 2008, 2009.

route transfrontalière s'est imposée au cœur d'un processus d'insertion dans la globalisation et d'intégration régionale *borderline*¹⁴⁴. A la suite de Béatrice Hibou, je désigne par *borderline*, les dynamiques et les processus complexes et multiples dont l'une des modalités est le développement d'activités en marge de la légalité et le foisonnement de pratiques à la lisière du licite et de l'illicite. Dans cette économie politique régionale, la Libye a joué un rôle central ; les processus *borderline* se sont déployés à plusieurs échelles, et d'abord celle de la fraude douanière, de la contrebande et de l'accumulation prédatrice à laquelle s'adonnaient les acteurs étatiques. Ces dynamiques sont animées non seulement par des contrebandiers, des fraudeurs, des porteurs, des trafiquants de carburants, des commerçants, ou des migrants mais aussi par des élites politiques et sécuritaires. Ensuite, l'échelle des multiples réseaux qui relie le comptoir de Ben Guerdane au reste du territoire « national » grâce aux circulations incessantes de fourmis, de transporteurs, de chauffeurs, de boutiquiers et de populations flottantes ; cette activité et cette circulation intenses reflètent la centralité économique des marges territoriales, lieux de transit et de passage de ces biens de consommation et d'équipement. Enfin, l'échelle des dynamiques marchandes et financières animées par les acteurs légitimes- les entreprises des deux côtés de la frontière et les banques tunisiennes- dynamiques innervées de pratiques à la marge de la légalité et dont le rôle principal est le blanchiment.

2) Le jeu à la marge des relations tuniso-libyennes.

Si elle incarne un site de course à la subsistance pour les « petits », la « voie » n'est pas moins produite par les acteurs du « haut » appartenant aux sphères institutionnelles et formelles. En dépit des échecs patents de toutes tentatives d'intégration institutionnelle (les projets d'union dans les années 1970 aussi bien avec la Tunisie que l'Égypte, l'union du Maghreb arabe dans les années 1990, le panarabisme), la Libye a entretenu et a consolidé ses relations économiques avec la Tunisie au cours des années 1990 et 2000 à travers de multiples investissements aussi bien dans les secteurs bancaires et financiers que dans le tourisme et l'immobilier. Les « commandes » libyennes ont considérablement contribué à dynamiser le

¹⁴⁴ J'emprunte cette expression à Béatrice Hibou qui l'emploie pour caractériser le mode d'insertion de la Grèce et du Portugal à l'Europe, « L'intégration européenne du Portugal et de la Grèce : le rôle des marges » (pp.87-134) in S. Mappa (dir.) *La coopération internationale face au libéralisme*, Paris, Karthala, 2003, pp.87-134.

tissu de PME tunisiennes et plusieurs sociétés tunisiennes ont même entrepris de s'installer en Libye pour bénéficier des marchés de construction et d'équipement en plein essor depuis la levée des sanctions internationales. Plus banalement, aussi bien les 1,5 millions de touristes libyens que les patients qui représentent 60% de la clientèle des cliniques privées tunisiennes constituent un apport considérable à une économie tunisienne en crise. Les volumes des échanges ont grimpé de 960 millions de dinars tunisiens en 2004 à 1,2 milliards DT en 2005 avant de faire un bond d'environ 50% l'année suivante et atteindre les 1,8 DT et dépasser enfin la barre des deux milliards en 2008 (2,6 milliards DT)¹⁴⁵. Bien que ces échanges soient conditionnés par l'évolution des prix des hydrocarbures et des produits pétroliers qui représentent les principales exportations libyennes vers la Tunisie, ils n'ont cessé d'augmenter, plaçant la Libye parmi les principaux partenaires commerciaux de la Tunisie et en premier partenaire commercial arabe et africain. Depuis le sommet de Djerba en 1988, plusieurs accords commerciaux tuniso-libyens ont été ratifiés prévoyant une libre circulation des personnes ainsi qu'une série d'exonérations des droits de douanes sur tous les biens produits ou fabriqués dans les deux pays y compris sur les produits industriels dont le contenu national est de 50% au minimum. Loin d'entraver les échanges économiques illicites, ces accords bilatéraux ont constitué un cadre institutionnel que les praticiens de la frontière ont cherché à détourner en jouant sur l'origine et la classification des produits pour réduire les taxes et contourner les règlements douaniers. Ces accords leur ont ainsi ouvert des latitudes d'action. En ce sens, la création de richesse dépend de la capacité des praticiens de la « voie » à exploiter non seulement les différentiels économiques entre territoires mais aussi les frontières entre différentes procédures. La « voie » est également faite par le biais de ce jeu autour de la règle et des modalités de son détournement.

Les entrepreneurs de l'économie « structurée » avaient à leur tour constamment cherché à contourner les règlements en s'appuyant sur les mécanismes de l'économie d'*el khat*. L'articulation entre les sphères formelle et informelle leur a procuré des opportunités d'accumulation aux marges de la légalité. En effet, les restrictions de change dues aux contraintes sur la convertibilité du dinar libyen auxquels les entrepreneurs des deux pays

¹⁴⁵ Presse tunisienne, « Commerce tuniso-libyen : un nouveau record à l'horizon », consulté en ligne sur www.webmanagercenter.com, 14 mai 2008. Voir aussi le numéro du journal arabophone *Assabah* du 10 février 2009.

devaient faire face avaient été surmontées grâce au rôle central joué par le marché parallèle de change. La fluidité du commerce a de fait été assurée au moyen de deux techniques qui ont été particulièrement efficaces. Par la première, les entreprises tunisiennes conviennent avec leurs clients libyens du règlement des transactions, en partie voire en totalité en cash. De sorte que les dinars libyens reçus au titre de ces paiements étaient échangés chez les cambistes à Ben Guerdane et placés dans les agences bancaires locales ou acheminés au siège de l'entreprise exportatrice. La fréquence et la banalité du « cash and carry » renseignait sur la participation active des entreprises privées formelles dans le commerce de fraude. Le passage par le marché parallèle de change est doublement efficace : d'une part cette technique est indispensable pour permettre à ces entreprises de conquérir le marché libyen participant de fait à la préservation de l'emploi par le contournement des règles de change, d'autre part, elle ouvre la voie à l'enrichissement illicite des entrepreneurs par le truchement de détournements, de fraudes fiscales et d'abus de biens sociaux puisque ces opérations d'exportations illicites permettent l'encaissement des fonds non contrôlés et en dehors de toute comptabilité¹⁴⁶.

La seconde technique porte sur le règlement des marchandises exportées en Libye à partir d'un compte ouvert par un importateur libyen dans une banque tunisienne. En effet, Ben Guerdane a représenté une porte d'entrée dans l'économie tunisienne pour les capitaux libyens acquis d'une manière illégale. Une grande partie des commissions sur les importations, des profits du commerce de fraude ou de la vente de devises sur le marché noir a été placée dans des comptes bancaires et dans des investissements en Tunisie. Ben Guerdane est un rouage essentiel de ce processus de blanchiment de l'argent sale de l'économie de pillage car une fois convertis en dinar tunisien sur le marché de change parallèle, les fonds étaient placés dans les agences de la ville et entraient ainsi dans le circuit bancaire légal. L'avènement de l'économie de marché et la mise en place des processus de privatisation et de libéralisation ont démultiplié les possibilités de prédation pour les élites dirigeantes et leurs clientèles amplifiant les sommes placées dans le secteur bancaire tunisien à l'abri des disgrâces et des revirements politiques. Ainsi, détournements de crédits publics, profits de marchés truqués et commissions sur des appels d'offres fictifs ont alimenté des comptes bancaires en Tunisie. En témoigne l'histoire qui m'a été racontée par un banquier de Ben Guerdane :

¹⁴⁶ Entretiens avec des banquiers, Ben Guerdane, printemps 2008, été 2008, été 2009.
Hamza Meddeb – « Courir ou mourir dans la Tunisie de Ben Ali » - Thèse IEP de Paris – 2012

« Un de mes clients libyens a gagné un appel d'offre truqué pour la construction, l'équipement, et la démolition d'un hôpital. Bien sûr, c'est toute une chaîne qui s'est mise en place pour pouvoir détourner cet argent. L'hôpital n'a jamais vu le jour et l'argent gagné de cet appel d'offre fictif ainsi que les crédits publics alloués ont atterri sur un compte en banque en Tunisie »¹⁴⁷.

Ces flux de capitaux issus du pillage de l'État libyen ne seraient pas négligeables aux dires des interlocuteurs que j'ai pu rencontrer au cours de mes différents terrains, notamment au regard de l'absence de législation économique en Libye réglementant les appels d'offre pour les marchés publics et de la faiblesse des procédures anti-blanchiment en Tunisie. Cela a frayé la voie à une criminalisation du politique impliquant les élites dirigeantes et sécuritaires des deux pays à différents niveaux de responsabilité.

Ces dynamiques illicites se sont enchâssées dans d'autres logiques plus légitimes qui avaient trait à l'environnement des affaires en Libye participant ainsi à drainer des capitaux libyens considérables vers la Tunisie. La législation économique contraignante en termes de transferts de fonds, les difficultés du secteur bancaire libyen jugé inadapté puisqu'incapable de proposer certains services indispensables au commerce international tels que les lettres de crédits confirmées, ou encore l'étroitesse du marché libyen comparativement aux possibilités d'investissement qu'offre la Tunisie ont incité les acteurs économiques de la Jamahiriya à se redéployer sur leurs marchés voisins. Une grande partie des capitaux transférés en Tunisie passe dès lors par les cambistes de Ben Guerdane avant d'être placée dans le secteur bancaire et investie dans la sphère économique : biens immobiliers, sociétés off-shore, investissements dans le tourisme et l'hôtellerie ainsi que sous forme de participation dans le capital de plusieurs sociétés tunisiennes. Difficilement estimables, les dépôts libyens dans les banques tunisiennes s'élèveraient à plusieurs centaines de millions de dinars placés essentiellement à l'*Arab Tunisian Bank* (ATB) ainsi que dans deux banques off-shore : l'Union des Banques Arabes et Françaises (UBAF) et la *North African International Bank* (NAIB)¹⁴⁸. L'ampleur de ces fonds est considérable eu égard aux réactions de la Banque centrale tunisienne soucieuse

¹⁴⁷ Entretiens avec des banquiers, Tunis, Ben Guerdane, printemps 2008, été 2008, été 2009.

¹⁴⁸ Les investissements de la Libyan Arab Foreign Bank (LAFB) qui détient 96% du capital de l'UBAF, la moitié du capital de la banque tuniso-libyenne (BTL) et la moitié du capital de la NAIB ont été multiplié par dix entre 1987 et 1998 (sans pour autant qu'on est de chiffre précis). « Ben Ali-Kadhafi », *Jeune Afrique*, consulté en ligne sur www.jeuneafrique.com, 17 août 1999.

de conserver les avoirs libyens souvent utilisés par Kadhafi en tant que moyen de pression diplomatique comme a pu le révéler les tensions entre les deux pays au cours du mois d'août 2010 lorsque, parallèlement à la fermeture du poste frontière de Ras Jdir, le guide libyen avait laissé entendre qu'il pouvait retirer ses avoirs en Tunisie.

On ne peut cependant réduire l'institutionnalisation du rôle trafiquant de l'État libyen à une stratégie de maintien au pouvoir, et il est important de considérer cette criminalisation du politique dans le cadre plus global de la trajectoire postrévolutionnaire libyenne. Comprendre les dynamiques contingentes qui ont participé à l'essor de la « voie » revient à procéder à une lecture des transformations politiques dans le temps long de la révolution libyenne de manière à se soustraire aux analyses renvoyant à la simple dérive mafieuse du régime ou à un dédoublement des structures du pouvoir symbolisant la fin de la période révolutionnaire. Hanspeter Mattes soutient en effet l'hypothèse qu'en Libye, à côté d'une autorité officielle, une autre autorité informelle beaucoup plus influente se serait développée. La création en 1979 d'une autorité révolutionnaire incarnerait, pour cet auteur, le début ce qui deviendrait plus tard un aspect caractéristique du politique en Libye, autrement dit le dédoublement du pouvoir : une structure formelle de gouvernement représentée par le congrès populaire et les comités populaires côtoierait une structure informelle de l'autorité qu'incarneraient les organisations révolutionnaires directement contrôlées par le guide libyen¹⁴⁹. De son côté, Luis Martinez considère que le maintien de la cohésion des appareils répressifs dans un contexte de crise de l'économie rentière a incité le régime à faire preuve de ruse en mettant en place une économie trafiquante dans le sillage des politiques de libéralisation et de privatisation¹⁵⁰.

Mais on peut lire autrement la trajectoire libyenne, en ne voyant pas dans ces évolutions politico-économiques la fin de la révolution, mais en les interprétant en termes de « situation thermidorienne »¹⁵¹. Dans la lecture qu'en propose Jean François Bayart, le paradigme thermidorien ne peut être réduit à une simple stratégie de maintien au pouvoir mise en place par les élites gouvernantes dans le contexte de la globalisation néolibérale ; ces élites sont

¹⁴⁹ Hanspeter Mattes, « Formal and Informal Authority in Libya since 1969 », in Dirk Vandewalle (ed.), *Libya since 1969: Qadhafi's revolution revisited*, New York, Palgrave, Macmillan, 2008, pp.55-82.

¹⁵⁰ Luis Martinez, *The Libyan Paradox.*, op.cit.

¹⁵¹ Cette lecture s'inspire des travaux de Jean François Bayart sur les situations thermidoriennes, voir notamment son étude, « Le concept de situation thermidorienne... », art.cit.

amenées à composer avec des dynamiques sociales autonomes de sorte que « les moments thermidoriens sont bien des ‘situations’ au sens sartrien du terme, où se jouent simultanément la reproduction du pouvoir et la liberté des acteurs »¹⁵². La particularité des transformations du régime postrévolutionnaire est qu’elles découlent de stratégies d’acteurs qui cherchent « à conserver les fruits non de l’Ancien Régime, mais d’une révolution politique et sociale, au prix d’une révolution copernicienne dans le domaine économique plus que politique »¹⁵³. De fait, « le moment thermidorien ne prétend pas tourner la page de la révolution »¹⁵⁴. Il est un moment où un régime issu de la révolution se pose la question de sa reproduction dans un contexte de globalisation néolibérale. Se forme dès lors un exercice du pouvoir qui consolide l’accumulation du capital et la reproduction des inégalités sociales. De fait, tel qu’il est décrit sous la plume de François Furet, ce processus « révèle non pas une ‘réaction’, mais *une autre Révolution* cachée par la précédente, distincte d’elle, puisqu’elle lui succède, et inséparable d’elle, puisqu’elle n’aurait pas vu le jour sans elle : la Révolution des intérêts »¹⁵⁵. « La priorité devient la conservation et la défense des avantages acquis au fil de la rupture révolutionnaire, voire leur accroissement »¹⁵⁶. La criminalisation de l’État dans un contexte de globalisation néolibérale peut donc être lue à la lumière de la transformation d’une élite révolutionnaire en classe politique dominante grâce non seulement à l’accumulation du capital que lui donne la détention du pouvoir mais aussi au redéploiement dans le commerce et dans les affaires selon la procédure classique du « chevauchement » (*straddling*) entre positions politiques, positions sécuritaires et positions d’accumulation¹⁵⁷. Cette analyse me semble parfaitement convenir au cas libyen décrit plus haut. Dans ce contexte, parler de fin de la révolution élude toute l’épaisseur politique des transformations économiques qui sont au cœur de la trajectoire postrévolutionnaire d’un régime qui continue à se présenter et à se donner à voir en tant que révolutionnaire.

¹⁵² Ibid., p.6.

¹⁵³ Ibid., p.6.

¹⁵⁴ Ibid., p.9.

¹⁵⁵ François Furet, *Penser la Révolution française*, Paris, Gallimard, 1985, p. 123-124, cité par Jean François Bayart, « Le concept de situation thermidorienne... », art.cit, p.10. C’est l’auteur qui souligne.

¹⁵⁶ Jean François Bayart, « Le concept de situation thermidorienne... », art.cit, p.10

¹⁵⁷ Jean François Bayart, *L’Etat en Afrique...op.cit.*

Cette « révolution des intérêts » s’est affirmée au cours de la seconde moitié des années 1990 à la faveur de la libéralisation économique et du foisonnement des réseaux marchands transnationaux qui ont placé la Libye sur une route commerciale globale reliant l’Afrique du nord à l’Asie du sud-est, assurant l’approvisionnement des marchés de la région en produits asiatiques. Le dynamisme des ports de Tripoli et de Benghazi, la multiplication des entrepôts dans les zones frontalières à l’instar de ceux dans les localités de Zelten du côté tunisien et de Salloum du côté égyptien et la sinisation de l’offre de biens de consommation et d’équipement renvoyaient à une globalisation croissante du commerce transfrontalier¹⁵⁸. La « voie » a été dès lors le produit de la rencontre de la course à *el khobza* des acteurs tunisiens, des dynamiques de débrouille des forces sociales en Libye et de l’accumulation de ceux qu’on pourrait appeler les « révolutionnaires containers »¹⁵⁹, qui se sont imposés à l’interface du national et du transnational arrimant l’État-nation à la globalisation et animant les voies illicites du commerce transfrontalier.

B - Une des voies de l’internationalisation et de la globalisation.

Les réseaux marchands transnationaux reliant l’Afrique du Nord aux comptoirs asiatiques ont participé à faire la prospérité de la « voie » en tant que filière d’approvisionnement illicite de l’économie tunisienne en produits bon marché. *El khat* est un tronçon d’une « route globale »¹⁶⁰ qui s’est tissée au cours des années 1990 au gré du redéploiement des dispositifs marchands reliaient le Maghreb aux comptoirs de Marseille et de Naples et qui se sont tournés vers les places d’Istanbul et de Damas à mesure que les restrictions frappaient les mobilités de personnes entre les deux rives de la Méditerranée. Ce

¹⁵⁸ Olivier Pliez, « Salloum (Egypte), une bourgade bédouine sur les routes de la mondialisation... », art.cit.

¹⁵⁹ Clin d’œil à la « Bourgeoisie container » en Tanzanie évoquée par Béatrice Hibou dans « Le ‘capital social’ de l’Etat falsificateur, ou les ruses de l’intelligence économique... », art.cit.

¹⁶⁰ Olivier Pliez, « Des jeans chinois dans les rues du Caire, ou les espaces discrets de la mondialisation », *Mappemonde*, n°88, 2007, p2, cet article est consultable en ligne sur www.mappemonde.mgm.fr/num16/articles/art07404.html. A partir du cas des jeans chinois dans les marchés du Caire, Olivier Pliez étudie la route commerçante qui s’étend vers l’extrême Orient et qui n’est pas sans rappeler d’autres routes historiques : celle de la soie ou de l’encens par exemple qui ont été des sentiers du commerce intercontinental.

redéploiement de la « géographie du mouvement »¹⁶¹ des biens, des personnes et des capitaux s'est accompagné d'une densification des flux dans la mesure où les « cabas » des immigrants et des commerçants à la valise ont progressivement été supplantés par les « containers »¹⁶². Ces transformations sont aussi bien le fait d'acteurs qui, de comptoirs en bazars, ont toujours été à l'affût d'opportunités poussant leurs transhumances marchandes jusqu'en Asie du Sud-est que de la montée en puissance de la Chine en tant que fournisseur de marchandises à faible coût de revient et parfaitement adaptées au pouvoir d'achat dégradé de la majeure partie de la population tunisienne (et maghrébine).



Carte 2. El khat comme tronçon d'une route globale.

¹⁶¹ Julien Brachet, *Migrations transsahariennes, vers un désert cosmopolite et morcelé (Niger)*, Paris, éditions du Croquant, 2009, p.72.

¹⁶² Michel Péraldi, *Cabas et containers : activités marchandes informelles et réseaux migrants transfrontaliers*, Paris, Maisonneuve & Larose, Maison méditerranéenne des sciences de l'homme, 2001.

1) Articulation de la trajectoire tunisienne à la globalisation par le « bas ».

Entamé par les migrants tunisiens dans les années 1980, le commerce à la valise a peu à peu vu l'arrivée de femmes, de chômeurs, de salariés des classes moyennes désireux d'améliorer des fins de mois difficiles en s'engageant dans ces circulations marchandes. A l'instar de ce qu'a décrit Véronique Manry pour l'Algérie¹⁶³, mes terrains montrent que ce commerce à la valise qui est longtemps resté cantonné dans les garages privés, les arrières boutiques, et les salons de coiffure pour dames, et qui fonctionnait essentiellement à travers une collecte de commandes avant le voyage, auprès des amis, voisins, collègues de travail, réseaux de connaissances, et clientèle des salons des grandes villes tunisiennes, a progressivement conquis l'espace public. Des boutiques de « fringues » pour dames se sont multipliées, entretenant une demande croissante pour les robes de mariées, les robes de soirées ainsi que des habits plus « islamiques » en provenance d'Istanbul et de Damas ; des commerçants du souk de la rue « Zarkoun », véritable temple de la « sape » pour la jeunesse de Tunis, ont investi cette activité depuis les années 1990 en organisant des voyages vers Istanbul, en se déplaçant eux-mêmes ou en enrôlant de jeunes qui s'approvisionnent en vêtements à la mode (jeans de marques, vestes, blousons et manteaux en cuir, chaussures...). Au milieu des années 1990, la frénésie des Levi's- du nom de la marque de Jeans- a été telle que les commerçants ne laissaient pas aux clients la latitude de marchander les prix de ces pantalons contrairement aux autres produits étalés et en dépit du prix élevé de ces jeans et de la marge que prenait les vendeurs. D'ailleurs, j'ai souvent entendu dire : « si la baguette de pain coûte 200 millimes (10 centimes d'euro environ), le Levi's c'est 90 DT », soulignant la nature « administrée » du jean à la mode, prix impossible à négocier pour une jeunesse désireuse d'accéder à la consommation d'un produit caractéristique de toute une génération et de l'être en société.

Ces filières sont devenues au cours années 2000 une modalité incontournable d'approvisionnement des boutiques et des commerces privés à mesure que les fourmis ont cherché à exploiter les opportunités offertes par les réseaux formés autour de pionniers qui d'Istanbul à Dubaï en passant par Damas ont incarné les petites têtes de pont de dispositifs

¹⁶³ Véronique Manry, « Trabendo au féminin... », art.cit.

marchands à la lisière de la légalité d'une « globalisation par le bas »¹⁶⁴. L'itinéraire de Sofiane représente une parfaite illustration de ces dynamiques. Sofiane est un athlète de haut niveau appartenant à l'équipe de Tunisie de lutte. A ses débuts, il a profité, tout comme ses coéquipiers, des voyages à l'étranger pour acheter de l'alcool, des parfums et des fringues qu'il revendait aussitôt de retour en Tunisie. L'appartenance au monde du sport d'élite lui a ouvert les portes du commerce à la valise et surtout lui a épargné les tracasseries à la douane. Il a réussi au fil de ses voyages à Damas et à Istanbul à se constituer une clientèle de coiffeuses, de gérantes de boutiques de location de robes et un cercle d'amis et de connaissances qui lui passaient commandes et parfois lui avançaient l'argent. Il a progressivement fait de ce commerce à la valise une activité de subsistance puisqu'il s'est mis à enchaîner fréquemment les voyages marchands en dehors des compétitions sportives. Au cours de l'un de ces voyages à Damas en 2009, il a fait la connaissance d'un tunisien qui lui a parlé de la Chine et de ses supermarchés à ciel ouvert où les marchandises sont infiniment moins chères qu'à Istanbul ou Damas¹⁶⁵. Cette rencontre fût un déclic pour ce jeune qui s'est spécialisé, parallèlement à ses activités marchandes et sportives dans la réparation et le commerce de matériel de sport et des appareils de musculation. Avec un groupe d'amis, il a décidé de faire le voyage en Chine pour voir le potentiel du marché, profitant des contacts que pouvait lui procurer ce commerçant tunisien rencontré à Damas. Une fois à Shanghai, le groupe de marchands a été accueilli par un guide tunisien résidant là-bas, qui les a assisté non seulement en tant que traducteur mais aussi en leur facilitant l'hébergement, les déplacements entre les centres commerciaux et en prenant en charge le transbordement des deux containers qu'ils ont envoyé vers la Tunisie¹⁶⁶.

¹⁶⁴ En parlant de « globalisation par le bas », je fais une double référence : d'une part aux circuits et aux réseaux de la « mondialisation par le bas » décrits par Alain Tarrius dans *La mondialisation par le bas : les nouveaux nomades de l'économie souterraine*, Paris, éditions Balland, 2002, et d'autre part aux analyses de Jean François Bayart sur le politique par le bas et sur la globalisation comme mode de gouvernement étudiée par Jean François Bayart, *Le gouvernement du monde. Une critique politique de la globalisation*, Paris, Fayard, 2004.

¹⁶⁵ Istanbul a progressivement perdu de son attractivité à la fin des années 2000 sous le coup de l'essor de Dubaï et de la professionnalisation des filières à « containers » s'approvisionnant directement en Chine, voir « Shopping et importation illicite de fringues et produits de maison. Istanbul n'est plus en vogue », *Le Temps*, 30.09.2008.

¹⁶⁶ Entretien, Tunis, été 2010.

La trajectoire de Sofiane est banale. Brigitte Bertoncello, Sylvie Bredeloup et Olivier Pliez ont montré que, depuis plus d'une dizaine d'années maintenant de nombreux opérateurs originaires du monde arabe habitués à se déplacer en Chine et dans les pays du sud-est asiatique se sont implantés sur la côte chinoise, non loin des zones franches, afin de faciliter l'approvisionnement des marchands qui se rendent sur place en négociant les prix et la nature des commandes. Ainsi, des comptoirs de commerçants maghrébins et arabes ont vu le jour dans le Yiwu et le Ganzhou évoquant par certains égards l'emporium, « ce comptoir commercial et portuaire de l'Antiquité fondé par les étrangers, en articulation ou non avec l'arrière-pays »¹⁶⁷. Depuis leurs bureaux initialement installés à Hong Kong dans les années 1990, ils ont exploré les possibilités de s'installer non loin des zones économiques spéciales (ZES) ouvertes dans le Sud de la Chine en 1980, avant de se redéployer dès le début des années 2000 sur le comptoir de Yiwu, au sud de Shanghai¹⁶⁸. Désireux de contourner les obstacles réglementaires et économiques et d'augmenter leurs profits, ces opérateurs se sont repliés sur ce comptoir-supermarché qui, en regroupant les fabricants chinois dans un même lieu, offrent aux acheteurs la possibilité de négocier directement et de faire jouer la concurrence par les prix entre producteurs. En permettant de donner des ordres et de passer des commandes auprès des opérateurs par téléphone et Internet, ce dispositif évite aux importateurs arabes de se déplacer en Chine¹⁶⁹. Se met alors une chaîne marchande particulièrement souple et efficace que Sofiane décrit en ces termes.

« En réalité dans notre cas, il y avait cet intermédiaire qui a tout pris en charge : le passage de la commande, l'envoi des marchandises, et même le dédouanement était réglé. Mais j'ai découvert que pour les grosses commandes c'est encore plus complexe. Entre l'acheteur A et le fournisseur B qui est en Chine, se place un intermédiaire C. Les deux premiers sont des partenaires essentiels dans la transaction mais ils ne se connaissent pas forcément, ils peuvent d'ailleurs avoir des relations commerciales très importantes sans jamais se connaître. Entre eux, il y a toute une chaîne qui va se mettre en place et c'est l'intermédiaire C qui va se

¹⁶⁷ Sur l'emporium, Fernand Braudel, *La Méditerranée et le monde méditerranéen à l'époque de Philippe II*, Paris, Armand Colin, 1990 ; Alain Tarrius, « Naissance d'une colonie : un comptoir commercial à Marseille », *Revue européenne des migrations internationales*, 11 (1), 1995, pp.21-53.

¹⁶⁸ Brigitte Bertoncello, Sylvie Bredeloup, Olivier Pliez, « Hong Kong, Guangzhou, Yiwu : de nouveaux comptoirs africains en Chine », *Critique internationale*, n°44, 2009/3, pp.105-121.

¹⁶⁹ Les auteurs font remarquer que ces opérateurs sont généralement appelé *trader* qui « désigne un opérateur qui, par le biais de son bureau ou société de *trading*, vend en gros à l'échelle internationale des marchandises fabriquées en Chine, en s'adaptant constamment à la demande du consommateur ». Brigitte Bertoncello et al, « Hong Kong, Guangzhou, Yiwu... », art.cit, p109.

charger de tout organiser. Dans cette chaîne, il y a des maillons de nature diverses : transitaires, douaniers, banquiers, gardes-frontières, cambistes, etc. Toute la chaîne est orchestrée par C qui peut être en Chine ou ailleurs à Dubaï, Hong Kong ou ailleurs. Il peut avoir des bureaux dans des endroits différents du monde et travailler avec des gens installés en Chine. Toujours est-il que cet intermédiaire va s'occuper du bon fonctionnement de la chaîne. De la vérification de la commande jusqu'à sa livraison en passant par le transbordement, le transit, le dédouanement, le stockage et l'acheminement des marchandises vers la Libye et puis jusqu'en Tunisie. Et pour huiler cette chaîne, il faut bien sûr de l'argent ! »¹⁷⁰.

Opérant à cheval sur les frontières entre « cabas » et « containers », Sofiane a cherché à profiter des opportunités qui lui ont été offertes pour passer du monde du commerce à la valise à celui du commerce transnational. Ce passage fluide est le produit de l'accumulation de connaissances dans des milieux différents : l'univers du sport, le monde marchand, celui des trafics, des opérateurs transnationaux et de la capacité à franchir les frontières entre les réseaux, nécessaires pour la course à *el khobza* et la production des richesses. Sa capacité à saisir au vol l'opportunité que fut cette rencontre furtive avec un commerçant au cours d'un voyage à Damas lui a ouvert la voie des comptoirs asiatiques et des possibilités d'enrichissement en l'introduisant dans l'univers de l'économie containerisée. Pour le transfert d'argent et le passage à la douane, il a dû passer par un des « bureaux » tenus par les « clans »¹⁷¹ proches du pouvoir. Les commerçants déposent leur argent en dinar tunisien avant de le récupérer en euros ou en dollar une fois arrivé à Istanbul, Damas ou en Chine. En offrant la maîtrise d'une étape clé du fonctionnement de ces filières qu'est le passage à la douane, ces « bureaux » ont contribué à réduire les aléas et les risques qui entourent ces activités transnationales, encourageant de fait la progression vers l'Asie des routes commerciales. De par leur rôle aussi bien dans les transferts de fonds que dans les procédures de dédouanement, ces « bureaux » ont participé à l'expansion des routes commerciales transnationales par le jeu de contournement des règles et du jeu de « pistons ». On le voit donc, la « globalisation par le bas » n'est pas le seul fait des petites gens, de l'informel et d'aventuriers. Elle englobe également des acteurs non forcément institutionnalisés, mais qui appartiennent à l'élite au

¹⁷⁰ Entretien avec Sofiane, Tunis, été 2010.

¹⁷¹ Les « clans » désignent la famille et la belle famille du président Ben Ali ainsi que les personnalités influentes qui profitaient de leurs relations de parenté avec le couple présidentiels pour s'imposer en tant qu'intermédiaires incontournables dans les opérations illicites de dédouanement, le transit et de transfert de fonds.

pouvoir et qui jouent de leur proximité au sommet de l'Etat pour se procurer de nouvelles sources d'accumulation. Ce faisant, ils contribuent à l'élargissement et à l'informalisation voire la criminalisation des économies et des marchés de biens et de devises.

L'ensemble des acteurs de commerce transnational s'insèrent dans ces espaces ambigus de la globalisation dans lesquels les frontières entre les sphères sont créatrices de richesses et perpétuellement négociables : entre le public et le privé, l'économique et le politique, le légal et l'illégal, le formel et l'informel. Cette globalisation se joue dans l'art de saisir les opportunités qu'offre l'imbrication des réseaux, des territoires et des échelles d'activité. Cette globalisation est faite de fausses déclarations douanières, de fausses factures, de prête-noms et d'accumulation illicite des richesses. Des opérateurs clefs de ces filières prennent en charge le convoyage des fonds, le transfert d'argent, les chambres « parallèles » de compensation. Ce faisant, ils huilent les chaînes marchandes transnationales, s'assurent des connivences des agents étatiques et mettent en place la logistique nécessaire au fonctionnement de celles-ci. Bien qu'étant sous le contrôle d'un nombre réduit d'opérateurs influents, ces filières transnationales s'élargissent englobant des acteurs appartenant à des sphères différentes : financières, économiques, bancaires. La course à la richesse a trait à la capacité de ces acteurs à agréger ces mondes distincts et à exploiter les différentiels territoriaux, réglementaires et économiques en garantissant une mobilité fluide des personnes, des marchandises et des capitaux dans l'espace transnational. Ces activités économiques transnationales méritent donc d'être analysées à la lumière des transformations de l'économie politique chinoise qui ont participé à l'émergence de la « voie » en tant que modalité d'insertion de la Tunisie dans la globalisation.

2) Thermidor chinois et logique néolibérale.

Françoise Mengin a montré que la formule de réunification de l'espace chinois « un pays, deux systèmes » destinée à Taiwan, Hong Kong et Macao s'est d'abord manifestée sur le continent au cours des années 1980 à travers la formation de ZES auxquelles se sont ajoutées quatorze ports ouverts¹⁷². Ces zones économiques s'inscrivent dans une stratégie post-développementaliste ; elle résulte d'une logique néolibérale qui ne considère pas le

¹⁷² Françoise Mengin, *Trajectoires chinoises, Taiwan, Hong Kong et Pékin*, Paris, éditions Karthala, 1998.

territoire national comme un espace homogène créant de fait des zones cloisonnées et une différenciation de la population en fonction du rattachement au flux et aux marchés de la globalisation¹⁷³. Cette stratégie de fragmentation du territoire et de différenciation de la main d'œuvre à travers les permis de travail et de résidence a rencontré une dynamique de délocalisation de nombreuses firmes taïwanaises et hongkongaises confrontées à la rareté et au renchérissement du coût de la main d'œuvre. La montée en puissance de la Chine dans les marchés de la globalisation est ainsi le produit contingent d'initiatives privées, de politiques publiques qui voient dans l'économie un moyen de réaliser l'unité de la nation et de dynamiques de transnationalisation de l'économie dictées par une nouvelle division internationale du travail¹⁷⁴.

En complément de cette analyse globale et en se concentrant sur la trajectoire chinoise à la lumière des transformations de l'avènement de l'économie de marché, Jean Louis Rocca insiste sur le fait que la marchandisation du travail, de la terre et de l'argent, la segmentation de la population et la mobilité autant physique que sociale des individus ont changé la manière dont les autorités publiques abordent leur mission. « Au contraire de la décennie précédente, les années 1990 ne constitue pas un 'moment machiavélien' dans lequel la scène est occupée par des interrogations sur le fondement de la communauté politique, du 'vivre – ensemble des hommes'. Le temps est à l'administration du domestique, la prospérité économique, le traitement social, la gestion de la population »¹⁷⁵. L'affirmation du souci du social que véhicule la rhétorique du « socialisme de marché » est allée de pair avec la tendance des élites à s'adapter aux exigences de la libéralisation économique et à réinventer les modes de gouvernement à la lumière des nécessités de l'insertion dans la globalisation (mise au travail de la main d'œuvre, segmentation de la population, fragmentation du territoire).

¹⁷³ Aihwa Ong, *Neoliberalism as exception, mutations in citizenship and sovereignty*, Duke University Press, 2006.

¹⁷⁴ Françoise Mengin, « Taiwanese Politics and the Chinese Market: Business's Part in the Formation of a State, or the Border as a Stake of Negotiations » in Françoise Mengin and Jean Louis Rocca (eds.), *Politics in China. Moving Frontiers*, Palgrave MacMillan, 2002, p232-258.

¹⁷⁵ Jean Louis Rocca, *La condition chinoise : capitalisme, mise au travail et résistances dans la Chine des réformes*, Paris, éditions Karthala, 2006, p.16.

Reprenant la problématisation évoquée plus haut et proposée par Jean François Bayart, Jean Louis Rocca parle ainsi de la consolidation d'un « moment thermidorien » pour analyser la coexistence de dispositifs de protection sociale et d'administration d'une population dont l'Etat entend valoriser la puissance avec la course à la richesse et le contrôle des mécanismes d'accumulation par la classe dirigeante¹⁷⁶. Une classe cimentée par les liens d'amitiés et d'alliance qui structurent ces réseaux sociaux (*guanxi*) et qui utilise l'Etat à son profit. Cette classe a, en effet, profité de la privatisation des entreprises publiques et des opportunités d'accumulation créées par le passage à l'économie de marché¹⁷⁷. Dans ces conditions, le contrôle des flux de la globalisation constitue une modalité centrale d'accumulation. Les sorties illégales de capitaux affectant les réserves de change et qui se font notamment par le biais de la sous-facturation des exportations constituent un mécanisme fondamental de fonctionnement des filières marchandes transnationales et d'enrichissement des élites¹⁷⁸. La différence qui est camouflée par des opérations de falsification de facturation est généralement payée sur un compte à l'étranger notamment à Dubaï où plus de 6500 entreprises chinoises y ont ouvert des bureaux.

En effet, les paradis fiscaux, Dubaï à leur tête, constituent à un rouage essentiel des mécanismes financiers du commerce extérieur chinois. Outre les qualités logistiques et stratégiques que ses infrastructures portuaires mettent à disposition des opérateurs, la « cité-entrepôt » s'est imposée en tant que centre financier incontournable sur cette « route globale » reliant l'Afrique à l'Asie¹⁷⁹. Directement relié à Hong Kong, principal port *via* lequel s'effectue l'essentiel des opérations de réexportations chinoises, Dubaï présente plusieurs avantages au regard de la qualité de l'entreposage, du transit, du transbordement qu'assurent ses infrastructures portuaires mais aussi les facilités qu'offre son secteur bancaire et financier.

¹⁷⁶ Jean Louis Rocca, « Thermidor au service de la révolution nationale... », art.cit.

¹⁷⁷ Antoine Kernen, *La Chine vers l'économie de marché. Les privatisations à Shenyang*, Paris, Karthala, 2004.

¹⁷⁸ Françoise Lemoine, *L'économie de la Chine*, Paris, La Découverte, collection Repères, 2006. Ces sorties de capitaux ont atteint un maximum en 1997-1998 au moment de la crise financière asiatique. Depuis 2002, les anticipations de réévaluation du yuan ont entraîné des entrées massives de capitaux contribuant ainsi à l'augmentation des réserves de change. Il n'en demeure pas moins que les sorties de capitaux, difficiles à évaluer, demeurent également très massives.

¹⁷⁹ Roland Marchal, « Dubaï : le développement d'une cité-entrepôt dans le Golfe », *Les études du CERI*, n°28, juin 1997.

Ce dernier permet en effet aux importateurs de cacher leurs marges, de réduire les frais de transport, d'assurance et de dédouanement en modifiant la différence entre les prix de revient et les prix affichés. La « facturation créative » qui constitue une des modalités les plus utilisées par les opérateurs tunisiens et libyens permet justement de dissimuler les profits des acheteurs comme des vendeurs¹⁸⁰. L'ouverture de lettres de crédit dans les institutions bancaires de Dubaï permet d'opacifier les transactions, de blanchir certains profits et d'en cacher d'autres. Les compensations *via* des fonds transférés en liquide et introduits en toute légalité dans l'Émirat permettent ainsi de détourner les règles financières du commerce transnational, de passer outre certains interdits et de contourner les contrôles étatiques¹⁸¹. Le détour par Dubaï participe au brouillage des frontières entre le licite et l'illicite autorisant dès lors l'emboîtement de sphères qui sont *a priori* distinctes ce dont beaucoup d'études ont d'ores et déjà montré l'inanité¹⁸². Grâce à son marché parallèle de change assurant, d'une part, la convertibilité des monnaies locales entre elles et, d'autre part, la collecte des devises nécessaires au financement des opérations d'importation par les opérateurs économiques, Ben Guerdane s'est imposée au cœur d'un processus d'insertion dans la globalisation.

Il est *a priori* peu évident de démêler les liens entre ces trajectoires qui s'articulent dans la globalisation néolibérale. Michel Péraldi propose d'y voir la formation d'un « capitalisme des parias »¹⁸³ dans lequel s'imbriquent des stratégies d'accumulation des nouveaux aventuriers de la globalisation dans des relations aux marges de la légalité au gré des circonstances et des opportunités suscitées par les différentiels et les frontières. Si les « cabas » auraient surtout répondu à une demande locale de fringues, de produits de luxe, de « bijoux », de produits de beauté ou de petits appareils électroménagers, les « containers » auraient assuré une massification, une densification des biens d'équipement : électronique, électroménager, des chaînes hi-fi, des téléphones portables, des récepteurs numériques...et

¹⁸⁰ Sur la « facturation créative » à Hong Kong, François Gipouloux, *La méditerranée asiatique. Villes portuaires et réseaux marchands en Chine, au Japon et en Asie du Sud-est, XVI^e - XXI^e siècle*, Paris, éditions CNRS, 2009, p279 et suiv.

¹⁸¹ Roland Marchal, « Mille trafics. Dubaï entre Afrique et Asie centrale », in R. Marchal (dir.), *Dubaï, cité globale*, Paris, éditions CNRS, 2001, pp. 85-110.

¹⁸² Voir notamment Béatrice Hibou, *L'Afrique est-elle protectionniste ?...op.cit.*

¹⁸³ Concept de Max Weber cité par Michel Péraldi, « Aventuriers du nouveau capitalisme marchand. Essai d'anthropologie de l'éthique mercantile », in Jean François Bayart et Fariba Adelhah (dir.), *Voyages du développement...op.cit.*, p. 65.

une institutionnalisation des filières¹⁸⁴. Je n'adhère pas à cette approche. Les développements précédents suggèrent, d'abord, que réduire ces dynamiques transnationales illicites aux fourmillements des « petits » et des « parias » exclusivement occulte la participation massive des acteurs économiques dominants de dans ces circuits de l'illicite à l'instar des entreprises, des banques, des sociétés d'import-export et des élites politiques et sécuritaires. Ensuite, cette focalisation sur les « parias » légitime une vision dualiste de la globalisation entre des circuits formels et des filières informelles et les dynamiques d'hybridation qui font en sorte que les Etats tolèrent voire profitent des activités illicites. En cela, Ben Guerdane n'est pas une exception au Maghreb comme le montre l'exemple de Nador au Maroc haut lieu de contrebande et de blanchiment de l'argent du trafic de drogues¹⁸⁵. Enfin, en se concentrant sur les « parias », acteurs opérant aux marges et suivant une logique de coups, on néglige le rôle central que jouent les intermédiaires dans l'enchâssement des multiples logiques des différents acteurs. L'exemple des intermédiaires installés dans les comptoirs chinois et les bureaux de transferts illicites de fonds reflètent les passerelles qui existent entre ces échelles d'activités. En outre, la figure de Sofiane jeune entreprenant qui est passé du monde des « cabas » à celui des « containers » à la faveur de rencontres et de l'extension de son réseau de connaissance renvoie à l'émergence d'acteurs qui déploient leurs actions entre « cabas » et « containers » selon une logique fluide de course à l'accumulation au gré des opportunités¹⁸⁶.

C - Les dimensions financières et cambiales de la globalisation.

La dimension financière et cambiale de la « globalisation » est fondamentale dans le fonctionnement d'*el khat*. Elle dépend des actions de nombreux acteurs appartenant à des sphères différentes : banquiers, cambistes, importateurs, acteurs étatiques. Elle renvoie à l'interdépendance des stratégies de ces derniers et à la complexité des enjeux dans une économie globalisée innervée de pratiques illégales. En tant que site de course à l'accumulation articulant des dynamiques locales au marché de la globalisation, *el khat* a

¹⁸⁴ Michel Péraldi, *Cabas et containers...op.cit.*

¹⁸⁵ David McMurray, *In and out of Morocco: Smuggling and migration in a frontier boomtown*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 2000.

¹⁸⁶ Béatrice Hibou, « Economic crime and neo-liberal modes of government: the example of the Mediterranean », *Journal of Social History*, January 2012, vol. 45, n° 3, pp. 642-660.

agrégé des dimensions qui ont trait aussi bien à l'émigration qu'à l'internationalisation des économies. En effet, le fonctionnement de la « voie » dépend dans une large mesure de la capacité des cambistes à drainer des devises pour financer les opérations d'importation et d'approvisionnement illicite de l'économie tunisienne. De fait, les cambistes ont œuvré à collecter la manne considérable que représente les remises des immigrés tunisiens en Europe notamment ceux originaires des régions méridionales en proposant des taux de change constamment avantageux en comparaison avec ceux pratiqués par le secteur bancaire. Les entrepreneurs tunisiens en Europe rapatrient en effet des sommes considérables au pays qu'ils se pressent de convertir et de placer dans des comptes en banques ou investir dans l'immobilier. Une grande partie des entrepreneurs émigrés (des restaurateurs, des boulangers, pâtisseries, propriétaires de photocopieuses et de services informatiques, de taxiphones, des commerçants dans les produits ethniques tels qu'on en voit sur les marchés de Belleville par exemple) optent pour ce type de transferts d'argent d'autant plus que les autorités tunisiennes font preuve de beaucoup de tolérance lorsqu'il s'agit de l'entrée de liquidités en devises. Ces transferts de fonds procèdent en grande partie de stratégies de fraude fiscale de ces opérateurs dont les recettes et les transactions se font essentiellement en argent liquide leur facilitant de fait ce genre de montage. Les sommes envoyées seront ainsi investies dans des projets économiques, particulièrement dans l'acquisition de biens immobiliers¹⁸⁷.

1) Les techniques financières de la globalisation par le « bas ».

Plusieurs modalités de transfert d'argent vers Ben Guerdane se sont développées. Ils s'appuient principalement sur des dispositifs légaux détournés : ainsi en est-il des mécanismes de compensation qui permettent aux importateurs de bénéficier des remises des émigrés tunisiens pour acheter des marchandises à l'étranger tout en payant les destinataires en dinar tunisien. Ils reposent également sur des modalités illégales de transfert d'argent telles que les *Hawala* à l'instar de celles mises en place par les communautés indopakistanaïses ou somaliennes¹⁸⁸. Succinctement, il s'agit de déposer des fonds à un endroit en Europe et les

¹⁸⁷ Entretiens avec des commerçants de la communauté tunisienne installée en France, Paris, mars 2009.

¹⁸⁸ Roland Marchal, « Illégalisme monétaire en guerre civile. Le cas de la Somalie », in Jean Louis Briquet et Gilles Favarel-Garrigues (dir.), *Milieus criminels et pouvoir politique. Les ressorts illicites de l'Etat*, Paris, éditions Karthala, 2008, pp.283-316.

récupérer ailleurs (en l'occurrence en Tunisie) grâce aux mécanismes de compensation adossés aux liens communautaires dans certaines régions, en l'occurrence dans les régions méridionales de Djerba, Ghomrassen, Médenine et Zarzis¹⁸⁹. Des canaux de collecte de devises ont de fait été activés dans tout le pays drainant les remises des émigrés des grandes villes du pays. Il est difficile de procéder à une estimation de la proportion des remises transitant par ces canaux informels y compris ceux impliquant la communauté tunisienne en France qui représente la plus grande de la diaspora. La sophistication de ces canaux « parallèles » de transfert de fonds a largement suivi l'essor et l'extension des routes commerçantes transnationales et l'intensification des importations de marchandises asiatiques bon marché. Mes interlocuteurs m'ont fait remarquer que le moyen de transfert prisé par les primo-migrants a été les mandats postaux. L'essor des filières marchandes transnationales, la transnationalisation des relations familiales et l'importance croissante des ressources financières en circulation qu'il s'agisse des remises des migrants ou des fonds des entrepreneurs tunisiens installés en Europe ont participé à l'organisation des canaux « parallèles » de transfert de fonds¹⁹⁰.

Les importateurs optent souvent pour ces canaux illicites de transfert de fonds d'une part pour contourner les restrictions de change et d'autre part pour alléger les droits de douane, les frais d'assurance et toutes sortes d'impôts et de prélèvements. Ainsi, un importateur tunisien X peut convenir avec un fournisseur chinois ou asiatique Y de payer une partie du montant de l'opération d'importation en argent liquide qui sera transféré généralement de Ben Guerdane jusqu'à Dubaï. Schématiquement, l'opération se déroule comme suit : admettons que la transaction porte sur 1000 dollars. L'importateur dépose à Ben Guerdane la moitié du montant, soit l'équivalent de 500 dollars en dinars tunisiens. Les cambistes se chargeront de convertir ces fonds du dinar au dollar et les transférer vers Dubaï directement ou en passant par des opérateurs de Tripoli. Ces liquidités envoyées par l'importateur X constituent une sorte d'avance nécessaire pour mettre en place les mécanismes de « facturation créative » précédemment évoquée c'est-à-dire l'inscription sur les différents documents et contrats des prix de facturation largement inférieurs au prix réel. Outre la réduction des coûts de transport ou d'assurance, cette technique offre aux partenaires

¹⁸⁹ Entretiens, Paris, mars 2009 ; Zarzis, Ben Guerdane, printemps 2008, été 2008, 2009.

¹⁹⁰ Entretiens, Paris, Zarzis, été 2008, 2009.

la possibilité de bénéficier de défiscalisation tout le long du cycle marchand (approvisionnement, transbordement et écoulement) grâce à un maquillage des comptes et des documents comptables, et ce faisant de dissimuler les profits. En outre, l'avantage de cette finance « parallèle » est d'offrir la possibilité de transfert de fonds sans que l'argent ne voyage forcément. Car en réalité, il s'agit de canaux composés d'opérateurs éparpillés dans plusieurs pays qui procèdent à une compensation périodique : trimestrielle, semestrielle voire annuelle. La deuxième moitié du montant de la transaction, soit les 500 dollars restant, peut être payée de plusieurs façons. La première consiste en un virement bancaire au profit de l'intermédiaire libyen sur un compte en Tunisie ou bien en argent liquide ce qui suppose dans ce cas la conversion des dinars tunisiens en monnaie libyenne. La deuxième en revanche consiste à ouvrir une lettre de crédit notamment lorsque les marchandises arrivent directement dans les ports tunisiens. Il arrive que ces lettres de crédit ne soient pas présentées au paiement, ce qui devait *a priori* alerter les autorités monétaires. Lorsque l'encaissement de lettres de crédits arrivées à échéance n'a pas lieu *via* les canaux bancaires cela suppose implicitement qu'il s'est déroulé selon des modalités « parallèles » en mobilisant des connivences au niveau du secteur bancaire. La réflexion d'un banquier est éclairante :

« La Banque centrale ainsi que les banques sont très permissives à cet égard. A partir du moment où la demande de paiement n'a pas été présentée, la BCT ne se préoccupe pas du mode de règlement ni de l'éventualité de le faire ou pas. Tout ce qui intéresse les autorités monétaires, c'est de limiter les sorties de devises même si elles savent parfaitement que les paiements ont eu lieu *via* les circuits parallèles. Personnellement, quand je vois une lettre de crédit ouverte dont le délai de paiement a été atteint et que la demande de règlement n'a pas été présentée, je sais pertinemment que l'opération a été réglée *via* les circuits parallèles. La BCT ferme les yeux car cela l'arrange. De leur côté, les douanes disent que cela n'est pas leur travail qui consiste uniquement à vérifier la conformité des marchandises aux déclarations. Dans cette situation, moi je laisse passer même si ce n'est pas normal »¹⁹¹.

Financer ces opérations d'importation de marchandises en devises suppose de la part des cambistes une grande activité doublée de beaucoup de discrétion afin de collecter les sommes exigées par les importateurs tout en évitant la hausse des cours suscitée par une augmentation de la demande sur telle ou telle monnaie ou des remous auxquels le marché est sensible. Le nombre réduit de « gros » opérateurs de change permet de contenir la circulation

¹⁹¹ Entretien avec un banquier, Ben Guerdane, été 2008.

des informations sur une hausse de la demande portant sur telle ou telle monnaie. Toutefois, les capacités financières différenciées des opérateurs les incitent à coopérer et la pression du temps contribuent à rompre le secret et font « bouger le marché ».

- « Lorsqu'un « gros » reçoit une demande portant sur des grosses sommes en dollar ou en euro, l'information reste entre lui et son bras droit qui se renseigne auprès de leurs cambistes combien ils en ont et comment peuvent-ils procéder pour avoir la somme à temps. Maintenant, c'est vrai que parmi les « gros », on sait qu'ils n'ont pas tous les mêmes capacités. On sait par exemple que beaucoup peuvent assurer des sommes entre 100 000 et 200 000 dollars ou euros, plus rares ceux qui sont susceptibles de collecter entre 300 000 et 400 000 en quelques jours et il n'y a que deux qui sont capables de répondre aux grandes commandes de plus de 500 000. Donc, on sait à qui s'adresser en fonction des volumes. Les accords sont conclus sur tel cours à tel moment ».

- *Et concrètement, comment se fait la collecte ?*

- « Le bras droit mobilise ses cambistes qui se mettent à retirer progressivement du marché les liquidités dont ils ont besoin pour ne pas augmenter brusquement les taux. L'essentiel est de faire cela en toute discrétion. Mais il arrive que les sommes collectées soient insuffisantes et que le temps presse. À ce moment-là, ils se retournent vers les concurrents pour acheter auprès d'eux ce qui leur manque. L'information sort et les taux grimpent forcément. Dans ce marché, tout le monde sait que les affaires se font tous les jours à 10h et à 17h. Les cours sont fixés à ces heures et s'il y a une demande, les cours vont monter. Après, en recoupant les infos c'est facile de deviner qui demande telle ou telle somme »¹⁹².

Le fonctionnement du marché parallèle de change privilégie donc le secret et la discrétion sur la publicité et le dévoilement. La primauté du secret ressortit de la logique de « coup » en œuvre dans l'économie de « voie » et des frontières. Réussir son « coup » revient à conjurer une hausse des cours lorsqu'il s'agit de collecter les devises. D'où l'utilité de retirer progressivement les capitaux afin de ne pas créer un appel d'air qui augmenterait les cours et réduirait les profits. D'autant plus que beaucoup de détenteurs de capitaux en devises guettent les mouvements à la hausse des cours de change. C'est le cas notamment des émigrés qui tentent souvent de saisir ces opportunités. Les cambistes quadrillent géographiquement le territoire et procèdent à la collecte des devises lorsqu'ils reçoivent des ordres. Les cours (dinar/euro) sont fixés quotidiennement par les opérateurs hégémoniques en fonction du taux de change euro/dollar à Dubaï. Les coups de fils ainsi que les informations sur les chaînes de télé économiques sont des moyens très utilisés par les « gros » opérateurs dans la fixation des

¹⁹² Entretien avec un cambiste, Ben Guerdane, été 2009.

cours de change qui seront appliqués par tous les cambistes de la région de Ben Guerdane. Plus encore, le cours de change DT/DL est branché sur le taux de change euro/dollar à Dubaï. En effet, les importateurs libyens désireux d'avoir des dollars ou des euros envoient des dinars libyens à Ben Guerdane qui seront convertis en dinars tunisiens préalablement à leur conversion en euros. De sorte qu'en ce qui concerne les « gros » importateurs s'échangeant des dinars libyens ou tunisiens sur le marché de Ben Guerdane, la relation entre ces deux monnaies est plus ou moins factice étant donné que ce que cherchent *in fine* ces acteurs, ce sont essentiellement un accès à l'euro. Or, la rentabilité de ces opérations de change et le système d'échange et de compensation dépendent largement des cours à Dubaï vers laquelle convergent ces flux financiers. Ces cours sont assujettis essentiellement au prix du pétrole, à la demande sur telle ou telle monnaie et sur les anticipations de l'évolution de celle-ci. De par sa centralité dans ces réseaux de la globalisation, Dubaï incarne une plaque tournante influant sur les cours en Afrique du Nord en l'occurrence au marché parallèle de Ben Guerdane et plus globalement sur les dynamiques entre les monnaies régionales.

L'organisation de ces chaînes financières « parallèles » reliant l'Afrique du Nord à l'Asie du sud *via* Dubaï ne s'est pas limitée aux échanges de devises et aux transferts de fonds. Les acteurs ont mis en place des mécanismes de compensation sophistiqués impliquant à la fois les devises, l'or et les marchandises. De sorte que l'activité des cambistes de Ben Guerdane s'étend pour couvrir le change « parallèle » mais aussi le négoce du métal précieux, la mise en œuvre de mécanismes de règlement entre opérateurs différents et la prise en charge du convoyage des fonds et de l'or de part et d'autre de la frontière. La multiplication des intermédiaires offre des possibilités de compensation et d'exploitation des différentiels de législation et d'imposition. De sorte que tout en répondant à une demande sur l'or en provenance de Libye ou d'ailleurs, les opérateurs tunisiens utilisent ce matériel précieux en tant que moyen de paiement. Le schéma de cette chaîne m'a été décrit comme suit :

« Considérons un importateur tunisien X et son fournisseur Y à Dubaï. Entre les deux, on va trouver le cambiste de Ben Guerdane Z. X va payer sa marchandise en devises normalement. Or Z a un partenaire libyen W qui demande de l'or. Donc, il va se mettre à acheter de l'or de chez tous les bijoutiers. Z va envoyer l'or son partenaire W qui le gardera s'il en a besoin et payera le fournisseur Y de Dubaï en devises. Ou bien si les gens de Dubaï sont demandeurs, l'or sera envoyé là-bas. Le cambiste Z est tout simplement un intermédiaire dans ce montage et il prélèvera sa

commission. En gros si on regarde ce qui s'est passé, X a reçu sa marchandise, Y a reçu son argent et l'intermédiaire libyen W a reçu son or »¹⁹³.

En réalité, les cambistes sont des acteurs majeurs du marché « parallèle » de l'or qui s'est développé depuis une dizaine d'années à la faveur de la hausse du cours du métal précieux à la suite de l'augmentation de la demande mondiale et des restrictions imposées par les pouvoirs publics tunisien au commerce et à la circulation de l'or. En effet, le cours de l'or a quadruplé en l'espace d'une décennie en grimpant de 300 dollars l'once en 2000 pour dépasser la barre des 1200 dollars en 2010¹⁹⁴. Si cette évolution des cours a profité à beaucoup d'acteurs sur le marché mondial, elle a été extrêmement préjudiciable pour la majorité des orfèvres tunisiens qui ont subi les contrecoups de la chute de la demande sur le marché local et des restrictions aux importations mises en œuvre par les pouvoirs publics. Rien que sur le premier semestre 2010, le prix d'un gramme d'or sur le marché tunisien est passé de 47 DT à 60 DT en juin 2010¹⁹⁵. Plus encore, devant la dégradation de leurs pouvoirs d'achat et de leurs conditions d'existence matérielles, des milliers de ménages se séparent de l'or qu'ils ont hérité ou acquis¹⁹⁶. Les bijoux et les ornements en or disponibles en Tunisie sont de deux sortes : soit ils sont fabriqués à partir d'or acquis auprès des autorités légales portant de fait un sceau authentifiant son origine et sa valeur, soit il s'agit de bijoux fabriqués à l'étranger et mis en circulation aussi bien par les émigrés que les trafiquants et les commerçants à la valise qui les ramènent d'Istanbul ou de Damas. La première catégorie est communément désignée par *matbou'* peut faire l'objet de transaction sur le marché local tandis que la seconde catégorie désignée par *el mkasser* renvoie à l'or qui ne remplit pas les

¹⁹³ Entretien avec un banquier, Ben Guerdane, été 2009.

¹⁹⁴ En juin 2010, le cours de l'once (31,13g) a atteint 1240 dollars.

¹⁹⁵ C'est le prix d'un gramme d'or (24 carats). Cette tendance a été générale puisque le prix de l'or (18 carats) est passé sur la même période de 39 DT à 55 DT en juin 2010. Cette évolution confirme la tendance longue sur le marché puisque le prix de 200 g a grimpé de 7155 DT en 2008 à 9495 DT en 2010. Voir différentes sources journalistiques. Entre autres, le journal arabophone *Assabah Alousbouï* du 28 juin 2010.

¹⁹⁶ Le vice-président de la chambre régionale des artisans de l'or interviewé par le journal *Assabah Alousbouï* mentionne ainsi que le nombre de personnes se présentant auprès des bijoutiers pour vendre leur or est passé de 50 personnes à 100 personnes par jour rien que dans la capitale Tunis entre avril et juin 2010.

conditions d'authentification légale et de fait ne peut faire l'objet d'hypothèque auprès des recettes de finance en échange de prêts.

2) Economie morale d'*el khat* : confiance et corruption.

Cette finance « parallèle » contrôlée par les cambistes de Ben Guerdane permet ainsi de fluidifier les transactions entre acteurs transnationaux en mettant en place des moyens de paiement qui répondent aux contraintes ou aux opportunités qu'offrent les contextes nationaux. Ces réseaux transnationaux jouent sur ces différentiels législatifs et fiscaux et se jouent des contraintes et des interdits par la nature des acteurs qu'ils impliquent et par l'étendue des connivences qu'ils mobilisent. Ils impliquent des acteurs qui évoluent dans une économie hybride traversée par de multiples pratiques illégales dans laquelle s'emboîtent des sphères du licite et de l'illicite et des échelles spatiales sans toutefois que les frontières ne disparaissent. C'est que les frontières sont créatrices de différentiels dont l'exploitation est au fondement de l'accumulation. Il s'agit dès lors de mettre en place des arrangements et des mécanismes susceptibles de garantir le fonctionnement d'un système d'échange en dépit des entraves.

- *Mais, comment tient ce système ?*

- « Eh bien, tout ce système est basé sur la règle des 2C : Confiance et Corruption. Généralement les opérateurs ne se connaissent pas personnellement même s'ils ont l'habitude de traiter ensemble. C'est la confiance qui permet à ces réseaux d'être efficaces. Ils ont des dates pour arrêter les positions, des canaux pour la compensation et pour les transferts de fonds. La corruption sert à huiler la machine. C'est peut être informel mais c'est très organisé »¹⁹⁷.

L'accumulation des richesses dépend ainsi de l'aptitude des acteurs à se mouvoir entre des systèmes normatifs différents, à jongler avec différentes monnaies et moyens de paiements et entre de multiples canaux de transaction à des degrés divers d'illégalité et d'officiosité. Ces montages financiers construits autour de diverses modalités de compensation créent des complémentarités entre contextes nationaux différents et variés et réduisent les aléas des conjonctures monétaires en jouant sur les opportunités que suscitent l'association or-devises. En ce sens, le cycle de l'or est révélateur de la manière dont se créent

¹⁹⁷ Entretien avec un banquier, Ben Guerdane, printemps 2008.

les profits dans une économie globalisée. Collecté en Tunisie en tant que moyen de paiement illicite d'importations frauduleuses, il est envoyé à Dubaï où il approvisionnera le marché de l'or de l'Emirat du Golfe avant de revenir au Maghreb *via* les filières libyennes ou stambouliotes pour être revendu dans les différents pays du Maghreb en tant qu'accessoire de beauté lors de la saison des mariages. La particularité de ce métal est qu'il permet d'entretenir les flux transfrontaliers de marchandises dans un contexte de tension sur le marché de devises en élargissant le panel et l'éventail des modes de paiement et de règlement. Ces mécanismes financiers et cambiaires se sont formés dans l'enchâssement des actions des acteurs subalternes et de leur course à la survie avec d'une part les stratégies d'accumulation prédatrice des acteurs étatiques et d'autre part la course aux profits d'acteurs économiques établis des économies de la région. Cette dimension financière et cambiaire de la globalisation est le résultat d'intérêts et de chaînes d'interdépendances qui se sont emboîtées par un jeu d'échelle rattachant d'une façon fluide des dynamiques différentes.

En réalité, la question de la confiance est fondamentale dans le déploiement des filières transnationales. Leur fonctionnement renferme une grande part d'incertitude qu'il s'agit d'appriivoiser de manière à garantir une stabilité des transactions engageant des intervenants qui ne se connaissent pas personnellement. Certains acteurs peuvent se montrer imprévisibles voire peu fiables et remettre en cause le fonctionnement des filières suspendant la circulation des fonds et des flux. La confiance que mon interlocuteur évoquait renvoie surtout à une « confiance assurée » qui repose pour les acteurs économiques et financiers sur « la capacité d'imposer des sanctions et sur le fait de savoir que le partenaire d'interaction sait aussi quelle sanction lui sera infligée s'il ne respecte pas les termes de l'accord »¹⁹⁸. Autrement dit, la confiance suppose une capacité à imposer des sanctions en cas de défaillance du partenaire. Le récit sur les déboires d'un cambiste qui a profité de la complexité du système de compensation entre membres du réseau pour détourner deux millions de dinars et quitter le « milieu » afin de profiter tranquillement de son argent reflète, en réalité, un discours sur les représailles auxquelles sont soumis les acteurs et qui participent à un pouvoir de dissuasion. L'arnaque découverte, ce cambiste s'est retrouvé au centre de plusieurs enquêtes judiciaires pour fraude à la législation de change, sortie illicite de capitaux et d'autres chefs d'inculpation

¹⁹⁸ Adam Seligman, « Complexité du rôle, risque et émergence de la confiance », *Réseaux*, n° 108, 2001, pp. 37-61, p. 39.

qui ont trait au droit commun et qui l'ont définitivement ruiné¹⁹⁹. Cette histoire suggère la mobilisation de l'appareil judiciaire et policier de l'Etat pour garantir la confiance entre opérateurs. Si dans d'autres contextes, les « entreprises de violence »²⁰⁰ se sont chargées de sécuriser les droits de propriété, l'Etat a été dans le cas tunisien, un acteur central dans la sécurisation des transactions. Dans ce cas, la corruption porte autant sur la « couverture » des activités que sur la protection des fortunes²⁰¹. Confiance et Corruption sont indissociables et sont inhérentes à un processus de formation de la valeur dans lequel se déploient des jeux de pouvoir.

¹⁹⁹ Entretiens, Ben Guerdane, été 2009.

²⁰⁰ Vadim Volkov, *Violent Entrepreneurs. The Use of Force in the Making of Russian Capitalism*, Ithaca, Cornell University Press, 2002.

²⁰¹ Voir les analyses sur le cas russe de Gilles Favarel Garrigues, « Violence mafieuse et pouvoir politique en Russie », in Jean Louis Briquet et Gilles Favarel Garrigues (dir.), *Milieus criminels et pouvoir politique...op.cit.*, pp. 187-218.

Chapitre III – Le « domaine du *beylik* ». Imaginaire de la course à *el khobza* à l'ombre de l'Etat.

Dans une étude sur le désengagement de l'Etat qui a accompagné la mise en place de la politique d'ajustement structurel, Michel Camau avait pointé la prégnance de la représentation de l'Etat en tant que référent de la puissance vers laquelle se dirigent les revendications et les demandes sociales. « *Tarajji ya dawla* » (l'Espérance est un Etat) fût le titre de cette étude²⁰². La représentation de l'Etat dans l'imaginaire des Tunisiens comme référent de la domination et de la force a persisté malgré l'effritement de ses capacités de redistribution, la fin de l'Etat employeur et l'exercice coercitif du pouvoir qui a marqué ses rapports avec la société au tournant des années 1980 et qui s'est particulièrement manifesté dans la répression sanglante des « émeutes du pain » en janvier 1984²⁰³. Longtemps après les émeutes du pain, les aficionados de l'Espérance sportive de Tunis n'hésitaient pas à tancer les supporters d'en face en les qualifiant de « *khobzetna* » (notre pain). Scandé chaque dimanche dans les enceintes sportives tunisiennes depuis les années 1960 cet hymne a marqué des générations entières de supporters qui se le sont appropriés pour glorifier leurs équipes favorites en l'assimilant à l'Etat et leurs adversaires à *el khobza*²⁰⁴. Cette association de l'Etat et d'*el khobza* n'est pas sans significations. C'est que, dans l'imaginaire populaire, *el khobza* est la chose du souverain, celle du bey: il la distribue à ses clients, ses obligés et ses sujets obéissants et il en prive ceux qu'il veut écraser, dominer et contraindre. Dans l'imaginaire des Tunisiens, en sport comme en politique, dominer c'est disposer d'*el khobza* de l'autre et en faire sa chose.

²⁰² Michel Camau, « '*Tarajji ya dawla*' ou la force et l'espérance, propos sur le désengagement de l'Etat en Tunisie », *Bulletin de C.E.D.E.J.*, n°23, 1988, pp.81-102.

²⁰³ Olfa Lamoulou, « Janvier 84 en Tunisie ou le symbole d'une transition », in Didier Le Saout et Marguerite Rollinde, (éd.), *Emeutes et mouvements sociaux au Maghreb. Perspective comparée*, Paris, éditions Karthala, 1999, p.231-242 ; Marguerite Rollinde, « Les émeutes en Tunisie : un défi à l'Etat ? », in Didier Le Saout et Marguerite Rollinde (dir.), *Emeutes et mouvements sociaux au Maghreb...op.cit.*, p.111-126.

²⁰⁴ Ces chants ont marqué la jeunesse de toute la génération qui a grandi dans la Tunisie post-ajustement structurel.

Cet imaginaire, je me propose de le désigner en référence à l'expression populaire tunisienne, par *Rizk el beylik* ou le « domaine du *beylik* ».

Le « domaine du *beylik* » est celui de l'arbitraire. Mohamed Hédi Chérif avait montré qu'il n'existait pas de distinction entre la propriété du bey (le souverain) et celle du *beylik* (la Régence ou l'Etat). Michel Camau, de son côté, a relevé qu'« en dépit de sa centralisation, d'une bureaucratie et d'une armée bien réelles, le *beylik* est loin de correspondre à la constitution d'intérêts publics. Il se confondait avec la 'maison' du bey et ne recouvrait pas une hiérarchie dissociée des hiérarchies sociales »²⁰⁵. Pour autant, mon propos n'est pas de savoir si le bey était propriétaire de la Régence. Paul Veyne a montré l'inanité d'une telle approche patrimonialiste lui préférant une analyse des rapports de force au fondement de l'exercice du pouvoir dans l'Empire romain²⁰⁶. Outre ces propres domaines sur lesquels il exerçait une pleine propriété, puisqu'il pouvait les exploiter, les octroyer en privilèges à ses proches ou ses courtisans, le bey possédait des domaines occupés par des paysans qui les exploitaient en son nom contre le versement d'un « cens » en argent ou d'une partie de la récolte collectée par le procureur du domaine (*lazzam*)²⁰⁷. L'affermage, mode de gestion privilégié des domaines du bey, s'est progressivement imposé au cours du XVIII^{ème} siècle comme la principale forme d'exploitation et d'administration de la Régence puisqu'il a été étendu aux caïdats par le truchement des *caïds-lazzam* chargés d'administrer les régions et d'assurer des rentrées financières au *beylik* en se chargeant du recouvrement des charges fiscales²⁰⁸. L'ambiguïté s'étend au trésor public qui est dirigé par le souverain comme s'il s'agissait de ses propres deniers. A cet égard, l'expression « domaine du *beylik* » (*Rizk el beylik*) désigne « les coffres du *beylik* » qui se cofondaient avec le trésor public susceptible d'être utilisé par le souverain à ses fins privées. Dès lors, frauder, s'extraire à l'impôt, cacher des produits agricoles ou détourner de l'argent destiné au trésor public revient à voler le

²⁰⁵ Michel Camau, « Politique dans le passé, politique aujourd'hui au Maghreb », in Jean François Bayart (dir.), *La greffe de l'Etat*, Paris, Karthala, 1996, pp.63-93.p. 68.

²⁰⁶ Sur cette question, Paul Veyne, *Le pain et le cirque. Sociologie historique d'un pluralisme politique*, Paris, Seuil, 1976, p 534 et suiv.

²⁰⁷ Mohamed Hédi Chérif, « Fermage (*lizma*) et fermiers d'impôts (*lazzam*) dans la Tunisie des XVII et XVIII^e siècles », in « Etat et pouvoirs en Méditerranée », *Les Cahiers de la Méditerranée*, Université de Nice, Nice 1989, pp.19-29.

²⁰⁸ Mohamed-Hédi Chérif, *Pouvoir et société dans la Tunisie de H'ussayn Bin Ali (1705-1740)*, vol.2, Tunis, Publications de l'Université de Tunis, 1986

souverain qui peut activer la loi à tout moment pour revendiquer son droit à une partie de la richesse créée ou produite par ses sujets.

Le « domaine du *beylik* » est celui de la violence et de la vulnérabilité. Les Tunisiens avaient l'habitude d'évoquer Ben Ali dans les conversations publiques avec un ton respectueux voire révérencieux en le désignant par le terme *el maa'lem* c'est-à-dire le « patron » ou le « boss » et l'idée que la subsistance, la préservation et la reproduction des fortunes comme soumises au bon vouloir du souverain a toujours été prégnante. Le bey était capable d'affamer les tribus frondeuses en leur interdisant le commerce, et l'accès aux souks de la Régence, de condamner à la faillite et de s'approprier les fortunes de ses sujets fortunés qui avaient des velléités de désobéissance ou qui rechignaient à se mettre à son service. En revanche, en octroyant des affermage, des monopoles sur le commerce extérieur, des crédits et des concessions, le souverain permettait à beaucoup de ses sujets de bâtir des fortunes sur des privilèges qu'il leur avait concédés. A cet égard, l'expression populaire « *tbilik* » utilisée jusqu'à nos jours pour désigner une personne dont les velléités de dissidence lui ont attiré les foudres du régime, renvoie, à l'origine, à une victime du beylik qui a tout perdu²⁰⁹. Dans le « domaine du *beylik* », le bey fait et défait les fortunes, c'est en ce sens que cet imaginaire politique porte moins sur le gouvernement du territoire que sur celui de la population et plus exactement de la richesse ou d'*el khobza*.

Dans son acception populaire, l'Etat renvoie aussi bien à l'agent d'autorité (policier, douanier rencontré sur la route, juge dans son tribunal, fonctionnaire au guichet) que le responsable politique (*omda*, délégué, *moa'tamad*, gouverneur) susceptible de distribuer des aides, des licences, des autorisations et des revenus mais aussi bien de les ôter. Confondre l'Etat avec ses agents dans la représentation populaire reflète la perception que les gens construisent du pouvoir à travers leurs expériences quotidiennes dans les relations personnelles et les face-à-face avec les représentants de l'Etat. De fait, l'image du bey évoquée pour désigner l'agent de la douane sur les barrages routiers érigés le long d'*el khat* n'est pas exagération ou mobilisation d'une image folklorique du pouvoir. Chaque agent étatique est un bey dont la position au sein de l'Etat est une parcelle de pouvoir qu'il rentabilise en monnayant la couverture des transgressions, la protection des « braconniers » et

²⁰⁹ Sadok Boubaker, « Négoce et enrichissement individuel à Tunis du XVIIe siècle au début du XIXe siècle », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, n°4, 2003, pp. 29-62.

en trafiquant de la puissance publique par le truchement de la distribution des avantages et des passe-droits. Ainsi, le racket, les prébendes et les faveurs s'inscrivent dans le fonctionnement de l'Etat assurant *el khobza* et la promotion sociale. Un fonctionnement particulièrement repérable dans la prégnance des *taalimat*, ces injonctions orales, dans la gestion quotidienne et ordinaire de la bureaucratie étatique et des services de sécurité frayant ainsi la voie au brouillage des frontières entre le licite et l'illicite dans un contexte où les activités économiques illégales deviennent ordinaires et parfaitement légitimes²¹⁰.

Le discours sur la course à *el khobza* le long d'*el khat* est « un langage de l'existence »²¹¹ qui véhicule une perception et un rapport à l'Etat et au pouvoir. C'est oblitérer la réalité de ce rapport et de cette perception que d'y voir quelque chose de simplement fantasmé. Ce discours permet de penser l'exercice du pouvoir, son arbitraire, sa violence et l'incertitude qu'il fait peser sur la vie quotidienne des gens ordinaires en termes d'imaginaire.

A - Imaginaire du gouvernement et d'el khobza en Tunisie.

Dans cette partie, je cherche à esquisser à partir des expériences quotidiennes de la population les contours de son imaginaire du pouvoir et d'*el khobza* ainsi qu'à démêler les significations et le sens qu'elle donne aux relations établies avec les agents étatiques à travers les pratiques frauduleuses et les prébendes qu'elles suscitent. En réalité, il est difficile d'appréhender les imaginaires sans recourir à l'histoire des représentations et des pratiques de pouvoir qui ont donné sens à l'Etat au fil du temps. En tant que représentation de la course *el khobza* à l'ombre du pouvoir, l'imaginaire du « domaine du beylik » n'a pas surgi sous le régime de Bourguiba et encore moins sous celui de Ben Ali. Il doit être perçu, en revanche, comme révélateur de manières d'être et d'agir qui ont été reformulées, réinventées au fil du temps formant des représentations qui s'empilent et se sédimentent renvoyant à la surface, tel un « magma » des « significations instituées »²¹² ; celles de l'Etat qui « demeure, en toute

²¹⁰ Sur les rapports de l'oralité et de l'écrit, voir, James Scott, *The Art of not being governed. An Anarchist History of Upland Southeast Asia*, Yale University Press, 2009, notamment le chapitre 6, « Orality, Writing, and Texts ».

²¹¹ Abdelwahab Bouhdiba, *L'imaginaire maghrébin. Etude de dix contes pour enfants*, Tunis, Cérès éditions, 1994, p.144.

²¹² Cornelius Castoriadis, *L'institution imaginaire de la société*, Paris, édition du Seuil, 1975, p.91.

circonstance, l'horizon infranchissable »²¹³ pour celui qui court derrière *el khobza*. Courir derrière *el khobza* dans l'ombre de l'Etat exprime le fait qu'à défaut de pouvoir se défaire de l'emprise du pouvoir, on cherche à le nuancer, à préserver une autonomie relative en agissant dans le sens des forces et des desseins étatiques plutôt qu'à leur encontre et à ruser dans et avec les règles de jeu instituées par l'Etat. Les héros du roman de Houcine El Oued, *Les odeurs de la cité*, l'illustrent magnifiquement. Ils tentent sans cesse de tromper l'Etat (*attah'ayyoul 'ala addawla*). Ils hument l'odeur de l'olivier, des salles des ablutions des mosquées, des tapis fabriqués à base de la Alfa des hautes steppes, des souks, des bordels et des maisons closes, à travers les époques, l'époque beylicale et coloniale d'abord, l'époque de l'Etat indépendant ensuite qui se prétendait être celui de la « joie de vivre » ou de la « joie éternelle »²¹⁴. Houcine el Oued a décrit, dans son roman, une cité peuplée de « gens qui font semblant d'adhérer et qui, au final, font ce qu'ils veulent »²¹⁵.

1) Négociation de l'allégeance sous le *beylik*.

Il existe en Tunisie une représentation générale construite autour d'un sens commun et étayée par toute une historiographie, sur la tradition de fronde et de rébellion qui perçoit les relations entre le pouvoir central et les populations des régions méridionales à l'aune des résistances et des rébellions fiscales construisant, du coup, l'image d'un sud rebelle et réfractaire au pouvoir central. Ces études ont participé à véhiculer une représentation générale d'un Etat étranger à la société renfermant les populations de l'intérieur du pays dans une dichotomie qui limite leur expression politique à « la soumission » ou à la « sédition » et occulte la place de la négociation dans l'exercice du pouvoir dans ces régions²¹⁶. Certes,

²¹³ Mamadou Diouf, « Les poissons ne peuvent pas voter un budget pour l'achat des hameçons. Espace public, corruption et constitution de l'Afrique comme objet scientifique », *Bulletin de l'Apad*, n° 23-24, 2002, p.7, disponible sur le site internet www.apad.revues.org.

²¹⁴ Le régime de Ben Ali a été célébré comme étant celui du « changement » en référence à l'éviction du président Bourguiba. Reconnaisant la grandeur de ce dernier, Ben Ali s'est inscrit dans la continuité de son héritage. Le régime de Ben Ali n'a donc pas été présenté comme celui de la rupture mais du « changement ». C'est particulièrement repérable dans les slogans mobilisés par les deux régimes : alors que sous Bourguiba, les élites au pouvoir promettaient la « joie de vivre », le régime de Ben Ali a surenchérit en promettant au peuple la « joie éternelle » (*al farah' addae'm*).

²¹⁵ Houcine El Oued, *Les odeurs de la cité [Rawa'ih' al Madina]*, Tunis, Sud éditions, 2010, p.161. [Le roman est écrit en arabe, la traduction est de moi].

²¹⁶ Sur le mythe de la distance entre l'Etat tunisien et la société, voir, pour l'histoire, Mohamed Hédi Chérif, *Pouvoir et société dans la Tunisie de H'ussayn bin' Ali (1705-1740)*, *op.cit.*, et pour la période Hamza Meddeb – « Courir ou mourir dans la Tunisie de Ben Ali » - Thèse IEP de Paris – 2012

l'histoire de ces régions méridionales a été émaillée de plusieurs épisodes de violence et de révolte. Toutefois, entériner cette perception revient à considérer que le pouvoir s'exerce d'une manière homogène sur tout le territoire, en particulier dans le cas de l'Etat beylical aux infrastructures limitées. En réalité, le régime beylical se caractérisait par le déploiement de modalités différentes d'exercice du pouvoir qui se dégradaient progressivement à partir du centre et en parcourant les régions de l'hinterland. Mohamed Hédi Chérif a montré que l'existence de deux régimes d'extraction fiscale correspondait en réalité à différentes formes d'exercice du pouvoir et suivait les zones de concentration des propriétés du bey. Dans les zones de Tunis et ses alentours, du Nord, du Cap-Bon et du Sahel dans lesquelles le bey possédait la majeure partie de ses domaines, un système de fiscalité indirect était mis en place par le truchement de l'imposition arbitraire à la ferme (*laazma*) ou l'affermage des caïdats²¹⁷. En revanche, les régions méridionales et celles des tribus étaient gouvernées sur un mode indirect, par le truchement des notables et des chefs de tribu, et étaient soumises à la *mehalla*, cette expédition militaire chargée de sillonner le pays pour collecter les impôts et affirmer l'autorité politique du bey sur ces territoires en alimentant ses caisses et en lui assurant l'exclusivité du commerce de certains produits du terroir sur lesquels il avait le monopole.

Les relations entre le pouvoir beylical et les régions méridionales n'étaient donc pas caractérisées par une opposition perpétuelle et encore moins d'un état de fronde permanente²¹⁸. Comme le disait un observateur français de l'ouest de la Tunisie, à la fin du

contemporaine, Jean Leca, « La démocratisation dans le monde arabe : incertitude, vulnérabilité et légitimité » in Ghassan Salamé (dir.), *Démocraties sans démocrates. Politiques d'ouvertures dans le monde arabe et islamique*, Paris, Fayard, 1994, pp. 35-93 et Michel Camau, « Politique dans le passé, politique aujourd'hui au Maghreb » in Jean François Bayart (dir.), *La greffe de l'État, op.cit.*, Sur cette thèse soumission/sédition, Dalenda Larguèche, *Territoires sans frontières. La contrebande et ses réseaux dans la Régence de Tunis au XIX^{ème} siècle*, Tunis, Centre de publication universitaire, 2002, qui évoque des comportements « anti-Etat » et de « non-Etat » s'inspirant relativement de thèses forgées dans le contexte marocain sur la distinction entre « *bled-al- makhzen* » et « *bled-al-siba* ». Pour une critique de ces approches, Béatrice Hibou, *La Force de l'obéissance...op.cit.*, et « Le réformisme, grand récit politique de la Tunisie contemporaine », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, vol 5, n° 56-4 bis, 2009, pp. 14-53 ; dans le cas marocain, Mohamed Tozy, *Monarchie et islam politique au Maroc*, Paris, Presses de Sciences-Po, 1999 ; Béatrice Hibou, « De la privatisation des économies à la privatisation des Etats... », art.cit.

²¹⁷ Mohamed-Hédi Chérif, « Pouvoir beylical et contrôle de l'espace de la Tunisie du XVIII^{ème} siècle au début du XIX^{ème} siècle », *Annuaire d'Afrique du Nord*, n°22, 1986, pp.49-61.

²¹⁸ Béatrice Hibou, Jean François Bayart, Hamza Meddeb, *La révolution tunisienne vue des régions. Néolibéralisme et trajectoire de la formation asymétrique de l'Etat en Tunisie*, Paris, FASOPO, 2012, multigr.

XVIIIème siècle, « la nation est pleinement soumise au bey de Tunis mais se gouverne elle-même²¹⁹ ». Ce témoignage atteste de la simultanéité de la présence régulière, et généralement acceptée, du pouvoir beylical et de l'autonomie relative, mais non moins réelle, des tribus. Il est désormais connu que l'exploitation fiscale des populations soumises à l'affermage était beaucoup plus lourde que celle des régions soumises à la *mehalla* dont le caractère militaire a longtemps été exagéré et dont on oublie qu'elle constituait en réalité un « fait social total »²²⁰, beaucoup plus complexe qu'une simple entreprise de prédation et de ponction puisqu'elle incarnait également une forme de « présence du prince parmi ses sujets »²²¹. En outre, la *mehalla* avait une fonction commerciale puisqu'elle permettait au bey d'acheter la production agricole des régions du pays au moment des récoltes en vertu du monopole qu'il avait sur l'exportation de certains produits comme le blé, la laine, l'huile d'olive ou le tabac ; monopole qui s'étendait de fait à l'ensemble des produits du terroir.

Dans son roman *Les odeurs de la cité*, Houcine El Oued a suivi l'évolution de la perception populaire du pouvoir central désireux de s'accaparer le fruit du labeur d'une population qui ne trouvait d'autres moyens que de ruser et de berner l'Etat pour préserver sa *khobza*. Pour contourner l'arbitraire de la réglementation beylicale qui, outre les taxes, imposait aux paysans de lui vendre la moitié de la récolte à un prix très bas tout en grugeant sur les quantités d'olives subtilisées aux paysans, ces derniers tentaient souvent de cacher jusqu'au tiers de leur récolte et ne déclaraient que le reste à la *mehalla*. Les quantités cachées étaient alors pressées clandestinement dans des presses de fortune placées dans les arrières courts des maisons causant la perte de la moitié de la quantité d'huile d'olive susceptible d'être extraite qui finissait par être absorbée par le sol compte tenu des procédés rudimentaires employés. Les maisons étaient alors imbibées de l'odeur d'huile d'olive faisant dire aux paysans : « Mieux vaut qu'elle soit absorbée par la terre qu'accaparer par l'Etat » (*tochrbou al ardh' wla th'ouzou al dawla*)²²². Ces tentatives de tromper l'Etat traduisent aussi bien

²¹⁹ Lucette Valensi citée par Béatrice Hibou, *La Force de l'obéissance... op.cit.*

²²⁰ Problématisation proposée dans Béatrice Hibou, Jean François Bayart, Hamza Meddeb, *La révolution tunisienne vue des régions...op.cit.*

²²¹ Sur la *mehalla*, Jocelyne Dakhli, *L'Oubli de la cité...op.cit.*, p244. Voir également, Khalifa Chater, *Insurrection et répression dans la Tunisie du XIX^e siècle : la mehalla de Zarrouk au Sahel (1864)*, Tunis, Publications de l'Université de Tunis, 1978.

²²² Houcine El Oued, *Les odeurs de la cité, op.cit.*, p.61. [La traduction est de moi].

l'incapacité administrative et politique du *beylik* à connaître avec précision la production agricole, les richesses et les biens de la population que la capacité de celle-ci à atténuer l'emprise du gouvernement central²²³.

Les études historiographiques qui ont érigé la fronde et la dissidence comme une grille de lecture centrale pour caractériser les pratiques de fraude ou de contrebande et plus généralement les rapports entre le pouvoir central et les zones de l'hinterland tendent à oublier les relations de pouvoir qui ont permis la domination, le plus souvent pacifique et consentie, du pouvoir central²²⁴. L'exercice du pouvoir se déployait par une alliance étroite avec les notables autochtones, qu'il s'agisse de religieux, de cheïks, de chefs des grandes tribus, en protégeant leurs intérêts et en jouant sur leurs conflits internes et l'esprit du *çaff* (ou de parti, alliance). Le bey octroyait aux tribus qui fournissaient des contingents de cavaliers auxiliaires à la *mehalla*, le privilège de lever des redevances sur une partie de la population, nouant ainsi des alliances avec certaines tribus dites *makhzen* et assurant le déploiement d'un mode de gouvernement indirect qui ne passait pas nécessairement par le contrôle du territoire mais plutôt par le contrôle des hommes²²⁵ ou plus exactement de leur ressources de subsistance et des opportunités d'accumulation, autrement dit leur *khobza*. Ces alliances avec les tribus permettaient au bey d'affirmer son pouvoir sur des régions où il était incapable de contrôler en permanence tout l'espace de la Régence. Dans ces zones, le pouvoir beylical s'appuyait sur les conflits entre les tribus de manière à exercer son pouvoir par les divisions et le contrôle des sources de subsistance. Un général du bey avait écrit cyniquement dans une lettre: « Nous n'avons cessé d'attiser rancunes et haines anciennes. Nous les avons incités (des Matmata du *çaff*, opposé à celui des Banû Zid) à empêcher les susdits (Banû Zid) de puiser l'eau de l'oued »²²⁶.

²²³ Mohamed-Hédi Chérif, « Pouvoir beylical et contrôle de l'espace ... », art.cit.

²²⁴ Dalenda Larguèche, *Territoire sans frontières...op.cit*, qui désigne les territoires de la contrebande comme des zones « anti-Etat ».

²²⁵ Mohamed-Hédi Chérif, *Pouvoir et société dans la Tunisie de H'ussayn Bin Ali*, op.cit.

²²⁶ Cité par Mohamed- Hédi Chérif, « Les mouvements paysans dans la Tunisie du XIX^{ème} siècle », *Revue de l'Occident musulman et de la Méditerranée*, n°30, 1980, pp. 21-55, p.29. La lettre a été écrite par le Général M'hamed Khaznadar qui était chargé de réprimer les tribus du sud tunisien qui avait soutenu la révolte de Ghûma al Mahmoudi durant les années 1857-1858.

Ce gouvernement par la négociation et le contrôle des richesses s'étendait à l'ensemble des activités économiques. A Ben Guerdane l'histoire de la région est marquée par la négociation de l'allégeance au pouvoir central. Le souk, comme lieu d'échange mais surtout de taxation et d'autorité, fut ainsi un haut lieu de transaction entre autorités beylicales et tribus : il permit au bey de Tunis d'étendre son contrôle et de soumettre les tribus, tandis que ces dernières y négociaient leur autonomie relative. Ce processus de négociation s'était affirmé au cours des XVIII^{ème} et XIX^{ème} siècles en mettant quotidiennement à l'épreuve l'autorité du bey et en procurant aux tribus des ressources et des marges de discussion considérables sans pour autant les affranchir complètement²²⁷. Située au cœur des circulations transsahariennes, la plaine de la Jeffara permettait aux tribus de tirer des revenus du commerce transsaharien et de monnayer le passage de ces caravanes, moyennant leur protection contre les pillages et les razzias. Les marchandises ainsi convoyées servaient à l'approvisionnement du souk, et le bey pouvait entraver son accès aux tribus réfractaires à l'impôt. Les liens entre les tribus Werghemma, qui ont historiquement habité la région, et le pouvoir central étaient donc centrés sur le prélèvement fiscal, mais un prélèvement davantage négocié qu'imposé²²⁸ : les tribus marchandait les montants à payer, demandaient des exonérations et des rabais au moment des sécheresses, discutaient la liste des adultes soumis à l'impôt sur la personne (*mejba*), payaient de façon irrégulière ou s'acquittaient d'une partie seulement des montants demandés par le pouvoir beylical. L'utilisation de la force était courante, mais l'incapacité du pouvoir à contrôler les tribus compte tenu de l'étendue du désert et de la prégnance des solidarités tribales leur offrait une réelle capacité de négociation et ce d'autant plus que les *mehalla* étaient moins destinées à récolter des impôts et alimenter les caisses du bey qu'à affirmer de façon tangible et à intervalles réguliers le pouvoir gouvernemental dans les endroits les plus reculés de la Régence²²⁹.

2) Un gouvernement militaro-bureaucratique.

L'exercice du pouvoir par le truchement de ces relations de négociation et ces arrangements n'est donc pas incompatible avec le déploiement d'un pouvoir qui s'affirme tout

²²⁷ André Martel, *Les Confins saharo-tripolitains de la Tunisie...op.cit.*

²²⁸ Ibid.

²²⁹ Mohamed-Hédi Chérif, « Pouvoir beylical et contrôle de l'espace ... », art.cit.

en s'appuyant sur des dynamiques susceptibles de saper l'assise fiscale et les revenus financiers de l'Etat. Dalenda Larguèche a montré qu'au XIX^{ème} siècle, la contrebande et les trafics transfrontaliers suscités par les politiques de monopoles et la taxation sur les exportations censés alimenter les caisses de l'Etat avaient fleuri à l'ombre d'une chaîne de corruption impliquant les agents du beylik qui étaient devenus des intermédiaires et des médiateurs dans ces réseaux trafiquants. En considérant ces trafics comme des formes de sédition et de résistance orientées contre l'Etat, Dalenda Larguèche oublie pourtant le rôle joué par les agents du beylik dans le fonctionnement de ces pratiques délictueuses et l'importance de la relation à l'Etat beylical dans le déroulement de ces trafics. L'implication de ces agents de l'Etat, chargés de lutter quotidiennement contre ces trafics, dans les réseaux de la contrebande a d'autant plus marqué l'imaginaire du pouvoir en Tunisie qu'elle a été perçue comme une stratégie d'accumulation de même nature que les pratiques de détournement des recettes fiscales organisées par les hauts commis de l'administration beylicale à l'image des affaires qui se sont succédées au cours du XIX^{ème} siècle tels que celle du grand ministre Mustapha Khaznadar, le général Mahmoud Ben Ayyad le fermier général et le percepteur des impôts ou le Caïd Nasim Shemmama, successeur de Ben Ayyad²³⁰. En effet, Ce dernier avait détourné des sommes très importantes du trésor public avant de se réfugier en France en 1852. Son successeur avait, quant à lui, pris le chemin de Livourne en 1864 après avoir détourné à son profit et au profit du grand ministre Khaznadar une grande partie de la taxe collectée sur les opérations d'exportation réalisées dans les ports de la Régence²³¹. Ces personnages sont de fait restés dans la mémoire collective comme des corrompus qui avaient causé la banqueroute et la mise sous protectorat de la Tunisie mais également une incarnation des figures du pillage et de l'appropriation privée des ressources de l'Etat par les serviteurs du bey.

Loin d'atténuer ce processus de « chevauchement » entre les positions de pouvoir et d'accumulation²³², la colonisation française l'a exacerbé à travers le quadrillage du territoire et les politiques de sédentarisation des populations nomades. En effet, les priorités de la

²³⁰ Sur toutes ces affaires, Jean Ganiage, *Les origines du protectorat français en Tunisie (1681-1881)*, Paris, Presses Universitaires de France, 1959.

²³¹ Dalenda Larguèche, *Territoire sans frontières...op.cit*, p.178 et suiv.

²³² Jean François Bayart, *L'Etat en Afrique...op.cit*.

puissance coloniale furent le maintien de l'ordre et la maximisation des rentrées fiscales en mettant en place un mode de gouvernement militaro-bureaucratique dans lequel l'administration coloniale vient se greffer sur l'appareil indigène. Ainsi, l'administration des contrôles civils fut mise en place divisant le pays en treize circonscriptions territoriales civiles, dites contrôles civils qui s'étendaient de Tunis à Gabès comprenant chacune plusieurs caïdats et une circonscription militaire, placée sous commandement militaire qui couvraient la partie méridionale, dont les régions frontalières avec la Tripolitaine²³³. La délimitation des frontières extérieures et des contours des territoires civil et militaire furent indispensables à l'affirmation de la domination coloniale. L'aménagement des circonscriptions à l'intérieur du territoire civil permettait de morceler les tribus en les inscrivant dans des entités homogènes dirigées par des chefs indigènes soumis au pouvoir colonial. La docilité et la loyauté à l'égard de l'administration coloniale étaient les principaux critères qui régulaient les rapports de ces derniers avec les administrateurs coloniaux puisque les promotions et l'enrichissement dépendaient de la capacité des chefs à soumettre leurs administrés. En effet, les membres de l'administration indigène ont intensifié l'exploitation fiscale des populations placées sous leur contrôle étant donné qu'ils se faisaient rétribuer sur la population proportionnellement aux prélèvements fiscaux opérés. Un racket d'Etat s'est dès lors inséré dans le fonctionnement du pouvoir colonial formant un régime d'extraction que les Tunisiens avaient désigné par l'expression imagée de la « sueur du burnous » (*'arak' el barnous*). Faire suer le burnous consistait ainsi à intensifier les prélèvements fiscaux à tous les échelons de l'administration coloniale de manière à assurer des rentrées régulières d'argent dans les caisses de l'Etat. Ce régime de ponction s'accompagna de l'exacerbation de la vénalité des charges dans les différents échelons de l'administration indigène. Les chefs indigènes se devaient d'intensifier les prélèvements fiscaux de manière à augmenter leurs propres revenus d'autant plus qu'ils avaient avancé le prix de leur nomination dans cette charge et qu'ils subissaient la concurrence d'autres notables prêts à monnayer cette charge et à s'attacher les faveurs du caïd en multipliant les cadeaux et les signes de loyauté²³⁴. Comme l'a expliqué Achille Mbembe,

²³³ Sur le corps des contrôleurs civils en Tunisie, Elisabeth Mouilleau, *Fonctionnaires de la République et artisans de l'empire. Le cas des contrôleurs civils de Tunisie (1881-1956)*, Paris, l'Harmattan, 2000.

²³⁴ Voir le récit de Paul Vigné d'Octon, *La sueur du burnous. Les crimes coloniaux de la III^{ème} République*. Paris, les Nuits rouges, 2001 [1^{ère} édition 1911].

le système de domination coloniale se caractérisait par le brouillage entre la sphère publique et les domaines privés. En ce sens, les agents de l'administration coloniale pouvaient se saisir à tout moment de la loi et de la puissance publique pour réaliser des profits privés²³⁵. Cette dimension existait également dans l'administration beylicale puisque les chefs indigènes étaient chargés de collecter les impôts et s'enrichissaient de l'affermage ou du prélèvement des redevances sur l'exploitation du sol. La « sueur du burnous » était un mode de domination consolidée par la technologie coloniale qui a intensifié l'extraction des ressources et l'asservissement des hommes au nom de l'optimisation de l'administration du *beylik* incapable de payer ses dettes. A l'imposition officielle est venue se superposer une imposition informelle produite par l'accroissement du pouvoir des caïds et des chefs indigènes du fait de l'encadrement administratif opéré : sédentarisation des populations et contrôle des mobilités²³⁶.

La technologie coloniale de gouvernement cherchait l'intégration de la population à la machine coloniale de production, de prélèvement et à l'ordre du marché. Ce qui s'est traduit concrètement par la mise en place de politiques de sédentarisation, de dispositifs de surveillances des populations flottantes, une segmentation de l'espace entre territoire civile et territoire militaire dans le sud du pays mais également par une logique pragmatique de tolérance qui avait permis, là où les concessions, les exemptions et les monopoles sur le commerce attribués aux sociétés coloniales avaient échoué, la pénétration des marchandises françaises dans les coins les plus reculés du Maghreb et du Sahara. André Martel avait rapporté à cet égard, les débats autour de la lutte contre la fraude et la contrebande entre les officiels coloniaux chargés à la fois de maintenir l'ordre, d'assurer la pénétration des marchandises coloniales sur le marché tunisien et dans les réseaux de commerce saharien et de garantir des rentrées fiscales au trésor tunisien²³⁷. En effet, au tournant du XX^{ème} siècle, la contrebande et la fraude s'étaient intensifiées dans le sud tunisien. La politique de la faible imposition sur les marchandises anglaises et italiennes débarquées à Tripoli adoptée par les Pacha de Tripoli avait participé à l'entrée massive de ces marchandises dans le sud tunisien et jusqu'aux régions méridionales de l'Algérie concurrençant de fait les « marchandises

²³⁵ Achille Mbembe, *De la postcolonie...op.cit.*

²³⁶ Elisabeth Mouilleau, *Fonctionnaires de la République et artisans de l'empire...op.cit.*

²³⁷ André Martel, *Les confins saharo-tripolitains de la Tunisie...op.cit.*, p.785 et suiv.

coloniales » françaises telles que l'alcool, le sucre ou le café introduites en Tunisie *via* le port de Gabès. Celles-ci ne procuraient des bénéfices que si elles étaient revendues frauduleusement en Algérie. Du coup, des réseaux impliquant des négociants, des caravaniers et des responsables indigènes chargés de la sécurité (*khalifat*) se sont organisés pour les acheminer clandestinement de l'autre côté de la frontière occidentale incitant les autorités coloniales à chercher à réprimer ces trafics.

La décision de renforcer le dispositif de contrôle à travers la mobilisation de forces supplémentaires avait été étudiée au regard du coût financier que nécessite sa mise en œuvre. Les autorités douanières estimaient que ces trafics de marchandises étaient moins préoccupants que la contrebande de poudre en provenance de la Tripolitaine qu'elles ne parvenaient pas à endiguer. La poudre traversait la frontière tuniso-tripolitaine avant d'être acheminée dans les régions méridionales jusqu'en Algérie, où elle était échangée contre du tabac. Contrôler les circulations caravanières frauduleuses nécessitait la création d'une brigade de douanes à Rjim Maâtoug ou à Douz. Or l'installation de douaniers européens semblait difficile à réaliser compte tenu de l'éloignement et de l'austérité du climat dans les régions au sud de Chott al-Djérid. En outre, créer un poste de douane à Douz allait être couteux et inefficace étant donné que les sentiers de la contrebande passaient beaucoup plus au sud. Ces coûts financiers avaient incité le commandement militaire à faire preuve de tolérance compte tenu de la nécessité de maintien de l'ordre dans la région de Gabès et plus généralement dans le sud tunisien. Cette décision fût entérinée par le contrôleur civil de Gabès soucieux de préserver le dynamisme du port, de ses recettes fiscales et de la nécessité de préserver la compétitivité des marchandises françaises allant jusqu'à recommander sa légalisation en préconisant la mise en place d'une zone franche au sud de Chott al Djérid. Il avait écrit à cet égard : « Il me paraît plus sage, puisque la fraude ne peut être complètement évitée, de la canaliser au profit de notre commerce et du trésor tunisien »²³⁸. Les pertes pour le trésor pourraient ainsi être compensées par la mise en place d'un impôt spécial sur les populations. Toutefois, l'impossibilité d'adopter la solution proposée par le contrôleur civil de Gabès d'une part, en vertu du traité du protectorat et d'autre part, eu égard au risque de l'éclatement de protestation du côté algérien, avait incité les autorités coloniales à laisser-faire

²³⁸ Cité par André Martel, *Les confins saharo-tripolitains de la Tunisie...op.cit*, p.790.

ces trafics optant pour le *statu-quo* au nom du maintien de l'ordre et de la compétitivité des marchandises françaises²³⁹.

La tolérance n'était pas incompatible avec l'extension du contrôle du pouvoir colonial sur le territoire et les hommes. La « sueur du burnous » était une forme d'exploitation des populations sédentarisées et des caïdats étroitement contrôlés par le pouvoir colonial, ce qui était difficilement envisageable dans les régions désertiques peuplées de populations mobiles qui, sans fuir le pouvoir étatique comme sous le pouvoir beylical, se sont appuyés sur ses agents et ont cherché des ressources de subsistance en exploitant les différentiels de taxation et de réglementation créés par les dispositifs étatiques ou en tant que gardes et cavaliers mobilisés pour contrôler les frontières. La colonisation a réussi à étendre le pouvoir étatique non seulement à travers les processus de centralisation et de bureaucratisation mais aussi en nouant, dans plusieurs régions des compromis avec les tribus sur la concession des terres ou la tolérance à l'égard de certaines activités économiques illicites²⁴⁰. De fait, en abolissant les arrangements noués par les tribus avec le pouvoir beylical à l'image, des tribus maraboutiques qui avaient perdu les liens de protection qui marquaient leur relation avec le pouvoir central, les autorités coloniales ont annihilé la relative autonomie de ces tribus et ont réussi à intégrer des dynamiques qui étaient autonomes ou qui avait tendance à leur échapper²⁴¹. L'accès à l'Etat, à son appareil, à ses entreprises et à sa machine était devenu indispensable pour acquérir des ressources matérielles et parvenir à la sécurité. Une dynamique qui s'est poursuivie au lendemain de l'indépendance et qui s'est traduite par l'extension des cellules destouriennes dans tout le pays entérinant un processus d'investissement réciproque des cellules du parti unique et des tribus affirmant le pouvoir de l'Etat à la faveur du partage des richesses, des postes, et des privilèges²⁴².

²³⁹ Ibid.

²⁴⁰ Ibid.

²⁴¹ Julia Clancy-Smith, *Rebel and Saint: Muslim Notables, Populist Protest, Colonial Encounters (Algeria and Tunisia, 1800-1904)*, Los Angeles, California University Press, 1994.

²⁴² Mouldi Lahmar, *Du mouton à l'olivier. Essai sur les mutations de la vie rurale maghrébine*, Tunis, Cérès éditions, 1994.

3) Manger *el khobza* dans l'ombre.

L'Etat de l'indépendance est venu promettre la « joie de vivre » en mettant en place un projet de restructuration de l'économie à travers le regroupement des fellahs dans des coopératives. Ce projet collectiviste a divisé la population à l'époque et a longtemps imprégné la mémoire collective des Tunisiens. Dans *Les odeurs de la cité*, Houcine El Oued évoque la manière dont ce projet a été perçu par les petits fellahs en leur faisant dire : « on cède à l'Etat nos oliviers et on travaille pour lui comme ouvriers. Le bey se contentait de la moitié de la récolte, l'Etat de l'indépendance veut la totalité »²⁴³. Pour une partie des petits paysans, ce projet collectiviste était assimilé à une politique de « *tahnid* »²⁴⁴, c'est-à-dire que tout en prétendant la recherche de l'intérêt général, il était destiné à permettre à une minorité de grands agriculteurs et de privilégiés de vivre au dépend de la grande majorité des petits fellahs. Ces derniers n'étaient pas hostiles à la démarche collectiviste mais refusaient la manière dont elle a été concrètement mise en œuvre l'assimilant à une forme de dépossession qui profitait aux riches propriétaires insérés dans les rouages du nouveau pouvoir. Sans forcément s'opposer ouvertement à ce projet, les fellahs ont déployé des tactiques de détournement destinées à déjouer cette politique collectiviste. Ainsi, de nombreux petits paysans ont cherché à boycotter ce projet étatique en bradant leurs terres, leurs oliviers et leurs bétails de manière à priver l'Etat de ces ressources et à récupérer de l'argent qu'ils ont utilisé dans le remboursement de leurs dettes. Les plus aisés, vendaient leurs bétails et épargnaient les revenus ce qui leur permettait de participer tout en privant la coopérative de ce bétail. L'investissement des cellules destouriennes du parti-Etat avait permis à de nombreux fellahs non seulement de détourner le projet collectiviste mais aussi de faire fructifier leurs richesses puisque les grands propriétaires et les responsables politiques locaux étaient chargés de gérer les coopératives. De nombreuses familles appartenant au parti ont mis en place un jeu de rôle dans lequel le bétail cédé par l'un des membres appartenant aux cellules destouriennes avait été géré par un autre membre de la même famille responsable de la coopérative. Comme cette famille dont l'un des membres avait vendu les moutons et les agneaux confiant les brebis à un des membres de sa famille chargé de la coopérative locale et qui au moment du

²⁴³ Houcine El Oued, *Les odeurs de la cité*, op.cit, p.63.

²⁴⁴ Ce terme renvoie à l'action d'escroquer, de ruser pour duper quelqu'un et vivre à ses dépends ou lui subtiliser son argent et ses biens.

démantèlement du projet collectiviste avait récupéré davantage de brebis que sa participation initiale²⁴⁵. L'insertion dans les cellules du parti unique permettait à ces fellahs de déjouer les desseins étatiques qu'ils réprouvaient et auxquels ils ne pouvaient s'opposer ouvertement. Pour les petits fellahs qui ont formé la base du mouvement nationaliste et qui devaient apporter leurs lopins de terre et leurs bétails à la coopérative, outre le fait de se retrouver dépossédés de leurs biens, il était inadmissible de participer à une entité dirigée par des grands propriétaires qui ont généralement collaboré avec la puissance coloniale. Ces situations de déchirement avaient été décrites d'une manière romanesque par Houcine El Oued à travers ces histoires de folie dans lesquels certains fellahs ont sombré à l'image comique de ce fellah qui avait soigneusement garni sa chienne de beaux rubans rouges et blancs avant de parader en sa compagnie en ville préalablement à sa confiscation par la coopérative ou encore cette histoire tragique d'un autre paysan qui, dans un moment de folie, avait égorgé ses mulets lorsqu'il n'a pas réussi à les vendre dans le souk du bétail, en disant : « qu'ils crèvent plutôt qu'ils ne soient confisqués par l'Etat »²⁴⁶.

Ces histoires tragiques esquissées sous la plume de l'auteur des *odeurs de la cité*, de personnages qui ont sombré dans la démence, sont restées dans la mémoire collective comme les victimes du monstre froid qu'était devenu l'Etat de l'indépendance. Comme pour dire que désormais toute action ouverte d'opposition est une opération vaine et futile. Mieux vaut se « réfugier dans l'équivoque », faire semblant d'adhérer et « lézarder » le système de l'intérieur, le « tarauder », jouer son jeu et se débrouiller dans les institutions et les cadres d'action qu'il a établi en adhérant aux cellules destouriennes et en investissant les projets étatiques plutôt que lui résister et aller à son encontre²⁴⁷. « On ne joue pas avec *el khobza* » disent les Tunisiens, conscients que la domination s'exerce surtout par *el khobza*, comme pour signifier que lorsque celle-ci est en jeu, il vaut mieux bricoler dans le système et avec ses règles aussi injustes soient-elles plutôt que risquer d'être affamer et broyer par celui-ci.

²⁴⁵ Histoire rapportée par Mouldi Lahmar, *Du mouton à l'olivier...op.cit.* Chapitre 6, « les fellahs à l'épreuve de la politique des coopératives des années 1960 ».

²⁴⁶ Houcine El Oued, *Les odeurs de la cité, op.cit.*, p.65. [La traduction est de moi].

²⁴⁷ Michel de Certeau, *L'invention du quotidien...op.cit.* Les expressions entre guillemets sont celles de Michel de Certeau dans son introduction générale, pp.XXXV-LIII.

Ainsi, l'imaginaire de l'Etat se forge dans les représentations que les *zawwali*, les sans grades et sans pouvoir construisent au fil de leurs courses quotidiennes à *el khobza*, de leur expérience du pouvoir et de l'impossibilité de lui échapper en faisant leur le bon mot populaire : « si l'Etat est ton adversaire, tu n'as aucune chance, il est à la fois juge et partie » (*Idha khssimek el hakem chkoun tkhassem*). C'est ce que ce chauffeur de louage avait appris à ses dépens lorsqu'il a failli se retrouver en prison pour outrage à magistrat simplement parce qu'il avait défendu son droit à *el khobza*. Bien qu'exerçant cette activité depuis plus de trente ans en tant qu'activité d'appoint, cet homme d'un certain âge, retraité de la fonction publique s'est retrouvé, du jour au lendemain dans l'illégalité, puisqu'il ne disposait pas d'une licence professionnelle l'autorisant à prendre le volant d'un louage. Instaurée à la fin des années 2000, officiellement pour « organiser » la profession, la licence professionnelle avait été conçue comme une barrière destinée à assurer l'élimination des « braconniers » c'est-à-dire les chauffeurs occasionnels, les fonctionnaires, les retraités ainsi que les salariés qui travaillaient ponctuellement sur la route pour compléter leurs maigres salaires ou pensions de retraites. Dans les faits, la mise en place de ces licences professionnelles a été une modalité de clientélisme politique puisque seuls les clients du parti hégémonique le RCD ou les personnes prêtes à déboursier des sommes relativement importantes en pots de vin pouvaient en bénéficier. L'accès limité et difficile à ce sésame a participé à la création d'une économie parallèle des droits d'entrée illicite dans la profession animée par des caciques du parti et des agents dans les différentes institutions de la bureaucratie de l'Etat telles que les délégations, les postes de police et les administrations de la circulation routières²⁴⁸. Incapable d'accéder à cette licence sans avoir à payer, un grand nombre de chauffeurs, dont beaucoup comptent plusieurs dizaines d'années d'activité dans ce secteur, était condamné à travailler clandestinement, risquant quotidiennement d'être racketté par les agents de police.

« J'ai passé 35 ans sur la route en tant que chauffeur de louage parallèlement à mon boulot dans le ministère des travaux publics, jusqu'au jour où ils ont mis en place cette 'licence professionnelle'. J'aurais pu l'avoir mais sur ma carte d'identité c'était marqué 'chauffeur dans la fonction publique' donc j'étais exclu. Il aurait fallu passer par un mec à la délégation qui pouvait me changer la carte d'identité pour 200 DT en y inscrivant 'chauffeur' tout court et me donner cette licence. Mais, je me suis dit laissons ça à Dieu, il saura tourner les choses dans le bon sens. Je me suis fait arrêter plusieurs fois et à chaque fois, il fallait payer. Je me faisais arrêter de plus en plus, j'étais devenue une proie pour les policiers et surtout

²⁴⁸ Entretien, Nabeul, été 2009.

certaines collègues m'ont dénoncé, les places étaient prises alors ils voulaient me faire sortir de ce boulot en se disant un de moins, c'est plus de voyageurs à ramasser sur la route, c'est déjà ça. Jusqu'au jour où je fus arrêté par un policier, j'ai refusé de payer et il m'avait fait un procès-verbal. Quelques mois plus tard, j'ai été convoqué au tribunal. Le juge m'appelle et me dit : 'Monsieur, est ce que vous reconnaissez avoir été arrêté au volant d'un louage sans licence professionnelle ?', moi je lui ai répondu 'Oui' et là il s'est retourné à la greffière sans même me laisser terminer ma phrase en disant : 'L'accusé a reconnu les charges qui lui sont reprochées'. J'étais en colère et j'ai explosé : 'quelles charges monsieur le juge. Vous me déclarez coupable d'avoir conduit sans licence professionnelle mais comment je fais vivre ma famille avec 300 DT par mois seulement. Sans ce boulot à côté, je suis condamné à mendier ou à mourir de faim. Le juge m'a regardé en disant, 'la loi c'est la loi' et j'ai écopé de 70 DT d'amende. J'ai commencé à protester, des policiers ont menacé de me mettre en prison et m'ont jeté dehors. C'est quoi cette loi qui condamne les gens à mourir de faim ou à manger *el khobza* comme des voleurs (*mssargua*) »²⁴⁹.

« Manger *el khobza mssargua* (dans l'ombre) » : entre expédients, braconnage et de maigres pensions ou salaires, de nombreux Tunisiens se sentent piégés dans la rareté matérielle, la crise et la fragilité des situations. Pour ces gens poussés à l'illégalité par des procédures bureaucratiques, une administration tatillonne ou encore la nécessité de trouver des ressources matérielles indispensables à la survie, manger *el khobza* « dans l'ombre » revient à s'aventurer dans l'espace du délit et à « braconner » dans les règles et les restrictions imposées par les pouvoirs publics pour obtenir une licence, vendre une marchandise illicitement, retirer ou renouveler un permis de construire ou de conduire. « *Mssargua* » renvoie ainsi à ce registre de l'ombre dans lequel se déploie une conduite politique et sociale qui cherche à faire des coups dans les dispositifs réglementaires et sécuritaires instaurés par un Etat qui criminalise des activités économiques parfaitement légitimes poussant les gens ordinaires à agir dans l'ombre comme des voleurs condamnés par des règles qu'ils refusent pourtant d'accepter et de respecter, mais auxquelles ils ne peuvent s'opposer. Dans un contexte marqué par l'austérité économique, la contrebande, la fraude douanière, les activités frauduleuses et plus généralement, les pratiques illégales de subsistance viennent à être perçues comme des formes licites d'accès à *el khobza*. Parce qu'elles sont productives et parfaitement rationnelles, les transgressions quotidiennes des frontières du légal et de l'illégal façonnent un espace légitime de formation de la valeur qui répond autant à une exigence matérielle de survie pour les gens pris dans le tourbillon de la nécessité et des urgences du

²⁴⁹ Entretien, Nabeul, Cap-Bon, été 2010.

quotidien qu'à une dimension morale qui a trait à une certaine « éthique de la décence » (*essotr*). Celle-ci doit être entendue dans une double acceptation : d'une part, courir derrière *el khobza* de manière à s'épargner l'indignité du besoin et de l'indigence et, d'autre part, conjurer la violence qui jalonne cette course.

B - La course à el khobza dans l'ombre de l'Etat : entre violence et incertitude.

En tant qu'imaginaire du gouvernement et d'*el khobza* partagé aussi bien par les gouvernants que les gouvernés, le « domaine du *beylik* » est l'expression des rapports de force qui traversent la course à *el khobza*. Il renvoie d'une part, à la mobilité des acteurs et des marchandises qui est au fondement de la création de la valeur et, d'autre part, à la manière dont l'Etat gouverne ces processus économiques qui mettent en cause sa souveraineté et ses bases fiscales²⁵⁰. Les mécanismes disciplinaires et coercitifs s'insèrent dans les détails de cette course à *el khobza* des acteurs de la frontière. Comment la course à *el khobza* est-elle gouvernée le long d'*el khat* ? Quels dispositifs de pouvoir sont-ils mis en place et dans quelle mesure ces dispositifs façonnent-ils l'exercice du pouvoir dans l'économie de la frontière. Pour saisir ces dimensions, il convient de commencer par analyser les modalités d'insertion du pouvoir dans les détails de cette course. L'analyse de la manière dont les forces de sécurité régulent quotidiennement les circulations marchandes illicites par le truchement des *taalimat*, ces injonctions orales au cœur du fonctionnement des appareils sécuritaires, constitue une entrée déterminante pour comprendre l'exercice du pouvoir et les multiples formes de violence qui balisent la course à *el khobza*.

1) L'incertitude permanente sur *el khat*.

Les circulations marchandes des praticiens de la « voie » depuis et vers la ville-entrepôt de Ben Guerdane sont balisées de barrages routiers qui pullulent dans l'ensemble des régions du sud et du centre du pays particulièrement sur la route nationale principale ainsi que les routes départementales. Ces barrages routiers sont érigés par les différents corps des forces de

²⁵⁰ Béatrice Hibou, « Retrait ou redéploiement de l'Etat ? », *Critique internationale*, n°1, automne 1998, pp.151-168 ; Karine Bennafla, « La fin des territoires nationaux ? Etat et commerce frontalier en Afrique centrale », *Politique Africaine*, n°73, mars 1999, pp.24-49.

l'ordre qui se répartissent le contrôle du territoire : tandis que les forces de police installent leurs barrages fixes dans les zones urbaines, généralement dans les entrées, les sorties et les centres des villes et des agglomérations urbaines, les forces de la garde nationale chargée de la sécurité en dehors des agglomérations urbaines c'est-à-dire sur les routes et les zones rurales contrôlent ces circulations en installant des barrages, souvent mobiles car ils changent d'un jour à l'autre, dans les espaces extra-urbains. Outre les postes frontières, les services de la douane emploient des équipes de douanes « volantes » pour surveiller les circulations le long d'*el khat*. Ce dernier se retrouve donc quadriller par des dispositifs de contrôle et de surveillance des circulations illicites composés de barrages permanents et mobiles qui changent de positions et de points d'ancrage quotidiennement. Bien que les circulations s'étendent jusqu'au nord du pays, ce quadrillage est particulièrement serré entre Ben Guerdane et Kairouan dans le centre du pays eu égard au dynamisme des circulations sur ce tronçon d'*el khat*.

Les barrages mobiles érigés par la garde nationale et la douane constituent un dispositif imprévisible qui incite les praticiens de la « voie » à déployer des tactiques de repérage pour les localiser et les contourner. Ce type de barrage est composé essentiellement d'un véhicule sur le bas-côté de la route et des agents qui se pointent au milieu de celle-ci contrôlant du regard les véhicules obligés de ralentir et de s'arrêter au moindre signe de l'agent. En réalité, la simplicité de l'organisation matérielle de ces barrages, leur caractère mobile et éphémère leur procure une flexibilité et une vélocité indispensable à couvrir plusieurs tronçons de routes suscitant auprès des acteurs une incertitude permanente. L'expérience de l'incertitude n'est pas propre à cette économie d'*el khat* qui se déploie aux marges de la légalité ; elle est fondamentalement inhérente à ce dispositif sécuritaire que subissent des individus sans maîtriser la logique de fonctionnement²⁵¹. La présence policière se manifeste essentiellement par le contrôle de la route par les agents, le filtrage des véhicules et l'interpellation des véhicules « suspects » : voitures utilitaires, camions, bus privé susceptible de transporter des « fourmis » en voyage organisé ainsi que des voitures 404 bâchées très utilisées pour le trafic de carburant. Le repérage de ces véhicules suspects semble ne correspondre à aucune logique

²⁵¹ Sur ce point, voir Évelyne Ritaine « La barrière et le *checkpoint* : mise en politique de l'asymétrie », *Cultures & Conflits*, n°73, 2009/1, pp.15-33; Cédric Parizot, « Temporalités et perceptions de la séparation entre Israéliens et Palestiniens », *Bulletin du Centre de recherche français à Jérusalem*, n°20, 2009, accessible en ligne sur <http://bcrfj.revues.org/629>.

si ce n'est la connaissance des agents sur le terrain du fonctionnement de l'économie d'*el khat*. En effet, il s'agit moins d'opérer une sélection parfaite qu'à se fier à un jugement fondé sur l'impression et le savoir-faire éprouvé par les forces de l'ordre dans leur pratique quotidienne. Cette sélection est souvent opérée en fonction de la nature des véhicules, mais également le profil des passagers : l'existence d'un groupe de passagers susceptibles de composer une famille, la présence d'enfants parmi les voyageurs, les habits des passagers, leur apparence, etc., sont des critères qui peuvent renseigner sur l'existence de praticiens d'*el khat*, des « fourmis » ou des consommateurs habitués à se rendre occasionnellement à Ben Guerdane.

L'installation de ces barrages mobiles ne nécessite quasiment pas de moyens matériels. Le geste et la parole des agents ainsi que le véhicule sur le bas-côté procurent à l'espace occupé sur la route, la fonction de barrage²⁵². L'agent au milieu de la route incarne ainsi l'autorité à laquelle les chauffeurs sont censés obéir. Lorsqu'ils aperçoivent l'agent au milieu ou au bord de la route, les chauffeurs ralentissent ostensiblement et en s'approchant de ce dernier, n'hésitent pas à le saluer d'un mouvement de la main ou en hochant la tête tout en le suivant des yeux en cas d'un geste leur intimant l'ordre de s'arrêter et de se garer sur le bas-côté. Cette attitude renvoie à une reconnaissance de l'autorité et de la contrainte incarnées par la simple présence de l'agent au milieu de la route et qui aiguille le comportement des chauffeurs à commencer par montrer des signes de déférence. Moncef Marzouki a révélé dans son livre *Dictateurs en sursis* qu'il se faisait souvent arrêté par les agents de police qui tout en ignorant sa qualité d'opposant politique l'interpellait surtout parce qu'il refusait de s'acquiescer de ses signes d'obéissance²⁵³. On retrouve, le « jeu du regard »²⁵⁴ qui est au cœur de ce dispositif de surveillance qui participe à la diffusion d'un exercice disciplinaire du pouvoir le long d'*el khat*.

Au regard de leur implantation éphémère, les barrages mobiles s'inscrivent moins dans le territoire qu'ils ne signifient l'autorité de l'Etat sur les déplacements de personnes et les

²⁵² Pour une étude de l'économie politique des barrages et des points de contrôle dans un autre contexte, voir Shira Havkin, « La réforme des *checkpoints* israéliens : externalisation, marchandisation et redéploiement de l'Etat », *Les études du CERI*, n° 174, avril 2011.

²⁵³ Moncef Marzouki (entretien avec Vincent Geisser), *Dictateurs en sursis. Une voie démocratique pour le monde arabe*, Paris, éditions de l'Atelier, 2009.

²⁵⁴ Michel Foucault, *Surveiller et punir...op.cit.*, p.201.

circulations de marchandises. En effet, les interruptions de la circulation sont rares et cèdent la place à un filtrage constant qui cherche autant à contrôler les marchandises transportées qu'à identifier les acteurs engagés dans cette économie illicite. Ce faisant, les autorités empêchent moins ces mobilités marchandes, pour preuve la banalité des négociations des dîmes et des prébendes, qu'elles n'insèrent une insécurité dans le fonctionnement ordinaire d'*el khat*. La course à *el khobza* peut s'interrompre à chaque barrage et se heurter à l'intransigeance, à l'humeur ou la cupidité des agents rencontrés sur la route. Chaque agent de police est « une parcelle de ce Léviathan »²⁵⁵ au pouvoir considérable, capable de décider si un véhicule peut poursuivre son chemin ou doit s'arrêter, si les marchandises sont autorisées ou saisies et si le praticien de la « voie » peut continuer sa course à *el khobza* ou exclue de l'économie d'*el khat* et affamer. Un Léviathan qu'on cherche absolument à apprivoiser.

Les barrages peuvent être contournés et les praticiens d'*el khat* s'y emploient quotidiennement avec plus ou moins de réussite. Les contournements sont difficiles à réaliser tant le quadrillage des zones urbaines comme des régions extra-urbaines, est étroitement mis en place par les différentes sections des forces de sécurité. Le téléphone portable s'est imposé comme un instrument indispensable aux praticiens de la « voie » qui l'utilise pour échanger des informations sur la localisation de ces patrouilles et leurs déplacements éventuels. De nombreuses « fourmis » optent pour les « louages », ces taxis collectifs, pour transporter les petites quantités de marchandises ou précéder leurs compagnons de voyage et jouer le rôle de sentinelles en les alertant sur l'emplacement des barrages²⁵⁶. De fait, la mobilité de ces barrages routiers et la réactivité des agents de l'Etat renvoient à la difficulté d'anticiper et de prévoir et à la manière dont ce dispositif brouille les repères des acteurs d'*el khat*.

2) La violence de la normalisation dans les barrages.

Lorsqu'un véhicule est interpellé à un barrage, la première chose à laquelle procèdent les agents est le contrôle de l'identité du chauffeur, son permis de conduire, des documents du

²⁵⁵ Paul Veyne, « Corruption et clientèle... », art.cit, p.350. Sur l'emprise des agents subalternes sur la population amenée à reconnaître ce pouvoir, voir dans le contexte marocain, David Mc Murray, « Recognition of State authority as the cost of involvement in Moroccan border crime », in Stephanie Kane, Phil Parnell (eds.), *Crimes power : Anthropologists and the ethnography of crime*, New York, Palgrave, 2003, pp.125-144.

²⁵⁶ Observation participante, voyage marchand, été 2008.

véhicule ainsi que les identités des passagers lorsqu'il s'agit d'un voyage organisé dans un bus ou un taxi collectif (« louage »). Tandis que les agents se chargent de fouiller les soutes de bagages ou l'arrière du véhicule où s'empilent les marchandises, le chef de la patrouille se charge de communiquer, avec sa radio sans fil, les données inscrites sur les cartes d'identité de chaque passager à une centrale qui dispose vraisemblablement de bases de données sur la population. Ce moment est particulièrement angoissant pour un nouvel acteur de l'économie de la « voie ». Il m'est arrivé, au cours des voyages que j'avais effectués à Ben Guerdane dans le cadre de voyages organisés de me demander : qu'est-ce que les autorités peuvent bien savoir sur moi ? Est-ce que mon parcours et ma vie sont consignés dans cette base de données ? Y'a-t-il dedans des informations sur mon parcours, mes études ; le fait que je réside à l'étranger est connu puisque je suis enregistré au consulat : est-ce que cette information existe dans cette base de données ? Contient-elle des informations qui seraient susceptibles d'attirer l'attention sur moi et venir à considérer ma présence dans ce bus d'*el khat* comme déroutante ? Au cours de ces moments d'identification dans les barrages, la remarque de Gilles Deleuze sur la société de contrôle prend toute sa dimension : « Ce qui compte n'est pas la barrière, mais l'ordinateur qui repère la position de chacun licite ou illicite, et opère une modulation universelle »²⁵⁷. En combinant la surveillance des déplacements et la technologie de l'identification, le dispositif des barrières cible directement les individus en cherchant de questionner la légitimité de leur présence sur *el khat*.

Ces questions que je me suis posé à chaque fois qu'un agent me demandait ma carte d'identité trahissaient moins, sur le coup, mes interrogations de chercheur que mon souci de préserver ma couverture et le secret de l'objet de mes voyages. Mais à la réflexion, je comprends que je n'étais pas le seul à appréhender cette épreuve et je reconnaissais souvent des compagnons de voyages, consommateurs occasionnels, femmes au foyer à l'affût d'occasions intéressantes pour faire du commerce ou ouvrières dans les usines de textile effectuant leur première aventure marchande, qui appréhendaient, tout autant que moi, ce moment. Cette épreuve d'identification trahissait, en réalité, notre expérience de débutants dans l'économie de la « voie » qui tranchait avec le sang-froid dont faisaient preuve les plus

²⁵⁷ Gilles Deleuze cité par Évelyne Ritaine « La barrière et le *checkpoint*... », art.cit, p.16.

expérimentés et les plus aguerris de nos compagnons, habitués à ces procédures de contrôle et qui étaient souvent les premiers à descendre du bus pour négocier avec les agents²⁵⁸.

En effet, les relations de pouvoir ne sauraient exister sans la constitution d'un champ de savoir qui produit des renseignements sur les individus, indispensables à la discipline. Les individus n'ont accès qu'aux informations inscrites déjà sur leur carte d'identité à savoir : le nom, la profession, l'adresse, les noms de ses parents, etc., en revanche, d'autres données plus importantes consignées dans des bases de données inaccessibles sont classées certainement en fonction de critères qu'ils ignorent ou qu'ils contestent et qui sont plus déterminantes dans le comportement des agents de l'autorité à son égard. Les Tunisiens parlent ainsi du « Bulletin N°4 » qui est établi par les services du ministère de l'intérieur et auquel le citoyen n'a pas accès et dont il ignore le contenu²⁵⁹. Ce bulletin renfermerait toutes les informations déterminantes dans l'attitude des forces de sécurité à l'égard du praticien d'*el khat* : ses antécédents judiciaires, ses opinions et ses engagements politiques, ses activités syndicales, voire son orientation sexuelle, toutes les informations qui concernent les membres de sa famille qui pourraient avoir un caractère politique, ses fréquentations, ses amitiés, l'existence dans son cercle d'amis de personnes « suspectes », le fait qu'il ait ou non effectué son service militaire, d'exercer ou non une activité autre que le commerce et le transport sur *el khat*. L'asymétrie qui est au fondement de cette technologie de l'identification fragilise la population qui se sent pistée et surveillée sans jamais connaître concrètement l'ampleur de ce que sait le pouvoir sur elle. En réalité, cette intrusion du pouvoir dans les détails de la vie des gens y compris leurs vies privées n'est pas simplement liée à la prégnance de la dimension policière du régime de Ben Ali. Mohamed Kerrou a mis en évidence, à travers la figure du *mezwâr*, la dimension historique de cet exercice du pouvoir qui s'appuie sur le contrôle des mœurs et des affaires privées pour préserver l'ordre public dans la cité²⁶⁰.

²⁵⁸ Observation participante, voyage marchand, été 2008, été 2009.

²⁵⁹ Le bulletin n°3 correspond au casier judiciaire, souvent demandé par l'administration pour obtenir un passeport, postuler à un emploi, etc. Si les citoyens ont accès à ce bulletin, ils ignorent complètement la manière dont est établi ce que contient leur fiche auprès de la police politique, communément appelé « Bulletin n°4 ».

²⁶⁰ Mohamed Kerrou, « Le *mezwâr* ou le censeur des mœurs au Maghreb », in Mohamed Kerrou (dir.), *Public et privé en islam*, Paris, Maisonneuve & Larose, 2002, pp.313-343.

Avec l'épreuve de contrôle des identités et les questions qui l'accompagnent habituellement, le pouvoir, à travers ses agents, s'insère dans le détail des vies, des parcours et des raisons qui ont poussé chacun à faire le voyage. Le pouvoir s'insinue dans ce que Michel Foucault avait défini comme étant l'objet de la police à savoir « l'indéfini du contrôle » qui cherche à connaître « les choses de chaque instant », ces « choses de peu »²⁶¹. Parmi les instruments dont dispose le pouvoir, c'est un savoir, accumulé durant des années, qui porte sur les moindres détails de la vie de la population et qui est consigné dans ses bases de données. De fait, celles-ci renferment des informations auxquels les citoyens n'ont évidemment pas accès et dont ils ignorent le contenu, la nature et les sources qui ont permis de les collecter. Les forces de sécurité disposent d'informations qui proviennent de sources différentes qui leur permettent d'apprécier l'obéissance et la conformité de chaque praticien d'*el khat*, d'étayer leurs soupçons ou en revanche de les infirmer. En ce sens, les barrages participent d'un dispositif de tri et de sélection des individus en fonction de leurs conduites.

Privés de leurs emplois dans le secteur public ou le privé et soumis, de nombreux anciens prisonniers politiques de la mouvance islamiste étaient amenés à courir derrière *el khobza* en investissant l'économie de la débrouille: marchands ambulants, vendeurs de fruits et de légumes, vendeurs de vêtements et d'habits dans la fripe, chauffeurs ou encore « fourmis » dans l'économie d'*el khat*. Dans une ville du Cap-bon, j'avais fait la connaissance d'un commerçant, ancien membre du parti islamiste Ennahda, qui a passé près d'une décennie dans les geôles du régime de Ben Ali dans les années 1990. A sa sortie, il avait pu compter sur l'aide de ses frères pour ouvrir un commerce de fripe et de vêtements. Au début de son activité, il s'est rendu, à de nombreuses reprises, à Ben Guerdane pour s'approvisionner mais il avait dû faire face à chaque contrôle de police ou de la garde nationale à l'acharnement des agents de l'Etat qui dès qu'ils s'apercevaient de son passé politique n'hésitaient pas à le racketter lourdement et à accompagner ses tracasseries d'humiliations qui l'ont progressivement dissuadé de prendre la route préférant déléguer la tâche de l'approvisionnement à sa belle-sœur qui pouvait se rendre au comptoir frontalier sans susciter les soupçons des forces de sécurité²⁶².

²⁶¹ Michel Foucault, *Surveiller et punir...op.cit*, p.249.

²⁶² Entretiens, Nabeul, Cap-bon, été 2010.

L'affaire de Faouzi Béjaoui illustre la force de la « pénalité de la norme »²⁶³ qui dépasse celle de la loi et qui vient sanctionner les conduites à laquelle la population est soumise et opère une différenciation non pas entre les actes mais les individus en ce qu'elle gratifie les obéissants et met à l'écart de la société, exclu et affame les sujets aux conduites et comportements non conformes. En effet, le nom de Faouzi Béjaoui a été cité dans un communiqué de l'association de défense des droits de l'homme « Liberté et Equité » du 25 juin 2010²⁶⁴. Ce monsieur a été privé de son droit à la licence professionnelle de chauffeur de « louage » sachant qu'il remplissait toutes les conditions et que son dossier était parfaitement en règle. Son Bulletin N°3, autrement dit son casier judiciaire ne contenait aucun antécédent ; il avait le permis requis pour conduire un véhicule de transport collectif et les 350 DT demandés au titre des frais de dossier, timbres fiscaux, etc. Pour autant sa demande fût rejetée, le privant de son gagne-pain, sous le motif qu'il avait été arrêté en 1985 en tant que lycéen dans les mouvements de protestation estudiantins de l'époque. Et peu importe s'il n'ait jamais fait l'objet de condamnation lors de cette arrestation qui daterait de plus de 25 années ! L'Etat a une mémoire qui est soucieuse des détails imprescriptibles et des écarts de conduite impardonnables.

En réalité, en procédant à l'identification des voyageurs dans les barrages routiers, l'agent de l'Etat semble formuler la question suivante : « Qui est ce praticien d'*el khat* ? ». Cette question n'est pas adressée à la personne concernée mais au savoir que l'Etat a accumulé sur sa population des années durant. Ces moments passés dans les barrages n'ont pas manqué d'évoquer chez moi, les files de passage devant le guichet de l'agent de la police des frontières dans les aéroports au cours desquels j'essayais d'apercevoir ce qui s'affichait sur l'écran de son ordinateur à chaque fois qu'il tape les identifiants des personnes qui me procédait dans la file. Cette similitude trahit une mobilité des frontières à l'intérieur même du territoire étatique sauf qu'il ne s'agit pas, à vrai dire, des frontières extérieures mais de celles d'un espace dans lequel le praticien d'*el khat* attend l'autorisation de pénétrer. Autorisation

²⁶³ Michel Foucault, *Surveiller et punir...*op.cit, p.215.

²⁶⁴ Communiqué de l'association « Liberté et Equité » du 25 juin 2010, « Mr Faouzi Béjaoui, privé de licence professionnelle parce qu'il a été arrêté quand il était lycéen », [Communiqué en arabe, la traduction est de moi]. Notons que cette arrestation a eu lieu sous le régime de l'ancien président Habib Bourguiba.

qui dépend de la réponse « qui est-il politiquement ? »²⁶⁵. Dans les aéroports, je voyais souvent s'afficher sur les écrans des agents : « Rien à signaler » qui signifie, sans doute, que la personne en face de l'agent est : « autorisée à pénétrer dans le territoire de l'Etat »²⁶⁶. Tous les voyageurs des bus dans lesquels j'étais, espérait aussi cette même réponse pour pouvoir continuer leur route le long d'*el khat* en attendant un autre barrage. En étant attentif à la dimension performative du « domaine du *beylik* », je dirais que le « Rien à signaler » que recevait l'agent au bout de sa radio sans file équivaldrait à un code d'accès qu'on pourrait expliciter par : « sujet sans histoire, autorisé à braconner dans le domaine du *beylik* ». Les barrages routiers se muent de fait, en frontières d'un domaine d'accumulation protégé, aux contours aussi fluides que mobiles mais irréductibles à l'ensemble de la communauté. Comme pour signifier qu'à l'intérieur des frontières de l'Etat, il y a ceux qui en sont exclus pour cause de conduite non conforme. La technologie étatique a ainsi permis le passage du gouvernement des hommes à celui des conduites.

Ainsi, les barrages de contrôle policier sont des sites de répression et de normalisation, dans lesquels s'opère un tri entre les sujets qui courent derrière *el khobza* et qui leur rappelle à chaque instant que tout écart de conduite par rapport à la norme peut leur coûter leur *khobza*. Comme tous les sites de pouvoir, les barrages, les postes frontières, les administrations publiques mais aussi les documents officiels délivrés par les autorités publiques opèrent une différenciation et participent à assurer l'insertion ou en revanche à l'exclusion du « domaine du *beylik* » c'est-à-dire du droit à braconner et à s'extraire des obligations fiscales à l'égard de l'Etat. En contrôlant l'accès à ce domaine, les barrages comme tous les dispositifs sécuritaires circonscrivent la course à *el khobza* dans de nouvelles frontières valorisant la conformité et l'obéissance les individus. La domination ne s'exerce pas par le contrôle de tout le champ de l'activité sociale ; il s'agit plutôt d'investir ces points névralgiques d'accès à *el khobza* par le contrôle, la différenciation, la hiérarchisation des individus en diffusant une inégalité qui autorise le déploiement des jeux de pouvoir, de la corruption et du clientélisme.

²⁶⁵ Analyse inspirée de l'étude de Pradeep Jeganathan, « Checkpoint. Anthropology, Identity and the State », in Veena Das and Deborah Poole (ed.), *Anthropology in the margins of the State*, SAR Press, Oxford, James Currey, 2004, pp.67-80.

²⁶⁶ Observations tirées de mon expérience personnelle dans les aéroports tunisiens. J'ai pu apercevoir à plusieurs reprises « Rien à signaler » s'afficher sur l'écran de l'agent de la police des frontières.

Dès lors, *el khobza* se mue en une « technologie spécifique du pouvoir »²⁶⁷ qui produit une « discipline interstitielle »²⁶⁸ dans ces espaces, certes en marge de la loi mais au cœur de la norme. La course à la subsistance exige de la part des gens de s'interdire des écarts de conduite et de se garder de « jouer avec *el khobza* de leurs enfants » comme le rappelle l'expression populaire tunisienne. La référence au jeu est utilisée, ici, non pas dans son acceptation ludique mais comme synonyme de prise de risque déraisonnable et absurde assimilée dans certaines situations à de la « folie » qui vient sanctionner tout comportement susceptible de causer des ennuis à son auteur et lui attirer la colère foudroyante du pouvoir. Un organisateur de voyage à Ben Guerdane ne prendra pas dans son bus un individu connu pour ses opinions politiques contestataires ou même son casier judiciaire chargé ; un entrepreneur d'*el khat* tentera constamment de se faire bien voir de la part des autorités en distribuant des cadeaux, en rendant service au responsable de la cellule locale du RCD, en donnant des informations sur les trafics à la frontière et pour certains en se faisant carrément recruter comme indic²⁶⁹. Un chauffeur, un commerçant mais aussi fonctionnaire, ou simple citoyen tentera de « se tenir à l'écart » de toute expression hostile voire critique à l'égard du pouvoir car comme disent les Tunisiens : « dans ce pays, il vaut mieux raser le mur » et « ne pas faire de problèmes ». La course à *el khobza* suppose une préférence pour l'ombre car « on a tous quelque chose à se reprocher »²⁷⁰.

3) Violence des négociations et des ponctions.

A chaque barrage routier, le rituel se répète : les forces de sécurité arrêtent les bus et les véhicules des praticiens de la « voie » et se mettent à les fouiller, menacent de saisir les marchandises achetées sans factures et infliger des amendes aux trafiquants avant de se rétracter sous les implorations et les prières de ces derniers qui proposent de trouver un compromis susceptible d'arranger tout le monde. Il arrive que certains agents intransigeants intimement l'ordre aux voyageurs de descendre et de décharger le bus ou le véhicule qu'ils avaient mis du temps à charger. Destinée à découvrir ce que les praticiens d'*el khat*

²⁶⁷ Michel Foucault, *Surveiller et punir...op.cit.*, p.227.

²⁶⁸ Ibid., p. 250

²⁶⁹ Entretiens, Ben Guerdane, été 2008, été 2009.

²⁷⁰ Expressions populaires utilisées pour évoquer cette manière d'être dans l'ombre.

transportent, notamment les produits fortement taxés tels que le tabac ou le café, ce procédé fragilise les voyageurs et incite les agents à augmenter le montant de la dîme. De nombreux agents de l'ordre font preuve de beaucoup d'agressivité et de violence n'hésitant pas à s'adresser aux voyageurs sur un ton vexant voire particulièrement humiliant. L'humiliation, et les insultes proférées par certains agents contre les praticiens de la « voie » finissent par désarmer ces derniers qui, en situation illégale et intimidés, n'opposent aucune résistance et tentent par tous les moyens d'appriivoiser l'agent de manière à sauver leur marchandise. Il arrive que le bus reste immobilisé sur le bas-côté de la route pendant plus d'une heure ; le temps des fouilles et de l'identification. Dans ces conditions l'attente s'éternise et les négociations se prolongent dans un face à face déséquilibre entre des gens désarmés et des agents qui abusent des menaces de saisie et de confiscation des marchandises. Très souvent, ce sont les praticiens d'*el khat* expérimentés et rompus à ces joutes qui se chargent de négocier avec les agents en se relayant à plusieurs : à chaque fois que l'un d'eux essuie un échec et se heurte à l'intransigeance de l'agent, un autre prend le relais pour essayer de tarauder l'intransigeance des agents de l'Etat. A la rigidité des agents répond la ténacité des praticiens de la « voie » qui savent que le monnayage d'un compromis est possible. Alors, on supplie, on patiente, on implore, on change d'interlocuteur en essayant de parlementer avec un autre, on se relaie en usant chacun d'un répertoire de négociation différent : on implore la clémence de l'agent, on l'invite à passer dans la région des voyageurs pour honorer sa présence, on cherche à savoir son équipe de football préférée, histoire de lui faire cadeaux des billets du prochain match lors du prochain voyage. Les praticiens d'*el khat* usent de multiples manières de parlementer pour appriivoiser l'agent et l'emmener sur le terrain du monnayage du passage et donc de l'achat du droit à *el khobza*. Si la discussion s'éternise avant d'évoquer le prix du passage, l'arrivée à ce dernier stade augure généralement de la fin de la discussion. En position de faiblesse, les praticiens de la « voie » ne chercheront pas à marchander négocier longtemps car dès lors qu'un accord est trouvé il s'agit de payer pour pouvoir poursuivre son chemin et se tourner vers le barrage suivant. Les sommes payées varient d'un barrage à l'autre en fonction de la nature des produits et du tonnage des marchandises transportées, du savoir négociateur des praticiens de la « voie », du montant des prélèvements réussis dans la journée par les agents qui se répercute sur leur humeur et leur intransigeance,

l'ancienneté du chauffeur, l'expérience de l'organisateur du voyage marchand et l'étendue des relations que ces acteurs ont pu tisser au fil des années avec les agents sur la route²⁷¹.

A la suite d'un contrôle dans un barrage routier qui s'est terminé par le paiement de 50 DT de dîmes à l'agent-négociateur, j'avais demandé à mes compagnons de route pourquoi les discussions s'éternisaient alors que les agents semblent vraisemblablement enclins, dès le départ, à négocier. Ahmed, un marchand de pneus assis en face de moi, m'avait répondu : « c'est normal la discussion ne peut pas commencer par : 'alors, c'est combien le passage ? » L'agent doit montrer qu'il est le maître (*maa'lem*) et après il négocie pour trouver un prix ». Ali, un praticien de la « voie » qui compte plusieurs années d'expérience dans l'économie d'*el khat* va dans ce sens en insistance sur la violence des négociations : « Ah, les agents sur la route n'ont pas de pitié. Ils sont là pour racketter, soutirer le maximum, et ils savent que nous n'avons pas le choix. Une fois, en discutant avec un agent qui était particulièrement agressif et qui m'avait demandé 100 DT, je l'ai imploré en lui disant 'c'est trop, c'est vraiment trop pour nous. Je vous demande sur la tête de votre mère de nous faire une faveur (*B'ras ommek, ta'mel mzyya*)'. Tu sais ce qu'il m'a répondu. 'Ça ne sert à rien d'invoquer ma mère. Quand je suis sur la route, j'oublie ma mère et s'il lui arrive d'être à votre place, je ne la raterai pas' ». Ali poursuit en disant : « de toute façon, personne n'est dupe qu'un agent de police, de la garde nationale, ne peut vivre seulement avec son salaire ». A ce moment de la discussion, Azzedine, le bras droit de l'organisatrice des voyages, habitué aux négociations avec les agents sur la route a rebondi en disant : « Mais, est ce qu'on attend d'un agent qui passe ses journées et ses nuits été comme hiver, sous le soleil et dans le froid, à se contenter d'un salaire 300 DT, 400 DT ou même 500 DT et surtout s'il a des enfants à nourrir. Tout le monde sait que les agents vivent de l'argent de la route. Une affectation au poste à Ras Jdir se monnaie à 12000 DT et un poste dans le sud tourne autour des 5000 DT. Si un agent est prêt à payer pour être affecté ici, c'est qu'il vient pour faire de l'argent, pas pour chercher si des types comme nous respectent la loi ou pas. C'est comme ça, ce pays fonctionne comme ça. L'Etat ferme les yeux et laisse les agents se débrouiller (*dawla mtofyya edhaw, w el hakem ydabber fi rassou*) »²⁷². Notre discussion s'est achevée sur le silence de mes compagnons qui ont acquiescé face à ces paroles. De mon côté, j'ai préféré en rester là car s'entêter à poser des

²⁷¹ Observation participante, Sud tunisien, été 2008, été 2009.

²⁷² Observation participante, Sud tunisien, été 2008.

questions risquait de mettre de la distance avec mes compagnons de voyages en suscitant, chez eux, le sentiment que je ne partageais pas leur vécu et le concret de leur course à *el khobza* et que j'ignorais « la manière dont fonctionne les choses dans le pays » qui semblait pourtant être une évidence. Et puis pourquoi se plaindre puisque l'on avait réussi à payer et que le barrage était désormais derrière nous ? Mieux valait alors se concentrer sur le prochain. Dans ce bus, comme eux, j'étais censé courir derrière *el khobza* et non pas l'étudier.

Or la question qui méritait d'être posée était justement : comment fonctionnent les choses dans le pays ? La réponse m'a été donnée par un praticien de la « voie » lors d'un autre voyage.

« Dans ce pays, pour manger, il faut donner à manger (*kool w wakkel*). Est-ce que l'agent nous laissera passer si on ne lui avait pas donné à manger ? Certainement, pas. Crois-tu que, lui ne partagera pas les 50 DT avec son chef qui faisait semblant de ne pas être concerné par nos discussions ? bien sûr que non. Les gens mangent les uns sur le dos des autres (*enness tekel min dhhour ba'athha*) »²⁷³.

Ce que suggère ces témoignages successifs est que les prébendes collectées dans les barrages de contrôle-racket sont loin d'être assimilées à des pratiques corruptives ou déviantes mais s'inscrivent au cœur du fonctionnement des forces de sécurité puisqu'elles alimentent une économie parallèle des affectations qui suit l'itinéraire d'*el khat*. Les agents des forces de sécurité tirent l'essentiel de leurs revenus des prébendes et des dîmes collectées le long de cette « voie ». Tous les agents n'ont pas accès à des opportunités d'enrichissement équivalentes car ceux placés dans le poste frontière de Ras Jdir ou dans les environs de Ben Guerdane accumulent d'autant plus qu'ils détiennent les clés du passage à la frontière et de l'accès à la ville-entrepôt. En revanche, leurs collègues placés sur les barrages qui balisent *el khat* se doivent de traquer les fraudeurs et de les piéger pour pouvoir les racketter. Dans l'une ou l'autre des situations, il est courant de voir les hauts gradés, chefs d'équipe ou responsables du poste frontière ne pas se mêler directement avec les fraudeurs laissant le soin de la négociation à leurs subordonnés pour se partager, par la suite, le butin avec eux.

Ainsi, les prébendes collectées sur la route par les agents directement sur le terrain irriguent l'ensemble de la hiérarchie des institutions policière et douanière. De fait, les affectations, les promotions et les mutations sont monnayées au prix fort par les agents à tous

²⁷³ Discussion, observation participante, Sud tunisien, été 2009.

les échelons. Les hauts responsables exigent le paiement de plusieurs mois de salaires pour affecter ou muter un agent d'un poste à un autre susceptible d'offrir à son détenteur des opportunités d'accumulation plus importante. Cette économie informelle des nominations ne concerne pas uniquement les forces de sécurité mais s'étend à l'ensemble de la fonction publique qui demeure le référent de la sécurité autant pour la régularité des salaires aussi modestes soient-ils que les possibilités d'accumulation auxquelles elle donne accès. Ces liens étroits entre les positions de pouvoir et les possibilités d'enrichissement à travers la captation d'une partie d'*el khobza* des subordonnés sont symbolisés par ce que les Tunisiens désigne le « clou de J'ha » en référence à un personnage folklorique de la tradition orale arabo-musulmane²⁷⁴. La métaphore du « clou de J'ha » renvoie, en réalité, aux pratiques prébendaires et autres suppléments de salaires illicites pour agents d'Etat sous-payés procurés par leur position au sein de l'Etat. L'histoire veut que J'ha, héros populaire, magouilleur et rusé, avait décidé de vendre sa maison car les temps étaient très durs. Face au risque de se retrouver sans abri et devant la nécessité de céder sa maison pour toucher l'argent de la vente, il a trouvé une ruse en posant une condition à l'acheteur ; celle de conserver la propriété du clou enfoncé dans le mur du salon. En acceptant, l'acheteur n'a pas tardé à s'apercevoir qu'il avait fait une mauvaise affaire puisque, chaque jour, J'ha venait s'enquérir de l'état de son bien et profiter de sa maison. Le clou a, dès lors, été la parade que ce personnage souvent, décrit dans les contes populaires comme un personnage au comportement prosaïque, sans scrupules et basement matérialiste, a trouvé pour conserver l'usage de sa maison tout en empochant l'argent de sa vente, autrement dit, de faire d'une position aussi marginale et insignifiante soit-elle une source de revenus.

Les praticiens d'*el khat* savent d'autant plus qu'il faut payer que l'agent de l'Etat qui détient la clé du passage est sur la route, entre autre, pour se servir. Dès lors, des marges de manœuvre indispensables au fonctionnement d'*el khat* ont pris forme²⁷⁵.

²⁷⁴ Jean Desjeux, « Djoha, héros de la tradition orale dans la littérature algérienne de langue française », *Revue de l'occident musulman et de la Méditerranéen*, vol 22, n°22, 1976, pp 27-35.

²⁷⁵ Michel Foucault, *Surveiller et punir...op.cit.* Pour une discussion de la notion d'« espace de tolérance », voir l'étude Gilles Favarel-Garrigues sur la lutte contre les infractions économiques dans l'Union soviétique, *La police des mœurs économiques...op.cit.*

4) Les *taalimat* au cœur de la régulation d'*el khat*.

Dans leur course à *el khobza*, les praticiens d'*el khat* sont confrontés à une situation ambiguë: une tolérance dans la ville de Ben Guerdane, comptoir incontournable du commerce transfrontalier et simultanément une répression qui se déploie en amont sur son approvisionnement et en aval, ciblant les filières d'écoulement des marchandises sur le territoire tunisien. En outre, à mesure que la « voie » avance vers le nord, les barrages se multiplient décrivant une segmentation du contrôle qui n'a pas manqué de susciter les interrogations des praticiens d'*el khat* qui sont les premiers à devoir affronter une situation qu'ils jugent arbitraire. L'un d'eux m'a fait part d'une discussion qu'il a eue avec un responsable de la garde nationale de Ben Guerdane ; il m'a ainsi relaté les détails :

- « C'est mon beau-frère qui me l'a présenté dans une fête de mariage, alors je n'ai pas hésité à lui poser la question » [Si les flux de marchandises entrant à Ben Guerdane sont considérés par les autorités comme illégaux et que les flux sortant le sont également, quelle est la situation de Ben Guerdane ?]

- « quelle a été sa réponse ? »

- « Il m'a répondu: 'pour nous Ben Guerdane est un marché noir. Les *taalimat* consistent à affaiblir le souk en limitant son approvisionnement. On ne peut pas l'interdire alors on essaye de le circonscrire en installant des barrages routiers pour empêcher la diffusion des marchandises sur le reste du territoire. C'est comme si on installait des boucliers l'un après l'autre pour encercler la ville. Il est évident que des marchandises arrivent à dépasser ces boucliers et atteindre le reste du pays mais s'il n'y avait pas ces contrôles tout le pays serait inondé de marchandises '*made in China*' »²⁷⁶.

La régulation d'*el khat* basée sur la tolérance des activités qui se déroulent à l'intérieur de la cité-entrepôt et la circonscription de leur extension de manière à les maintenir dans des limites économiquement acceptable se déploie par le truchement des *taalimat*. Celles-ci renvoient à des instructions orales, non écrites qui n'ont aucune existence formelle dans la bureaucratie étatique tout en étant au cœur de son fonctionnement. Dans la pratique professionnelle des agents, les *taalimat* ont plus de force et de puissance que la loi. Elles déterminent ce qui est à faire et à proscrire et façonnent les actions concrètes de l'Etat sur le terrain. Béatrice Hibou a montré dans la conclusion de son ouvrage *La force de l'obéissance* que les *taalimat* renvoient dans le fonctionnement de l'administration tunisienne à « ce qui

²⁷⁶ Entretien avec un entrepreneur d'*el khat*, Ben Guerdane, décembre 2008.

doit être fait mais ne peut être écrit »²⁷⁷. De fait, les *taalimat* reflètent la centralité de l'oralité dans l'exercice du pouvoir en Tunisie qui favorise une application aléatoire de la loi²⁷⁸. Aussi bien dans les affaires de violations des droits de l'homme, de surveillance de la vie politique que, plus banalement, de gestion quotidienne des pratiques populaires de survie, l'avantage des *taalimat* est justement de ne pas laisser de trace. Dans toutes ces transactions quotidiennes, le fonctionnaire est au centre de la diffusion de cet exercice arbitraire du pouvoir tantôt en empiétant sur les libertés des citoyens et en leur interdisant d'exercer leur droit sous prétexte qu'« il ne fait qu'appliquer les *taalimat* » et tantôt en leur frayant la voie pour transgresser impunément la loi présentant cela comme une faveur qui gagne à être monnayée.

L'Etat tunisien a renforcé son arsenal juridique de répression des pratiques économiques illicites à mesure qu'une partie des élites économiques dénonçait les méfaits des filières du commerce « informel » réclamant davantage de fermeté contre le « fléau asiatique »²⁷⁹. Les autorités ont ainsi répondu au début des années 1990 par une série de lois visant à protéger l'économie dite « nationale » de toute concurrence « déloyale » en référence aux pratiques marchandes « informelles ». La loi N°91-64 du 29 juillet 1991 relative à la concurrence et aux prix est venue annoncer la création du conseil de la concurrence pour lutter contre les pratiques anticoncurrentielles considérées comme un danger pour les entreprises et les commerçants tunisiens travaillant dans la légalité. Cette loi a été amendée à plusieurs reprises en 1993, 1995, 1999, 2003, 2005 et 2007 annonçant à chaque reprise des mesures de plus en plus répressives destinées à lutter contre le « fléau » qu'incarne le commerce « parallèle »²⁸⁰. Ces multiples amendements se voulaient une affirmation politique

²⁷⁷ Béatrice Hibou, *La force de l'obéissance...op.cit.*, p. 349.

²⁷⁸ La centralité de l'oralité dans le fonctionnement de l'Etat n'est pas propre au régime de Ben Ali, sa centralité remonte aux premières années de l'indépendance, voir Hélé Béji, *Le désenchantement national. Essai sur la décolonisation*, Paris, La Découverte, 1982.

²⁷⁹ La presse tunisienne désigne souvent les marchandises asiatiques comme un « fléau », voir, la presse tunisienne, « A sidi Boumendil, l'été porte la griffe du 'made in China' », *Le Quotidien*, 28 janvier 2008. Le mensuel « Tunisie plus » a plaidé dans son numéro d'octobre 2010 pour une protection de l'artisanat tunisien contre le « fléau asiatique », n°9, octobre 2010, consulté sur www.tunisieplus.com.

²⁸⁰ Mondher Zenaïdi, ministre du commerce et de l'Artisanat devant la Chambre des députés en juin 2007, cité dans Sihem Bensedrine et Sahbi Smara, « Commerce parallèle : les parrains et les damnés », *Actuel*, 29 septembre 2008.

de la volonté des autorités de lutter résolument contre les pratiques économiques illicites à travers des actions concrètes comme l'a déclaré le ministre du Commerce et de l'Artisanat en ces termes rapportées par la presse : « Mais pour mieux lutter contre le commerce parallèle, le ministre a rappelé la poursuite des efforts visant à mieux organiser les marchés hebdomadaires et à limiter leur extension géographique et en termes de durée, la révision du cadre réglementaire en vue de rationaliser les codes de douane, le renforcement du contrôle sur le terrain et de la surveillance au niveau des points de passage, grâce à une consolidation des moyens humains et techniques, pour améliorer le contrôle des opérations d'importation et préserver le tissu commercial »²⁸¹. Ces mesures annoncées par les pouvoirs publics à la faveur d'un durcissement de la répression contre l'économie « parallèle » n'ont pas mis fin au foisonnement des circuits d'écoulement de marchandises issues de la fraude douanière. Sur le terrain, il y avait perpétuellement un décalage entre les normes légales adoptées par le législateur et leur application concrète qui était sujette aux *taalimat*.

Ce décalage m'incite à questionner les raisons de légiférer alors que les prescriptions du législateur ne sont pas respectées. En réalité, la production massive de législation constitue aussi bien une forme d'affirmation politique à l'égard d'un enjeu public auquel une partie des élites économiques réclame une réponse qu'une « mise à niveau » juridique indispensable pour se conformer aux critères de « bonne gouvernance » et aux conditionnalités des bailleurs de fonds. Dans son étude de l'économie informelle de la communication en Tunisie, Riadh Ferjani a montré que la signature de la Tunisie des accords du GATT s'est accompagnée d'une surproduction de normes juridiques venues mettre la législation tunisienne de lutte contre le piratage et les atteintes aux droits de propriété intellectuelle en conformité avec les exigences de l'Organisation mondiale du Commerce et les intérêts des multinationales et des opérateurs privés qui ont dénoncé l'économie « parallèle »²⁸². Alors que la première loi sur la propriété littéraire et artistique de 1966 n'a été amendée qu'en 1994 à la suite de la promulgation d'un nouveau texte conforme à l'Accord sur les Aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC) signé dans le cadre de l'OMC, celui-ci a

²⁸¹ Presse tunisienne, « Mondher Zenaïdi et la lutte contre le commerce parallèle », consulté en ligne sur www.webmanagercenter.com, 29 juin 2006,

²⁸² Riadh Ferjani, « L'économie informelle de la communication en Tunisie : de la résistance à la marchandisation » in Tristan Mattelart (dir.), *Piratages audiovisuels, Les voies souterraines de la mondialisation culturelle*, Bruxelles, éditions de Boeck, 2011, pp.75-100.

depuis été amendée à plusieurs reprises prévoyant toujours des mesures restrictives à l'égard des pratiques de piratage et de reproduction illicite des productions artistiques et culturelles²⁸³. Riadh Ferjani n'a d'ailleurs pas manqué de souligner que, si cette production normative constitue une forme d'alignement tardive de la législation tunisienne sur les normes et modèles internationaux, « sa traduction en termes d'action publique reste cependant très aléatoire »²⁸⁴.

En participant à la perpétuation du flou, les *taalimat* constituent un registre de régulation indispensable à la consolidation de l'ordre social et à l'accommodement avec les conditionnalités des bailleurs de fonds à défaut de réformer le modèle économique. Dans son étude du processus de libéralisation du commerce extérieur et de gestion des contraintes qui accompagnaient les accords de libre-échange, Béatrice Hibou avait montré la manière dont l'Etat a fait entorses aux accords de partenariat euro-méditerranéen à travers des techniques qui étaient d'autant plus efficaces qu'elles étaient indétectables et n'apparaissent pas comme des violations aux accords de libre-échange. Ainsi, lorsqu'il s'agissait de faire face au dérapage de la balance des transactions courantes, ou de pénurie de devises, la Banque centrale émettait des *taalimat* auprès des banques et des organismes publics pour réduire les importations, limiter la fourniture des importateurs en devises et entraver l'obtention de crédits documentaires, retarder l'arrivée des produits en incitant les autorités portuaires à ralentir les procédures de dédouanement et l'accès aux documents nécessaires, procéder à des majorations ponctuelles et officieuses des droits de douane, émettre des avis défavorables à l'importation du produit pour défaut de production, absence d'informations suffisantes ou tout simplement défectuosité²⁸⁵.

Cette prégnance des *taalimat* dans la gestion quotidienne des pratiques économiques illicites, signifie-t-elle que les lois n'ont aucun effet ?

Michel Foucault nous invite à changer notre conception de la loi, et notamment à « ne pas confondre sa forme qui est toujours d'interdire ou de contraindre et sa fonction qui doit

²⁸³ Voir sur le portail de l'actualité économique en Tunisie, « Le contrefaçon ne passera pas, promettent les autorités », en ligne sur www.webmanagercenter.com, 11 février 2010.

²⁸⁴ Riadh Ferjani, « L'économie informelle de la communication en Tunisie ... », art.cit, p.95.

²⁸⁵ Béatrice Hibou, *La Force de l'obéissance... op.cit.*, chapitre 8.

être celle de régler le jeu. La loi c'est ce qui favorise le jeu »²⁸⁶. Les lois constituent en ce sens des points importants autour desquels s'organise le jeu de la coercition et des négociations entre acteurs et agents de l'Etat. Dans les interactions les plus banales avec les fonctionnaires des administrations publiques ou les agents des forces sécuritaires, les Tunisiens entendent souvent dire : « nous avons des *taalimat* d'appliquer la loi », autrement dit, les lois sont des affirmations politiques et formelles dont l'activation ou la suspension est souvent affaire de *taalimat*. C'est que « la loi ne peut fonctionner que lestée par autre chose qui en est le contrepoids, les interstices, le supplément »²⁸⁷. Les *taalimat* organisent l'économie du jeu autour de la loi. De sorte qu'elles ne constituent pas fondamentalement une forme de régulation extralégale : elles s'appuient généralement sur la loi pour favoriser son application ou sa transgression. En tant que mécanisme qui aménage la transgression de la loi dans la course à *el khobza*, les *taalimat* incarnent un dispositif de sécurité et de gestion de la multiplicité des intérêts par la préservation des zones de tolérance qui sont indispensables au gouvernement de l'économie d'*el khat*.

Les *taalimat* adressées aux services répressifs pour limiter l'approvisionnement du souk et l'écoulement de marchandises ne doivent ainsi pas être interprétées comme l'expression d'un « laisser-faire »²⁸⁸. Pour un régime qui a historiquement privilégié ce que les Tunisiens appellent la doctrine de l'« assèchement des sources » comme forme d'action privilégiée dans l'éradication des phénomènes sociaux indésirables, cette tolérance renseigne sur l'appréciation des pouvoirs publics à l'égard de ces pratiques illicites et en l'occurrence, l'évaluation faite que l'ordre dans le pays ne peut se passer de ces activités. Doctrine inventée pour endiguer la diffusion de l'islamisme dans les années 1980, l'« assèchement des sources » a pris des formes particulièrement restrictives sous l'ère de Ben Ali à travers la mise en place d'une politique répressive contre le port du hijab²⁸⁹, la fermeture des mosquées en

²⁸⁶ Michel Foucault, *Sécurité, territoire, population. Cours au Collège de France, 1978-1979*, Paris, Gallimard, 2004, p. 266.

²⁸⁷ Ibid., p. 265.

²⁸⁸ Sur le « laisser-faire », Michel Foucault, *Naissance de la biopolitique...op.cit.* Je reprends ici l'utilisation qu'en fait, pour les situations autoritaires et totalitaires, Béatrice Hibou dans *Anatomie politique de la domination...op.cit* chapitre 8.

²⁸⁹ Sur la présence du hijab dans l'espace public, Mohamed Kerrou, *Hijab : nouveaux voiles et espaces publics*, Tunis, Cérès éditions, 2010.

dehors des heures de prières, le quadrillage des lieux du culte en nommant les imams et en surveillant les prêches dont la rédaction a été affectée aux instances politiques, l'occupation des campus universitaires par la police de manière à contrôler les activités estudiantines ou encore l'épuration des manuels scolaires de toutes références jugées favorables à la doctrine islamiste²⁹⁰. De la même façon, assécher l'approvisionnement du souk remet en cause de façon radicale les arrangements fondamentaux pour la perpétuation de l'ordre social et politique. Mais contrairement à la répression des signes extérieurs de religiosité qui, finalement, a été relativement acceptée, cette politique d'éradication économique était impossible à tenir : elle risquait de susciter une explosion de la contestation dans les régions méridionales, à l'image du mouvement de protestation contre la fermeture de la frontière en août 2010. De même, empêcher toutes les sorties de marchandises du souk revient à entraver les circulations marchandes entre le reste du pays et Ben Guerdane et l'approvisionnement illicite de l'économie urbaine ce qui constitue implicitement une forme de mise à mort de la ville-entrepôt et de toute l'économie d'*el khat*. Comment maintenir l'économie d'*el khat* dans des limites acceptables tout en tolérant la cité-entrepôt qui crée un appel d'air et entretient les flux de marchandises et le dynamisme des réseaux régionaux et transnationaux ?

5) La violence du racket : ruse de la mise en œuvre et pouvoir discrétionnaire.

Cette contradiction a été gérée au quotidien par les agents des forces de l'ordre sur le terrain chargés de mettre en application les *taalimat*. Dominique Monjardet a montré qu'il n'existe pas une police « presse-bouton » que le pouvoir politique actionnerait à volonté pour produire des résultats totalement conformes à ses intentions et aux objectifs fixés²⁹¹. En réalité, les agents sur le terrain procèdent souvent à une hiérarchisation et une sélection des tâches qui leur sont confiés selon les contraintes qui pèsent sur leur activité professionnelle et surtout selon leurs connaissances des priorités de leurs hiérarchies. Un agent de la garde nationale illustre cette dimension en ces termes :

²⁹⁰ Sur la relation entre le régime de Ben Ali avec la mouvance islamiste, voir Michel Camau et Vincent Geisser, *Le syndrome autoritaire...op.cit.* Chapitre 7, « Du MTI à Ennahdha. Des islamistes pas comme les autres ».

²⁹¹ Dominique Monjardet, *Ce que fait la police. Sociologie de la force publique*, Paris, La Découverte, 1996.

« Si l'Etat voulait vraiment bloquer *el khat*, il aurait fallu bloquer les entrées de marchandises à la frontière. Nous sommes des professionnels et nous savons que pour lutter contre un phénomène, il faut s'attaquer à la source, c'est le BABA de notre métier. Ça ne sert à rien de nous demander de lutter contre *el khat* quand Ben Guerdane est ouverte. C'est un contresens. On peut saisir et alors, ça n'arrêtera jamais les flux de marchandises. C'est comme labourer la mer »²⁹².

Contrairement aux *taalimat* portant sur le maintien de l'ordre, sur le contrôle des expressions politiques contestataires, sur la répression des groupes jugés hostiles au pouvoir, sur la nécessité de sécuriser les zones économiques et touristiques, de contrôler l'introduction d'armes et de stupéfiants depuis la Libye, celles portant sur la répression des activités économiques illicites ne sont pas perçues comme prioritaires. Les agents sur le terrain comprennent qu'ils ne doivent pas tarir les ressources de la cité-entrepôt ; s'il en était autrement, les *taalimat* auraient été d'une tout autre nature. Ce qu'on leur demande, ce n'est pas de supprimer mais de gérer ces flux ; et ils ont la latitude pour le faire. Cette application discrétionnaire des *taalimat* – qui prend forme dans les face-à-face aux issues incertaines sur les barrages routiers – ouvre des possibilités d'action, de jeu et d'enrichissement là où l'Etat entend interdire, limiter ou entraver²⁹³.

Dans son étude des politiques au guichet, Vincent Dubois formule une hypothèse intéressante pour analyser le décalage qui sépare les objectifs officiels affichés de l'action étatique et son application concrète par les agents subalternes. « La question est en l'occurrence moins celle d'un décalage entre les objectifs et leur application que la proclamation d'objectifs dont on sait la réalisation improbable, ou la réalisation d'objectifs qui ne sont pas nécessairement affichés comme tels. Dans les deux cas, les insuffisances pourront être imputées aux 'metteurs en œuvre' administratifs et les aspects valorisants revendiqués par les 'décideurs' politiques. Plus qu'une opposition entre le haut (qui décide) et le bas (qui applique), c'est dès lors la métaphore théâtrale qui convient le mieux pour caractériser les relations entre la scène, lieu des annonces publiques et de l'affirmation des principes, et les coulisses, lieu de l'organisation pratique, où l'on fait ce qu'on peut, mais

²⁹² Discussion à bâtons rompus avec un agent, Zarzis, novembre 2011.

²⁹³ Sur le caractère discrétionnaire de l'activité policière en contexte autoritaire, Gilles Favarel-Guarrigues, « Le policier soviétique et la mise en œuvre des politiques pénales (1956-1986) », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, n°49/2, avril-juin 2002, pp.54-77.

toujours à l'abri des regards »²⁹⁴. En d'autres termes, les autorités politiques savent très bien que les *taalimat* en matière de limitation des circulations marchandes illicites ne sont pas appliquées, mais elles s'en accommodent et se déchargent sur les forces sécuritaires pour gérer les contradictions de l'attitude de l'Etat qui cherche moins à démanteler l'économie d'*el khat* qu'à la maintenir dans des limites acceptables. En faisant de la défense de l'ordre la priorité de leur action, les agents mettent en place sans forcément le vouloir une politique que les autorités publiques ont souhaité sans toutefois l'énoncer clairement ni ouvertement. Pour décrire cette situation Vincent Dubois utilise une formule lapidaire : « il y aurait moins un déficit de mise en œuvre (*implementation gap*) qu'une ruse de la mise en œuvre (*implementation trick*) »²⁹⁵.

Cette ruse de la mise en œuvre augmente les marges de manœuvre des agents sur le terrain et participe à la diffusion de l'arbitraire. Les *taalimat* produisent une instabilité des règles qui ouvrent aux agents des possibilités de racket et des opportunités de prébendes. La coercition s'insère ainsi au cœur du fonctionnement ordinaire d'*el khat*. Outre l'illégalité, l'absence de règles impersonnelles et stables fragilise les praticiens de la « voie » qui n'hésitent pas, pour faire face aux entraves, passer un barrage, accélérer une procédure, franchir la frontière ou sécuriser les marchandises, à payer pour gagner leur *khobza* et bénéficier de la protection des agents censés appliquer les *taalimat*. Inexistantes dans les registres officiels de l'Etat, celles-ci ne produisent pas moins des effets tangibles et concrets dans le quotidien des praticiens d'*el khat*. C'est que, en offrant des opportunités de racket aux agents, les *taalimat* façonnent le mode de gouvernement qui se déploie, non pas dans un dessein global et sciemment mis en place, mais dans l'improvisation des interactions personnelles et des face à face quotidiens entre les agents de l'Etat et praticiens de la « voie » dont les gains vont dépendre de leur capacité à « manger *el khobza* dans l'ombre de l'Etat » c'est-à-dire à domestiquer la violence policière qui balise *el khat*.

²⁹⁴ Vincent Dubois, « Politiques au guichet, politiques du guichet », in Olivier Borraz, Virginie Guiraudon (dir.), *Politiques publiques 2, Changer la société*, Paris, Presses de Sciences Po, 2010, pp.265-286.

²⁹⁵ Expression de Vincent Dubois, « Politiques au guichet... », art.cit, voir également sur ce point mais dans un autre contexte, Alexis Spire, *Accueillir ou reconduire. Enquête sur les guichets de l'immigration*, Paris, Raisons d'agir, 2008.

Chapitre IV – *El khobza*. Un mode de gouvernement pragmatique.

Lors d'une discussion avec un praticien de la « voie » de Ben Guerdane qui était en train de me décrire les étapes de sa course quotidienne de part et d'autre de la frontière, je fus interpellé par la banalité avec laquelle il avait évoqué les dîmes versées aux agents de l'Etat. A ma remarque feinte de naïveté sur l'illégalité de ces arrangements, la réplique de mon interlocuteur fût incisive : « Est-ce que le bey est mon oncle ? Le bey n'est pas mon oncle. Quand je paye, je suis satisfait et même content car cela veut dire que j'ai sauvé ma marchandise et que je peux continuer ma route. Et puis, le policier sur la route, qui passe sa journée sous le soleil, il faut bien qu'il mange. D'ailleurs, beaucoup d'entre eux payent pour être affectés ici. Chacun cherche *el khobza* »²⁹⁶. L'allégorie du bey renseigne sur une perception du *beylik* dont la prégnance a survécu aussi bien à la colonisation qu'aux soubresauts de la construction de l'Etat de l'indépendance. Elle renvoie surtout au rôle discriminant que joue la relation au pouvoir dans l'accès à la richesse, aux privilèges et aux faveurs du souverain. Sans une « épaule » (autrement dit, un piston) au sein de l'administration et des services de sécurité pour le protéger, ce praticien de la route n'a d'autre choix que de payer pour manger *el khobza*. Ces « prélèvements » sont d'autant plus perçus comme inévitables qu'il sait parfaitement que le policier qui le rackette a payé ses supérieurs pour pouvoir le faire : les affectations le long d'*el khat* obéissent à une économie parallèle doublée d'une chaîne de prédation. Ces ponctions arrivent également à être perçues comme légitimes car elles protègent *el khobza* et sécurisent les profits.

La mobilisation de la métaphore du « bey » entend rendre compte de la nature de la relation des sujets au pouvoir, de leur perception de son emprise et de son exercice tels qu'ils se révèlent dans leur course à *el khobza*. Cette image du « bey » n'est pas sans évoquer la figure du *zaïm*, du « chef » en tant qu'« individu unique » incarnant la toute puissance et l'omnipotence du pouvoir. Mohamed Kerrou a montré fort justement que ce « mythe du

²⁹⁶ Entretien à Ben Guerdane, été 2009. Le bey était le titre du souverain tunisien, de la Régence de Tunis jusqu'à la proclamation de la République en 1957.

zaïm » est inséparable d'un autre mythe, celui de la « masse indifférenciée et subordonnée » passive et soumise²⁹⁷. Les paroles de ce praticien d'*el khat* illustrent que s'ils reconnaissent la puissance du « bey », les acteurs subalternes ne cherchent pas moins à manipuler les rapports de force dans lesquels leur course et leur existence sont inscrites. L'Etat cherche à s'accaparer le fruit de leur labeur en multipliant les lois et les règles qui les fragilisent et les poussent à l'illégalité. Dans ces conditions, courir derrière *el khobza* revient à braconner, à voler des « micro-libertés » à l'Etat et à « acheter » la protection de ses agents. Décrivant le patronage et la corruption dans le Bas Empire Romain, Paul Veyne a écrit : « Corruption dans les relations avec les administrés, vénalité de l'office, car on le rachète aux administrateurs. Ce n'était pas là des abus, des bavures déplorables mais anecdotiques ; ce n'était pas non plus une mauvaise habitude prise par une administration qui aurait pu ne pas la prendre et rester elle-même : ce n'est pas davantage de fausses apparences qui remplissaient une fonction latente (les *bakchichs* tenant, sous un autre nom le rôle de rétributions de salaires), comme l'avait cru Stein. Corruption et vénalité sont les traits d'une formation très datée et ne sont, ni anecdotiques, ni accidentels, ni fonctionnels ; ce n'est que de l'histoire, mais c'est la grande histoire »²⁹⁸. L'histoire dont il est question à travers la mobilisation de l'imagerie du *beylik* est celle de l'expérience quotidienne d'une existence où il faut « manger *el khobza* dans l'ombre » (*yakel fil khobza mssarga*). Cette expérience renvoie à un mode de gouvernement qui fait de la relation au pouvoir une condition indispensable pour rendre la course à *el khobza* productive et rentable. L'insertion des prébendes et du racket dans cette course façonne des rapports de domination dans lesquels les sujets d'*el khobza* sont les acteurs actifs de leur propre domination.

D'une part, le gouvernement d'*el khobza* renvoie au redéploiement de l'Etat dans des espaces aux frontières ambigües et quotidiennement négociables dans lesquels se déroule la course de groupes paupérisés amenés à braconner aux marges de la légalité. C'est dans ces « zones d'ombre » que la course prend toute sa mesure ouvrant le droit à la survie tout comme à la prédation et au racket par le truchement de la négociation d'*el khobza*. L'imaginaire de l'ombre évoque aussi bien la situation de vulnérabilité légale dans laquelle se trouvent les

²⁹⁷ Mohamed Kerrou, « *Le Zaïm comme Individu Unique* », in *L'individu au Maghreb*, Éditions TS, Tunis, 1993, pp. 235-245. (Actes du Colloque International de Beit al-Hikma, Carthage, 31 octobre- 2 novembre 1991).

sujets que la manière d'apprivoiser et de domestiquer la violence et l'incertitude. Le « domaine du *beylik* » est le domaine de l'obéissance et de la conformité. « Manger *el khobza* dans l'ombre » est « une manière de prendre en compte une réalité qu'ils ne peuvent changer, de faire avec un système de contraintes et d'essayer de le transformer en système d'opportunités, autrement dit une forme de participation et d'acceptation de certaines règles politiques, ce qui ne veut cependant dire ni adhésion globale, ni passivité »²⁹⁹.

D'autre part, le gouvernement d'*el khobza* a trait à ce que Béatrice Hibou désigne par la « privatisation de l'Etat ». La montée en puissance des réseaux transnationaux et des intermédiaires participe au brouillage des frontières entre « licite » et « illicite », « public » et « privé » et constitue en ce sens « un nouvel enjeu dans l'exercice du pouvoir » notamment à travers la production « de nouvelles relations et de nouveaux espaces de pouvoir »³⁰⁰. L'imposition de la politique d'ajustement structurel, la privatisation de l'économie et le délitement des capacités de redistribution de l'Etat ont créé un décalage entre les demandes sociales et la capacité des Etats d'y répondre entraînant l'émergence de modes indirects de gouvernement³⁰¹. Historiquement, la délégation de l'exercice de la violence et de la collecte des impôts reflétaient moins le délitement du pouvoir de l'Etat que son habileté à manier des groupes auxquels il avait délégué des fonctions aussi importantes que le maintien de l'ordre ou la taxation et qui ont participé à la consolidation de son pouvoir. Ainsi, la course a été une forme essentielle de la formation de l'Etat en Tunisie entre le XVII^{ème} - XIX^{ème} siècle³⁰². Elle permettait aux élites dirigeantes de s'enrichir tout en cooptant des mercenaires et des corsaires qui se chargeaient de razzier en mer méditerranée et de garnir les caisses des Régents au

²⁹⁸ Paul Veyne, « Clientèle et corruption au service de l'Etat... », art.cit, p.351.

²⁹⁹ Béatrice Hibou, « 'Nous ne prendrons jamais le maquis'. Entrepreneurs et politique en Tunisie », *Politix*, 2008, vol. 21, n°84, pp. 115-141, p.136.

³⁰⁰ Béatrice Hibou, « La 'décharge', nouvel interventionnisme. Introduction au thème de la privatisation de l'Etat », *Politique africaine*, n°73, mars 1999, p. 7. Sur cette problématique, voir également Béatrice Hibou (dir.), *La privatisation des Etats*, op.cit. Et le numéro dirigé par Béatrice Hibou : « Retrait ou redéploiement de l'Etat ? », *Critique Internationale*, n°1, automne 1998.

³⁰¹ L'émergence de ce mode de gouvernement n'est pas propre à la Tunisie, elle est caractéristique des pays qui ont mis en place des politiques d'ajustement structurel. Pour le cas de l'Afrique subsaharienne, Achille Mbembe, « Du gouvernement privé indirect », *Politique Africaine*, n°73, mars 1999, pp.103.-121

³⁰² Paul Sebag, *Tunis au XVII^{ème} siècle. Une cité barbaresque au temps de la course*, Paris, L'Harmattan, 1989.

détriment de l'intensification de l'extraction et de la taxation des tribus de l'intérieur du pays. Sans être une stratégie pensée délibérément et mise en place par l'Etat, la privatisation est, aujourd'hui comme hier, le produit de multiples stratégies : accumulation par le truchement des prébendes, racket de la part des agents étatiques dans un contexte de rétrécissement des capacités redistributives de l'Etat, stratégies de survie des populations marginalisées qui ont développé des tactiques de domestication de la violence policière et d'insertion dans l'Etat. Les acteurs participent à leur insu à un processus de « privatisation de l'Etat » à travers la course à *el khobza* en tant que mode de gouvernement « indirect » centré sur une inclusion par les « marges », autrement dit une insertion par le tissage de leurs existences dans l'entrelacs des arrangements et des négociations toujours incertaines et précaires.

A - Micro-politique de l'accès à el khobza. Domesticquer l'incertitude et la violence policière.

Si l'économie d'*el khat* permet à des milliers « fourmis » de survivre, elle n'offre pas moins à de nombreux praticiens de la « voie » des opportunités de s'engager dans des activités lucratives et des « itinéraires d'accumulation »³⁰³. En ce sens, il y a une différenciation des acteurs et une inégalité dans la course à *el khobza*. Il convient dès lors de se demander sous quelles conditions, certains praticiens de la « voie » arrivent à accumuler et à s'adonner à une mobilité sociale ascendante quand d'autres peinent à survivre. Comment domestiquer la violence policière et contourner les formes violentes de racket et de prélèvements ? En somme, quelles sont les modalités employées par les praticiens d'*el khat*, les « petits » comme les « grands », pour sécuriser *el khobza* ? Cette partie cherche donc à saisir les règles qui régissent la course à *el khobza* dans l'économie d'*el khat*.

En réalité, la mobilité sociale de certains praticiens de la « voie » et la marginalisation des autres sont régies par la capacité des acteurs à « jouer le pouvoir » et à domestiquer les formes illicites de prélèvements et de coercition. La relation à l'Etat est primordiale pour pouvoir manger *el khobza* dans son ombre. En ce sens, « en Afrique comme ailleurs, l'Etat est un lieu primordial de l'engendrement de l'inégalité »³⁰⁴. De sorte que la course à *el khobza* et

³⁰³ Peter Gescheire et Piet Konings (dir.), *Itinéraires d'accumulation au Cameroun*, Paris, Karthala, 1993.

³⁰⁴ Jean François Bayart, *L'Etat en Afrique. La politique du ventre...op.cit.*, p.87.

la production de l'inégalité dans cette économie d'*el khat* sont en étroite relation avec la problématique du pouvoir. Si le pouvoir de l'Etat reste fort malgré le délitement de ses capacités de redistribution c'est qu'il ne développe pas moins de nouvelles modalités d'action et d'assujettissement qui doivent être analysées à l'aune de son redéploiement dans ce « moment néolibéral »³⁰⁵.

1) Un « programme » d'accès à *el khobza*.

La réouverture des frontières à la fin des années 1980 s'est accompagnée de la multiplication des campagnes de répressions menées par les forces de l'ordre qui ont créé des cycles d'abondance et de pénuries engendrant des variations des prix, des marges bénéficiaires et de la fréquence de l'approvisionnement du souk de Ben Guerdane. Ces pratiques répressives se sont affirmées au fil des années dans les barrages routiers et le poste frontière de Ras Jdir. De fait, la violence qui s'est diffusée dans le fonctionnement ordinaire de l'économie d'*el khat* a constitué une dimension essentielle du processus de formation de la valeur des marchandises que seul son approvisionnement permet aux praticiens de faire des profits et de gagner *el khobza*. Effectuant des rotations pendulaires de part et d'autre de la frontière pour approvisionner la cité-entrepôt et les multiples souks qui balisent *el khat*, les entrepreneurs de la « voie » se devaient de maîtriser le passage à la frontière pour assurer la continuité des flux et la prospérité de leurs affaires. En effet, seuls les praticiens de la « voie » susceptibles de s'assurer des passages sans entraves peuvent enchaîner les rotations, réduire les délais d'attente dans les files du poste de Ras Jdir et garantir à leurs clients un approvisionnement continu et sans interruption. L'importance des volumes d'affaires et l'exacerbation de la concurrence entre entrepreneurs d'*el khat* ont progressivement incité ces derniers à monnayer la protection d'un agent ou d'un officier à la douane de manière à sécuriser le passage, conjurer les risques de saisies et consolider leurs positions dans l'économie de la frontière.

« Il faut payer pour fermer les yeux des agents. L'argent est capable de fermer les yeux de beaucoup de monde. Les douaniers sont progressivement devenus des acteurs à part entière de l'organisation du travail sur *el khat*. Il ne peut y avoir du travail sur *el khat* sans eux. On peut tout ramener, sans trop de problèmes, le tout

³⁰⁵ Jean François Bayart, *Le gouvernement du monde...op.cit.*

c'est d'avoir un *programme*, un *bon* programme » me disait un entrepreneur d'*el khat* »³⁰⁶.

En fait, le « programme » (*barnamej*) dont parle cet entrepreneur de la « voie » renvoie à arrangement qu'il a mis en place avec un douanier pour sécuriser le passage à la frontière. La course à *el khobza* de ces praticiens de la frontière dépend de leur capacité à « monnayer » la protection des agents chargés de contrôler le poste et de lutter contre les activités économiques illicites³⁰⁷. Le « programme » est loin d'incarner une simple pratique de corruption ; il s'agit en réalité d'un échange qui se base sur une relation personnalisée, individualisée, tissée au fil des rotations entre un entrepreneur de la « voie » et « son » agent protecteur. Ainsi, les praticiens de la frontière cherchent à entretenir et à consolider ces relations qu'ils ont mis plusieurs années à mettre en place. Chaque entrepreneur d'*el khat* connaît personnellement son agent protecteur, détient son numéro de téléphone portable, demande son autorisation avant de faire son voyage, planifie ces circulations en fonction des jours et des heures d'affectation et de service de ce dernier et lui présente des collègues désireux de faire leur entrée dans les circulations transfrontalières et donc profiter de ces services. Un « bon programme » renvoie donc à un arrangement relativement infaillible avec un haut gradé au sein des services de la douane dont l'autorité protège et met l'entrepreneur de la « voie » à l'abri des impondérables et des imprévus qui peuvent survenir avec le changement d'équipes ou le resserrement du contrôle.

En effet, le passage en douane est une étape clé dans le processus de formation de la valeur et dans la course aux gains de ces entrepreneurs d'*el khat*. L'essentiel de l'activité de ces derniers porte sur des produits prohibés ou fortement taxés tels que le café, les pneus, le tabac à narguilé, les cigarettes, le carburant ainsi que tout un ensemble de biens de consommation et d'équipement demandés en Tunisie. L'introduction de ces produits en grandes quantités ne peut avoir lieu sans la protection des agents de la douane car ils présentent un risque élevé de saisie causant des pertes importantes pour l'entrepreneur de la « voie ». De sorte qu'il est indispensable dans le cas de ces acteurs qui brassent quotidiennement des volumes d'affaires considérables et des sommes d'argent importantes, de se prémunir contre ces risques par un « programme » pour apprivoiser les incertitudes du

³⁰⁶ Entretien, Ben Guerdane, été 2009.

³⁰⁷ Giorgio Blundo (dir.), *Monnayer les pouvoirs. Espaces, mécanismes et représentations de la corruption*, Paris, PUF, 2000.

fonctionnement de la frontière et les restrictions douanières tout en minimisant les risques de saisies et les aléas du passage. En tant qu'arrangement, le « programme » ne se déploie pas dans une zone qui n'a aucun lien avec la légalité. Au contraire, Pour les entrepreneurs de la « voie », négocier le passage à la frontière consiste moins à récuser le cadre légal qui régit les opérations d'importations que s'appuyer sur celui-ci pour le déjouer et le détourner sous la protection des agents de l'Etat. Les accords commerciaux tuniso-libyens ratifiés au cours de ces deux dernières décennies qui prévoient la libre circulation des personnes et une série d'exonérations des droits de douanes sur tous les produits fabriqués dans un pays ou l'autre y compris les produits industriels dont le contenu national est de 50% au minimum constituent un cadre institutionnel et légal dans les interstices duquel se déploie le « programme ». Un entrepreneur de la « voie » me raconte le déroulement concret de son « programme » en ces termes :

« Avant de partir m'approvisionner en Libye, je téléphone à l'agent avec qui j'ai un programme. S'il me donne le feu vert, je pars sinon je reste. Cela ne sert à rien de prendre des risques si le passage n'est pas assuré. Il faut que tout se passe la nuit même, dans ses heures de services. En arrivant au poste sur le chemin du retour, je vais le voir ; il me tend le formulaire pour déclarer ce que j'ai dans mon véhicule. Je lui dis, j'ai telle, telle, telle marchandise, je remplis le formulaire. Evidemment la déclaration est fausse et ne correspond pas à la réalité de ce que je transporte puisque je n'ai pas tout déclaré, que j'ai caché beaucoup de choses ou j'ai minimisé la valeur et la quantité de ce que j'ai bien voulu déclarer, mais ça reste légal, le formulaire est rempli et tout est en ordre. S'il faut payer 50 DT de taxes sur ce que j'ai déclaré, je donne 100 DT donc 50 DT pour le douanier et l'affaire est réglée. Compte tenu des marchandises que je transporte, mon programme me coûte autour des 100 DT à chaque voyage. Enfin, je m'arrange toujours pour que ça tourne de cette zone-là »³⁰⁸.

Ce récit met en évidence le respect des formes légales et procédurales régulant les échanges marchands transfrontaliers. Le « programme » conserve la forme d'un passage ordinaire et banale tout en instillant des compréhensions et des usages particuliers aux démarches administratives, aux paiements effectués et aux dispositifs de contrôle des frontières : les entrepreneurs de la « voie » remplissent de « fausses » déclarations douanières, présentent leurs véhicules aux agents qui procèdent à des fouilles de complaisance avant de les autoriser à payer éventuellement des « taxes » dont les montants sont largement minorés et une partie empochée en tant que dîme par l'agent protecteur. Ce respect des procédures offre

à l'agent de l'Etat l'opportunité d'accumuler tout en se couvrant légalement en faisant assumer l'essentiel des risques judiciaires aux praticiens de la frontière. Autrement dit, les entrepreneurs de la « voie » et les agents de la douane respectent les règles de passage qui leurs sont imposées tout en faisant d'elles autre chose que ce que les autorités attendent d'elles³⁰⁹. En ce sens, ils les subvertissent « non en les rejetant ou en les changeant, mais par leur manière de les utiliser à des fins et en fonction des références étrangères au système qu'ils ne pouvaient fuir »³¹⁰. Cet arrangement entre le praticien d'*el khat* et l'agent de l'Etat participe au dévoiement d'une gestion de la frontière qui se veut impersonnelle. En mettant en place un « programme » de passage, les entrepreneurs d'*el khat* comme les agents de l'Etat « métaphorisent »³¹¹ la frontière en la faisant fonctionner sur un registre différent de celui qui lui a été conférée par la construction et la pensée étatiques. En effet, si les agents de la douane respectaient les règles de passage, de contrôle et de dédouanements telles que définies par la procédure, la frontière se serait fermée, les circulations bloquées et les régions frontalières totalement paralysées. Mais en même temps, les douaniers sont incapables de contrôler les centaines de véhicules et de camions qui traversent le poste frontière chaque nuit et les rotations pendulaires de milliers de praticiens de la frontière qui enchaînent des allers-retours quotidiennement. Le « programme » constitue, en ce sens, une forme d'adaptation à l'affluence et au manque de moyens et d'effectifs pour gérer le poste tout en respectant les *taalimat* de la hiérarchie de limiter l'approvisionnement du souk de Ben Guerdane. Le « programme » s'insère dans le fonctionnement officiel de la frontière pour lui procurer une fluidité indispensable à la production d'une normalité qui serait autrement difficilement accessible.

A l'image du « code du trafic »³¹² étudié par Janet Roitman dans le bassin du Lac Tchad, les entrepreneurs d'*el khat* ne reconnaissent pas la réglementation lorsqu'elle

³⁰⁸ Entretien avec un entrepreneur d'*el khat*, Sfax, été 2009.

³⁰⁹ Voir dans le contexte bulgare, le rôle ces formes procédurales dans le dévoiement de la légalité, Nadège Ragaru, « Usages et force instituante de la lutte anticorruption en Bulgarie : l'affaire Toplofikacija », *Droit et Société*, n°72, 2009/2. pp.303-322.

³¹⁰ Michel de Certeau, *L'invention du quotidien...op.cit.*, p.54.

³¹¹ Ibid., p. XIII.

³¹² Janet Roitman, « La garnison-entrepôt : une manière de gouverner dans le bassin du lac Tchad » ; *Critique internationale*, n° 19, avril 2003, p. 93-116., p. 111.

criminalise ou entrave la course à *el khobza*. Ils cherchent dès lors à la subvertir en s'insérant dans des relations de pouvoir qui protègent leur course autant qu'elles les fragilisent en les soumettant à des prélèvements. Le « programme » est indispensable à rendre les frontières poreuses et dès lors à garantir la productivité de la course à *el khobza*. Cette porosité est le produit des interactions quotidiennes des praticiens des frontières avec les autorités dans un jeu sur la légalité et le formalisme qui contribue à la formation de pratiques économiques hybrides faites de l'entremêlement des catégories du légal et de l'illégal, du formel et de l'informel. En ce sens, le « programme » renvoie à un art de courir derrière *el khobza* à l'ombre du pouvoir comme manière d'être dans l'économie d'*el khat* tournée essentiellement vers la domestication de l'incertitude du passage, condition indispensable à assurer la productivité de cette course³¹³.

La littérature sur le crime organisé avait mis en évidence le fait que lorsqu'il n'y a pas de garanties sur les contrats, sur l'autorité de régulation ou sur les normes qui régissent les échanges qui seraient capables de générer une coopération et une confiance indispensables au déroulement des affaires, dès lors il y a la possibilité pour le développement du business de la protection. Dans ces conditions, de nombreux « entrepreneurs de la violence » peuvent s'introduire et agir comme des courtiers entre l'Etat et les acteurs économiques de manière à répondre à une demande de service de la part d'acteurs qui ne se sentent pas protégés par l'Etat ou ses agents³¹⁴. Dans son analyse du processus de construction de l'Etat, Charles Tilly avait assimilé celui-ci au crime organisé et a montré que le racket a été une forme de protection³¹⁵. Dans l'économie d'*el khat*, les interactions quotidiennes à la frontière, les face à face aux issues incertaines et le fonctionnement d'*el khat* fait de racket, de violence et d'incertitude génèrent une insécurité dont les forces de l'ordre savent profiter en jouant en tant que protecteurs contre les actions de l'Etat dont ils sont censés pourtant faire respecter la

³¹³ Voir les analyses de Béatrice Hibou sur le rôle des pratiques populaires dans la formation de la politique de commerce extérieur en Afrique par la coexistence de pratiques de protection/absence de protection, Béatrice Hibou, *L'Afrique est-elle protectionniste ?...op.cit.*

³¹⁴ Diego Gambetta, *The Sicilian Mafia. The business of private protection*, Cambridge, Harvard University Press, 1993 et Federico Varese, *The Russian Mafia, private protection in a new market economy*, Oxford, Oxford University Press, 2001. Je remercie Gilles Favarel-Garrigues qui m'a fait découvrir cette littérature pour ses précieux conseils et remarques notamment lors du séminaire des doctorants au CERI, le 2 novembre 2010.

³¹⁵ Charles Tilly, « La guerre et la construction de l'Etat en tant que crime organisé », *Politix*, n°49, vol 13, 2000, pp.97-117.

législation. Les agents de l'Etat se sont transformés, de fait, en de véritables « entrepreneurs de l'insécurité »³¹⁶ qui alimentent l'incertitude à travers l'arbitraire des *taalimat* et le fonctionnement coercitif d'*el khat* et monnayent leur protection contre cette insécurité qu'ils ont eux-mêmes participé à créer.

Dans le quotidien d'*el khat* comme dans les imaginaires sociaux, l'adage populaire prend toute son ampleur : « est condamné à mourir celui qui n'a pas de protecteur » (*mout yalli ma'andek wali*). La course à *el khobza* produit ses normes par un art de « jouer le pouvoir » qui doit être entendu au deux sens du mot : d'une part, il s'agit de s'insérer dans les réseaux de pouvoir et de faire de celui-ci une ressource indispensable pour se prémunir de sa protection contre les affres de sa répression et, d'autre part, faire acte d'obéissance de manière à étendre les bornes de l'acceptable et à déjouer les règles contraignantes qui entravent l'accès à *el khobza*. Pour les entrepreneurs d'*el khat*, le « programme » renvoie à un art de « bricoler » avec et dans les ressources étatiques pour domestiquer la violence policière et tenter de réaliser leurs propres intérêts. Il est produit par des relations de pouvoir et en ce sens, il n'est pas distinct de l'État ou en dehors de son action. Ceci est particulièrement vrai dans la « voie » comme dans l'ensemble de l'économie du reste dans la mesure où la relation au pouvoir est indispensable à la réussite économique³¹⁷. Les praticiens de la « voie » sont loin d'être sur le même pied d'égalité. En effet, des lignes d'inégalité traversent cette économie entre, d'une part, des praticiens qui développent leurs activités sous l'aile protectrice d'un douanier voire d'un chef de poste et, d'autre part, des praticiens qui en sont exclus. Les ressources financières du praticien, l'audace, l'ancienneté et l'expérience dans l'économie d'*el khat*, les relations d'interconnaissance, le fait d'assurer l'approvisionnement de commerçants qui disposent de connaissances et de contacts au sein des services de la douane sont des éléments qui jouent un rôle important dans la capacité des praticiens à mettre en place un « programme »³¹⁸. En ce sens, la course à *el khobza* est indissociable de l'insertion dans les cercles d'influence et de la connaissance de gens qui disposent de l'entregent indispensable à l'accès à des opportunités de gains et à capter le pouvoir et les

³¹⁶ Sandrine Perrot, « Entrepreneurs de l'insécurité : la face cachée de l'armée ougandaise », *Politique africaine*, n°75, octobre 1999, pp. 60-71.

³¹⁷ Voir sur la relation entre le monde des affaires et le politique, les travaux de Béatrice Hibou, en particulier son article, « 'Nous ne prendrons pas le maquis'... », art.cit.

³¹⁸ Entretiens, Ben Guerdane, été 2008, été 2009.

ressources matérielles. « La connaissance des hommes est un trésor » (*maa'refet errjel knouz*) disent les Tunisiens pour signifier la capacité de s'inscrire dans des sphères et des réseaux différents et l'art de convertir cette « richesse en hommes »³¹⁹ en argent et en pouvoir particulièrement dans un contexte marqué par la rareté des ressources, l'incertitude et la lutte de tous contre tous pour l'accès à *el khobza*. C'est en ce sens que le « programme » crée une différenciation parmi les praticiens d'*el khat* et établit une hiérarchie au sein de l'économie des frontières.

« Il est important d'avoir un programme solide qui te permet d'acheminer la marchandise à bon port sans encombre et un programme solide ça coûte mais en même temps c'est indispensable. Heureusement, qu'il y a les « programmes car sinon il n'y aura plus de boulot puisqu'on verra beaucoup de monde débarquer dans le business et cela deviendra du grand n'importe quoi étant donné que personne n'arrivera à vivre ni à gagner sa vie de cette activité. Je dirai même qu'on a besoin du programme pour protéger notre activité »³²⁰.

En tant que modalité d'accès à la richesse, de passage protégé de la frontière et de consolidation de positions dominantes et particulièrement productives dans l'économie de la « voie », le « programme » renseigne sur l'insertion du pouvoir dans les relations économiques. Il offre aux agents la possibilité de pénétrer l'économie d'*el khat*, d'opérer un tri parmi les praticiens de la frontière. Cette différenciation facilite considérablement le travail des agents qui peuvent sélectionner, dans ce groupe relativement restreint, des informateurs indispensables à la sécurisation de la frontière, individualiser le contrôle puisque chaque agent à ses protégés et maintenir l'ordre dans les régions frontalières. S'il participe à rendre les frontières poreuses, le « programme » ne contribue pas moins à réguler le fonctionnement de la frontière en dissuadant les praticiens d'*el khat* tentés par se rendre en Libye mais qui savent que, sans un « programme », le passage peut être périlleux. Cette économie illicite de la porosité des frontières consolide donc les profits et la suprématie des entrepreneurs protégés tout en alimentant les relations de protection qui entretiennent à leur tour l'économie parallèle des affectations. Les entrepreneurs de la « voie » s'accommodent de ce dispositif qu'ils ont eux-mêmes cherché à mettre en place car ces relations de protection sont économiquement

³¹⁹ Cette référence à la « richesse en hommes » renvoie à Jane Guyer, « Wealth in people, wealth in things. An introduction », *Journal of African History*, n°36, 1995, pp. 83-90.

³²⁰ Entretien avec un entrepreneur d'*el khat*, Sfax, été 2009.

productives : elles leur frayent la voie à la richesse en leurs épargnant la concurrence d'autres praticiens d'*el khat* et sécurisent leur course à *el khobza* en les plaçant sous la protection des agents de l'Etat. « Manger *el khobza* dans l'ombre » prend dès lors tout son sens : en tant que modalité centrale de l'accès à la richesse, les relations de patronage viennent à être perçues comme légitimes, normales voire désirables quand bien même elles sont asymétriques et qu'elles participent à l'engendrement de l'inégalité et à l'exercice de la domination³²¹.

2) Les licences du RCD. Les logiques clientélistes dans l'économie de la « voie ».

En l'absence d'un « programme » de passage à la frontière, les circulations marchandes des nombreux praticiens d'*el khat*, « fourmis », acheteurs occasionnels ou commerçants issus de toutes les régions de Tunisie qui constituent la grande majorité des acteurs de l'économie de la « voie » se déroulent à l'intérieur du territoire tunisien. Les voyages organisés vers Ben Guerdane constituent donc une modalité essentielle de leur activité. Les licences d'organisation de voyages marchands distribuées par les cellules locales du parti au pouvoir constituent à cet égard une ressource précieuse mobilisée par les organisateurs dans la concurrence qu'ils se livrent sur le marché des circulations marchandes illicites. Distribuée par les cellules du RCD (l'ancien parti-Etat) à ses clients, cette licence est une sorte de permis de circulation qui conforte la position de l'organisateur dans la négociation avec les agents de l'État dans les barrages routiers et lui procure une protection contre les saisies sans pour autant l'exonérer du paiement des prébendes. Elle incarne également un avantage comparatif important pour les organisateurs en leur procurant des opportunités d'accumulation puisqu'elle leur permet d'attirer de nombreux voyageurs, de vendre davantage de tickets et de louer les bus au moindre frais car protégés contre les saisies et les tracasseries policières sur la route. En tant que « système d'échanges interpersonnels non marchands de biens et de services échappant à tout encadrement juridique entre agents disposant de ressources inégales »³²², la relation clientélaire renvoie à un mode personnalisé et asymétrique de

³²¹ Sur le rôle du patronage dans la légitimation de l'Etat, voir Béatrice Hibou, *Anatomie politique de la domination*, op.cit.

³²² Définition donnée par Jean Louis Briquet et Frédéric Sawicki dans l'introduction de leur ouvrage, *Le clientélisme politique dans les sociétés contemporaines*, Paris, Presses Universitaires de France, 1997, p. 2.

médiation politique. S'il a suivi le développement de la bureaucratie administrative depuis l'indépendance, le clientélisme a investi au cours des deux dernières décennies l'économie de la débrouille suivant le déploiement de l'action étatique en dehors de la légalité en offrant aux clients du parti une forme d'accès privilégiée à des pratiques économiques de survie³²³.

Dans un contexte où le clientélisme d'État ne passe pas seulement par la salarisation, l'entrée dans la fonction publique, la distribution de faveurs personnalisées tels que les autorisations administratives (licences de cafés, de taxiphones, de « louage »), l'accès à ces licences d'*el khat* montre les modalités de redéploiement de l'appareil étatique et partisan sur les marges dans un contexte marqué par le délitement de ses capacités de redistribution face à une demande sociale illimitée. En effet, l'Etat a commencé dès le début des années 1990 à imposer à la population la possession de licences dans des domaines divers et variés dans le cadre de sa politique de structuration de l'économie informelle. Aux marchands ambulants, il a été demandé des « licences » d'exercer ce commerce, aux artisans, l'obligation d'avoir des patentes (*batinda*), aux chauffeurs des moyens de transports privés, la nécessité d'avoir des cartes professionnelles. A mesure qu'un nombre de plus en plus élevé de gens investissaient l'économie de la débrouille, les restrictions se multipliaient entravant leurs courses à *el khobza* et exacerbaient d'autant plus la concurrence entre eux qu'il était difficile pour beaucoup de gens d'accéder à ses autorisations. Des fonctionnaires, des agents des forces de l'ordre, des responsables des cellules locales du RCD et des notables locaux à l'image d'*el omda* dans les zones rurales se sont mis à contrôler l'accès à ses opportunités de survie étendant du coup le contrôle direct ou indirect de l'Etat sur cette économie de la débrouille. Pour beaucoup de groupes marginalisés, gagner *el khobza* passe par la nécessité de s'insérer dans les rapports clientélares. C'est le cas d'Ali, une « fourmi » en compagnie duquel j'ai effectué plusieurs voyages à Ben Guerdane. Il a passé plusieurs années à travailler sur *el khat* dont il connaissait les rouages. Il avait compris au fil de ses rotations incessantes que sortir de sa condition de « fourmi » dépendait de l'obtention d'une licence susceptible de faire de lui un organisateur et lui permettre de rentabiliser son réseau de connaissances au sein des

³²³ Michel Camau et Vincent Geisser, *Le syndrome autoritaire...op.cit.*, p.158 et suiv ; Sadri Khiari, *Tunisie, le délitement de la cité...op.cit.* Pour une histoire du parti unique, Mouldi Lahmar et Abdelkader Zghal, « la 'révolte du pain' et la crise du modèle du parti unique », in Mahmoud Ben Romdhane (dir.), *Tunisie : mouvements sociaux et modernité*, CODESRIA, Dakar, 1997, p.151-192.

« fourmis » qu'il ne trouvera pas de mal à convaincre à faire leurs voyages avec lui connaissant ses capacités de négociateurs et sa connaissance des fournisseurs et du fonctionnement d'*el khat*. Il a cherché à participer à ces relations clientélares :

« Je suis allé voir H'med, le responsable de la cellule RCD de mon quartier. Je lui ai demandé de me donner cette licence, une faveur (*mzyya*) que je n'oublierai pas, je suis père de famille et je galère pour subvenir aux besoins de ma famille. Je mérite de l'avoir cette licence au moins pour des raisons sociales. Il m'a dit qu'il verra ce qu'il peut faire mais en réalité, il n'a rien fait. J'aurais pu lui ramener à chaque voyage à Ben Guerdane un cadeau, histoire de montrer ma reconnaissance, mais bon. Il a fait le mort (*taffa edhaw*) et ne m'a jamais répondu. Il ne faut pas se mentir, il voulait que je lui achète carrément la licence et il sait que je n'en ai pas les moyens »³²⁴.

Le témoignage de ce praticien d'*el khat* éclaire la manière dont se déploie le clientélisme d'Etat à l'échelle locale dans la Tunisie de Ben Ali. Il suggère que les cellules n'étaient pas simplement un dispositif de contrôle de la population ; elles étaient un interlocuteur privilégié à qui cette dernière s'adressait pour demander des ressources matérielles ou des avantages indispensables à sa survie et accéder à la sécurité économique : emplois dans les « chantiers » publics, aides sociales, licences de cafés, de kiosque de vente de journaux ou d'organisation de voyages marchands. La faiblesse des ressources publiques a incité les plus pauvres à se lancer dans une course pour s'insérer dans les réseaux du parti en espérant que leurs revendications soient prises en compte³²⁵.

En appuyant les demandes et les dossiers sociaux, en mettant en contact la clientèle du régime avec la bureaucratie ou encore en procédant à la distribution personnalisée de faveurs et de passe-droits, d'agrément, d'autorisation, les chefs de cellule ont joué un rôle central dans l'accès à *el khobza*. En effet, les cellules du RCD ont été des relais du pouvoir central et des organes de médiation sociale et politique en opérant des ajustements au fonctionnement de la bureaucratie d'Etat et en adoptant leurs règles aux situations personnalisées de leurs clients. Les responsables de ces cellules parvenaient à protéger leurs clients contre une administration tatillonne, ou les règles jugées strictes par les usagers. Ces relations clientélares permettaient ainsi l'obtention de dérogations pour exploiter les trottoirs comme terrasses de cafés, des

³²⁴ Entretien, Cap-Bon, été 2008.

³²⁵ Khalil Zamiti, « Le Fonds de Solidarité Nationale. Pour une approche sociologique du politique », art.cit.

permis de construire non conformes aux règles de construction, des licences professionnelles pour des fonctionnaires ou pour organiser des voyages marchands illicites³²⁶. Les relations personnelles ou de connaissances informelles qui lient le responsable de la cellule et le client, dans ce cas l'organisateur de voyage, créent un système d'échanges qui agrège des formes de dépendance et de loyauté politique, une demande d'inclusion de la population et une opportunité d'accumulation politique et économique pour les responsables locaux. S'il s'énonce en termes de faveurs (*mzyya*) génératrice d'une dette morale qui appelle, de la part, du client reconnaissance et allégeance, l'échange clientélaire n'est pas désintéressé pour autant³²⁷. Les cadeaux qu'Ali était prêt à ramener à chaque voyage trahissent une dimension essentielle du fonctionnement du parti RCD à savoir qu'il a abrité des stratégies d'accumulation et de monnayage du courtage et de la médiation à tous ses échelons. Le commerce des « licences » reflète la transformation de cellules en de nouveaux lieux du chevauchement entre position de pouvoir et position d'accumulation. Elles permettent bien évidemment un enrichissement personnel. Olivier Feneyrol a suggéré au terme de son analyse que « les structures territoriales du parti devraient être appréhendées comme des lieux de pouvoir plutôt que comme les simples terminaisons d'un appareil centralisé de contrôle et d'encadrement. Des lieux de pouvoir, donc, inscrits dans les limites de micro-territoires et devenus généralement des éléments structurants de ces espaces ; des lieux dont la conquête, le contrôle ou l'accaparement seraient en rapport avec la hiérarchie sociale et la dynamique historique qui régit ces espaces territoriaux. L'État central serait acteur de ce jeu, établi à distance ou cherchant à intervenir avec force pour 'normaliser' la vie locale. Mais il ne serait pas ce pôle omnipotent, ce pouvoir surplombant, face auquel les acteurs sociaux n'auraient d'autres alternatives que de se soumettre ou de se révolter »³²⁸.

³²⁶ Entretiens, Nabeul, Ben Guerdane, Tunis, printemps et été 2008, été 2009, 2010.

³²⁷ Dans le cas de la Bulgarie communiste, Nadège Ragaru développe une approche de la « second policy » produite et alimentée par les pratiques qui se développent dans la « second economy », Nadège Ragaru, « Quelques remarques sur les échanges de services et l'appropriation de l'ordre politique en Bulgarie communiste », in Sandrine Kott, Martine Mespoulet (dir.), avec la collaboration de Roger Antoine, *Le Postcommunisme dans l'histoire*, Bruxelles, éditions de l'Université de Bruxelles, 2006, pp. 51-62. Sur les registres d'énonciation de la relation clientélaire, dans le cas corse, Jean Louis Briquet, *La tradition en mouvement. Clientélisme et politique en Corse*, Paris, Belin, 1997.

³²⁸ Olivier Feneyrol, « L'Etat à l'épreuve du local... », art.cit, p.68.

Les cellules locales du RCD fonctionnaient relativement à l'image des machines politiques aux Etats-Unis dans l'entre-deux guerres pouvant favoriser des pratiques « extra-légales » ou « non conventionnelles » pour assurer des ressources aux populations écartées des « canaux légitimes et normaux »³²⁹. Toutefois contrairement aux machines politiques américaines qui cherchaient à intégrer des populations dépourvues de ressources sociales, les cellules du RCD s'étaient progressivement détournées des populations marginales pour se mettre au service de populations déjà socialement insérées et économiquement à l'aise capable de monnayer les passe-droits et étendre les possibilités d'accumulation politique et économique au responsable local. Les limites de cette machine politique sont parfaitement décrites par James C. Scott pour qui : « [la machine politique] favorise la recherche de gains à court terme aux dépens des transformations à long terme [...]. Les soutiens qu'elle engendre par ses rétributions reposent essentiellement sur la capacité durable d'un régime à distribuer des biens matériels. Dépourvu de tout fondement idéologique ou charismatique, le régime peut voir disparaître ses soutiens quand il n'est plus à même de dispenser les ressources nécessaires pour créer l'adhésion de la société »³³⁰. En ce sens, aussi bien la machine politique américaine que la cellule du RCD à la fin du régime de Ben Ali avait pour point commun, l'établissement d'un lien clientélaire qui fait dépendre la loyauté politique de la « satisfaction pragmatique des intérêts matériels »³³¹. Les cellules ont été des sites de revendication d'inclusion d'une population désireuse de capter les emplois, les « licences » qui sont totalement maîtrisés et monnayés par les réseaux partisans.

Ce constat est particulièrement repérable dans les zones rurales pauvres où l'*omda* règne comme un souverain monnayant l'extension des réseaux d'eau et d'électricité ou l'inscription sur les listes de demandeurs d'emplois. Les habitants devaient payer pour bénéficier individuellement d'un droit et un service public indivisible. La voracité de certains *omda* avait créé des situations ubuesques où on pouvait trouver dans un même quartier des

³²⁹ R.K. Merton, cité dans Jean Louis Briquet, « La politique clientélaire. Clientélisme et processus politique », in Jean Louis Briquet et Frédéric Sawicki (dir.), *Le clientélisme politique dans les sociétés contemporaines*, op.cit., pp.7-38, p.16.

³³⁰ J. C. Scott, « Corruption, Machine Politics and Political Change », *American Political Science Review*, 1969, n°6, p1155-1156, cité dans Jean Louis Briquet, « La politique clientélaire. Clientélisme et processus politique... », art.cit, p.17.

³³¹ Jean Louis Briquet, « La politique clientélaire... », art.cit, p.16.

logements rattachés au réseau d'électricité et d'autres pas. La tragédie a atteint son maximum lorsque dans ces mêmes zones, les *omda* faisaient commerce des aides qui étaient envoyées par le délégué et destinées à être distribuées gratuitement aux populations pauvres³³². Ce commerce de « licences » et d'aides publiques reflète une utilisation à des fins personnelles d'institutions partisans et publiques engagées dans des relations clientélares.

Cette dynamique a fini par entraver les demandes d'inclusion émanant des classes populaires à laquelle ces institutions étaient pourtant censées répondre. D'ailleurs, lassé aussi bien par des années d'efforts récompensés à chaque fois par de maigres profits que par l'absence d'horizon et d'opportunités de sortir de sa condition de « fourmi » condamné à subir l'insécurité de la route et des barrages, Ali a fini par abandonner *el khat* pour travailler en tant que gardien dans une usine³³³.

3) Economie politique du coup.

Courir derrière *el khobza* dans l'économie d'*el khat* revient ainsi à domestiquer l'insécurité et l'incertitude en s'insérant dans les réseaux du pouvoir. Ceux qui ne disposent ni de « programme », ni de « licence » se trouvent d'ailleurs dans une position de subordination obligés de se débrouiller dans les barrages, de courir les risques de saisies ou de participer aux voyages organisés en payant un ticket dans un bus ou un louage pour 45 DT en plus de leur part dans « l'argent de la route » (*flous el kayyes*). La première fois que j'ai entendu cette expression je fus interpellé par la banalité et la normalité avec laquelle elle a été prononcée par l'organisateur du voyage. Dès que les « fourmis » avaient terminé de placer leur achats dans les portes bagages du bus et de prendre leur place, que le chauffeur ait tourné le moteur et que les voyageurs aient pris place, l'organisateur s'est retourné en criant : « préparez l'argent de la route ». Chaque voyageur a commencé à sortir ce qui lui restait comme billets de banque, des discussions se sont enclenchées entre les voyageurs pour savoir de combien estime-t-on avoir besoin cette fois-ci, la part de chacun en fonction des produits qu'il avait acheté et des risques d'augmentation des prébendes négociées dans les barrages. Du coup, une atmosphère de souk s'est installée dans le bus où on pouvait entendre l'organisateur dire à un voyageur : « toi, t'as acheté des pneus et du tabac à narguilé, 50 DT, c'est peu t'as intérêt à

³³² Entretiens, Sejnen, Bizerte, mars 2011.

³³³ Entretien, Nabeul, été 2010.

mettre plus » ; interpellé une voyageuse avec humour : « 20 DT, oh là, tu crois que les agents vont nous faire cadeau du passage, allez, un effort, fouilles dans tes poches, je sais qu'il te reste un peu d'argent ». Les voyageurs se mettent alors à parlementer en disant qu'un tel doit mettre davantage d'argent qu'un tel compte tenu du volume de ses achats, etc. Dans cette cohue, l'organisateur joue le rôle de conciliateur, d'arbitre ou de médiateur dans un mélange de souplesse et de fermeté. Une fois l'argent collecté- pour un petit bus d'une dizaine de personne- la somme tournait autour des 250 DT, l'organisateur s'est tourné vers les voyageurs en disant : « je vais faire de mon mieux, mais s'il y a besoin, il faudrait donner plus »³³⁴. De fait, acheter la route est une épreuve qui nécessite autant la possibilité de se prévaloir d'une protection par le truchement des licences que l'ingéniosité, le bagout, le savoir-négociateur de l'organisateur, ou si c'est une organisatrice, de son bras droit, qui prend en charge la mission de négocier avec les agents sur la route moyennant une exemption du paiement du ticket. La présence d'un bras droit est courante lorsque les femmes prennent en charge l'organisation du voyage car l'épreuve du trajet est exigeante physiquement et peut comporter des impondérables tels que les pannes de bus ou du véhicule de transport appelant une intervention de la part du bras droit. De même, les négociations dans les barrages routiers sont ardues, humiliantes dans lesquelles certains agents n'hésitent pas à proférer des insultes ou des obscénités ce qui porte atteinte à la dignité. Face à la violence verbale, les hommes sont plus à même d'encaisser et de s'obstiner dans la négociation quand une femme préfère s'extraire d'un face à face qui peut être préjudiciable à sa réputation dans une société conservatrice³³⁵.

La particularité des licences est qu'elles associent à la dimension politique et clientélaire, une logique sécuritaire car elles constituent une modalité essentielle de différenciation des voyageurs. Dans ce régime de mobilité, il s'agit surtout de classer les individus, de prévoir les comportements et d'apprécier les conduites. Ce qui caractérise également ces licences est qu'elles incitent les organisateurs à s'approprier ces exigences, de sorte que la surveillance ne se fait plus de l'extérieur mais de l'intérieur car chaque organisateur veillera à protéger sa *khobza*, en l'occurrence la licence qui lui permet de

³³⁴ Observation participante, Sud tunisien, été 2008.

³³⁵ Observation participante sur *el khat*, printemps 2008, été 2008, été 2009.

domestiquer l'incertitude sur *el khat*, en veillant sur la « réputation de son bus »³³⁶. Si par malheur son bus est fiché dans des affaires suspectes de trafics de stupéfiants, de produits prohibés tels que les médicaments vétérinaires ou le tabac, l'organisateur verra sa marge de négociation dans les barrages se réduire, les tracasseries se multiplier et le prix de l'achat de la route augmenter. En revanche, s'il a une bonne réputation auprès des agents, la « voie » restera ouverte devant lui pour peu qu'il sache négocier et respecter scrupuleusement les exigences du pouvoir en matière sécuritaire et politique. Imposée par la logique d'octroi des « licences », cette exigence de tenir son bus « propre » a fait l'objet d'une appropriation par les organisateurs qu'ils font valoir dans les négociations dans les barrages et qu'ils considèrent comme un capital ou un fonds de commerce qu'il faudrait préserver et entretenir. Pour les forces de sécurité, les « licences » sont un redoutable moyen d'appréciation des risques car elles constituent, d'une part, un dispositif de réalisation d'un contrôle en amont sur les circulations marchandes puisque les organisateurs sélectionnés par les cellules locales font preuve d'allégeance politique et qu'ils ont peur de perdre cet accès privilégié à *el khobza* et, d'autre part, un moyen de subordination d'*el khat* en recrutant des indics, en noyant les groupes de voyageurs et en distinguant les circulations contrôlées de celles suspectes³³⁷.

Ce dispositif reflète l'enclassement de la course à *el khobza* dans une « tactique générale des assujettissements » qui intègre certains, en exclut d'autres et instrumentalise les uns pour surveiller les autres. Ces licences s'inscrivent dans le cadre d'une « micro-économie des privilèges »³³⁸ qui permet aux forces de l'ordre de déployer une stratégie de régulation individualisante de l'économie d'*el khat*. Mais cette insertion dans les réseaux du pouvoir offre simultanément aux organisateurs la possibilité de faire des « coups » improbables, de saisir au vol les opportunités insoupçonnées, de tromper la vigilance des agents et de mystifier l'Etat, comme le montre ce récit :

- « Les douaniers savent parfaitement que mon bus est « propre ». Un bus dans lequel voyage Ahmed est forcément « propre » donc pas de stupéfiants ni de produits prohibés. J'ai toujours fait en sorte d'éviter de transporter les colis expédiés de Ben Guerdane qui contiennent de l'argent, de l'or, du haschisch ou je

³³⁶ La « confiance » et la « réputation » sont au cœur de la gestion de la frontière comme le montre Josiah Mc Heyman, « Risque et confiance dans le contrôle des frontières américaines », *Politix*, n° 87, 2009/3, pp.21-46.

³³⁷ Michel Foucault parle de la subordination des illégalismes, *Surveiller et punir...op.cit.*

³³⁸ Ibid., p.212.

ne sais quoi d'autres. Le café, les pneus, etc., sont interdits aussi mais ça, c'est rien, c'est négociable. L'autre fois, on n'était pas nombreux dans le bus alors j'ai profité pour emmener un jeune qu'on a trouvé sur notre route à Kairouan. Il voulait revenir avec nous lors du trajet du retour. Je lui ai dit, oui pourquoi pas, c'est toujours une place de gagnée. A l'arrivée à Ben Guerdane, chacun de nous est parti de son côté faire ses affaires et en retournant au bus, je découvre que mon bus est blindé de marchandises qui appartiennent à ce jeune de Kairouan. Les autres voyageurs ont placé leurs cartons aux dessus de ceux du jeune. Quand j'ai vu que le jeune a mis ses cartons en premier, bien en place, couverts par ceux des autres voyageurs, j'ai exigé de décharger le bus pour contrôler ce qu'il transporte. Ça n'a pas plu à l'ensemble des voyageurs car on risquait de perdre beaucoup de temps. Et ils ont commencé à dire mais pourquoi ? Allez ne fais pas le difficile, il est le temps de partir. Alors moi j'ai dit au jeune que je ne prendrai pas le risque de transporter dans mon bus des cartons dont j'ignore le contenu et j'ai exigé qu'il me paye 400 DT s'il veut que je ne contrôle pas les cartons et qu'on ne perde pas plus de temps et là il a accepté. Dans ce cas, j'ai tout de suite compris que ces cartons contiennent un truc prohibé et j'ai exigé de les ouvrir pour voir ce qu'il y a dedans ».

- « Pourquoi tu as exigé justement de contrôler les cartons à ce moment-là ? »

- « Attends, le type a accepté de payer 400 DT sans négocier, c'est qu'il a un truc à cacher ! J'ai découvert que ses cartons contiennent du tabac. Le tabac n'est pas dangereux en soi mais il coûte cher en termes d'argent de la route' ce qui veut dire que ça va nous ruiner alors que nous, on transportait des petites bricoles facilement négociables. En plus il avait un carton fermé, il m'a dit que 'c'est un colis'. J'ai tout de suite compris que ce type est fiché en tant que contrebandier et qu'il va nous causer des emmerdes. Si *el hakem* (les agents de l'Etat) le découvre dans mon bus, c'est moi qui va être sali par sa présence et je ne pourrais plus me contenter de payer le peu d'argent dont j'ai l'habitude de payer en tant que « petit » qui gère un bus « propre » ».

-« Qu'est-ce que t'as fait alors ? ».

-« Je lui ai dit de prendre son colis et de ne pas monter avec moi dans le bus. J'ai gardé les cartons qui contiennent le tabac ainsi que les 400DT et je lui ai dit rendez-vous à Kairouan, tu auras ta marchandise là-bas à telle heure. Il a accepté »

-« T'as gardé quand même les cartons avec le tabac ».

-« Oui, je ne vais pas laisser filer 400 DT non plus ! Mais je me suis débarrassé du type qui allait nous attirer des ennuis. J'ai réussi à bâtir durant toutes ces années une réputation d'un « petit » qui bosse dur, qui fait des petites affaires et qui a un bus « propre » et donc je peux me permettre de faire des petits coups de temps en temps, histoire de gagner un peu plus. Mais j'avais la main sur le cœur tout au long du trajet jusqu'à Kairouan où j'ai retrouvé le type à qui j'ai balancé les cartons et j'ai continué mon chemin. Je peux te dire que j'ai dormi pour le reste du trajet »³³⁹.

Ce témoignage suggère en premier lieu que la régulation d'*el khat* est coproduite par les praticiens d'*el khat* eux-mêmes et qu'ils ne font pas que la subir. En effet, un organisateur est

³³⁹ Entretien, Nabeul, été 2008.

censé connaître, identifier et surveiller les « fourmis » qui l'accompagnent dans ce voyage pour éviter de transporter des gens qui pourraient remettre en cause la « réputation » de son bus auprès des agents de l'Etat. Cet enrôlement des organisateurs dans la surveillance des voyageurs procède de l'obligation de maintenir le bus en dehors de tout soupçon quant aux voyageurs qu'il transporte et à la marchandise transportée à laquelle les organisateurs sont attachés et les incitent à adhérer et à consentir aux impératifs de l'activité policière. L'appropriation de cette logique est déterminante dans la sécurisation de la course à *el khobza* et la domestication de la violence policière.

Cette histoire renvoie, en second lieu, à la frontière très ténue entre l'économie de la débrouille et la délinquance. Manger *el khobza* dans l'ombre prend tout son sens dans les paroles de cet organisateur qui se définit comme un « petit » qui bosse dur et qui gère un bus « propre » autrement dit en conformité aux exigences des forces de l'ordre. Cet organisateur cherche à se faire bien voir, à éviter les griefs et à ne pas faire de vagues. Il cherche à éviter la souillure d'être fiché, d'être pris pour un délinquant ou un criminel. Il s'agit moins d'une posture stratégique que d'une conduite de sujets produits par la course à *el khobza* au moment même où ils l'accomplissent. Le sujet d'*el khobza* est celui de la conformité, de l'obéissance, de l'apprivoisement des contraintes de la vie quotidienne indissociable de la domestication de la violence policière. Au cours de mes terrains, j'ai souvent entendu les entrepreneurs d'*el khat* que j'ai interrogé répéter : « on est prêt à ramener tous ce qu'on veut de Libye mais on ne touche pas à deux choses : la drogue et les armes ». Les praticiens de la « voie » fixent des limites, s'auto-disciplinent et s'interdisent de transgresser la ligne fine qui sépare l'économie de la « voie » de celle du crime. S'engager dans l'économie d'*el khat* c'est vivre sur le fil en cherchant à isoler cette économie socialement légitime en dehors de tout soupçon de liens avec le délit. Les acteurs sont conscients autant des risques que des désirs, des convoitises qui reviendraient à mettre en péril leur *khobza*, leur petite sécurité, leur réputation et les mécanismes de protection qu'ils ont patiemment tissé jour après jour. Protéger sa *khobza*, ne pas jouer avec revient certes à domestiquer la violence policière mais surtout à se domestiquer soi-même, à tempérer son appétit et sa prise de risque, ses prises de positions, à se fondre dans la masse et à se faire « petits ».

Ce récit suppose en dernier lieu, qu'être dans la norme ouvre une espace d'opportunité pour faire des « coups » et saisir au vol les occasions qui se présentent³⁴⁰. Les praticiens d'*el khat* font preuve d'audace, de ruse, d'un sens aigu des circonstances et des occasions pour augmenter leurs profits en détournant le dispositif de surveillance et de contrôle d'*el khat*. Mais ces « coups » décrivent la réalité des rapports de force dans l'économie d'*el khat* : les positions dans cette économie des frontières ne sont jamais définitivement acquises et les gains réalisés dans ses marges ne tardent pas à s'évaporer dans les dîmes et les prébendes qui servent acheter la route d'où l'obligation de rester vigilant et d'aiguiser son sens de l'opportunité dans le souk, dans les barrages, sur la route et à chaque instant où des asymétries et des différentiels se profilent. Faire des « coups » est un art et réussir dans l'économie d'*el khat* revient souvent à multiplier les « coups » dans un espace de manœuvre aux bornes négociables et aux limites floues.

En questionnant les praticiens de la « voie » sur les limites géographiques de la « voie », j'ai été souvent frappé par la multiplicité des réponses comme si cette route était à géométrie variable pouvant s'étendre pour les uns et se rétrécir pour les autres ou selon les conjonctures. Certains entrepreneurs de la « voie » m'ont parlé du point 74 comme limite de la « voie ». Ce point correspond en réalité à un barrage de police placé dans un carrefour banal situé à une même distance : 74 km de Sfax, de Sidi Bouzid et de Kairouan. Jusqu'à ce point les « arrangements » avec les agents sont possibles, les entrepreneurs de la « voie » peuvent monnayer le passage, palabrer avec les agents, contourner certains postes de contrôle. Si une partie des marchandises venait à être saisie, ils peuvent toujours négocier le contenu des procès-verbaux en réduisant la quantité ou en changeant la nature des biens saisis mais au-delà, « les risques sont très gros, ce n'est plus la même chose comme si on entrait dans une zone interdite qui peut coûter très cher » me disait un entrepreneur.

Ce point 74 n'existe sur aucune carte de la Tunisie et ne correspond à aucune ville, localité ou monument. Il est néanmoins central dans la matérialité d'*el khat* et surtout dans la géographie mentale³⁴¹ des praticiens de la « voie » puisque pour de nombreux d'entre eux, il incarne la frontière entre un territoire conquis et un autre à conquérir comme si la « voie »

³⁴⁰ Michel De Certeau, *L'invention du quotidien...op.cit.*, p.62 et suiv.

³⁴¹ Joel S. Migdal, « Mental Maps and Virtual Checkpoints... », art.cit.

était une « frontière ouverte »³⁴², un front sur lequel ils ne cesseront de mener leur offensives pour étendre le territoire de leur course à *el khobza*. Transportant des marchandises en quantités plus réduites que celles commercialisées par les entrepreneurs de la « voie », les « fourmis » et les organisateurs de voyages marchands fort de la protection que leur procure les « licences » vont plus loin et atteignent les régions septentrionales du pays non sans ingéniosité, efforts et argent laissé sur la route. La géographie d'*el khat* est inhérente à la négociation des limites, de ce qui est acceptable et ce qui est inenvisageable. L'essor de la « voie », non seulement en termes d'extension géographique mais également de dynamisme commercial, de volume de marchandises en circulation et de la nature des biens transportés, dépend de la capacité des praticiens d'*el khat* à dompter l'insécurité et atténuer le déséquilibre des rapports de force à travers un art inlassable de faire des « coups » et d'élargir le champ des possibles. Dans ces conditions les bornes d'*el khat* peuvent bouger : se durcir ou se déliter. Elles demeurent toujours le produit de jeux de pouvoir.

B - Les dynamiques khobzistes au cœur d'un mode de gouvernement pragmatique.

On le voit donc, ces arrangements sont éminemment ambivalents : s'ils protègent *el khobza* et ouvrent la voie à l'accumulation, ils ne constituent pas moins des modalités de diffusion de la discipline et de la normalisation des conduites. En s'insérant dans les réseaux du pouvoir, les praticiens d'*el khat* créent des espaces d'accommodement et réussissent à réaliser leurs propres intérêts. Ils participent également à transformer l'Etat censé gouverner intelligemment en tenant compte de cette course à *el khobza* et en gérant d'une façon pragmatique l'hétérogénéité des intérêts.

1) « *Quieta non movere* ». Le jeu des dynamiques khobzistes.

L'économie d'*el khat* et de la débrouille a été au cœur de dissensions impliquant des segments d'entrepreneurs qui ont dénoncé les menaces que celle-ci fait peser sur certains secteurs de l'économie menacés de disparition tel que le textile-habillement sous le coup de

³⁴² Sur la frontière ouverte, R. Hogan cité dans Filip De Boeck, « La frontière diamantifère angolaise et son héros mutant », art.cit. Pour une discussion de cette notion Igor Kopytoff, *The African Frontier. The Reproduction of Traditional African Societies*, Bloomington and Indianapolis, Indiana University Press, 1989.

cette concurrence déloyale de ces filières illicites. Ce débat a été particulièrement animé depuis le déclenchement de la crise de l'économie mondiale en 2007 qui s'est traduite par le ralentissement de la demande de l'Europe principal partenaire de la Tunisie mettant en cause les équilibres fragiles de l'économie tunisienne et faisant émerger des tensions qui étaient jusque-là relativement contrôlées. En effet, la compétitivité de l'économie tunisienne est entretenue par les pressions sur les salaires. L'essor des circuits illicites d'approvisionnement de l'économie tunisienne réside justement dans leur capacité à offrir des biens de consommation et d'équipement adaptés à un pouvoir d'achat qui s'est considérablement érodé durant les deux dernières décennies. Loin de faire l'unanimité au sein des élites économiques, l'offre illicite de biens de consommation a suscité des tensions que les propos ci-dessous d'un des entrepreneurs les plus en vue dans l'économie nationale illustre parfaitement :

- « Dans l'une des réunions du conseil économique et social, le ministre du commerce avait clairement posé le problème du commerce informel et il a dit que le gouvernement est prêt à prendre des mesures strictes et fermes et à mettre tout en œuvre pour lutter contre ce phénomène surtout qu'une partie des entrepreneurs le réclame. J'ai pris la parole et j'ai dit au ministre que moi et beaucoup d'autres entrepreneurs dans ma situation, nous ne sommes pas contre le commerce informel. Moi, je vends des produits électroménagers à crédit et la clientèle qui vient me voir est solvable alors que les commerçants du souk Moncef Bey [souk dans la capitale Tunis] vendent au comptant pour une clientèle qui n'a pas accès au crédit. Donc, nous ne sommes pas concurrents, nous sommes complémentaires et puis c'est grâce à leurs marchandises qu'on peut maintenir la pression sur les salaires. Et là j'ai posé la question au ministre : est-ce que vous avez les moyens d'augmenter les salaires ? »

- « Quelle était la réaction du ministre ? »

- « Il a dit que le gouvernement n'a pas les moyens de le faire et que ça serait préjudiciable pour la compétitivité de l'économie. Alors, là je lui ai dit, dans ce cas, laissons les manger leur pain »³⁴³.

Tout en récusant aussi bien l'idée d'un « soutien sans faille » au pouvoir central que celle d'une résistance et d'un rejet du politique de la part des entrepreneurs tunisiens, Béatrice Hibou a montré que ces derniers « sont toujours en politique dès lors qu'ils s'insèrent dans les relations de pouvoir, qu'ils participent aux conflits, aux compromis entre acteurs en présence, qu'ils participent - au même titre que d'autres – aux rapports de force et, ce faisant, façonnent

³⁴³ Discussion à bâtons rompus avec un entrepreneur qui a longtemps siégé au conseil de la concurrence et des prix. L'échange qui m'a été relaté a eu lieu en 2008.

donc aussi le politique »³⁴⁴. Il est impossible de délimiter des « champs » aux frontières strictement délimitées, en l'occurrence un « champ économique » régie par une quête de l'intérêt et un « champ politique » de prise de décision placé à une distance égale de tous les acteurs. Béatrice Hibou suggère également que l'Etat n'a pas une vision cohérente de la politique à suivre en matière de lutte contre l'offre illicite de biens de consommation et des orientations de son économie. En défendant leurs intérêts et en revendiquant le maintien des équilibres économiques basés sur une pression sur les salaires, les entrepreneurs participent à la formation des modes de gouvernement de l'économie. Enfin, cette histoire fait émerger la façon de penser d'une partie importante de l'élite économique qui plaide pour une tolérance qui n'est pas partagée par l'ensemble du monde entrepreneurial. Derrière la vision homogène que pouvait dégager l'UTICA, organe de représentation du patronat tunisien, des conflits se sont affirmés sans jamais s'exprimer publiquement et des tensions se sont cristallisées sous l'effet de la détérioration de la conjoncture économique au cours de la dernière décennie. Si elles participent à la consolidation de la compétitivité des secteurs tournés vers le marché local, la contrebande et la diffusion des activités économiques illicites n'ont pas moins heurté les intérêts de nombreuses petites et moyennes entreprises exerçant notamment dans les domaines du textile, de l'industrie du cuir et dans les produits alimentaires ou de consommation de base affirmant les tensions entre ces segments.

La centralité des activités informelles en Tunisie apparaît en réalité comme à la fois le produit de compromis et des aléas d'un équilibre instable entre forces et intérêts divergents. Ces activités privent certes l'Etat de recettes fiscales et remettent en cause sa souveraineté sur ces frontières; en revanche, elles soutiennent les dynamiques d'intégration par les marges. En effet, l'objectif de protection des emplois au détriment de l'amélioration du pouvoir d'achat est partagé aussi bien par l'administration, les structures du pouvoir central que les syndicats et les entrepreneurs. Considéré comme le principal facteur d'instabilité, de désordre et de contestation, le chômage est une préoccupation majeure qui recoupe les revendications des structures syndicales, des salariés mais aussi des banquiers soucieux de préserver leur clientèle bancable. Ces préoccupations se heurtent à l'incapacité de l'Etat et des structures économiques formelles à assurer l'insertion dans le marché du travail salarié des

³⁴⁴ Béatrice Hibou, « 'Ne ne prendrons jamais le maquis'... », art.cit, p.119.

« surnuméraires » qui revendiquent leur droit à *el khobza*³⁴⁵. A ces dimensions économique et sociale vient se superposer une préoccupation sécuritaire dans les régions de l'intérieur du pays. L'économie d'*el khat* constitue une source de revenus incontournable dans des régions privées d'investissements publics³⁴⁶. Ils sont indispensables aussi bien au désamorçage du mécontentement et à la gestion de la crise dans ces régions périphériques qu'à endiguer l'exode rural et les mouvements de populations indésirables vers la capitale et les grandes villes du littoral de populations démunies et perçues comme dangereuses pour le maintien de l'ordre.

Appliquer la loi sur des milliers des gens qui subsistent grâce à ces activités marchandes « informels » ne peut se faire sans prévoir des filets sociaux sous formes de compensations matérielles pour les chômeurs et surtout développer des investissements créateurs d'emplois dans les régions de l'intérieur du pays, entreprise très couteuse économiquement et financièrement pour un régime soucieux de contrôler ses déficits et de promouvoir son image de « bon élève » économique³⁴⁷. A cet égard, le président du Conseil de la concurrence et des prix a reconnu publiquement la primauté du maintien de l'ordre public dans les décisions rendues par cette institution :

« Dans la logique suivie par le conseil, la concurrence est une composante essentielle de l'ordre public économique, mais elle n'en est pas le seul élément. Aussi, d'autres aspects de l'ordre public, au sens général du terme, peuvent avoir à un moment donné une importance vitale pour le pays et doivent donc prévaloir sur tous les autres aspects. Il s'agit donc pour toutes les autorités chargées de la

³⁴⁵ Béatrice Hibou, Hamza Meddeb et Mohamed Hamdi, *La Tunisie d'après le 14 janvier et son économie politique et sociale. Les enjeux d'une reconfiguration de la politique européenne*, FASOPO, REMDH, Copenhague, REMDH, juin 2011, accessible sur <http://www.euromedrights.org>.

³⁴⁶ S'il constitue une caractéristique commune à toutes les régions du pays, le chômage n'est pas moins réparti de façon inégale entre les régions du littoral et celles de l'intérieur du pays : selon les données officielles, il varie entre 6 à 10% dans les premières et connaît ses taux les plus élevés dans les régions du Centre, du Sud et de l'Ouest (entre 16% à 21%). Les taux de chômage sont liés la faiblesse des investissements publics et à la répartition du tissu entrepreneurial privé entre les régions qui est elle aussi très inégale, dans des proportions qui ne laissent aucun doute sur les inégalités face aux offres d'emploi. Alors que l'on constate l'existence d'une entreprise pour 20 actifs dans l'Est du pays, ce rapport n'est que d'une entreprise pour 170 actifs à l'Ouest. Ces données révèlent une concentration des entreprises dans les régions du grand Tunis et du Sahel. Voir La consultation nationale sur l'emploi, *Compétitivité et croissance. Le défi de l'emploi aux multiples dimensions...op.cit.*

³⁴⁷ Béatrice Hibou, « Tunisie : le coût d'un miracle économique », *Critique internationale*, n° 4, 1999, pp.48-56.

concurrence, de prendre en compte tous les impératifs et d'opérer à chaque fois un 'arbitrage', pour réaliser l'équilibre nécessaire entre ces différents éléments »³⁴⁸.

La particularité du conseil de la concurrence et des prix est qu'il est composé de juges, de représentants du patronat, des représentants de l'administration et du ministère du commerce. C'est un organe de régulation qui abrite certes des débats contradictoires mais qui participe surtout à la création de consensus et de compromis. En tant qu'institution qui a une fonction politique, la priorité du Conseil telle qu'exprimé par son président est de défendre l'ordre social légitimant les exceptions et les entorses aux règles. Le travail du Conseil a été de faire des « arbitrages » au cas par cas et à chaque fois entretenant du coup un flou qui autorise le déploiement de logiques multiples et des objectifs hétérogènes. On le voit donc, le régime de Ben Ali avait toutes les raisons de tolérer la profusion des pratiques économiques illicites le long d'*el khat*. Pour importante qu'elle soit, la question du « pourquoi » ne renseigne en rien sur l'exercice du pouvoir en Tunisie ; il s'agit surtout de poser la question du « comment ».

Comment le régime de Ben Ali a procédé pour assurer durant plus de deux décennies la « stabilité » en conciliant des logiques d'action autonomes et des intérêts divergents ? En réalité, la réponse réside essentiellement dans l'application de la formule de Walpole: « *Quieta non movere* » autrement dit, « à ce qui reste tranquille, il ne faut pas toucher ». Comme le rappelle Foucault, « *Quieta non movere* » renvoie à un mode de gouvernement pragmatique et prudent : « c'est-à-dire du moment que les gens sont tranquilles, du moment qu'ils ne s'agitent pas, du moment qu'il n'y a ni mécontentement, ni révolte et bien, restons tranquilles »³⁴⁹. La tolérance à l'égard de l'économie d'*el khat* repérable dans les *taalimat* qui régulent quotidiennement son fonctionnement est largement le fait de l'incapacité de l'Etat à la fois politiquement, économiquement et financièrement à mettre en place une stratégie globale qui permet de résoudre les dissensions et les tensions décrites précédemment. Une stratégie qui englobe aussi bien les pressions sur les salaires indispensables à la compétitivité de l'économie, la prise en compte des demandes d'insertion

³⁴⁸ Ghazi Jeribi, « L'expérience du Conseil de la concurrence tunisien », Communication présentée à la *United Nations Conference of Trade Development*, juillet 2004, p.10, disponible en ligne : http://r0.unctad.org/en/subsites/cpolicy/docs/meet_july04/Contribution_Tunisia.pdf.

³⁴⁹ Michel Foucault, *Naissance de la biopolitique...op.cit.*, p.22.

des classes populaires, l'approvisionnement de l'économie à moindre coût en évitant des sorties de devises susceptibles d'être employés au remboursement de la dette et à la consolidation des équilibres financiers que le développement et le maintien de l'ordre dans des régions pauvres et marginalisées depuis des décennies. On le voit une telle stratégie suppose nécessairement de trancher entre intérêts contradictoires et de faire des arbitrages claires et inscrits dans le long terme qui passe indéniablement par la remise en cause des privilèges des groupes sociaux qui soutiennent le régime. Confronté à ses propres limites, le régime de Ben Ali a laissé jouer les dynamiques *khobzistes*.

Le pouvoir politique ne pouvait empêcher le foisonnement des multiples logiques d'action d'acteurs qui ne faisaient que suivre leurs propres intérêts. Les « en bas du bas » courent derrière *el khobza* dans une quête de sécurité économique et d'ascension sociale qui passe par la mobilité des marchandises le long d'*el khat*. Celle-ci est au fondement du déploiement d'une multiplicité de logiques et d'intérêts agrégeant aussi bien ceux des entrepreneurs soucieux de la perpétuation des arrangements dont ils en profitent, des élites sécuritaires responsables du maintien de l'ordre et qui captent une partie de la richesse qui circule le long de la « voie » sous forme de prébendes et de racket, des élites administratives et des hauts fonctionnaires qui voient dans ces pratiques transnationales une forme de « développement de substitution »³⁵⁰ des régions périphériques qui allègeraient bien des contraintes budgétaires et faciliteraient le respect des conditionnalités que des logiques clientélistes des cadres partisans qui étendent les relations de patronage à l'univers de l'illicite. L'image de la « mécanique des intérêts »³⁵¹ ne doit pas être entendu en termes mécanicistes ; il s'agit davantage d'une configuration dans laquelle chacun trouve un intérêt et consent à laisser courir les gens ordinaires derrière *el khobza*, parce que c'est à ce prix que son propre intérêt peut être réalisé.

En effet, la course à *el khobza* des praticiens d'*el khat* est au fondement de la circulation et la redistribution des richesses sous formes de revenus, gains et prébendes. Sur cette logique de survie viennent se greffer d'autres logiques hétérogènes et se nouer des intérêts dispersés et parfois contradictoires. Sans intervenir directement pour assurer le bien-être à l'ensemble de

³⁵⁰ Roger Botte, « Économies trafiquantes et mondialisation : la voie africaine vers le 'développement' ? », *Politique africaine*, n° 88, décembre 2002, p. 131-152.

³⁵¹ Michel Foucault, *Naissance de la biopolitique...op.cit.*, p.67.

la population et en tolérant des comportements et des pratiques qui sont certes illégales mais qui ne sont pas moins productives économiquement et légitimes socialement, l'Etat fraye la voie à des dynamiques *khobzistes* centrées sur le désir de vivre décemment et d'accumuler. *El khobza* qui est au centre de la course quotidienne des gens ordinaires est simultanément au cœur d'une manière de gouverner qui est réglée selon le principe de l'économie dans les deux sens du mot : « économie au sens d'économie politique et économie au sens de restriction, autolimitation, frugalité du gouvernement »³⁵². Cette frugalité obéit moins à des contraintes légales qu'aux réalités de l'économie politique entendue comme le souci d'*el khobza* de la population. Frugalité du gouvernement ne veut pas dire s'abstenir de faire mais plutôt veiller au déploiement du jeu des dynamiques *khobzistes* et éviter son dérèglement.

2) Le souk : réinvention de la tradition et redéploiement de l'action étatique.

La multiplication des « souks libyens » dans les régions méridionales sous l'effet de l'accroissement de la demande a créé un appel d'air et, de fait, a participé à l'essor des réseaux régionaux et transnationaux. Généralement implantés dans les places publiques des principales villes et en marge des marchés hebdomadaires, ces souks se sont progressivement imposés dans l'espace public à force de ténacité des praticiens d'*el khat* qui ont profité de la tolérance des administrations locales en quête de ressources financières et de l'ampleur de la demande sur les produits adaptés au pouvoir d'achat des Tunisiens. Créé par la municipalité au début des années 1990 pour circonscrire les activités marchandes liées au commerce de produits subventionnés réexportés de Libye, le souk de Ben Guerdane a été une forme d'intervention des pouvoirs publics dans le fonctionnement d'*el khat*.

« Au début, on posait nos étales dans le centre-ville, aux alentours de la grande place. La municipalité avait décidé de taxer les marchands. Mais à chaque fois que les agents municipaux demandaient à un commerçant de payer, il prenait sa camelote et changeait d'endroit ou il partait pour revenir plus tard et la plupart du temps il disait tout simplement qu'il n'a encore rien vendu et que les affaires ne sont pas bonnes. Personne ne voulait payer. La municipalité a donc décidé de créer le souk et à partir de là, les commerçants n'avaient plus le choix. Que tu vendes ou pas, il fallait payer l'emplacement pour travailler »³⁵³.

³⁵² Ibid., p.275.

La création du souk a été une réponse à l'envahissement de l'espace public par les activités marchandes illicites. Circonscrire celles-ci dans une zone clôturée a permis de procéder à leur taxation et à la captation d'une partie des richesses en circulation dans l'économie d'*el khat*. Cette stratégie a porté ses fruits puisque les recettes municipales de la ville de Ben Guerdane ont substantiellement augmenté passant de 300 000 dinars en 1987 à 827 000 en 1990 pour dépasser le 1 million de dinars en 1991³⁵⁴. De fait, l'aménagement du souk a procuré des ressources considérables aux autorités locales d'une région paupérisée par des années de fermeture des frontières dans un contexte de restrictions budgétaires. En réalité, la stratégie des autorités municipales a entériné un mouvement social qui n'a cessé de croître depuis la fin des années 1980. Un choix auquel le pouvoir central ne s'était pas opposer bien qu'il en fut capable. Laurence Michalak a montré, à cet égard, que contrairement au Maroc où le contrôle gouvernemental sur les marchés est relativement marginal, les souks sont étroitement contrôlés en Tunisie, depuis le XIX^{ème} siècle, par une administration centrale qui, devant l'affluence et la densité de la demande, prend la décision d'autoriser ou d'interdire l'implantation du souk³⁵⁵. En acceptant l'aménagement du souk, le pouvoir politique s'est interdit d'entraver la course à *el khobza* des praticiens d'*el khat* et l'essor de Ben Guerdane en tant que comptoir du commerce régional. Incapable de mettre en place une stratégie susceptible d'initier une dynamique de développement dans cette région sinistrée par les expulsions de Libye au milieu des années 1980 d'une grande partie de la main d'œuvre originaire de la ville, l'Etat tunisien s'est surtout contenté de gérer la crise par la mise en place des chantiers de lutte contre la désertification. Au cours des années 1980, ces derniers s'inscrivaient dans une forme de gestion à court terme des problèmes de la région et trahissaient déjà l'incapacité du pouvoir politique à penser une stratégie de développement qui permet à la population de dépasser cette dépendance à l'égard des opportunités transfrontalières. De fait, la création du souk s'est imposée comme une stratégie improvisée et peu coûteuse de développement de la région. Ce dernier assure la formalisation des activités à

³⁵³ Entretien avec un commerçant du souk, Ben Guerdane, 2009.

³⁵⁴ Aïcha Taieb Korchid, *Les circulations migratoires clandestines, le commerce informel et la contrebande aux frontières tuniso-libyennes*, Thèse de doctorat de Sociologie, Faculté des lettres et des sciences humaines de Tunis, 1997, multgr, [thèse en arabe, c'est moi qui traduit] p.375.

³⁵⁵ Laurence Michalak, « Geertz, marchés nord-africains et approches comparatives », in Mohammed Kerrou (dir.), *D'islam et d'ailleurs. Hommage à Clifford Geertz*, Tunis, Cérès éditions, pp131-158.

la frontière sans toutefois les légaliser. Janet Roitman a montré que la production d' « un faux-statut légal » constitue « une manière, pour l'Etat, de se retrouver au cœur de la prolifération des réseaux d'accumulation et de pouvoir régionaux et transnationaux »³⁵⁶.

Dans le cas tunisien, cette fausse légalisation procède d'une « ruse de mise en œuvre » qui, loin d'éroder les capacités financières de l'Etat, participe à la consolidation de son pouvoir dans ces régions périphériques et à la fragilisation des praticiens d'*el khat* vivant aux marges de la légalité. Ceci est particulièrement repérable dans la taxation des « fourmis », clients du souk amenés à payer 2% des montants de leurs achats. Cette taxation est d'autant plus mal perçue par les clients du souk qu'elle ne leur est d'aucune utilité lorsqu'ils se font arrêter par les douaniers et les policiers sur la route de retour de Ben Guerdane. Dans leurs négociations avec les agents de l'Etat dans les barrages de contrôle, les « fourmis » ont essayé de présenter l'acquittement obligatoire de la taxe comme un document qui atteste de l'origine légale des marchandises et qui serait susceptible donc de leur épargner la violence, le racket et les ponctions des agents. Mais ils ont très vite été déçus. Les agents ont considéré le reçu comme irrecevable : il n'est ni un justificatif de paiement de droits de douane, ni un papier attestant de la propriété des marchandises³⁵⁷. Se met en place une situation ambiguë sur *el khat* : les circulations de marchandises sont considérées illégales tandis que le souk est admis voire légalisé *de facto* puisque si son existence est reconnue dans les faits, elle n'ouvre pas la possibilité à une légalisation des mobilités marchandes des praticiens d'*el khat*.

Cette légalisation *de facto* du souk constitue une modalité de formation de l'Etat en Tunisie à travers le déploiement des actions et des logiques des échelons locaux de l'institution étatique qui, sans être exclusivement cantonnés dans la réaction, sont capables d'initier des dynamiques qui participent à la production des modes de gouvernement. Cette dimension est particulièrement repérable dans le système fiscal pratiqué au souk de Ben Guerdane. Celui-ci est longtemps resté complètement à l'opposé de celui en œuvre dans le reste des marchés du pays. Alors que la fiscalité des souks en Tunisie est généralement basée sur un système d'adjudication selon lequel les pouvoirs publics vendent aux enchères le droit

³⁵⁶ Janet Roitman, « Le pouvoir n'est pas souverain. Nouvelles autorités régulatrices et transformation de l'Etat dans le Bassin du Lac Tchad », in Béatrice Hibou (dir.), *La privatisation des Etats...op.cit.*, p.183.

³⁵⁷ Observation participante, Sud tunisien, printemps 2008, été 2008, été 2009.

d'imposer les commerçants et de collecter les taxes, le souk de Ben Guerdane a été longtemps soumis à une fiscalité directe puisque ce sont les autorités municipales qui se chargent de collecter les taxes. Laurence Michalak avait décrit ce système d'imposition indirecte (*lizma*) qui s'inscrit dans une longue tradition ottomane en fonction duquel des concessionnaires (*mustalzim*) achètent de la municipalité le droit de taxer aussi bien les emplacements des commerçants que les flux de marchandises (tête de bétail, sac de céréales, etc.) en expliquant que les bénéfices ne sont réalisés que si les montants de taxes collectées sont supérieures au prix d'achat du droit³⁵⁸. Or jusqu'en 2007, le recouvrement des taxes au souk de Ben Guerdane était directement assuré par les autorités locales qui ont choisi de « normaliser » la gestion du marché en le « vendant » à un adjudicataire pour la somme de 500.000 dinars par an (soit environ 300.000 euros)³⁵⁹. Les premières décisions du concessionnaire furent très contestées par les commerçants notamment à la suite de l'augmentation de la taxe que payaient les vendeurs et les marchands sur leurs emplacements, l'instauration d'une taxe sur le stationnement dans les parkings du souk et l'imposition des clients qui fréquentent le souk.

« Dieu sait qu'on a du mal à gagner notre vie et en plus voilà la municipalité qui cède le marché à un *mustalzim* (concessionnaire) qui se presse d'augmenter les tarifs. On dit qu'il a eu le marché grâce à un sacré paquet et là il compte bien sûr se faire payer sur notre dos. Toutes les issues sont contrôlées, des vigiles sont placés partout, on fait payer même le parking et même les clients se font taxer » me disait un commerçant du souk³⁶⁰.

Restituer les logiques de ce passage d'un système de régie directe à un système de mise en concession et de fiscalité indirecte est difficile étant données les contraintes de terrains qui m'ont empêché d'entrer dans les détails de ce processus de prise de décision pour comprendre ce revirement de politique publique. J'ai donc dû décentrer le regard pour observer les effets d'une telle décision sur les rapports au quotidien entre commerçants et autorités. En effet, le passage à un mode d'imposition indirecte s'est accompagné d'un renforcement du quadrillage du souk et d'une hausse des taxes. L'imposition d'une taxation des emplacements en fonction de la superficie des baraques d'environ 400 dinars annuellement sur un chapiteau de 4 m² a

³⁵⁸ Laurence Michalak, « Geertz, marchés nord-africains et approches comparatives », in Mohammed Kerrou (dir.), *D'islam et d'ailleurs*, op.cit., pp131-158.

³⁵⁹ Entretien avec un commerçant du souk, Ben Guerdane, printemps 2008.

³⁶⁰ Entretien, Ben Guerdane, printemps 2008.

été profondément inégalitaire puisqu'elle ne tenait pas compte des chiffres d'affaires et des bénéfices réalisés. Il en est de même des « fourmis » et des clients du souk. Outre le poste de police installé à l'entrée du souk, des vigiles ont été placés à toutes les issues pour collecter les taxes. L'application de ces mesures, évidemment très mal acceptées par les vendeurs et leurs clients, a été ponctuée d'altercations courantes notamment entre les vigiles et les clients nécessitant l'intervention des agents de la police postés dans le souk. Les clients refusaient souvent de s'acquitter de cette taxe qu'ils jugeaient injuste et minimisaient la valeur de leurs achats devant un précepteur incapable de vérifier la valeur exacte des biens sans facture³⁶¹.

La mise en place d'une fiscalité indirecte qui s'apparente à une « normalisation » du souk ne doit pas être interprétée comme une forme de libéralisation. Les commerçants ont souvent évoqué les pots de vin et la corruption qui ont accompagné l'octroi de cette concession. La mise en concession des marchés et des souks a souvent été une opération à fort enjeux pour les municipalités, dans toutes les régions de la Tunisie puisqu'elle constitue une opportunité d'enrichissement illicite considérable pour peu que le président du conseil municipal élu parmi les élites locales, ainsi que le secrétaire général de la municipalité qui est un fonctionnaire du ministère de l'intérieur, s'arrangent avec l'adjudicataire pour en profiter. Le recouvrement des impôts dans les marchés hebdomadaires, les souks ou encore les abattoirs municipaux comme une grande partie des marchés publics a souvent été une affaire de réseaux clientélistes dans lesquels s'enchâssent des relations personnelles d'amitiés, des arrangements illicites avec le recours à des prête-noms et des liens entre autorités politiques locales et acteurs économiques privés. Dans beaucoup de cas, ce système de fiscalité indirecte s'accompagne de pratiques coercitives de la part du concessionnaire qui n'hésite pas à faire preuve d'intransigeance et d'intimidation à l'égard des commerçants afin d'assurer des rentrées fiscales et rentabiliser son investissement.

« Les concessionnaires sont souvent des grandes gueules qui ont derrière eux de gros bras pour se faire respecter et se faire payer par les marchands. De par la nature de cette activité et les enjeux financiers qu'il y a autour, ce n'est souvent pas une affaire d'un seul homme. Pour qu'il rentabilise son investissement, il faut que tout le monde sache que le concessionnaire est soutenu, protégé (*masnoud*), qu'il peut compter sur une famille de commerçants voire sur de gros bras, ou une police qui veille au grain. Il faut faire comprendre aux commerçants qu'ils ont intérêt à payer leurs impôts sinon ils ne payent pas. Les concessionnaires ne sont pas des gens cordiaux, respectueux de la loi, c'est un monde de micmac dont seule une minorité

³⁶¹ Observation participante, Ben Guerdane, printemps 2008, été 2008, été 2009.

maîtrise les règles du jeu », me disait un membre du conseil municipal d'une ville tunisienne³⁶².

Le rôle de ces intermédiaires n'est donc pas exclusivement d'ordre fiscal réglé en fonction d'un contrat de concession. Les règles du jeu dont parle mon interlocuteur reflètent la manière dont cette délégation fiscale a été une modalité d'exercice du pouvoir permettant à l'État de mobiliser des relais et des intermédiaires insoupçonnés dans les circuits économiques. Contrairement à l'idée selon laquelle la mise en place de la fiscalité indirecte serait la marque d'un affaiblissement de l'État ou d'une municipalité dépassée dans la gestion du souk, il faudrait voir dans ce dispositif de délégation une transformation des modes d'intervention de l'État et une affirmation de son emprise. En effet, les plaintes des commerçants de Ben Guerdane contre la pression fiscale instaurée par l'intermédiaire traduisent l'étiollement de l'espace de tolérance qui prévalait dans le système de régie directe. Le « consentement négocié »³⁶³ à l'impôt, fruit de pratiques de contournement et de négociation avec les fonctionnaires enclins à faire preuve de mansuétude et de tolérance a été supplanté par un quadrillage du site, un accroissement de la surveillance des issues et le délitement de toute latitude au compromis. Les relations avec les employés du concessionnaire dont les commerçants ignorent d'ailleurs l'identité sont souvent conflictuelles et tendues. Ce que la délégation a mis en œuvre, c'est l'affirmation du contrôle sur *el khobza* des commerçants par *el khobza* des vigiles. Car si les fonctionnaires chargés de faire rentrer des recettes fiscales à l'État faisaient preuve de tolérance, accordaient des délais, fermaient les yeux sur quelques mètres « grattés » sur la superficie initialement prévue pour l'emplacement ou un retard de paiement, les vigiles et les précepteurs du souk sont tenus par des contraintes de rentabilité au risque de perdre leur emploi.

Le souk joue ainsi un rôle essentiel dans le contrôle de l'économie d'*el khat*. L'État n'est pas unidimensionnel et les relations entre les différents acteurs et échelons qui le composent sont complexes. De fait l'aménagement du souk et la transformation de ses modes de régulation reflètent une transformation des modes d'intervention de l'État puisque ce sont

³⁶² Entretien avec un membre du conseil municipal d'une ville du Cap-Bon, Nabeul, mars 2011.

³⁶³ Sur la formation historique du consentement à l'impôt en France voir Nicolas Delalande, « Un consentement négocié. L'administration et les plaintes des contribuables en Seine-et-Oise (1860-1914) », *Tracés. Revue de Sciences humaines*, n°14, 2008, pp.43-54.

les autorités locales qui régulent la redistribution économique et profitent des opportunités d'accumulation. Il n'en demeure pas moins que grâce à l'ambiguïté du souk en tant que site « protégé » entre licite et illicite, l'État réussit à maîtriser les règles du jeu en s'insérant dans les relations économiques, les opportunités d'accumulation et en brouillant les frontières de la répression et de la tolérance. Cette configuration incarne par certains aspects une réactivation d'un mode de gouvernement historique dans lequel le souk joue un rôle central en tant que site de pouvoir. En effet, avant la colonisation française, le souk était un moyen redoutable utilisé par les beys de Tunis pour asseoir leur autorité sur l'arrière-pays et assujettir les tribus réfractaires à l'impôt. Dépourvus de moyens de coercition efficaces compte tenu de la mobilité de ces populations et de l'éloignement de ces régions, les beys ont souvent utilisé le souk comme moyen de rétorsion et de représailles contre la désobéissance fiscale des tribus. Ils pouvaient ainsi entraver l'approvisionnement des souks ou interdire aux tribus frondeuses vivant du commerce transsaharien l'accès à ces derniers. Loin d'être de simples institutions économiques dédiées à l'échange marchand, les souks étaient des sites de gouvernement permettant le déploiement d'un exercice disciplinaire du pouvoir tout en garantissant le prélèvement fiscal. Les tribus contestataires acquiesçaient souvent à payer l'impôt non sans l'avoir négocié au préalable de manière à éviter le conflit armé et les risques d'exclusion de l'économie politique de la région. La soumission de l'arrière-pays et des tribus nomades par le pouvoir beylical a ainsi largement été assurée par le truchement de l'administration des souks³⁶⁴.

Cet usage du souk en tant que site de pouvoir a été perpétué par le pouvoir colonial. En effet, le quadrillage du territoire et la mise en place d'une administration coloniale qui se voulait homogène et uniforme se sont confrontés aux résistances des tribus nomades notamment dans le sud de la Tunisie. Dès 1895, les autorités coloniales avaient inscrit la création du souk de Ben Guerdane dans le cadre d'une stratégie globale de conquête des terres et d'assujettissement des populations. Le souk était ainsi pensé pour favoriser la sédentarisation des nomades issus des tribus Werghemma et permettre l'accaparement des terres en construisant des postes avancés dans le cadre des conflits avec les autorités de la Tripolitaine sur la délimitation des frontières. Outre son rôle dans l'affirmation de la souveraineté sur le territoire, le souk était également indispensable à la surveillance des

³⁶⁴ André Martel, *Les confins saharo-tripolitains de la Tunisie...op.cit.*

mouvements des tribus contestant la présence française qui s'étaient repliées sur le territoire libyen pour mener des actions de résistance. Le contrôle des souks fut, par ailleurs, indispensable à l'institution d'un ordre économique colonial dominant les voies commerciales transsahariennes et à la monétarisation de l'économie de la région à la suite du remplacement de l'écu (monnaie beylicale) par le franc français.

L'aménagement actuel du souk de Ben Guerdane par la municipalité reflète dans une certaine mesure la réactivation de ce mode de gouvernement historiquement situé jouant à la fois comme une forme de normalisation des praticiens de la frontière, de surveillance de leurs circulations marchandes, d'affirmation de la souveraineté étatique sur ces régions périphériques et comme forme d'assujettissement fiscal de la population dans la mesure où les vendeurs comme les acheteurs qui fréquentent le souk sont soumis à l'impôt. Loin d'être réduit à un simple espace de transaction économique, le souk est une institution sociale autorisant le déploiement et l'exercice du pouvoir par le prélèvement et la captation des richesses³⁶⁵. Contrôler le souk constitue une modalité de surveillance de toute la chaîne marchande que ce soit en amont lors de l'approvisionnement ou en aval sur les filières d'écoulement puisque ce dernier incarne un point nodal dans l'économie de la « voie ». Il constitue une condition de possibilité et de reproduction de la course à *el khobza* de l'ensemble des praticiens d'*el khat*. Cette gestion différenciée des espaces de la fraude reflète la multiplicité des logiques d'action au sein de l'État tunisien³⁶⁶.

3) Les ruses du pouvoir.

Au cours de mes discussions avec les praticiens d'*el khat* et l'observation des interactions dans les barrages routiers, j'ai souvent été interpellé par la banalité des contrôles rackets qui balisent *el khat* et l'accommodement dont les praticiens de la frontière font preuve là où on attend de la résistance et au rejet. De sorte que ces barrages et la corruption qui s'y déroulent sont vécus comme une sorte de « contrainte indépassable »³⁶⁷ caractéristique de la

³⁶⁵ Michel Péraldi, « L'économie politique du bazar », in Mohammed Kerrou (dir.), *D'Islam et d'ailleurs*, op.cit.

³⁶⁶ Pour une analyse de dynamiques similaires dans la lutte contre la culture du cannabis au Maroc, voir Béatrice Hibou et Mohammed Tozy, « La lutte contre la corruption au Maroc... », art.cit.

³⁶⁷ Béatrice Hibou, *La force de l'obéissance...op.cit.*, p338.

normalité de la course à *el khobza* dans l'économie des frontières. Le « programme », la « licence », le racket et les prélèvements exercés par les policiers, les agents de la garde nationale et les douaniers sont perçues comme normales voire légitimes pour dompter l'incertitude et la violence policière, éliminer des concurrents, accéder aux opportunités de gains et d'accumulation liées aux filières de la globalisation, avoir accès au marché de Ben Guerdane et *in fine* rendre *el khobza* moins aléatoire. Quotidiennement, des prébendes sont collectées, des profits engrangés, des fortunes amassées et des milliers de gens arrivent peu ou prou, plus ou moins difficilement à gagner *el khobza* qui leur assure une vie décente. Ce qui est frappant néanmoins, c'est que dans toutes ces étapes, l'Etat semble celui qui assume les plus grosses pertes. Une perte de recettes fiscales, d'abord, dont l'ampleur est à la mesure de celle du phénomène économique et social qu'est devenue au fil des années l'économie d'*el khat*. De sorte que ce qui passe dans la poche des agents ne va pas dans les caisses de l'Etat. Une perte de souveraineté, ensuite, qui se traduit quotidiennement par des transgressions de la frontière et des conduites de contournement et de détournement de la loi. Et une perte du prestige, enfin, illustrée par l'étiollement des capacités de redistribution d'un Etat qui se présentait depuis l'indépendance comme le garant de la sécurité et du bien-être de sa population et qui est vécue quotidiennement sur *el khat* dans la violence des agents de l'Etat qui « mangent la laine sur le dos » (*yeklou men dhharhom*) des praticiens d'*el khat*.

Interpréter la diffusion des prélèvements dans l'économie d'*el khat* comme des abus qui seraient dus à la modicité des salaires, à la diffusion des trafics ou à la profusion des opportunités d'accumulation liées à la globalisation ne permet pas de comprendre la banalité et la normalité de ces pratiques et négligerait l'exercice concret du pouvoir. En effet, en tant qu'imaginaire partagé aussi bien par les gouvernés que les gouvernants, le « domaine du beylik » sous-tend une manière de gouverner qui associe la vulnérabilité de la course à *el khobza* des acteurs subordonnés aux opportunités d'accumulation auxquelles participe tous les échelons de l'Etat. Il faudrait plutôt admettre que l'on serait en présence d'un mode de gouvernement pragmatique dont la principale vertu est l'efficacité c'est-à-dire de tenir la population tranquille, de la tenir en main.

Comme je l'ai montré précédemment, la course à *el khobza* n'est pas simplement une affaire d'accès aux ressources matérielles de subsistance, elle a aussi trait à un art de dompter l'incertitude et la violence policière. L'expression populaire « manger *el khobza* dans l'ombre » (*mssarga*) doit se comprendre comme une manière de courir derrière *el khobza*

Hamza Meddeb – « Courir ou mourir dans la Tunisie de Ben Ali » - Thèse IEP de Paris – 2012

dans l'ombre d'un système qu'on maîtrise ou que l'on cherche à maîtriser³⁶⁸. La course à *el khobza* suppose une manière d'être et de se comporter nécessaire à apprivoiser le système pour en tirer profit et sécuriser ses gains. En ce sens, rester tranquille constitue l'instrument et le produit de cette course à *el khobza*. Autrement dit, il faut rester tranquille pour être admis à s'insérer dans les réseaux du pouvoir et courir derrière *el khobza* et inversement la course à *el khobza* normalise les conduites et produit des sujets qui s'approprient les exigences de cette course en termes d'obéissance et de conformité.

Béatrice Hibou avait montré qu'en tant que modalités d'accès aux ressources extérieures, la gestion des importations et le contrôle des opportunités d'accumulation est fondamentalement inhérent au contrôle de la population et à l'exercice du pouvoir³⁶⁹. Cette dimension est d'autant plus prégnante dans le cas tunisien que ces activités transnationales sont vitales pour l'Etat : aussi bien de point de vue financier qu'en tant que points de déploiement de l'exercice et de l'extension du pouvoir aux espaces de l'illicite. En effet, le pouvoir pénètre les rouages de l'économie d'*el khat* en s'imposant comme le seul arbitre de l'accès aux opportunités de survie ou aux chances d'accumulation. Il trie les acteurs, promet certains à des ascensions et des itinéraires d'accumulation et marginalise d'autre les condamnant à lutter quotidiennement contre l'incertitude et l'insécurité. Ce faisant, il récompense ceux qui jouent le jeu et s'insèrent dans ses réseaux, autrement dit ceux qui reconnaissent sa prééminence et pénalise les autres, en les affamant. Simultanément, en contrôlant l'accès aux sources de subsistance et d'accumulation, le pouvoir s'octroie des marges de manœuvre et s'approprie des dynamiques créatrices de croissance et de « développement »³⁷⁰. En tant que filière d'importation particulièrement dynamique, l'économie d'*el khat* joue un rôle central sur le plan macro-économique : elle assure l'approvisionnement du marché tunisien en marchandises adaptées au pouvoir d'achat local, et elle permet de desserrer les contraintes qui pèsent sur la balance des paiements puisqu'elle

³⁶⁸ Sur cette dimension voir Béatrice Hibou, *Anatomie politique de la domination*, op.cit, chapitre 1. « Désir de normalité ».

³⁶⁹ Béatrice Hibou, *L'Afrique est-elle protectionniste ?...op.cit.*

³⁷⁰ Jean-François Bayart, Stephen Ellis et Béatrice Hibou, *La Criminalisation de l'État en Afrique*, op.cit., Voir également le dossier dirigé par Roger Botte, « Globalisation et illicite en Afrique », *Politique africaine*, n°93, mars 2004, et du même auteur, « Économies trafiquantes et mondialisation : la voie africaine vers le "développement" ? », *Politique africaine*, n°88, décembre 2002, pp. 131-152.

épargne aux autorités des sorties de devises dans la mesure où le marché « parallèle » de devises assume le financement de ces importations.

Aussi bien le « programme », les prélèvements que les « licences » suggèrent la prégnance d'arrangements qui sont moins « construits » par des stratégies étatiques que largement « formés » par les actions fourmilières et les tactiques pas forcément conscientes des praticiens d'*el khat* à travers lesquelles ces derniers arrivent à se jouer des règles et, sinon à les contourner, du moins à les domestiquer pour gagner *el khobza*. Ces arrangements sont ambivalents : tout en recélant peu ou prou une dimension contraignante, ils ne participent pas moins à inclure les populations paupérisées, poussées aux marges, précarisées quoique entreprenantes et tenaces et à procurer des revenus aux agents de l'Etat, fonctionnaires au pouvoir d'achat pressuré. C'est parce qu'ils sont ambivalents, qu'ils sont enchâssés dans des rapports humaines, qu'ils autorisent autant la domination que sa négociation, que ces arrangements sont légitimes comme le montre l'anecdote de ce praticien de la route :

« L'autre jour je venais à peine de commencer ma journée de travail. Au premier voyage, j'ai été arrêté par un policier qui m'a réclamé 10 dinars (environ 5 euros). Je lui ai juré que je n'en avais pas et que je venais à peine de prendre la route. On a commencé à négocier. Il m'a posé des questions. Il m'a demandé si j'ai des enfants, je lui ai dit que j'en avais trois dont deux sont à la faculté. Il m'a dit que lui, il en avait trois à l'université. Nous avons un peu discuté de la vie. Nous étions de la même génération. Il m'a relâché en me donnant son numéro de portable et en me demandant de lui envoyer une carte téléphonique prépayée de 10 dinars. Le soir en rentrant chez moi, j'ai acheté la carte et je lui ai envoyé le code de la recharge. Il m'a répondu par texto : "merci" »³⁷¹.

L'exercice de la domination se forge ainsi quotidiennement dans des face-à-face avec les agents de l'État, dont l'attitude est loin d'être homogène. Le pouvoir est largement coproduit par les acteurs subalternes au moment même où ils le subissent. Ce chauffeur a tenu parole en envoyant la dîme sous forme de carte téléphonique prépayée non seulement parce qu'il sait pertinemment qu'il risque de retomber lors d'un prochain trajet sur ce même policier, mais aussi parce qu'il partage avec cet agent de police les mêmes perceptions, parce que tous deux évoluent dans les mêmes conditions sociales et courent pareillement derrière *el khobza*. L'analyse de la course à *el khobza* permet de révéler le caractère ambigu et diffus

³⁷¹ Entretien, Tunis, été 2007.

de la domination et la porosité des frontières entre « dominants » et « dominés »³⁷². L'examen quotidien de la course à *el khobza* met en lumière le rôle des marges dans le déploiement d'un espace de négociation qui permet tout à la fois de gérer les pesanteurs du quotidien par une intégration à l'économie de survie, de domestiquer la répression par la corruption et le clientélisme et de s'accommoder des contraintes du pouvoir par la négociation ou le silence. Les acteurs ne versent pas des dîmes parce qu'ils adhèrent à ce mode de gouvernement ou qu'ils cautionnent ces prélèvements, mais parce que c'est le seul moyen de manger *el khobza* dans l'ombre du système, autrement dit parce que le système veut ça. Ce n'est qu'à ce prix qu'ils peuvent vivre dignement et s'épargner les affres de l'indigence et du dénuement.

Une histoire qui a longtemps circulé en Tunisie illustre la perception qu'ont les gens ordinaires de ces face à face qui circonscrivent les rapports de force avec les agents de l'Etat : « de hauts responsables ont rapporté à Ben Ali des bruits faisant état d'une montée du mécontentement de ses « enfants » [i.e. policiers (sic)] à l'égard de la modicité des salaires. La réponse du président fût sans ambages : Ils n'ont qu'à se servir sur la route ». Indépendamment de la véracité de cette histoire, celle-ci suggère que le « programme », les « licences », les prébendes et les prélèvements sur la route ne sont nullement un dévoiement de la fonction publique mais renvoient, plutôt, à des avantages et des largesses consentis par le souverain à ses services de sécurité. Si le praticien d'*el khat* paye pour accéder à *el khobza* c'est qu'il sait que l'agent en face est sur la route pour se servir moins par manquement à ces devoirs que parce que lui aussi, est en train de courir à la richesse. Lors d'une discussion avec un chauffeur de taxi qui venait de payer 5 DT à un policier, je m'attendais à ce qu'il soit mécontent, d'autant qu'il n'avait effectivement enfreint aucune règle. J'ai été surpris lorsqu'il m'a répondu : « Quand le policier m'a dit, 'vas-y files moi 5DT', j'allais lui sauter au coup et lui claquer une bise. Tu te rends compte, il se fait griller sous le soleil pour 300DT (150 euros) par mois. C'est bien qu'il m'ait demandé 5 DT, je m'en sors bien, je m'attendais à plus »³⁷³.

Dans ces conditions, priver le trésor de recettes n'empêche pas les agents d'avoir l'« idéal de l'Etat » et de le servir fût-il en le volant comme l'a montré Paul Veyne pour le

³⁷² Cette lecture est inspirée de l'analyse très fine du « monde du cinéma » dans la Bulgarie communiste proposée par Nadège Ragaru dans « Les écrans du socialisme... », art.cit.

³⁷³ Entretien, Tunis, été 2009.

Bas Empire Romain³⁷⁴. Cette corruption participe, entre autres, de l'informalisation partielle du système de rémunération des forces de l'ordre. Dans cet exercice du pouvoir, elle est donc perçue comme inévitable, et ce d'autant plus que le praticien d'*el khat* sait que le policier qui le rackette a payé son supérieur pour pouvoir le faire et que les affectations le long d'*el khat* obéissent à une économie parallèle doublée d'une chaîne de prédation. Celle-ci est inhérente à un exercice rusé du pouvoir : elle offre aux agents des opportunités d'accumulation tout en les insérant dans une chaîne de compromissions. Voraces, ambitieux ou simplement carriéristes et pour tout dire *khobzistes*, les agents des forces de sécurité sont dans tous les cas vulnérables et dès lors faciles à « tenir ». Dans ce système basé sur l'obéissance, les ascensions sont rapides, les gratifications sont nombreuses et le pouvoir est généreux pour peu que les agents se montrent obéissants, ne revendiquent pas l'amélioration des conditions matérielles de travail, loyaux et sans scrupules dans la mise en application des *taalimat* données par leur supérieur hiérarchique.

Illustration des dynamiques d'informalisation de l'Etat, cette corruption est au cœur de l'économie des arrangements et des négociations qui portent aussi bien sur l'insertion par les marges des populations peu favorisées, de l'accumulation de certains pans de cette économie des frontières que les stratégies de promotion sociale des acteurs : de nombreux entrepreneurs d'*el khat* ont ainsi payé pour faire embaucher des membres de leur famille dans la police, les douanes ou les échelons inférieurs de l'administration ; les filles sont d'ailleurs souvent les principales bénéficiaires de cette économie parallèle d'investissement de la fonction publique³⁷⁵. Dans et en dehors d'*el khat*, se déploie de puissants mécanismes disciplinaires d'insertion par les marges.

Corruption et clientélisme participent ainsi au remodelage du pouvoir étatique dans sa recherche de ressources à redistribuer. L'économie d'*el khat* autorise une forme de redéploiement de l'Etat par la « décharge³⁷⁶ » : d'une part à travers la montée en puissance d'acteurs privés et de réseaux marchands qui saisissent les opportunités internationales de la

³⁷⁴ Cette idée de l'informalisation du système de rémunération m'a été inspirée par Paul Veyne, *Le pain et le cirque...op.cit.*, p.563 et suiv.

³⁷⁵ Entretiens, Ben Guerdane, novembre 2011.

³⁷⁶ Sur la « décharge », voir Béatrice Hibou, « La 'décharge', nouvel interventionnisme », *Politique africaine*, n°73, mars 1999, pp. 6-15.

globalisation dans un contexte de multiplicité des contraintes nationales permet de respecter des impératifs d'équilibre et de développement auxquels les pouvoirs publics ne pourraient répondre seuls. D'autre part, le jeu des médiations participe à la circulation des richesses, à la diffusion du pouvoir et à la normalisation des conduites. Corruption et clientélisme sont des mécanismes à partir desquelles se déploie un pouvoir pragmatique qui favorise le jeu des dynamiques *khobzistes* selon une stratégie non pas du laisser-faire mais du « faire-faire »³⁷⁷ en tant que mode de gouvernement des conduites qui s'appuie sur la liberté des sujets et leurs courses à *el khobza*.

C - El khat. Un espace de conflit et de médiation.

Ce jeu des dynamiques *khobzistes* s'était brutalement enrayé à l'occasion du déclenchement un mouvement de protestation qui a mobilisé une grande partie de la population de la ville de Ben Guerdane à la suite de la fermeture du poste de Ras Jdir début août 2010. La fermeture de la frontière a signé la paralysie d'*el khat* et la suspension des arrangements quotidiens qui sont à la base de son fonctionnement. Loin de s'arrêter à la relation entre la fermeture de la frontière et la révolte populaire, l'analyse du mouvement social à la lumière de l'exercice du pouvoir permet surtout de révéler les luttes sociales, les différentes compréhensions de justice et d'équité et la crise de légitimité qui étaient enfuis, invisible et occultés par le déploiement des courses à *el khobza* des nombreux acteurs et dont le dérèglement a fait émerger.

1) Fin de course à la frontière et révolte à Ben Guerdane.

La fermeture impromptue de la frontière au mois d'août 2010 est venue signaler l'enlisement des relations tuniso-libyennes dans une crise aux raisons obscures. Celle-ci a commencé par des tensions qui ont émaillé les relations bilatérales au cours du dernier trimestre 2009 provoquant une expulsion de dizaines de travailleurs tunisiens et l'imposition par les autorités libyennes d'une taxe d'entrée sur les ressortissants tunisiens de 150 dinars (environ 80 euros) exigeant au passage de la part des entrepreneurs tunisiens – y compris les

³⁷⁷ Expression de Michel Feher, présentée dans sa communication, « La réforme, éthos du néolibéralisme », au séminaire, *Limites du politique, politiques des limites*, à l'EHESS, le 8 février 2010.

entrepreneurs d'*el khat*- de déclarer une somme minimum de 1000 dollars afin de pouvoir entrer sur le territoire libyen³⁷⁸. Durant de nombreux mois, ces mesures ont largement entravé les circulations transfrontalières des praticiens d'*el khat* qui ont dû éviter d'entrer sur le territoire libyen avec leur véhicule pour ne pas être pris pour les entrepreneurs préférant faire recours à des transporteurs libyens ce qui n'est pas allé sans une augmentation de leur coût d'approvisionnement. Ils ont dû s'armer de patience au poste de Ras Jdir pour supporter les tracasseries ainsi que le racket des agents libyens qui ont profiter de ces mesures pour augmenter les redevances demandées et fragiliser davantage les acteurs de la frontière. Toutefois, en dépit de ces restrictions qui ont créé des pénuries à répétition dans plusieurs souks du pays, cette situation a été relativement gérable jusqu'à ce que les autorités libyennes ferment définitivement le point de passage en août 2010³⁷⁹. En entravant l'approvisionnement du souk et des entrepôts de Ben Guerdane, cette décision a bloqué l'économie de la « voie » et a immobilisé l'ensemble de la région frontalière suscitant, du coup, la protestation de la population. Ce mécontentement a été alimenté par le traitement différentiel réservé aux ressortissants libyens et tunisiens durant les mois de cirse : alors que ces derniers étaient maltraités et rackettés par les gardes-frontières libyens avant d'être complètement interdits de se rendre de l'autre côté de la frontière au cours du mois d'août, les véhicules des touristes libyens et les camions transportant des produits de construction et des produits agroalimentaires exportés vers la Libye pouvaient circuler sans entraves des deux côtés de la frontières attestant de la situation privilégiée des citoyens libyens aux yeux des autorités tunisiennes qui n'ont pas mis en place des mesures de rétention en réponse à l'intransigeance de leurs homologues libyennes.

Ce mécontentement était d'autant plus aigu que les causes qui ont poussé les autorités libyennes à fermer le poste de Ras Jdir sont restées ambiguës frayant la voie à toutes sortes de rumeurs alimentées par l'opacité des règles qui régissent le fonctionnement quotidien de la frontière. Certaines rumeurs ont fait porter la responsabilité de cette mesure aux autorités tunisiennes qui auraient demandé de façon explicite au pouvoir libyen de geler les circulations frauduleuses des populations frontalières. Ces rumeurs ont ravivé, chez la population, le

³⁷⁸ Abdelaziz Barrouhi, « Des Tunisiens en colère contre Kadhafi », *Jeune Afrique*, 11 janvier 2010.

³⁷⁹ Les autorités libyennes ont ainsi imposé une taxe de 150 DT (80 euros) sur chaque véhicule tunisien, 250 dinars sur les camionnettes et 350 dinars sur les camions.

sentiment que l'économie de la « voie », seule source de subsistance dans cette région déshéritée, est la cible des appétits sans limites des affairistes et des « clans » proches des centres du pouvoir qui cherchent à monopoliser l'approvisionnement du pays en biens de consommation et d'équipement « *made in China* » en marginalisant les filières régionales et transnationales de l'économie de la « voie ». Ces filières se chargeraient de l'approvisionneraient de la cité-entrepôt et imposeraient du coup les prix ce qui reviendrait à réduire les marges des commerçants. Certains praticiens d'*el khat* ont évoqué l'hostilité des affairistes à l'égard de Ben Guerdane illustrant leurs propos par les tracasseries administratives et douanières que subissaient les importateurs illicites de *pick up* « Isuzu Faster » ou « D-max » à cause des consignes données par les hauts responsables des douanes sur ordre du beau frère du président de la République propriétaire d'une usine d'assemblage et concessionnaire de la marque « Ford » qui s'est approprié l'exclusivité du marché de ce type de véhicule. Ces rumeurs ont pris une ampleur particulièrement considérable à l'approche du mois de Ramadan caractérisé par une hausse importante de la demande sur les produits de consommation en tout genre ce qui aurait aiguisé la voracité de ces « clans » désireux de monopoliser l'approvisionnement de l'ensemble de l'économie du pays en éliminant la concurrence du comptoir de Ben Guerdane.

La persistance de ces rumeurs a entretenu l'ambiguïté sur les ressorts de la gestion de la frontière et a révélé au grand jour la dépendance de cette économie des gens ordinaires des intérêts économiques et politiques des puissants. J'avais montré précédemment que l'économie politique de la région est caractérisée par un processus d'intégration *borderline* qui se déploie dans le foisonnement de pratiques à la lisière du licite et de l'illicite au centre desquelles la Libye joue un rôle central. Les dynamiques de l'économie formelle participent au fonctionnement de la frontière et se répercutent sur les pratiques ordinaires des « petits » trafiquants, contrebandiers, entrepreneurs de la « voie » et fourmis. Certaines explications données à cette fermeture de la frontière évoquent les représailles des autorités de la Jamahiriya à l'égard de l'exclusion de certains opérateurs libyens du marché tunisien et leur éviction de certaines opérations de privatisation. A cet égard, les tunisiens n'hésitent pas à faire un lien entre l'entrée de la société *Oil Libya* sur le marché tunisien de la distribution des hydrocarbures et la multiplication des fermetures des frontières depuis 2009. Ainsi, les négociations menées par l'opérateur pétrolier Shell préalablement à son retrait avec les sociétés libyennes *Oil Libya*, déjà présent sur le marché tunisien, et *Al Rahila* second

distributeur dans la Jamahiriya ne seraient pas vu d'un bon œil de la part des autorités tunisiennes qui craindraient l'installation des opérateurs libyens dans une position dominante au risque de contrôler les modalités licites et illicites d'approvisionnement de la Tunisie en Hydrocarbures et de mettre fin, le cas échéant, aux importations illicites de carburant qui alimentent les régions méridionales.

Cette explication est adossée à l'importance de la régulation des trafics de carburant du côté libyen qui a été indissociable des dynamiques d'insertion des opérateurs libyens sur le marché tunisien. Historiquement la politique de bas prix de l'énergie pratiquée en Libye et la dépréciation du taux de change parallèle au milieu des années 1990 ont considérablement favorisé les exportations frauduleuses de carburants. Le différentiel entre les prix à la pompe et les prix dans les essenceries clandestines a longtemps dynamisé les trafics transfrontaliers en dépit du redressement du dinar libyen sur le marché parallèle depuis le démantèlement des sanctions internationales et l'accroissement des réexportations libyennes des produits et de carburant. Le développement de la demande a considérablement réduit l'écart entre le prix à la pompe et les prix pratiqués sur le marché illicite qui est demeuré toutefois rentable compte tenu de l'extension géographique des réseaux de trafics de carburant et de l'ajustement des intermédiaires qui ont réduit leurs marges.

« Au milieu des années 1990 on achetait le litre d'essence libyenne à Ben Guerdane à 0,3 DT. Actuellement, le litre coûte à la pompe 1,300 DT. Ici à Ben Guerdane, on l'achète entre 0,900 DT à 1,1DT. Il faut dire que la demande sur les carburants libyens s'étend jusqu'à Kairouan ce qui maintient les prix à la hausse et combien même il n'y a pas de problèmes d'approvisionnement, les trafiquants savent pertinemment qu'ils vendront toujours leur carburant à partir du moment où c'est tout le Sud qui est preneur et que d'autres trafiquants viennent jusqu'ici depuis Gabès, Médenine, Kairouan et Sidi Bouzid pour acheter du carburant. Pour nous chauffeurs, c'est fini le temps où on remplissait les réservoirs de nos taxis pour pas cher » me disait un chauffeur de taxi furieux³⁸⁰.

La hausse des prix de carburant est donc suscitée par l'augmentation de la demande qui n'est pas simplement le fait des « petits » trafiquants mais également de la participation des stations-services tunisiennes qui progressivement commencé à s'approvisionner partiellement en carburant frauduleusement importé de Libye, seul moyen de concurrencer les essenceries clandestines. Dans les régions méridionales dépendantes du carburant libyen, il est

³⁸⁰ Entretien, Ben Guerdane, été 2008.

relativement rare de croiser des stations-services le long de la route reliant Ben Guerdane à Gabès tant les essenceries proviennent à l'essentiel de la demande et écrase la concurrence. Les estimations que mes interlocuteurs m'ont avancées font état de quelques 50 000 litres de carburants libyens exportés quotidiennement vers la Tunisie³⁸¹. Les recoupements et les vérifications que j'ai tenté de mener m'incitent à retenir ce chiffre. Cette situation n'a donc pas manqué de susciter la désapprobation des autorités libyennes qui y ont vu un manque à gagner considérable pour *Oil Libya* associé à l'affront que représente les manœuvres des autorités tunisiennes empêchant l'entrée d'une nouvelle société libyenne sur le marché de distribution des hydrocarbures. C'est dans l'articulation de ces dynamiques licites et illicites que résidait le déploiement de l'influence régionale libyenne. De fait, la gestion du poste frontière qui avait tout l'air de s'inscrire dans le cadre d'une diplomatie de bon voisinage gagne à être comprise à l'aune des enjeux économiques et politiques que recèle cette économie d'*el khat* et dans les jeux d'influence entre les deux voisins façonnés aussi bien par les processus économiques formels du « haut » que les dynamiques fourmières du « bas »³⁸².

Qu'il s'agisse de l'accumulation prédatrice des affairistes désireux s'accaparer l'approvisionnement illicite du pays ou des manœuvres politiques et économiques qui ont lieu dans les hautes sphères du pouvoir, la suspension d'*el khat* a été perçue comme une fermeture de l'espace de course dans lequel la population s'est engouffrée pour assurer sa survie. En manifestant devant le siège de la délégation, les praticiens de la frontière, les commerçants du souk et leurs familles revendiquaient la réouverture de la frontière et la possibilité de reprendre leur travail sur *el khat*. Ils ont opposé à l'Etat leur droit légitime à *el khobza*. Pour la population, que le pouvoir libyen ait pris l'initiative de fermer la frontière pour forcer la main de son homologue tunisien sur le dossier de la privatisation, de l'introduction d'un opérateur sur le marché tunisien ou sur des questions politiques ou encore sur un saut d'humeur dont le guide de la Jamahiriya avait le secret, l'Etat tunisien demeurerait responsable de la protection de leur droit. Cette dénonciation s'est faite avec d'autant plus d'acuité que les autorités tunisiennes avaient laissé la situation s'envenimer durant les mois au cours desquels les praticiens d'*el khat* s'acquittaient de droits d'entrée imposés unilatéralement par la Libye. La

³⁸¹ Entretiens, Ben Guerdane, été 2008, été 2009. Ce chiffre est une estimation par certains opérateurs du secteur avec qui j'ai pu discuter.

fermeture de la frontière est venue attester la défaillance de l'Etat. De sorte que la population doit *el khobza* non pas à la sollicitude de l'Etat tunisien mais au bon vouloir de son homologue libyen. C'est ce qui ressort de la déclaration de ce jeune praticien de la frontière, diplômé chômeur, à un policier tunisien qui insistait sur la responsabilité du côté libyen dans cette affaire :

« Pourquoi voulez-vous que je proteste contre les Libyens ? Ce ne sont pas mes ennemis, ils me donnent à manger. Nous sommes trois diplômés au chômage dans la famille et nous attendons des emplois depuis longtemps et rien n'a été fait pour nous. Heureusement qu'il y a la Libye pour survivre... »³⁸³.

En se tournant vers les autorités tunisiennes pour leur demander de négocier avec les officiels libyens, la population pointait la défaillance de l'État dans son rôle de protecteur et de pourvoyeur de ressources. Ce faisant, elle réclamait son intervention pour pouvoir continuer sa course à *el khobza* et gagner par elle-même ses moyens d'existence. En réclamant le rétablissement de l'économie de fraude aux frontières, la population revendiquait son « droit à l'illégalité » comme voie légitime d'accès à la sécurité économique.

Site de course à *el khobza*, *el khat* s'est transformé en arène de protestation et de révolte que la population a fièrement qualifiée d' « *intifada de Ramadan* ». La prière du soir (*tarawih*) au cours du mois de Ramadan a ainsi été l'occasion de rassemblement des gens dans les mosquées préalablement à l'investissement de la route durant la nuit. Cette mobilisation nocturne improvisée a accru la capacité des manifestants à déjouer les contrôles et les opérations d'identification par les forces de sécurité. L'enjeu était alors d'occuper la route à travers la mise à feu des pneus, des troncs de palmiers et des bidons de carburant et d'affronter les forces de police dépêchées à la hâte de toutes les régions méridionales pour rétablir l'ordre dans la ville. Les affrontements avaient doublé d'intensité à mesure que la brutalité policière s'amplifiait prenant la forme de violence, d'arrestations, de pillage des boutiques et d'insultes obscènes et dégradantes à l'égard des femmes au moment des arrestations suscitant l'indignation de cette société conservatrice.

³⁸² Sur ces dynamiques du « haut » et du « bas » dans le jeu de l'influence iranienne dans la région du Golfe persique, voir, Fariba Adelkhah, « Le retour de Sindbad... », art.cit.

³⁸³ Déclaration d'un jeune émeutier au journaliste Sofiène Chourabi qui a réalisé un reportage vidéo sur ces événements. Source : www.nawaat.org.

2) Politisation de la contestation.

L'engagement des militants syndicaux, en particulier ceux issus de la fédération de l'enseignement secondaire, a participé à politiser les revendications, circonscrites initialement à la réouverture de la frontière réclamée par les praticiens d'*el khat*, en posant le problème de l'absence de développement et de la marginalisation de la région. L'attitude du syndicat l'UGTT a été ambiguë : si la bureaucratie syndicale s'est très tôt saisie de ces événements pour essayer de désamorcer le conflit à travers la création d'un « comité de suivi des événements de Ben Guerdane » de manière à éviter une radicalisation de ses bases à l'image de ce qui s'était passé dans le bassin minier de Gafsa deux ans auparavant ; les syndicalistes de base notamment ceux appartenant au syndicat de l'enseignement avaient tenté d'organiser le mouvement protestataire en mettant en avant des revendications qui dépassent la seule demande de réouverture de la frontière. La rédaction de « la pétition citoyenne pour l'équité et le développement à Ben Guerdane » a constitué une forme d'action plus structurée, capable de maintenir la pression sur les pouvoirs publics sur ce sujet même après la réouverture du poste de Ras Jdir. A travers la pétition, les syndicalistes ont dénoncé l'injustice qui pèse sur la région repérable à l'absence d'investissements et la faiblesse des infrastructures, l'absence de programmes de développement et de création d'emploi qui ont poussé la population à se tourner vers l'économie de la frontière. Ils ont également dénoncé la réponse exclusivement sécuritaire de l'affaire du poste frontière qui a transformé la ville en garnison envahie par les forces de l'ordre suscitant un « sentiment d'indignation, d'humiliation et de désespoir des jeunes abandonnés par leur propre Etat à un autre Etat [i.e. Libye] à qui ils doivent leur pain et le pain de leurs familles »³⁸⁴. Le fait que des membres d'un syndicat aient été des moteurs de cette mobilisation ne veut pas dire que l'UGTT, en tant que centrale, ait soutenu le mouvement. Bien au contraire, celle-ci a continué à jouer le rôle de médiation et de courroie de transmission des revendications, conformément à son rôle d'agence du pouvoir central.

« L'UGTT ne nous a pas suivi dans notre initiative, elle a formé un comité de suivi des événements comme pour dire nous ne cautionnons pas la fermeture du poste mais nous ne sommes pas dans une rupture avec le régime. Il y avait des syndicalistes honnêtes dans ce comité de suivi. Ce n'était pas des gens affiliés au pouvoir, mais de part leur responsabilité dans la section régionale de l'UGTT, ils

³⁸⁴ Pétition signée par les habitants de Ben Guerdane, le 02 septembre 2010, disponible dans les archives de la lettre d'information www.tunisnews.net [c'est moi qui traduit].

étaient un peu dans le rôle de médiation alors que nous, nous étions dans la revendication et la mobilisation »³⁸⁵.

L'attitude ambiguë du syndicat entre un appareil qui joue le rôle de médiation en insistant sur la priorité de rétablir l'ordre et les militants syndicaux de base qui ont œuvré à radicaliser la révolte renvoie moins à un double jeu de la part de la centrale syndicale qu'elle ne reflète les tensions qui traversent cette organisation qui a historiquement joué un rôle politique³⁸⁶. En effet, la prise de pouvoir par Ben Ali en 1987 a entériné la mise au pas et la domestication de la centrale syndicale, partenaire et concurrent historique du régime destourien. Avec le verrouillage du champ politique au début des années 1990, l'UGTT a été réduite à jouer le rôle de relais du pouvoir central chargé de veiller au consensus dans les relations salariales et d'assurer la paix sociale. Toutefois, s'il a été réalisé à coup d'avantages financiers et de privilèges destinés à la bureaucratie syndicale, le dressage de l'UGTT n'a jamais été totale et la centrale a gardé des velléités d'autonomie voire d'indocilité particulièrement au cours des années 2000³⁸⁷. En réalité, l'UGTT a été investie par des militants politisés voire franchement politiques appartenant à des mouvances réprimées qui ont trouvé dans le syndicat un lieu d'action et d'engagement. Un syndicaliste a résumé cette dynamique par une formule pertinente : « Sous Ben Ali, nous avons demandé le refuge politique à l'UGTT »³⁸⁸. Il s'agit moins d'une stratégie de noyautage de la centrale car les appartenances de ces syndicalistes à des mouvances de la gauche radicale, de nombreux syndicalistes de base étaient parfaitement connues de tous, qu'un investissement de la centrale qui a fait l'objet d'un accommodement aussi bien, de la part de la direction syndicale qui peut

³⁸⁵ Entretien avec un syndicaliste actif dans ce mouvement, Ben Guerdane, novembre 2011.

³⁸⁶ Sur le rôle historique et politique de l'UGTT, Khalil Zamiti, « De l'insurrection syndicale à la révolte du pain : janvier 1978-janvier 1984 », *Revue tunisienne de sciences sociales*, t.28, n°104-105, 1991, pp.41-68 ; Riadh Zghal, « Nouvelles orientations du syndicalisme tunisien », *Monde arabe, Maghreb-Machrek*, n°162, octobre-décembre, 1998, pp.6-17; Salah Hamzaoui, « Champ politique et syndicalisme », *Annuaire de l'Afrique du Nord*, t.37, 1999, pp.396-380 ; Sadri Khiari, *Le délitement de la cité...op.cit* et du même auteur, « Reclassement et recomposition au sein de la bureaucratie syndicale depuis l'indépendance. La place de l'UGTT dans le système politique tunisien », *La Tunisie sous Ben Ali*, site du CERI, www.ceri-sciences-po.org/kiosque/archives/déc2000; Michel Camau et Vincent Geisser, *Le syndrome autoritaire...op.cit*.

³⁸⁷ Béatrice Hibou, *La force de l'obéissance...op.cit*, chapitre 4, « Le travail normalisateur de l'appareil bureaucratique ».

³⁸⁸ Entretien avec un syndicaliste, Ben Guerdane, novembre 2011.

l'utiliser pour aiguïser sa force de nuisance et améliorer ses capacités de négociation des privilèges et du monnayage de sa compromission que du pouvoir central qui s'est accommodé de cette latitude non sans imposer à la centrale des limites d'action à ne pas dépasser. L'engagement de la base syndicale dans le mouvement social de Ben Guerdane est venu entériner la capacité d'initiative et l'activisme de cette base syndicale capable de donner du fil à retordre aussi bien au pouvoir central qu'à la bureaucratie syndicale qui a cherché à jouer un rôle de médiation de manière à ne pas perdre sa crédibilité comme ce fût le cas dans le conflit dans le bassin minier de Gafsa de 2008 lorsqu'elle a cautionné la répression et l'emprisonnement des leaders syndicaux³⁸⁹.

La question de l'équité régionale et du droit au développement a été posée par ce mouvement protestataire pointant l'érosion des allocations et des investissements publics. Alors que la ville n'a cessé de grandir durant ces deux dernières décennies accueillant des populations d'horizons divers attirées par la frontière, les investissements publics et les infrastructures n'ont pas suivi cette croissance. En effet, entre 1984 et 2004 Ben Guerdane a vu sa population passer de 47000 à 70900 habitants sans qu'elle ne soit considérée comme une cible des politiques de développement. Les investissements créateurs d'emplois ont été dirigés vers les localités voisines impliqués dans le tourisme à l'instar de l'aéroport de Djerba, le développement des zones touristiques aussi bien à Djerba qu'à Zarzis et l'installation des administrations régionales à Médenine, chef-lieu du gouvernorat³⁹⁰. A Ben Guerdane, l'hôpital de la ville ne dispose pas de scanner : les habitants doivent se déplacer à Médenine, où les listes d'attente et les délais sont excessivement longs, et pour les plus riches d'entre eux, ou les cas les plus urgents, à Djerba, dans les cliniques privées. Il n'existe pas non plus de laboratoires d'analyses médicales, et les patients doivent se rendre pour ce faire à Zarzis ou Médenine. A cela s'ajoute le manque de médicaments et plus encore de personnel compétent, ce qui oblige les populations à privilégier la médecine privée³⁹¹.

³⁸⁹ Amin Allal, « Réformes néolibérales, clientélismes et protestations en situation autoritaire. Les mouvements contestataires dans le bassin minier de Gafsa en Tunisie (2008) », *Politique Africaine*, mars 2010, n° 117, p. 107-125

³⁹⁰ Les chiffres sont du Ministère du développement régional. Office du développement du Sud, « Gouvernorat de Médenine en chiffres 2010 ».

³⁹¹ Entretiens, Ben Guerdane, novembre 2011.

Cette situation est d'autant plus frustrante pour la population de Ben Guerdane que la marginalisation au niveau national se double d'une marginalisation au niveau même du gouvernorat : les habitants de Ben Guerdane doivent se déplacer à Médenine, Zarzis ou Djerba pour être en contact avec la Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS), la Caisse nationale d'assurance maladie (CNAM), la Société tunisienne d'électricité et de gaz (STEG) ou l'Office national de l'assainissement (ONAS). Pour son réseau de transport public ou scolaire comme pour les autres installations, la ville n'hérite que d'équipements vétustes, souvent inutilisables, et des restes des gouvernorats plus riches ou du chef-lieu du gouvernorat : bus des transports publics, véhicules de transport scolaire, fourniture des écoles et des lycées, tracteurs de la municipalité y sont mis au rebut³⁹².

En posant la question de la frontière dans un cadre plus large qui pointe l'absence de développement, la marginalisation de la région et l'abandon de la population par l'Etat tunisien la poussant du coup à chercher la survie au gré du fonctionnement aléatoire et du bon vouloir des autorités libyennes, les syndicalistes ont posé la question politique de la citoyenneté d'une population dont les mécanismes d'inclusion faits de corruption et de clientélisme la relègue à demeurer une population de seconde classe. Cette « subalternité sociale » est le produit d'une « subalternité spatiale » qui a donné la primauté aux régions du littoral dans le développement aggravant la fracture régionale et l'inégalité³⁹³. Celle-ci est incontestablement antérieure au régime de Ben Ali, toutefois, l'exercice « autoritaire » « clientéliste » et « régionaliste » du pouvoir qui est au cœur des mécanismes de redéploiement de l'Etat et de son insertion dans la globalisation néolibérale a particulièrement aggravé ces inégalités et le sentiment d'injustice qui les accompagnent³⁹⁴.

3) Médiation entre dynamiques *khobzistes*.

La réouverture de la frontière le 20 août 2010 par les autorités libyennes au lendemain de la visite d'une délégation tunisienne composée des ministres des Affaires étrangères, de l'Intérieur et du Commerce ainsi que du directeur général des douanes a été un moment

³⁹² Entretiens, Ben Guerdane, novembre 2011.

³⁹³ Jean François Bayart, Béatrice Hibou, Hamza Meddeb, *La révolution tunisienne vue des régions...op.cit.*

³⁹⁴ Ibid.,

charnière : elle a marqué la fin du mouvement social. Les praticiens d'*el khat* sont revenus à leur course à *el khobza* non sans amertume face à la persistance des droits d'entrée imposés par les autorités libyennes et qui n'ont pas été démantelés avec la réouverture de la frontière. Ces droits ont constitué une barrière supplémentaire qui a écarté les petits praticiens d'*el khat* et rendu particulièrement ardue leurs circulations pendulaires. La reprise du travail sur *el khat* n'a pas mis un terme au sentiment de frustration et d'injustice face à ces entraves. De leur côté, les syndicalistes ont vu le mouvement se tasser suite à la défection des commerçants et des praticiens de la frontière qui ont préféré reprendre tant bien que mal leurs courses quotidiennes. Pour expliquer cette défection, les syndicalistes ont mobilisé un discours de dénonciation de la corruption morale de la cité favorisé par la corruption de l'économie d'*el khat*. Voici ce qu'un syndicaliste me déclarait :

« Le soir où l'annonce que le poste frontière allait être recouvert de nouveau, les cellules RCD ont fait sortir une marche pour exprimer leur gratitude au président Ben Ali. Le lendemain de la réouverture du poste de Ras Jdir. Nous avons, en tant qu'initiateurs de la pétition, organisé une marche pour affirmer nos revendications, mais nous nous sommes retrouvés seuls. Le mouvement s'était divisé. Les gens ont repris leur travail sur *el khat* et nous, syndicalistes sommes restés prêcher dans le désert. *El khat* a transformé les mentalités, ce qui compte pour les gens c'est de gagner l'argent par tous les moyens, le reste ne compte plus »³⁹⁵.

Ce discours de dénonciation de la corruption morale de la cité a toujours existé en ville. Il pointe ironiquement la course sans scrupules des acteurs d'*el khat* et leur capacité à trouver des parades face à des questions qui ont trait aux croyances religieuses dans une activité forcément faite de magouilles, de combines et d'opportunismes³⁹⁶. La réponse de ce contrebandier qui vendait illicitement de l'alcool en Libye et qui faisait assidument sa prière : « Les caisses de bière, c'est halal, je ne les porte pas sur mon dos, c'est la Toyota qui les porte » en est un exemple³⁹⁷. En réalité, derrière ce discours moral s'est jouée une lutte sociale que la suspension d'*el khat* a fait émerger et qui n'est pas sans lien avec l'engagement des syndicalistes dans le mouvement social.

³⁹⁵ Entretien, Ben Guerdane, novembre 2011.

³⁹⁶ Sur ces arrangements avec la morale et les logiques de comportements qui laissent des marges de manœuvre aux acteurs en Afrique, Jean Pierre Olivier de Sardan, « Economie morale de la corruption en Afrique », *Politique Africaine*, n°63, octobre 1996, pp.97-116

³⁹⁷ Entretien, Ben Guerdane, novembre 2011.

Le déploiement de l'économie de la frontière s'est en effet accompagné de l'émergence d'un « type d'homme » et d'un « être-en-société » à l'éthos fort différent de celui du fonctionnaire, du syndicaliste ou du lettré de l'enseignement³⁹⁸. Ces derniers condamnent les trafics au nom des valeurs de l'honnêteté, critiquent le matérialisme triomphant et la perte de morale propres aux comportements néfastes pour la cité, rejettent les solidarités tribales qui amènent à délaisser les principes de compétence, d'égalité et de justice devant la loi, tandis que les premiers ne voient dans la corruption, les entourloupes, les coups et la roubardise que des qualités indispensables à qui veut travailler sur *el khat*, et dans les solidarités familiales et communautaires que des atouts pour le contrôle des activités. Le renversement des valeurs tant décrié par une partie de l'opinion reflète une dynamique plus profonde qui travaille ces territoires depuis au moins deux décennies, et qui est celle du renversement des hiérarchies sociales. Ce renversement des hiérarchies et ce conflit de valeurs étaient particulièrement repérables dans l'évergétisme pratiqué par les professionnels de l'économie de la frontière. Durant des années, les praticiens de la route se sont distingués par leurs œuvres de bienfaisance et de charité, faisant des dons de tapis et de lustres aux mosquées de leur ville, offrant des moutons aux nécessiteux à l'occasion de l'Aïd, prenant en charge les soins de santé des plus pauvres, ou contribuant au financement du club de football de Ben Guerdane. L'évergétisme dont ces entrepreneurs de l'économie de la frontière font preuve s'inscrit dans une lutte symbolique qui travaille la cité entre ces nouvelles figures ascendantes et les anciennes hiérarchies sociales. L'anecdote de ces deux figures historiques de la contrebande qui rivalisent en entretenant un feu avec des billets de banque pour préparer une *mloukhia* (plat traditionnel tunisien) à base de viande de chameau, réputée dure à cuire, reflète la manière dont l'argent gagné est reconverti en prestige et en moyen d'accès à la notabilité sociale. Peu importe la véracité de cette anecdote qui participe à la mythologie de la *kontra*. Elle reflète la concomitance d'un désintérêt apparent vis-à-vis de l'argent et d'une course à l'enrichissement, coïncidence qui construit la figure du *knatri* riche sans jamais s'attacher à sa fortune. Or, cette nouvelle figure de la réussite n'est pas si étrangère à la trajectoire locale de la notabilité, très présente dans la mémoire collective de la région. La richesse compte dans la mesure où elle permet l'accès à la notabilité et à l'estime de soi, car la fortune est aussi une mesure de la valeur des hommes. Le trafiquant ou le contrebandier réinvente ainsi la figure du

³⁹⁸ Richard Banégas et Jean-Pierre Warnier, « Nouvelles figures de la réussite et du pouvoir », art.cit.

chevalier, du *sendid*, homme brave et courageux, homme d'honneur, qui menait les razzias, défendait la tribu, s'élevait à mesure qu'il s'enrichissait et que ses exploits se multipliaient. Une figure du *sendid* que le bourguibisme avait enterrée au profit de celle du lettré, érudit et diplômé et que le benalisme a remis au jour à la faveur de l'émergence de nouvelles modalités légitimes de course à *el khobza*.

Ces conflits se sont cristallisés au moment de la fermeture de la frontière : les syndicalistes y ont vu une fenêtre d'opportunité pour remettre en cause ce système qui est à l'origine de leur déclassement alors que les praticiens de la frontière cherchaient surtout à rétablir les arrangements et à reprendre leur travail sur *el khat*. Alliés le temps de la révolte, la réactivation de la frontière a rompu cette alliance. Toutefois, il ne faut pas réifier ces deux figures car les passerelles sont multiples et le personnage de l'instituteur-entrepreneur d'*el khat* illustre parfaitement cette hybridation des statuts. Les lettrés déclassés investissent cette économie comme je l'ai montré dans le premier chapitre, par exemple à travers la figure de Najeh, instituteur de son état. Cela ne va pas sans la stigmatisation de certains collègues comme me l'a confié un syndicaliste en ces termes : « Certains collègues acceptent de se faire traiter comme des chiens par des policiers et des douaniers. C'est indigne. Ils acceptent cela pour l'argent et s'abaissent pour l'argent, c'est indigne »³⁹⁹. Pourtant la course à *el khobza*, au bien-être de beaucoup de lettrés qui luttent contre le déclassement social ne se réalise qu'au prix de ce ravalement de l'amour propre, au risque de voir son estime de soi et sa dignité bafoués par des policiers grossiers et violents.

On le voit donc, les entrepreneurs d'*el khat* peuvent être des lettrés. De même, tous les praticiens d'*el khat* ne sont pas roublards ou fourbes, ils peuvent être des gens honnêtes qui rendent de grands services à leur communauté et « achètent » des postes à leurs enfants ou parentèle dans la fonction publique pour leurs épargner l'insécurité de la frontière. Inversement, tous les érudits n'éprouvent pas de la rancune à l'encontre des entrepreneurs d'*el khat* et reconnaissent le bien-fondé de leur activité ; surtout, ils sont nombreux à en profiter. Cette ambivalence se retrouve dans le discours même des gens. Lors d'un entretien avec un syndicaliste qui dénonçait la corruption qui frappait désormais la ville, celui-ci n'a pas manqué, à la fin de l'entretien, de me rappeler que « le tableau n'est pas totalement noir »,

³⁹⁹ Entretien, Ben Guerdane, novembre 2011.

qu'*el khat* lui permet d'entretenir le pouvoir d'achat, de meubler sa maison pour pas cher, d'avoir accès aux appareils électroniques dernier cri, de regarder tous les matchs de football des championnats européens grâce aux récepteurs multiscartes importés par les entrepreneurs d'*el khat*, de consommer de toutes sortes de produits. Ce qui le désole surtout c'est que la respectabilité dont pouvait jouir un professeur dans le temps est définitivement révolue et qu'il ne peut plus rivaliser avec ces nouvelles figures ascendantes de la notabilité qui dépensent énormément et « manque même de nous faire l'aumône »⁴⁰⁰.

Ainsi, *el khat* s'impose comme un espace de médiation : les lettrés sont avant tout des consommateurs, les douaniers sont prébendiers, les policiers racketteurs et les entrepreneurs de la frontière évergètes. *El khat* est au cœur de la médiation entre des dynamiques *khobzistes* hétérogènes. Une situation qui n'est pas propre à la Tunisie. Elle est même tout à fait normale si l'on en croit les analyses faites dans d'autres contextes, par exemple celui de l'Iran : « quelle que soit l'intensité de ces tiraillements ou de ces contradictions, l'économie morale des relations transnationales paraît pour l'essentiel favoriser des dynamiques de recomposition, de glissements, de compromis, de négociations, plutôt que des antagonismes binaires entre des acteurs campant sur leurs positions respectives »⁴⁰¹.

⁴⁰⁰ Entretien, Ben Guerdane, novembre 2011.

⁴⁰¹ Fariba Adelkhah, « Le retour de Sindbad. L'Iran dans le Golfe », art.cit, p.45, [c'est l'auteur qui souligne].

Seconde partie

La course à *el khobza* au quotidien entre ruses et labeur

En tant que conduite de vie, la course à *el khobza* n'est pas simplement une affaire d'exploitation des marges territoriales ou légales, d'asymétries et de différentiels économiques, elle a également trait au labeur, au travail, au désir de consommer et de faire partie de la société de bien-être. En ce sens, elle investit tous les aspects de la vie sociale et économique. A travers l'étude de l'économie populaire de la dette et de la mise au travail dans les centres d'appels, je cherche à montrer que les acteurs subalternes, les *khobzistes*, s'engagent dans des relations de dettes et de travail qui les enlacent sans toutefois les déposséder de capacités d'action et de bricolages de manière à rendre leur quotidien un peu moins pénible à supporter. La course aux liquidités et à l'argent enchaîne la population dans des cycles d'endettement, de remboursement et dans des pratiques de jongleries infinies mais indissociable du désir de faire partie de la société de consommation. Ces relations de dettes fragilisent les classes populaires à mesure qu'elles s'étendent, qu'elles s'accompagnent d'une multiplication des prêteurs et qu'elles participent à la diffusion du pouvoir dans les circuits d'endettement. Mais la domination ne s'exerce pas sur des êtres passifs. Même dans des conditions difficiles de surveillance et de contrôle comme c'est le cas dans les centres d'appels, les *khobzistes* sont capables de trouver des parades pour manger *el khobza* tranquillement, sans trop d'effort ou du moins sans trop de douleur. La modulation de l'effort et de l'implication renvoie en ce sens à la capacité des téléopérateurs et plus généralement des *khobzistes* à bricoler une existence sans heurts dans un quotidien contraignant dans et en dehors du monde du travail.

Les ateliers clandestins de sous-traitance et les activités délictueuses de trafics de cuivre illustrent le déploiement de la course à *el khobza* dans l'univers du délit accentuant l'informalisation et la criminalisation de l'économie. Se met dès lors en place un jeu de médiation et de brouillage des frontières entre d'une part, des pratiques de survie et des stratégies d'accumulation et d'autre part, les différents secteurs de l'économie à la faveur de l'émergence de nouvelles figures d'*el khobza* et de la réussite capables de se mouvoir dans des univers différents et d'enchâsser des dynamiques hétérogènes mais non moins productives pour les « grands » comme pour les « petits ».

Chapitre V – Manque d’argent et économie populaire de la dette.

Pour les milliers de « fourmis » qui enchaînent les circulations pendulaires le long d’*el khat* comme pour l’ensemble des classes populaires, la course à *el khobza* nécessite un accès aux liquidités indispensable à la consolidation de leur insertion dans l’économie de la frontière. C’est le cas des ouvrières des usines qui cherchent à compléter leurs maigres salaires, des retraités qui peinent à survivre avec leurs pensions dérisoires, des chômeurs sans ressources qui s’emploient à trouver des ressources matérielles pour reconstituer un capital souvent décimé par les prélèvements sur la route, les mauvaises opérations commerciales et les infortunes causées par les retards, voire les défauts de paiement de clients aussi désargentés que ces petits acteurs d’*el khat*. Pour les petits commerçants comme pour les consommateurs, la course à *el khobza* se joue entre débrouille, endettement et recherche continue de liquidités indispensable à la survie, à la lutte contre l’indigence et à la participation à la consommation et au marché. La préoccupation principale de cette population porte moins sur l’approvisionnement des marchés urbains ou la disponibilité des marchandises et des biens de consommation et d’équipement que sur une pénurie d’un autre type : celle des liquidités monétaires.

Si le « rêve américain » a été, dès les années 1950, une affaire de crédit qui a permis à la population d’accéder à la consommation de biens durables d’équipement (voitures, machine à laver, télévisions) et au logement dans les banlieues pavillonnaires⁴⁰², la « joie éternelle », promue par la propagande tunisienne à la « classe moyenne », a souvent été vécue et achetée à crédit quand elle n’a pas été réduite, pour une large partie de la population, à une course sans fin pour l’accès au crédit et à l’endettement. En tant qu’expression d’accès à des

⁴⁰² C’est une thèse développée par l’historien Louis Hyman, *Debtor Nation. The History of America in Red Ink*, Princeton, Princeton University Press, 2011. Pour une histoire de la société de consommation aux États-Unis voir également Lizabeth Cohen, *A Consumers’ Republic. The Politics of Mass Consumption in Postwar America*, New York, Knopf, 2003 et pour une analyse de la place dans la consommation dans les choix politiques et économiques des décideurs américains jusqu’aux années 1970, Meg Jacobs, *Pocketbook Politics. Economic Citizenship in Twentieth-Century America*, Princeton, Princeton University Press, 2005.

modes de vie modernisés et au bien-être matériel, la consommation constitue un ressort fondamental de la sollicitude de l'Etat. Or, prendre part à la consommation comme aux activités de subsistance en lien dans l'économie de la débrouille nécessite une disponibilité des liquidités dans un contexte marqué par le « manque d'argent » communément désigné par le terme *flass*. En situation de chômage de masse et de pressions continues sur les salaires, notamment au cours de la dernière décennie, la participation à l'économie de la débrouille et aux modes modernes de consommation a largement été rendue possible par le déploiement de stratégies populaires de recherche de liquidités. Celles-ci supposent un recours massif à l'endettement par la multiplication des sources de financement et les jongleries entre différents cercles de dettes et de circulation monétaire de manière à coordonner les échéances et à atténuer les effets de la pénurie d'argent caractéristiques des existences en situation de crise (*eddenia kazza*). Se forme ainsi une économie de la dette plus ou moins informelle, plus ou moins officieuse, innervée de réseaux de circulation monétaire consolidés par les relations de dépendances et les obligations mutuelles. L'accès aux liquidités dépend en effet de la capacité des acteurs à s'endetter et à jongler entre différentes sources de dettes.

Ce chapitre cherche à esquisser les traits d'une économie populaire de l'accès aux liquidités en proposant une lecture en termes d'économie politique des stratégies d'inclusion des « pauvres » par le crédit et le « marché ». L'expérience quotidienne des classes populaires que je décris dans la Tunisie de Ben Ali est celle d'un manque d'argent permanent. Leur trajectoire d'insertion dans l'économie d'endettement est peu influencée par les actions de l'Etat et des acteurs dominants de la sphère économique et financière ; elle est surtout formée par les acteurs « du bas » et les « en bas du bas » dans leur course quotidienne à pallier à la pénurie d'argent.

Le micro-crédit est une stratégie de financement des pratiques de survie et d'extension du marché. C'est surtout une forme de pouvoir qui assujetti les « pauvres » au moment même où elle élargit le champ des options financières qui s'offre à eux. En termes d'économie politique, ces pratiques de jonglerie et d'inclusion des « pauvres » par la dette constituent une modalité essentielle de la course à *el khobza*. L'économie populaire de l'accès à l'argent est adossée à des relations sociales et économiques. La normalisation politique et sociale qui en découle révèle les traits de l'exercice du pouvoir en Tunisie et les logiques néolibérales de gouvernement. Faire une analyse concrète et détaillée de ces pratiques jongleries suppose de ne pas s'arrêter à leur dimension économique mais de les saisir dans leur totalité en tant que

Hamza Meddeb – « Courir ou mourir dans la Tunisie de Ben Ali » - Thèse IEP de Paris – 2012 222

« fait social total » pour reprendre la terminologie de Marcel Mauss capable de nous renseigner sur l'exercice du pouvoir en Tunisie et sur les ressorts économiques de la domination sous la dictature de Ben Ali⁴⁰³.

A - Les voies imprévisibles de formation d'une économie populaire d'endettement.

L'économie d'endettement qui avait, avant tout profité au cours des deux dernières décennies, aux entrepreneurs possédant un capital social et insérés dans les réseaux de pouvoir, s'est étendue et a progressivement englobé des catégories sociales beaucoup moins influentes socialement et politiquement. L'ouverture économique et le développement de la consommation de masse ont, en effet, attisé la demande de crédits à la consommation. Cette tendance, qui s'est développée de façon autonome, a cependant recoupé la préoccupation étatique de construire et faire vivre cette classe moyenne considérée comme la principale base de légitimité du régime⁴⁰⁴. En ce sens, le crédit à la consommation a constitué la version populaire de cette économie d'endettement destinée essentiellement à la partie solvable de la population. Sans correspondre à une rationalité étatique, l'insertion des classes populaires dans l'économie de la dette a largement été suscitée par la rencontre d'une part, des stratégies des institutions bancaires et financières et d'autre part, des tactiques des acteurs subalternes qui ont cherché à accéder à des ressources matérielles⁴⁰⁵.

1) Le manque d'argent comme expérience de la vie quotidienne en Tunisie.

Le déclin de la forme salariale comme modalité principale d'insertion dans l'économie secondaire et tertiaire, la diffusion de la précarité dans les relations de travail et du sous-emploi mais également l'étiollement de ses capacités redistributives et l'échec du traitement social du chômage depuis le début des années 1990 ont lancé des pans entiers de la population

⁴⁰³ Janet Roitman, *Fiscal Disobedience...op.cit.*, chapitre 4, « Unsanctioned wealth, or the productivity of debt ».

⁴⁰⁴ Hamza Meddeb, « Tunisie, pays émergent ? », art.cit.

⁴⁰⁵ Sur la formation de l'économie d'endettement, Béatrice Hibou, *La force de l'obéissance...op.cit.*, Partie 1 : « Le pouvoir à crédit ».

dans une course effrénée aux ressources matérielles d'existence⁴⁰⁶. La vie quotidienne d'une grande partie de la population tunisienne est fortement structurée autour du « début du mois » : les salaires, aussi faibles et dérisoires soient-ils, incarnent une ressource permettant d'irriguer les réseaux sociaux, de rembourser des échéances, de contracter de nouvelles dettes et de jouer sur les relations sociales, entretenant ainsi la chaîne d'interdépendance qui assure la subsistance des classes populaires et moyennes par le truchement de mécanismes de redistribution et de réciprocité. C'est au « début du mois » qu'il faut payer l'épicier du coin, rembourser l'échéance de son micro-crédit, transférer de l'argent à la parentèle et payer le loyer. Les « fins du mois » sont quant à elles des moments de pénurie d'argent (*flass*). En guettant les files devant les distributeurs automatiques de billets, tous les employés se posent la même question : « ont-ils versé les salaires, ou pas encore ? » (*Sabbou wella lé ?*)⁴⁰⁷. Bien qu'il continue à incarner une forme de protection, notamment pour les fonctionnaires et les cadres du privé, le salaire a certainement cessé d'être le référent exclusif d'*el khobza* pour une grande partie de la population.

Aussi bien les salariés que les travailleurs précaires sous-payés, les petits fonctionnaires ou encore les gens qui vivent d'expédients et de revenus tirés de la débrouille se définissent comme étant des *zawwali*. En réalité, ce terme renvoie moins à la situation de pauvreté au sens économique qu'à une condition partagée par ceux qui souffrent pour subsister, ceux qui survivent péniblement et qui se battent contre l'indigence, l'insécurité du quotidien et l'incertitude du lendemain. Du coup, le *zawwali* est moins une catégorie sociale ou économique qu'une condition : celle de ceux qui ont appris à vivre avec la rareté matérielle et qui s'emploient à faire avec le manque d'argent. Cette situation de « manque d'argent » a été analysée par Jane Guyer dans son étude de l'économie de niche au Nigéria. L'auteur la relie à la variation des prix et des ventes saisonnières et voit en elle un point d'entrée intéressant

⁴⁰⁶ Les amendements au Code du travail de 1994 et de 1996 et l'introduction des contrats à durée déterminée (CDD) et du travail intérimaire ont favorisé les emplois temporaires et la précarisation des relations de travail. Voir Hamza Meddeb, « Tunisie, pays émergent ? », art.cit.

⁴⁰⁷ Ceci n'est évidemment pas propre à la Tunisie des années Ben Ali et caractérise la majeure partie des pays dits en développement, Achille Mbembe et Janet Roitman évoquent une situation similaire dans le Cameroun sous ajustement structurel, « Figures of the subject in times of crisis », *Public Culture*, vol.7, n°2, 1995, pp. 323-352.

pour comprendre l'offre locale de monnaie et la manière dont la politique monétaire est perçue et comprise « par le bas », autant dire l'économie morale de la monnaie⁴⁰⁸.

Mon approche est différente de celle de Jane Guyer. Dans mon terrain tunisien, le manque d'argent ou le besoin d'argent renvoie surtout à des situations de « bricolages » de gens, poussés par l'inadéquation entre les besoins et les ressources d'argent du fait de la perte du pouvoir d'achat et de la dégradation des niveaux de vie, à se procurer des liquidités pour consommer et assurer leur subsistance. Pour pallier à ce manque d'argent, les gens se tournent vers différentes sources d'endettement. La parentèle constitue le premier cercle auquel se dirigent les demandes de crédit notamment lorsqu'elles portent sur des petites sommes permettant de tenir jusqu'à la fin du mois. La demande s'oriente ensuite vers le cercle de connaissances, d'amis et de voisins particulièrement animé par les femmes qui multiplient les pratiques financières composées aussi bien de relations de dettes que des échanges dons, contre-dons. Ces cercles de créanciers interviennent surtout lorsqu'il s'agit de sommes relativement modestes quoiqu'indispensables à rééquilibrer le budget et qui peuvent être remboursés grâce à des rentrées d'argent périodiques comme le salaire, les remises d'un enfant ou d'un parent émigré ou saisonnière à l'image de la vente d'huile d'olive ou de certaines récoltes pour la population urbaine qui peut compter sur ces revenus agricoles reçus en héritage. L'endettement bancaire, celui contracté auprès de l'employeur ou des caisses de sécurité sociale correspondent davantage à des sommes importantes nécessaires à l'achat de biens d'équipement ou au financement de dépenses statutaires. Les paiements différés auprès des commerces constituent des pratiques courantes et nécessaires à gérer le besoin quotidien d'argent. La circulation entre ces différents cercles de créanciers décrit ainsi une économie populaire de l'endettement faite de l'enchevêtrement des pratiques formelles et informelles et de la multiplicité des cercles de créanciers appelant un art de jongler entre dettes, promesses et remboursements. Une expérience de course à l'argent qui s'est inscrit dans la banalité des vies de ces *zawwali*, ces « sans voix » et que le chanteur Mounir Troudi a magistralement illustré dans sa chanson « les jours pénibles de *Hamma*⁴⁰⁹ » :

⁴⁰⁸ Jane Guyer, « 'kò s'ówó'. Il n'y a pas d'argent », *Politique Africaine*, n°124, décembre 2011, pp.43-66.

⁴⁰⁹ *Hamma* est le diminutif de Mohamed. C'est est un surnom mais également un prénom très répandu au sein des classes populaires en Tunisie à telle enseigne qu'il incarne les membres de ces classes Hamza Meddeb – « Courir ou mourir dans la Tunisie de Ben Ali » - Thèse IEP de Paris – 2012

Ô Hamma, tes jours sont pénibles
 T'as une épouse et une famille à nourrir
 Tu cours et ce que tu mets un mois à gagner, ne te permets de tenir qu'une semaine
 Tu passes tes jours à attendre les aides et les débuts du mois
 Ce que tu retires par ci, tu le dépenses par là et ton compte est toujours à zéro
 Ô Hamma, quand est-ce que tu connaîtras enfin de beaux jours
 Quand est-ce que tu sortiras la tête de l'eau ne serait-ce que d'un pouce
 Quand est ce qu'on te donnera une petite part du paradis
 Ta vie s'écoule et touchera bientôt à sa fin
 Cours Hamma, surtout ne t'arrêtes pas et poursuis ton combat
 Rembourse un crédit avec un nouveau crédit
 Et continue à rêver d'excédents, après tout, seul le rêve est gratuit
 Ô Hamma, t'es un brave type
 Même ton sens de l'humour tu as fini par le perdre
 Toi le djéridien⁴¹⁰ qui aime pourtant blaguer
 Mais tiens bon et continue à te battre ne serait-ce que pour un peu d'air
 Tu t'es vu
 Tu trempe tes jours dans la peur et pas n'importe laquelle
 La peur du carnet des crédits
 De la facture d'eau et celle de l'électricité⁴¹¹.

Cette chanson décrit la course aux liquidités dans laquelle le *zawwali* est quotidiennement engagé. Il fait preuve d'une mobilisation sans relâche, alterne les crédits, jongle entre différentes sources de dettes, rêve d'excédents quand d'autres rêvent du grand soir et mène perpétuellement une existence dans la peur des factures et des crédits qui arrivent à échéance. Le manque d'argent (*flass*) reflète moins des situations individuelles marquées par un manque périodique ou ponctuel de ressources matérielles qu'une expérience de crise qui traverse la société tunisienne (*eddenia kazza*). Pour les gens ordinaires, la pénurie d'argent, les poches vides, les carnets de paiements différés auprès de l'épicier du coin, la peur des échéances des factures et des dettes, les files d'attentes devant les guichets des banques au début du mois pour retirer le salaire, le lait coupé à l'eau qu'on donne à ses enfants en ces fins de mois difficiles, la manipulation des compteurs d'électricité pour les bloquer et éviter des factures salées décrivent une expérience de crise faite d'incertitude,

laborieuses notamment celles des régions de l'intérieur du pays. C'est une chanson de Mounir Troudi sortie en 2009.

⁴¹⁰ Le djéridien est l'originaire du Djérid, région du Sud-ouest du pays dont les habitants sont réputés pour leur sens de l'humour.

⁴¹¹ La chanson est en arabe et la traduction est de moi.

d'anxiété et de gestion éprouvante de situations inextricables que cette ouvrière exprime en ces termes :

« Le jour de la paie, je dors les larmes aux yeux. Dans ma tête je fais mes calculs, je paie mes factures et mes créanciers et le plaisir de toucher le salaire vire aussitôt au dégoût car je ne sais pas comment je vais pouvoir tenir le reste du mois⁴¹² ».

Incapables de planifier leur avenir, d'anticiper et de se projeter, ces *zawwali* sont condamnés à vivre au jour le jour. Mais la course à l'argent est également affaire de « désirs inassouvis »⁴¹³, de bien-être, de sécurité, de conformité mais également de droit à *el khobza*. C'est ce qu'exprime cette chanson lorsqu'elle parle de prendre sa part du paradis. Les portes des banques ont longtemps été fermées devant les fonctionnaires, les salariés, les artisans et les classes populaires qui ont été exclus du crédit bancaire. Les pouvoirs publics se sont longtemps opposés aux activités de crédit à la consommation par les banques et les institutions financières. Cette interdiction n'a pas dissuadé les *zawwali* de développer « milles manières » pour accéder à des liquidités et participer aux formes modernes de consommation qui se sont développées parallèlement à l'installation sur le marché des sociétés d'électroménagers, de vente de biens d'équipement ou encore à l'essor de la demande populaire sur les marchandises de luxe en provenance de Turquie ou de Syrie au cours des années 1990. Emblème de cette période, la société d'électroménager BATAM a été associée à la diffusion du désir au bien-être et la participation aux modes de vie modernes. Les paiements différés ou l'utilisation des chèques portant des dates ultérieures à leur émission ont été des techniques couramment utilisées par une population qui cherchait à consommer en dépit du manque de liquidités et de son incapacité à accéder aux crédits bancaires⁴¹⁴. Au fil du temps, BATAM était même devenue pour beaucoup de gens qui faisaient preuve de filouterie un moyen d'accès à l'argent (et pas simplement aux biens) à travers une petite astuce qui consistait à acheter à crédit certains biens d'équipement avant de les vendre aussitôt sur le

⁴¹² Entretien, Tunis, juillet 2009.

⁴¹³ Sur l'économie des désirs inassouvis, Achille Mbembe, « A propos des écritures africaines de soi », *Politique Africaine*, n°77, 2000, pp. 16-43.

⁴¹⁴ Béatrice Hibou, *La force de l'obéissance...op.cit.*, voir le chapitre 2, « La dépendance par l'endettement ».

marché parallèle bénéficiant de manière instantanée de liquidités et alimentant du coup le marché informel.

Ces pratiques d'accès aux liquidités par le détour par le marché parallèle se sont progressivement répandues pour atteindre leur apogée au début des années 2000. La diffusion de ces pratiques à mesure que les Tunisiens se sont installés dans une routine quotidienne de recherche de liquidités révélatrice de l'austérité dans laquelle la société s'était installée s'est accompagnée d'une manière inéluctable de la multiplication des condamnations pour défaut de paiements, chèques en bois et escroqueries. Celles-ci se sont tellement multipliées que le nom de BATAM a été donné à un pavillon de la prison 9 Avril de Tunis dans lequel s'entassait les clients défaillants de la société ! Les grâces présidentielles accordées à ces condamnés à l'occasion des fêtes nationales ou religieuses de manière à désengorger les prisons ont souvent été perçues par la population comme une approbation relative de ces pratiques, en tout état de cause, comme une acceptation de ces délits. Ces pratiques de détournement de la vente à crédit reflètent une revendication du droit au bien-être et à la mobilité sociale à travers ces formes détournées et illégales mais pas moins légitimes de participation à cette économie d'endettement, autrefois inaccessible. Si les grâces présidentielles reflètent une forme de déresponsabilisation à l'œuvre dans les mécanismes de formation de la « bourgeoisie à crédit »⁴¹⁵ et s'inscrivent dans un processus de légitimation, les punitions qu'il s'agisse de peines de prison ou la fuite et l'exil vers la Libye auquel beaucoup de ces mauvais débiteurs ont été acculés ne reflètent pas moins la défense d'un ordre social qui fonctionne au détriment des classes populaires à l'image de l'économie d'endettement qui reproduit les grandes lignes de l'inégalité de la société tunisienne. L'effondrement de BATAM a surtout révélé l'ampleur de la « demande sociale »⁴¹⁶ sur le crédit à la consommation⁴¹⁷.

⁴¹⁵ Ibid., chapitre 1 et 2.

⁴¹⁶ Béatrice Hibou, *Anatomie politique de la domination...op.cit*, p.180.

⁴¹⁷ Pour une analyse de l'ensemble des facteurs qui ont provoqué la faillite de BATAM, Béatrice Hibou, *La force de l'obéissance...op.cit*.

2) Développement des activités classiques du crédit à la consommation par les banques.

Sensibles à la demande de bien-être émanant des classes moyennes et populaires, les pouvoirs publics ont veillé à la reproduction de l'ordre social et économique en autorisant le crédit à la consommation à partir de 2003. Les banques se sont, dès lors, accaparées ce segment d'activité rentable participant de fait à la reproduction d'une économie politique par le financement de la consommation à crédit. A l'image de la Russie postsoviétique étudiée par Alya Gusseva qui a montré que les banques avaient créé le marché des cartes de crédits à partir des réseaux interpersonnels des banquiers ainsi que des relations entreprises-salariés tout en jouant habilement des procédés de contrôle et de coercition⁴¹⁸, la diffusion du crédit à la consommation en Tunisie au cours des années 2000 s'est faite par le truchement de stratégies bancaires qui ont cherché, d'une part, à répondre aux désirs de consommation de la population en proposant des produits qui couvrent différents besoins et d'autre part, à s'appuyer sur des éléments de la structure sociale et économique existante à l'image des conventions de partenariats avec les sociétés commerciales ainsi que les accords avec amicales et les associations de salariés

Soucieuses de la solvabilité de leurs clients, les banques ont particulièrement ciblé les salariés en leur proposant toutes sortes de crédits: logements, véhicules, biens de consommation et d'équipements mais aussi vacances, Aïd, mariage, etc., tout en optant pour des règles prudentielles telles que la domiciliation de salaires et le plafonnement de l'endettement des particuliers à 40% des revenus⁴¹⁹. Le montant total des crédits alloués par les banques commerciales aux particuliers est ainsi passé de 3,1 milliards de dinars en 2003 à 6,60 milliards de dinars en 2007 pour atteindre les 10 milliards de dinars en 2010. Si le logement a représenté la principale rubrique d'endettement des particuliers en Tunisie (3,5 milliards de dinars en 2007 et 7,5 milliards de dinars en 2010), la demande sur le crédit à la consommation n'a cessé de s'amplifier depuis 2003 pour représenter 25% de crédits alloués

⁴¹⁸ Alya Gusseva, *Into the Red. The birth of the credit card market in Postcommunist Russia*, Stanford, Stanford University Press, 2008 et du même auteur, « Incertitude et complémentarité : le marché des cartes de crédit en Russie », *Genèses*, n°79, 2010/2, pp. 74-96.

⁴¹⁹ Entretiens, Tunis, été 2009.

en 2010 (2 milliards de dinars)⁴²⁰. L'ampleur de la diffusion du crédit à la consommation est particulièrement repérable à l'augmentation de la population active endettée qui est passée de 50 000 en 2003 à 800 000 en 2008⁴²¹. Loin de se limiter à la population active, l'endettement constitue une modalité essentielle du financement des cursus universitaires pour de nombreux étudiants issus des classes moyennes et populaires puisque les crédits universitaires ont atteint 800 000 dinars en 2010 alors qu'ils n'étaient que 174 000 dinars sept ans auparavant⁴²².

Cette augmentation de l'endettement bancaire des particuliers s'est faite au rythme des campagnes marketing des banques qui ont rivalisé d'ingéniosité pour proposer des crédits à la consommation couvrant tous les aspects de la vie ordinaire. Les consommateurs ont vu se multiplier des campagnes publicitaires pour des crédits aux noms attrayants tels que : Fissa-Fissa, *Tawa-tawwa* (tout de suite), crédit *Taksit* (plusieurs tranches), crédit *Tahsine* (amélioration), crédit *Tashil* (faciliter), *Secur plus*, Age tendre (complément de retraite), crédit ordinateur, crédit permis de conduire, recharge de lignes fixes et GSM, découvert express, crédit *khla'a* (vacances), *Omnia* (envie) ou encore *Expresso*⁴²³. S'adressant à toutes les catégories de salariés, ceux du public comme ceux du privé, les banques se sont engagées dans une course à l'accroissement de leurs parts de marché, développant des stratégies d'extension à l'image des partenariats avec les sociétés commerciales se livrant, du coup, à une concurrence acharnée pour étendre leurs parts de marché tout en réduisant l'incertitude et les risques de clients défaillants.

Profitant de la frilosité et de la fragilité financière des sociétés commerciales de vente d'électroménagers, les banques se sont appuyées sur elles pour conquérir le marché du crédit

⁴²⁰ Rapport trimestriel de la BCT, septembre 2010, publié par le Conseil National de Statistiques de Tunisie, consulté en ligne sur www.bct.gov.tn/bct/siteprod/documents/Statistiques_fr.pdf, 29 novembre 2010. La banque centrale de Tunisie a commencé depuis 2003 à chiffrer l'endettement des particuliers sous la rubrique : « Répartition des crédits non professionnels octroyés aux particuliers par le secteur bancaire ».

⁴²¹ Presse arabe, « La Banque centrale tunisienne tire la sonnette d'alarme », *Al-hayat*, 27 mai 2010, (journal arabophone) [la traduction est de moi].

⁴²² Rapport trimestriel de la BCT, septembre 2010, publié par le Conseil National de Statistiques de Tunisie, accessible sur : www.bct.gov.tn/bct/siteprod/documents/Statistiques_fr.pdf.

⁴²³ Ce crédit est commercialisé par l'Union Internationale des Banques filiale (UIB) de la Société Générale, On peut d'ailleurs lire sur le site de la banque une promotion de ce produit : « Mariage en vue, dépenses imprévues, achats coup de cœur ? On ne vous demandera pas les détails. Avec Hamza Meddeb – « Courir ou mourir dans la Tunisie de Ben Ali » - Thèse IEP de Paris – 2012

aux particuliers à travers des conventions de partenariat en vertu desquelles la banque offre aux clients de la société-partenaire des crédits à la consommation et se charge de payer la société pour la totalité de la somme.

« Je suis allé voir la société de vente d'électroménager qui m'a dit qu'ils ne peuvent pas m'accorder un paiement par facilité ; en revanche on m'a proposé de bénéficier de la convention qu'ils ont avec Attijari Wafa bank. C'est-à-dire qu'il faut que je constitue un dossier que la société déposera auprès d'*Attijari* et une fois validé, celle-ci se chargera de payer la société d'électroménagers pour la totalité de la somme et retirer de l'argent sur mon compte sur plusieurs tranches. Il va de soi que cela nécessite que je devienne cliente d'*Attijari Wafa bank* »⁴²⁴.

Pour les banques, ces conventions constituent une façon d'accéder à de nouveaux clients par le biais des sociétés commerciales dont les clients deviennent en vertu de ce montage des clients de la banque. Ce procédé assure aux sociétés commerciales des liquidités indispensables à leurs équilibres financiers puisqu'ils se feront payer directement par la banque-partenaire qui se chargera de recouvrer le crédit. De leur côté, les banques se jouent de la concurrence entre enseignes d'électroménagers pour étendre leurs parts de marché en accordant des crédits aux clients des sociétés de distribution de manière à les récupérer. La concurrence entre les banques s'appuie autant sur l'assouplissement des procédures et la rapidité des décaissements que sur leurs capacités à s'appuyer sur les composants des circuits de distribution pour capter des clients désireux de participer à la consommation de masse.

Outre la diffusion du crédit à la consommation *via* les sociétés de vente de produits électroménagers, les banques ont cherché à s'appuyer sur les relations interpersonnelles qui se déploient à l'intérieur des entreprises en mettant en place des accords avec les amicales des salariés pour proposer à leurs adhérents des crédits à des taux d'intérêts intéressants⁴²⁵. Initialement prévu pour les fonctionnaires ainsi que pour les adhérents des mutuelles d'assurance, ce dispositif a été progressivement étendu à l'ensemble des salariés à mesure que la « guerre des banques » s'est exacerbée suite à l'entrée de nouvelles établissements bancaires sur le marché tunisien qui n'ont pas hésité à adopter des stratégies commerciales

« *Expresso* », l'UIB met immédiatement à votre disposition un crédit multi-usages », consulté en ligne sur www.uib.com.tn/public/pages/33109.php, 30 novembre 2010

⁴²⁴ Entretien avec une cliente, Tunis, novembre 2010.

⁴²⁵ Samir Gharbi, « Les Tunisiens dépensent, les banques prêtent », *Jeune Afrique*, 15 mai 2009

agressive afin de conquérir des parts de marché. Les critiques formulées, sur fond de nationalisme, dans la presse économique à l'égard d'Attijari Wafa Bank, une banque marocaine nouvellement installée en Tunisie, reflètent cette guerre dont le crédit à la consommation incarne un élément essentiel⁴²⁶.

En réalité, ces accords avec les amicales de salariés permettent aux banques non seulement d'étendre leur clientèle mais surtout d'accéder à des clients qui ont des emplois stables et donc des revenus assurés. Ils constituent une modalité de contrôle de l'incertitude et des défauts de paiements car, outre la technique de domiciliation du salaire, ces accords permettent aux banques de s'assurer que le salarié ne risque pas le licenciement et que son emploi est stable. En ce sens, la diffusion du crédit à la consommation *via* ces conventions participe à faire de ces salariés des clients captifs liées à la banque par les avantages que proposent leurs amicales.

3) Diffusion du crédit à travers les formes d'endettement non bancaire.

La faiblesse des salaires, les besoins de liquidités pour faire face aux fins de mois difficiles, financer des dépenses occasionnelles tels que la rentrée scolaire, les fêtes de fiançailles ou la hausse des dépenses au cours du mois du Ramadan ou encore s'acquitter des obligations sociales et des dettes morales telles que : aider les cadets à poursuivre leurs études, aider financièrement les membres de la parentèle à se marier ou prendre en charge les soins des parents et des personnes âgées de la famille, tous ces éléments incitent les acteurs incapables de bénéficier du crédit bancaire parce que déjà endettés ou parce que ne présentant pas des garanties suffisantes à se tourner vers d'autres formes de crédit non bancaire. Cet

⁴²⁶ Sur la stratégie agressive du crédit à la consommation adoptée par Attijari Wafa bank, Khalil Boumiza, « Attijari va bien mais elle ne fait pas changer l'idée sur la banque », consulté en ligne sur www.africanmanger.com, 30 octobre 2008. Le journaliste Dénonce une stratégie bancaire centrée sur le crédit à la consommation. Il conclut son article en ces termes teintés de nationalisme : « Pour l'instant, la Tunisie n'a pas besoin que de crédit de consommation, pour apprendre à conduire ou pour acheter de l'immobilier. Elle a besoin de projets, de création de nouvelles entreprises industrielles, car employeurs et elle a besoin d'exporter plus encore. Elle a en tous cas besoin de plus que des simples produits qu'on va avoir le loisir de découvrir au Salon des banques. C'est là qu'une banque, telle qu'Attijari, adossée à un groupe aussi important que Wafa, aurait pu faire la différence, se positionner autrement et apporter une valeur ajoutée autre que celle du crédit à la consommation, un produit hautement inflationniste. C'est là, que le Tunisien aurait pu, grâce au partenaire stratégique marocain, changer d'idée sur la banque ! ».

endettement englobe aussi bien les crédits auprès d'une part les caisses de sécurité sociale et d'autre part l'employeur, que le crédit à gage offrant aux salariés la possibilité d'un endettement croisé.

Depuis le début des années 2000, Les caisses de sécurité sociale se sont mises à prévoir des lignes budgétaires destinées à des crédits pour leurs adhérents et pour les membres de leurs familles. Ainsi, les deux caisses sociales ont alloué en 2007 une enveloppe de 120 millions de dinars (environ 70 millions d'euros) aux prêts voitures, logements, consommation ou encore étudiants dont 80 millions de dinars avaient été assurés par la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS) chargée de collecter les cotisations des salariés du secteur privé et 40 millions de dinars par la Caisse Nationale de Retraite et de Prévoyance Sociale (CNRPS) pour les fonctionnaires et les cadres du secteur public⁴²⁷. Malgré les déficits dans lesquels, les caisses de sécurité sociale ont été plongé, celle-ci n'ont cessé de renouveler leur engagement en faveur de l'octroi des prêts à leurs adhérents. La situation déficitaire de ces organismes s'est particulièrement manifestée à partir de 2007 lorsque la CNSS a enregistré un premier déficit de 28,6 millions de dinars⁴²⁸. Celui-ci n'a nullement remis en cause l'engagement des organismes dans la politique de prêts même s'il a fait émerger les questions relatives aux problèmes de financement de ces caisses et la nécessité d'améliorer le recouvrement des cotisations sociales à travers la lutte contre la fraude. C'est dans ce contexte que les caisses de sécurité sociale ont lancé une vaste opération de recouvrement de leurs crédits auprès de leurs adhérents particulièrement les prêts étudiants. Ces prêts sont accordés aux enfants des assurés avec un taux d'intérêt de 5% avec un délai de grâce de deux ans après la fin des études. Lorsque le diplômé ne trouve pas un emploi qui lui permet de rembourser ce prêt, la caisse procède au recouvrement par le biais des prélèvements sur le salaire ou la pension de retraite de l'adhérent. Or compte tenu de la situation endémique du chômage des diplômés, des

⁴²⁷ Durant 2006, les deux caisses ont accordé environ 63290 prêts. Il s'agit de 30289 crédits accordés par la CNSS, soit 16 317 crédits personnels, 1270 crédits logement, 717 crédits « véhicules » alors que quelque 12 585 crédits ont été accordés aux étudiants sous forme de prêts universitaires. Pour ce qui est de la CNRPS, les crédits accordés en 2006 ont été de l'ordre de 33 mille prêts, dont 22178 crédits personnels, 682 consacrés aux logements, 265 crédits véhicules et 10470 crédits accordés aux étudiants sous forme de prêts universitaires. « Caisses de sécurité sociale : 120 milliards pour financer des prêts en 2007 », consulté sur www.tunisia-today.com, le 05.12.2010.

⁴²⁸ « Tunisie, peut-on éviter la faillite des caisses de retraite », consulté sur www.kapitalis.com, 12 mai 2010.

milliers d'assurés ont vu leurs salaires et leurs pensions grevés par des prélèvements d'autant plus lourds à supporter que plusieurs enfants du même ménage poursuivent leurs études supérieures grâce à ce système de prêts⁴²⁹.

Dans leur course aux ressources matérielles de subsistance, les salariés se tournent souvent vers leurs employeurs pour obtenir des crédits. À la fois expression de la sollicitude des employeurs à l'égard de leurs salariés, mécanisme d'implication dans la vie de l'entreprise mais aussi modalité de contrôle et de discipline, la relation de dette vient se superposer à la relation salariale pour la densifier⁴³⁰. En effet, en raison d'un endettement déjà élevé auprès des banques, les salariés tunisiens font recours à leurs employeurs qui consentent à accorder des prêts pour l'achat d'une voiture, la rénovation de leurs logements, l'achat d'un produit électroménager, le financement des fiançailles ou des cérémonies de mariage en échange de traites ou de chèques payés à travers des prélèvements sur le salaire. Il arrive que lorsque le salarié veut acquérir une voiture, l'employeur l'achète à son nom et la met à la disposition de son employé qui ne pourra bénéficier du transfert de propriété qu'une fois la totalité du prix du véhicule est remboursée⁴³¹.

Le prêt à gage constitue une forme supplémentaire de participation à l'économie d'endettement en dehors des circuits bancaires. Les pratiques de gage des bijoux en or sont très répandues dès que l'argent manque. Les gens « pauvres » (*zawweli*) recourent au prêt sur gage lorsqu'ils ont besoin de petites sommes d'argent. Ainsi, ils déposent leurs bijoux dans un des bureaux régionaux de la recette des finances qui se charge d'évaluer leurs valeurs et d'accorder un prêt renouvelable tous les six mois pour un délai maximum de deux ans. A défaut de remboursement au bout de deux ans, les bijoux objets du gage seront fondu et l'or récupéré par le trésor public. Le recours au prêt à gage s'est particulièrement développé parallèlement à l'empilement des dettes engageant les classes populaires qui se sont retrouvées incapables de présenter des garanties supplémentaires pour bénéficier du crédit

⁴²⁹ Entretiens, Tunis, Nabeul, été 2009, été 2010.

⁴³⁰ Sur la complexité et la densité de la relation de dette et le rapport salarial, Jean-Michel Servet, « Entre protection et surexploitation : l'ambiguïté de la rémunération par avance en Inde », *Autrepart*, n° 43, 2007/3, pp. 103-119 ; Isabelle Guérin et al, « 'Ne nous libérez pas !'. L'ambiguïté du principe de l'avance sur salaire à partir de l'exemple des briqueteries en Inde du Sud », *Autrepart*, n° 43, 2007/3, pp. 121-133.

⁴³¹ Entretiens, Tunis, été 2009.

bancaire au regard de leurs rémunérations fortement grevées. Certaines estimations font en effet état de plus de 33 000 prêts à gage accordés en 2009 par les services du ministère des finances pour une valeur totale de 6 millions de dollars⁴³². Ces prêts présentent l'avantage de porter sur des petites sommes qui permettent aux ménages de faire face à des périodes marquées par l'irrégularité des revenus ou des hausses insupportables des dépenses. Saison des mariages, des vacances, du mois de Ramadan et de la rentrée scolaire, l'été est une période au cours de laquelle les ressources financières ne peuvent suivre la hausse des dépenses incitant les classes populaires à chercher des solutions au manque d'argent qui se fait d'autant plus prégnant que l'ensemble du réseau social fait face aux mêmes nécessités⁴³³. Les services du ministère des Finances font d'ailleurs état d'une hausse des demandes sur le prêt à gage au cours de cette période de l'année. Cet usage du prêt à gage n'est pas propre à la Tunisie, il est inhérent à la nature de cette forme d'endettement : la rapidité des décaissements et l'absence de justification sur l'emploi des fonds en font un outil prisé de gestion de la trésorerie dans le cas de dépenses urgentes de consommation et en tant que complément aux grosses dépenses statutaires (mariages, fiançailles) ou de santé⁴³⁴. Au cours des trois mois d'été de 2010, les recettes des finances ont distribué plus de 18 000 prêts pour un montant total de 2,5 millions de dollars ce qui représente un peu moins de la moitié du montant alloué sur l'ensemble de l'année 2009. Le prêt à gage fait partie des instruments financiers privilégiés par les *zawweli* qui mènent des existences marquées par l'aléatoire des ressources et les recherches périodiquement de solutions ponctuelles et instantanées⁴³⁵. Cette gestion du manque d'argent s'avère épineuse au quotidien compte tenu des chiffres des défaillances des débiteurs qui n'ont pas pu rembourser leurs prêts. A cet égard, on dénombre jusqu'en 2009 plus de 170 000 débiteurs défaillants qui ont de fait perdu leurs bijoux, transformés en lingots d'or déposés à la Banque centrale de Tunisie⁴³⁶.

⁴³² « Tunisie : plus de 30000 personnes ont eu recours au prêt sur gage », *Assabah al Ousboui*, hebdomadaire arabophone, Consulté en ligne, 15 novembre 2010, [la traduction est de moi].

⁴³³ Observation participante, Tunis, Nabeul, été 2009.

⁴³⁴ Sur le prêt à gage en Inde, Marc Roesch et Ophélie Helies, « La microfinance, outil de gestion du risque ou de mise en danger par surendettement ? », *Autrepart*, n°44, 2007/4, pp. 119-140.

⁴³⁵ Sur le prêt à gage dans les sociétés européennes préindustrielles, Laurence Fontaine, *L'économie morale. Pauvreté, crédit et confiance dans l'Europe préindustrielle*, Paris, Gallimard, 2008, p.132.

⁴³⁶ Articles de presse (*Assabah al Ousboui*, *Le Temps*), 2010.

En tant que modalité d'endettement qui s'inscrit dans un processus de formalisation de pratiques informelles d'endettement, la microfinance vient s'insérer dans cette économie populaire de la dette pour accroître les possibilités financières qui s'offrent à la population.

B - Microfinance et tactiques populaires d'insertion dans l'économie d'endettement.

La centralité du salaire dans l'accès aux crédits bancaires a participé à l'exclusion d'une grande partie de la population vivant à la marge du travail salarié. Le micro-crédit s'est donc imposé comme un dispositif qui permet d'inclure ces populations non bancables. Conçu comme instrument de lutte contre la pauvreté à travers le financement d'activités génératrices de revenus permettant l'inclusion des « pauvres » par le marché, le micro-crédit s'est progressivement développé depuis les années 1990 pour financer la micro-informalité. Ce mécanisme s'est imposé dans un contexte de remise en question des politiques étatiques de redistribution pour considérer les artisans, les petits commerçants de quartier, les femmes vivant de petites pratiques marchandes et les acteurs de l'économie de la débrouille comme des auto-entrepreneurs susceptibles grâce à une dotation en ressources (petit capital pour développer leurs affaires, quelques moutons à élever, des marchandises à revendre) et à leur travail acharné d'échapper à la pauvreté et à l'indigence⁴³⁷. Ainsi, il était censé permettre aux « pauvres » d'accéder au marché et de renforcer leur capacité d'entreprendre en les libérant de leur dépendance à l'égard des pratiques financières informelles. De par son approche individualisante et son objectif affiché de soustraire le « pauvre méritant » aux pesanteurs supposées de la finance informelle, ce dispositif de micro-crédit oppose d'une part la microfinance aux pratiques financières informelles jugées aléatoires, contraignantes et accablantes et d'autre part, réifie la catégorie de « pauvres » omettant du coup, non seulement le rôle des réseaux sociaux qui enserrèrent la population dans l'enchevêtrement des sphères financières mais également les tactiques, les ruses et les manières de s'approprier ce dispositif par les classes populaires et moyennes qui cherchent avant tout à élargir le champ des possibles dans leur course quotidienne à *el khobza*. Loin de supplanter ces pratiques

⁴³⁷ Jean Michel Servet, *Des banquiers aux pieds nus. La microfinance*, Paris, Odile Jacob, 2006.

financières formelles et informelles, le micro-crédit participe à enchâsser ces sphères, à lisser l'offre financière et à créer un marché financier fluide⁴³⁸.

1) Appropriation et détournement du micro-crédit.

Conscient de l'incapacité structurelle de l'économie tunisienne à intégrer la population surnuméraire, l'Etat tunisien a cherché dans les années 1990 à développer un dispositif étatique de micro-crédit de manière à permettre aux populations, dépourvues de ressources financières et de garanties bancaires, de financer des activités créatrices de revenus. S'inspirant des fonds sociaux mis en œuvre dans plusieurs pays à l'initiative de la Banque mondiale, il a ainsi mis en place son système de distribution de micro-crédits par le truchement de la Banque Tunisienne de Solidarité (BTS) et son réseau d'associations relais⁴³⁹. Financée par des fonds étatiques et des ponctions sur les fonds des banques commerciales de la place, la BTS a initialement été pensée en tant qu'instrument de lutte contre la pauvreté, avant d'orienter progressivement ses actions vers l'insertion économique et financière des populations dépourvues de garanties bancaires telles que les « pauvres » mais également les diplômés chômeurs, les artisans et les jeunes sortis des centres de formation professionnelle désireux de s'installer à leur compte⁴⁴⁰. De par leur financement qui était relativement distinct du budget de l'Etat et du choix de l'implantation des représentations ou encore de l'allocation des micro-crédits qui dépendaient largement des autorités locales incarnées par le délégué, l'*omda* ou encore le représentant local du RCD, ces associations-relais de la BTS étaient « à la fois dans et en dehors de l'Etat »⁴⁴¹. De fait, cette institution de solidarité nationale était un instrument de financement de la micro-informalité et de promotion de l'auto-entrepreneuriat qui, au regard de sa capacité à pénétrer la vie quotidienne des populations non bancables et leur quête d'argent, a été une modalité de diffusion du contrôle à travers un accès

⁴³⁸ Jean Michel Servet, *Des banquiers aux pieds nus...* op.cit ; Isabelle Guérin et al. « Microfinance, endettement et surendettement. Une étude de cas en Inde du sud », *Revue Tiers Monde*, n°197, 2009/1, pp. 131-146.

⁴³⁹ Sur les modalités d'engagement de l'Etat dans le micro-crédit, voir Houda Laroussi, *Micro-crédit et lien social en Tunisie. La solidarité instituée*, Paris, IRMC-Karthala, 2009.

⁴⁴⁰ Sur les interventions étatiques qui ont joué dans l'implication des banques tunisiennes dans le montage financier de la BTS, voir Béatrice Hibou, *La force de l'obéissance...* op.cit,

⁴⁴¹ Julia Elyachar, « Finance internationale, micro-crédit et religion de la société civile en Egypte », *Critique internationale*, n°13, octobre 2001, p.139-152, p.143.

discrétionnaire au micro-crédit. Outre les médiations partisans et clientélistes, le fonctionnement de celles-ci était marqué par des pesanteurs bureaucratiques qui ont incité de nombreuses personnes à s'en détourner. En effet, bénéficier d'un micro-crédit auprès de ces associations-relais passe par la formation d'un dossier relativement lourd nécessitant, entre autre, la déclaration des revenus du ménage, l'établissement d'une patente, la présentation d'une estimation des besoins financiers et surtout une longue période d'attente avant les décaissements des crédits⁴⁴².

Outre l'initiative publique, l'inclusion financière des « pauvres » par le micro-crédit s'est faite *via* l'association ENDA-Interarabe dont les activités ont d'abord été circonscrites durant les années 1990 aux quartiers défavorisés de la banlieue de la capitale Tunis⁴⁴³. Après l'effondrement de BATAM, l'accroissement de la demande sur le crédit à la consommation auprès des institutions bancaires, l'augmentation de la demande sur l'endettement au sein des populations urbaines pauvres et l'exacerbation de la question du chômage des diplômés, le pouvoir tunisien a consenti dans les années 2000 à autoriser cette ONG à étendre ses activités au reste du pays. Le développement rapide de la microfinance a amené les pouvoirs publics à la considérer en tant que modalité essentielle de réalisation des objectifs de politique économique du 11^{ème} plan de développement (2007-2011) nécessaire à l'amélioration des variables macroéconomiques tels que le revenu par tête d'habitant, la diminution du chômage et la lutte contre la pauvreté⁴⁴⁴. Adoptant une approche commerciale et flexible, l'ONG a réussi à étendre ses activités en adoptant un mécanisme universellement connu du micro-crédit basé sur l'organisation des clients en groupes solidaires dans lesquels les membres sont mutuellement tenus responsables des remboursements.

La rapidité des décaissements et la simplicité des démarches qui viennent répondre au désir des clients d'accéder rapidement à des ressources financières ont été des éléments importants dans l'essor d'ENDA malgré les taux d'intérêts atteignant les 20%, largement

⁴⁴² Entretiens, Tunis, Nabeul, été 2009.

⁴⁴³ Depuis les années 2000, Enda a entrepris son expansion en ouvrant des antennes dans plusieurs régions tunisiennes. L'ONG compte actuellement 57 antennes dont une dizaine installées dans les zones rurales. Agence française de développement, *Etude sur le marché de la microfinance en Tunisie. Contexte réglementaire, offre, demande et conditions de développement*, Rapport IBM pour l'Agence française de développement, Tunis 2009.

⁴⁴⁴ Ibid.

supérieurs au taux annuel bonifié de 5% pratiqué par les associations-relais de la BTS. Ces différences entre les deux organisations ont créé un marché dual du micro-crédit marqué davantage par la complémentarité que la concurrence entre les acteurs du secteur⁴⁴⁵. Pour une grande majorité des classes populaires et moyennes en proie au manque d'argent, ENDA constitue un interlocuteur privilégié. En effet, contrairement au discours en vogue dans l'univers de la microfinance, très peu de clients emploient les fonds empruntés à des fins d'investissement et de création de projets. La microfinance est surtout perçue comme une ressource supplémentaire pour faire face à des dépenses de consommation, de soins médicaux, des dépenses statutaires telles que l'amélioration de l'habitat, le financement des cérémonies ou encore le remboursement de dettes contractées sur les circuits de la finance informelle. C'est que les classes populaires et particulièrement les femmes, catégorie particulièrement ciblée par la microfinance, sont parfaitement conscientes des obstacles qui entravent l'investissement et rendent les profits aléatoires. La situation économique stagnante, l'absence de marché pour des produits ou des services, la faiblesse du pouvoir d'achat et surtout le manque d'argent qui frappe des pans entiers de la population entravent toute prise de risque si l'on suppose bien évidemment que l'envie d'investir existe⁴⁴⁶. Car pour l'essentiel, les femmes cherchent surtout à faire partie de la société de consommation. Cette dynamique n'est pas propre aux classes populaires. Des membres de la classe moyenne paupérisée cherchent en réalité à bénéficier du micro-crédit en mobilisant des ruses et des « arts de faire » en se conformant aux règles de fonctionnement et aux exigences de l'ONG de micro-crédit, en se faisant passer pour un client idéal, de manière à pouvoir détourner ce dispositif et employer l'argent à leur guise. C'est ce que décrit cette femme au foyer qui a monté une boutique de vente de fringues, véritable atelier de démonstration à travers lequel elle cherchait surtout à se procurer l'argent nécessaire aux travaux de rénovation de son domicile.

- « Ce sont mes voisines qui m'ont parlé d'ENDA. Je suis femme au foyer et mon mari est salarié, je voulais avoir un prêt pour faire des travaux dans ma maison et acheter quelques bricoles pour l'équiper. Je suis allée me renseigner et on m'a dit qu'il faut avoir une activité commerciale ou artisanale. J'allais laisser tomber mais une de mes voisines m'a dit que ce n'est pas un problème, il suffit de faire comme

⁴⁴⁵ Ibid.

⁴⁴⁶ Isabelle Guérin et al. « Microfinance, endettement et surendettement. Une étude de cas en Inde du sud », *Revue Tiers Monde*, n°197, 2009/1, pp. 131-146.

si je vendais des fringues et que de son côté, elle parlera en bien de moi auprès des employés de l'ONG. Une autre amie m'a passé quelques fringues de femmes et d'enfants ; j'ai complété avec quelques articles de la friperie du quartier ; j'avais préparé un cahier comme carnet des ventes et des crédits, et voilà. Tout le monde fait ça dans mon quartier »

- « Et alors, la visite s'est bien passée ? »

- « Sans problème. J'ai reçu la visite de deux jeunes employés de l'association, très sympathiques d'ailleurs. On a un peu discuté de mon projet ; je leur ai dit que je viens de commencer mon activité. Ils n'ont rien soupçonné ; ils m'ont expliqué la procédure, etc., et tout s'est bien passé »⁴⁴⁷.

Le récit de cette cliente suggère que le développement de la microfinance a non seulement ouvert des possibilités d'endettement aux classes populaires exclues partiellement ou totalement du crédit bancaire et mais également aux membres des classes moyennes paupérisées et surendettées. De sorte que les clients des institutions de microfinance sont aussi bien des laissés pour compte du système bancaire que des consommateurs qui s'approprient les règles de fonctionnement de manière à s'insérer dans ce dispositif comme étant des auto-entrepreneurs qui correspondent en tous points aux critères d'attribution des micro-crédits tout en gardant évidemment une liberté dans l'affectation des fonds empruntés⁴⁴⁸. Les consommateurs se jouent ainsi des règles instituées par les organismes de crédit pour les soumettre à des fins qui leurs sont propres. Les clients des ONG de micro-crédits se conforment aux attentes des développeurs non pas pour financer la micro-informalité mais pour employer les liquidités empruntées dans des pratiques de consommation et d'amélioration de leur vie quotidienne. Le détournement des mécanismes de micro-crédit renvoie moins à des actions individuelles isolées qu'à une dynamique sociale indissociable de l'appropriation du dispositif du micro-crédit par l'ensemble de la communauté. Cette cliente a réussi à mystifier les employés de l'ONG grâce au soutien des membres de son réseau qui l'ont initié aux normes comportementales valorisées par l'ONG et aux exigences formelles de celle-ci.

⁴⁴⁷ Entretiens, gouvernorat de Nabeul, été 2009.

⁴⁴⁸ Sur ces pratiques de détournement, Isabelle Guérin, « Les effets insoupçonnés de la microfinance », *Travail, genre et sociétés*, n°25, 2011/1, pp. 61-79 ; Isabelle Guérin, « L'expérience vécue de la microfinance. Appropriations, tensions et recomposition des rapports sociaux », *Cultures & Conflits*, n° 83, 2011/3, pp. 39-56 ; Yogendra B. Shakya et Katharine N. Rankin, « The Politics of Subversion Hamza Meddeb – « Courir ou mourir dans la Tunisie de Ben Ali » - Thèse IEP de Paris – 2012

2) Quand la microfinance rencontre la course à *el khobza* : les courtiers du micro-crédit.

Le manque d'argent et la course aux liquidités ont incité les classes populaires et moyennes à multiplier les pratiques de détournement du micro-crédit à des fins de consommation. Conscients de l'importance de ce phénomène social, les agents sur le terrain cherchent à se renseigner sur la solvabilité des emprunteurs. De fait, l'appréciation des risques de défaillance est au cœur de l'activité de l'ONG. Le problème des agents et des responsables d'antennes porte moins sur l'affectation réelle de l'argent emprunté ou la conformité de leur financement au projet affiché que la solvabilité des clients. L'évaluation des demandes de crédits, la connaissance des profils des demandeurs, de leur réputation financière et de leur solvabilité exige des développeurs de mettre en place des dispositifs d'enquête indispensables à la gestion de l'asymétrie d'information qui est au cœur de la relation entre organisme de microfinance et les emprunteurs⁴⁴⁹. Outre les visites de terrain et les enquêtes socio-économiques, l'apprivoisement de ce risque a incité les agents à faire appel à des membres de la communauté parfaitement insérés dans les réseaux sociaux en tant qu'informateurs. Désignés dans le vocabulaire des agents de micro-crédit comme des « personnes-sources », ces individus jouent un rôle fondamental en tant que source d'évaluation des risques de défaut de paiement et de recrutement des clients solvables. Le chef d'une antenne locale de cette ONG évoque leur rôle en ces termes :

- « Lorsque je reçois une demande de crédit, je procède dans un premier temps à une visite de terrain pour vérifier l'existence du projet et je lance aussitôt une étude sur la moralité de la personne. Le but est de connaître la réputation de la personne dans son environnement : est-il un mauvais payeur, a-t-il des dettes, etc. C'est important pour apprécier les risques de défaut de paiement. L'évaluation du risque est basée aussi bien sur la réputation que sur la stabilité. J'entends par stabilité, celle du lieu de résidence ou d'activité. S'il réside depuis longtemps dans un même endroit c'est un point positif même s'il est marchand ambulant et donc amené forcément à se déplacer un peu partout dans le pays. L'essentiel pour nous est que le client dispose de liens stables dans son environnement.
- « Concrètement comment vous faites pour apprécier cela ? »
- « On a des personnes-sources qui nous aident à avoir les informations dont on a besoin. Ce sont essentiellement des clients de l'ONG de longue date à qui on

in *Development Practice: An Exploration of Microfinance in Nepal and Vietnam* », *Journal of Development Studies*, vol. 44, n° 8, 2010, pp. 1214-1235.

⁴⁴⁹ Isabelle Guérin et Santosh Kumar, « Clientélisme, courtage et gestion des risques en microfinance », *Autrepart*, n°44, 2007/4, pp. 13-26.

demande ce genre d'informations car il est important de savoir si le client est *mokhless* (bon débiteur, loyal) ou pas ou encore s'il est stable ou pas, si son projet est stable, s'il ne change pas fréquemment de lieu de résidence ou de travail. Il peut être marchand ambulant par exemple ; dans ce cas, nous avons besoin de savoir s'il réside depuis longtemps dans le quartier, s'il est connu, apprécié ou pas, des choses comme ça »⁴⁵⁰.

Réussir l'ancrage de l'ONG dans le quartier dépend de sa capacité à trouver des relais au sein de la communauté capables de collecter les informations indispensables à l'étude de la moralité et de la solvabilité des clients potentiels de manière à lui fournir des éléments d'appréciation des contraintes qui seraient susceptibles d'influencer leurs comportements financiers. En mobilisant les critères d'appréciation de l'insertion financière et sociale de l'individu, l'ONG reprend à son compte les normes en œuvre au sein de la communauté. En effet, la participation aux circuits informels d'endettement est basée sur les qualités humaines de loyauté et d'honnêteté que les Tunisiens désignent par le terme *al ikhlass*. La participation aux réseaux informels de la dette dépend de la reconnaissance par les autres membres de la communauté de la réputation d'être quelqu'un de *mokhelss* c'est-à-dire financièrement parlant bon débiteur et plus généralement loyal. Cette qualité désigne une personne fidèle dans ses engagements et ses promesses. On dit de quelqu'un qu'il est *mokhelss* (loyal) lorsqu'il ne fait pas preuve d'égoïsme en poursuivant son intérêt propre au détriment de ceux du reste de la communauté. Cette qualité est d'autant plus appréciée que, dans une situation de manque d'argent, beaucoup de personnes sont tentées de se défausser de leurs engagements financiers mettant de la sorte en péril la pérennité des circuits d'endettement. De fait, la rentabilité de l'ONG de micro-crédit a largement trait à sa capacité à apprivoiser les risques et les défauts de paiements et à recruter une clientèle solvable par le truchement de « personnes-sources » qui jouent le rôle de rabatteurs de clients et de filtre de sélection.

Si les ONG cherchent à rentabiliser les valeurs culturelles comme celle d'*al ikhlass* et à s'insérer dans la course aux liquidités, les « pauvres » arrivent peu ou prou à se jouer de ce dispositif de micro-crédit. En effet, la figure de la « personne-source » est éminemment ambivalente : celle-ci est parfaitement insérée dans la communauté dont les membres cherchent à détourner le micro-crédit et à le soumettre à des fins différentes de celles qui lui

⁴⁵⁰ Entretien, Tunis, mars 2011.

ont été assignées par les développeurs tout en occupant une position privilégiée au sein de ce dispositif. En tant que médiateurs entre les agents de l'ONG et la population locale aux logiques et aux intérêts hétérogènes, ces courtiers constituent un rouage central dans le fonctionnement de la microfinance sur le terrain⁴⁵¹.

Tenant un salon de coiffure dans un quartier populaire d'une petite ville du Cap-Bon au Nord-est de la Tunisie, Latifa, une quadragénaire avec beaucoup de bagout et d'humour, a joué un rôle central dans l'ancrage de l'ONG de micro-crédit dans son quartier. De par sa personnalité joviale et la centralité de son salon en tant que lieu de sociabilité et de rencontre dans la circulation des informations qui concernent le quartier et ses habitants, Latifa s'est retrouvée au croisement de multiples réseaux d'interconnaissances et d'amitiés et au cœur des relations de dettes. Cliente de l'ONG, elle a participé à la publicisation de celle-ci auprès des femmes du quartier avant de recommander aux agents de l'association des clients en se basant sur sa connaissance fine des habitants, de leur réputation et de leurs comportements financiers. De par cette double appartenance, elle a été un intermédiaire entre les développeurs et la communauté du quartier donnant aux premiers un champ d'intervention et aux seconds les clés pour correspondre au modèle prôné par l'ONG et accéder aux ressources financières. C'est ce qu'illustre l'expérience de ce jeune homme :

« J'avais besoin d'argent à cette période et je me suis dit que ça serait bien si je réussis à obtenir un micro-crédit. Je me suis renseigné et on m'a dit que je n'y avait pas droit car je suis coiffeur et pas commerçant. En discutant avec Latifa, elle m'a dit qu'elle peut arranger le coup. Elle a contacté son beau-frère qui élève quelques vaches et qui est client de l'ONG et elle lui a demandé de me passer les vaches le temps de la visite de terrain des employés de l'association. Comme j'habite dans les environs de la ville, ce n'était pas difficile de convaincre les employés de l'ONG qu'à côté de mon métier de coiffeur, je fais de l'élevage et que je vends le lait. Aussitôt la visite terminée, j'ai rendu les vaches à leur propriétaire. Le coup a si bien marché, qu'on l'a refait avec un autre ami. Les vaches ont circulé dans le quartier »⁴⁵².

A l'image de ces éleveurs fictifs de vaches laitières, de nombreux clients de cette ONG ne disposent pas réellement d'activités créatrices de revenus et font recours à ces

⁴⁵¹ Sur le rôle des médiateurs dans les projets de développement, Thomas Bierschenk, Jean Pierre Chaveau, Jean Pierre Olivier de Sardan (éd.), *Courtiers en développement. Les villages africains en quête de projet*, Paris, APAD/Karthala, 2000.

⁴⁵² Entretien, Cap-Bon, été 2009.

théâtralisations de l'auto-emploi pour accéder aux micro-crédits. En jouant le rôle d'interface entre l'ONG de micro-crédit et la population locale, cette intermédiaire participe à égaliser les attentes et à formaliser les interactions entre développeurs et clients. D'une part, elle présente aux développeurs des micro-projets qu'ils seraient fortement intéressés de financer et d'autre part, elle aide les clients potentiels à formuler leur demande dans des termes homologués par l'ONG et participe, au nom du financement de la micro-informalité, à drainer des fonds indispensables à la survie de la population et à l'accès aux formes modernes de consommation⁴⁵³. Sans être rémunérées pour ce rôle de médiation, les « personnes-sources » exploitent cette position privilégiée pour accroître leurs marges de manœuvre financières et améliorer leurs quotidiens. Ainsi, les relations de Latifa avec les agents de terrain lui ont permis de contracter plusieurs micro-crédits avec des prête-noms, en intégrant fictivement son frère et son beau-frère dans des groupes de solidarité tout en jonglant avec les échéances et les sources d'endettement formelle et informelle⁴⁵⁴.

Cette insertion du micro-crédit dans les circuits populaires de la dette n'est pas propre à ces « personnes-sources ». L'ensemble de la communauté y participe d'autant plus que le micro-crédit n'est pas perçu comme une source qui viendrait se substituer à l'endettement auprès du réseau social mais plutôt s'insérer dans la chaîne d'endettement pour alléger les pesanteurs de la course à *el khobza*. Là aussi, ces courtiers jouent un rôle important dans l'articulation du micro-crédit à la finance informelle⁴⁵⁵. En effet, le salon de coiffure de Latifa est un lieu de formation des groupes solidaires. Cette dernière se propose de mettre en relation des personnes désireuses de contracter des micro-crédits, suggère l'intégration d'une amie, d'un parent, ou d'une bonne voisine à des clients qui désirent compléter la formation de leurs

⁴⁵³ Giorgio Blundo, « Les courtiers du développement en milieu rural sénégalais », *Cahiers d'Études africaines*, n°137, XXXV (1), 1995, pp.73-99.

⁴⁵⁴ Entretiens, Cap-Bon, gouvernorat de Nabeul, été 2009.

⁴⁵⁵ Ceci n'est pas propre à la Tunisie ; il a été observé dans de nombreux pays. Sur cet aspect voir le numéro de la *Revue Tiers Monde*, « La microfinance est-elle socialement responsable ? » qui insiste sur l'absence de distinction entre les sphères financières formelle et informelle, en particulier l'article de Solène Morvant-Roux, « Accès au micro-crédit et continuité des dynamiques d'endettement au Mexique : combiner anthropologie économique et économétrie », *Revue Tiers Monde*, n°197, 2009, pp 109-130 et pour le cas indien, Isabelle Guérin et al, « Microfinance, endettement et surendettement. Une étude de cas en Inde du Sud », *Revue Tiers Monde*, n°197, 2009, pp 131-146 ; pour une analyse de la microfinance dans des aires géographiques différentes, Jean Michel Servet, *Banquiers aux pieds nus...op.cit.*

groupes. Dans un quartier populaire dans lequel les gens se connaissent, les membres d'un groupe solidaire sont souvent au fait des situations financières de telle ou telle personne. Cette connaissance est obtenue grâce non seulement à l'endettement informel mais aussi aux informations qui circulent dans les réseaux sociaux et dont l'objectif est de savoir si l'autre est *mokhless* ou pas ? Si telle personne est capable de rembourser son micro-crédit sachant qu'elle a d'autres dettes bancaires et non bancaires ? Si on peut compter sur elle ou elle risquerait en revanche de causer des problèmes aux autres membres du groupe ?

La formation des groupes solidaires obéit à des logiques populaires différentes de celles exprimées par l'organisme de micro-crédit. La formation du groupe reflète en priorité un désir de la part des acteurs de profiter de l'offre financière qu'incarne le micro-crédit en l'insérant dans les circuits de la dette, c'est-à-dire en l'utilisant pour rembourser d'autres dettes ou pour entretenir un pouvoir d'achat lourdement handicapé par les prélèvements sur le salaire opérés dans le cadre du paiement de crédits bancaires ou non bancaires. Dans le quartier de Latifa, un groupe de femmes font fonctionner les règles du micro-crédit selon la variation des besoins des unes et des autres en liquidités tout en respectant scrupuleusement le calendrier des échéances des micro-crédits.

- « Et pour les remboursements comment cela se passe ? »
- « Il faut être régulier surtout que nous sommes plusieurs dans le groupe et que nous sommes solidaires. Donc, il faut tout faire pour que le jour du remboursement j'ai le montant nécessaire et ça c'est un casse-tête parce que mon mari a un crédit auprès de la banque, il faut se débrouiller ».
- « Concrètement, comment se débrouiller ? »
- « Cela dépend, déduire le montant du salaire de mon mari, demander de l'argent à ma fille qui travaille, je peux compter aussi sur les envois d'argent de mon fils qui vit à l'étranger. On s'arrange entre amies, ce qui est très courant. Nous appartenons à des groupes différents et il arrive que lorsque l'une encaisse, l'autre doit rembourser, donc on s'entraide : je prête aujourd'hui, je me fais rembourser dans quelque temps et vice versa »⁴⁵⁶.

Les remises des émigrés à leurs familles restées au pays participent à la solvabilité de celles-ci et consolident leurs insertions dans les chaînes d'endettement. Ces remises sont essentielles dans les écarts de niveaux de vie entre ménages. En effet, l'enquête de Habib Fourati sur la consommation des ménages vivant principalement des transferts financiers

⁴⁵⁶ Entretien, Cap-Bon, gouvernorat de Nabeul, été 2009.

effectués par un mari ou un enfant résidant à l'étranger montre qu'un ménage qui peut compter sur ces remises a dépensé en moyenne 2286,3 DT (1300 euros) en 2005 contre seulement 1816 DT pour un ménage ordinaire qui ne peut compter que sur des ressources acquises en Tunisie et l'écart entre ces deux catégories n'a cessé de se creuser durant la période 1995-2005⁴⁵⁷. L'équipement et la consommation des ménages vivant ponctuellement ou principalement de transferts monétaires n'est pas exclusivement le fait des transferts mais également du rôle de ces derniers dans l'élargissement du panel des options financières de ces ménages.

Ces pratiques financières informelles entre clients de l'ONG reflètent non seulement la prégnance des liens de solidarité au sein de ces réseaux sociaux mais surtout une forme de « gestion collective »⁴⁵⁸ du micro-crédit qui tranche avec l'individualisation de la relation de dette telle qu'elle est promue par les organisations de la microfinance. Ainsi, on voit se dessiner les ressorts de rentabilité des dispositifs de micro-crédits car de toute évidence, ce ne sont pas les micro-projets qui sont rentables puisqu'aucun marché n'a réellement existé : la femme au foyer censée vendre des vêtements ne vendait rien du tout et le coiffeur convertit le temps d'une demi-journée en éleveur de vaches laitières n'a jamais exercé cette activité ; ces vaches se sont surtout contentées de parader devant les agents de l'organisme de microfinance. Pourtant, grâce à leurs relations sociales, les deux clients, comme de nombreux d'autres, se sont débrouillés pour rembourser leurs micro-crédits et respecter les échéances. Ils se sont endettés ; ils ont rogné sur les dépenses et puisé des ressources financières dans leurs réseaux sociaux. C'est que le micro-crédit n'a pas fait l'objet d'un investissement créateur de revenus mais est un élément de la sociabilité et du maintien de la vie décente en société : les relations sociales animent la communauté de quartier pour procurer à ses membres des liquidités qu'ils

⁴⁵⁷ Habib Fourati, *Les transferts des Tunisiens à l'étranger et leurs impacts sur le niveau de vie des ménages directement bénéficiaires 1995-2005*, Série : « CARIM AS », n°27, Robert Schuman Centre for Advanced Studies, San Domenico di Fiesole (FI), Institut Universitaire européen, 2009. Cette enquête porte exclusivement sur les ménages vivant « principalement » de transfert ce qui réduit le panel puisque beaucoup de familles peuvent compter sur les transferts monétaires effectués par un enfant, un frère ou une sœur qui viennent s'ajouter aux ressources gagnées en Tunisie. Les chiffres cités dans cette étude portent sur les dépenses monétaires de consommation ce qui ne met pas en évidence le rôle de l'endettement dans l'amélioration des niveaux de vie de cette catégorie de ménages.

⁴⁵⁸ Solène Morvant-Roux, « Accès au micro-crédit et continuité des dynamiques d'endettement au Mexique... », art.cit. p.116.

se sont employés à gérer de manière collective par le truchement des pratiques de jonglerie. En tant que source de liquidités, le micro-crédit offre aux « pauvres » une possibilité supplémentaire de faire face au manque d'argent et de consolider leur insertion dans l'économie d'endettement.

Dans son étude sur la microfinance en Egypte, Julia Elyachar a montré que la micro-informalité financée par les organismes de micro-crédit mérite, en réalité, d'être questionnée car elle est par définition quelque chose d'élusif et difficile à appréhender y compris par ceux qui financent le développement⁴⁵⁹. Elle n'est pas faite de projets, de bâtiments et d'institutions mais des stratégies de survie des gens, de leur débrouillardise, de leur filouterie ; en somme de leurs courses à *el khobza* qui se tissent dans les logiques et les réseaux sociaux antérieurs aux pratiques des développeurs. Ces dynamiques *khobzistes* rencontrent les tentatives de ces derniers d'insérer le micro-crédit dans les relations de solidarités et d'entraide au nom de l'*empowerment* et de la libération des « pauvres » de leur pauvreté par le « marché »⁴⁶⁰. Un « marché » sur lequel rien ne se vend et rien ne s'achète mais qui est pourtant rentable pour l'ONG. Quelle est dès lors la source de cette rentabilité ? En réalité, une grande partie de la vie sociale est centrée sur la capacité à cultiver des relations et à s'insérer dans des relations informelles de dettes dans lesquelles il n'y a pas simplement une circulation d'argent mais également, comme je l'ai montré précédemment, des engagements de loyauté (*ikhlass*) créateurs de confiance mutuelle à la base de la formation d'un « capital social »⁴⁶¹ au sein de la communauté de quartier. La rentabilité de l'ONG est assurée par la financiarisation de ce « capital social » que les gens ordinaires ont patiemment accumulé et entretenu par leur ténacité et leur obstination à trouver des ressources et à rembourser leurs dettes en temps et en heure de manière à sauver la face, à préserver leur réputation et à poursuivre leur lutte contre le manque d'argent.

⁴⁵⁹ Julia Elyachar. *Markets of Dispossession: NGOs, Economic Development, and the State in Cairo*, London, Duke University Press, 2005, p144 et suiv.

⁴⁶⁰ Pour une synthèse de la genèse du concept de l'« *empowerment* », Anne-Emmanuèle Calvès, « 'Empowerment' : généalogie d'un concept clé du discours contemporain sur le développement », *Revue Tiers Monde*, n°200, oct-déc 2009, pp.735-750.

⁴⁶¹ Julia Elyachar, *Markets of Dispossession... op.cit.*

3) Le jeu des chéchias ou l'art de jongler et de vivre à crédit.

Loin de se substituer aux pratiques financières informelles, le micro-crédit vient s'insérer dans les chaînes d'endettement pour élargir les possibilités d'accès aux liquidités. Courir derrière *el khobza* passe par des pratiques de jonglerie dans ces chaînes d'endettement faites de l'enchevêtrement de multiples formes de dettes. Comme le fait remarquer Jean Michel Servet, « les pratiques financières connaissent toutes des degrés d'informalité et de formalité très variables. Il n'existe pas à proprement parler un secteur financier informel, qui pourrait être opposé à un secteur formel et à un secteur semi-formel qui serait une sorte d'entre deux en émergence et qui aurait les qualités ou efficacités supposées de l'un et de l'autre »⁴⁶². L'accès aux liquidités consiste ainsi à jongler entre les échéances et les créanciers ; un art que les Tunisiens désignent par l'expression imagée de « mettre la chéchia de l'un sur la tête de l'autre » (*Kabbous hédha 'ala rass hédha*). Cette expression qui reflète l'art de jongler avec les chéchias renvoie à la primauté de l'instant présent et du court terme au regard de la nécessité quotidienne de trouver des liquidités pour faire face aux dépenses urgentes et aux obligations sociales et financières.

Ce jeu des chéchias entend répondre au manque d'argent entretenue par le décalage temporel entre les ressources et les dépenses. La dette s'impose dès lors comme une solution indépassable. En effet, les petits commerçants s'endettent auprès de l'ONG de micro-crédit pour approvisionner leurs boutiques et conserver leur clientèle en lui accordant des paiements différés. Les consommateurs qui touchent un salaire empruntent auprès des banques, consomment à crédit auprès des enseignes d'électroménagers, empruntent auprès de leurs employeurs ou des caisses sociales et cherchent à s'insérer dans le dispositif de micro-crédit destiné aux exclus du crédit bancaire qui, comme les salariés, mélangent ces multiples formes de dettes avec celles contractées auprès de leur réseaux. Un phénomène de « dette en boucle »⁴⁶³ prend alors forme dans lequel chaque individu occupe à la fois la position de débiteur et créateur. Dans ces réseaux, le salaire constitue un avantage considérable puisqu'il offre à son détenteur et à l'ensemble des membres du ménage des liquidités régulières susceptibles de rembourser une partie des dettes. Les prêts à gage, pour ceux qui disposent de

⁴⁶² Jean Michel Servet, *Des banquiers aux pieds nus...* op.cit., p.161.

⁴⁶³ Expression de Ridha Boukraa, cité dans Houda Laroussi, *Micro-crédit et lien social en Tunisie...* op.cit. p.241.

bijoux, les remises des émigrés, les ventes saisonnières d'huile d'olive ou d'autres produits agricoles et le renouvellement du micro-crédit sont des sources de liquidités injectées dans les circuits populaires de la dette. La solvabilité de l'individu est jugée à l'aune des ressources de l'ensemble de la famille et l'accès à la liquidité dépend largement de l'insertion de ses membres dans les réseaux de relations sociales⁴⁶⁴. L'appui de la famille est indispensable pour accéder à ses ressources, de même, les dettes n'engagent pas simplement l'individu mais l'ensemble des membres de la famille. Cette « gestion collective » des dettes n'a pas échappé aux développeurs qui la considèrent comme un élément central dans la « culture » tunisienne, comme l'explique ce chef d'antenne de l'ONG ENDA.

« On a des garanties légales, des moyens de rétorsion légaux mais on a mis en place aussi des garanties liées à la culture tunisienne telles que le sens de la famille. Il ne faut pas se mentir : toutes les familles tunisiennes sont endettées. Souvent, le père a contracté un crédit bancaire, la mère, si elle travaille, elle est aussi endettée, le frère qui a un salaire a un crédit pour l'achat d'une voiture ou un crédit étudiant et la sœur diplômée au chômage vient nous voir pour un micro-crédit. Certes la demande est individuelle mais, nous procédons à l'évaluation de la situation de toute la famille. Dans mes enquêtes socio-économique, je vais voir mes clients et je discute avec eux, je les laisse parler, de leur vie, de leur enfants, de leur conditions de vie et c'est important car on sait que lorsqu'on donne un crédit, on le donne à toute la famille et ce sont tous les membres qui se trouvent engagés dans le remboursement »⁴⁶⁵.

Ainsi, pour ENDA considérer la famille comme une micro-entreprise constitue un élément essentiel dans la rentabilité du micro-crédit. Le salaire du père servira à payer telle ou telle dépense, celui de l'aîné à rembourser tel crédit et celui de la fille tel autre. En utilisant simultanément différentes sources d'endettement pour rembourser d'autres dettes, la famille constitue une dimension importante dans l'insertion des individus dans les chaînes d'endettement⁴⁶⁶. Les pratiques de jonglerie à l'échelle du réseau des relations sociales constituent, en ce sens, le prolongement des arrangements établis au sein de la cellule familiale. Les liquidités obtenues par un ménage peuvent être injectées dans ces circuits sous forme de prêts et c'est d'autant plus vrai que, comme l'a montré Laurence Fontaine, dans les

⁴⁶⁴ Nicolas Journet, « L'argent en famille », *Terrain*, n° 45, 2005, pp. 5-12 ; voir sur ce thème le dossier de la Revue *Terrain* n°45, septembre 2005.

⁴⁶⁵ Entretien avec le chef d'une antenne d'ENDA, Tunis, mars 2011.

⁴⁶⁶ Isabelle Guérin, « L'argent des femmes pauvres : entre survie quotidienne, obligations familiales et normes sociales », *Revue Française de Socio-Économie*, n° 2, 2008/2, pp. 59-78.

milieux populaires, le crédit renseigne certes sur la pauvreté mais il est également signe d'appartenance à la communauté qui protège ses membres⁴⁶⁷. Dans ces chaînes d'endettement qui s'appuient sur les sociabilités quotidiennes, les dettes financières créent des dettes morales et des obligations mutuelles que les Tunisiens désignent par le terme *el mzyya*.

En effet, *el mzyya* est une dette morale qui accompagne les échanges d'argent et de service dans les périodes de manque de liquidités et d'indigence. Les réseaux se créent par la dette morale et l'obligation qui engage le receveur à rendre cette faveur qui dépasse le remboursement de l'argent. La dette est un dû qui met en jeu la réputation de l'emprunteur au sein de la communauté et son appartenance au réseau et l'incite à prêter à son tour, quand il en a les moyens, à son ancien créancier et à perpétuer la chaîne. Celle-ci s'entretient par la confiance au sein du réseau matérialisée par l'injection de liquidités dans les chaînes d'endettement de manière à répondre aux besoins des membres. Les comportements égoïstes, la rétention d'argent ou les la récurrence des emprunts sans que cela ne s'accompagne de prêts réciproques excluent de fait les acteurs des relations sociales de solidarité et d'entraide. Ces réseaux sont d'autant plus efficaces financièrement que les gens cherchent à sauver la face en assurant la réciprocité et en répondant aux faveurs par des contre-faveurs. Sauvegarder sa réputation, sa renommée, sa position sociale, son estime de soi ou simplement éviter l'esclandre du défaut de remboursement sont au cœur de ces relations sociales.

De fait, l'accommodement avec l'exploitation, la mise au travail, les abus de l'employeur, la privation des soins de santé, les ruses pour accéder au micro-crédit et la recherche d'insertion dans les réseaux de pouvoir décrivent la conduite d'un sujet endetté qui conçoit la vie décente dans le déplacement fluide entre différentes formes de dettes. Or, comme le montre Laurence Fontaine, cette pratique de jonglerie d'une forme d'endettement à une autre fait migrer la relation de dette d'une sphère morale à une autre⁴⁶⁸. Jongler avec les dettes revient à mobiliser des manières d'être et de se comporter dans la relation anonyme et institutionnalisée qui caractérise le crédit bancaire, dans le monde de la domination paternaliste et de la mise au travail capitaliste du crédit-employeur, dans la relation de micro-crédit avec ses injonctions à l'auto-entrepreneuriat et dans les relations d'interdépendance des

⁴⁶⁷ Laurence Fontaine, *L'économie morale...op.cit.*

⁴⁶⁸ Ibid.

relations communautaires de la finance dite « informelle ». Ces relations asymétriques de dette imprègnent les relations sociales et font émerger des sujets disciplinés⁴⁶⁹. Le chef d'une antenne d'ENDA semble décrire l'idéal type du sujet endetté lorsqu'il me déclare :

« Lorsqu'un client joue le jeu, accepte les règles de fonctionnement du micro-crédit, rembourse à temps et veille à améliorer ses qualités et ses compétences entrepreneuriales, *on n'a plus peur de lui, on n'a plus peur pour lui (matkhafekh mennou w matkhafekh a'lih)* »⁴⁷⁰.

Le client dont « on n'a plus peur ni de lui ni pour lui » est donc un sujet *khobziste* dont la conduite de vie est entièrement tournée vers le remboursement de ses dettes⁴⁷¹. Le micro-crédit comme l'ensemble des relations de dettes participe à dresser les esprits et à faire des individus les acteurs actifs de ce dressage⁴⁷². Ils font attention à leur trésorerie, organisent leurs priorités, ajournent certaines formes de dépenses qui peuvent attendre, rognent sur les dépenses de santé, jongler avec différentes formes de dettes, emprunter et chercher à préserver les possibilités d'emprunts. En somme, il s'agit d'être un entrepreneur de soi, débrouillard, rusé et surtout capable de faire avec les impondérables, de gérer le jour au jour les imprévues et de faire en sorte que ces « jonglages » ne débouchent pas sur un surendettement qui demeure l'horizon quasi inévitable de cette course à l'argent⁴⁷³.

C - Des relations de dettes et de pouvoir.

Plus qu'une relation économique, le micro-crédit tout comme les autres relations de dette délimitent un « nouveau champ de pouvoir »⁴⁷⁴ producteur de subjectivités qui s'approprient les exigences et les règles de fonctionnement de la relation de dette. Ce nouveau

⁴⁶⁹ Nathalie Sarthou-Lajus, *Ethique de la dette*, Paris, Presses Universitaires de France, 1997.

⁴⁷⁰ Entretien avec un chef d'antenne d'ENDA, Tunis, mars 2011.

⁴⁷¹ Maurizio Lazzarato, *La fabrique de l'homme endetté. Essai sur la condition néolibérale*, Paris, éditions Amsterdam, 2011.

⁴⁷² Pierre Dardot, Christian Laval, *La nouvelle raison du monde. Essai sur la société néolibérale*, Paris, La Découverte, 2009. Les auteurs parlent de la gestion des esprits inhérente à la condition néolibérale qui vient supplanter le dressage des corps.

⁴⁷³ Isabelle Guérin et al. « Microfinance, endettement et surendettement. Une étude de cas en Inde du sud », *Revue Tiers Monde*, n°197, 2009/1, pp. 131-146.

⁴⁷⁴ Julia Elyachar, « Finance internationale, micro-crédit et religion de la société civile en Egypte », *Critique internationale*, n°13, octobre 2001, pp. 139-152, p.151.

champ de pouvoir participe également au redéploiement de l'Etat et à la transformation de modalités de son intervention.

1) La course à l'endettement entre médiation et patronage.

La nécessité d'assurer et de consolider son insertion dans l'économie et la société d'endettement est indissociable d'une conduite qui cherche à apprivoiser les incertitudes, à élargir les possibilités et à procéder à des ajustements aux normes des différentes relations de dettes. La course à *el khobza*, aux liquidités se double d'un « travail sur soi »⁴⁷⁵ dans lequel les modalités d'insertion dans l'économie d'endettement participent à la formation du sujet. En effet, le crédit ne se limite pas à la sphère de l'existence matérielle, il conditionne tous les aspects de la vie du sujet. A cet égard, le prêt auprès de l'employeur constitue une modalité d'articulation du monde du travail au monde hors du travail. Conçu en des termes paternalistes, il est un instrument de contrôle, de dépendance et de diffusion de l'autorité parmi les salariés qui s'approprient ces dimensions et en jouent pour accroître leurs possibilités financières. Ceci est repérable dans les demandes écrites dans lesquelles les salariés reprennent à leur compte les désirs et les exigences de leur employeur en faisant appel à la « générosité exemplaire du patron qui ne cesse de traiter ses salariés comme les membres de sa propre famille » et en s'engageant à faire preuve d'une « meilleure implication dans le travail » exprimant leur « gratitude infinie au patron »⁴⁷⁶. La déférence et l'obéissance ne s'expriment pas uniquement à l'occasion des demandes de crédits, elles marquent quotidiennement les relations de subordination des salariés à l'égard de leur employeur. Des relations dans lesquelles les rapports d'exploitation sont accentués par les relations de dettes et qui sont marquées par les flatteries, les louanges, les compliments qui participent à assoir l'autorité de l'employeur. En ce sens, la course à *el khobza* est affaire de comportements qui ont trait, pour dire les choses vertement, au « lèche-cul », à l'excès de zèle, au fayotage et à l'hypocrisie.

En réalité, sans être ni dans la résistance, ni dans la soumission, les salariés-débiteurs décèlent les éléments en jeu dans cette relation et tente de la modeler sans illusion sur les

⁴⁷⁵ Maurizio Lazzarato, *La fabrique de l'homme endetté...op.cit*, p.74.

⁴⁷⁶ Expressions tirées d'une demande de prêts auprès d'un employeur à laquelle j'ai eu accès. Entretiens, Tunis, été 2010.

effets de ce nouveau lien de subordination sur leurs marges de manœuvre. Tout en desserrant ponctuellement les contraintes financières qui grèvent leurs budgets ou en leur offrant une participation à la société de consommation, le crédit accroît le pouvoir de l'employeur. Il est vécu comme un moindre mal qui suppose des sacrifices et qui nécessite de passer outre les vexations, les brimades, les journées de travail allongées et la dégradation des conditions de travail. En contractant ces prêts, généralement sans intérêts, les salariés savent pertinemment que leur employeur va chercher à geler les salaires, à rogner sur les primes de rendement, à augmenter les cadences de travail et les heures supplémentaires et à rechigner à titulariser ses salariés les condamnant à enchaîner les contrats à durée déterminée accentuant leur précarité.

« On ne peut pas dire non au patron quand il nous demande de rester une heure de plus ou de travailler le samedi. On ne peut pas s'opposer quand il nous trimbale d'une entreprise à une autre avec toujours un CDD signé avec une entreprise différente de son groupe alors que la loi l'oblige à titulariser le salarié après 2 CDD. On accepte les contrats à 3 mois, 6 mois maximum. On peut passer 7, 8 ans sur ce rythme et on ne peut pas protester, porter plainte au prud'homme surtout quand on a un prêt sur le dos et qu'on a signé des chèques pour lui. On risque non seulement d'être viré mais également affamée car il exigera le remboursement de son crédit. Comme on dit chez nous : ça sera à la fois la mort et la perte du linceul (*el mout w khssaret el kfan*) »⁴⁷⁷.

Les mots de cette salariée décrivent l'état de dépossession de ses droits, légalement garantis, sous le coup de la dette qui enchaîne et assujettit. Il s'agit par certains aspects d'une « servitude pour dette » que Jean Michel Servet avait décrit comme « l'état d'un débiteur dans l'obligation de travailler pour un créancier gratuitement ou contre une faible rémunération relativement aux rémunérations moyennes dans la société et sa communauté du fait de la dette qu'il a contracté auprès de lui »⁴⁷⁸. Cette référence à « la mort et à la perte du linceul » renvoie en réalité à des relations salariales précaires augmentées des liens de dépendance et de subordination qui imposent le silence et l'accommodement comme une évidence tant la prise de parole peut être couteuse non seulement en termes de perte d'emploi mais également d'exclusion de l'économie d'endettement. La mort désigne en réalité la mort sociale d'un individu au chômage incapable de subsister, de trouver ou de préserver une place dans la société et qui finit par perdre sa dignité et son amour propre entre dettes, aumône et charité.

⁴⁷⁷ Entretien avec une salariée, Tunis, été 2009.

⁴⁷⁸ Jean Michel Servet, *Banquiers aux pieds nus...op.cit*, p.179.

C'est que la « servitude par dette » ne peut être comprise qu'en lien avec l'ensemble des dettes engageant le salarié. Le crédit auprès de l'employeur vient généralement donner un peu d'air à des salariés déjà lourdement endettés auprès des banques, des organismes de sécurité sociale, de son réseau social. Du coup, les salariés acceptent leur mise au travail moins par adhésion que par adaptation et ajustement aux pesanteurs de leur existence en dehors du monde du travail qui appellent de leur part une gestion précaire de l'urgence et de la nécessité. Ils vivent l'endettement auprès de l'employeur et l'excédent de travail qui leur est demandé tout comme la précarisation de leur condition salariale comme une contrainte aussi indépassable qu'indispensable à rembourser une autre dette arrivée à échéance, à faire face à des situations financières inextricables et à demeurer dans la course à *el khobza*. Se murer dans le silence pour préserver un emploi dans lequel ses droits de salariés sont piétinés ou encore s'accommoder des formes de subordination et des procédés indignes d'exploitation désignés par l'expression imagée de « se faire manger la sueur ». Celle-ci renvoie au sentiment d'injustice et au fait de devoir manger *el khobza* dans l'ombre (*mssargua*) comme un « esclave », « sans droits », « corvéable » et « exploitable »⁴⁷⁹, illustrant la part de la dette comme modalité de formation d'un « salariat bridé »⁴⁸⁰ dans la Tunisie de Ben Ali.

Le pouvoir de la « dette qui dresse, apprivoise, fabrique, module et modèle la subjectivité »⁴⁸¹ s'étend au-delà du salariat et touche l'ensemble des débiteurs. Le micro-crédit joue un rôle important non seulement dans la redistribution des ressources mais surtout dans l'extension de l'exercice du pouvoir à des groupes sociaux exclus du travail salarié et de la protection étatique. Lors de la réalisation d'un entretien, une dame qui a réussi à détourner le micro-crédit m'avait fait part de la visite d'un agent de terrain qui faisait sa tournée pour vendre des tickets de participation à une soirée de fêtes organisée par l'ONG.

-« T'as acheté le ticket ? »
 -« Oui bien sûr, mais je ne compte pas m'y rendre, j'ai un engagement ce soir-là »
 -« Mais pourquoi t'as acheté un ticket alors ? »
 -« Parce que cela fait plaisir à l'agent, je sais qu'elle a une commission sur chaque ticket. En plus cela ne coûte pas cher : 3DT, c'est rien comparé au geste. Cela me permet d'avoir de bonnes relations avec elle (*nerbah'ha*). Elle est sympa, ne pose

⁴⁷⁹ Expressions qui reviennent lors des discussions que j'ai eu avec des salariés, été 2007, été 2009.

⁴⁸⁰ Yann Moulier Boutang, *De l'esclavage au salariat. Économie historique du salariat bridé*, Paris, Presses Universitaires de France, 1998.

⁴⁸¹ Maurizio Lazzarato, *La fabrique de l'homme endetté...op.cit*, p.34.

pas trop de question. Quand elle passe, on discute, je lui propose du thé et voilà. Elle fait son boulot et moi je me débrouille »⁴⁸².

La participation des clients aux réunions, fêtes et aux sociabilités organisées par l'ONG reflète leur désir de consolider une insertion tranquille et sans problèmes dans ce dispositif d'endettement. Entretenir de bonnes relations avec les agents est indispensable pour accéder à ces ressources d'où la nécessité de les apprivoiser et de les mettre de son côté. Ce témoignage montre en effet que la relation entre l'ONG de microfinance et ses clients n'est pas un simple rapport marchand entre partenaires égaux. La relation avec les agents sur le terrain n'est pas éphémère, dépersonnalisée et contractuelle. Il s'agit davantage de relations de dépendances et de vulnérabilité puisque les clients qui ne jouent pas le jeu sont susceptibles d'être sanctionnés et de voir leur course à l'argent se compliquer. Des mécanismes de normalisation s'insinuent dans ces relations de dettes qui, sans être forcément économiquement productives, sont éminemment politiques. Isabelle Guérin et Santosh Kumar considèrent que cette relation de micro-crédit correspond davantage à un rapport asymétrique de clientèle dans laquelle l'ONG, ses bailleurs de fonds y compris l'Etat joue le rôle de « patron » et qui se déploie à travers une chaîne d'intermédiaires à l'instar des agents et des courtiers sur le terrain structuré autour de rapports de force dont l'enjeu tourne autour de l'accès aux ressources financières⁴⁸³. Un processus d'assujettissement par la dette se déploie et se reproduit à mesure que s'étale la chaîne de l'endettement et que les débiteurs, dans leur quête de liquidités, ne cessent de jongler pour s'arracher à l'incertitude quotidienne et élargir le champ des possibles. C'est la course à *el khobza* du débiteur en tant qu'action perpétuelle pour honorer ses dettes qui est non seulement productive mais qui propose des points d'intervention et de captation des ressources d'abord pour l'intermédiaire, ensuite pour l'agent sur le terrain qui perçoit un salaire et des suppléments provenant de l'organisation d'activités et de sociabilités pour les clientes et enfin pour l'ONG qui engrange des profits.

⁴⁸² Entretien avec une cliente, Cap-Bon, été 2010.

⁴⁸³ Isabelle Guérin et Santosh Kumar, « Clientélisme, courtage et gestion des risques en microfinance... », art.cit.

2) La dette au cœur de l'ordre social.

On le voit donc : l'endettement des classes populaires est loin d'être marginal. En dehors de l'endettement bancaire que les professionnels peuvent contrôler grâce aux mesures prudentielles, l'endettement en dehors du circuit bancaire est difficilement estimable en l'absence de statistiques fiables sur l'endettement des particuliers en Tunisie. Cette situation a poussé des professionnels de la banque à alerter les pouvoirs publics contre le surendettement des ménages qui demeure cependant invérifiable en l'absence d'informations suffisantes⁴⁸⁴. Relayant ces craintes, voici comment un journaliste évoque ce sujet tout en pointant la position contradictoires des pouvoirs publics :

« Depuis longtemps, sauf quelques-unes, les banques tunisiennes délaissent les PME et s'orientent résolument vers ce qu'elles appellent pudiquement, le particulier. Tout est à crédit, tant et si bien qu'il vous est possible de rencontrer le crédit à chaque coin de rue. On se marie à crédit, on équipe sa maison à crédit, on achète sa maison à crédit, on se paie même des vacances à crédit. Dernièrement, une agence de réservation on-line, proposait des vacances sur 36 mois de crédit. Officiellement et jusqu'à octobre 2007, l'endettement global des particuliers auprès du système bancaire et des caisses de sécurité sociale s'élève à 6,5 milliards de dinars, dont 44,6% de crédits de consommation. Officiellement toujours, cet endettement ne représente que 20,7% du revenu disponible des ménages. [...]. Ces chiffres de l'endettement familial ont-ils évolué ? On n'en sait rien. Toujours est-il que la BCT dit depuis quelques mois de faire attention. L'économie tunisienne et ses équilibres n'en pourraient-ils plus de ce rush à la conso et ce qu'il entraîne en augmentation des importations ? On n'en sait rien là aussi non plus. Officiellement, tout est sous contrôle et il n'y a pas lieu de paniquer et même si on le susurre chez les politiques, on se refuse à le dire officiellement, aidés en cela par le silence des agneaux, qu'on égorge à chaque coin de crédit et qui s'automutilent joyeusement à chaque occasion de dépenses. Bon Ramadan à toutes et à tous ! »⁴⁸⁵.

Ceci m'incite à poser les questions suivantes : Comment l'Etat peut-il se passer d'une recension officielle et de chiffres fiables sur l'état de l'endettement des particuliers et des ménages ? Pourquoi, ces niveaux d'endettement et en particulier les pratiques non bancaires d'endettement ne sont-elles pas perçues comme sources de menace ? Comment apprécier

⁴⁸⁴ Raouf Khalsi, « Surendettement », *Le Temps*, 09 décembre 2008 ; Presse tunisienne, « Surendettement des ménages. Tout est par facilités ...un peu trop ! », *Le Temps*, 20 décembre 2007 ; « Endettement des ménages en Tunisie : la cote d'alerte », consulté en ligne sur www.businessnews.com, 18 février 2009.

⁴⁸⁵ Presse tunisienne, « Tunisie le silence des agneaux », consulté en ligne sur www.africanmanagercenter.com, 02-09.2008.

cette incapacité de l'Etat à énumérer et à mesurer l'endettement des particuliers de manière à mieux le contrôler ?

Au début des années 2000 et avant la diffusion du crédit à la consommation, Sadri Khiari avait vu les mains du pouvoir derrière la consommation : « Le laxisme dans l'octroi des crédits à la consommation, la large gamme de vente par facilités, la tolérance vis-à-vis de pratiques illégales (chèque de garantie, par exemple) et des marchés parallèles, procèdent d'une politique consciente de corruption des classes moyennes et, plus généralement, de l'ensemble de la population »⁴⁸⁶. L'analyse de Sadri Khiari a le mérite d'attirer l'attention des chercheurs sur les ressorts de la consolidation du régime de Ben Ali, néanmoins, réduire la diffusion de ces pratiques à une politique sciemment construite de corruption de la population revient à surestimer le pouvoir de l'Etat et à lui conférer une capacité de contrôle et de régulation dont il ne dispose guère. Ceci revient également à négliger la capacité des acteurs « d'en bas » à donner du sens à leurs course à l'endettement et au bien-être et à les réduire, du coup, à des consommateurs corruptibles. Les choses sont évidemment plus complexes.

En effet, l'étude des tactiques populaires de participation à l'économie d'endettement suggère que l'extension de celle-ci ne s'inscrit nullement dans une sorte de corruption ou de compensation passée entre le régime et sa population en vertu duquel il a entériné le développement de l'économie de la dette pour se légitimer. Béatrice Hibou a montré l'inanité de l'hypothèse de la consommation et de la dette comme stratégie de dépolitisation sciemment construite pour maintenir la population dans un conformisme bien commode⁴⁸⁷. On l'a vu, les gens ont cherché à accéder à toutes les formes de crédits, ont alterné les sources de dette et les pratiques de jonglerie pour obtenir des liquidités afin de consommer, participer au marché ou encore sauver la face en société. Le pouvoir ne pouvait endiguer cette dynamique car non seulement l'Etat n'a pas créé cette économie mais aussi parce que son extension a enrôlé des acteurs divers : banques, employeurs, sociétés d'électroménagers, amicales de salariés, caisses de sécurité sociale et une multitude de réseaux communautaires parcourant toutes les sphères sociales et tissant les existences dans des rapports de

⁴⁸⁶ Sadri Khiari, *Tunisie. Le délitement de la cité...op.cit*, p.51.

⁴⁸⁷ Béatrice Hibou, *La force de l'obéissance...op.cit*, Partie1, « Le pouvoir à crédit »; du même auteur, *Anatomie politique de la domination...op.cit*, chapitre 5, « Ni 'collaborateurs' ni 'opposants' : des acteurs économiques pris dans des logiques d'action diverses et dans des enchaînements aléatoires ».

dépendance accommodantes quand elles ne sont pas désirables. En présence de cette multitudes d'intérêts, l'Etat a fait preuve d'improvisations en tolérant certaines à l'image de l'endettement auprès du secteur bancaire et en s'accommodant d'autres sur lesquelles il avait de toute façon très peu prises à l'image des chèques de garanties et des multiples détournement des dispositifs de crédit. Mieux encore, il a cherché à s'approprier ces dynamiques en lançant des programmes destinés à sa « classe moyenne » à l'image de la « voiture populaire » ou de l' « ordinateur familial ».

Le premier porte sur des voitures « 4CV » dont l'importation bénéficie d'avantages fiscaux considérables et qui se vendent entre 10 000 et 15 000 DT tandis que le second s'inscrit dans la promotion de la nouvelle technologie auprès d'une « classe moyenne »⁴⁸⁸ dont l'existence demeure difficilement vérifiable. Ces mesures profitants essentiellement à des catégories sociales aisées ont suscité ces dernières années d'acribes critiques de la part des catégories sociales moins favorisées et ont même été tournées en dérision : les jeunes diplômés chômeurs qui ne trouvent pas de travail et ne peuvent donc espérer s'installer, se marier et fonder une famille disent attendre le prochain programme gouvernemental concernant... « L'épouse populaire »⁴⁸⁹ ! Derrière cette anecdote se profile le sentiment répandu que les programmes gouvernementaux destinés à « la classe moyenne » ne font que viser des groupes sociaux solvables, déjà insérés dans la sphère économique et ayant accès à des crédits à la consommation. En réalité, ces programmes procèdent surtout de tentatives subtiles de captation de dynamiques subalternes à travers la mise en place, *a posteriori*, de politiques publiques qui finissent par paraître comme des réponses en phase avec les demandes populaires et une preuve de la sollicitude étatique. Le régime tunisien a excellé dans cet art de s'approprier des actions fourmières qui avaient réussi à créer un mouvement

⁴⁸⁸ La promotion d'une « classe moyenne » a été au cœur du discours développementaliste de l'ère Bourguiba, voir à cet égard Abderkader Zghal, Abdelmalek Sayad, Charles Robert Ageron et al, *Les Classes moyennes du Maghreb*, Paris éditions du CNRS, 1980 ; Michel Camau (dir.), *Tunisie au présent : une modernité au-dessus de tout soupçon ?*, éditions du CNRS, 1987. Ce discours a été perpétué et repris par le régime Ben Ali, voir Jean Philippe Bras, « Ben Ali et sa classe moyenne » *Pôles*, avril-juin, 1996, pp. 174-195 qui se laisse cependant influencer par la rhétorique gouvernementale et laisse entendre que le discours sur la classe moyenne est inventé par le président Ben Ali pour consolider sa légitimité construite en grande partie sur le « miracle économique ». Pour une critique du mythe de la « classe moyenne », Hamza Meddeb, « La Tunisie, pays émergent ? », art.cit.

⁴⁸⁹ Blague à la mode à Tunis chez les jeunes diplômés chômeurs. Enquête de terrain, 2007.

social massif auquel le pouvoir se devait d'apporter une réponse. Celle-ci a souvent été pragmatique allant dans le sens de ces processus sociaux. L'accès au logement illustre parfaitement cette dynamique. Le pouvoir politique présente l'accès à la propriété comme le produit de sa politique volontariste en faveur du logement social. En réalité, cet accès à la propriété des classes populaires et moyennes s'est largement opéré indépendamment de toute action étatique. Il est essentiellement le produit de l'appropriation d'initiatives essentiellement illégales dont la prolifération de quartiers d'habitat spontané a été la principale modalité⁴⁹⁰. Ces dynamiques d'auto-construction d'habitations bâties sans accord des autorités remontent à la fin des années 1970 et aux reflux de la politique bourguibienne de l'accès au logement qui a été exclusivement réservés aux populations solvables. Ces phénomènes de captation de dynamiques autonomes participent aux mécanismes de légitimation et de construction de l'image d'un Etat volontariste et soucieux du bien-être de la population.

De par leur rôle d'intermédiation entre la société et son environnement international, de captation des ressources financières de bailleurs de fonds qui voient en elles la solution aux défaillances de l'Etat, les ONG constituent une modalité de l'insertion de la société tunisienne dans la globalisation. Ce n'est qu'en constatant la demande massive sur le crédit à la consommation que le régime a fini par autoriser ENDA en 2003-2004 à étendre ses activités en dehors de la banlieue de Tunis, en modifiant la loi de finance afin de lui faciliter les transferts de fonds⁴⁹¹. Dans ces conditions, l'absence de quantification de l'endettement des particuliers et partant de l'ensemble de l'économie d'endettement nationale n'est pas la marque de défaillance de l'Etat ou de son impuissance à cerner ce phénomène. Elle est surtout le produit contingent de bricolages, d'improvisations et de gestion après coup mais également de pratiques d'occultation de dynamiques subalternes. Quantifier l'endettement n'aurait pas permis au pouvoir politique de maîtriser l'endettement des classes populaires et moyennes qui multiplient les sources et détournent les dispositifs à l'image de l'appropriation du micro-crédit ou de l'accès aux liquidités à travers les enseignes d'électroménagers comme ce fut le cas avec BATAM. S'entêter à le faire aurait été contre-productif car, d'une part, cela reviendrait à se priver de la débrouillardise des acteurs subalternes qui vient atténuer la baisse

⁴⁹⁰ Analyse et exemple développés dans Béatrice Hibou, *La Force de l'obéissance...op.cit.*

⁴⁹¹ Entretiens, Tunis, mars 2011. Voir également sur ce point, Houda Laroussi, *Micro-crédit et lien social en Tunisie...op.cit.*

des niveaux de vie et, d'autre part, à accentuer l'exclusion financière et la marginalisation sociale de pans entiers de la population non solvables et non bancables. En tant que champ d'exercice du pouvoir, les relations de dettes offrent une multitude de points d'action et de gouvernement des conduites présentes et futures d'hommes absorbés par la course au remboursement⁴⁹². C'est en cela que la consommation est politique et que la dette est une modalité de perpétuation de l'ordre social. L'Etat s'est accommodé de cette course débridée à l'endettement et ce faisant il a gouverné d'une façon « positive » cette dynamique *khobziste* : il ne l'a pas entravé, ni empêché mais il s'est contenté de l'accompagner à travers ses programmes d'accès à la consommation et de modernisation économique. Pour le reste, le désir de vivre tranquillement et la course au remboursement ont été des vecteurs puissants d'assujettissement. La ruse du pouvoir a été de prendre acte et d'intégrer dans un mode de gouvernement pragmatique ce que Moncef Kilani a désigné par l'« esprit d'égalitarisme » et le « mimétisme » qui règnent dans la société tunisienne et qui constituent un « bouclier contre le conflit social généralisé et violent »⁴⁹³.

⁴⁹² Sur la dette comme mécanisme sécuritaire de gouvernement qui permet de prévoir les comportements et d'apprivoiser les incertitudes, Maurizio Lazzarato, *La fabrique de l'homme endetté...op.cit.*

⁴⁹³ Moncef Kilani, « Sur-pouvoir personnel et évanescence du politique », *La Tunisie sous Ben Ali*, décembre 2000, disponible sur le site internet www.ceri-sciences-po.org/kiosque/archives/déc2000, p.7.

Chapitre VI – Economie politique du travail et de la médiation.

Les populations qui occupent des positions de surnuméraires sans accès à l'emploi salarié ou embauchées d'une manière intermittente et précaire sont poussées à vendre leur force de travail dans les ateliers clandestins de sous-traitants des sociétés du secteur off-shore. La multiplication de ces ateliers illustre la prégnance des illégalismes économiques en tant que modalités d'insertion du pays dans l'économie globalisée. De sorte que les pratiques illégales ne sont pas exclusives de l'économie de la frontière et des classes subordonnés mais innervent toute la société et l'économie tunisiennes articulant les logiques de survie des « en bas du bas » avec celles d'accumulation des acteurs dominants. Dès lors, comment interpréter cette généralisation des pratiques illégales à l'aune d'un Etat présenté comme « fort » qui contrôle et surveille l'ensemble des rouages économiques et sociaux de la vie des Tunisiens⁴⁹⁴ ?

L'analyse du monde du travail constitue un point d'entrée essentiel pour comprendre la manière dont les gens ordinaires sont poussés à entrer dans ce système généralisée d'illégalités dont l'économie d'*el khat* n'est qu'une des modalités. Avec la libéralisation et la privatisation s'est affirmée l'incapacité structurelle de modèle de développement à intégrer une grande partie des nouveaux entrants sur le marché du travail. L'existence d'un réservoir de main d'œuvre « bon marché » composée en grande partie de diplômés chômeurs a croisé les processus de restructuration des entreprises délocalisées installées en off-shore selon une logique néolibérale d'amélioration de la rentabilité et de pression sur les coûts par le truchement de la généralisation de la sous-traitance et de l'externalisation des activités qui ne sont pas au cœur de l'activité. L'essor du secteur des centres d'appels est le produit contingent de la rencontre de ces dynamiques qui ont accéléré une segmentation de la main d'œuvre entre des salariés protégés et relativement stabilisés à l'instar des fonctionnaires et

⁴⁹⁴ Sur cette thèse de l'Etat fort, Hamadi Redissi, « Etat fort, société faible en Tunisie », *Monde arabe Maghreb, Machrek*, n°192, été 2007, pp.89-118 ; Sur la centralité de la coercition dans l'exercice du pouvoir en Tunisie, Mahmoud Ben Romdhane, *Tunisie : Etat, économie et société. Ressources politiques, légitimation et régulations sociales*, Paris, Publisud, 2011.

les cadres du secteur privé, des jeunes diplômés déclassés en quête d'insertion professionnelle stable et valorisée, un salariat non qualifié soumis à des conditions précaires et flexibles de travail largement entachées d'illégalités et une main d'œuvre qui court derrière *el khobza* en dehors de toute relation contractuelle et de toute forme de protection. Mon hypothèse est que cette segmentation de la main d'œuvre a participé à une marchandisation du travail et à la transformation des formes étatiques d'intervention dans l'accès à l'emploi protégée. L'insertion des relations clientélistes et des mécanismes de contrôle et de cooptation dans la course à l'emploi a été une dimension fondamentale de l'exercice du pouvoir en Tunisie.

L'organisation duale de l'économie tunisienne initiée dans les années 1970 dans le cadre de la mise en place d'une économie orientée vers l'exportation s'est structurée autour d'un secteur off-shore créé à la faveur d'avantages fiscaux accordés aux investisseurs étrangers et un secteur local protégé⁴⁹⁵. Béatrice Hibou a montré que, sans être réduit à une organisation économique, le dualisme est une « technique de pouvoir à part entière »⁴⁹⁶ assurant l'insertion de la Tunisie dans la division internationale du travail et la diffusion de la domination politique dans les relations économiques par la multiplicité des interventions et de protection. Tout en faisant l'objet de mesures strictes de cantonnement physique et de contrôle rigoureux des mouvements des produits et des personnes limitant ses liens avec les opérateurs locaux, le secteur off-shore ne s'inscrit pas moins au cœur de l'économie nationale aussi bien à travers la mise au travail capitaliste de la main d'œuvre que des illégalismes qui se déploient aux marges de ces deux secteurs. A travers l'analyse des ateliers clandestins de sous-traitance et l'exportation des métaux volés, je voudrais mettre en évidence les modalités d'enchâssement des pratiques illicites dans les dispositifs économiques et politiques légaux. Loin d'incarner des dysfonctionnements du dualisme, ces pratiques qui ont trait au contournement de la législation de travail, à la fraude fiscale et sociale, au vol, au recel et à l'exportation frauduleuse de métaux constituent des modalités illicites d'exploitation de la main d'œuvre et d'insertion dans les circuits de la globalisation. Ces illégalismes qui se déploient à l'interface de ces deux secteurs esquissent ce que Jean François Bayart décrit comme « l'hybridation de l'Etat et du crime » dont le caractère « systémique » constitue

⁴⁹⁵ Améziane Ferguene et Ezzedine Ben Hamida, « Les implantations d'entreprises off-shore en Tunisie : quelles retombées sur l'économie ? » *Monde arabe, Maghreb-Machrek*, n°160, avril-juin 1998, pp.50-68.

« l'un des rouages essentiels de l'assemblage de l'Etat et du capitalisme mondial »⁴⁹⁷. Cet assemblage est le produit de l'enchâssement de la course à *el khobza* de populations aux marges de la société dans des stratégies d'accumulation inhérentes à la globalisation néolibérale. Elle participe à l'essor des réseaux illicites transnationaux et au développement, autour d'entreprises européennes délocalisées, d'une constellation de sous-traitants formés en grande partie d'ateliers et d'unités de production clandestines. L'articulation entre pratiques populaires de survie et stratégies d'accumulation et d'enrichissement est largement le fait de l'action de médiateurs placés à l'interface de mondes sociaux différents et de logiques d'action hétérogènes participant à l'enchâssement des illégalismes dans un continuum dans lequel les responsabilités sont aussi multiples que diffuses. En assurant une porosité des frontières du licite et de l'illicite, ces figures de la médiation incarnées par les gérants d'ateliers clandestins ou les ferrailleurs trafiquants de cuivre contribuent à brouiller et à lénifier les illégalismes de manière à rendre cet assemblage tolérable⁴⁹⁸.

A - Les ressorts de la mise au travail dans les centres d'appels en Tunisie.

Depuis le début des années 2000, le développement des centres d'appels en Tunisie est certainement à inscrire dans une tentative de reproduction de la structure économique dualiste en étendant les activités off-shore à l'économie de service. En mettant en avant sa main d'œuvre qualifiée « bon marché »⁴⁹⁹, sa proximité géographique et culturelle avec la France, la qualité de ses infrastructures de communication et les tarifs de télécommunication peu chers ainsi qu'un cadre juridique et social particulièrement attractif, la Tunisie a misé sur ce secteur en encourageant l'implantation des centres d'appels délocalisés depuis l'Europe et particulièrement la France. Le tournant néolibéral des années 1990 a accompagné la

⁴⁹⁶ Béatrice Hibou, *La force de l'obéissance*, op.cit, p. 195.

⁴⁹⁷ Jean-François Bayart, « Le crime transnational et la formation de l'Etat », *Politique Africaine*, n°93, 2004, pp.93-104, p. 100.

⁴⁹⁸ J'ai pu élaborer cette hypothèse en m'inspirant de Jean Louis Briquet et Gilles Favarel Garrigues, « Milieux criminels et pouvoir politique », in Jean Louis Briquet et Gilles Favarel-Garrigues (dir.), *Milieux criminels et pouvoir politique. Les ressorts illicites de l'Etat*, Paris Karthala, 2008, pp.5-21.

⁴⁹⁹ Dans sa campagne de promotion de la Tunisie et d'attraction des investissements, l'Agence de promotion de l'investissement extérieur (FIPA) met en avant la compétitivité de la Tunisie qui présente le coût de main d'œuvre et de personnel d'encadrement de tous ses concurrents euro-méditerranéens (France, Turquie, Maroc, Espagne, Pologne et Hongrie). www.investintunisia.tn.

restructuration des entreprises vers une recherche de rentabilité à tous les échelons incitant celles-ci à opter pour des processus d'externalisation des services administratifs, de l'assistance technique et commerciale ou encore des services de prospection et après-vente. Ce redéploiement est largement motivé par le coût de la main d'œuvre qui représente 60% des coûts de production dans le secteur des centres d'appels⁵⁰⁰. Face à la concurrence du Maroc, principale destination de ces investissements dans le Sud de la Méditerranée, la Tunisie a constamment cherché à accroître sa part de l'off-shore francophone faisant ainsi progresser ce secteur de 65 centres en 2005 fournissant des emplois à 6000 salariés à 185 centres en 2008 faisant travailler environ 15 000 salariés avant que cette dynamique ne connaisse un ralentissement pour se stabiliser aux alentours de 219 centres employant 17 500 salariés en 2011⁵⁰¹.

Bien que ce redéploiement de l'économie de sous-traitance se soit essentiellement réalisé sur des segments de l'échelle internationale faibles en transfert de technologie et demandeurs d'une main d'œuvre diplômée « bon marché », il a souvent été présenté par les pouvoirs publics comme une chance pour l'économie tunisienne compte tenu de son apport dans la gestion de la crise de l'emploi. Cet espoir a toutefois été éphémère pour les salariés qui y travaillent puisque cette externalisation est synonyme d'emplois déclassés, de cadences de travail particulièrement éprouvantes, de promesses dévoyées d'ascension sociale et de prolétarianisation des diplômés⁵⁰². En effet, le travail dans les centres d'appel est soumis à des contraintes de productivité extrêmement exigeantes nécessitant une implication totale de la part des salariés. Qu'il s'agisse d'une activité de conseil, d'assistance ou de vente, ce travail exige de la part des téléopérateurs la mobilisation simultanée de compétences linguistiques,

⁵⁰⁰ Olivier Bouba-Olga et al, « La trajectoire organisationnelle des centres d'appels », *Reflets et perspectives de la vie économique*, 2008/4 Tome XLVII, p. 65-83.

⁵⁰¹ Les chiffres du ministère des technologies de l'information et la communication, indicateurs statistiques TIC, rapport 2012 disponible en arabe sur www.mincom.tn. Notons que ces statistiques sont contestées par le syndicat l'UGTT qui considère qu'ils ne comptabilisent pas ce que les syndicalistes appellent les « centres d'appels sauvages » pour désigner de nombreux petits centres d'appels opérant aux marges de la légalité, sur des petits marchés, travaillant souvent dans la prise de rendez-vous. Entretiens, Tunis, mars 2011.

⁵⁰² Selon une enquête de l'Observatoire national de la jeunesse réalisée sous l'ère Ben Ali et dont les résultats n'avaient été publiés qu'après le 14 janvier 2011, le taux de chômage chez les jeunes âgés de 18 à 29 ans aurait frôlé les 30% en 2009, atteignant les 45% pour les diplômés de l'enseignement supérieur, Béatrice Hibou, Hamza Meddeb et Mohamed Hamdi, *La Tunisie d'après le 14 janvier et son économie politique et sociale...op.cit*,

informatiques, commerciales, relationnelles et rédactionnelles indispensables à faire face à un flux ininterrompu d'appels et à l'exercice de leur travail dans un contexte marqué par l'immédiateté et l'urgence. « Stress, pénibilité au travail, précarité, flexibilité de la main d'œuvre sont devenus les maîtres mots attachés à ces organisations » assimilés à des « usines modernes »⁵⁰³ dans lesquels les employés des plateformes téléphoniques incarnent les « nouveaux OS du tertiaire »⁵⁰⁴. Toutefois, la particularité du fonctionnement de ces centres réside incontestablement dans la mise en place de dispositifs de gestion de la main d'œuvre basés sur « l'individualisation »⁵⁰⁵ des récompenses et des évaluations participant de la sorte à aiguïser la recherche de la performance et du respect des objectifs non comme contraintes formelles imposées mais comme éléments inhérents à la quête de ressources matérielles nécessitant de la part des salariés une implication et une appropriation des contraintes. Dit autrement, en courant derrière *el khobza*, le téléopérateur participe à la rentabilité de son entreprise. La particularité de cette gestion néolibérale consiste à faire d'*el khobza* autant un ressort de l'autodiscipline que de la création du profit pour l'entreprise. Incapable de freiner la production et de s'extraire complètement au flux des appels, le champ des possibles du téléopérateur se réduit à une modulation de l'effort et de l'implication.

Présentation de l'enquête.

Cette partie est le produit d'une enquête de terrain réalisée dans un centre d'appel situé dans la zone industrielle de Ben Arous dans la banlieue sud de Tunis au cours du mois de juillet et début août 2007. Optant pour une enquête ethnographique dont une observation participante du processus du travail, j'ai postulé pour un emploi de téléopérateur ce qui m'a permis de passer cinq semaines dans ce centre qui est l'un des plus anciens et plus importants du pays. Filiale de Téléperformance France, la société tunisienne de télémarketing a été créée en 2000 en Tunisie⁵⁰⁶. Elle fait travailler plus de 4000 salariés sur les deux

⁵⁰³ Marie Buscatto, « Les centres d'appels, usines modernes ? Les rationalisations paradoxales de la relation téléphonique », *Sociologie du travail*, 44 (1), 2002, 99-117, p.100.

⁵⁰⁴ Renato Di Ruzzo et Colette Franciosi, « La perception du travail dans les centres d'appel téléphoniques », *Revue de l'IREs*, n°43, mars 2003, pp.1-24, p.2.

⁵⁰⁵ Pierre Dardot et Christian Laval, *La nouvelle raison du monde...op.cit*, p.310.

⁵⁰⁶ Cette société réalise un chiffre d'affaire annuel de 20 millions d'euros. www.investintunisia.tn, 2009.

sites de la Charguia et de Ben Arous et depuis 2008 sur un nouveau site à Sousse qui fut l'un des premiers centres d'appels implantés en dehors de la capitale. Cette société fait travailler 5600 employés sur l'ensemble de ses sites en Tunisie. Avec quasiment le 1/3 de l'ensemble des salariés du secteur, Téléperformance constitue le principal employeur du secteur en Tunisie. Contrairement aux « petits » centres d'appels aux conditions de travail déplorables et aux salaires très bas débouchant dans certaines situations sur des fermetures sauvages et des téléopérateurs « arnaqués » ou embauchés « au noir », cette société présente des conditions de travail et d'emploi parmi les meilleures en Tunisie: possibilité de faire carrière dans l'entreprise, possibilité de bénéficier d'un CDI au bout de deux ans d'ancienneté et une certaine sécurité compte tenu de sa renommée et de l'importance de son portefeuille clients. De fait, aussi bien les jeunes diplômés en quête d'une première expérience de travail que les salariés qui ont déjà fait leurs armes dans d'autres centres d'appels de taille moindre cherchent constamment à intégrer cette boîte agrandissant de la sorte le réservoir de main d'œuvre dans lequel elle puise. L'activité de la société tunisienne de télémarketing est alimentée par l'externalisation des services après-vente et d'assistance technique aux clients de plusieurs opérateurs français dans les secteurs de la téléphonie mobile et internet à l'instar d'Orange, Numéricable, Cegetel, Noos.

Comme toutes les entreprises installées en off-shore, ce centre d'appel dispose de locaux dans des bâtiments fermés et à l'accès strictement contrôlé. Situé au milieu des usines, le site est composé d'un bâtiment de deux étages surveillé par des vigiles qui récupèrent les cartes d'identités de chaque visiteur extérieur à l'instar des jeunes qui viennent quotidiennement passer des tests pour intégrer le centre et lui remettre un badge. Les locaux sont climatisés ce qui constitue un avantage considérable comparativement à d'autres centres mal aérés et pas du tout climatisés. La flexibilité de la main d'œuvre dans ce secteur d'activité est annoncée dès le premier contact avec les recruteurs. En effet, préalablement à l'entretien d'embauche chaque candidat est prié de signer un formulaire présentant les points non négociables sur lesquels l'entreprise est intransigeante. Ces points concernent l'affectation du salarié qui est exclusivement du ressort de la direction, la répartition des horaires est également fixée par le management de sorte que la planification est non négociable (8h à 22h avec deux jours de repos qui ne sont pas forcément successifs). Contrairement à leurs collègues du secteur local, les salariés de ces centres d'appels ne peuvent bénéficier du système de la séance unique durant l'été, ni des jours fériés tunisiens ou encore de l'aménagement des horaires durant le mois de Ramadan. Ils s'engagent en outre à signer des contrats d'une durée hebdomadaire de 40 heures payée 2.441DT l'heure (dinars tunisiens) jusqu'au 10^{ème} mois et 2.734DT (1.5 euros) à partir du 10^{ème} mois. Les salaires dans ce centre sont considérés parmi les plus élevés du secteur puisqu'à la rémunération mensuelle de 450 à 500 DT viennent s'ajouter des primes sur la présence et la ponctualité (90DT) ainsi que des primes variables sur objectifs. Comparés à ce centre, les salaires sont très bas dans les petits centres d'appels. Ils tournent autour de 300 à 350 DT. Outre la faible rémunération et l'insécurité de l'emploi, les employeurs sont réputés rogner sur les primes. Dans tous les

centres, les primes sur objectifs constituent une part variable importante de la rémunération. Les objectifs changent selon les exigences du centre : ils peuvent porter tantôt sur la durée moyenne de traitement (DMT), d'autre fois sur le nombre d'appels traités, les produits et des options vendues aux clients. En règle générale les primes varient de 100 à 150 DT pour les téléopérateurs qui auraient réussi à atteindre ces objectifs.

Les téléopérateurs sont regroupés sur un « plateau » qui est un espace de travail sur lequel sont répartis des postes équipés d'ordinateurs et de téléphones munis de casques sans fils ou de combinés fixes. Il y a très peu de casques et la majeure partie des téléopérateurs utilisent le combiné du téléphone ce qui accentue la fatigue. Le travail est impulsé par les appels des clients qui appellent pour demander des explications sur leurs factures, les paiements, sur l'installation, l'ouverture, le « déménagement » d'une ligne téléphonique, la gestion de leur abonnement internet ainsi que pour faire des réclamations sur une facture incompréhensible, etc. Au cours de ces appels, les conseillers sont amenés à vendre des services supplémentaires aux clients tels que les options pour bénéficier d'un accès à Internet depuis son lieu de vacances, pour augmenter le débit, pour avoir un pack total (Téléphonie, internet, mobile).

L'encadrement direct des téléopérateurs est composé des responsables de groupes et des superviseurs responsables de la qualité. Sans participer à la prise d'appel, chaque responsable de groupe surveille le travail d'un groupe de téléopérateurs, les conseillent, répond à leurs questionnements dans le cas où ils ignorent une information (Dans ce cas, le téléopérateur qui a besoin d'aide lève le drapeau comme signal de demande d'aide. En véritables chefs d'équipe, ces responsables de groupe veillent à l'implication des téléopérateurs, contrôlent leurs assiduités, présences et leurs rendements. Les responsables qualité gèrent le trafic et distribuent les appels entrants sur les différents postes de la plateforme en fonction d'une liste d'attente qui s'affiche automatiquement sur leur écran d'ordinateur. Ils contrôlent la qualité du travail en procédant à des écoutes des conversations. Les « plateaux » managers constituent l'échelon supérieur du « plateau » au-dessus duquel trône la direction qui occupe des bureaux séparément du « plateau » : directeur de la production, le directeur commercial et les services administratifs et de ressources humaines. Dès qu'il se « loggue » en début de journée de travail, le téléopérateur est soumis à une surveillance informatique intégrée à son poste qui enregistre toutes les manipulations. Le téléopérateur se trouve ainsi enchaîné à sa machine et doit faire face au flux d'appels. Une machine qui enregistre aussi bien les paramètres propres au travail du salarié que l'historique des dossiers des clients, les souscriptions, les modifications et toutes les opérations concernant son abonnement.

1) Une mobilisation flexible de la main d'œuvre.

La particularité du fonctionnement des centres d'appels comme d'une grande partie des organisations postfordistes réside dans la nécessité d'assurer une mobilisation flexible de la main d'œuvre⁵⁰⁷. Celle-ci « suppose non seulement une capacité de révoquer les salariés à tout moment, mais aussi le pouvoir permanent de les *convoquer* »⁵⁰⁸. En effet, les campagnes de recrutement dans le centre d'appel sont ouvertes tout au long de l'année et les sessions de formation grouillent de nouveaux candidats téléopérateurs désireux d'intégrer l'entreprise⁵⁰⁹. Au terme d'une conversation téléphonique destinée à l'évaluation du niveau d'expression en langue française, les candidats sélectionnés sont convoqués pour un entretien d'embauche au cours duquel les évaluateurs chercheront non seulement à apprécier les compétences linguistiques et informatiques mais également le sens de communication et les aptitudes relationnelles des candidats en les soumettant à des interactions téléphoniques portant sur des litiges commerciaux ou la promotion et la vente d'un produit. Destinés à évaluer le sens d'écoute ainsi que les capacités de synthèse et d'indentification des demandes des clients, ces tests cherchent également à apprécier les qualités relationnelles des candidats censés faire de capacité à « calmer une cliente paniquée », de doigté pour « annoncer une mauvaise nouvelle à un client insatisfait » ou encore à être en mesure de « gérer la colère d'un client au téléphone »⁵¹⁰.

Les candidats admis au terme de cette étape sont invités à suivre une période de formation au cours de laquelle ils sont amenés à apprendre les produits et les services commercialisés par le centre d'appel pour le compte de leurs clients ainsi que les modalités de travail de l'entreprise. Cette période nécessite de la part des candidats de faire preuve d'assiduité et d'implication dans l'apprentissage et dans l'exécution des tâches qui leur sont

⁵⁰⁷ Sur la mobilisation de la main d'œuvre, Sébastien Chauvin, *Les agences de la précarité. Journaliers à Chicago*, Paris, Seuil, 2010.

⁵⁰⁸ Sébastien Chauvin, « Tester, réformer et punir. Fonctions et usages du temps dans les agences du travail journalier à Chicago », in Béatrice Appay (dir.), *Restructurations productives, précarisation, valeurs*, Paris, Octarès, 2009, p.103. C'est l'auteur qui souligne.

⁵⁰⁹ La consultation du supplément « offres d'emplois » du journal francophone *La Presse* est incontournable pour celui qui veut intégrer ce secteur. Les offres d'emplois y sont présentes tout au long de l'année reflétant l'importance de la demande de main d'œuvre dans ce secteur.

⁵¹⁰ Observation participante, Tunis, juillet 2007. Exemples de situations proposées lors des tests d'embauche.

confiés pour espérer être recrutés par l'entreprise. En effet, cette période participe du processus de sélection des candidats puisque nombre d'entre eux ne seront pas retenus au terme des quatre semaines de formation. Seuls les candidats retenus et définitivement intégrés à l'entreprise percevront une rémunération au titre de cette période de formation qui ne leur sera versée qu'à au terme du sixième mois d'embauche⁵¹¹. L'incertitude qui caractérise ce processus de sélection malgré l'investissement matériel et intellectuel des candidats dans l'apprentissage renvoient à la diffusion de l'insécurité et de la précarité dans le secteur de la sous-traitance internationale en Tunisie. La « précarité » désigne moins une condition salariale qu'un rapport social centré sur une répartition inégale de l'incertitude et de l'insécurité qui fait peser les exigences de flexibilité sur les demandeurs d'emploi⁵¹². L'absence d'une convention collective qui organise les conditions de travail et les grilles de rémunération produit une différence importante de salaires d'un centre à l'autre. Cette situation participe à exacerber la concurrence entre les salariés et suscite un *turn-over* important à l'intérieur du secteur⁵¹³. Une grande partie des téléopérateurs des petits centres d'appels cherchent à intégrer des entreprises qui proposent une meilleure rémunération.

Dans le secteur des centres d'appels en Tunisie, ce rapport asymétrique se forge dès le processus de sélection. Sans être assurés d'être retenus, les candidats acceptent de suivre la formation en assumant quotidiennement les frais de transport et de nourriture, s'investissent dans l'apprentissage des produits (les caractéristiques des forfaits téléphoniques, les prix, les conditions de souscription, de déménagement de ligne et de désistement, les procédures de prise en compte d'une souscription, de passage d'une offre à une autre, les prises en charges des réclamations, des litiges de facturation et les traitements des dossiers), ne rechignent pas à faire des séances de « tabouret » en se mettant aux côtés de téléopérateurs sur le « plateau » pour les observer et participer à leur tour à la prise d'appel. Sans contrat d'apprentissage,

⁵¹¹ Les candidats intégrés à l'entreprise perçoivent ainsi un double salaire au cours du 6^{ème} mois. Les candidats non retenus ne touchent aucune indemnité.

⁵¹² Pour une analyse de la précarisation des relations salariales, Sophie Bérout, Paul Bouffartigue (dir.), *Quand le travail se précarise, quelles résistances collectives ?*, Paris, La Dispute, 2009. Sur la flexibilisation de la main d'œuvre, Jean Pierre Durand, *La chaîne invisible. Travailler aujourd'hui : flux tendu et servitude volontaire*, Paris, Seuil, 2004 ; Nicolas Jounin, *Chantiers interdits au public. Enquête parmi les travailleurs du bâtiment*, Paris, La Découverte, 2008, et dans le contexte américain, Sébastien Chauvin, « Le worker center et ses spectres. Les conditions d'une mobilisation collective des travailleurs précaires à Chicago », *Sociologies Pratiques*, n°15, 2007, pp.41-54.

⁵¹³ Entretien avec un syndicaliste, Tunis, été 2011.

promesses d'embauche ou autre document attestant d'une relation salariale contractuelle, ces candidats constituent une main d'œuvre potentielle qui offre à l'entreprise la possibilité d'ajuster ses effectifs en fonction de la variation des commandes et départs des salariés déjà présents. L'entreprise s'octroie ainsi la possibilité de fabriquer un stock de téléopérateurs dont la formation n'est pas coûteuse et qui est susceptible d'être intégré à tout moment dans le système productif⁵¹⁴. Compte tenu de l'importance du *turn-over* qui caractérise le fonctionnement du secteur des centres d'appel, cette période de formation n'est pas réductible à une simple étape dans le processus de recrutement ; elle incarne de fait un dispositif de gestion de la main d'œuvre qui, dans un contexte de chômage massif des diplômés, permet de stocker des profils potentiellement utiles et d'en faire une variable indispensable à l'entretien de la production en « flux tendu »⁵¹⁵.

Ce dispositif de gestion de la main d'œuvre produit plusieurs effets sur le fonctionnement du centre d'appel. Il assure le recrutement de candidats qui auront fait preuve de motivation et de ténacité en s'engageant à être quotidiennement présents durant un mois de formation et de justifier leurs absences sans qu'ils soient engagés légalement ou contractuellement avec l'entreprise, de se soumettre quotidiennement à un dispositif d'évaluation faits de tests, de simulation et de quizz à un rythme quasi scolaire. Cette dimension scolaire est particulièrement repérable dans l'organisation et le déroulement de la session de formation. La journée commence par l'appel et la signature du registre des présences, les candidats prennent des notes et les formateurs les soumettent à des tests notés et à des quizz destinés à évaluer l'assimilation des enseignements dispensés la veille⁵¹⁶. Au cours des quatre semaines de formation auxquelles j'ai participé, beaucoup de candidats exprimaient leur lassitude, le sentiment d'être inutile pour une longue période et une partie de la journée et exprimaient leur ennui quant à l'extension de cette période de formation qui

⁵¹⁴ En l'absence d'agence d'intérim susceptible de prendre en charge cette tâche, les grands centres d'appel en Tunisie font recours à cette technique d'ajustement. Sur la fabrication d'une main d'œuvre permanente, voir, Catherine Faure-Guichard et Pierre Fournier, « l'intérim, creuset de main d'œuvre permanente ? », *Genèses*, n°42, 2001, pp.26-46 ; sur le rôle du mythe de la pénurie dans le bâtiment français dans la mobilisation de la main d'œuvre intérimaire, Nicolas Jounin, « Les immigrés du BTP à l'ombre de la « pénurie de main-d'œuvre » », *Agone*, n°40, 2008, accessible en ligne sur <http://revueagone.revues.org/76>.

⁵¹⁵ Sur l'importance du *turn over* et de l'absentéisme dans ce secteur, Noel Lechat et Jean Claude Delaunay, *Les centres d'appel : un secteur en clair-obscur*, Paris, L'Harmattan, 2003.

⁵¹⁶ Observation participante, Tunis, été 2007.

durait trop au regard de la quantité d'informations qu'ils étaient censés assimiler. Pour la plupart des membres du groupe, il aurait suffi de trois voire deux semaines pour maîtriser le travail et intégrer le « plateau ».

En réalité, outre l'anticipation du *turn-over*, ce dispositif de gestion garantit l'implication des candidats les plus décidés à accéder à un poste. Ceux qui jouent le jeu, qui participent assidûment à la session de formation, qui font preuve de discipline et d'application dans l'apprentissage. Le système de notation et d'évaluation engage des candidats dans une compétition et alimente le sentiment d'insécurité quant à leur chance d'être intégrés au centre. Seuls les candidats ayant obtenu une moyenne de 12/20 sur l'ensemble des tests réalisés sont susceptibles d'intégrer le « plateau ». Ceux qui ont une moyenne entre 12 et 14 sont jugés moyens ; tandis que les notes au-dessus de 15 désignent les candidats de bon niveau. Certaines notes ont été communiquées aux candidats contrairement à d'autres qui portent essentiellement sur les tests de simulation au téléphone qui est la note la plus déterminante dans l'appréciation des candidats puisqu'elle rend compte de la maîtrise de la langue, de l'aisance au téléphone et de la gestion de l'appel. Sur un groupe d'une vingtaine de candidats, certains ont abandonné en cours de route et d'autres recalés. Seuls 13 candidats ont fini par être intégrés au « plateau » et ont obtenu leur mot de passe personnel -login- classé personnel et confidentiel.

Au cours de cette période, la sélection s'opère aussi bien directement par la voie des évaluations qu'indirectement à travers la capacité d'adaptation des candidats aux contraintes d'un système de production guidé par les exigences du client. Au cours des séances de prises d'appels, les responsables insistent auprès de ces derniers sur la nécessité de relativiser la gravité des situations, d'opter pour des énonciations feutrées et de mobiliser leurs compétences personnelles en adoptant des conduites conciliantes. La multiplication des séances de prises d'appels au cours des derniers jours de la période de formation constitue une épreuve exigeante sur le plan émotionnel pour les plus timides des candidats qui, en dépit de leurs compétences linguistiques, informatiques et leur implication supportent mal les répliques méprisantes et les remarques désobligeantes des clients et finissent par abandonner. Au cours de cette période, les candidats découvrent la violence diffuse dans les centres

d'appels qui touche à leur intégrité et qu'ils se doivent d'apprivoiser s'ils veulent gagner *el khobza* dans ce secteur⁵¹⁷.

Ainsi, cette période de formation constitue un dispositif de rétention économique et physique⁵¹⁸. Elle laisse apparaître un usage gestionnaire du temps qui se joue de la précarité des diplômés chômeurs en multipliant les épreuves de manière à tester non seulement les compétences, la constance et l'implication des candidats mais aussi la compatibilité de leur personnalité avec la nature du travail qu'ils se proposent de faire. Ce dispositif constitue une modalité d'écrémage qui amène à l'intégration des candidats les plus résolus et les plus à mêmes de supporter les conditions de travail difficiles. Pour une grande partie des candidats, les centres d'appels constituent un moindre mal dans une situation sociale marquée par un chômage élevé, une précarisation généralisée de la main d'œuvre autant dans le secteur public que dans le privé sous l'effet des logiques d'externalisation et de sous-traitance.

2) Une violence diffuse.

La rétention et la stabilisation de la main d'œuvre sont d'autant plus importantes que les conditions de travail sont particulièrement difficiles et exigeantes entraînant des niveaux considérables de démission et d'absentéisme. Lorsque j'ai fait le « tabouret » pour la première fois - se mettre à côté d'un téléopérateur, observer son travail en l'écoutant et s'initier progressivement à la prise d'appel - le téléopérateur à côté duquel je m'étais installé m'avait souhaité, dans un mélange d'ironie et de résignation, la « bienvenue dans le merdier ». A mon interrogation sur les raisons de cette affirmation, mon interlocuteur s'est étendu en disant : « On ne fait que gérer les emmerdes et les humeurs des clients. Tu verras par toi-même »⁵¹⁹. De fait, aussi bien la cadence ininterrompue des appels que la nature des demandes traitées exigeant de la part des téléopérateurs une concentration et une implication continue

⁵¹⁷ Sur la violence dans le secteur, voir, Selma Venco, « La violence sociale fabriquée au travail : le cas des centres d'appel au Brésil », in Marie Benedetto-Meyer, Salvatore Maugeri et Jean-Luc Metzger (dir.), *L'emprise de la gestion. La société au risque des violences gestionnaires*, L'Harmattan, 2011, pp.107-129.

⁵¹⁸ Dans les économies industrielles, cette rétention est généralement assurée par les agences d'intérim selon des modalités informelles de fidélisation, voir pour le cas américain Sébastien Chauvin, *Les agences de la précarité...op.cit.*, et pour le cas français, Nicolas Jounin, *Chantier interdit au public...op.cit.*

⁵¹⁹ Observation participante, Tunis, été 2007.

indissociable de l'organisation du travail dans le centre d'appel selon une double logique des flux et des consignes⁵²⁰. De sorte que les téléopérateurs se retrouvent devant une double contrainte : traiter le grand nombre d'appels qui affluent au bout de leurs combinés et proposer un traitement personnalisé aux clients en s'adaptant à leurs demandes et à leurs requêtes spécifiques de manière à assurer un service qualité⁵²¹. En effet, la relation aux clients est une source considérable de stress. Une grande partie des appels porte sur des problèmes de facturation, de changement d'abonnement, de réclamations et de demandes d'explications sur les montants des factures et les détails de souscription et d'engagement souvent stipulés dans les conditions de vente qui sont rarement exposées par les vendeurs et très peu lues par les souscripteurs. Ces appels sont des moments de conflits éprouvants psychologiquement et souvent sources de tension et de frustrations d'autant plus que les téléopérateurs sont amenés à s'autocontrôler et à encaisser les réflexions désobligeantes voire insultantes sans se départir de leur courtoisie. Amal, une téléopératrice trentenaire à côté de laquelle j'avais fait du « tabouret » s'est exprimée en ces termes :

« Comment garder son calme quand une cliente ne cesse de m'engueuler parce qu'elle n'accepte pas le montant d'une facture qui a largement dépassé son forfait et qu'elle ne veut pas comprendre qu'elle a utilisé la fonction minitel pour consulter les résultats du Bac du fiston ou d'autres fonction payante, hors forfait. Certains clients pensent avoir résilié leur abonnement en appelant au téléphone et s'aperçoivent à la fin du mois qu'ils se sont fait prélever comme d'habitude. On leur dit que la résiliation ne peut être prise en compte que si elle est faite par un courrier recommandé avec accusé de réception. Dans beaucoup de cas, il faut revenir aux conditions générales de ventes, écrites en petits caractères dans les contrats qu'ils ont souscrits. Et quand on leur dit cela, beaucoup nous traite d'arnaqueurs. On a beau leur dire que nous sommes des téléopérateurs, nous sommes pour rien. Mais bon, les vendeurs peuvent faire mal leur boulot, l'entreprise peut cacher certaines conditions de vente ou de résiliation ou les clients ne font pas attention, mais dans tous les cas cela tombe sur le téléopérateur qui doit gérer les clients mécontents »⁵²².

⁵²⁰ Olivier Cousin, « les ambivalences du travail : les salariés peu qualifiés dans les centres d'appels », *Sociologie du travail*, vol.44, p.499-520.

⁵²¹ Sur la relation de la relation client au cœur des stratégies commerciales des entreprises et des centres d'appel, voir, Bernard Caiazza, *Les centres d'appels. Les nouveaux outils de la relation client*, Paris, Dunod, 2001.

⁵²² Enquête de terrain, Tunis, été 2007.

L'extrait de la conversation téléphonique qui suit, et dans laquelle j'ai été impliqué face à un client râleur, reflète la fragilité de la position du téléopérateur et la violence qu'il doit apprendre à gérer.

- Le client : FT⁵²³, ils ne sont foutus que de ramasser le pognon qu'ils gagnent. Ils me menacent en m'envoyant un courrier exigeant le recouvrement. Moi je n'ai jamais changé mes coordonnées bancaires donc la moindre des choses c'est de téléphoner aux gens avant de leur envoyer des courriers menaçants. De plus, ils coupent la connexion, c'est un service de merde qui ne fonctionne que la moitié du temps. C'est une boîte de merde.
- Mais Monsieur, nous avons le numéro de votre carte bancaire qui a vraisemblablement expiré et vous ne nous avez pas communiqué le nouveau numéro.
- Ma carte n'a jamais expiré et après tout vous auriez tout de même pu téléphoner et prévenir avant de m'envoyer un courrier menaçant. Une boîte de merde et service de merde. J'ai de l'argent sur mon compte et je ne paierai pas.
- Monsieur, ce n'est pas notre service qui vous a envoyé le courrier.
- Je m'en fous, vous représentez FT, vous en faites partie, donc vous êtes responsables. Boîte de merde⁵²⁴.

Ainsi, le téléopérateur se retrouve non seulement au cœur de la gestion des incohérences et des contradictions de la logique commerciale mais également soumis à une forme de violence suscitée par « l'application de la logique gestionnaire aux activités intersubjectives qui jusque alors étaient réalisées en face à face et sans la médiation du système technique »⁵²⁵. L'intervention de ce système technique aboutit, *in fine*, à un face à face totalement inopérant entre un consommateur qui a été baladé et qui ne reçoit pas de réponse et un téléopérateur, OS des services, qui ne peut pas répondre à la demande du client et ne peut donc que supporter cette violence. Dans ces conditions, le téléopérateur ne peut être que le réceptacle de la colère et du mécontentement du client d'où la fragilité de sa position

⁵²³ FT est l'abréviation de France Télécom, entreprise française dont une partie de la hotline est assurée par des centres d'appels installés en Tunisie.

⁵²⁴ Observation participante, Tunis, été 2007, retranscription d'une communication.

⁵²⁵ Selma Venco, « La violence sociale fabriquée au travail... », art.cit, p.108.

dans cette organisation du travail. En effet, les revendications et les réclamations des clients sont variées, hétérogènes et le flux des appels se poursuit quotidiennement de façon continue avec des pics à certains moments de la journée, notamment en matinée et en fin d'après-midi. De fait, la qualité du travail est étroitement liée à la cadence des appels de sorte que plus le flux s'intensifie, plus les téléopérateurs ont tendance à écourter les discussions et à faire des erreurs, à omettre certains détails. Dès lors, l'insatisfaction des clients augmente, les discussions se tendent du fait de l'amplification du stress et elles se tendent d'autant plus que les téléopérateurs se trouvent pris dans de multiples contraintes : il faut simultanément réduire le temps de traitement des appels, satisfaire les clients, se conformer aux indicateurs et critères de traitement prévus par le management et gérer la fatigue et l'irritation qui augmentent au fil des heures et des problèmes traités⁵²⁶.

Si les superviseurs incitent les téléopérateurs à améliorer leurs productivités en augmentant le nombre d'appels traités, en ne dépassant pas le temps de pause, en respectant la procédure de traitement et en réduisant le temps de traitement des appels, les clients exigent de leur part toute l'attention et la disponibilité du téléopérateur. En réalité, plus le téléopérateur fait preuve de disponibilité et ne lésine pas sur le temps de traitement de l'appel, plus le client est rassuré sur la qualité du service rendu et sur le traitement de sa demande notamment lorsqu'il s'agit de réclamation, d'une contestation de paiement ou de facturation qui sont évidemment des opérations difficiles à traiter en un temps très court. Satisfaction des clients et respect des consignes du management constituent des exigences difficilement conciliables, si ce n'est au prix d'une mobilisation continue, comme l'explique ce téléopérateur :

« J'ai l'impression que la direction nous prend pour des robots : il faut respecter le script à la lettre, sourire, être invariablement courtois avec le client, traiter sa demande le plus rapidement possible, une fois l'appel terminé, transcrire le tout dans son dossier pour garder la trace. Ceci doit être fait durant les 30 secondes de pauses qui séparent deux appels. Elle est où la pause au fait, je ne la vois pas ! C'est impossible à faire, impossible. Cela revient à bâcler les choses. Parfois, dans la hâte on oublie de transcrire, on oublie certains détails importants, ou de transférer la demande du client au service compétent. Lorsque le client rappelle, mécontent, on se fait engueuler et par lui et par la direction car on voit qui a traité son dernier appel et qui a fait la faute »⁵²⁷.

⁵²⁶ Observation participante, Tunis, été 2007.

⁵²⁷ Entretien, Tunis, été 2007.

Le travail dans les centres d'appels est étroitement encadré : le respect du script censé de prime abord aider les téléopérateurs se mue en une contrainte étouffante dont le respect est fortement exigé par la direction. La répartition, les durées et le déroulement des tâches forment un cadre de travail d'autant plus contraignant qu'il s'accompagne d'une surveillance instantanée et de l'enregistrement des activités et du travail des téléopérateurs. La procédure de la double écoute accroît les pesanteurs du contrôle exercé aussi bien par la direction du centre que du commanditaire-client susceptible de surveiller à distance le travail des téléopérateurs du centre d'appel chargé d'assurer la commercialisation de ses produits. Le couplage de la téléphonie et de l'informatique participe à accroître le contrôle sur le travail des téléopérateurs qui souffrent d'une « surcharge cognitive et informationnelle »⁵²⁸ suscitée par la nécessité de respecter les standards fixés par le management et l'obligation de fournir un traitement de qualité aux demandes des clients⁵²⁹. Du coup, les téléopérateurs se trouvent pris dans une situation inextricable sur laquelle ils ont peu de prise puisque ce n'est pas l'entreprise qui régule la cadence des appels et l'intensité du flux ; ce sont les clients qui rythment le travail et pilotent la chaîne de production exigeant un traitement immédiat et des réponses urgentes à leurs requêtes⁵³⁰.

3) Le travail comme modulation de l'effort.

Dans les centres d'appels plus qu'ailleurs, « l'organisation du travail c'est d'abord l'organisation du temps »⁵³¹. Les téléopérateurs passent onze heures par jour dans le centre, dont une heure de pause déjeuner et 1 heure de repos répartie sur 6 pauses de 10 minutes. Ils ne peuvent choisir librement les moments de prendre leurs pauses de dix minutes qui

⁵²⁸ Selma Venco, « La violence sociale fabriquée au travail... », art.cit, p.113.

⁵²⁹ Sur l'incidence du couplage de l'informatique et de la téléphonie voir, Christine Jaeger, « L'impossible évaluation du travail des téléopérateurs. Le cas de deux centres d'appel » *Réseaux*, 2002/4, n°114, pp.51-90.

⁵³⁰ Sur l'organisation des centres d'appels comme des sites du taylorisme dans le tertiaire, voir notamment Marie Buscatto, « Les centres d'appels, usines modernes ? Les rationalisations paradoxales de la relation téléphonique », *Sociologie du travail*, 44 (1), 2002, 99-117 ; Olivier Cousin, « les ambivalences du travail : les salariés peu qualifiés dans les centres d'appel », *Sociologie du travail*, vol.44, p.499-520. Pour une discussion générale de l'hypertaylorisation et l'hyperfordisation dans les centres d'appels, voir, Renato Di Ruzza et Colette Franciosi, « La prescription du travail dans les centres d'appels téléphoniques », *Revue de l'Ires*, n°43, 2003/3, pp.1-24.

⁵³¹ Christine Jaeger, « L'impossible évaluation du travail des téléopérateurs... » art.cit, p. 83.

dépendent de l'appréciation des contrôleurs qualité, chargés de surveiller et de répartir le flux des appels sur les postes. Le travail occupe une grande partie du temps de la journée pouvant dépasser les douze heures au regard de la durée passée dans les transports pour atteindre le centre qui est situé dans une zone industrielle mal desservie⁵³². Dès l'entame de la journée de travail, l'employé perd progressivement prise sur le temps pour se soumettre au temps de la production et du traitement du flux des appels⁵³³. En effet, l'organisation du travail dans les centres d'appels est centrée sur un usage du temps qui dépend non seulement d'une évaluation de la productivité par le truchement de critères de rendement fixés par la direction mais également de l'implication des téléopérateurs censés s'engager et faire preuve d'implication pour respecter ses objectifs. En ce sens, la durée moyenne de traitement des appels (DMT) est fixée à 5 minutes par appel et la durée entre deux appels, désignée par ACW (*After Call Waiting*), est de 30 secondes, ramenée à 15 secondes en cas de flux très importants. Le traitement de dossier, la transcription des modifications, des souscriptions, des recommandations vers d'autres services, l'archivage des commentaires s'effectuent, en pratique, au moment du traitement de l'appel ce qui multiplie les tâches à faire et incite les téléopérateurs à travailler pendant les quelques secondes de pauses, initialement prévues pour le repos entre deux appels, pour la fermeture des fenêtres et des fichiers informatiques et la réouverture de nouveaux fichiers en attendant l'appel suivant.

Durant les séances de « tabouret » que j'avais effectué aux côtés de certains téléopérateurs chevronnés censés m'apprendre le métier, ces derniers ne cessaient de me reprocher de parler lentement, de perdre du temps à écouter le client, de ne pas le couper une fois la requête identifiée, de le laisser s'étendre sur des détails, de ne pas me montrer assez directif. Avec la succession des séances « tabouret », j'ai compris que ce n'était pas le cas de tous les téléopérateurs, que certains étaient plus impliqués que d'autres dans la poursuite des objectifs fixés par le management. Ces comportements s'expliquent par les perceptions différentes que chaque téléopérateur réserve aux membres de ce nouveau groupe qui n'est pas

⁵³² Pour une analyse de la relation entre le temps, le travail et leur incidence sur le mode de vie, Edward P. Thompson, *Temps, discipline du travail et capitalisme industriel*, Paris, La Fabrique, 2004 ; Michel Lallement, *Temps, travail et modes de vie*, Paris, Presses Universitaires de France, 2003.

⁵³³ Pour un débat sur la question du temps dans le travail, Corine Maitte et Didier Terrier, « Une question (re)devenue centrale : le temps de travail », *Genèses*, n°4, 2011, pp. 156-170.

encore intégré à l'entreprise. Certains considèrent la tâche d'apprentissage qui leur a été affectée par le superviseur comme une charge malvenue tandis que, plutôt nonchalants et profitent de la présence du stagiaire pour « se retirer » et lui passer les appels se contentant de prodiguer des conseils bienveillants. En réalité, au fil des jours, j'ai découvert que cette différence d'attitude procède moins d'un comportement personnel qu'elle ne répond à une modulation de l'effort de la part des téléopérateurs.

En effet, l'organisation du travail centrée sur l'individualisation du lien salarial n'est pas sans incidence sur la rémunération. Celle-ci dépend largement de la performance puisque sur le salaire de base viennent se greffer les primes sur les objectifs atteints qui dépendent essentiellement des indicateurs de performance décrits précédemment. Le salaire est ainsi individualisé et n'est jamais constant puisqu'il varie d'un mois à l'autre en fonction du rendement, de l'assiduité, des heures supplémentaires ou encore de la santé du salarié⁵³⁴. En liant la rémunération à la performance, l'« individualisation du salaire »⁵³⁵ atténue la solidarité entre salariés et les engagent dans des stratégies individuelles de gestion de l'effort : les téléopérateurs sont incités à accroître leurs performances de manière à améliorer leurs salaires. Les exigences de la course à *el khobza* recoupent ainsi les objectifs du management et les intérêts de l'entreprise. Toutefois, cette rencontre ne signifie pas pour autant un alignement en tout point et une appropriation totale par le salarié des objectifs de l'organisation. C'est qu'en réalité, la course derrière les primes est rarement constante et assidue et semble davantage fluctuante et périodique. De sorte que l'implication est loin d'être continue et varie moins en fonction de critères liées à l'organisation du travail que des besoins financiers des téléopérateurs et de leurs projets en dehors du centre d'appel. Adnen, un téléopérateur aux côtés duquel j'avais fait du « tabouret » n'arrêtait pas ainsi de me presser et de me répéter constamment « DMT, DMT » à chaque fois qu'il sentait que mes échanges avec le client au bout du fil allaient durer et que ce faisant je mettais en question son objectif

⁵³⁴ Sur l'évaluation individualisée des performances, Michel Lallement, « Transformation des relations du travail et nouvelles formes d'action politique », in Pepper D. Culpepper, Peter Hall et Bruno Palier (dir.), *La France en mutation, 1980-2005*, Paris, Presses de Sciences Po, 2006, pp. 109-154 ; Michel Lallement et al, « Temps de travail et statut des salariés hautement qualifiés des sociétés de service informatique : une comparaison France-Allemagne », in Rachel Beaujolin-Bellet (dir.), *Flexibilités et performances. Stratégies d'entreprises, régulations et transformations du travail*, Paris, La Découverte, 2004, pp. 179-202.

⁵³⁵ Pierre Dardot et Christian Laval, *La nouvelle raison du monde... op.cit.*, p.312.

de prime. Quand je lui ai posé la question des raisons de son empressement, il m'avait répondu qu'il visait absolument les primes de ce mois-ci. Architecte d'intérieur de formation, la trentaine passée, Adnen comptait profiter de son travail dans le centre d'appel pour « faire le plein financièrement » et préparer son voyage à Dubaï où des contacts devaient l'aider à trouver un emploi⁵³⁶. Viser à atteindre continuellement les objectifs de performance est non seulement éprouvant physiquement et usant psychologiquement mais également impossible concrètement compte tenu de la nature de l'hétérogénéité des demandes et des appels.

Cette stratégie n'est pas exclusivement celle des employés sur le départ, elle est également pratiquée par les étudiants qui occupent un poste à temps partiel au cours de l'année ou à temps plein durant les vacances d'été afin de préparer la rentrée universitaire. J'avais pris l'habitude de rentrer le soir en compagnie de Karim, un jeune étudiant en classes préparatoires aux écoles d'ingénieurs qui cherchait à faire des économies sur le coût des transports tantôt en resquillant dans les transports publics (notamment le train de la banlieue sud) et tantôt en optant pour l'auto-stop. S'il visait les objectifs, c'est qu'il savait pertinemment que ce travail et l'intensité de son implication étaient momentanés et qu'il allait pouvoir se reposer quelques semaines avant la reprise des cours :

« Pour durer dans ce travail, il faut se ménager et ne pas viser tous les objectifs. Ici, chaque appel est un problème, on ne reçoit que des appels avec des problèmes et on ne fait que traiter des problèmes. Alors viser la DMT tout le temps, c'est dur »⁵³⁷.

Cette modulation de l'effort en fonction des exigences et des nécessités hors du travail reflète en réalité les ressorts de l'implication qui ne saurait se réduire à une simple dimension psychologique mais qui renvoie en revanche à l'ensemble des circonstances et des causes qui poussent le salarié à s'engager dans une voie précise en s'impliquant ou en tempérant son engagement⁵³⁸. Les téléopérateurs parlent souvent de « marquer la présence » (*k'ayyed el présence*), autrement dit de se contenter de faire le strict minimum, voire de « lever le pied »⁵³⁹. Travailler tout en prenant de la distance par rapport aux injonctions de la direction

⁵³⁶ Observation participante, Tunis, été 2007.

⁵³⁷ Entretien, Tunis, été 2007.

⁵³⁸ Nicolas Hatzfeld le note également dans « La pause casse-croûte... », art.cit.

⁵³⁹ Observation participante, Tunis, été 2007.

sans pour autant que cela signifie faire acte de résistance⁵⁴⁰. Dans la relation de travail qui engage d'une part celui qui achète la force de travail, les capacités et le temps et d'autre part celui qui vend son temps et sa force, la modulation de l'effort renvoie à une forme de « désengagement de l'intérieur »⁵⁴¹ qui répond autant à la nécessité d'avoir et de préserver cet emploi en jouant le jeu du mode de production tout en gardant des distances vis-à-vis des exigences de la direction en s'épargnant le stress et la fatigue que suppose la course continue derrière les primes⁵⁴². Cette modulation des efforts est d'autant plus prégnante qu'une grande partie des jeunes employés vivent le travail dans les centres d'appels comme une occupation instable qui participe de l'insertion précaire au marché de l'emploi en attendant de retrouver une normalité économique.

4) Le centre d'appel, un « provisoire qui ne cesse de durer ».

Pour une grande partie des jeunes diplômés, le travail dans les centres d'appels est indissociable du sentiment de déclassement. De nombreux salariés entrent dans ce secteur avec le sentiment de faire un emploi « provisoire » nécessaire pour « tenir » (*chaddan yed*), pour gagner un peu d'argent, s'épargner l'humiliation de l'indigence et continuer à chercher un emploi en adéquation avec leurs qualifications⁵⁴³. En réalité, ce sentiment du « provisoire » procède de l'expérience du déclassement que vit le diplômé une fois arrivé sur le marché de l'emploi est d'autant plus frustrante qu'elle contraste avec « l'illusion promotionnelle »⁵⁴⁴

⁵⁴⁰ Sur ces prises de distance, Alf Lüdtke, *Des ouvriers dans l'Allemagne du XXème siècle...op.cit.*

⁵⁴¹ Nicolas Jounin, *Chantiers interdits au public... op.cit.*

⁵⁴² Sur le temps comme rapport de force dans la relation marchande de travail, Danièle Linhart et Aimée Moutet (dir.), *Le Travail nous est compté. La construction des normes temporelles du travail.* Paris, La Découverte, 2005.

⁵⁴³ Expressions de téléopérateurs employées aux cours des échanges que j'ai eus avec nombre d'entre eux dans le centre d'appel, été 2007. Sur le sentiment de travailler tout en rêvant d'ailleurs, d'être un « travailleur-passant », voir, Pascale Trompette, « « Un rayon de soleil dans l'atelier... », *Terrain*, n°39, septembre 2002, mis en ligne le 17 décembre 2007. URL : <http://terrain.revues.org/1426>.

⁵⁴⁴ Franck Poupeau et Sandrine Garcia, « Violences scolaires : la faute à l'école ? De l'illusion promotionnelle à la remédiation sociale » in Laurent Bonelli et Gilles Sainati (dir), *La machine à punir. Pratiques et discours sécuritaires*, Paris, l'Esprit frappeur, 2001, pp. 119-130. La littérature produite en France sur les conséquences de la démocratisation scolaire est de grand secours pour comprendre le sentiment de déclassement des diplômés tunisiens. Sur la promotion comme « fiction nécessaire » et son lien avec le déclassement des jeunes, Marie Duru-Bellat, *L'inflation scolaire. Les désillusions de la méritocratie*, Paris, Seuil, 2006 ; sur les effets du déclassement sur les attitudes politiques, Camille Peugny, *Le Déclassement*, Paris, Grasset, 2009.

dans laquelle il a été bercé jusque-là et qui consiste à reporter sur l'institution scolaire tous les espoirs d'ascension et de promotion sociale. Le déclassement provient du décalage entre les chances de vie (*Lebenschance*) auxquelles ces jeunes espéraient et la réalité du quotidien qu'ils mènent ou qu'ils subissent, faite essentiellement de prolétarianisation⁵⁴⁵. Hayfa une orthophoniste de formation exprime ce sentiment en ces termes :

« On fait un métier stressant. Ce n'est pas un métier d'avenir, la rémunération ne correspond à la flexibilité des horaires du travail, du stress. Sur 8h de travail, on travaille à 90% du temps pour un salaire de 400DT. C'est malheureux de voir des maitrisards qui travaillent pour ce salaire. Mais on n'a pas le choix. Moi par exemple, je dois ouvrir un cabinet, ce qui n'est pas évident ou trouver une place dans le secteur public, dans un centre pour enfant handicapé mais les places sont rares »⁵⁴⁶.

Ce même sentiment est partagé par Ali, un jeune trentenaire qui a galéré pour obtenir sa maîtrise en droit avant d'intégrer le centre d'appel sans avoir l'intention d'y faire carrière et qui se retrouve après deux ans à faire le même travail :

« Je connaissais la nature du boulot dans ces centres, j'ai des amis qui y travaillent mais je me suis dit au départ, allez, vas-y, fonce, tu fais un peu d'argent, c'est toujours mieux que de rester les bras croisés et puis je continue à chercher et à la première bonne occasion je me casse. Cela fait deux ans que je travaille dans ce centre. Au départ, je me suis dit c'est provisoire, le temps de se poser, avoir un peu d'argent et continuer à postuler et à chercher du travail. La première année était difficile, fatigante, éprouvante. Je voulais laisser tomber mais je n'avais pas le choix, à 30 ans, mieux vaut galérer ici qu'ailleurs. Heureusement que j'ai réussi à décrocher un poste dans le *back office* ce qui m'a permis de me débarrasser de la prise d'appel qui est vraiment épuisante. Je suis toujours ici et je continue à chercher un poste dans le service juridique d'une entreprise ou d'une banque mais il n'y a rien et ce qui était initialement provisoire ne cesse de durer et c'est frustrant que de penser que je passerai ma vie ici »⁵⁴⁷.

Ainsi, une grande partie des employés dans les centres d'appels sont des jeunes diplômés qui vivent le travail comme s'il s'agissait non pas d'un emploi mais de

⁵⁴⁵ *Lebenschance* est un concept de Max Weber cité par Pierre Dardot et Christian Laval, *La nouvelle raison du monde...op.cit.*, chapitre 13, « La fabrication du sujet néolibéral ».

⁵⁴⁶ Entretien, Tunis, été 2007.

⁵⁴⁷ Entretien, Tunis, été 2007.

l' « antichambre de l'emploi »⁵⁴⁸ avant de se laisser enrôler sous l'effet des difficultés d'accès à l'emploi en adéquation avec leurs qualifications et leurs aspirations. Ces centres permettent à des milliers de diplômés de gérer une insertion rendue difficile sur le marché de l'emploi aussi bien par le chômage massif que la spécialisation « bas de gamme » de l'économie tunisienne. De fait, la faible capacité de création d'emplois de l'économie tunisienne a touché non seulement la main d'œuvre non qualifiée mais également les populations diplômées. Le chômage des diplômés a atteint des proportions importantes : 45,2% selon les statistiques de la Banque mondiale, révélant du coup les limites du modèle de développement tunisien intensif en main d'œuvre non qualifiée⁵⁴⁹.

Pour les diplômés qui cherchent à s'insérer au marché de l'emploi stable et valorisé, la frustration semble être difficile à conjurer compte tenu de l'inadéquation des emplois proposés avec les diplômes obtenus. En effet, la consultation nationale sur l'emploi de 2008 a révélé que 43% des maîtrisards occupent des emplois nécessitant peu de qualifications. De même, 35% des techniciens et 10% des ingénieurs occupent des emplois déclassés. Cette situation se trouve aggravée par la précarisation de l'emploi et l'insécurité qui règnent dans le monde du travail : 23% des jeunes salariés travaillent sans contrats et plus de la moitié des emplois disponibles sur le marché du travail sont conclus sous forme de contrats à durée déterminée. L'accès durable à l'emploi ne concerne que le cinquième des diplômés⁵⁵⁰. La gravité de la crise de l'emploi en Tunisie est d'autant plus structurelle qu'il s'agit d'un chômage d'insertion et non de licenciement qui touche de fait particulièrement les jeunes et surtout les diplômés. En effet, 80% des chômeurs recensés en 2004 sont âgés de moins de 35 ans. Les chiffres du chômage de 2008 font état d'un demi-million de chômeurs et environ 100 000 demandeurs d'emplois dont une grande partie sont diplômés qui, approchant de la quarantaine et en l'absence de perspectives professionnelles stables, se seraient retirés du

⁵⁴⁸ Sur la gestion de la débrouille des jeunes en galère, François Dubet, *La galère. Jeunes en survie*, Paris, Fayard, 2003 (première édition, 1987), et sur le sentiment d'être dans l'antichambre de l'emploi, voir Stéphane Beaud, *80 % au bac... et après ? Les enfants de la démocratisation scolaire*, Paris, La Découverte, 2002.

⁵⁴⁹ World Bank, *The road not travelled: Education Reform in the Middle East and North Africa*, Washington D.C, MENA Development Report, 2008, source: <http://siteresources.worldbank.org/>.

⁵⁵⁰ Banque mondiale et Ministère de l'Insertion et de la formation professionnelle, *Dynamique de l'emploi et adéquation de la formation parmi les diplômés universitaires*, Rapport sur l'insertion des diplômés de 2004, Tunis, 2008.

marché du travail salarié⁵⁵¹. Dans ces conditions, le déclassement est loin d'être un simple sentiment ; il constitue avec la précarisation et la flexibilisation les conditions de conciliation d'un ordre économique structurellement incapable d'intégrer les nouveaux entrants sur le marché de l'emploi et une massification scolaire menaçante pour les équilibres sociopolitiques du régime.

La crise de l'emploi participe à la diffusion de l'incertitude et pousse les plus fragiles à s'accrocher et à se lancer dans une concurrence afin de faire carrière dans les centres d'appels. Bien qu'en nombre réduit, le recrutement interne pour les postes d'encadrement ou les postes administratifs dans certains gros centres d'appels participent à la mobilisation des téléopérateurs en accentuant la concurrence entre eux.

« On peut faire carrière ici. Je connais des salariés qui ont commencé en tant que téléopérateurs et qui sont devenus des « plateau manager » quelques années plus tard. La politique de recrutement interne permet d'évoluer. C'est vrai qu'entre téléopérateur et superviseur (responsable de groupe), le salaire ne diffère pas énormément, 10 DT environ, mais c'est tout de même une évolution, un poste de responsabilité et surtout cela épargne la prise d'appel. Certains visent les services administratifs et même s'ils ne sont pas beaucoup mieux payés, ils sont au moins tranquilles, et subissent beaucoup moins le stress »⁵⁵².

Bien qu'elles soient réduites et peu nombreuses, les possibilités d'évolution dans la hiérarchie constituent une perspective de carrière que les téléopérateurs cherchent à saisir pour devenir chef d'équipe, responsable qualité ou pour travailler dans les services administratifs, dans la comptabilité ou dans la gestion ou simplement dans le back office dans la gestion du courrier postal et électronique, perçu comme une planque dans la mesure où elle épargne le stress et la fatigue de la prise d'appel. Difficilement accessible puisqu'elle ne concerne en moyenne qu'un responsable sur une vingtaine de téléopérateurs, cette promotion qui dépend des besoins d'encadrement est vécue comme une sorte d'échappatoire à la

⁵⁵¹ Selon ce rapport la crise de l'emploi n'est pas sans rapport avec le développement du célibat chez les jeunes de moins de 30. En effet, 95% des hommes et 80% des femmes se marient au-delà de l'âge de 30 ans, Banque mondiale et gouvernement de Tunisie, *Compétitivité et croissance. Le défi de l'emploi aux multiples dimensions...op.cit.* Il va de soi que les chiffres du chômage ont depuis le 14 janvier 2011 revu à la hausse compte tenu de la non-fiabilité des statistiques publiques. Les estimations de mars 2012 font état de 800 000 chômeurs dont 240 000 diplômés de l'enseignement supérieur.

⁵⁵² Entretien avec une responsable au service qualité, Tunis, été 2007.

condition d'ouvriers du tertiaire. Faire carrière dans un centre passe, pour la majorité de ces jeunes, par une promotion considérée souvent comme un retour à une trajectoire normale à laquelle ils étaient destinés, vécue comme un espoir de retrouver le chemin de l'ascension sociale. Conscients de cela, certains centres d'appels recrutent en interne, privilégient les employés de l'entreprise afin de pouvoir garder les éléments les plus compétents et surtout de motiver le personnel et entretenir l'espoir que « chacun peut y arriver à condition de réussir les tests et les entretiens », comme me l'avait annoncé un responsable de groupe⁵⁵³. Dans cette sélection, les élus sont peu nombreux et les déçus cherchent tant bien que mal à tenir le coup malgré la souffrance et les conditions de travail éprouvantes. D'une part, dans les centres d'appels les mieux structurés, l'encadrement représente 10% des employés ce qui réduit considérablement les chances de faire carrière pour une grande partie du personnel et d'autre part, les promotions sont aléatoires puisqu'il n'existe aucune grille d'avancement dans laquelle existe une prise en considération de l'ancienneté en tant que critères susceptibles d'atténuer la frustration des plus anciens⁵⁵⁴. Si l'ascension est relativement organisée dans les grands centres d'appels, ce n'est pas le cas ailleurs où monter dans la hiérarchie dépend du bon vouloir du chef de plateau ou du directeur⁵⁵⁵. Les maux de têtes, les douleurs du dos et des yeux tout comme au niveau des oreilles voire dans certains cas les infections à cause de casques non protégés et non personnalisés, sont des maladies caractéristiques de ce travail⁵⁵⁶. Durant mon terrain, j'ai remarqué que de nombreux téléopérateurs demandaient aux superviseurs des cachets pour calmer les maux de tête. La prise de ces cachets est si banale qu'elle fait officieusement partie des missions des superviseurs et des chefs d'équipe. De fait, bien qu'elle ne s'accompagne pas d'une forte hausse du salaire, l'évolution dans la hiérarchie participe à éviter cette souffrance et à rendre les conditions de travail plus acceptables.

⁵⁵³ Observation participante, Tunis, été 2007.

⁵⁵⁴ Entretien avec un syndicaliste, Tunis, été 2011.

⁵⁵⁵ Mon interlocuteur syndicaliste relate des cas de centres où c'est la proximité avec le patron qui compte dans l'avancement : liens de parenté, être parmi ses amis voire dans le cas des salariées femmes accepter ses avances. Entretien, Tunis, été 2011.

⁵⁵⁶ Durant les cinq semaines que j'avais passées dans le centre d'appel, les maux de tête ont été quotidiens. Sur la souffrance au travail, voir Christophe Dejours, *Travail, usure mentale*, Paris, Bayard, 1993 ; pour une revue de la littérature Michel Gollac et Serge Volkoff, « La santé au travail et ses masques », *Actes de Recherche en Sciences Sociales*, n°163, 2006/3, pp.4-17

Le déclassement semble être le destin des victimes de la démocratisation scolaire dont l'ascension tant promise a été dévoyée sur l'autel de la flexibilisation et de la précarisation des relations salariales indispensables à la reproduction d'un modèle économique incapable de les intégrer. Ce que constate Stéphane Beaud pour la France vaut également pour la Tunisie. Il avait relevé qu'il y a chez les jeunes « la tendance à accepter le travail comme une chance, presque comme une aubaine, qui ne se comprend qu'en référence à leur objectif de se voir 'occupés', de 'faire quelque chose' [...] Ainsi, ils apparaissent particulièrement disponibles, pleins de bonne volonté, dociles. Trop heureux d'avoir, en bout de course, trouvé un 'boulot', même si celui-ci est aux antipodes de l'emploi escompté. Progressivement, ils se sont laissés gagner par le jeu de l'entreprise, devenant à leur insu de plus en plus 'ouvriers' dans leur tête même s'ils gardent toujours en eux le secret espoir qu'ils n'en resteront pas là. Ils aspirent vite à 'monter', à se faire remarquer par la hiérarchie pour passer du côté du petit encadrement d'atelier ou rejoindre les 'bureaux', le monde social auquel ils se sont longtemps crus destinés⁵⁵⁷ ». Cette demande de retrouver une trajectoire digne et conforme à l'investissement scolaire personnel et familial n'a pas simplement trait à la dimension matérielle ou symbolique d'ascension sociale, mais bien plus à une demande de dignité et de reconnaissance. Au cours de l'année 2007, le premier syndicat de défense des travailleurs dans ce secteur a vu le jour en Tunisie. Initialement formé par les membres de l'encadrement (chef d'équipe, superviseur, responsable qualité), ce syndicat a formulé des revendications portant sur la rémunération (augmenter le prix de l'heure qui était de 2,2 DT), mais également sur les conditions de travail (renouveler les sièges et les écrans des ordinateurs dont la mauvaise qualité cause des douleurs, prévoir une visite médicale annuelle pour évaluer les problèmes de vision et surtout de surdité). Une autre revendication centrale notamment chez les jeunes porte sur la fourniture de tickets restaurant de la part de l'entreprise. Lorsque j'ai posé la question à une téléopératrice sur les raisons de cet engouement pour une demande à laquelle l'entreprise ne pouvait que répondre défavorablement et lui ai suggéré de revendiquer une indemnité financière pour la nourriture, elle m'a répondu :

« J'ai vu mon père prendre sa musette tous les matins avant d'aller au travail. Il s'est saigné pour que je réussisse et me voilà, je me retrouve à mon tour à ramener

⁵⁵⁷ Stéphane Beaud, *80% au bac...et après...* op.cit., p. 322.

mon déjeuner dans une musette ; des collègues mangent des sandwiches à l'ombre des murs du centre. On veut ces tickets restaurants »⁵⁵⁸.

On voit clairement que les tickets-restaurant n'ont pas qu'une valeur financière. Pour la majorité des jeunes qui travaillent dans les centres d'appel, ils symbolisent non seulement une stabilité (qui va avec le salariat) mais également une reconnaissance d'un travail respecté, plus élevé dans la hiérarchie sociale que celui d'un OS des services.

5) « Un appel est un rapport de force ».

Si pour de nombreux téléopérateurs, le « provisoire ne cesse de durer » c'est que quitter le centre d'appel est une entreprise aventureuse aux conséquences désastreuses compte tenu de la situation du marché du travail et des exigences matérielles qui pèsent sur un grand nombre d'entre eux. Issus des classes populaires, beaucoup de jeunes diplômés doivent rembourser les prêts étudiants contractés auprès des caisses de sécurité sociales au risque de les voir prélever sur le salaire ou la pension retraite de leurs parents. D'autres se trouvent dans l'obligation d'aider leurs familles ou de subvenir aux dépenses de leurs propres foyers. Adel, un téléopérateur, la trentaine passée, a réussi grâce à son labeur depuis trois ans dans le centre à financer son mariage et à fonder une famille. Ce diplômé en langue française qui avait passé à plusieurs reprises sans succès le concours d'aptitude à la profession d'enseignant du secondaire (CAPES), véritable épouvantail de l'accès à la fonction publique estime qu'il doit s'accrocher et ne pas flancher en dépit de l'envie de claquer la porte du centre à maintes reprises. Comme j'étais nouveau dans le centre, il m'avait ainsi déclaré au détour d'une conversation lors d'une pause :

« On apprend beaucoup de chose ici sur la communication, le marketing mais je te donne un conseil, ne tarde pas trop. Ce boulot est pour une année maximum. Fais un peu d'argent et cherche à côté en même temps car si tu te laisses aller, tu vas t'apercevoir qu'enfin du compte tu échanges ta liberté et tes projets d'avenir contre un salaire qui disparaîtra au bout de la première semaine du mois. Ici, c'est un cimetière ; ou tu en sors, ou bien tu t'accroches mais c'est usant (*tagti'* : littéralement : se faire déchirer) »⁵⁵⁹.

⁵⁵⁸ Entretien, Tunis, été 2007.

⁵⁵⁹ Discussion, Observation participante, Tunis, été 2007.

Comment tenir face à l'usure du travail et comment rendre le quotidien au travail moins pénible sans pour autant se faire prendre par la direction ? Comment réduire la fatigue et éviter un travail crevant quand on ne maîtrise pas le flux des appels ?

Au cours de mes séances de « tabouret », j'ai pu relever que les téléopérateurs les plus aguerris avaient développé une capacité importante à diriger la conversation téléphonique. Si elle constitue une modalité essentielle de modulation de l'effort en fonction du désir de poursuivre périodiquement les objectifs en vue d'améliorer la rémunération, elle ne constitue pas moins une manière d'éviter de s'impliquer dans des appels qui exigent de leur part beaucoup d'attention, de concentration, de fatigue et de « prise de tête » (*takssir rass*). Adnen, téléopérateur évoqué précédemment, parle de la « capacité à diriger l'appel » qu'il explicite en ces termes :

« Il ne faut pas perdre du temps à écouter le client. Les gens sont capables de parler longtemps et de tout. Il ne faut pas hésiter à les couper une fois leur demande identifiée, ne pas les laisser s'étendre sur les détails et si tu sens que les gens ont du mal à formuler leurs requêtes, il ne faut pas hésiter à prendre les devants, en posant des questions précises. Avec de l'expérience, on reconnaît les profils des clients ; il y a les bavards, les timides, les grandes gueules, les sympas, ceux qui s'y comprennent en informatique d'autres pas, etc. Il faut toujours avoir la main, toujours diriger la discussion, ne pas se laisser faire quand il le faut. Un appel est un rapport de force »⁵⁶⁰.

Si Adnen vit chaque appel téléphonique comme un rapport de force c'est qu'il se sent engagé dans une bataille qui le met en face, d'une part, d'un client qui lui réclame de mettre à sa disposition son temps, ses capacités et sa subjectivité et, d'autre part, d'une direction qui exige simultanément un traitement de qualité des appels et surtout de la productivité. A la répétition de ces situations usantes, le salarié répond par un art de manœuvrer qui consiste à prendre le dessus sur le client, quand cela est possible⁵⁶¹. Ce sont souvent des salariés confirmés qui sont les plus à mêmes de « *driver* » les appels et de dominer ce rapport de force. Leur connaissance parfaite des produits de l'entreprise et leur expérience dans la prise d'appel leur permettent de maîtriser ses interactions : en étant directif ou conciliant, en

⁵⁶⁰ Observation participante, conseils formulés par Adnen lors des séances « tabouret », Tunis, été 2007.

⁵⁶¹ On retrouve les « arts de faire » qui ne remettent pas en cause l'ordre des choses mais le subvertissent, Michel De Certeau, *L'invention du quotidien...op.cit.*

essayant d'imposer certaines options plutôt que d'autres, en conduisant l'échange et en identifiant rapidement les profils des clients pour s'y adapter. Sachant que la qualité de l'échange n'est pas rétribuée par une rémunération supplémentaire, la conduite du téléopérateur cherche à assurer une forme de retrait ou de reprise de soi qui consiste à se désengager le plus rapidement possible de l'échange téléphonique. Tout en s'appuyant sur les règles de la production et en respectant l'organisation du travail imposée par le management (script, temps, produits), le téléopérateur improvise des manières de se soustraire à des échanges éprouvants pour les nerfs ; il mobilise un art de mener l'échange dans lequel il fait jouer le ton, le sens de l'écoute et de la réplique de manière à ne pas se faire envahir par le client, à encaisser le moins possible, à éviter les tracasseries, et s'épargner des souffrances mentales et physiques⁵⁶². Cette attitude est une affaire de style : chacun utilise son vocabulaire, son lexique, sa manière de parler, d'« aller droit au but » et s'y réfugie lorsque le client se montre agressif ou insistant⁵⁶³. De même, elle ne participe pas moins à manipuler le dispositif de rémunération qui rattache le rendement à la rétribution puisqu'elle débouche en grande partie sur une réduction de la durée de traitement des appels.

Les téléopérateurs les moins expérimentés cherchent d'autant plus à esquiver les demandes encombrantes nécessitant beaucoup de temps de traitement et d'efforts qu'ils maîtrisent peu les produits commercialisés par le centre, les conditions techniques et réglementaires de souscription, de déménagement d'une ligne ou de résiliation. Comme mes collègues nouvellement intégrés au « plateau », j'ai souvent essayé de fuir ces appels en les transférant, à tort, au service technique ou en communiquant au client le numéro d'un autre service à contacter qui serait plus à même de répondre à sa requête tout en sachant que le client finira par rappeler le service commercial dans lequel j'étais et en espérant qu'il ne tombera pas sur moi. En réalité, les longues conversations téléphoniques finissent toujours par laisser le téléopérateur qui se retrouve souvent amené à régler de gros problèmes et qui préfère abréger celles-ci quitte à « tricher ». Lorsque les appels s'éternisent, les téléopérateurs

⁵⁶² Sur ce thème de la résistance à l'usure au travail, Pierre Roche, « Santé malmenée, usure prématurée Des jeunes salariés entre résignation et résistance », *Revue internationale de psychologie*, n°24, Vol XI, 2005, pp.21-40 ; sur la souffrance au travail, Yves Clot et Dominique Lhuillier (dir.), *Travail et santé. Ouvertures cliniques*, Toulouse, éditions érès, 2010.

⁵⁶³ Chantal Cossalter, « La compression des temps. Quand les services financiers s'équipent en plateaux téléphoniques », in Danièle Linhart et Aimée Moutet (dir.), *Le travail nous est compté...op.cit.*, pp.141-160.

n'hésitent pas à multiplier les mises en attente du client pour souffler, chercher l'information tranquillement et s'extraire d'une conversation éprouvante pour les nerfs. Ces pratiques sont interdites par la direction mais les téléopérateurs en usent car ils savent que les procédés de contrôle tels que la double-écoute ne sont pas pleinement exploités notamment à des moments particuliers de la journée⁵⁶⁴. L'expérience acquise au fil du temps et les relations d'amitiés qui relient les téléopérateurs aux superviseurs chargés de gérer le flux téléphonique et de distribuer les appels entrants sur les postes permettent aux premiers de connaître les combines pour atténuer les effets du flux à défaut de pouvoir le freiner : « Tu fais 'rappeler' et 'prêt', cela te permet de revenir à la fin de la liste sur l'écran de la vigie qui distribue les appels. Il ne faut pas en abuser, sinon ils vont s'en apercevoir, surtout lorsque les appels sont nombreux, mais c'est très pratique de temps en temps » me disait un téléopérateur avec lequel j'avais sympathisé.

Cette manipulation consiste en réalité à rappeler le dernier client dont on a traité l'appel comme si sa demande l'exigeait vraiment et à presser sur la touche « prêt » qui veut dire que le téléopérateur est prêt à recevoir un nouvel appel. Ces deux ordres contradictoires font basculer le téléopérateur en dernière position sur la liste des postes vacants qui s'affiche sur l'écran des superviseurs chargés de gérer le trafic téléphonique. Cette manipulation est une parade qui permet au téléopérateur de repousser la prise de l'appel suivant et de reprendre son souffle après une succession d'appels épuisants. Cette tactique suppose une connaissance du système de gestion des appels et du travail des superviseurs ainsi qu'une capacité à apprécier l'intensité du flux indispensables à faire des « coups » dans l'organisation mise en place par le management.

Ces conduites clandestines et inavouables par les salariés que seule l'observation participante a permis de faire émerger constituent une des modalités de la possibilité même de ce travail. Ces conduites relèvent moins de la paresse ou de la flânerie, qu'elles ne reflètent un rejet partiel d'un travail répétitif, exténuant, et d'un encadrement étouffant que les téléopérateurs ne peuvent rejeter complètement, d'où l'obligation de « tenir le coup » et de s'accrocher en dépit du déclassement, du manque de reconnaissance, de la lassitude et de la

⁵⁶⁴ Cela semble être le cas dans tous les centres d'appel. Par exemple, Selma Venco le mentionne également pour les centres sur lesquels elle a travaillé au Brésil. Voir son article, « La violence sociale fabriquée au travail... », art.cit.

monotonie. Ces conduites renvoient ainsi à des bricolages quotidiens qui mettent à distance la pénibilité du travail et participent à désamorcer les conflits entre le monde du travail et le monde hors du travail qui ne fait que pousser les jeunes à s'accrocher à leurs emplois compte tenu de l'absence d'alternatives⁵⁶⁵. Il s'agit de composer et de faire avec la discipline au travail en l'innervant d'une multitude d'indisciplines : on mange un peu sur le temps de pause, on grappille quelques minutes en arrivant un peu après la fin du temps de pause, on cherche à raccourcir les appels, on fait en sorte de se mettre à la fin du fil d'attente, on essaye d'abrégé les conversations, de ne pas écouter le client au bout du fil, de faire en sorte que ce qui sort par l'oreille droite sorte par la gauche, de faire son travail machinalement en se préservant psychologiquement et de s'absenter quelques jours quand on n'en peut plus.

Bien qu'ils soient réalisés individuellement et de façon clandestine, ces comportements sont connus de la direction ne serait-ce que parce que les chefs d'équipe et les superviseurs ont été auparavant eux-mêmes téléopérateurs et pourtant, ils laissent-faire. Il s'agit dès lors d'analyser les ressorts de ce laisser-faire en repérant la manière dont ces conduites s'enchaînent dans des arrangements à l'œuvre dans le centre indispensables à concilier d'une part le souci des téléopérateurs de se préserver tout en assurant des ressources matérielles de subsistance et d'autre part les exigences productivistes du management.

6) *El khobza* comme régime de régulation.

Au terme de la période de formation, le groupe de nouveaux téléopérateurs auquel j'appartenais a été intégré au « plateau » sous la responsabilité de deux chefs d'équipe qui étaient chargés de faciliter notre insertion et de veiller à apprécier et à veiller à l'amélioration des performances de chacun d'entre nous ainsi qu'appliquer la discipline et veiller à l'assiduité en surveillant l'absentéisme et la ponctualité des membres de l'équipe. La première semaine d'intégration au « plateau » a été marquée par la multiplication des retards dans la prise des postes le matin, les dépassements des minutes de pause, les absences de plusieurs membres et le non-respect des objectifs de productivité, notamment la DMT. Cette situation

⁵⁶⁵ Cette analyse est inspirée d'Aihwa Ong, *Spirits of Resistance and Capitalist Discipline: Factory Women in Malaysia*, New York, State University of New York Press, 2010 (1ère édition, 1987) qui parle des tentatives des ouvrières de l'industrie textile en Malaisie de concilier leur monde « traditionnel » et les exigences modernes de l'organisation du travail en entreprise.

jugée alarmante par les chefs d'équipe les a incités à nous convoquer collectivement pour une réunion que l'un d'eux avait ouverte en ces termes :

« Je comprends que vous êtes des diplômés et que vous méritez mieux que ce boulot. Je comprends que la situation du marché de l'emploi n'a pas permis cela mais n'oubliez pas ; ce travail c'est votre *khobza*, et c'est la nôtre aussi. Tâchez de ne pas jouer avec votre *khobza* ni avec la nôtre, prenez en soin et j'attends de vous plus d'assiduité »⁵⁶⁶.

Sans désigner les causes de ce laisser-aller de la part des salariés, ce chef d'équipe a implicitement divulgué dans l'intimité d'un bureau ces tactiques de subtilisation du temps qui relèvent du « secret public »⁵⁶⁷ - une pratique que tout le monde fait mais qui n'est jamais évoquée tant elle fait partie de la normalité au travail. Les chefs d'équipe connaissent ce genre de manières de faire et le témoignage de ce responsable renvoie à une certaine complicité bienveillante qui demeure toutefois conditionnée à son maintien dans les limites de l'acceptable et de l'indétectable, du moins pour les échelons supérieurs. Le responsable de l'équipe est prêt à tolérer le centre d'appel « buissonnier »⁵⁶⁸ pour peu que cela ne mette pas en danger sa propre *khobza*. Autrement dit, l'encadrement est chargé de mettre les nouveaux téléopérateurs au travail, de les impliquer et les porter à respecter les objectifs de production fixés par la direction. L'échec des responsables d'équipe met en cause leurs compétences et leurs qualités managériales et les fragilisent vis-à-vis de leur supérieur hiérarchique direct, le chef de production qui doit à son tour rendre des compte au directeur. Du coup, se montrer laxiste face à ces comportements, fait courir à tout responsable de groupe le risque d'être mis sur la sellette et éjecter de son poste pour retrouver celui de téléopérateur qu'il a tout fait pour fuir. Mais inversement, empêcher tout relâchement et toute déviation par rapport aux critères est impossible tant cela remettrait en cause, à terme, l'implication et la stabilité minimale des téléopérateurs nécessaires au fonctionnement du centre d'appel. De fait, la référence au refus de jouer avec *el khobza* a directement été perçue par les salariés présents comme une menace : à ce premier avertissement succédera forcément les sanctions à l'encontre de ceux qui

⁵⁶⁶ Observation participante, Tunis, été 2007.

⁵⁶⁷ Expression de George Simmel citée dans Michel Anteby, « La 'perruque' en usine : approche d'une pratique marginale, illégale et fuyante », *Sociologie du travail*, n°45, 2003, pp.453-471, p.464.

⁵⁶⁸ Référence implicite à « l'usine buissonnière », citée dans Pascale Trompette, « « Un rayon de soleil dans l'atelier... », art.cit.

refuseront de se plier aux injonctions du management. Et il l'a été d'autant plus que l'expression « on ne joue pas avec *el khobza* » fait écho dans la société tunisienne : elle est largement utilisée par les gens ordinaires pour exprimer la gravité des situations qui exige de la part de chacun, selon la situation contraignante dans laquelle il se trouve, à faire preuve de ténacité, de vengeance, de compromission ou de lâcheté, à se montrer sans foi ni loi en vue de défendre son bien-être, ses avantages et sa position autrement dit sa *khobza*. En parlant ainsi, le responsable du groupe fixe les limites, tire une sonnette d'alarme et surtout fait appel implicitement à la contrainte. Cette histoire révèle la nature des relations entre téléopérateurs et les responsables de groupe faites essentiellement de contraintes quoique tempérées par des formes de négociation dans des limites qui ne vont pas à l'encontre de l'entretien du processus de production. C'est ce qu'exprime cette chef de groupe :

« Chaque responsable comprend son rôle à sa manière. Il y a les autoritaires qui mettent de la distance vis-à-vis des membres de leurs groupe, ce n'est pas mon cas. De mon côté, j'essaye d'aider les téléopérateurs, d'animer l'équipe et d'être à leur côté en cas de besoin plutôt que de les diriger ou de leur mettre la pression. Tout le monde ici même la direction a compris que le plus important dans un centre d'appel ce n'est pas le responsable mais le téléopérateur. C'est lui qui fait le boulot, qui supporte les caprices des clients et leurs mauvaises humeurs. En même temps, il faut recadrer les gens quand ils ont tendance à se laisser aller. J'étais téléopératrice et je sais comment cela se passe : on se dit : je marque la présence, je fais le boulot et j'aurais le salaire à la fin. Les téléopérateurs peuvent le faire mais nous on est censé faire respecter les objectifs quand les téléopérateurs les laissent tomber. On est évalué sur ça »⁵⁶⁹.

Un autre responsable de groupe me décrit en ces termes sa conception du travail :

« Je suis de près le travail des membres de l'équipe dont j'ai la charge. Je les aide et je les assiste s'ils ont besoin d'aide. Mais surtout je veille à ce que tous les membres de l'équipe soient bien impliqués. Il y a des objectifs à tenir et je suis payé en fonction des résultats de mon équipe. Donc j'évalue le travail de chacun, son sérieux, son implication et la qualité de son travail. Je dirais que le boulot du responsable est de gérer plus que de surveiller, d'animer l'équipe plus que de la surveiller car nous sommes nous-mêmes surveillés et tenus par des objectifs »⁵⁷⁰.

⁵⁶⁹ Entretien, Tunis, été 2007.

⁵⁷⁰ Entretien, Tunis, été 2007.

Ainsi, le rôle des responsables de groupe consiste à assurer un « compromis productif »⁵⁷¹ qui garantit le consentement et l'adhésion des salariés à la logique productiviste de l'entreprise. *El khobza* constitue une sorte de règle non écrite qui n'est interprétée ni par les téléopérateurs ni par le petit encadrement comme une forme de résistance à l'ordre du centre mais une composante de son fonctionnement. Lorsque les pratiques des salariés ont mis à mal les objectifs fixés par la direction, les responsables directs du groupe ont interprété ceci comme une mise en cause de leurs autorités et de leurs compétences et une mise en danger de leur *khobza* suscitant une situation conflictuelle que seul le rappel à l'ordre était capable de régler. Ces conduites de distanciation et de « détournement du temps pour soi »⁵⁷² sur le temps du travail et *infine* de désengagement partiel du processus de production sont intégrés par l'encadrement qui en joue, en couvrant, parfois, les téléopérateurs qui lèvent le pied et en exerçant une pression sur eux ou en les menaçant de sanction d'autres fois mais toujours en intégrant ces conduites dans le sens de la consolidation de « l'ordre productif »⁵⁷³. C'est que ces bricolages ne sont pas complètement au désavantage de l'entreprise puisque ne pouvant tolérer une désobéissance totale aux ordres et une subversion continue de l'autorité, les responsables de groupe tolèrent ces petits retards et ces pratiques d'accommodement qui cherchent à voler du temps de repos, à évacuer la frustration, à calmer les souffrances et colmater les brèches de vies précaires ouvertes par des insultes ou des remarques humiliantes reçues de la part d'un client indélicat ou ouvertement raciste au bout du fil⁵⁷⁴.

La course à *el khobza* de ces téléopérateurs pris dans la trappe des centres d'appels renvoie à une invention de la vie quotidienne qui cherche à rendre « à peu près vivable l'invivable afin de pouvoir tenir le plus longtemps possible »⁵⁷⁵, à atténuer l'injustice du déclassé par une recherche de promotion dans le centre et à opposer un zeste d'optimisme pour endiguer le sentiment de se faire avoir et de s'embourber à mesure que les

⁵⁷¹ Jean Pierre Durand, *Travailler aujourd'hui: flux tendu et servitude volontaire...op.cit.*, p.281.

⁵⁷² Alf Lüdtké, *Des ouvriers dans l'Allemagne du XXème siècle... op.cit.* chapitre 1 « Le domaine réservé : affirmation de l'autonomie ouvrière et politique chez les ouvriers d'usine en Allemagne à la fin du XIXème siècle », p.59.

⁵⁷³ Michel Anteby, « La 'perruque' en usine... », art.cit, p. 466.

⁵⁷⁴ Natacha Borgeaud-Garciandia a relevé cette même logique dans les *maquillas* du Nicaragua, *Dans les failles de la domination*, Paris, Presses Universitaires de France, 2009, p.37 et suiv.

⁵⁷⁵ Pierre Roche, « Santé malmenée, usure prématurée... », art.cit, p. 31.

responsabilités familiales et financières se multiplient. Alf Lüdtke a montré que bien que leur signification politique demeure ambiguë, en tant que recherche de redistribution du temps et des chances de vie, ces conduites de distanciation remettent en cause la conception classique du politique. Elles renvoient à une demande de dignité et de bien-être susceptible de faire le lit d'actions collectives de défense des intérêts matériels⁵⁷⁶. C'est ce qui s'est passé dans ce secteur dès la fin de 2007 avec les tentatives de former le premier syndicat pour défendre le droit des salariés à de meilleures conditions de travail⁵⁷⁷ : généralisation des casques, changement périodique des sièges et des écrans d'ordinateurs, revendication d'amélioration de la paie et de l'établissement d'une grille d'avancement aux conditions clairement établies.

La flexibilisation des conditions de travail dans les centres d'appels qui a touché les diplômés chômeurs reflète l'extension et l'approfondissement d'une lame de fond et de dynamiques qui se sont amplifiées dans le secteur off-shore employant généralement une main d'œuvre non qualifiée. Le déclassement des diplômés reflète une généralisation de la précarité qui touche particulièrement la main d'œuvre non qualifiée poussée, dans une large partie, à courir derrière *el khobza* en dehors de toute forme de protection. De sorte que les jeunes embauchés dans les centres d'appels sont les « favorisés » des déclassés qui ont un minimum de qualification et de bagage et qui entretiennent l'espoir de retrouver une trajectoire normale incarnée par un emploi stable et valorisé. Beaucoup n'ont pas cette « chance » et se retrouvent obligés d'entrer dans l'économie dite informelle voire illégale et délictueuse avec les risques de ne pas en sortir et de végéter toute sa vie dans la peur, l'insécurité et la débrouille.

B - La course à el khobza des « en bas du bas » dans la sous-traitance illégale.

L'économie illégale est multiple. Elle n'est pas seulement composée de la contrebande et du commerce illégal évoqués dans les chapitres précédents, elle concerne aussi bien le commerce et la production locale, et notamment la sous-traitance. La proximité géographique de l'Europe, les incitations fiscales et douanières, les facilités administratives ainsi que, dans

⁵⁷⁶ Alf Lüdtke, *Des ouvriers dans l'Allemagne du XXème siècle... op.cit.*

⁵⁷⁷ Observation participante, Tunis, été 2007.

une moindre mesure, l'abondance d'une main d'œuvre bon marché, associée à une appréciation de la stabilité politique qui y règne ont constitué les principaux atouts de la Tunisie aux yeux des investisseurs étrangers. Avec 70% des exportations manufacturières et 34% du total des exportations du pays, le secteur off-shore composé essentiellement d'unités de production dans le textile et l'habillement et dans la production et l'assemblage des composants mécaniques et électriques est au cœur du modèle de développement au regard non seulement de sa participation à la création d'emplois (17% des emplois) mais également de sa contribution à approvisionner l'économie nationale en devises puisqu'il couvre 80 % du déficit courant sans toutefois remettre en cause les équilibres sociaux et politiques du pays⁵⁷⁸. Les réformes de la législation du travail en 1994 et 1996 sont venues apporter davantage de flexibilisation des conditions de travail comme stratégie d'attraction des investissements directs étrangers (IDE). Toutefois, bien qu'elle semble remplir la majeure partie des conditions requises pour figurer parmi les destinations privilégiées des investisseurs étrangers, l'économie tunisienne a souffert d'une incapacité croissante à attirer les IDE. C'est ce que certains ont proposé de qualifier de « paradoxe tunisien »⁵⁷⁹.

En réalité, l'essoufflement du secteur off-shore et le blocage de l'organisation duale de l'économie tunisienne ont été désamorçés grâce à des dynamiques aussi hétérogènes que contingentes. Ainsi, les processus de délocalisation des entreprises étrangères s'inscrivent moins dans une stratégie de compression de coûts que dans le cadre, plus global, de redéploiement des processus de production en cherchant à profiter des règles favorables à l'entreprise et de la précarisation des conditions de travail en empiétant sur l'illégalité. La compétitivité du secteur off-shore a, de fait, été préservée moins par le truchement de modalités formelles de sous-traitance que de l'articulation « par les marges » de ce secteur à l'économie locale, autrement dit par le truchement de relations illicites et des formes d'exploitation de la main d'œuvre hors des cadres légaux entérinés par les pouvoirs publics.

⁵⁷⁸ Banque Mondiale, *Intégration mondiale de la Tunisie. Une nouvelle génération de réformes pour booster la croissance et l'emploi*, Washington D.C, 2008. Pour une analyse des limites du modèle de développement dual, Hamza Meddeb, « La Tunisie, un pays émergent ?... », art.cit.

⁵⁷⁹ Francesco Abbate, *L'intégration de la Tunisie dans l'économie mondiale : opportunités et défis*, Conférences des Nations Unies pour le commerce et de développement, Genève, 2002, disponible sur www.globalprogramme.org/tunisie.

1) Médiation et chaînes de sous-traitance.

L'insertion de la Tunisie dans l'économie internationale de sous-traitance s'est accompagnée d'une flexibilisation générale des conditions de travail et d'une précarisation de l'emploi qui se sont développés sous l'effet du recours massif à l'externalisation. En effet, une grande partie des délocalisations qui ont eu lieu à partir du début des années 1990 s'étaient inscrits dans le cadre d'une réorganisation de la division du travail au sein de la chaîne de sous-traitance. De nombreuses chaînes de sous-traitance se sont mises en place autour des maisons-mères totalement exportatrices qui recourent à l'externalisation d'une grande partie de la production, notamment dans les stades les moins techniques, pour faire des gains de productivité. Avec la diffusion du « juste-à-temps » (*just in time*), l'entrée dans l'« après-fordisme »⁵⁸⁰ et l'exacerbation de la concurrence, le processus de production s'est davantage inscrit dans une chaîne de sous-traitants qui, à mesure qu'elle s'allonge, permet aux donneurs d'ordre de proposer à leurs clients des tarifs toujours plus compétitifs grâce à la mise en concurrence de sous-traitants aux différents maillons de la chaîne⁵⁸¹. Cette chaîne se compose essentiellement de trois chaînons : le premier est surtout formé de sociétés dirigées par des investisseurs étrangers installées en Tunisie à la faveur des avantages accordés par l'Etat dans le cadre du dispositif off-shore⁵⁸². Le second est formé d'entrepreneurs tunisiens qui se sont insérés dans cette chaîne à la faveur de relations interpersonnelles nouées avec les dirigeants des entreprises du premier niveau qui leur sous-traitent les tâches les moins techniques⁵⁸³. L'extrémité de cette chaîne est composée d'une multitude d'unités de production et d'ateliers gérés par des petits entrepreneurs opérant dans l'illégalité et dont la survie dépend de l'acceptation de conditions de travail extrêmement précaires. Le fonctionnement de cette

⁵⁸⁰ Robert Boyer, Jean Pierre Durant, *L'après-fordisme*, Paris, Syros, 1998.

⁵⁸¹ Sur la diffusion de l'externalisation, les transformations de l'organisation et des processus de production, Bernard Baudry., *Économie de la firme*, Paris, La Découverte, coll. « Repères », 2003.

⁵⁸² Paloma Anõs Casero et Aristomene Varoudakis, *Growth, Private Investment and the Cost of Doing Business in Tunisia*, Middle East and North Africa Working Paper No. 34, Washington, D.C, 2004; Hamid Alavi, *Good practice in trade facilitation: lessons from Tunisia*, PREM Notes 89, The World Bank, Washington, D.C, 2004.

⁵⁸³ Michel Péraldi, Hajer Bettaieb et Cyril Lainati, « Affranchissement et protection : les petits mondes de la confection en Tunisie », *Communication au colloque de Sousse*, Tunisie, 2003 [document non publié].

économie de sous-traitance est innervé d'illégalités et de petits arrangements avec la loi indispensables à faire fonctionner cette chaîne, précisément parce que celle-ci fonctionne au moindre coût.

Ancien salarié d'une entreprise installée en off-shore spécialisée dans l'assemblage de composants électriques, arrivé à la retraite, Mohammed a créé un atelier en tant que sous-traitant pour son ancien employeur. Installé dans le rez-de-chaussée de sa maison, dans la région de Zaghouan à 80 kilomètres de Tunis, Mohammed fait travailler une quarantaine de jeunes filles originaires de cette région rurale pauvre. Placées sur deux rangées de tables, les ouvrières passent quotidiennement entre huit à dix heures à rassembler des pièces contre cinq à six dinars (équivalent de trois euros) par jour. Mohammed décrit en ces termes sa place dans la chaîne de sous-traitance pour un donneur d'ordre dans le secteur de la fabrication et l'assemblage de composants et d'équipement automobiles.

« Il y a beaucoup de concurrence et je ne m'en sors pas. MEX⁵⁸⁴ est un sous-traitant et je suis le sous-traitant du sous-traitant, c'est dire la compression des coûts. Ils ne me laissent pas le choix : la pièce est à 5, et au maximum, elle est à 10 centimes. C'est peu, trop peu. Ils disent que les temps sont durs pour eux aussi et que les affaires tournent au ralenti. Lorsqu'il y a une variation de commandes, ils font appel à moi pour contrecarrer cette variation et éviter d'embaucher des gens. C'est devenu leur mode opératoire: faire appel à des sous-traitants, payés à la pièce »⁵⁸⁵.

Outre les pressions sur les coûts et l'amélioration de la productivité, la sous-traitance participe au transfert des risques et des fluctuations non prévues dans le carnet de commandes sur les plus fragiles de la chaîne, c'est-à-dire aux derniers niveaux de sous-traitants. Face à la concurrence qui exige davantage de rentabilité et à l'incertitude de l'activité, les entreprises cherchent des modalités d'adaptation souples et peu coûteuses qui passent forcément par une flexibilisation accrue de la main d'œuvre. A l'instar du travail au noir, la sous-traitance illégale employant une main d'œuvre non déclarée, payée en liquide à des tarifs largement inférieurs au SMIC et ne bénéficiant d'aucune protection ou indemnités sociales, garantit à l'entreprise une réactivité et une pression sur les coûts repérables. Elle permet notamment

⁵⁸⁴ MEX n'est pas le nom exact de cette société. J'ai changé le nom pour préserver la confidentialité des témoignages.

⁵⁸⁵ Entretien, Grombalia, été 2008.

d'éliminer les stocks et de reporter les risques sur le dernier maillon de la chaîne, grâce à une rémunération à la pièce et à un travail aussi précaire qu'aléatoire puisqu'il dépend de la variation du carnet de commandes de l'entreprise sous-traitante qui négocie à chaque fois à la baisse les tarifs en fonction des quantités et du travail à faire et n'hésite pas à mettre plusieurs ateliers clandestins en concurrence. En tant que sous-traitant d'une maison-mère travaillant dans l'industrie d'équipement automobile, MEX se transforme elle-même en donneur d'ordre afin d'être « compétitive » : elle fait ainsi réaliser une partie de sa production à la marge de la légalité, voire en toute illégalité, en ayant recours à deux ateliers clandestins. C'est que MEX, en tant que sous-traitant déclaré, relativement visible et ayant une relation contractualisée avec un donneur d'ordre étranger (donc davantage observé) se doit de respecter un minimum de contraintes réglementaires ; elle pourrait certes faire travailler « au noir » certains de ses ouvriers ou ne déclarer qu'une partie de leur travail, comme cela est souvent fait ; mais le recours à ces ateliers clandestins lui permet non seulement de baisser ses coûts et d'augmenter d'autant sa compétitivité, mais surtout de fonctionner en dehors de tout cadre contraignant.

Mon entrée sur le terrain s'est produite d'une façon tout à fait accidentelle quand un ami, chauffeur chez un transporteur de la région, m'a proposé de l'accompagner pour une livraison de cartons de marchandises vers deux sites de la région de Zaghouan. Les cartons étaient chargés dans les locaux d'un sous-traitant italien ; les factures et les bons de sorties portaient le cachet des services de la douane et aucun contrôle n'a été fait par l'agent lors du chargement. La surprise fut grande quand j'ai découvert que les deux sites auxquels les cartons étaient destinés étaient des ateliers clandestins. Les explications d'un gérant d'un de ces ateliers clandestins étaient sans équivoques :

« Des factures et des bons de livraisons ? [Rires]...pas besoin de ces choses ! Ces documents servent uniquement pour le transport, pour justifier la sortie des cartons en cas de contrôle sur la route. Avec MEX, j'ai des bons de commandes, c'est tout. On n'a aucun contrat de sous-traitance ou cahiers de charge qui nous lie à MEX ; on travaille avec des bons de commandes, c'est tout⁵⁸⁶ ».

Le transport se fait aussi sans aucun document officiel et en dehors de tout contrôle effectué par les douaniers pourtant censés surveiller les entrées et les sorties de marchandises des bâtiments de l'entreprise off-shore. Le recours à une externalisation du transport permet

⁵⁸⁶ Entretien, Zaghouan, été 2008.

de réduire les coûts en évitant d'investir dans des véhicules qui seraient alors soumis à la taxation dans le régime off-shore, mais également de limiter les risques inhérents à la sous-traitance illégale. En effet, si les camions appartenaient à l'entreprise sous-traitante, cette dernière serait directement impliquée dans le trafic illégal et pourrait être sanctionnée ; en revanche, dans le système d'externalisation choisi, la responsabilité de l'illégalité retombe sur le transporteur et n'implique pas la société sous-traitante. C'est ce qu'a exprimé ce transporteur :

« Je n'ai aucun contrat ou document écrit qui me lie à l'entreprise. Une fois le voyage terminé, je jette les factures et les bons de livraison destinés à l'entrepreneur. Personne ne me les demande ; elles ne servent plus à rien. D'ailleurs s'ils font appel à un transporteur privé, c'est pour limiter les risques. La marchandise circule dans un utilitaire banalisé pour ne pas attirer l'attention de la douane et de la police sur la route »⁵⁸⁷.

Ces relations informelles et illégales de sous-traitance sont tellement courantes et d'une telle banalité que l'atelier clandestin dispose de cartons et d'étiquettes fournies par le sous-traitant donneur d'ordre portant le sigle du donneur d'ordre initial, comme s'il s'agissait d'un site officiel de production de ce premier donneur d'ordre et que la marchandise n'était pas sortie de l'usine du sous-traitant légal⁵⁸⁸. Les « factures » et les « bons de commande » participent de tactiques de contournement des dispositions prévues par la loi, qui permettent que les formes soient respectées et à l'entreprise de se couvrir. Ces arrangements reflètent la capacité des entreprises installées en off-shore à s'adapter aux contraintes de la sous-traitance et de l'économie du moindre coût et de la flexibilité en s'appuyant sur des transporteurs et des petits entrepreneurs locaux insérés informellement et illégalement dans la chaîne de sous-traitance. De ce fait, ils contribuent à rendre poreuse la frontière entre le secteur off-shore et l'économie locale. En articulant d'une part, la course à *el khobza* d'une partie de la population exclue du travail salarié et en proie à une situation économique austère et d'autre part, les logiques de rentabilité indissociable du processus de délocalisation et de réorganisation des entreprises off-shore, ces acteurs permettent la rencontre d'une demande et d'une offre en dehors du cadre qui leur était légalement assigné. En ce sens, ils répondent parfaitement à la

⁵⁸⁷ Entretien, Grombalia, été 2008.

⁵⁸⁸ Entretien, Zaghouan, été 2008.

demande d'*el khobza* provenant des « en bas du bas » et au besoin de s'affranchir des règles légales contraignantes en matière d'emplois venus de ceux « d'en haut » qui cherchent à réduire leur coût et à s'absoudre de la responsabilité d'enfreindre eux-mêmes la loi.

2) La microéconomie des interventions dans le fonctionnement de l'« off-shore ».

La nécessité d'améliorer la compétitivité de l'économie au lendemain de l'adoption du programme d'ajustement structurel en attirant des investissements directs étrangers et en créant des emplois dans un contexte d'exacerbation de la compétition à l'échelle internationale se sont traduits par un renouvellement du dispositif juridique régissant le secteur off-shore notamment à travers la multiplication des dérogations et des avantages fiscaux prévus par le code d'incitation aux investissements de 1993⁵⁸⁹. Ainsi, les entreprises totalement exportatrices qui prévoient de s'installer dans les zones franches bénéficient d'une exonération d'impôts et taxes sur les bénéfices pour une période de dix ans renouvelables. Ces exemptions couvrent également tous les produits et matériaux importés destinés à être transformés et réexportés ainsi qu'une suspension de l'impôt indirect sur les biens, services et matières premières achetées localement et qui sont indispensables au processus de production. Par ailleurs, le législateur a prévu la possibilité de réaliser 20% de leurs chiffres d'affaires sur le marché local avant d'augmenter ce quota à 30% en 2005.

Dès sa mise en place dans les années 1970, le secteur off-shore s'est inscrit dans le cadre d'un projet politique qui cherchait à créer une économie duale dans laquelle les secteurs soient cloisonnés. En effet, très tôt, ce projet a été traversé de tensions entre, d'une part, le désir de s'appuyer sur ce secteur pour favoriser le développement d'un secteur privé local capable de participer au développement du pays par transfert des capitaux, des technologies et du savoir-faire et d'autre part, une logique interventionniste centrée sur une stratégie protectionniste mise en place par l'Etat à travers laquelle il entend épargner au secteur local les affres de la concurrence internationale d'entreprises internationales jugées plus compétitives et mieux organisées. De point de vue de l'organisation physique, cela s'est traduit par le cantonnement des entreprises totalement exportatrices dans des zones franches

⁵⁸⁹ Banque Mondiale, *Intégration mondiale de la Tunisie. Une nouvelle génération de réformes pour booster la croissance et l'emploi*, op.cit.

et leur installation dans des bâtiments anonymes, clôturés, à l'accès contrôlé et aux portes et fenêtres fermées de façon permanente⁵⁹⁰. Le contrôle a également porté sur les flux de marchandises à travers la surveillance des expéditions et les réceptions de chaque entreprise. Une tâche à laquelle un douanier est spécialement affecté pour veiller et entériner aussi bien l'ouverture que la mise sous scellé des containers. Les modalités de contrôle douanier sont fixées par un décret qui fixe aussi bien l'emplacement du bureau de contrôle dans l'enceinte des bâtiments que les conditions d'intervention des douaniers et oblige les entreprises à prendre en charge les frais liés à ces opérations de surveillance⁵⁹¹.

Cette tension entre protectionnisme et nécessité de s'adapter aux exigences des entreprises exportatrices pour consolider l'insertion de la Tunisie dans l'économie internationale de sous-traitance s'est particulièrement révélée dans la formation d'un cadre juridique complexe mêlant dérogations, incitations et restrictions. En soumettant les dérogations prévues par la loi à une multitude de restrictions, ce dispositif juridique construit au fil des années par l'empilement des textes juridiques (lois, décrets) a fini par les rendre difficilement réalisables dans les faits, affirmant du coup le cloisonnement du secteur off-shore. En effet, les entreprises installées en off-shore peuvent bénéficier de la suspension de la TVA et des droits de consommation sur les équipements nécessaires à la réalisation des investissements dans des modalités contraignantes puisque les quotas et les conditions sont fixées par un décret qui arrête aussi bien la liste des équipements n'ayant pas d'équivalent localement et exclus de ce régime dérogatoire que celle des équipements fabriqués localement et éligibles aux exemptions fiscales⁵⁹². Il en est de même pour la possibilité de s'approvisionner sur le marché local qui, bien qu'elle soit prévue par la loi et qu'elle fait l'objet d'une suspension de l'impôt indirect, demeure inexploité dans les faits en raison des restrictions qui conditionnent son application.

De même, l'application des dispositions de l'article 16 du code d'incitation aux investissements qui prévoit la possibilité de réaliser un quota du chiffre d'affaire sur le

⁵⁹⁰ Jean Pierre Barbier et Jean Bernard Véron, *Les zones franches industrielles d'exportation (Haïti, Maurice, Sénégal, Tunisie)*, Paris, Karthala, 1991.

⁵⁹¹ Voir le décret n°94-423 de février 1994.

⁵⁹² Voir le décret n°94-1192 de mai 1994 déterminant les dispositions de l'article 9 du code d'incitation aux investissements de 1993.

marché local est soumise à des conditions restrictives prévues par de nombreux décrets qui obligent les sociétés à présenter, entre autres, des factures dûment signées par les services des douanes justifiant de la valeur de leur chiffre d'affaire réalisé. Outre la réglementation du commerce extérieur et de change, les ventes et les prestations de services réalisées sur le marché local sont soumises au paiement des taxes et impôts prévues par le régime intérieur ainsi qu'au paiement des droits et taxes exigibles au titre des importations des produits employés dans le processus de production. Ceci revient à tenir une double comptabilité et à distinguer, pour chaque opération, les entrants, les quantités et les proportions utilisées pour la production intérieure. Ce qui est difficilement envisageable en particulier dans le secteur de la confection en raison du caractère aléatoire de l'activité de sous-traitance. Les délocalisations dans le secteur de la confection, par exemple, se sont accompagnées d'une fragilisation des entreprises sous-traitantes vis-à-vis du donneur d'ordre qui pousse la logique de rentabilité jusqu'à étouffer les unités de production délocalisées. Lorsque les donneurs d'ordre refusent de prendre la marchandise pour défaut ou fabrication hors délais, beaucoup d'ateliers procèdent à ce qu'ils appellent le « coulage », c'est-à-dire à écouler la production sur le marché local d'une façon illicite⁵⁹³. La contrefaçon prend dès lors la forme d'une réponse inévitable aux pressions continues des donneurs d'ordre sur les coûts de production, sur les délais et à la mise en concurrence des sous-traitants⁵⁹⁴.

En somme, cette tension entre logique de cantonnement de l'off-shore et obligation d'améliorer la compétitivité de l'économie tunisienne en multipliant les avantages accordés aux investisseurs crée une situation de flou qui se manifeste dans un cadre législatif essentiellement construit autour de dérogations. Jean Pierre Cassarino a montré que ces dernières sont difficilement applicables dans les faits, en raison de la multiplicité des contraintes administratives et réglementaires prévues par les lois et les décrets successifs, destinées, pourtant, à faciliter de telles démarches⁵⁹⁵. Il a relevé que ces dérogations proposées

⁵⁹³ Entretien, Tunis, été 2011.

⁵⁹⁴ Béatrice Hibou, «Economic crime and neo-liberal modes of government: the example of the Mediterranean », *Journal of Social History*, vol. 45, n° 3, Spring 2012, pp. 642-660; Michel Péraldi (dir.), *Cabas et containers...op.cit.*.

⁵⁹⁵ Jean-Pierre Cassarino, *Tunisian New Entrepreneurs and their Past Experiences of Migration in Europe: Resource Mobilisation, Networks, and Hidden Disaffection*, Londres, Ashgate Publishing, 2000.

et actualisées dans le code d'incitation aux investissements de 1993 semblent profiter à une petite partie des entreprises déjà installées et du coup ne pas participer à étendre le secteur privé off-shore entraînant, dans les faits, le développement des fraudes. Michel Péraldi et ses collègues considèrent en revanche que ce dispositif juridique reflète un « régime de pouvoir où l'Etat produit l'inflexibilité de la loi et les cadres dérogatifs qui permettent à certains d'en contourner les rigueurs »⁵⁹⁶ : autrement dit, l'off-shore n'est pas si cloisonné et étanche aux jeux internes, mais les règles de ce segment de marché ne sont pas régies par les textes. Il s'agit d'une forme de régulation économique et sociale qui s'appuie sur la loi pour chercher non à autoriser ou à empêcher tel ou tel type de comportement, mais à « différencier les manières de tourner la loi elle-même »⁵⁹⁷. Les acteurs impliqués dans cette activité le disent clairement. Ainsi en est-il de cet entrepreneur français spécialisé dans le textile installé en Tunisie, dans une ville du Cap-Bon, depuis une quinzaine d'années :

« Les douaniers sont tatillons et ils veulent se faire payer sur tous. En plus, le cadre de l'off-shore leur donne cette opportunité. Ils ont l'art de vous pousser à l'extrême limite de ce qui est permis et ils profitent de cela. Dans notre métier, il faut des papiers pour tout et les opérations d'export nécessitent des bons de livraison. Aussi bien les arrivages que les opérations d'export nécessitent la présence de douaniers, leur aval. Dans notre profession, nous sommes souvent en retard et chaque retard entraîne des pénalités. On doit donc exporter au plus vite. Il m'est arrivé de me rendre au domicile du douanier à un dimanche soir à 22h pour qu'il me signe des « bons de livraison » afin de pouvoir envoyer la marchandise au port le lendemain dès 5h du matin. Là on n'a pas le choix, il faut garder de bonnes relations avec le douanier. Moi, par exemple, mon douanier ne m'a rien demandé mais à chaque fois je lui fais un cadeau : pour l'aïd, pour la fête de fin d'année, pour le Ramadan, là il va se marier, je vais lui faire un cadeau à lui et à son épouse. C'est important de garder de bonnes relations avec le douanier⁵⁹⁸ ».

Ce qui est confirmé par Tahar, un entrepreneur qui gère une entreprise en off-shore spécialisée dans la fabrication et l'exportation pour le compte de donneurs d'ordres italiens d'uniformes pour personnel de santé qui rappelle que :

« Certains douaniers demandent explicitement, d'autres pas. Dans tous les cas, il faut soigner sa relation avec son douanier. Tous ceux qui savent comment

⁵⁹⁶ Michel Péraldi, Hajer Bettaieb et Cyril Lainati, « Affranchissement et protection : les petits mondes de la confection en Tunisie », art.cit, p.16

⁵⁹⁷ Michel Foucault, « Des supplices aux cellules », in *Dits et écrits (1954-1975)*, Paris, Gallimard, 2001, t.1, p.1587.

⁵⁹⁸ Entretien, Haouaria, Cap-Bon, été 2011.

fonctionne la Tunisie savent que les douaniers doivent être soignés : des cadeaux, des petites enveloppes, on embauche leur proche dans les usines, car le douanier est fondamental dans notre travail »⁵⁹⁹.

Les investisseurs installés en off-shore se trouvent quotidiennement devant la nécessité de dépasser l'inadéquation entre la loi et les exigences économiques. Evidemment, ils ne cherchent pas explicitement à faire des entorses à la loi mais c'est à quoi ils aboutissent lorsqu'ils cherchent perpétuellement à « faciliter les choses », à accélérer les procédures et à s'adapter aux injonctions des donneurs d'ordre et aux exigences du marché. Ainsi, le douanier s'insère dans le cycle de production avec ses retards, ses délais, ses aléas et ses incidents pour mettre de la flexibilité, par des micro-interventions, dans un cadre contraignant. Les pratiques de « cadeautage » et les petites attentions à l'égard du douanier sont essentielles dans le fonctionnement de cette économie duale. Elles reflètent une prise en compte des contraintes et des réalités non seulement des contraintes réglementaires qui pèsent sur l'activité économique mais plus généralement de l'exercice du pouvoir en Tunisie. En tant que régime de pouvoir, le dispositif off-shore appelle un apprivoisement des restrictions et une gestion des incertitudes pour s'attacher une protection indispensable à passer sous silence les arrangements avec la loi et les pratiques délictueuses telles que le « coulage » ou la sous-traitance illégale.

3) Economie politique de la médiation.

La particularité de ces petits entrepreneurs est non seulement d'être les médiateurs entre des segments distincts de l'économie mais surtout entre des mondes sociaux aux logiques hétérogènes : entre accumulation capitaliste et quête d'*el khobza* synonyme de survie et de vie décente. Tout en appartenant au monde des « petits », ils ne se sont pas moins appropriés les logiques et les exigences des « grands » moins par sujétion que par nécessité d'exploiter et de fructifier leur position à l'interface de ces deux mondes, source de leur *khobza*. En effet, le gérant de l'atelier de sous-traitance partage avec ses donneurs d'ordre le souci de productivité et la recherche de profits qui supposent des produits de qualité fabriqués à faible coût et dans des délais très courts. De fait, il est amené à respecter les délais de livraison, à rationaliser l'organisation en optant pour le travail à la chaîne et à maîtriser le langage comptable aussi

⁵⁹⁹ Entretien, Grombalia, Cap-Bon, été 2011.

bien pour communiquer avec ses donneurs d'ordre par le biais des bons de commande que pour tenir sa propre comptabilité⁶⁰⁰. Il participe donc de façon intégrale à cette économie de la flexibilité. Pour autant, cet entrepreneur clandestin fait également partie d'un autre monde ; il est et est perçu comme « petit » ; on ne se le représente pas comme une sangsue qui exploite ses ouvrières et vit de leur sueur. Il fait partie du même milieu que ses ouvrières, son épouse côtoie ces dernières, il connaît leur famille et entretient avec certaines d'entre elles des liens d'amitié. Il participe donc de façon tout aussi claire à ce monde de la survie, qui coure à sa manière lui aussi derrière sa *khobza*.

Quand ils n'ont pas les moyens de louer un local, ces petits entrepreneurs transforment le rez-de-chaussée de leur domicile ou leur garage en ateliers et n'hésitent pas à prendre part quotidiennement au travail de leurs employés, en se chargeant de l'emballage, de l'empaquetage ou de la livraison. Cette proximité entre employeurs et employés est particulièrement repérable dans l'embauche qui est souvent affaire de relations de voisinage, d'interconnaissance et d'appartenance régionale autorisant aussi bien solidarité et entraide que contrôle social et surveillance communautaire. Bien que les cadences de travail soient élevées et les rémunérations dérisoires, les conflits sont très rares et les augmentations, les avances sur salaire ou les absences éventuelles sont souvent négociées dans une forme d'arrangement qui se situe en dehors de tout cadre légal puisque les filles ne disposent ni de contrats, ni de couverture sociale ni de congés payés⁶⁰¹.

« Les filles n'ont pas le choix. Elles sont toutes pauvres. Rester dans leurs montagnes ce n'est plus possible, il n'y a rien à faire et il y a tellement de bouches à nourrir. Tous les matins, elles viennent tôt le ventre souvent vide. Je mets à leur disposition du lait et du pain. Qu'est-ce qu'on peut faire avec 5 ou 6 DT par jour ? Rien. Tous les mois, les filles me demandent des avances. J'essaye de leur en donner et crois-moi, parfois j'en tiens même pas compte. Quand une fille me dit que son père est malade et qu'elle a besoin de 10 ou de 15DT, est ce que je vais lui enlever ça de son salaire ? Ce sont des filles pauvres. D'ailleurs, moi-même, je me retrouve parfois sans argent le 15 du mois »⁶⁰² me disait Mohammed le petit entrepreneur de Zaghouan.

⁶⁰⁰ Observation participante effectués en compagnie du transporteur chargés des livraisons, Zaghouan, été 2008.

⁶⁰¹ Entretien, Zaghouan, été 2008.

⁶⁰² Entretien, Zaghouan, été, 2008.

En réalité, sans réduire ce processus de négociations à sa simple dimension paternaliste et informelle qui oblitère partiellement son intelligibilité, il est important de replacer ces arrangements dans l'organisation du travail de ces ateliers et plus globalement dans le fonctionnement de la chaîne de sous-traitance. En effet, les avances constituent une modalité de régulation des rapports salariaux au sein de ces ateliers⁶⁰³. Dans un contexte de variation des commandes et des niveaux de production, ces avances permettent aux petits entrepreneurs d'avoir des ouvrières perpétuellement « sous la main » et ainsi de pouvoir suivre immédiatement les variations du processus de production. Mais elles constituent également un moyen de réduire les coûts de main d'œuvre et de lester les capacités de négociations des employées, puisque l'avance joue comme une dette, une faveur qui appelle reconnaissance et docilité⁶⁰⁴. Ce procédé indispensable à l'entretien de la compétitivité de ce petit entrepreneur clandestin participe ainsi à la réduction des coûts le long de la chaîne. Cette course à la réduction des coûts et du temps de production remonte en cascade l'ensemble de la chaîne ; elle prouve que l'intensification de modes d'accumulation de type capitaliste se nourrit aussi de relations sociales d'une toute autre logique (liens de dépendance, comportements de docilité...) impliquant des employeurs et des travailleurs pauvres qui courent derrière *el khobza*⁶⁰⁵.

Ainsi, l'extension de la chaîne de sous-traitance a pour corolaire l'accroissement de la précarité de la main d'œuvre qui s'accroît pour déboucher sur des formes de quasi asservissement en bout de la chaîne. Celles-ci prennent formes dans le travail non protégé mais surtout dans la réduction du champ des possibilités de travailleurs qui sont condamnés à accepter des conditions pénibles et précaires, à négocier des avances, qui n'ont même pas de salaires pour assurer, au jour le jour, leur survie. La course à *el khobza* dans les différents

⁶⁰³ Sur la place de l'endettement dans les relations de travail, voir Jean-Michel Servet, « Entre protection et surexploitation : l'ambiguïté de la rémunération par avance en Inde », *Autrepart*, n°43, 2007/3, pp. 103-119 ; Jan Breman, *Footloose labour : working in the Indian Informal economy*, Cambridge, Cambridge University Press, 1996.

⁶⁰⁴ Cet argument m'a été inspiré par le texte de Isabelle Guérin et al sur l'Inde : « 'Ne nous libérez pas !'. L'ambiguïté du principe de l'avance sur salaire à partir de l'exemple des briqueteries en Inde du Sud », *Autrepart*, n°43, 2007/3, pp. 121-133.

⁶⁰⁵ Aihwa Ong a montré que les logiques capitalistes s'appuient sur le contrôle social, Aihwa Ong, *Spirits of Resistance and Capitalist Discipline, Factory Women in Malaysia*, Albany, State University of New York Press, 1987; on retrouve également les analyses de Edward P. Thompson, *Temps, discipline du travail et capitalisme industrie*, Paris, La Fabrique, 2004.

niveaux de la chaîne de sous-traitance renvoie dès lors à la formation d'une « main d'œuvre segmentée »⁶⁰⁶ avec la résurgence de ce que l'analyse marxiste avait qualifié comme le « lumpen prolétariat ». Elle est simultanément un vecteur d'inclusion d'une main d'œuvre contractuelle et d'exclusion de toute forme de protection. Il existe un discours largement partagé auprès des entrepreneurs que j'ai interviewé insistant sur le fait qu'ils n'inscrivent nullement leurs actions dans une concurrence entre les deux segments ; au contraire, à leur yeux la relation entre ces segments est complémentaire, et cette complémentarité est le produit contingent et inconscient du travail de médiation des entrepreneurs illégaux. En assurant l'emboîtement des différents maillons de la chaîne de sous-traitance, ces petits entrepreneurs clandestins offriraient des marges de manœuvre aux sous-traitants européens installés en off-shore. Car si ces derniers respectaient le cadre de l'off-shore, les coûts augmenteraient et ces entreprises délocaliseraient détruisant des centaines de milliers d'emplois plongeant des segments entiers de la population dans la misère. Du coup, ces ateliers clandestins participeraient à la consolidation de la compétitivité de la Tunisie et empêcheraient la délocalisation des entreprises installées en off-shore. Devant mon étonnement, le gérant d'un atelier m'a d'ailleurs apostrophé en me disant sur un air fataliste quoique réaliste : « nous sommes leurs petits chinois d'ici. Sans nous, ils irons en Chine »⁶⁰⁷.

C'est en cela que les ateliers clandestins constituent une forme de préservation de la compétitivité de l'économie tunisienne, permettant, au passage, de préserver la stabilité sociopolitique. Contrairement à la propagande officielle qui impute la « stabilité » au volontarisme étatique, celle-ci apparaît surtout comme le produit contingent de dynamiques d'exclusion et d'inclusion qui sont moins le produit de logiques de gouvernement que de la transformation de l'économie politique dans laquelle l'Etat entendait inscrire le secteur off-shore⁶⁰⁸. Celle-ci a en effet, suivie d'une part l'évolution des logiques de réorganisation économique initiées par le mouvement de délocalisation et d'autre part, les stratégies illicites des petits entrepreneurs qui se sont insérés dans ce dispositif tараudant les frontières entre l'off-shore et l'on-shore, le local et le global, les catégories sociales relativement

⁶⁰⁶ Le concept d'une segmentation de la main d'œuvre est emprunté à Aihwa Ong, *Neoliberalism as exception...*op.cit.

⁶⁰⁷ Expression du gérant d'un atelier clandestin de sous-traitance, Zaghuan, été 2008.

⁶⁰⁸ Béatrice Hibou, *La force de l'obéissance...*op.cit, chapitre 6, « L'accommodement négocié ».

« protégées » et les « surnuméraires »⁶⁰⁹. *El khobza* de ces médiateurs c'est-à-dire leurs profits et leurs revenus dépendent quotidiennement de l'existence de ces frontières et de ces différentiels et de leurs capacités à en vivre.

C - « Externalisation des illégalités » et économie politique de la protection.

L'analyse du processus de sous-traitance montre que l'un des aspects essentiels de l'externalisation consiste justement à sous-traiter l'illégalité. Autrement dit, le recours aux ateliers clandestins constitue une forme d'« externalisation des illégalités »⁶¹⁰. La diffusion de ces pratiques illicites dans l'ensemble de la chaîne de sous-traitance, à des niveaux différents, reflète l'existence d'un continuum d'illégalismes qui s'étend pour englober l'ensemble des acteurs, les petits comme les grands, à différents stades du processus d'externalisation. Comme pour l'économie de la route et de la contrebande analysée plus haut, les dynamiques illicites se développent moins à l'encontre des agents étatiques qu'en s'appuyant sur leur complicité, leur protection et leur contrôle des points stratégiques de jonction du secteur « off-shore » avec l'économie locale et les circuits de la criminalité économique. J'essayerai dans ce qui suit d'entrer dans les rouages de l'économie politique de la protection en analysant moins la manière dont les « grands » se protègent que les « petits » en jouent pour exister, survivre voire accumuler. Cette économie populaire de la protection est au fondement de la diffusion des illégalismes dans la société. Cette analyse sera menée à partir de l'étude des filières de vol et d'exportation illicite du cuivre qui s'est imposée au milieu des années 2000 en tant que modalité délictueuse supplémentaire d'insertion dans les circuits parallèle de la globalisation.

L'autorisation d'exporter des déchets de métaux non ferreux depuis 2004 s'est accompagnée de l'entrée dans ce secteur de nombreuses sociétés installées en off-shore et de la multiplication des trafics de matières premières, notamment le cuivre, dans un contexte d'explosion de la demande mondiale sur ce métal. Plusieurs filières trafiquantes se sont dès

⁶⁰⁹ Robert Castel, *Les métamorphoses de la question sociale*, Paris, Gallimard-Folio, 1999.

⁶¹⁰ Sébastien Chauvin et Nicolas Jounin, « L'externalisation des illégalités. Ethnographie des usages du travail 'temporaire' à Paris et Chicago », in Laurence Fontaine and Florence Weber (dir.), *Les paradoxes de l'économie informelle. À qui profitent les règles ?* Paris, Karthala, 2011, pp. 113-138 ainsi que Nicolas Jounin, *Chantiers interdits au public....op.cit.*

lors organisées en marge de la loi, à la faveur de la mobilisation de multiples acteurs : petits trafiquants, ferrailleurs, entrepreneurs-exportateurs. Animées d'une multitude de pratiques illicites, allant des activités illicites *stricto sensu* telles que le vol et le recel des câbles de cuivre et des matériaux à base de cuivre, au contournement des règles légales régissant l'off-shore, telles que les fausses déclarations à la douane, les entrepreneurs se sont livrés à une concurrence acharnée pour accroître leurs parts dans ces filières d'exportation et de trafic. Les infractions à la loi à chaque stade du fonctionnement de ces filières mettent les acteurs, les « petits » comme les « grands », dans une situation de dépendance à une protection assurée par les agents des forces sécuritaires, de manière à éviter aussi bien le regard inquisiteur des services répressifs que l'application de la loi qui pourrait s'en suivre. L'accès à cette protection constitue une ressource importante dans la régulation de la concurrence entre filières et l'accroissement des parts de marché⁶¹¹.

L'étude des filières transnationales de trafic de cuivre constitue un point d'entrée particulièrement intéressant pour comprendre les ressorts illicites de la domination en Tunisie. Compte tenu de la particularité de cette activité délictueuse, mon étude de terrain a été réalisée à travers le suivi d'une filière qui a fini par être démantelée en 2008 à la suite d'un coup de filet réalisé par la police. Les entretiens avec des « petits » acteurs complétés par les interrogatoires de ces derniers dans le dossier de l'enquête judiciaire auquel j'ai pu accéder, constituent les principales modalités d'étude de terrain⁶¹². Réalisée par la police judiciaire en 2008, les témoignages de ces acteurs sont certes tronqués, présentent de nombreuses zones d'ombre que les enquêteurs n'ont pas cherché à éclaircir soit par incompetence ou par négligence, soit parce que la protection se déploie non seulement sur le terrain mais également dans l'intimité des bureaux fermés.

⁶¹¹ Sur l'art de mobiliser des « ressources administratives » en Russie, voir Gilles Favarel-Garrigues, « Violence mafieuse et pouvoir politique en Russie », art.cit.

⁶¹² J'ai pu accéder au dossier d'enquête de la police judiciaire sur une affaire de trafic de cuivre. L'affaire a été déférée devant le tribunal de Ben Arous dans la banlieue de Tunis en 2008. Grâce à des relations, j'ai réussi également à suivre cette même affaire et réaliser des entretiens avec certains protagonistes, été 2008 et été 2009.

1) Les figures du trafic: entre course à *el khobza* et stratégies d'accumulation.

Avec la hausse des cours et l'augmentation de la demande mondiale sur les matières premières depuis 2005, des filières spécialisées dans le vol, le recel et l'exportation illicite du cuivre se sont développées rattachant la Tunisie aux circuits transnationaux qui approvisionnent *via* l'Europe, les pays de l'Asie du sud-est particulièrement consommateurs de ce métal⁶¹³. Sans être spécifiques à la Tunisie, ces réseaux transnationaux reflètent la banalité des dynamiques trafiquantes liées à la globalisation des échanges et à la dérégulation des économies. A cet égard, l'Algérie est devenue une plaque tournante des trafics alimentant les réseaux illicites d'exportation dans les pays limitrophes⁶¹⁴. De même, les vols et les pillages des câbles électriques et téléphoniques n'ont pas cessé de se développer à mesure que les cours s'envolaient⁶¹⁵.

Ces vols portent aussi bien sur des câbles électriques et téléphoniques que sur des matériaux de plomberie à base de cuivre tels que les tubes, les tuyaux et autres équipements. Ils prennent ainsi pour cible le réseau électrique de la Société tunisienne d'électricité et de gaz (STEG) qui a enregistré des pertes importantes entre 2001 et 2009 estimées à 2400 km de câbles électriques soit l'équivalent de 500 tonnes de cuivre d'une valeur de 4.7 millions de dinars⁶¹⁶. De même, l'opérateur téléphonique historique Tunisie Télécom mais également de nombreuses entreprises en bâtiment dénoncent périodiquement les vols qui visent leurs équipements et qui leurs causent des pertes importantes et des désagréments pour leurs clients. L'ampleur de ces vols est telle que les réseaux électriques et téléphoniques dans les régions périphériques des grandes villes, les zones rurales, les chantiers de construction et les

⁶¹³ De 3000 euros la tonne en 2005, les cours sont passés à 5800 euros la tonne en 2010. L'année 2006 a vu une hausse remarquable dépassant 6000 euros la tonne. Source : www.cuprofil.fr.

⁶¹⁴ Presse algérienne, « Enquête, saisie et arrestations à la frontière ouest. Cuivre algérien vendu au Maroc », *El Watan*, 25 juillet 2009, « Algérie Télécom et Sonelgaz face à la mafia du cuivre », consulté en ligne sur www.algerie-dz.com, 21 janvier 2011.

⁶¹⁵ Presse française, « Vol : c'est la razzia sur le cuivre », consulté en ligne sur www.ladepeche.fr, 21 janvier 2011, « Les vols de cuivre font toujours recette », consulté sur www.sudouest.fr, 05 janvier 2011, les cours ont été particulièrement élevés en 2006 atteignant 6000 euros la tonne. Source : www.cuprofil.fr.

⁶¹⁶ Presse tunisienne, « Vols quotidiens de fils de cuivre chez la STEG », consulté en ligne sur www.gnet.tn, 03 avril 2010.

entrepôts des sociétés de bâtiment sont devenus des cibles privilégiées pour les trafiquants⁶¹⁷. En réalité, les trafics de cuivre sont venus s'ajouter à d'autres pratiques délictueuses relativement répandues au sein des classes populaires telles que le brassage et la vente illicite de boissons alcoolisées ou le recel des objets volés. Souvent perçus comme des pratiques occasionnelles de débrouille, de nombreuses personnes, attirées par l'existence d'une demande importante de la part des ferrailleurs, ont fini par s'installer dans l'illégalité⁶¹⁸. La professionnalisation de certains « petits » trafiquants renvoie non seulement au dynamisme des filières mais également au basculement de la course à *el khobza* dans les sphères délictueuses. En réalité, dans leurs courses à *el khobza*, les « petits » différencient rarement le légal de l'illégal. La distinction obéit plus à une gestion des risques d'arrestation et à la nécessité de se couvrir qu'à une morale qui condamne d'autant moins ces pratiques délictueuses qu'elles sont perçues comme une nécessité de survie. De fait, la distinction entre le légal et l'illégal n'est pas très opérationnelle et dispose de peu de sens que les Tunisiens balayent d'une maxime populaire : « ne te pousse à l'amer que l'insupportable » (*maylezzek 'al morr ken elli amar mennou*). Ces trafics doivent être considérés à la lumière de l'incapacité de larges segments de la population à s'insérer dans le monde du travail qui les poussent vers des pratiques quotidiennes de débrouille et de survie qui versent et alimentent de plus en plus les mondes du crime. Ces trafics ne sont généralement pas vus comme illégitimes ou illicites parce qu'ils ressortissent précisément d'une logique de course à *el khobza*, c'est-à-dire de survie et de vie décente. Pour des « petits » au bas du bas de la société qui ne disposent ni de capital pour commercer et encore moins de relations pour s'endetter, ces trafics est une modalité comme une autre d'accès à des revenus par des pratiques quotidiennes de survie et de débrouille. Face à mes questions incessantes sur l'illégalité, un petit trafiquant m'a répondu en ces termes :

« Est-ce que tu crois qu'il y a dans ce pays quelqu'un qui se préoccupe si j'ai de quoi manger, de quoi acheter mes cigarettes, de quoi survivre. Ne sent la braise que

⁶¹⁷ Quelques exemples des titres de la presse tunisienne : « Béja: vol de 400 kilos de cuivre », *Le Quotidien*, 21 octobre 2008 ; « vol de cuivre dans une société », *Le Temps*, 18 septembre 2009, « Korba: saisie de 300 mètres de câbles en acier et arrestation de quatre suspects », consulté sur www.tunisia-today.com, 16 décembre 2010.

⁶¹⁸ Observation participante et entretiens informels, Grombalia, Tunis, Cité Ettadhamen, été 2008, été 2009.

celui qui la tient dans sa main. De quelle loi tu me parles. Dans ce pays tout le monde se débrouille : du petit au grand. Moi je me débrouille comme je peux »⁶¹⁹.

L'illégalité n'est pas absente des esprits ; elle est en revanche atténuée par le poids du manque et de l'indigence vécu comme de la braise. Dans certains cas, le rapport à l'illégalité est très ambigu. C'est ce qui ressort du témoignage de ce jeune chauffeur chez un ferrailleur :

« A vrai dire, je n'y pense même pas. Ecoute, je vais te raconter une histoire. Il m'arrive de conduire mon patron à la banque. Pas loin de celle-ci, il y a un feu rouge, là-bas il y a un policier et à chaque fois qu'on s'arrête, mon patron baisse la vitre, la main du policier se tend et il lui passe 5 DT. Comme ça, pas d'infractions ni rien, parfois on est un peu en excès de vitesse mais la plus part du temps rien. C'est illégal ou pas ça ? bien sûr que oui et pourquoi le policier s'abaisse à le faire ? Parce que c'est *el khobza* qui veut ça. Pourquoi je travaille dans le cuivre, et bien parce que c'est *el khobza* qui veut ça aussi. Tu respectes la loi tu meurs de faim »⁶²⁰.

« Il vole le cuivre de l'Etat », avait titré un chroniqueur judiciaire avant de relater, en ces termes, le contenu de l'interrogatoire d'un prévenu arrêté alors qu'il était en train d'arracher des câbles électriques: « Le voleur a été embarqué au poste où il a été interrogé. Il a déclaré que sans travail, il n'a pas trouvé d'autres solutions pour survivre que de voler le cuivre sur les lignes d'électricité »⁶²¹. Sans antécédents judiciaires, ce prévenu comme de nombreuses personnes en manque de travail salarié ne visent pas à faire carrière dans la délinquance et mobilisent le registre d'*el khobza* pour se défendre et se justifier. Ces « petits » trafiquants cherchent surtout à profiter du foisonnement des opportunités illicites pour se procurer de l'argent et alléger les pesanteurs du quotidien. Ils passent par l'illégalité pour rester dans la norme et refuser la marginalité sociale. Dans plusieurs faubourgs de la capitale Tunis, les terrains vagues voient affluer, la nuit tombante, de nombreux trafiquants occasionnels ou professionnels pour brûler les câbles électriques et téléphoniques afin de faire fondre le plastique qui les enveloppe. Ainsi, le faubourg d'*el yhoudia* dans la banlieue de Tunis, connu pour son marché de véhicules d'occasion, est tout particulièrement le théâtre de

⁶¹⁹ Discussion avec un trafiquant, cité Ettadhamen, Tunis, été 2008.

⁶²⁰ Entretien, Tunis, été 2009.

⁶²¹ « Hammam-Lif, il vole le cuivre de l'Etat », consulté en ligne sur www.tunisia-today.com, 16 décembre 2010.

ces opérations au point que, chaque soir, l'air y est pratiquement irrespirable à cause des fumées dégagées par les câbles brûlés. Cette technique permet d'une part, de se débarrasser du poids excédentaire du plastique qui enrobe le cuivre et d'autre part, de faire en sorte que les câbles neufs apparaissent comme étant usés de manière à réduire les risques de détection par les services de police lors du transport⁶²².

Les ferrailleurs constituent le chaînon central de ces filières compte tenu de leur rôle d'intermédiaires entre les trafiquants et les entrepreneurs spécialisés dans l'exportation illicite des métaux. Ces exportateurs conviennent des prix du cuivre à la semaine avec les ferrailleurs et les payent à l'avance de manière à ce que ces derniers disposent de liquidités importantes indispensables à drainer les quantités de cuivre en circulation aussi bien auprès de vendeurs occasionnels, de trafiquants ou des petits ferrailleurs. Cet arrangement suppose que l'exportateur assume le risque de fluctuation des cours puisqu'il arrive qu'il s'approvisionne auprès des ferrailleurs à des prix élevés et que les cours mondiaux baissent au cours de la semaine. Toutefois, ce risque est parfaitement assumé par les exportateurs qui le considèrent comme inévitable s'ils veulent fidéliser leurs partenaires étrangers en les approvisionnant d'une manière régulière. La pression de la demande sur le marché mondial et l'exacerbation de la concurrence incitent les exportateurs tunisiens à accroître leurs capacités de collecte du cuivre en cherchant à s'approvisionner continuellement auprès d'un grand nombre de ferrailleurs⁶²³. Par ailleurs, l'approvisionnement sur le marché intérieur à un prix fixé à l'avance constitue en réalité un risque maîtrisé au regard de la hausse tendancielle des cours mondiaux du cuivre depuis quelques années. Ces arrangements financiers entre ferrailleurs et exportateurs ont eu pour conséquence principale la structuration et la professionnalisation des filières dans lesquelles les entrepreneurs sous-traitent l'approvisionnement aux ferrailleurs chargés d'alimenter le cycle d'exportation par tous les moyens. Disposant de fonds importants, de nombreux ferrailleurs ont organisé des groupes pour collecter mais également voler les câbles de cuivre. De fait, certains ferrailleurs se sont trouvés à la tête d'une équipe chargée de sillonner le pays pour acheter les déchets de cuivre mais également pour faire le repérage et étendre les zones de pillage des câbles de cuivre.

⁶²² Observation participante, Tunis, été 2008.

⁶²³ Entretiens, Tunis, cité Ettadhamen, été 2008.

Kamel est une figure éminente dans le monde des trafics de cuivre. Ce quadragénaire au niveau scolaire élémentaire, qui a travaillé un temps en Libye avant de revenir dans les années 1990 et se mettre à son compte dans le commerce de la ferraille en installant son dépôt dans une banlieue populaire de la capitale, emploie des jeunes qui sillonnent le pays pour acheter les déchets de cuivre chez les petits ferrailleurs, les stocker dans le dépôt avant de les acheminer à l'entrepôt de son client exportateur. Kamel doit son ascension à un art de saisir au vol l'occasion, celle dont on dit en Tunisie qu'« elle ne vient qu'une fois dans la vie ». Cette occasion fut une rencontre avec un entrepreneur qui s'était lancé dans l'exportation du cuivre à l'ouverture de ce marché en association avec un exportateur installé en off-shore. Kamel était chargé d'assurer l'approvisionnement de cet entrepreneur en cuivre à l'origine forcément douteuse d'autant plus que son partenaire était particulièrement intéressé par les câbles de cuivre de bonne facture plus chers sur le marché international que les déchets de cuivre qui peuvent être difficilement exploitables. L'entrepreneur se chargeait de l'organisation des opérations d'exportation et des arrangements avec les douaniers et les policiers qui en assurent la protection. Le personnage de Kamel illustre la montée de la figure sociale du *mhaff*, le rusé, *singra*, celui qui n'a pas froid aux yeux, téméraire et à l'esprit affûté et qui est prêt à courir les risques et braver le danger pour réussir une ascension sociale et s'arracher à un quotidien fait de survie et de course à la subsistance. En enchâssant le monde de la délinquance et de la débrouille des « en bas du bas » avec ses logiques de subsistance et ses temporalités incertaines et aléatoires dans les circuits formels de l'exportation avec ses logiques économiques de rentabilité et d'accumulation, Kamel a été un médiateur indispensable au fonctionnement de ces filières illicites transnationales. Il est un *mzawwer*, un futé, roublard et habile qui a réussi à faire la jonction entre ces deux mondes comme par un tour de magie⁶²⁴.

Cette notion de *mzawwer* dont la racine évoque le verbe *tazwir*, c'est-à-dire l'acte de falsifier, tout comme les répertoires de la ruse et du louvoiement (*dhib*) renvoie à une manière d'être, un mode d'agir et surtout de lire le monde social mobilisés par une grande partie de la société dans leurs stratégies quotidiennes de réussite et d'ascension sociales. Le *mhaff*, le

⁶²⁴ Cette situation n'est pas propre à la Tunisie, voir Jean-François Bayart, Stephen Ellis, Béatrice Hibou, *La criminalisation de l'Etat en Afrique...op.cit* ; sur le lien entre la ruse (*mètis*) et l'art de saisir le moment opportun voir le célèbre ouvrage de Marcel Détiene et Jean.-Pierre Vernant, *Les Ruses de l'intelligence. La mètis des Grecs*, Paris, Flammarion, 1974.

mzawwer désigne le combinard, qu'il soit commerçant entreprenant, fonctionnaire magouilleur, entrepreneur prêts à tout pour gagner de l'argent, receleur et plus généralement toute personne qui court derrière l'accumulation économique faisant fi des restrictions légales et réglementaires, inventant et réinventant des espaces d'action au gré des occasions et des opportunités, fussent-elles délictueuses⁶²⁵. Dans la tradition arabe, ces rusés sont désignés comme étant des « gens qui savent comment manger l'épaule ». Partie noble du mouton, l'épaule est le morceau convoité par tous. Réussir à le manger revient à prendre de court ses concurrents, à les mystifier en faisant preuve d'audace et d'un sens de l'anticipation pour saisir les occasions et faire son « coup » comme un chasseur qui arrive à « flairer » (*ychemha*) et à sentir la présence de sa proie. En ce sens, Kamel a compris avant les autres que les voies de l'accumulation lui étaient ouvertes pour peu qu'il se mette dans le sillage d'un entrepreneur qui disposait de l'entregent politique pour participer au festin de la prédation de l'Etat et manger dans l'ombre des « puissants ».

2) Un continuum d'illégalismes : « petits », « puissants » et entre-deux.

La centralité des ferrailleurs dans le fonctionnement de ces réseaux s'explique non seulement par leur rôle dans la captation et la centralisation du cuivre dérobé mais aussi dans l'entretien du flou sur l'origine délictueuse des câbles et le blanchiment du recel par le truchement des factures nécessaires aux exportateurs. Les ferrailleurs notamment les plus importants, procèdent à l'acquisition de lots de déchets de cuivre dans le cadre de ventes aux enchères légales organisées périodiquement par la STEG ou Tunisie Télécom. En mélangeant le cuivre dérobé avec ces lots, les ferrailleurs entretiennent le flou sur la provenance des quantités de cuivre vendues à l'exportateur. Dans les procès-verbaux des interrogatoires des acteurs de la filière, cet élément a été central dans la stratégie de défense des entrepreneurs⁶²⁶. Dans le cas de la filière de Kamel, interrogé sur l'origine du cuivre l'exportateur avait déclaré que le ferrailleur lui avait vendu une partie des lots qu'il avait acquis dans le cadre de ventes aux enchères ainsi que des déchets de cuivre qu'il avait collecté au gré de ses activités professionnelles et dont il ignorait totalement la provenance, faisant confiance à son

⁶²⁵ Sur les figures de la réussite et du pouvoir qui ont émergé en Afrique au la faveur du foisonnement des opportunités délictueuses, voir Richard Banégas et Jean Pierre Warnier, « Nouvelles figures de la réussite et du pouvoir », art.cit.

⁶²⁶ Dossier d'instruction, Aveux des suspects, Tribunal de Ben Arous, 2008.

ferrailleur. Lorsque les enquêteurs ont interrogé ce dernier sur l'origine exacte du cuivre acheté en dehors des ventes aux enchères, Kamel avait déclaré qu'il l'ignorait étant donné que l'acquisition se faisait auprès de clients de passage, de gens qui se débrouillaient en récupérant des déchets de cuivre dans les déchèteries ou de petits ferrailleurs mais toujours sans factures. L'absence de facturation est une pratique très courante dans ce genre d'activité et de ce fait, le ferrailleur peut affirmer qu'il ignore l'identité des gens qui l'approvisionnent occasionnellement. Dans ces conditions, il est difficile de remonter la chaîne au-delà du ferrailleur.

L'absence de factures d'acquisition rend donc difficile l'estimation des quantités de cuivre objets de trafics et permet aux ferrailleurs de « blanchir » le cuivre subtilisé en le mélangeant aux quantités acquises légalement. Les factures établies entre ferrailleurs et exportateurs sont largement fausses réduisant les quantités du cuivre, falsifiant sa nature et surtout sa valeur. Le ferrailleur crée ainsi une confusion est une situation de flou juridique qui rendait toute traçabilité comptable difficile à réaliser. Il a surtout réussi à enchâsser des pratiques délictueuses dans des transactions marchandes formelles et légales par le jeu de la facturation créative et de la comptabilisation fictive. Certes les ferrailleurs se rendent coupables d'infractions à la législation du commerce mais ces délits sont mineurs comparés aux crimes de vol et de recel de cuivre. En brouillant l'origine du cuivre volé, les ferrailleurs participent à rendre les délits des exportateurs difficilement qualifiables. Cette dimension est essentielle dans la gestion des illégalismes puisqu'elle est au fondement de l'inégalité des ressources mobilisées par les individus face à l'institution répressive⁶²⁷. En sous-traitant l'illégalité aux ferrailleurs, les exportateurs se mettent dans une position infiniment plus confortable pour justifier leurs comportements et se disculper. Cette inégalité des ressources est étroitement liée à la position sociale qui se retrouve dans la division du travail au sein de ces filières illicites. Lorsque le réseau arrive à tomber, le ferrailleur est généralement voué à assumer la grande part de responsabilité et ses apprentis encore davantage.

Cet « art de l'ombre »⁶²⁸ caractéristique des illégalismes économiques permet l'enchâssement des filières illicites dans l'économie formelle autorisant l'hybridation des

⁶²⁷ Nicolas Fischer et Alexis Spire, « L'Etat face aux illégalismes », *Politix*, n°87, 2009/3, pp.7-20.

⁶²⁸ Pierre Lascoumes, *Les affaires ou l'art de l'ombre. Les délinquances économiques et financières et leur contrôle*, Paris, Le Centurion, 1986.

pratiques et la formation d'une économie trafiquante dynamique. Celle-ci agrège les pratiques de survie aux stratégies d'accumulation grâce à la capacité des ferrailleurs à contourner les règlements et à se jouer des lois de manière à créer des marges de manœuvre par le truchement de ces espaces de jeu forgés aussi bien par le flou des montages et des transactions. Si l'économie des pénalités s'est longtemps structurée autour de l'opposition entre les « illégalismes de biens » propres aux classes populaires et les « illégalismes de droits », ces filières trafiquantes montrent que loin d'être opposé à la délinquance des affaires, les illégalismes populaires en sont un rouage essentiel⁶²⁹. Les exportateurs participent au dynamisme de cette économie trafiquante par les liquidités importantes qu'ils injectent dans ces filières par le truchement des ferrailleurs qui jouent le rôle d'intermédiaires, de financiers et de blanchisseurs des butins. Spécialisés dans l'import-export, ces entrepreneurs gèrent l'incertitude et le risque par le truchement des ferrailleurs et de la corruption généralisée et sécurisent leur profit en respectant les procédures comptables et les formes économiques et administratives : tenu de registres comptables, documents en règle portant sur l'exportation de déchets de cuivre, containers scellés, lettre de crédit, etc.⁶³⁰. De sorte que ces opérations de blanchiment couvrent aussi bien l'objet des trafics que les profits de ceux-ci et la fraude fiscale qui s'en suit. La formalisation de ces trafics et leur blanchiment par ce jeu sur les règles formelles de comptabilisation et de facturation permettent ainsi la formation d'une économie trafiquante productrice de revenus et de rentes⁶³¹.

L'analyse des illégalismes économiques qui se déploient dans l'économie et la société tunisienne suggère que la combinaison des logiques néolibérales de marché et l'enchâssement des illégalismes par le jeu des médiations dans la sous-traitance illégale ou dans les filières illicites d'exportation du cuivre participent à la formation de l'économie et de l'Etat en Tunisie transformant le dualisme économique en une « fiction politique »⁶³² qui se nourrit des

⁶²⁹ Sur ce point voir le numéro de *Politix*, « Etat et illégalismes », n°87, 2009/3.

⁶³⁰ Entretiens, Tunis, été 2008, été 2009.

⁶³¹ Roger Botte, « Economies trafiquantes et mondialisation: la voie africaine vers le 'développement' », *Politique Africaine*, n°88, décembre 2002, pp.131-152.

⁶³² Michel Péraldi et al, « Affranchissement et protection... », art.cit, p.12. Sur la formation de l'économie et la consolidation d'une autre fiction politique, celle d'un « non-Etat » à Taiwan, voir, Françoise Mengin, « Taiwanese politics and the Chinese Market. Business's part in the formation of a State, or the Border as a stake of Negotiations », in Françoise Mengin, Jean Louis Rocca (ed.), *Politics in China...op.cit*, pp.232-258.

différentiels et des asymétries. En effet, en Tunisie comme ailleurs les activités délictueuses font intégralement partie de l'économie⁶³³. Le foisonnement de ces pratiques met en lumière les ressorts illicites de la croissance et du « développement » qui participent à l'émergence d'une économie hybride dynamique enchâssée dans les circuits de la globalisation⁶³⁴. Autrement dit, on assiste au déploiement d'un modèle de développement hybride qui est au cœur du « miracle tunisien » et qui permet aussi bien la gestion des contraintes sociales et économiques incarnées par l'échec du traitement social du chômage et la paupérisation d'une grande partie de la population que la consolidation, par le truchement de ces jeux de médiation, de stratégies illicites d'accumulation au sein des élites économiques⁶³⁵. On retrouve par certains aspects, ce que Roberto Saviano désigne par le terme « *scratch* », dans le cas des entrepreneurs de la Camorra qui ne renoncent pas aux sources illégales de profit et qui les injectent dans leurs affaires légales. Les profits des exportations illicites du cuivre sont injectés dans le circuit légal, placés dans les banques, investis dans l'immobilier, ou dans l'acquisition de cuivre ou de déchets de cuivre destinés à nouveau à l'exportation. Lorsque la branche de l'économie légale est en crise, les profits illicites prennent le relais pour entretenir l'activité voir relancer l'entreprise. « Scratcher est une façon de réduire l'écart entre la loi et les impératifs économiques, entre ce qui est interdit et ce qui est nécessaire »⁶³⁶.

Les « grands » comme les « petits » savent que la connivence des agents de l'Etat est absolument nécessaire pour consolider ces arrangements déterminants dans le fonctionnement de ces filières trafiquantes d'où la nécessité de se protéger contre les risques inhérents à ces trafics mais aussi contre les représailles que susciterait l'exacerbation de la concurrence entre acteurs. S'installer et prospérer dans cette économie trafiquante est indissociable de la capacité des ferrailleurs à anticiper les contrôles des agents des services de sécurité aussi bien lors du transport que du stockage du cuivre subtilisé. Chaque moment du fonctionnement de

⁶³³ Béatrice Hibou, *L'Afrique est-elle protectionniste ?...op.cit* ; Jean François Bayart, Stephen Ellis, Béatrice Hibou, *La criminalisation de l'Etat...op.cit* ; Jean François Bayart, « Le crime transnational et la formation de l'Etat », art.cit.

⁶³⁴ Roger Botte, « Economies trafiquantes et mondialisation... », art.cit.

⁶³⁵ Béatrice Hibou, « Macroéconomie et domination politique en Tunisie : du 'miracle économique' benaliste aux enjeux socio-économiques du moment révolutionnaire », *Politique africaine*, n°124, décembre 2011, pp.127-154. De façon générale, Pierre Lascoumes, *Élites irrégulières*, essai sur la délinquance économique et financière, Paris, Gallimard, 1997.

⁶³⁶ Roberto Saviano, *Gomorra. Dans l'empire de la Camorra*, Paris, Gallimard, 2006, p.315.

ces filières cristallise la nécessité de se protéger et d'apprivoiser les diverses sources de menace et de danger qui concernent autant les institutions que les personnes qui « comptent » à commencer par le chef de la cellule locale, l'*omda*, le délégué et surtout le chef du district de police. La peur d'être visé par une enquête de police, de faire l'objet d'un contrôle, de voir son dépôt fouillé est conjurée par une économie des largesses qui cherchent à toucher les différents lieux de pouvoir, supposés ou avérés. Ces ferrailleurs s'insèrent dans les relations de pouvoir, cherchent à se faire bien voir de la part des autorités locales et surtout à s'attacher la bienveillance des responsables de la police, rouage essentiel dans ces trafics car ils sont en mesure de faciliter le déroulement des affaires ou de conjurer les opérations de déstabilisation commandées par des concurrents. Dans un monde où les ascensions comme les déchéances dépendent de la capacité à mobiliser des ressources et des appuis au sein de l'Etat, un ferrailleur *mhaff* (rusé) se doit d'investir dans la protection de ses affaires car sur ce point, il ne fait que s'aligner sur les règles du jeu.

Kamel avait l'habitude de dire : « donne à manger, tu finiras forcément par trouver quelqu'un pour te couvrir »⁶³⁷. Cette métaphore qui agrège la manducation à la protection renvoie moins à un esprit calculateur qu'à une manière d'être et de percevoir la relation étroite entre *el khobza* et le pouvoir ; elle reflète également les modalités par lesquelles les uns et les autres entendent pérenniser *el khobza*. L'ascension sociale est un processus légitime qui nécessite d'acheter la protection des « puissants » mais aussi de procéder à une redistribution au sein de la communauté. Kamel était certes un trafiquant mais dans son quartier, il a réussi à devenir un notable qui ne manquait pas de rendre service, d'aider à l'occasion et de « faire goûter son argent » aux « petits » qui voient en lui, le héros roublard, rusé et magouilleur certes mais non moins méritant et brave (*rajel*). Il donnait à manger non seulement aux « grands » mais également aux « petits ». Cette distribution d'argent tout azimut fait partie d'une économie populaire de la protection qui s'encastre dans les relations sociales, l'échange de faveurs et la création de dettes morales. C'est que la crise économique a largement participé à la monétarisation des relations sociales et à l'exacerbation des hostilités, des envies au cœur desquelles sis l'argent. « Quand la bouche mange, les yeux se ferment » m'avait dit

⁶³⁷ Expression récoltée sur le terrain lors d'une discussion, Tunis, été 2009.

un jour un jeune réceptionniste qui trempait occasionnellement dans le proxénétisme pour arrondir ses fins de mois⁶³⁸.

De fait, qu'il s'agisse du ferrailleur trafiquant ou du réceptionniste-proxénète, l'investissement dans des faveurs avec les employés, les collègues, les voisins, les membres de la communauté leur permet de continuer à entreprendre et à se mouvoir d'une manière fluide à travers la frontière de la légalité sans craindre d'être envié et balancé. Considérer cet échange comme corruptif ou sciemment construit comme tel est une option relativement normative qui tronque la réalité de ces échanges. Produit des transformations vertigineuses de la société et de l'Etat durant ces deux dernières décennies, cette figure du *mzawwer* ou du *mhaff* illustre cet imaginaire de la manducation dans l'ombre, aussi bien des « puissants » que des « semblables ». « Étaler » son argent dans le sens de distribuer, donner pour « faire son lit » (*Ifrich*) renvoient moins à une rationalité calculatrice qu'à une « seconde nature qui vient doubler le statut des individus et des groupes et s'y mêler. C'est une attitude. Parfois occasionnelle, elle est surtout additionnelle, et elle s'insinue dans les principes comme dans les pratiques quotidiennes et le cours de l'existence de façon si généralisée qu'elle acquiert un statut de valeur centrale, puisqu'elle va quasiment constituer un pivot moral et pratique autour duquel vont s'agréger d'autres catégories d'action et de perception, par exemple des transactions avec l'autorité politique ou économique »⁶³⁹. *El khobza* n'est donc pas une affaire d'égoïsme ou de recherche illimitée et sans restrictions du profit propre, elle suppose aussi une manière d'être et de se comporter qui produit et distribue des profits au sein de la communauté et des relations de sociabilités qui assurent la couverture, la protection et le renouvellement des illégalismes. Penser aux autres assure le fraudeur de leur protection, de leur soutien ou du moins lui évite leur jalousie et leurs coups bas. Cette capacité à cultiver ses relations ou à produire une valeur relationnelle permet aux *mhaff* de la convertir en capital économique en faisant des coups dans les sphères de l'illégal avant de retourner et de

⁶³⁸ Expression d'un réceptionniste, Hammamet, été 2010.

⁶³⁹ Zekeria Ould Ahmed Salem, « Tcheb-tchib et compagnie. Lexique de la survie et figures de la réussite en Mauritanie » *Politique Africaine*, n°82, juin 2001, pp. 78-100, citation p.86.

retrouver une normalité comme s'il s'agissait de razzier et de distribuer le butin avec les membres de sa communauté⁶⁴⁰.

D - Accès différencié à l'emploi et gouvernement d'el khobza.

Les récits présentés précédemment des centres d'appels, des ateliers clandestins et des trafics de cuivre décrivent un monde des « petits » qui courent derrière *el khobza* dans les méandres de l'off-shore. Un monde dans lequel les « *zawwali* » (ces sans grades) balancent entre précarité et exclusion de l'emploi salarié, du bien-être et de la sécurité économique. Pourtant, en dépit des conditions de travail difficiles et aléatoires, les existences de ces « petits » et ces « en bas du bas » esquissent un monde fait de « stabilité dans la précarité »⁶⁴¹. Il convient dès lors de se poser la question suivante : comment expliquer cette « stabilité précaire » ? Mon hypothèse est que cette main d'œuvre est disciplinée par *el khobza*. Une *khobza* aussi précaire qu'incertaine au regard de la généralisation de la précarité ; une *khobza* qui œuvre comme autodiscipline qui est simultanément affaire de contrainte et expression de désir et de concurrence pour accéder à la sécurité économique et aux privilèges de l'emploi stable.

1) *El khobza* en tant que cage d'acier.

Certes la main d'œuvre est disciplinée par le chômage mais elle l'est également par la généralisation de la précarité, une précarité partagée aussi bien par le secteur off-shore que par l'économie onshore, par le privé comme par le public. En effet, à partir du milieu des années 1990, toute une série de réformes, notamment du Code du travail, a légalisé, légitimé et accéléré la précarisation des relations de travail. Les réformes du Code du travail, de février 1994 et juillet 1996, ont rendu particulièrement flexible l'application du CDD dans l'ensemble des secteurs de l'économie particulièrement dans le secteur off-shore puisque le législateur prévoit la possibilité d'embauche en durée déterminée des salariés compte tenu des besoins de l'entreprise qui doit faire face à un « surcroît extraordinaire de travail ». De même,

⁶⁴⁰ Sur ce point voir l'analyse que fait Julia Elyachar de « l'œil du diable » en Egypte, Julia Elyachar, *Markets of Dispossession...op.cit.*

⁶⁴¹ Nicolas Jounin, *Chantier interdit au public...op.cit.*, le chapitre 4, « Je préférerais vendre des savonnettes : l'intérim ».

en décrétant la possibilité d'embauche en CDD pour « l'exécution de travaux saisonniers ou d'autres activités pour lesquelles il ne peut être fait recours, selon l'usage ou de par leur nature, au contrat à durée indéterminée », le législateur a érigé de fait le CDD en unique contrat régissant les relations salariales particulièrement dans le secteur off-shore⁶⁴². Cette objectif de flexibilité du travail a été affirmé dans les réformes successives du Code du travail à l'instar de celle du 15 juillet 2006 qui a étendu l'usage des CDD jusqu'à 4 années consécutives ce qui a ouvert la porte à toute sorte de manipulations et de stratagèmes à commencer par le changement de la raison sociale de l'entreprise pour renouveler les contrats des salariés voire carrément leur licenciement juste avant la fin des 4 années, sans aucune indemnité⁶⁴³. Ces réformes (notamment les articles 29 à 31 du Code du travail) ont particulièrement favorisé le développement de l'externalisation et de la sous-traitance des services dans les différents secteurs de l'économie y compris le secteur public en instaurant le régime d'*Al-mounawala* (contractualisation) qui symbolise la politique de précarisation des relations de travail caractéristique du néolibéralisme en Tunisie comme ailleurs. Ce régime de travail constitue une forme hybride entre travail intérimaire et externalisation des services considérés comme extérieurs au cœur du métier – à l'instar des activités de nettoyage, de catering ou de gardiennage mais aussi du transport ou de la maintenance – et se retrouve aussi bien dans les administrations, les hôpitaux et les universités que dans les entreprises publiques et parapubliques (PTT, électricité, gaz, mines), ou les banques et entreprises privées (télécommunications, grands groupes). A la veille de la révolution, la Tunisie aurait compté 150 000 salariés embauchés selon ce régime de travail particulièrement pratiqué dans le secteur public qui aurait compté dans ses rangs pas moins de 100 000 employés⁶⁴⁴. La généralisation de ce régime de travail a été considérée comme une modalité de rationalisation du fonctionnement des entreprises publiques de manière à accroître leur compétitivité et leur rentabilité selon une logique financière de pression sur les coûts. Il a de fait été appliqué dans les plus grande entreprises publiques : Tunis Air, La Société Tunisienne d'électricité et de Gaz (STEG), Tunisie Télécom, Société Phosphate Gafsa (CPG) et bien d'autres.

⁶⁴² Voir les lois 94-29 du 21 février 1994 et 96-62 du 15 juillet 1996.

⁶⁴³ Béatrice Hibou avec Jean François Bayart et Hamza Meddeb, *La révolution vue des régions. Néolibéralisme et trajectoire de la formation asymétrique de l'Etat en Tunisie*, op.cit.

⁶⁴⁴ Presse tunisienne, « Vers l'abolition d'*al-mounawala* dans le secteur public », consulté en ligne sur www.tunisia-today.net, 19 février 2011, [article en arabe, la traduction est de moi].

Cette généralisation de la précarité a produit un double effet : d'une part la marchandisation de la main d'œuvre qui s'accroît à mesure que les statuts se dégradent selon qu'on est employé dans le secteur public ou privé, en CDI, en CDD, embauché directement par l'employeur ou dans le cadre d'*Al mounawala* par des sociétés de sous-traitance qui ne sont pas des agences de travail à proprement parler mais des fournisseurs de travail, sorte de loueurs de bras ne disposant dans de nombreux cas ni de locaux, ni d'investissements et dont le fonctionnement est entaché en grande partie d'illégalité jusqu'aux travailleurs « au noir » rémunérés à la pièce dans un atelier clandestin au bout de la chaîne de sous-traitance⁶⁴⁵. Cette multiplicité des statuts qui vient répondre à la demande de flexibilité de la part des investisseurs et des employeurs révèle la primauté du travail en tant que « marchandise »⁶⁴⁶ sur la personne du travailleur, porteur ou support de cette marchandise censé s'adapter et s'engager dans une course à améliorer sa condition et sa situation sociale et salariale en cherchant à s'insérer dans les catégories les plus sécurisantes et par-dessus tout à s'estimer heureux d'avoir un emploi salarié qui lui permet de manger *el khobza* quand d'autres exclus du salariat n'espèrent que lui ravir cette place « privilégiée »⁶⁴⁷.

Cette marchandisation du travail a été un ressort essentiel de la flexibilité indispensable à l'entretien de la compétitivité de l'économie tunisienne et à la gestion des blocages du modèle de développement. Cependant, elle ne peut opérer pleinement que si le travailleur joue le jeu et s'en accommode de manière à ne pas enrayer la logique productiviste de l'« entreprise néolibérale »⁶⁴⁸ qui considère chaque travailleur en tant que « centre de profit »⁶⁴⁹ qui se doit d'être rentable. En Tunisie, sous le régime Ben Ali, la domestication du syndicat a été une modalité essentielle de maîtrise des revendications salariales, de baisse du coût du travail et de préservation de la compétitivité de la main d'œuvre. Toutefois, cette

⁶⁴⁵ Béatrice Hibou avec Jean François Bayart et Hamza Meddeb, *La révolution vue des régions...op.cit*

⁶⁴⁶ Cet argument est inspiré de l'analyse de Nicolas Jounin sur la dissociation du travail et du travailleur, voir Nicolas Jounin, *Chantier interdit au public...op.cit*, p.218 et suiv.

⁶⁴⁷ Sur la participation des institutions dans la marchandisation du travail, voir Karl Polanyi et sa magnifique analyse du *Speenhamland* dans *La grande transformation. Aux origines politiques et économiques de notre temps*, Paris, Gallimard, 1983.

⁶⁴⁸ Thomas Coutrot, *L'entreprise néolibérale, nouvelle utopie capitaliste. Enquête sur les modes d'organisation du travail*, Paris, La Découverte, 1998.

⁶⁴⁹ Pierre Dardot et Christian Laval, *La nouvelle raison du monde...op.cit*, p.309.

politique répressive ne peut constituer une clé d'explication exclusive à la productivité⁶⁵⁰. La généralisation de l'individualisation de la rémunération par le truchement d'une part variable toujours plus importante dans la rétribution aussi bien dans les centres d'appels que dans les ateliers clandestins ou par les loueurs de main d'œuvre d'*Almounawala* qui paient leurs employés à l'heure et souvent à l'« ombre du mur » (*tah't el h'it*) comme disent les Tunisiens pour désigner le travail au noir, pousse les travailleurs faire preuve d'implication et à se surpasser pour améliorer leurs payes. De fait, la mise au travail s'appuie moins sur des contraintes extérieures au sujet travailleur que sur la nécessité éprouvée par ce dernier de gagner de quoi survivre, sur son désir d'augmenter ses ressources matérielles et sur le sentiment de culpabilité qui accompagne le temps de repos volé, la retenue dans l'effort, la distanciation et la reprise de soi qui se répercutent forcément sa rémunération. La ruse de cette mise au travail réside justement dans cet art de lier l'intérêt du travailleur autrement dit sa *khobza* à l'intérêt de l'organisation ; en d'autres termes de faire de l'« implication contrainte »⁶⁵¹ une implication consentie, du moins, négociée. Celle-ci est garantie par *el khobza* qui fait en sorte que le salarié travaille pour son employeur comme s'il travaillait pour soi. La docilité du sujet procède moins de la diffusion des dispositifs de contrôle et de surveillance que d'une conduite qui reprend à son compte les impératifs de l'employeur.

On comprend ainsi le refus de « jouer avec *el khobza* » formulé par le responsable du groupe de téléopérateurs dans le centre d'appel : pour lui comme pour ses collègues *el khobza* se met à désigner autant le salaire que l'entreprise qui l'emploie et à laquelle il doit sa rémunération et au bénéfice de laquelle il est prêt à travailler assidument pour empêcher sa délocalisation et protéger par la même occasion son emploi. *El khobza* devient dès lors l'instrument et le produit de cette mise au travail : en courant derrière *el khobza*, le sujet améliore la productivité des facteurs de production et inversement en veillant à la pérennité de l'entreprise et de l'employeur, il protège sa propre *khobza*. Celle-ci constitue véritablement

⁶⁵⁰ Sur la domestication de l'UGTT, Béatrice Hibou, *La Force de l'obéissance*, op.cit., Chapitre 4, « Le travail normalisateur de l'appareil bureaucratique »; Sadri Khiari, *Tunisie, le délitement de la cité...op.cit.*

⁶⁵¹ Jean Pierre Durand, *La chaîne invisible. Travailler aujourd'hui*, op.cit.,

une « cage d'acier »⁶⁵² (Weber) qui fait du travailleur le sujet actif de sa mise au travail. La servitude volontaire prend dès lors toute sa dimension. Beaucoup de salariés désignent explicitement leurs entreprises par le terme *khobza* moins par fierté d'appartenir à l'entreprise que parce qu'ils vivent leurs emplois comme un privilège : celui de ne pas crever de faim, de ne pas tomber dans l'indigence et l'indignité. Cette histoire du responsable du groupe qui menace implicitement ses subordonnés dans leur *khobza* (gagne-pain) met en évidence le sujet qui court derrière *el khobza* comme étant non pas simplement la cible du pouvoir mais également son relais. C'est également le cas de l'entrepreneur qui gère un atelier clandestin qui participe à enchâsser les stratégies de survie des jeunes filles pauvres dans des logiques de profit purement financières des entreprises sous-traitantes. Sur la filière de sous-traitance se greffe ainsi une chaîne de manducation ou d'*el khobza* dans laquelle le labeur des « en bas du bas » et leur acceptation à travailler à des rémunérations dérisoires, autant dire des miettes, alimente la compétitivité et les profits des médiateurs et des sous-traitants.

Présentée comme forme rationnelle d'organisation du travail et de la production indispensable à la préservation de la compétitivité, la sous-traitance du processus de production et des services s'avère en réalité être un processus infiniment plus complexe. Comme je l'ai montré précédemment, elle est un vecteur de flexibilisation du travail par l'exploitation du réservoir segmenté de main d'œuvre et d'externalisation des illégalités par le jeu des médiations. La particularité de ce processus d'externalisation est qu'il dépasse les illégalités pour couvrir tous les risques. En acceptant des conditions de travail précaire à la marge voire en dehors de la légalité, des rémunérations dérisoires et une incertitude quotidienne, les travailleurs dans les ateliers clandestins comme tous les derniers maillons de toute chaîne de sous-traitance assurent le fonctionnement d'un modèle de développement qui a érigé la précarité en nécessité indépassable. En tant que gouvernement de soi tournée vers *el khobza*, l'externalisation revient, pour ces travailleurs « pressurés », à une « prise sur soi »⁶⁵³ des blocages économiques en assurant aux plus bas de l'échelle sociale le fonctionnement de ce modèle de développement dont ils sont les premières victimes. Incapables de penser le dépassement de ce modèle, les autorités s'accommodent parfaitement de ces illégalités aussi

⁶⁵² Sur la notion wébérienne de la « cage d'acier », Max Weber, *L'Éthique protestante et l'Esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard, 2003. Son interaction avec la raison néolibérale, Pierre Dardot et Christian Laval, *La nouvelle raison du monde...op.cit.*

productives qu'efficaces politiquement. Gouverner consiste dès lors à maintenir la paix sociale, à réprimer le mécontentement des régions de l'intérieur et à surveiller les populations « pauvres ».

2) Clientélisme et contrôle de l'accès à l'emploi.

Ce mode de gouvernement qui consiste à perpétuer une certaine « stabilité dans la précarité » fraye la voie au clientélisme devant des milliers de « déclassés » des centres d'appels, des « sous-traités » du secteur off-shore, des « pressurées » des ateliers clandestins, des « précaires » d'*Al mounawala* et des « exclus » vivant dans l'économie délictueuse désireux d'améliorer leurs conditions de vie en accédant à un emploi stable et à la sécurité économique. Avec la libéralisation et le délitement des capacités financières de l'Etat, la domination s'est exercée à travers de nouvelles modalités d'intervention, et notamment par le contrôle de l'accès direct ou indirect à l'emploi. Les concours d'accès à la fonction publique, les concours d'aptitude à la profession d'enseignant (CAPES) pour enseigner dans le secondaire, le régime d'*Al mounawala* et plus généralement de sous-traitance ont été des dispositifs qui ont permis d'insérer dans la course à l'emploi des logiques de contrôle clientéliste par le truchement de la corruption, des faveurs et de la cooptation. L'accès à la fonction publique a ainsi fait l'objet d'une économie parallèle impliquant des responsables du parti au pouvoir, le RCD, du syndicat, de la haute administration ainsi que des notables proches des « clans ». Ces pratiques ont été si prégnantes et connues de toute la population que de nombreux jeunes diplômés refusaient de participer au concours se sachant éliminés dès le départ puisque la liste des admis disposant d'entregent et monnayant leur recrutement était fixée d'avance. Ces pratiques ne concernaient pas simplement les diplômés : en effet, les réseaux partisans étaient des canaux de recrutement du personnel de gardiennage et de nettoyage dans les écoles, les hôpitaux, les lycées et plus généralement les administrations publiques. Ainsi, les personnes les mieux insérées dans le parti et dans les réseaux clientélistes locaux du pouvoir étaient moins soumises que les autres aux nouvelles règles de la marchandisation de la main d'œuvre pouvant accéder aux emplois subalternes dans le public et quitter de la sorte la précarité et la flexibilité de l'off-shore ou du secteur privé⁶⁵⁴.

⁶⁵³ Maurizio Lazzarato, *La fabrique de l'homme endetté... op.cit.*, p.42.

⁶⁵⁴ Béatrice Hibou, *La Force de l'obéissance... op.cit.*, chapitre 3, « Un quadrillage méticuleux ».

Les emplois publics incarnent des biens clientélares distribués par le régime à sa clientèle. Le chef local du RCD peut intercéder auprès de la municipalité ou auprès du délégué pour embaucher une personne en tant qu'éboueurs, gardien d'un établissement scolaire, femme de ménage ou encore sur les chantiers. L'importance de la demande comparée à la rareté des emplois incitent des responsables locaux à monnayer ceux-ci⁶⁵⁵.

La course à *el khobza* est doublement inégale : d'un côté, tandis que les employés courent après *el khobza* pour tenter de la sécuriser, les employeurs font leurs profits sur leur capacité à rendre *el khobza* incertaine. D'un autre côté, cette course à la sécurisation d'*el khobza* est traversée de part en part par les logiques de contrôle clientéliste et les mécanismes d'intermédiation partisane et notabiliaire assurant une intégration individualisée au « domaine du *beylik* », autrement dit au salaire mais également, dans le cas des diplômés chômeurs, aux prébendes et aux compléments de salaires⁶⁵⁶. La médiation et le contrôle de la main d'œuvre à travers la distribution clientéliste et monnayée des emplois protégés se transforment en une modalité centrale de la domination politique qui s'exerce par le truchement d'un système de tri et de sélection individualisée de l'accès et de la sécurisation d'*el khobza* réduisant considérablement les possibilités d'action collective⁶⁵⁷. L'inégalité devant l'accès à l'emploi protégé a donc été un ressort essentiel de l'articulation des logiques néolibérales de l'entreprise aux modes de gouvernement autoritaires. Ce dispositif économique alimente l'exclusion de « petits » qui ne cesseront de chercher un « fil » (*khit*) – entendu comme un contact, un médiateur, un intermédiaire – capable de les insérer dans les réseaux de pouvoir. L'exclusion de l'emploi salarié pousse les « en bas du bas » à l'illégalité tandis que celle-ci alimente indirectement la compétitivité de l'économie et du secteur off-shore. La segmentation de la main d'œuvre et le déploiement des mécanismes clientélistes ouvrent des possibilités d'insertion des segments les plus précaires de la population dans la course à *el*

⁶⁵⁵ Ce système évoque par certains aspects les machines politiques aux Etats-Unis entre les deux guerres qui ont joué un rôle important dans l'intégration des populations émigrées, François Bonnet, « Les machines politiques aux États-Unis. Clientélisme et immigration entre 1870 et 1950 », *Politix*, n° 92, 2010/4 p. 7-29.

⁶⁵⁶ Cet argument a été particulièrement développé dans *Al mounawala* à laquelle a fait recours la Compagnie de Phosphate de Gafsa par Béatrice Hibou avec Jean François Bayart et Hamza Meddeb, *La révolution vue des régions...op.cit.*

⁶⁵⁷ Voir sur ce point l'analyse du monde du travail en Egypte que propose Samer S. Shehata, *Shop floor culture and politics in Egypt*, New York, State University of New York Press, 2009, notamment son chapitre 5, « In the Basha's House ».

khobza. Pour améliorer leur position économique, ils cherchent à intégrer le « domaine du *beylik* » à travers le secteur public qui continue à incarner un site relativement protégé de l'exploitation débridée de la main d'œuvre qui caractérise le reste de l'économie. Cette protection est toute relative car la contractualisation a été étendue à tous les secteurs publics. Il n'en demeure pas moins que, dans l'imaginaire comme dans les faits, les gens savent que contrairement au secteur privé, on peut toujours s'arranger avec le pouvoir pour peu qu'on cherche à manger *el khobza* à l'ombre.

Troisième Partie

Politique d'émigration sous la dictature de Ben Ali

L'incapacité du modèle de développement à créer suffisamment d'emplois qualifiés pour intégrer une population dont le niveau d'étude est en hausse, et le sentiment ainsi généré de mépris et d'inégalité, font de l'émigration illégale une voie d'amélioration des conditions de vie des défavorisés les plus jeunes. Sans réduire la mobilité transnationale à une conséquence directe des problèmes d'insertion dans le système productif, l'émigration qui touche de larges segments de la jeunesse est vécue comme une voie de réalisation de soi, de reconnaissance et d'ascension sociale. Elle répond ainsi à un désir d'accumulation matérielle et symbolique qui doit se comprendre à l'aune des ascensions fulgurantes et des succès rapides fondés sur la roublardise, la bravoure et l'audace qui ont marqué les figures de la réussite dans la Tunisie de Ben Ali. Pour illégale qu'elle soit, l'émigration irrégulière n'est pas moins licite. Elle est une forme comme une autre de course à *el khobza* et dans l'imaginaire d'une partie de la jeunesse un raccourci vers la richesse.

L'émigration a historiquement été envisagée par les pouvoirs publics comme une solution incitant le régime de Bourguiba à chercher à placer sa main d'œuvre excédentaire. Pays d'émigration plus de 1,1 million de Tunisiens vivent à l'étranger représentant 10% de la communauté nationale dont la majeure partie était installée en Europe (83,5%), majoritairement en France (59%)⁶⁵⁸. Après des années de tolérance, durant les deux dernières décennies, la Tunisie a été appelée par ses partenaires européens à jouer un rôle important dans la surveillance des départs et l'endiguement des flux migratoires. Une telle démarche suppose implicitement un alignement de la Tunisie sur les objectifs de la politique européenne en matière d'immigration évacuant les logiques propres à ce pays et les dynamiques sociales qui le travaillent. Je me propose dans cette partie d'étudier, dans un premier temps, l'économie morale et matérielle des départs pour prendre en compte non les raisons individuelles et collectives des départs – travail qui a déjà été fait et dont l'analyse a été récemment renouvelée par les études sur l'« anthropologie du voyage »⁶⁵⁹ - mais pour mettre en évidence la manière dont la course à *el khobza* participe à la formation de la politique d'émigration de l'Etat tunisien. L'approche prise dans cette partie ne vise pas à analyser les répercussions du mouvement migratoire sur la société et l'économie tunisiennes. Elle entend

⁶⁵⁸ Abderazak Belhaj Zekri, *La dimension sociopolitique actuelle de la migration en Tunisie*, Série : « CARIM AS », n° 48, Robert Schuman Centre for Advanced Studies, San Domenico di Fiesole (FI), Institut Universitaire européen, 2011.

plutôt comprendre comment l'émigration s'inscrit au cœur de l'exercice du pouvoir en Tunisie. Cette approche suggère que l'action de l'Etat sur celle des hommes doit être prise en compte pour comprendre l'émigration clandestine. Je tenterai donc de démêler les manières par lesquelles s'imbriquent et s'articulent les stratégies migratoires individuelles et les politiques étatiques pour produire un phénomène migratoire illégal. L'Etat s'adapte indéniablement aux comportements des sujets d'*el khobza* qui à leur tour peuvent adhérer, résister, détourner voire contourner les normes et les règles imposées par l'Etat⁶⁶⁰. Cet angle d'approche invite donc à penser le concret du gouvernement des mobilités transnationales c'est-à-dire à tenter de comprendre comment l'Etat s'insère dans la course à *el khobza* des candidats à l'émigration tout en restant attentif aux décalages entre discours et pratiques.

⁶⁵⁹ Fariba Adelhah et Jean François Bayart (dir.), *Les voyages de développement...op.cit.*

⁶⁶⁰ Dans cette même perspective d'étude voir la thèse de Victor Pereira, *L'Etat Portugais et les Portugais en France de 1957-1974*, Thèse de doctorat d'histoire, IEP de Paris, 2007. Et Maria José Fernandez, *Emigrer sous Franco, Politiques publiques et stratégies individuelles dans l'émigration espagnole vers l'Argentine et vers la France*, Thèse de doctorat d'histoire, Université Paris 7- Diderot, 2004.

Chapitre VII – Ethnographie de l’émigration illégale. Ressorts moraux et matérialité des départs.

La criminalisation des départs et le durcissement du traitement des flux migratoires ont contribué à pousser de plus en plus de migrants vers l’illégalité et ce faisant à créer des migrants clandestins. Toutefois, tous les candidats ne sont pas égaux dans la clandestinité. En effet, l’économie matérielle des départs est traversée d’inégalités entre des filières migratoires certainement plus chères mais plus sûres et des filières « au rabais » soumises aux contrôles policiers, aux arnaques des passeurs et aux aléas de la nature. En empruntant des chemins plus longs, les Tunisiens qui ont privilégié le départ par la Libye ont tracé avec leurs pieds le redéploiement des itinéraires migratoires profitant de la tolérance et de la connivence des acteurs étatiques. Ce redéploiement des flux migratoires tunisiens sur la Libye s’opère dans un contexte de durcissement de la surveillance du détroit de Sicile dans le cadre de la coopération tuniso-italienne et de la montée en puissance des filières migratoires libyennes. Il se produit également par la transformation de la perception de l’émigration par la société tunisienne : d’une initiative individuelle, l’émigration devient un projet collectif mobilisant autour du migrant les ressources familiales, communautaires et les réseaux d’interconnaissances. Je me propose dans ce chapitre d’étudier les ressorts de ce redéploiement des itinéraires à travers l’analyse des passeurs, médiateurs incontournables dans le contournement des dispositifs de surveillance étatiques et l’enchâssement des filières migratoires dans des dynamiques de « criminalisation de l’Etat » en Libye.

A - Les dynamiques centrifugeuses.

Incapable d’intégrer le « surplus » de main d’œuvre, le modèle de développement tunisien condamne une partie de la population au départ. Mais celui-ci n’est pas simplement une affaire de nécessité, il a également trait au désir, à l’ambition et au rêve de réussite.

1) Les « fils de tortue » ou l'expulsion du « surplus ».

Le déploiement de l'économie de la débrouille comme une réponse sociale naturelle et politiquement tolérée s'est accompagné de l'affirmation de lignes d'inégalité en fonction de la capacité des acteurs subordonnés à capter les privilèges et les faveurs distribués par l'Etat et à apprivoiser sa violence. Le rétrécissement des opportunités de subsistance et d'accumulation à mesure que la concurrence s'est intensifiée entre un nombre toujours plus élevé de personnes engagées dans une course à *el khobza* aussi aléatoire qu'incertaine a accentué la polarisation au sein de la société et le sentiment d'injustice dans de larges pans des catégories populaires ou moyennes déclassées. Au cours de ces deux dernières décennies, un sentiment s'est affirmé chez une grande majorité des générations post-ajustement structurel : la mobilité sociale est un objectif difficilement accessible, voire complètement inatteignable. De fait, ces jeunes se définissent comme des « fils de tortue » en référence à une métaphore qui renvoie à la nécessité de compter sur soi, sur ses capacités comme voie exclusive de réalisation de soi. Cette dimension a particulièrement été relevée dans un film documentaire sur l'émigration illégal dans lequel un jeune « sans-papiers » s'exprime en ces termes :

« La Tunisie est comme une tortue, elle donne vie à ses enfants et elle les abandonne aussitôt, c'est à eux de se débrouiller pour vivre. Quand je vois mes amis, je me dis que nous sommes une génération éparpillée dans les quatre coins du monde, chacun est parti dans un pays, comme les fils de tortue amenés à partir pour exister »⁶⁶¹.

Contrairement à l'image que pourrait laisser entrevoir ce témoignage, les « fils de tortue » ne sont pas abandonnés au point d'ériger le projet migratoire en une démarche contrainte et forcée qui s'impose à une génération dont les capacités d'insertion sont annihilées. En réalité, la référence aux « fils de tortue » renvoie à des individus entreprenants dont la mobilité reflète davantage un désir de promotion sociale et d'émancipation qu'une nécessité de subsistance. C'est ce qu'exprime ce jeune rencontré à Belleville dans la région parisienne :

« Ce n'est pas une question de mourir de faim. Il y avait de quoi manger et j'étais parmi les miens dans ma famille. Mais jusqu'à quand je vais tendre la main à mon

⁶⁶¹ Témoignage de Foued, un émigré clandestin en Italie dans « Fils de tortue », documentaire du jeune cinéaste Walid Mattar qui a filmé des migrants illégaux avant leur départ et après leur arrivée en Europe. Walid Mattar, *Fils de tortue* [film], 2005, accessible sur www.euromedcafe.org.

père ou à mon grand frère pour avoir de l'argent ? Les années passaient et moi, je suis là, les poches vides. J'étouffais, vraiment. Et puis vient la saison de l'été et les *zmigri* qui rentrent au pays et qui se mettent à frimer avec leurs belles fringues, leurs voitures. Tu te dis, mais qu'est-ce que je fais là ? Ce n'est pas une vie »⁶⁶².

A l'instar de cet émigré, beaucoup de jeunes qui peuvent compter sur l'aide de leurs familles et de leurs proches qui les entretiennent éprouvent le désir de s'extraire à une situation étreinte dans laquelle « ils se sentent à l'étroit » au point de « suffoquer ». Partir revient moins à fuir la misère qu'à prendre son destin en main et à se dégager du poids pesant de cette dépendance qui les maintient dans une situation de subalternité sociale et d'infériorité qui suscite une souffrance liée au sentiment « d'être réduit à ce que l'on ne désire surtout pas : l'insignifiance sociale »⁶⁶³. Pour de nombreux jeunes, cette subalternité sociale est tellement pesante qu'elle se vit comme un handicap, une perte de sens et un poids dont on ne peut se lester qu'en partant et en réalisant ce qu'on a toujours voulu être. Un jeune aspirant-migrant qui peinait à trouver ses mots pour exprimer ce sentiment m'a ainsi répondu :

« Des fois je travaille et la plus part du temps je suis au chômage. Mon frère qui vit à l'étranger me demande souvent si j'ai besoin d'argent et il m'en envoie. Mais à un moment, j'ai arrêté de lui demander, ce n'est pas une question d'argent. Jusqu'à quand il va continuer à m'envoyer. A chaque fois, il m'envoie de quoi vivre et après je continue à tourner en rond. Je ne sais pas quoi dire. Ne sens le feu que celui qui marche sur la braise. Je veux partir, faire ma vie (*nkawwen rouh'i*) et revenir comme tous ceux qu'on voit chaque été. C'est ce qui éteindra ce feu »⁶⁶⁴.

Le projet migratoire dépasse la nécessité économique pour être considéré comme un moyen d'accès à la reconnaissance sociale. L'évocation du retour des migrants avec leur signes extérieurs de richesses renvoie aux enjeux symboliques rattachés à l'émigration : « partir c'est chercher une forme de complétude tout en essayant de changer le regard que l'entourage porte sur nous et par conséquent la place que l'on occupe au sein de la société d'origine »⁶⁶⁵. C'est en ce sens que le départ revient à une tentative de s'affirmer et de

⁶⁶² Entretien avec un jeune « sans-papier » originaire de Zarzis, Belleville, juin 2009.

⁶⁶³ Mahamet Tîmera, « Les migrations des jeunes Sahéliens : affirmation de soi et émancipation », *Autrepart*, n°18, 2001, pp. 37-49, p.38.

⁶⁶⁴ Entretien, Nabeul, été 2008.

⁶⁶⁵ Thomas Fouquet, « Imaginaires migratoires et expériences multiples de l'altérité : une dialectique actuelle du proche et du lointain », *Autrepart*, n°41, 2007/1, pp. 83-98, p.87.

s'émanciper. L'évocation du feu est d'autant plus intéressante à relever que l'émigration illégale est désignée par le terme « brûler » (*el harga*) qui renvoie tour à tour à l'action de franchir illégalement les frontières, de brûler son passeport et ses papiers d'identité pour pouvoir s'inventer une condition de demandeur d'asile au cas où le migrant se ferait arrêter à son arrivée en Europe mais également dépasser définitivement son passé, ses échecs et son désespoir. L'émigration illégale est en ce sens une sorte de « chemin de traverse », un raccourci, une « dérivation » pour accéder à la richesse et occuper enfin une place valorisée et prestigieuse. En ce sens, l'émigration ne concerne pas simplement des jeunes qui peinent à s'insérer dans le monde du travail ; de nombreux salariés déclassés, ouvriers pressurés et travailleurs exploités envisagent le départ comme une modalité de s'extraire à la violence des relations sociales, aux jugements dévalorisants des pairs voire une manière d'« éviter les paliers de progression de la vie et les découragements qui leurs sont liés, les examens sociaux, les incertitudes »⁶⁶⁶. Ali, un jeune qui travaillait comme vendeur dans un magasin de pièces de rechange de voitures de l'avenue de Carthage à Tunis a fini par quitter illégalement la Tunisie *via* la Libye en 2008 en dépit d'une situation financière relativement décente. Rencontré à Paris en 2009, il a exprimé son choix en ces termes :

« Je n'en pouvais plus. Tu sais le travail en Tunisie, c'est limite de l'esclavage. Tu arrives en retard le matin à cause des transports, le patron te le fait payer en une succession d'humiliations (*bakhs*), le salaire n'augmente pas et t'as intérêt à te taire. C'est déjà bien que tu bosses alors il faut s'estimer heureux. Y en a marre, je me suis dit, est ce que je vais passer ma vie à supporter cela ? Chez nous un patron, il te presse comme une olive (*ykharraj mennek ezzit*) et avec lui tu n'as aucun droit. Ici, au moins je bosse sur les chantiers, j'ai un salaire qui me permet de vivre et de mettre un peu à côté et si je réussis à régulariser ma situation et avoir mes papiers, les choses s'arrangeront et deviendront comme il faut »⁶⁶⁷.

L'émigration a souvent été présentée comme l'apanage de jeunes désœuvrés, exclus du marché de l'emploi réduisant la mobilité à la seule recherche de travail occultant, du coup, les ressorts subjectifs de départ et la prégnance d'un imaginaire de la réussite liée à l'« étranger » (*el kharej*). En effet, de nombreux jeunes qui ont choisi de partir sont déjà insérés dans le

⁶⁶⁶ Éliane de Latour, « Du ghetto au voyage clandestin : la métaphore héroïque », *Autrepart*, n°19, 2001, pp. 154-176, p. 156.

⁶⁶⁷ Entretien, Paris, novembre 2009.

monde du travail. Un jeune diplômé rencontré dans le centre d'appel où j'avais effectué mon terrain évoque son désir de départ en ces termes :

« Ce boulot est provisoire, moi je l'envisage comme ça ; en attendant un « bon » emploi ou un visa. Mais je ne resterai pas ici. Mon salaire ici me permet à peine de me prendre en charge, d'aider un peu ma sœur qui est encore étudiante, et il ne permet même pas de penser à fonder une famille, d'acheter une maison. Le travail dans un centre d'appel ne peut assurer la stabilité quand bien même on veut y faire carrière. On va voir la banque, ils nous regardent : ah vous travaillez dans un centre d'appel, non désolé par de crédit pour vous, quel que soit le crédit. Comment faire dans ce cas. Pour s'acheter une voiture, c'est non, pour consommer c'est non, et n'en parlons pas de ce qui est plus important. Dans ces conditions, il n'y a pas à réfléchir, il faut partir, dans ce pays, il n'y a plus rien à espérer »⁶⁶⁸.

Ces témoignages m'incitent à questionner l'émigration clandestine comme une forme de résistance⁶⁶⁹. Parce qu'elle met en cause le principal fondement de la souveraineté étatique, à savoir l'exercice d'un pouvoir sur une population à l'intérieur d'un territoire circonscrit, l'émigration a souvent suscité la défiance et l'hostilité des Etats-nations modernes qui se sont alors opposés au départ de leurs ressortissants. Ceci explique les innombrables restrictions à la circulation transnationale et les technologies d'identification et de contrôle que les pouvoirs étatiques ont développé tout au long des XIX et XX^{ème} siècles. John Torpey inscrit l'invention du passeport dans le cadre de la maîtrise des mouvements des populations par l'expropriation des individus des « moyens légitimes de circulation ». Le monopole étatique de ceux-ci a permis aux Etats modernes « d'êtreindre » leur population, de réguler leur déplacement, d'orienter leur mouvement et de les contrôler⁶⁷⁰. De fait, la mobilité comme forme de résistance individuelle de la part d'une main d'œuvre politiquement bridée et soumise à des conditions de travail dégradantes a été présentée par James Scott comme une « arme des faibles »⁶⁷¹ tout comme Antonio Negri et Michael Hardt qui écrivent que : « Mobilité et

⁶⁶⁸ Entretien, Tunis, été 2007.

⁶⁶⁹ Pour une discussion intéressante de la perception des mouvements migratoires par la dictature salazariste voir, Victor Pereira, « L'émigration clandestine portugaise vers la France et les paradoxes de l'intégration européenne », *Sociétés politiques comparées*, n°19, novembre 2009, consultable sur www.fasopo.org et pour d'autres contextes politiques, Nancy Green et Patrick Weil (dir.), *Citoyenneté et émigration...op.cit*

⁶⁷⁰ John Torpey, *L'invention du passeport*, Paris, Belin, 2005.

⁶⁷¹ James C. Scott, *La domination et les arts de la résistance. Fragments du discours subalternes*, Paris, éditions Amsterdam, 2009.

nomadisme ouvrier de masse expriment toujours un refus et une quête de libération : la résistance contre les horribles conditions d'exploitation et la quête pour la liberté et de nouvelles conditions de vie. Il serait intéressant, en fait, d'écrire une histoire générale des modes de production du point de vue du désir de mobilité du travailleur – de la campagne à la ville, de la ville à la métropole, d'un Etat à un autre, d'un continent à un autre – plutôt que de parcourir ce développement du seul point de vue de la régulation des conditions techniques du travail par le capital »⁶⁷².

Toutefois considérer les départs comme une forme de résistance individuelle consiste à postuler une politisation des actions et une intentionnalité des conduites des migrants et revient à établir un lien direct entre le mécontentement à l'encontre des conditions de travail pénibles et précaires et l'opposition à un régime autoritaire. En réalité, bien qu'ils soient insérés d'une manière ou d'une autre sur le marché du travail, les migrants sont motivés par une pluralité d'objectifs et de motivations qui sont essentiellement subjectives. Une grande majorité des migrants n'ont exprimé aucune opposition ouverte ou revendication directement dirigée contre le régime de Ben Ali et lui faisait rarement supporter la responsabilité directe de la situation socio-économique du pays. Néanmoins, la mobilité transnationale est liée aux bouleversements des hiérarchies sociales et à la recherche d'affranchissement des catégories sociales pauvres de leur condition de subalternité. Ainsi, dans le Cap-Bon, on continue à rappeler que les migrants partis dans les années 1960 étaient des « bergers », que la France a fait d'eux des hommes respectables capables d'acheter des terres et des maisons et de concurrencer les « grandes » familles sur le terrain de la notabilité⁶⁷³. La mobilisation de ce registre de disqualification existe également dans le Sud du pays. A Zarzis, la population parle certes de la France comme une destination qui a accueilli la majeure partie des migrants issus de la région mais surtout comme un lieu qui a permis aux « va-nu-pieds aux nez qui coulent de devenir des hommes » (*França massah 'et lekhnayen*)⁶⁷⁴.

⁶⁷² Michael Hardt et Antonio Negri, *Empire*, Paris, éd Exils Essais, 2004, p. 266.

⁶⁷³ Mehdi Mabrouk évoque ce registre de disqualification des migrants comme des « nouveaux riches » dans les villages du gouvernorat de Mahdia, Mehdi Mabrouk, *Voiles et sel. Culture, foyers et organisation de la migration clandestine en Tunisie*, Tunis, éditions Sahar, 2010.

⁶⁷⁴ Entretiens au Cap-Bon et à Zarzis, été 2009.

Au cours de mes entretiens réalisés en France et en Tunisie, les jeunes présentaient la mobilité comme l'unique moyen envisageable pour aider financièrement leur famille ou du moins alléger le fardeau qu'ils représentaient en tant que chômeurs ou travailleurs-intermittents. Certains espèrent participer à la solidarité intergénérationnelle en accumulant des capitaux ou en s'endettant de manière à pouvoir offrir à leurs familles un logement décent et aider les plus jeunes à poursuivre leurs études et pouvoir envisager sereinement leurs propres avenir. Le départ renvoie davantage au désir des migrants de participer à un modèle social qui valorise la prise en charge des aînés comme une expression d'une reconnaissance de ce qu'ils ont déjà donné et de perpétuation de ce lien en aidant à leur tour les cadets. A cet égard, malgré les contraintes financières qu'ils rencontrent durant les premières années à l'étranger du fait de la précarité de leur situation, de nombreux jeunes se privent et bataillent pour envoyer de l'argent à la famille restée au pays. C'est le cas de Mahmoud, un jeune étudiant qui s'est endetté pour rembourser sa dette envers les siens :

« Au cours des deux premières années de mon arrivée en France, j'ai travaillé parallèlement à mes études. Beaucoup de travailler. Après deux ans, chaque Tunisien a droit à l'importation d'une voiture sans payer de droits de douane. Donc, ce que j'ai fait, j'ai pris un crédit à la banque de 12 000 euros, j'ai acheté une voiture, je l'ai ramené en Tunisie et je l'ai vendu, j'ai donné tout l'argent que j'avais à mon frère aîné pour qu'il puisse construire une maison au premier étage de la maison familiale et qu'il puisse se marier. C'était la moindre des choses que je pouvais faire pour lui : après la mort de notre père, il a assumé la responsabilité très jeune, il a interrompu ses études et a travaillé pour nous élever mes sœurs et moi et c'est grâce à lui si nous avons fait ce chemin. Avec son salaire, il ne peut se marier, fonder une famille et commencer sa vie à lui après tant d'années à notre service, alors c'était la moindre des choses que je pouvais faire »⁶⁷⁵.

En Tunisie comme dans d'autres contextes à l'instar des pays du Sahel, « cette logique du don et du contre-don, du remboursement de la 'dette sociale', structure les relations interpersonnelles dans l'espace familial, mais aussi dans l'espace public communautaire ou local, voire national. Les jeunes adultes sont, en tant que cadets, fortement tributaires de cette logique. Et, alors qu'arrive le moment de la restitution, leur tour de donner, ils vivent une crise de mobilité qui les confine dans une impossibilité d'être socialement »⁶⁷⁶. De fait, la mobilité ne s'inscrit pas contre l'ordre social et économique existant ; au contraire en

⁶⁷⁵ Entretien, Paris, mars 2010.

⁶⁷⁶ Mahamet Tîmera, « Les migrations des jeunes Sahéliens ... », art.cit, p.42.

émigrant, les jeunes entendent participer activement à cet ordre et ce faisant, ils le reconduisent et participent à sa légitimation.

Loin d'être un acte désespéré, le départ s'inscrit davantage dans le cadre d'une recherche active et entreprenante de véritables perspectives d'un avenir prometteur. Pour surmonter une situation de blocage dans un pays verrouillé où les perspectives d'améliorer sa condition dans un délai raisonnable sont difficilement concevables compte tenu des pesanteurs et de l'inertie de la société, mieux vaut « brûler » que se consumer à petit feu⁶⁷⁷. L'émigration clandestine est à considérer en tant qu'entreprise visant à braver les interdits, à s'affranchir d'une condition que l'on juge inacceptable, à narguer le mépris dans une ultime tentative de s'émanciper. Jeunes urbains ou ruraux, diplômés ou sans qualifications, hommes et depuis quelques années de plus en plus de femmes, issus des classes populaires ou membres d'une supposée classe moyenne, fierté du régime, tous prennent le chemin de l'émigration, seule opportunité qui leur reste pour pouvoir exister, voire s'élever socialement.

2) Imaginaire de l'émigration et de réussite

Comme l'ont montré les travaux sur les « nouvelles figures de la réussite »⁶⁷⁸, celles du « lettré » ou du « diplômé » ont cédé la place à d'autres référents largement façonnés par la globalisation culturelle et la circulation transnationale des marchandises et des personnes. Le détour par « l'étranger » est désormais considéré comme indispensable non seulement pour accumuler des ressources matérielles à travers le commerce, la consommation et le *business* mais aussi pour s'imposer en société, conquérir une respectabilité sociale et une estime de soi. Bien que les trajectoires d'ascension sociale aient changé, l'objectif de l'accomplissement de soi reste plus que jamais présent pour les Tunisiens. Il passe par une aisance financière et un bien-être matériel indispensables pour avoir une identité sociale valorisée.

« Les gens respectent ceux qui ont les poches pleines. Il ne faut pas se mentir. Tu peux avoir les diplômes que tu veux mais si t'es sans le sou, tu n'as pas de place. Les gens partent pour l'argent car si tu n'as pas d'argent tu te fais marcher dessus.

⁶⁷⁷ L'idée d'associer le fait de rester au pays et le sentiment de se consumer est évoquée par certains interlocuteurs de Mahdi Mabrouk, « *El-Harikoun*. Pour une approche sociologique du milieu social des immigrés clandestins et de leur imaginaire », *Revue tunisienne de sciences sociales*, n° 125, 2003, pp. 15-49.

⁶⁷⁸ Richard Banégas, Jean-Pierre Warnier, « Nouvelles figures de la réussite... », art.cit.

C'est aussi simple que cela. Je préfère de loin trimer ici en France 11 mois sur 12 et vivre comme un roi pendant 1 mois au pays »⁶⁷⁹.

Ce témoignage sonne comme une sentence implacable invitant à l'accumulation, condition *sine qua non* du prestige et du pouvoir ; qui exprime aussi la volonté de ne plus être dominé et même enfin de pouvoir dominer les autres. Les nouvelles voies de la réussite individuelle décrites dans les chapitres précédents font valoir les répertoires de la malice, de la ruse et de la débrouille. Les nouveaux modes de consommation et d'accumulation véhiculés par les figures du rusé, du roublard, du *mhaff* ou du branché donnent à voir les transformations économiques et sociales qui ont produit ces nouvelles figures de la réussite individuelle. Ces mutations ont redessiné les lignes de l'inégalité en accentuant la place de l'argent dans les relations sociales. Les villas, les voitures, les fringues et la fréquentation des endroits chics ou branchés où l'on s'affiche sont non seulement des manifestations de cette « culture matérielle du succès »⁶⁸⁰ mais aussi d'une culture de l'accumulation comme mode de domination qui accule les dominés au mépris (*el hogra*). Dans ces conditions, le départ est perçu comme seule issue possible d'affranchissement de cette condition. Cette quête d'émancipation est célébrée aussi bien par la littérature⁶⁸¹ que la chanson populaire à l'image du célèbre hymne au départ du chanteur Ridha Taliani⁶⁸².

Oh, le bateau mon amour,
Sors-moi de cette misère
Dans mon pays, je suis méprisé (*mahgour*)
Je suis fatigué et j'en ai marre
Je ne raterai pas l'occasion
Elle trottait dans ma tête depuis longtemps
Au point d'oublier qui je suis
Je n'ai pas arrêté de la chercher jour et nuit⁶⁸³.

Le désir de partir est souvent évoqué en termes d'une représentation d'un « Ailleurs »⁶⁸⁴ qui renvoie aussi bien aux sociétés du nord de la Méditerranée d'un point de

⁶⁷⁹ Entretien, Paris, mars 2010.

⁶⁸⁰ Richard Banégas et Jean Pierre Warnier, « Nouvelles figures de la réussite... », art.cit, p 9.

⁶⁸¹ Voir notamment le roman de l'écrivain égyptien Khaled Al Khamissi, *L'arche de Noé*, Paris, Actes Sud, 2012.

⁶⁸² Le nom de ce chanteur est révélateur de son « art engagé » puisque « Taliani », veut dire « l'italien » en arabe.

vue géographique qu'à un « espace d'imaginaires dépositaires des aspirations à un mieux-être et à un mieux-vivre »⁶⁸⁵. Cet « Ailleurs » est souvent évoquée, par la presse tunisienne, en des termes misérabilistes pointant la crédulité et la naïveté de ces candidats à l'émigration qui se laissent abuser par des images trompeuses véhiculées par les médias : ils ignoreraient « ce qui les attendent de l'autre côté de la Méditerranée » ; ils se laisseraient duper par des chimères car malgré « de bons et loyaux services pour la France, une conversion au travail acharné, des conditions de travail piteuses et un salaire avoisinant le RMI, les Tunisiens touchent le fond »⁶⁸⁶. Le discours journalistique, dans sa grande majorité, ne cesse d'occulter la volonté d'émancipation de ces jeunes et l'expression de leur profonde insatisfaction qui les pousse à émigrer au profit d'une mise en évidence de la naïveté et de la candeur des migrants. A chaque printemps, lorsque la saison des départs clandestins débute coïncidant avec les premiers retours des Tunisiens à l'étranger, le discours dominant explique la multiplication des tentatives de départ illégaux par l'impact sur les esprits simples des jeunes de la frime et de l'exhibition ostentatoire des richesses auxquelles s'adonnent les migrants de retour au pays. Toutefois, certains écrits, dont le caractère exceptionnel est à souligner dans un paysage médiatique jusque très récemment monolithique, ont tenté de dépasser ce constat sans toutefois l'infirmier ; ils ont pointé du doigt, dans un élan qui se voulait nationaliste, le silence intrigant des autorités sur les conditions de vie misérables des Tunisiens de l'étranger. En effet, dans un article publié dans le magazine francophone *l'Expression*, le journaliste Oualid Chine, tout en partageant le même postulat que l'approche dominante a toutefois relevé l'existence d'un décalage entre, d'une part, l'engagement affiché des pouvoirs publics à mettre un terme aux flux migratoire et, de l'autre, leur participation insidieuse à perpétuer dans l'esprit des candidats à l'émigration le mythe d'un eldorado européen, un paradis rêvé vanté par des générations de migrants et entretenu par le silence complice des autorités :

⁶⁸³ Une chanson intitulée « partir » de Rida Taliani avec le fameux groupe de rap français « 113 ». Les paroles sont en arabe [la traduction est de moi]

⁶⁸⁴ Cette référence à « l'Ailleurs » m'a été inspirée par la lecture de Thomas Fouquet, « De la prostitution clandestine aux désirs de l'Ailleurs : une ethnographie de l'extraversion à Dakar », *Politique Africaine*, n°107, octobre 2007, pp.102-124.

⁶⁸⁵ Thomas Fouquet, « Imaginaires migratoires et expériences multiples de l'altérité... », art.cit, p.84.

⁶⁸⁶ Presse tunisienne, « Tunisiens en situation irrégulière en France : Plus dur sera le retour », *Le Temps*, 03 juillet 2008.

« Curieusement, alors que l'on dit vouloir décourager ces départs, il n'y a eu que trop peu (voir pas du tout) d'études publiées et diffusées dans les médias de masse, sur les conditions réelles de vie de nos émigrés. Que ceux-ci soient clandestins ou en règle. Les plus désespérés de nos jeunes ont des exemples vivants de 'réussite sociale' chaque été sous leurs yeux. Avec 'nos citoyens à l'étranger' qui affichent en tous cas les signes extérieurs de 'richesse'. Voiture, vêtements... On dit dissuader nos jeunes, sans évoquer la réalité de la vie de nos concitoyens dans des pays comme l'Allemagne, la France, l'Italie. Le malaise des Tunisiens vivant dans une Europe de moins en moins accueillante ».

L'auteur conclut à l'existence d'une manipulation de ce mythe par les pouvoirs publics encourageant ainsi la poursuite du phénomène migratoire:

« Comme s'il fallait préserver le rêve, pour conserver une ultime soupape de sécurité. Evacuer nos jeunes même sur des embarcations de fortune, fait baisser la pression, diminue un tant soit peu les statistiques du chômage. Doit-on éviter de décrire les conditions réelles de la vie d'un maghrébin en Europe pour ne pas briser le rêve ? Pour qu'une certaine jeunesse garde tout de même quelque lambeau d'espoir pour améliorer son quotidien ? »⁶⁸⁷.

L'hypothèse du mouvement migratoire comme soupape de sécurité et stratégie de gestion du chômage, défendue par l'auteur de cet article, n'a certainement pas été appréciée par le gouvernement qui a fait pression pour obtenir la démission du rédacteur en chef avant la fermeture définitive de ce magazine à la suite de la publication d'une série d'articles désagréables pour le pouvoir⁶⁸⁸. Quoiqu'il en soit, ni le discours misérabiliste sur la supposée vie difficile que mèneraient les Tunisiens en Europe diffusé dans certains médias locaux, ni d'ailleurs la réalité d'une forteresse européenne hostile aux migrants illégaux brandie comme un épouvantail par les médias internationaux, n'ont réussi à dissuader les jeunes tunisiens

⁶⁸⁷ Oualid Chine, « *Harragas* tunisiens. Morts au bout de la traversée », *L'Expression*, n°38, juillet 2008.

⁶⁸⁸ Selon certains observateurs, Ridha Kéfi, rédacteur en chef de *l'Expression* (magazine fondé en 2007 qui se voulait l'incarnation du renouveau de la presse écrite tunisienne) a été écarté de la direction de la rédaction du magazine par le directeur de la publication qui était également propriétaire du quotidien *le Temps* à la suite de pressions exercées par le gouvernement faisant suite à la publication d'un certain nombre d'articles critiques. La famille Cheikhrouhou propriétaire de ce journal a d'ailleurs fini par céder quelque temps après le quotidien ainsi que la maison d'édition à Sakhr el Materi, beau fils du président Ben Ali. Ces événements ne sont certainement pas sans liens : la famille n'aurait pas voulu s'attirer les foudres du pouvoir qui risquerait faire échouer la transaction ou aurait cédé aux pressions ? Toujours est-il que dans le fonctionnement du monde de la presse et des médias est largement déterminé par les arrangements, négociations, pressions, et anticipations à l'œuvre dans les affaires.

désireux d'émigrer. Les résultats d'une étude réalisée en 2007 par l'ONU sont à ce titre sans appel : 41% des jeunes Tunisiens de 15 à 19 ans déclarent vouloir partir et 15% d'entre eux sont même prêts à le faire clandestinement. Quant à se demander sur les risques d'un tel passage à l'acte, celui-ci ne semble pas si irrationnel que cela surtout lorsqu'on sait qu'un clandestin a 88% de chances de réussir à rejoindre sain et sauf l'autre rive de la Méditerranée⁶⁸⁹.

Dans les quartiers de la banlieue de Tunis, on a assisté dans les années 1990 à un réel engouement des jeunes Tunisiens pour l'« l'Italie », terre d'opportunités fantasmée. Cet engouement a largement été entretenu par la circulation d'histoires de succès, de possibilités faciles d'enrichissement pour une jeunesse audacieuse, transformant l'expérience italienne en une véritable « légende ». Cet imaginaire s'est également développé grâce à « l'effet-cathodique » qu'a suscitée la diffusion de la première chaîne italienne – Rai Uno – sur tout le territoire tunisien⁶⁹⁰. La génération des jeunes Tunisiens de la fin des années 1980 et du début des années 1990 se définissait volontiers comme la génération « Rafaella Carra », du nom de la fameuse présentatrice italienne, celle du « Calcio » – le foot italien – voire de la mafia en tant que symbole de défi à l'Etat et de l'usage de tous les moyens possibles pour réussir. Cette Italie rêvée fut scandée par la jeunesse tunisienne dans des chansons populaires – *el mezoued* – dont la plus célèbre porte précisément le titre de « *Ya Roma* » (Oh Rome !)⁶⁹¹. L'Italie de la fin des années 1980 et du début des années 1990 était pour les jeunes Tunisiens candidats à l'émigration l'eldorado de l'argent facile, de l'accès rapide aux richesses dans une période où ceux qui revenaient n'hésitaient pas à étaler ostensiblement leur richesse acquise grâce à de multiples trafics. Cette place qu'occupait l'Italie dans les imaginaires de réussite de la jeunesse urbaine devenait centrale à mesure que les réseaux d'émigration se structuraient autour de solidarités familiales, amicales et des réseaux d'interconnaissances urbaines. Les départs se faisaient en effet massivement en groupe d'amis et « d'enfants du même quartier » et polarisaient l'attention de toute une génération. Pourquoi rester quand les amis et les pairs,

⁶⁸⁹ Oualid Chine, « *Harragas tunisiens. Morts au bout de la traversée...* », art.cit.

⁶⁹⁰ Sur le rôle des chaînes de télévision européenne et de la parabole dans la construction d'une Europe rêvée, voir le roman de Fatou Diome, *Le Ventre de l'Atlantique*, Paris, Anne Carrière, 2003.

⁶⁹¹ Sur le rôle de la chanson comme véhicule des imaginaires et expression des sentiments des migrants, voir notamment le dossier consacré à ce thème par la revue *Migrations Société*, « De la chanson populaire maghrébine au rap des cités : un parcours migratoire », n° 103, janvier-février 2006.

émigraient ? D'autant que les premiers d'une classe d'âge à émigrer n'hésitaient pas à envoyer des photos et des cassettes vidéo aux amis restés au pays, exhibant leurs « fringues », leur voiture, leur réussite et entretenant ainsi le désir de partir chez ceux qui étaient restés. On rêvait en groupe et on émigrerait en bande.

En réalité, l'évocation du projet migratoire comme produit de la crédulité des jeunes ou de leur ignorance participent de la délégitimation et de la disqualification des départs. Plus qu'une simple « aventure » individuelle, le mouvement migratoire s'inscrit dans des représentations collectives de la richesse. La dimension communautaire qu'a prise un tel mouvement, notamment dans le sud du pays, épouse les lignes de fracture et de disparité régionale inhérentes à la « trajectoire de formation asymétrique de l'Etat tunisien »⁶⁹² qui se manifeste dans la concentration des richesses et des infrastructures sur le littoral et le nord du pays au détriment des régions pauvres, principalement situées au sud et dans les régions de l'intérieur⁶⁹³. Dans cette « seconde » Tunisie, les populations sont pour ainsi dire laissées à elles-mêmes, et l'émigration doit aussi se comprendre dans ce contexte. Un tel choix de gouvernance et de développement, s'il est économiquement rationnel et politiquement efficace, notamment à court terme, est sans doute plus aléatoire et problématique en termes de « développement » humain et social, voire économique à long terme. Ce que les événements ont fini par le montrer au bassin minier de Gafsa en 2008, à Ben Guerdane en août 2010 et à Sidi Bouzid et à Kasserine en décembre 2010.

En effet, comme je l'ai montré dans les chapitres précédents, bien que des niveaux de croissance relativement élevés aient été réalisés tout au long de la décennie 1990, le niveau d'activité a été incapable de résorber le chômage. La stratégie de développement adoptée depuis la crise de 1986-1987 a été largement soutenue par une précarisation du travail, favorisée par l'augmentation de la part féminine de la main-d'œuvre et par les pressions continues exercées sur les salaires causant ainsi des déplacements de main d'œuvre des régions les plus pauvres vers le Grand Tunis et le littoral. Pendant des décennies, le régime tunisien a nié ce déséquilibre régional. Dans un rapport sur le chômage réalisé par un comité

⁶⁹² Béatrice Hibou, Jean-François Bayart et Hamza Meddeb, *La révolution tunisienne vue des régions...op.cit.*

⁶⁹³ Jean Philippe Bras, « L'autre Tunisie de Bourguiba : les ombres du sud », in Michel Camau et Vincent Geisser (dir.), *Habib Bourguiba. La trace et l'héritage*, Aix-en-Provence, éditions Karthala, 2004, pp.295-312.

présidé par le Premier ministre, les experts – qui avaient pour tâche de diagnostiquer les insuffisances en matière de création d’emploi – ont explicitement évoqué une « Tunisie à deux vitesses »⁶⁹⁴. Alors que le taux de chômage national officiel est de 14,1%, celui du littoral et des régions est du pays varie entre 6 et 10 % et celui des régions ouest et sud du pays entre 16 et 21%. Ces régions avaient été dénommées « zones d’ombre » au début des années 1990, au moment où la lutte contre la pauvreté était réactivée par la création du Fonds National de Solidarité 26.26. En l’absence de statistiques sur la participation de ces populations dans le mouvement migratoire, on ne peut évaluer exactement l’impact de l’émigration dans la résorption de l’excédent de main d’œuvre et dans le développement de la région. Lors de la dernière visite du président Sarkozy en Tunisie et de la signature de l’accord de gestion concertée des flux migratoires et du développement solidaire, l’ambassadeur de France à Tunis a exposé l’étendue des projets de co-développement que la France comptait financer⁶⁹⁵. L’ambassadeur a particulièrement insisté sur la volonté des autorités françaises de réaliser des projets de développement dans le gouvernorat de Médenine dans le sud du pays, en mentionnant qu’un migrant tunisien sur trois arrivant en France est issu de cette région, dont les principales villes sont Zarzis, Djerba, Ben Guerdane et Médenine.

Conscientes de ce déséquilibre structurel, les autorités françaises ont décidé de concentrer leurs efforts en matière de co-développement sur cette partie de la Tunisie. L’accord de gestion concertée des flux migratoires et de co-développement signé en avril 2008 – mais non encore ratifié par le parlement français – prévoit dans son volet « développement solidaire » le financement de projets visant précisément à endiguer l’émigration des populations du sud du pays. L’ambassadeur de France à Tunis à l’époque et le secrétaire général du ministère français de l’Immigration, de l’intégration, de l’identité nationale et du développement solidaire ont ainsi évoqué la mise en place d’une enveloppe de 80 millions d’euros destinée à la création d’un centre de formation professionnelle des jeunes

⁶⁹⁴ Banque mondiale, Consultation nationale sur l’emploi, *Compétitivité et croissance...op.cit.*

⁶⁹⁵ Sur ce lien entre co-développement et migration mobilisé par le régime de Ben Ali dans ses négociations avec les partenaires du Nord, Abderazak Belhaj Zekri, *La dimension politique de la migration irrégulière en Tunisie*, Série : « CARIM AS », n°53, Robert Schuman Centre for Advanced Studies, San Domenico di Fiesole (FI), Institut Universitaire européen, 2008

de la région de Médenine⁶⁹⁶. Selon l'ambassadeur, ce centre aura pour mission de former ces jeunes aux métiers du bâtiment, de la sidérurgie, de la construction métallique et de la pêche qui auront une importance croissante durant les prochaines années compte tenu des besoins de l'économie tunisienne. Le choix de la région de Médenine dans le sud-est s'explique par l'importance des départs des jeunes de cette région. En effet, cette région contribue à hauteur de 20% dans la population tunisienne immigrés en France alors qu'elle ne représente que 4% du total de la population tunisienne. On estime qu'un jeune tunisien sur trois qui part pour la France est issu de cette région⁶⁹⁷. Cette dernière vit ainsi essentiellement des remises des migrants et l'émigration pendulaire y est très fréquente. On dit d'ailleurs dans la région que la communauté originaire de cette région vivant en France est plus nombreuse que la population médeninoise restée au pays. Quoi qu'il en soit, l'importance et la tradition d'émigration suggère les difficultés que rencontrera le projet français : ce ne sont pas quelques milliers d'euros qui dissuaderont les jeunes de partir. Certains jeunes issus de Zarzis (gouvernerat de Médenine) avec qui j'ai discuté des projets du co-développement m'ont clairement dit : « On partira quoiqu'il arrive »⁶⁹⁸.

B - Les voies illégales de l'émigration.

Depuis deux décennies maintenant, les mouvements migratoires issus de la Tunisie en direction de l'Europe et particulièrement de la France se déroulent massivement de façon illégale. Les restrictions imposées aux flux migratoires légaux s'inscrivant dans le cadre de l'espace Schengen ont pour conséquence principale non d'arrêter les flux migratoires ni même de les maîtriser, mais de vulnérabiliser une large partie des candidats à l'émigration. Empêchés d'emprunter les voies légales, les candidats au départ sont pour ainsi dire contraints à la clandestinité, les politiques répressives européennes contribuent involontairement à consolider ce redéploiement illégal. Des réseaux organisés se sont mis en place pour répondre à une demande d'émigration croissante et les tentatives de partir illégalement vers les côtes italiennes se font aussi bien dans le cadre de ces filières organisées qu'individuellement, et

⁶⁹⁶ Articles de presse, octobre 2008

⁶⁹⁷ Presse tunisienne, « Tunisie-France : Les dispositions de l'accord sur la 'gestion concertée des migrations' », consulté sur www.webmanagercenter.com, 15 mai 2008

⁶⁹⁸ Entretiens, Zarzis, été 2008.

dans tous les cas, les pertes humaines sont souvent considérables. Néanmoins la répression de ces filières par les autorités pousse à un redéploiement permanent des acteurs et des itinéraires migratoires. Je tenterai dans ce qui suit de présenter les principales modalités d'émigration illégale, de cerner les transformations de celles-ci en fonction des changements des modes de surveillance gouvernementale et de l'attitude des autorités à leur égard. Le départ ne met pas l'Etat et le migrant face à face : l'intervention des passeurs, en tant que médiateurs, joue un rôle central dans la formation de la politique migratoire.

1) Partir à tout prix.

Les réseaux d'organisation de l'émigration clandestine à partir des côtes tunisiennes sont apparus dès la fin des années 1980, avec les restrictions imposées sur les mouvements de population, notamment l'imposition des visas par la France, principale destination des Tunisiens. L'Italie a alors pris la relève de l'hexagone. Alors qu'elle constituait initialement une étape nécessaire sur une route migratoire qui se finissait en France, en Allemagne ou dans les pays du Benelux, l'Italie est progressivement devenue une destination prisée par les migrants tunisiens, contribuant à la transformer dans les années 1980 d'une terre d'émigration en une terre d'immigration. La signature de l'accord tuniso-italien de main d'œuvre en 1984 est venue conforter cette tendance en incitant de plus en plus de Tunisiens à s'y installer, entraînant dans son sillage des travailleurs sans contrat. Ces derniers ont trouvé dans le secteur informel fleurissant un domaine d'activité non seulement flexible et demandeur de main d'œuvre étrangère mais aussi lucratif.

Durant les années 1990, les côtes du Cap-bon dans le Nord-est du pays ont été le théâtre des premiers départs clandestins vers les côtes italiennes avant que ce phénomène ne se déplace vers les côtes de Mahdia, Chabba et Sfax sur le littoral Est grâce au foisonnement de réseaux qui ont vu le jour au gré du développement de la surveillance du détroit de Sicile et de l'afflux des candidats algériens qui ont alimenté ces filières. L'organisateur d'un réseau se charge de constituer les groupes de candidats à l'émigration, d'établir les contacts avec le capitaine de bateau (*rais*) censé assurer la traversée et avec les rabatteurs chargés de prendre contact avec les candidats au départ, de les prévenir des dates de départ et éventuellement de les héberger en vue de la traversée. Initialement estimé à 500 DT au début des années 1990, le coût de la traversée a progressivement augmenté au cours de cette décennie pour varier entre 1000 et 1500 DT et fluctue en fonction de l'importance des contrôles policiers, de l'étendue

des réseaux et des éventuels relations personnelles, d'amitiés ou de connaissance qui peuvent lier les candidats aux organisateurs des réseaux⁶⁹⁹. Les montants sont généralement répartis entre les membres du réseau : la part du lion revient à l'organisateur-passeur qui demeure la personne clé du réseau et assume généralement la majeure partie des risques. Ces réseaux dépendent largement de rapports interpersonnels à la base de la collaboration entre les membres ; ces relations de confiance sont censées constituer une certaine garantie contre les risques d'arrestation et de répression policière. Si, conjuguées à un contrôle policier omniprésent, elles constituent une entrave à la professionnalisation de ces filières, elles permettent une certaine flexibilité par incorporation de nouveaux membres, remplacement de certains par d'autres et la collaboration entre membres de réseaux différents. Ainsi, ces derniers se recomposent-ils toujours et ne sont jamais pérennes. C'est la logique de « coup », d'opportunité à saisir en fonction des contraintes du moment qui prédomine. Historiquement, les pêcheurs et les marins ont joué un rôle très important, notamment dans les régions du Cap-bon, dans le nord-est du pays. Leur parfaite connaissance de la mer ainsi que leur capacité à disposer du matériel nécessaire à la traversée, notamment les barques (*chkaf* dans le langage codé de l'univers de l'émigration clandestine), moteur, carburant et matériel de navigation font d'eux un élément clé dans le fonctionnement de ces filières. Certains en font partie en tant que passeur, d'autres uniquement en tant que fournisseur d'embarcation. Pour une partie des petits pêcheurs qui peinent à accéder au crédit bancaire, l'émigration clandestine offre des compléments de revenus qui leurs permettent de conserver leur outil de travail et d'améliorer sensiblement leur quotidien⁷⁰⁰.

L'accroissement de la surveillance des côtes tunisiennes et le durcissement de la répression au tournant des années 2000 n'ont pas réussi à endiguer les départs des Tunisiens vers l'Europe. La poursuite des départs a largement été le fait du redéploiement des filières migratoires *via* la Libye, véritable plaque tournante de l'émigration irrégulière des populations maghrébines et africaines. Le recours massif des Tunisiens à ces filières a largement été rendu possible par l'évolution des logiques migratoires : d'un projet individuel émanant d'un désir personnel et d'une ambition « égoïste », le départ prend des traits d'un

⁶⁹⁹ Mehdi Mabrouk, *Voiles et sel...op.cit.*, notamment le chapitre 6 « organisations et filières ».

⁷⁰⁰ Entretiens, Zarzis, été 2008, été 2009.

projet collectif mobilisant toute la famille et agrégeant les espoirs de tous ses membres⁷⁰¹. L'implication de la famille dans le projet migratoire joue un rôle fondamental non seulement dans les motivations et les aspirations qui sous-tendent le départ mais aussi dans la transformation des modes opératoires du voyage et dans les modalités concrètes de départ. Ce sont généralement les familles qui décident d'envoyer un de leur fils, y compris des jeunes mineurs depuis quelque temps et prennent en charge financièrement cette entreprise soit en s'endettant ou en vendant des bijoux et des objets de valeurs :

« Nous vivons en dessous du zéro. J'ai vendu le peu de bijoux que j'avais et que j'avais gardé pour les jours noirs. Je les ai vendus pour qu'il puisse partir, c'est la seule alternative qui nous restait. C'est difficile pour une mère de laisser partir son fils, de le voir risquer sa vie en traversant la mer avec tous les dangers que cela implique mais il n'y a pas d'avenir dans ce pays »⁷⁰².

Ce que cette mère exprime ce n'est pas tant une attente matérielle du projet migratoire, une sorte de retour sur investissement qui motiverait l'engagement de la famille dans le financement du voyage. Ce sont moins la misère et l'indigence qui ont motivé cette décision, que l'absence de perspectives. « C'est la seule alternative qui nous restait » disait-elle, comme pour signifier l'incessante recherche d'une alternative prometteuse qui lui donnerait l'espoir de voir ses enfants vivre mieux qu'elle et d'entrevoir enfin le salut. Le départ entérine la recherche de quelque chose d'encore plus important que l'ambition matérielle du bien-être, le désir de fuir la pauvreté ou de mettre un terme à des conditions d'existence miséreuses. « Il prend acte de la dépossession de la 'confiance dans le monde' »⁷⁰³, comme le révèlent des expressions telles qu' « il n'y a plus d'alternative » ou « Il n'y a plus d'avenir dans ce pays », ou plus dramatique encore « les poissons plutôt que les vers »⁷⁰⁴ (*el h'out wla eddoud*). Une mère à laquelle je demandais si elle avait des consignes que je pourrais transmettre à son fils désormais en France m'a chargé de lui dire : « Qu'il travaille bien et qu'il nous envoie des

⁷⁰¹ Ceci n'est pas propre à la Tunisie mais semble être une caractéristique largement partagée. Voir par exemple Smaïn Laacher, « Partir pour le bout de la terre », *Critique internationale*, n°19, avril 2003, pp. 157-170. Dans son article Smaïn Laacher pointe la prégnance de cette dimension collective du départ chez les migrants kurdes et afghans qu'il a rencontré à Sangatte.

⁷⁰² Entretien avec une mère d'un migrant, Mornag, été 2008.

⁷⁰³ Expression de Jean Améry citée par Smaïn Laacher, « Partir pour le bout de la terre... », art.cit, p. 160.

⁷⁰⁴ Autrement dit, mieux vaut périr en pleine mer que mourir au pays.

euros »⁷⁰⁵. Cette réplique renvoie à une perception chez les migrants comme chez leurs familles que le projet migratoire s'inscrit dans une mission et une aventure collective plutôt qu'individuelle. Cet investissement familial dans le projet migratoire a permis d'entretenir les flux de départ malgré les restrictions et la hausse des coûts des traversées. En effet, le voyage depuis les côtes tunisiennes qui coûtait 500 dinars au début des années 1990 a atteint les 2500 dinars en 2010 à la suite de la montée en puissance des filières libyennes⁷⁰⁶. Pour les familles, par-delà des drames humaines lorsqu'ils se produisent, l'échec est d'autant plus vécu comme une tragédie qu'il s'accompagne de dettes à payer et d'une déception d'avoir échoué à faire aboutir ce projet migratoire. Le départ nécessite de plus en plus des ressources financières importantes que seuls l'endettement et le recours à l'aide de la parentèle est susceptible de garantir⁷⁰⁷.

La participation de la famille dans la prise en charge financière du projet migratoire a considérablement dopé la demande sur le marché de la migration clandestine et a poussé les réseaux à faire preuve d'ingéniosité compte tenu des retombées générées par cette activité. Des réseaux plus organisés et forcément plus coûteux – puisqu'ils impliquent des interventions d'agents étatiques – ont été mis en place, attirés par les opportunités d'enrichissement que crée cette recrudescence de la demande de migration et le soutien familial à celle-ci. C'est le cas du réseau de *Chouchou*, du sobriquet de son organisateur qui a longtemps sévi dans le sud-est tunisien avant que ses membres ne soient arrêtés au milieu des années 2000. Emigré en France depuis plusieurs décennies, *Chouchou* a monté un réseau très organisé impliquant certains agents de la police des frontières à l'aéroport de Djerba et des agents de nettoyage à l'aéroport de Roissy Charles De Gaulle⁷⁰⁸. Son rôle consistait à envoyer les migrants sur des vols à destination de certains pays asiatiques et transitant par Paris. La connivence des agents de la police permettait aux migrants de se faire tamponner le passeport au départ de l'aéroport de Djerba sans vérifier l'existence de visa pour la France, ni pour le pays asiatique d'ailleurs. Arrivés à l'aéroport de Roissy, des agents de nettoyage qui

⁷⁰⁵ Entretien, Zarzis, été 2009.

⁷⁰⁶ Mehdi Mabrouk, *Voiles et sel... op.cit.*

⁷⁰⁷ Sur le rôle de la famille élargie dans le projet migratoire, Hassan Boubakri et Sylvie Mazzella, « L'horizon transnational d'une famille tunisienne élargie », *Autrepart*, n°57-58, 2011/1-2, pp.111-126.

⁷⁰⁸ Entretiens, Zarzis, été 2008.

attendaient les migrants irréguliers dans les zones d'escales tentaient de les faire sortir de l'aéroport. Evidemment cette opération comportait des risques et des imprévus : les agents de nettoyage qui échouaient à sortir le migrant de la zone d'escale le condamnaient à poursuivre son voyage jusqu'en Chine, en Thaïlande ou en Corée du sud⁷⁰⁹. Faire appel à ce réseau coûtait évidemment cher, 12.000 DT en moyenne en 2004/2005, quelque temps avant son démantèlement. Il est cependant resté actif durant plusieurs années et a réussi à faire partir de nombreux candidats. Certains parlaient même d'une dizaine de départs chaque semaine de l'aéroport de Djerba. Certaines familles n'ont pas hésité à vendre des terres agricoles pour payer l'organisateur du réseau ou à lui céder directement des lopins de terrain. Les membres de la famille qui avaient déjà émigré ont été également mis à contribution et n'hésitaient pas à donner de l'argent pour que le frère resté au pays puisse regagner la France.

Bien que relativement coûteux, ce réseau a eu du succès parce qu'il avait à son crédit de nombreux succès et qu'il n'empruntait pas la voie maritime humainement beaucoup plus risquée. L'ingéniosité des réseaux et des migrants cherche à contourner les restrictions imposées par les Etats et profitent, tant bien que mal, des connivences des agents étatiques qu'ils soient dans les points d'entrée ou de sortie des territoires nationaux ou encore dans des sites insoupçonnés comme les centres d'attribution des visas qui font intégralement partie du dispositif délocalisé de contrôle des flux migratoires et de « surveillance à distance »⁷¹⁰ des individus indésirables. Ce pouvoir discrétionnaire sur l'octroi de visa dont bénéficient les agents qui se drapent le plus souvent de la raison d'Etat et s'autorisent certaines libertés vis-à-vis du respect de la loi est producteur de dérives⁷¹¹. C'est dans ce cadre contraignant que s'est développé un marché parallèle des visas en Tunisie, comme l'a dévoilé le scandale du consulat de France à Sfax en 2000. Cette affaire a révélé l'existence d'un trafic lucratif dans cet univers clos qui est censé contrôler les flux migratoires et lutter efficacement contre la fraude, quitte à légitimer certaines entorses à la loi. Le réseau de Sfax qui a particulièrement

⁷⁰⁹ Entretien, Zarzis, été 2008.

⁷¹⁰ Elspeth Guild et Didier Bigo, « Le visa Schengen : expression d'une stratégie de 'police' à distance », *Cultures et Conflits*, n°49, 1/2003, pp. 22-37.

⁷¹¹ Sur la « politique des guichets » dans les consulats à l'étranger, voir Alexis Spire, *Accueillir ou reconduire. Enquête sur les guichets de l'immigration*, éditions Raisons d'Agir, 2008 ; Federica Infantino et Andrea Réa, « La mobilisation d'un savoir pratique local : attribution des visas Schengen au Consulat général de Belgique à Casablanca », *Sociologie pratiques*, n°24, 2012/1, pp. 67-78.

été actif dans les régions méridionales était formé d'une soixantaine de personnes impliquant des rabatteurs, des intermédiaires et des responsables consulaires⁷¹². Le trafic avait pris une telle ampleur que les prix avaient considérablement baissé pour atteindre 1.500 DT à 3.000 DT. Bien que plus rares et discrètes, ces pratiques continuent d'exister dans plusieurs consulats européens : des intermédiaires y ayant leur entrée, se chargent de négocier les prix de visas touristiques. En Tunisie, les prix au mois d'août 2008 ont même dépassé 12.000 DT⁷¹³. Ce trafic juteux est prisé par les candidats à l'émigration disposant d'un important capital financier, prêts à acheter un visa afin de s'épargner les affres d'un voyage clandestin. Le fait que des « passeurs » soient présents à l'intérieur même des locaux confortables de certains consulats européens renvoie incontestablement au fait que les centres d'attribution de visas constituent une frontière avancée de l'Europe⁷¹⁴.

Les trafics de documents de voyages constituent une source de gains considérables pour des trafiquants qui exploitent les galères d'argent des binationaux en leur proposant de vendre leurs cartes de séjours et leurs passeports français. Ce passeport sera utilisé par un migrant qui, après s'être assuré de l'existence d'une certaine ressemblance physique que dégage la photo n'hésite pas à l'utiliser pour tenter de regagner la France. Ces documents comme d'autres falsifiés à Belleville et dans la région parisienne alimentent les trafics à Zarzis et à Djerba qui s'animent chaque été à l'occasion des retours au pays des migrants⁷¹⁵. En réalité, ces trafics s'inscrivent dans une économie illicite de l'accès aux documents de voyage qui répond à la demande de nombreux jeunes qui ont des difficultés à se procurer des documents nécessaires au départ tels que le passeport. En effet, pour obtenir ce document, les jeunes doivent constituer un dossier (carte d'identité, attestation d'emploi, etc.). Or pour augmenter leurs chances d'obtenir des visas beaucoup de ces jeunes cherchent à inscrire des professions valorisées sur leurs passeports. Du coup, il est indispensable de monnayer des « attestations de

⁷¹² Presse française, « Le consul de France à Sfax suspendu suite à une enquête sur un trafic de visas », *Le Monde*, 18 février 2000.

⁷¹³ Enquête de terrain, Tunis, été 2008.

⁷¹⁴ Sur le rôle des centres d'attribution des visas dans la sélection des candidats, Alexis Spire, « Contrôler et choisir. La sélection des étudiants candidats à l'émigration vers la France », in Sylvie Mazzella (dir.), *La mondialisation étudiante. Le Maghreb entre Nord et Sud*, Paris, éditions Karthala, 2009, pp. 79-95 et Nathalie Ferré, « Recherche 'compétences et talents' », *Plein-Droit*, n° 73, 2007.

⁷¹⁵ Enquête de terrain, Zarzis, été 2008.

travail » factices ou de « payer » les policiers. Cette situation se complique lorsque le jeune est sans emploi puisqu'il se met à éviter de se rendre au poste de police de peur de devoir s'expliquer sur l'accomplissement du service militaire et éventuellement d'être enrôlé de force.

« J'ai peur de mettre les pieds dans un commissariat de police pour demander le passeport. C'est simple : il te pose la question sur la profession ? Sans emploi, ok, alors le service militaire et là tu te trouves dans la caserne la plus proche. C'est compliqué. J'ai réussi à me procurer, grâce à un ami, une attestation d'emploi sur laquelle est écrit que je suis représentant commercial mais il faudrait aller au poste pour déposer le dossier et j'ai peur. J'ai un ami qui m'a dit qu'il peut m'arranger ça avec un policier »⁷¹⁶.

Bien qu'étant un droit à tout citoyen, l'accès aux documents de voyages constitue dans les faits un ressort de normalisation des jeunes candidats à l'émigration. La violence se répand dans le corps social pour devenir un mode ordinaire de gouvernement de ces « fils de tortue ». L'intensification des campagnes de rafles qui visent particulièrement les jeunes en âge d'effectuer le service militaire participent à la diffusion de la peur et de l'insécurité. Ces campagnes prennent des formes imprévisibles telles que les descentes dans les cafés, les jardins publics, les gares routières et les lieux de sociabilité des jeunes ou encore l'arrestation de ces derniers dans les transports publics et privés avant de les conduire dans les centres d'arrestation en attente de les transférer dans les casernes. Ces pratiques disciplinaires s'insinuent dans les détails de la vie quotidienne des jeunes et dans l'ensemble du corps social ciblant particulièrement les plus entreprenants qui cherchent absolument à partir.

Le coût financier des voyages qui est inversement proportionnel aux risques physiques encourus est, dans tous les cas, loin d'être négligeable. Les disparités sociales et financières repérables dans la multiplicité des figures des candidats à l'émigration se sont accompagnées d'une inégalité à l'intérieur de l'économie matérielle des départs entre des voies plus sûres et forcément coûteuses comme celles décrites ci-dessus et d'autres subalternes dangereuses et clandestines empruntées par les plus démunies en termes de capital économique et social⁷¹⁷. Pour une grande partie des migrants, en dépit de son prix élevé, la traversée clandestine

⁷¹⁶ Entretien, Nabeul, été 2010.

⁷¹⁷ Sur cette dimension dans le contexte africain, Sylvie Bredeloup et Olivier Pliez, « Migration entre les deux rives du Sahara », *Autrepart*, n°36, 2005, pp.3-20.

constitue la principale voie empruntée pour regagner les côtes méridionales de l'Europe. L'augmentation des coûts de la traversée est largement le fait du durcissement de la politique répressive menée par les autorités tunisiennes au début des années 2000 dans le cadre de la lutte contre le terrorisme et les mobilités illicites qui nécessitent l'implication des agents de l'Etat dans les filières migratoires. Pour d'autres, l'infiltration dans les containers incarne un ultime recours en l'absence de ressources financières. Le documentaire « Aéroport Hammam-Lif » a illustré cette voie périlleuse voire suicidaire⁷¹⁸. Sans disposer d'aéroport, cette ville est devenue un point de départ des migrations irrégulières qui impliquent des jeunes qui se glissent dans les containers transportés par les camions se dirigeant vers le port de Radès –La Goulette. Bien qu'elle soit risquée et extrêmement dangereuse, l'infiltration dans des containers est une modalité prisée par les candidats pauvres issus des quartiers populaires et incapables de passer par les filières mieux organisées. Le documentaire qui a suivi ces jeunes dans leur chasse à la bonne opportunité – un camion qui ralentit au passage d'un pont ou d'un dos-d'âne, un container non scellé ou une remorque bâchée – a montré que le départ correspond à une forme d'arrachement au cercle vicieux de l'exclusion et de la répression. Exclue du travail salarié, poursuivie dans le secteur informel et dans les pratiques de débrouille, réprimée et parfois emprisonnée pour des petits trafics, vols, recels, et condamnée, de par leurs antécédents judiciaires, à rester dans cette économie délictueuse voire criminelle ces jeunes subissent la violence policière et se réfugient dans l'alcool et les rêves de revanche sociale et d'ailleurs.

En dépit de la hausse des coûts et du resserrement de la surveillance sur les frontières tunisiennes notamment à travers les patrouilles conjointes avec les autorités italiennes dans le détroit de Sicile, les Tunisiens ont continué à affluer tout au long des années 2000 sur les plages italiennes. S'agit-il d'une défaillance de l'Etat ou d'une tolérance sciemment organisée ? Pour une grande partie des candidats à l'émigration, bien qu'elles soient plus coûteuses, les filières libyennes présentent davantage de garanties de contournement de la répression étatique que les départs depuis les côtes tunisiennes, jugés de plus en plus risqués et aléatoires. En réalité, la poursuite des départs a largement été le fait du redéploiement des filières migratoires dans lesquelles les passeurs ont joué un rôle important à la faveur de

⁷¹⁸ Film documentaire *Aéroport Hammam-Lif* réalisé par Slim Ben Cheikh, 2007.

l'enchâssement des filières tunisiennes traquées dans les réseaux libyens de plus en plus performants et professionnels.

2) Le passeur-rabatteur, rouage essentiel de l'enchâssement des filières tuniso-libyennes.

Le redéploiement des flux migratoires par la Libye à la faveur de la montée en puissance des filières libyennes encouragées par l'ambivalence de la politique de la Jamahiriya à l'égard de l'Union européenne qui l'autorise à utiliser les flux migratoires comme élément de pression dans ses rapports stratégiques avec ses partenaires du nord de la méditerranée, et notamment avec l'Italie, a érigé la frontière tuniso-libyenne en un passage obligé pour rejoindre les côtes italiennes⁷¹⁹. Partageant le même espace d'action que la contrebande et l'économie d'*el khat*, le transit par la Libye implique aussi bien des passeurs qui assurent le franchissement illégal de la frontière désertique entre les deux pays que des agents d'Etat - polices, gardes-frontières et armées - des deux côtés. Rouages essentiels de ces filières de départ, les passeurs tunisiens assurent non seulement le passage de la frontière tuniso-libyenne mais jouent également le rôle de rabatteurs qui acheminent les migrants vers les passeurs libyens de la ville de Zuwara chargés d'assurer la traversée de la Méditerranée. Le recours à ces passeurs-rabatteurs était devenu d'autant plus incontournable depuis 2006 que les autorités libyennes ont multiplié les interdictions visant les Tunisiens âgés de moins de 35 ans ne disposant pas de contrat de travail ou de promesse d'embauche en Libye. En réalité, cette fermeture, officieuse plutôt qu'officielle, reflète un arbitraire administratif qui alterne ouverture et fermeture au gré de l'évolution de la saison des migrations était fort rémunérateur pour les acteurs de la frontière : passeurs comme agents d'Etat⁷²⁰.

⁷¹⁹ L'ambivalence de la politique migratoire libyenne entre panafricanisme et pression sur les voisins européens s'est traduite dans les faits par des vagues d'expulsions massives de migrants notamment au début des années 2000. Ainsi en 2003, plus de 43000 personnes ont été expulsé sans ménagement de Libye, de même que 54000 personnes en 2004. Sur le rôle de la Jamahiriya dans les filières migratoires, Sylvie Bredeloup, Olivier Pliez, *The Libyan migration corridor*, EU-US Immigration Systems, Robert Schuman Centre for Advanced Studies, San Domenico di Fiesole (FI), Institut Universitaire européen, 2011.

⁷²⁰ Pour une analyse des fermetures/ouvertures, Delphine Perrin, *La gestion des frontières en Libye*, Série : « CARIM AS », n°31, Robert Schuman Centre for Advanced Studies, San Domenico di Fiesole (FI), Institut Universitaire européen, 2009.

L'attrait de la filière migratoire tuniso-libyenne provient de son organisation et de sa capacité à répondre à la demande des migrants désireux de réduire les aléas et les incertitudes qui pèsent sur les départs. En effet, ces filières mobilisent de gros bateaux pouvant transporter plusieurs centaines de migrants. La fréquence des départs et la logistique imposante déployée par certains réseaux (hébergement des migrants, transport à l'intérieur de la Libye, etc.) attestent du rôle central de la Libye en tant que plate-forme régionale d'organisation de la migration transnationale. Par l'étendue des réseaux régionaux qui ont leur ramification en Tunisie comme en Afrique sub-saharienne et par la multiplicité des acteurs qu'ils englobent – dont des Tunisiens – les filières libyennes sont devenues le principal organisateur de l'émigration clandestine tunisienne en direction de l'Europe. Les passeurs tunisiens ont mis en place des réseaux impliquant des hébergeurs dans le sud tunisien mais aussi des agents étatiques tunisiens et libyens pour garantir les passages. Ces réseaux qui étaient au départ utilisés essentiellement par les migrants originaires du sud tunisien ont peu à peu réussi à drainer des migrants issus de tout le pays, attirés par la sécurité et la quasi-impunité de ces filières, et surtout prêts à assumer les coûts relativement élevés du voyage qui se situaient entre 2000 et 2500 DT (1200 et 1500 euros).

Contrairement aux parcours des migrants subsahariens qui se retrouvent obligés, à chaque étape de leur voyage, de payer les passeurs, les agents de l'Etat ou les transporteurs, les migrants tunisiens payent uniquement leur passeur-rabatteur tunisien en une fois pour tout le voyage, jusqu'en Italie⁷²¹.

« On était une quinzaine à accompagner le passeur, qui était originaire de Ben Guerdane. J'ai eu son numéro de téléphone par des amis et je suis parti le voir. On a discuté et on s'est donné rendez-vous deux jours plus tard. Je suis parti le retrouver à Ben Guerdane. Je n'avais rien avec moi : ni passeport, ni affaires. Nous avons marché plus de 6 heures dans le désert. Il était devant nous et on le suivait. On a traversé la sebkha (chott de sel) qui sépare la Tunisie de la Libye. Nous avons marché toute la nuit. On n'avait rien à craindre du côté tunisien car tout le monde sait que les gardes-frontières sont de mèche avec les passeurs. Puis, on est tombé sur une patrouille de l'armée libyenne. J'ai eu peur mais je voyais que tout se passait normalement, j'étais en queue du groupe, totalement crevé et là un soldat pointa son fusil vers moi en disant 'aller ne traines pas, dépêche-toi'. Plus loin on nous a fait monter dans un camion de l'armée, j'ai eu peur et je me suis dit que là on nous avait épinglés. Le passeur nous a quittés là-bas. Le camion nous a emmené

⁷²¹ Sur le racket que subissent les migrants subsahariens, voir, Julien Brachet, « Migrants, transporteurs et agents de l'Etat. Rencontre sur l'axe Agadez-Sebha », *Autrepart*, n°36, 2005, pp. 43-62.

vers une petite ville qu'on a atteint à l'aube, on s'est reposé là-bas toute la journée et puis en fin de journée une camionnette est venue nous emmener à Zuwara »⁷²².

On le comprend, bien qu'opérant dans l'illégalité, les passeurs ne développent pas leurs activités contre l'Etat. La surveillance policière permet aux passeurs de s'ériger en clé de voûte du voyage migratoire, de s'enrichir en maintenant les coûts élevés et en offrant aux migrants des garanties de réussite relativement beaucoup plus élevée que celle du départ individuel. L'instrumentalisation des passeurs par les forces de l'ordre s'inscrit moins dans une stratégie d'interdiction et de contrôle que dans celle de surveillance et de connaissance des filières et des itinéraires migratoires. Ces filières tuniso-libyennes font l'objet périodiquement de démantèlement et d'une publicisation dans la presse tunisienne : des rabatteurs sont arrêtés et des passeurs évincés des trafics au titre de la lutte contre l'émigration clandestine⁷²³. Pourtant, contrairement à celles qui opéraient dans le détroit de Sicile ou dans le Sahel, ces filières n'ont jamais perdu de leur dynamisme et ont réussi à drainer au cours des années 2000 toujours plus des candidats au départ. En réalité, avec ces arrestations, les autorités cherchaient surtout à éviter la multiplication des acteurs engagés dans l'organisation de ces départs de manière à garantir la mainmise de quelques passeurs, connus et contrôlés, sur les filières.

En l'absence d'une volonté résolue de mettre un terme au mouvement migratoire, la réalisation des arrestations auxquelles les forces de l'ordre sont tenues est paradoxalement garantie par la latitude octroyée aux passeurs pour travailler et s'enrichir. Ce faisant, les policiers régulent d'une certaine manière les flux migratoires et s'arrangent pour que les départs restent en dessous du seuil à partir duquel le phénomène serait trop visible et partant ne serait plus tolérable. Une surveillance policière minimale n'est pas nuisible au travail des passeurs, au contraire : sans celle-ci, les prix ne seraient pas aussi élevés, réduisant la rentabilité de l'activité et augmentant la tentation chez les migrants de franchir la Méditerranée par leurs propres moyens. En outre, les passages sans passeurs et donc sans maîtrise des règles de navigation sont beaucoup plus risqués humainement : les pertes lourdes

⁷²² Entretien, Belleville. Août 2008

⁷²³ Presse tunisienne, « Entre Zarzis et Ben Guerdane. Arrestation de 100 brûleurs et de nombreux passeurs », *Assabah*, 9 mars 2009 (en arabe, la traduction est de moi).

et scandaleuses aux yeux de l'opinion publique – tunisienne autant qu'européenne – rendraient cette activité plus visible. Les naufrages en Méditerranée sont en effet constamment couverts par la presse européenne. En dépit des images qui circulent et des textes de loi qui en font le mal absolu, les passeurs apparaissent ainsi utiles, y compris pour les autorités tunisiennes, précisément parce qu'ils maîtrisent les départs et minimisent les risques de naufrages. Les policiers et les passeurs apparaissent donc comme complémentaires. Ces transactions entre forces de l'ordre et réseaux de passeurs participent donc à la régulation des flux en fonction de logiques floues et changeantes augmentant la défiance et la vulnérabilité des migrants.

3) L'action ambivalente des passeurs.

En réalité, il n'existe pas de sociologie précise des passeurs et ma propre recherche ne m'a pas permis d'en faire une analyse approfondie. Mes enquêtes de terrain font cependant ressortir des figures de ceux-ci diverses et variées. La relation qui lie les migrants à leurs passeurs est certes déséquilibrée eu égard à la méfiance qui domine cet univers. Ceci explique le fait que les émigrés n'acceptent, par exemple, de payer leur passeur qu'un jour avant le départ, voire souvent, la nuit même du départ. Toutefois, la focalisation sur la figure du passeur, vorace et fourbe occulte la complexité des rapports entre les passeurs et les forces de sécurité et participe à faire de ces derniers des bouc-émissaires sur lesquels les autorités reportent la responsabilité des départs occultant les raisons économiques, sociales et politiques qui poussent les jeunes à prendre la mer⁷²⁴. La presse tunisienne reprend souvent le discours officiel des autorités qui fait des migrants les victimes patentées de passeurs cupides et sans scrupules qui n'hésitent pas à exploiter les illusions des jeunes en quête de rêve européen pour les escroquer, leur subtiliser leur argent et les envoyer à la mort. Le drame des naufragés de la Marsa dans la banlieue nord de la capitale Tunisie dans laquelle 26 jeunes ont trouvé la mort a été imputé par les médias à des passeurs qui auraient mis à la disposition de jeunes migrants une barque vétuste, se contentant de leur montrer quelques rudiments de

⁷²⁴ Eriger le passeur en bouc-émissaire n'est pas propre au discours néolibéral qui mobilise les figures du mal, du danger et de l'insécurité, Victor Pereira a montré par exemple que ce fut le cas dans le Portugal de Salazar, voir, Victor Pereira, « Ni héros, ni escrocs : les passeurs portugais (1957-1974) », *Plein Droit*, n°84, mars 2010 accessible sur : www.gisti.org/spip.php?article1922

navigation sans prendre le risque de les accompagner en mer⁷²⁵. Du coup, incapables de s'orienter, les jeunes auraient fini par heurter un rocher et sombrer en mer⁷²⁶. Ce discours de diabolisation dépasse la figure du passeur pour englober tous les intermédiaires qui profitent de la candeur et de la naïveté des gens. C'est le cas des courtiers « peu scrupuleux » qui promettent des visas aux candidats à l'émigration ou des agences de recrutement et d'emploi à l'étranger qui n'hésitent pas à « arnaquer » les jeunes⁷²⁷. En réalité, la prégnance de ce discours a longtemps occulté l'ambiguïté des rapports entre passeurs et forces de sécurité et l'ambivalence qui est au cœur de leur activité.

En effet, l'engagement des autorités tunisiennes vis-à-vis de leurs partenaires du nord de la Méditerranée à endiguer les départs depuis les côtes tunisiennes au lendemain des attentats du 11 septembre 2001 s'est affirmé avec la mise en place de dispositifs de contrôle stricts et contraignants (équipement des garde-côtes tunisiens par leurs homologues italiens, installation d'un contrôle satellitaire dans le détroit de Sicile, signalement par les Italiens de tout bateau suspect qui quitte les eaux territoriales tunisiennes, etc.). Amenés à coopérer et à faire preuve de volontarisme, les autorités tunisiennes ont soumis les côtes tunisiennes à un contrôle étroit des plages des régions septentrionales et ont procédé au démantèlement de nombreuses filières. Ce travail n'a été possible qu'au moyen du noyautage du milieu de la pêche, du crime et surtout du recrutement des passeurs en tant qu'informateurs compte tenu de leur connaissance des mouvements de personnes, de leur nationalité, de leur situation judiciaire⁷²⁸. Le piège tendu par un passeur à un groupe de migrants à Kélibia dans le Cap-

⁷²⁵ « Tunisie: 26 disparus dans le naufrage d'une barque de migrants clandestins », Agence France Presse, 19 janvier 2009 ; Presse tunisienne, « Drame de l'émigration clandestine. 35 jeunes désespérés à bord d'une embarcation faite pour 11 personnes », *Le Temps*, 20 janvier 2009 ; « Nouveau drame de l'émigration clandestine. Traversée fatale », *L'Expression*, 27 janvier 2009.

⁷²⁶ Presse tunisienne, « Rebondissements dans l'affaire de l'émigration clandestine de Aïn Zaghuan: Passeurs criminels? », *Le Temps*, 6 avril 2009.

⁷²⁷ Ces histoires sont rapportées d'une façon constante par la presse tunisienne, « Le bruleur escroqué », *Le Temps*, 2 février 2009 ; « Visas Chimériques », *Le Temps*, 12 juin 2008 ; Sahbi Rammah, « Les candidats à l'émigration et le saut dans l'inconnu. On leur fait miroiter monts et merveilles », *Le Temps*, 13 mars 2008.

⁷²⁸ La presse utilise des insinuations particulièrement intéressante à relever pour parler des indics en évoquant : « des informations qui sont parvenues aux forces de sécurité », voir à titre d'exemple, « Les gardes maritimes de Zarzis arrêtent 5 passeurs qui ont acheté 3 bateau d'une valeur supérieur à 100 mille dinars et s'apprêter à envoyer plus de 100 personnes en Europe », *Assabah*, 26 janvier 2009. (En arabe, la traduction est de moi).

Bon sur le détroit de Sicile au cours de la nuit de leur départ est révélateur de la complexité des logiques d'action et des intérêts en jeu dans les rapports entre policiers et passeurs :

« On n'avait pas confiance en lui [le passeur] alors on a décidé de lui donner l'argent juste avant le départ. Le moment venu, on était au bord de la plage de Kélibia on lui a donné l'argent, et là, il a prétexté de vouloir le déposer dans un lieu sûr et qu'il n'allait pas tarder à revenir. Quelques temps après, on s'est fait épingle par la police. Il les avait prévenus »⁷²⁹.

Après cette mésaventure, le frère cadet de l'enquêté a voulu venger la trahison du passeur. Il l'a violemment passé à tabac lui infligeant de graves blessures. Arrêté à son tour par la police, il a fini par être incarcéré dans la même prison que son frère... Cette mésaventure illustre les rapports déséquilibrés entre migrants et passeurs compte tenu du rôle clé que jouent ces derniers dans la réussite de l'aventure migratoire ; elle suggère également que ces rapports peuvent cependant faire l'objet de représailles sociales. Les migrants ne sont pas de simples faire-valoir condamnés à subir. Ils possèdent des moyens de sanction et sont capables d'exercer une rétorsion sur les passeurs en cas de rupture du contrat ou d'abus de confiance. S'il arnaque ses migrants ou s'il est notoirement connu pour être un informateur de la police, un passeur se voit automatiquement discrédité sur le marché de l'émigration clandestine jusqu'à perdre toute crédibilité: plus personne ne fera appel à ses services et chaque fois qu'une tentative échoue, il risquera de faire l'objet de représailles de la part des membres de la famille des migrants.

En effet, bien qu'elles se déroulent aux marges de la légalité, les relations entre migrants et passeurs ne sont pas moins régulées par des normes et des codes sociaux particuliers qui ressortissent des principes comme la « parole d'homme » ou le « sens de l'honneur ». Le contrôle social joue un rôle central dans de tels rapports, surtout si les émigrés et les passeurs sont issus de la même région, plus encore s'ils sont de la même ville ou du même quartier. Le dynamisme des réseaux du sud –est du pays et des filières à la frontière tuniso-libyenne ressortissent largement de leur l'inscription dans les relations communautaires qui procurent des moyens de rétorsion aux migrants qui ne se retrouvent pas dans une situation de vulnérabilité face aux passeurs. Le réseau de *Chouchou* décrit précédemment s'appuyait justement dans son fonctionnement sur ces relations

⁷²⁹ Entretien, Cap-Bon, été 2008.

d'interconnaissance et de solidarité urbaine et communautaire. *Chouchou* faisait partie de la communauté, il était estimé et apprécié pour le rôle qu'il jouait. En parlant de lui, les habitants, jeunes et moins jeunes n'hésitaient pas à utiliser l'expression « il a aidé un tel à partir en France ». De fait, le répertoire de l'aide et du service rendu aux familles est mobilisé malgré l'existence d'un échange marchand, preuve de la reconnaissance dont jouit le passeur au sein de sa communauté. Contrairement à ce que laisse entendre le discours officiel en taxant les passeurs de « voraces » et de « profiteurs » instrumentalisant l'illusion des jeunes, certains d'entre eux font preuve de sens de l'honneur et de la solidarité – c'est en partie ce qui explique leur succès. Ainsi, mes interlocuteurs parlaient fièrement de *Chouchou* qui faisait une affaire d'honneur à ce que les migrants réussissent à regagner la France. L'histoire circule d'ailleurs qu'il n'a pas hésité à renvoyer une seconde fois, à ses frais, certains migrants dont la première tentative avait échoué⁷³⁰.

Les émigrés qui ont fait le voyage avec succès conseillent tel ou tel à ceux qui cherchent à partir. Au cours de mes entretiens avec des émigrés arrivés illégalement en France, je me suis souvent vu proposer des numéros de téléphones de passeurs que mes interlocuteurs qualifient de « digne de confiance » (*thik'a*) et que je pourrais communiquer à mes amis en Tunisie intéressés par leurs services. Cette pratique de transmission des coordonnées des passeurs est particulièrement courante dans les filières migratoires du sud tunisien. Ces passeurs qui opèrent à Ben Guerdane se chargent du franchissement illicite de la frontière tuniso-libyenne et de la mise en contact des migrants avec les filières libyennes chargées d'organiser la traversée. Le choix des passeurs tunisiens est fondamental pour la suite de l'aventure migratoire car la réputation de ces derniers constitue une garantie vis-à-vis des filières libyennes dont les membres sont connus pour être armés et particulièrement violents. La respectabilité dont jouissent certains passeurs n'est pas propre à la Tunisie. Smaïn Laacher a montré que dans de nombreuses régions de Turquie et d'Asie centrale, les passeurs bénéficient aussi de la confiance et du respect des migrants kurdes et afghans qu'ils se proposent de faire passer en Europe⁷³¹.

⁷³⁰ Entretiens, Zarzis, été 2008.

⁷³¹ Smaïn Laacher, *Le peuple des clandestins*, Paris, Calmann-Lévy, 2007.

Cette capacité à pénétrer le milieu des passeurs a considérablement influencé les stratégies de départ poussant les migrants progressivement vers le sud jusqu'à se résoudre à passer par les filières libyennes, plus coûteuses, certes, mais beaucoup moins incertaines et aléatoires quant aux possibilités de prendre la mer. Si les réseaux du nord du pays ont été sévèrement réprimés, l'action étatique n'a pas réussi à venir à bout des filières dans le bassin de Mahdia dans lequel s'activent quelques petites filières qui cherchent à saisir les opportunités et les occasions au gré des latitudes laissées par les forces de l'ordre. En revanche, les filières des régions méridionales ont été les plus dynamiques à la faveur de leur inscription dans les relations communautaires et de leur enchâssement dans les réseaux libyens d'émigration clandestine.

En réalité, la question de la confiance a été fondamentale dans le redéploiement des filières migratoires. L'essor des filières méridionales en dépit de la hausse du coût de la traversée est largement le fait de la capacité des migrants à établir une certaine confiance envers les passeurs. En tant qu'entreprise incertaine et hasardeuse, le recours à un passeur met le migrant dans une position de vulnérabilité non seulement à cause des dangers de la traversée mais également du fait de l'imprévisibilité des passeurs auxquels il fait recours⁷³². Ces derniers comme on l'a vu précédemment dans l'exemple des jeunes de Kélibia peuvent se montrer peu fiables et abuser des migrants en les livrant à la police. Du coup, dans les régions septentrionales, les migrants cherchent tant bien que mal à contrôler les passeurs en les payant le jour du départ ou en les menaçant de délation s'ils ne tiennent pas paroles. Or ces conduites ne rendent pas les rapports plus fiables d'autant plus que l'action policière répressive vise particulièrement les filières opérant dans ces régions. Dans ces conditions, aussi bien les relations d'interconnaissance que l'inscription des passeurs dans des liens communautaires, constituent des garanties sur la fiabilité des passeurs. Autrement dit, faire confiance à tel passeur plutôt qu'à un autre sur recommandation d'un ami, d'une connaissance renvoie à la capacité de s'inscrire dans un réseau de relations d'interconnaissance et à faire jouer ce système de relations pour imposer le cas échéant des sanctions : disqualifier ce passeur en pointant sa voracité et en salissant sa réputation auprès des autres candidats au départ et plus largement dans la communauté. De sorte que c'est ce système qui est susceptible de

⁷³² Esther Gonzalez-martinez, « Comment agir en confiance avec un partenaire dont on se méfie ? », *Réseaux*, n°108, 2001, pp. 87-123.

sanctionner le passeur s'il arrive à arnaquer les migrants ou à les livrer à des filières libyennes peu recommandables⁷³³.

L'ambivalence du rôle de ces passeurs pousse de plus en plus de jeunes dans les côtes septentrionales à organiser les départs en bande et tenter la traversée par leurs propres moyens. Les membres du groupe se cotisent pour acheter un zodiac, pour trouver du carburant et pour assurer le ravitaillement en eau et aliments. Le taux d'échec de ces tentatives est très élevé et la presse tunisienne rapporte souvent les drames qui accompagnent ce mode opératoire. De fait, celui-ci, bien que plus rapide et flexible que le départ par l'utilisation d'un passeur, aboutit souvent à des catastrophes en raison de l'absence de maîtrise des règles de navigation. Parfois, la quantité de carburant est insuffisante causant une panne sèche au large. Parfois, les migrants se trompent de carburant. C'est ce qui s'est passé au cours de l'été 2008 pour un groupe de jeunes comprenant des mineurs, suscitant l'émotion de l'opinion publique tunisienne. Le carburant employé était incompatible avec le moteur de leur bateau causant ainsi leur décès après plusieurs jours de combat avec la mort en pleine mer. Cette affaire a révélé la banalité de la mort que des jeunes bravent régulièrement dans l'espoir d'atteindre l'autre rive, comme s'ils fuyaient un enfer et non le pays du « miracle » économique⁷³⁴. Des drames comme celui-là se sont multipliés ces dernières années, des barques échouant sur les côtes et ramenant les corps sans vie des « *harraga* » (migrants clandestins) qui ont péri de faim et de froid en pleine mer⁷³⁵. Ces bricolages et ces départs improvisés peuvent également donner lieu à des situations ubuesques que les jeunes racontent d'une façon comique comme ces jeunes qui bien que ne disposant pas de compétences dans la navigation et ne voulant pas prendre le risque de faire appel à des passeurs capables de les balancer, ont minutieusement organisé leur voyages en achetant un zodiac, le moteur et le carburant nécessaire et ont pris la mer de Menzel Temim sur le détroit de Sicile pour se tromper de destination et finir sous les

⁷³³ Cette analyse m'a été inspirée par la lecture de Victor Pereira, *L'Etat portugais et les portugais en France...op.cit.*, et Victor Pereira, « Ni héros ni escrocs... », art.cit.

⁷³⁴ La fiancée de l'un des jeunes qui ont péri dans le naufrage de la barque partie de la Marsa en janvier 2009 déclarait ainsi à la presse : « Il n'a pas cessé de répéter depuis ce dernier échec que 'l'étranger' serait son dernier recours. J'ai essayé de l'en dissuader encore une fois mais c'était en vain. Il affirmait qu'il était mort de toutes les manières lorsqu'il n'arrivait pas à subvenir à ses propres besoins », propos recueillis par Mourad Sallami, « Nouveau drame de l'émigration clandestine. Traversée fatale », *L'Expression*, 27 janvier 2009.

⁷³⁵ « Tunisie, 50 morts dans un drame de l'émigration clandestine », *AFP*, 12 mai 2008.

verrous à Kélibia de l'autre côté de la péninsule du Cap-Bon croyant qu'ils se dirigeaient vers les côtes siciliennes⁷³⁶.

L'intensification de la répression et le discrédit d'une grande partie des passeurs opérant sur les côtes nord du pays n'ont pas dissuadé les candidats au départ mais les ont poussé à emprunter des voies certes plus étendues mais plus sûres en se tournant vers des filières régionales qui existaient déjà dans les années 1990 mais qui, au fil des années, se sont révélées beaucoup plus compétitives que les réseaux tunisiens en termes de confiance, de chances de succès et de contournement de la répression. C'est ainsi que les réseaux libyens organisant la migration illégale se sont imposés. Concrètement, il s'agit de partir depuis les côtes libyennes après le franchissement de la frontière tuniso-libyenne à l'aide de passeurs qui jouent le rôle de rabatteurs pour les filières libyennes. Ce redéploiement des parcours migratoires sur la Libye vient entériner non seulement la centralité de ce pays comme carrefour des migrations africaines et désormais nord africaines vers l'Europe, mais aussi, plus généralement, la diversification des itinéraires migratoires.

Le discrédit que suscitent les rapports ambivalents entre passeurs et forces de l'ordre résulte de la rapacité notoire ou supposée des passeurs et de leur caractère « vicieux » ou de l'appât du gain mais aussi de l'ambivalence de la logique étatique en matière de contrôle de flux migratoires. En faisant d'eux les uniques responsables des mouvements clandestins de population, en concentrant la criminalisation de l'acte migratoire sur eux et en intensifiant la répression à leur égard, les passeurs ont été socialement et politiquement fragilisés et ont cherché à se « couvrir » en collaborant avec les forces de l'ordre. Cette collaboration (connue en Tunisie) suggère que les autorités entendent moins démanteler ces réseaux que de les contrôler, voire les instrumentaliser. Les réseaux de passeurs ont fleuri dans les années 1990 et leur mise au pas dans les années récentes vise essentiellement à contrôler ces marges et à réguler les flux migratoires. Le caractère illégal de ces activités n'équivaut pas à une absence de l'Etat dans ce champ d'activité ; en revanche, les modalités de discipline de ces acteurs par les autorités tunisiennes s'adaptent à cette situation marginale en jouant elles-mêmes des frontières entre légal et illégal, du flou et de l'incertitude. En démantelant certains réseaux et

⁷³⁶ Presse tunisienne, « 7 jeunes venus du Sahel pour émigrer clandestinement, perdent le chemin et tombent entre les mains des forces de l'ordre », *Assabah*, 11 septembre 2008, (article en arabe, la traduction est de moi).

en instrumentalisant d'autres, l'action de l'Etat n'a pas eu pour conséquence de mettre un terme aux départs mais le redéploiement de ceux-ci vers les côtes méridionales et surtout le transit par la Libye. De fait, la répression n'a pas eu pour conséquence de rendre les frontières hermétiques ou étanches mais de déplacer les zones de départ et surtout de pousser les migrants à préférer les filières libyennes. Il s'agit plutôt de contrôler les filières et de favoriser d'autres itinéraires migratoires qui revient d'ailleurs, dans les faits, à sous-traiter les départs au voisin libyen de manière à sauvegarder l'image d'une Tunisie, partenaire « engagé » dans la lutte contre l'émigration clandestine tout en garantissant, par l'intermédiaire des passeurs, la continuité des départs. On l'a compris, pour les autorités tunisiennes, une « bonne interpellation » se passe sur les plages tunisiennes, avant que les migrants ne prennent la mer et non dans les eaux territoriales ou sur les côtes italiennes. De même, une « bonne opération », ce n'est pas un départ bloqué ou intercepté, c'est incontestablement un bateau qui arrive à bon port sans faire de bruit. Or pour qu'un bateau arrive sans bruit sans que la responsabilité de la Tunisie ne soit remise en cause, mieux vaut qu'il parte d'ailleurs. L'action répressive de l'Etat n'a donc pas eu pour effet d'endiguer les départs ; elle a indirectement et sans le penser ou le vouloir, favoriser la recomposition des filières de départ.

4) Migration et criminalisation de l'Etat en Libye.

Le passage illégal de la frontière tuniso-libyenne et l'entrée dans le territoire libyen se font grâce à la complicité des agents de l'Etat tunisien mais également sous le contrôle direct des forces de sécurité libyenne. Pour les migrants clandestins, le passage de la frontière tuniso-libyenne s'accompagne de la montée du sentiment d'insécurité et de peur face aux risques qui menacent leurs vies et leurs intégrités physiques et qui peuvent les empêcher de continuer leur route : risque de se faire maltraiter, voler son argent ou même être tuer. Dans cet environnement hostile, le migrant est « sans recours ni secours ». « C'est d'ailleurs à ce moment précis que le *voyageur clandestin* est 'envahi' par un sentiment tenace qui ne le quittera plus jusqu'à la fin du voyage, celui de l'incertitude perpétuelle et de la peur qui l'accompagne »⁷³⁷. Contrairement aux passeurs tunisiens souvent contactés grâce aux relations d'interconnaissance et recommandés par des migrants qui ont déjà eu recours à leurs services, les passeurs libyens suscitent d'autant la peur et la méfiance que de nombreux

⁷³⁷ Smaïn Laacher, « Partir pour le bout de la terre... », art.cit, p. 163. C'est l'auteur qui souligne.

récits évoquent leur violence et que les migrants ne disposent d'aucune garantie sur leur fiabilité ni de moyen de rétorsion ou d'action en cas d'escroquerie ou de sévices. De fait, le passage de la frontière tuniso-libyenne s'accompagne de l'aggravation du déséquilibre dans le rapport de force entre migrant et passeur qui est incontestablement défavorable au premier. Il est guidé dans des chemins fort dangereux, orienté dans des contrées qu'il ignore, hébergé dans des endroits surveillés par des hommes en armes en attendant l'embarquement. La peur du migrant est d'autant plus grande qu'elle est alimentée par la méfiance à l'égard des passeurs libyens en dépit des assurances des intermédiaires de Ben Guerdane. Dans ces réseaux transnationaux – ou du moins binationaux – les rapports migrants-passeurs se réduisent à une dimension purement marchande du fait de la disparition de la confiance : d'un côté, les passeurs veulent minimiser les frais de cette période d'hébergement au cours de laquelle ils rassemblent les migrants dans des maisons-prisons à moindre frais et de leur côté, les migrants font preuve d'une docilité trompeuse et d'une patience méfiante. Les conditions sanitaires et d'hébergement sont déplorables voire révoltantes, mais le migrant est complètement dépossédé de tout pouvoir de décision et d'action.

« On nous a emmené dans une grande villa, il y avait des gardes armés et on était complètement interdits de sortie. Il y avait des filles qui étaient placées dans une autre partie de la maison : 12 ou 13 peut-être plus, des Africaines mais aussi des Tunisiennes. On a su plus tard que les gardes abusaient d'elles. Il n'y avait pas une date fixée pour le départ : certains attendaient là depuis un mois, ils commençaient à s'impatisser : des Nigériens, des Africains, des Marocains et des Tunisiens. Ils se plaignaient de la nourriture car il arrivait qu'on nous donne un biscuit par personne pour toute la journée. Les gardes ne supportaient aucune lamentation, ils étaient d'une violence inouïe, je les ai vu tabasser quelqu'un. Ils l'ont vraiment amoché...alors t'as intérêt à rester calme et patient. Surtout la patience, il faut s'armer de patience, beaucoup de patience. J'ai eu de la chance car je ne suis resté qu'une semaine. Un soir, ils sont venus nous chercher pour embarquer : on était 380 dans le bateau, certains disaient qu'il s'agit d'un bateau de pêche tunisien acheté à Sfax, moi je n'avais pas la tête à voir l'origine du bateau. Il était plein à craquer. On m'a mis dans la calle mais une fois que le bateau a démarré, je suis monté par-dessus bord, car on respire mieux et puis on ne sait jamais...si quelque chose arrivait je n'aimerais pas être enfermé dans une calle »⁷³⁸.

Cette « remise de soi »⁷³⁹ est caractéristique des rapports du migrant à ses passeurs. Sa seule défense c'est la patience et la prudence. Endurer des épreuves dégradantes dans la

⁷³⁸ Entretien, Paris, novembre 2009.

⁷³⁹ Smaïn Laacher, « Partir pour le bout de la terre... », art.cit, p. 164.

solitude et l'angoisse, c'est le quotidien du migrant sur la route. La violence est à ce titre la seule norme qui régule cet univers. Ces passeurs maltraitent les migrants, les violentent jusqu'à les déshumaniser en les traitant comme de la marchandise. Il n'est d'ailleurs pas tout à fait injustifié de penser que les circulations migratoires sont en ce sens régulées par la pure logique du marché. « Le plus souvent, lors du voyage, on ne compte pas ; la vie n'a pas de prix, ou plus exactement n'a qu'une valeur marchande. On devient l'équivalent d'un objet jetable. C'est au cours de ce voyage, que l'on ne fait qu'une fois, que ces hommes et ces femmes vont devenir des victimes sans nom ; des marchandises sans identité »⁷⁴⁰. Cette marchandisation des hommes a été particulièrement mise en lumière dans le film d'Andrea Segre, Dagmawi Yimer et Riccardo Biadene, *Comme un homme sur la terre* (2008) qui a retracé le périple migratoire des Ethiopiens passés par le Soudan et la Libye pour rejoindre l'Europe⁷⁴¹. Ce film restitue l'ampleur des crimes commis par les forces de sécurité libyennes mais également la peur et la patience des migrants qui endurent ces sévices et encaissent en silence. La particularité de ce film est de montrer la manière dont ces pratiques dégradantes et déshumanisantes constituent moins des abus ou des bavures individuelles qu'une forme violente de régulation des migrations illégales par un « milieu », impliquant aussi bien la hiérarchie politico-sécuritaire du régime libyen que des organisations criminelles opérant dans le Sahara qui tire des profits considérables de la délégation de pouvoir que lui ont consentie le gouvernement italien et Frontex pour endiguer la menace de l'immigration clandestine en exploitant cyniquement le désir de départ des populations africaines et sa criminalisation européenne⁷⁴².

En effet, des hauts dignitaires de l'armée libyenne perçoivent des dîmes sur chaque migrant transitant par leur territoire d'influence et veillent au contrôle de toutes les étapes : le passage illégal de la frontière terrestre, le transport des migrants en utilisant les Jeep de l'armée et ses camions de services et leur hébergement dans des maisons sur la côte

⁷⁴⁰ Ibid., p. 165.

⁷⁴¹ Andrea Segre, Dagmawi Yimer et Riccardo Biadene, *Comme un homme sur la terre*, 2008. Ce film a été projeté lors de la troisième rencontre annuelle du REASOPO organisée par le FASOPO à Paris en février 2009.

⁷⁴² Jean François Bayart, « Quelle politique africaine pour la France ? », *Sociétés politiques comparées*, n°27, septembre 2010, disponible sur www.fasopo.org; Vincent Geisser, « Le pacte européen sur l'immigration et l'asile ou le triomphe de la 'frontexisation' des esprits », *Migration et Société*, septembre-octobre 2008, vol.20, n°119, pp.3-12.

contrôlées par des hommes en armes en prévision des départs vers l'Italie. Ce film montre que lorsque les migrants africains arrivent à Adjedabia en provenance de Koufra au bout d'un voyage au cours duquel ils se sont faits rackettés, volés et agressés par des agents étatiques violents ou des passeurs voraces, ils sont de nouveau mis dans des conteneurs chargés dans les camions de l'armée et renvoyés à Koufra. Cette boucle ubuesque Koufra-Adjedabia-Koufra que des milliers de migrants ont faite sans en connaître la logique constitue une forme de régulation des flux lorsque les camps sont bondés, qu'il n'y a pas de place pour les nouveaux arrivants ou que les autorités ont choisi de tempérer la fréquence des départs. Tout en participant à la formation d'un réservoir de migrants à portée de main, cette boucle qui consiste à renvoyer les migrants non pas à la case départ mais à l'étape précédente incarne un mécanisme insidieux d'endiguement et de gestion des migrations fait d'emprisonnement, de refoulement et de pillage. Bien que les migrants tunisiens n'aient pas été concernés par cette régulation criminelle, ce film révèle une dimension importante et commune au fonctionnement des filières migratoires par la Libye à savoir l'implication des responsables étatiques dans les départs illégaux. Celle-ci traduit moins la prégnance de la corruption à toutes les échelles de l'Etat libyen que le développement des activités illicites contrôlées voire encouragées par les élites politiques et militaires qui profitent des positions de pouvoir pour améliorer leur accumulation⁷⁴³.

Cette violence n'est pas assimilable à une violence politique, ou une violence de persécution bien qu'elle produise des effets dégradants et même si elle laisse un goût amer et des souvenirs indélébiles, elle ne participe pas moins à une dimension héroïque du voyage. Elle est plutôt vécue comme une violence indissociable de l'action émancipatrice de l'émigration. Le retour en arrière est inenvisageable, ne serait-ce que parce qu'il est synonyme d'échec, d'humiliation voire de déshonneur. Par certains aspects, l'emploi par les Tunisiens du verbe « brûler » pour désigner l'émigration clandestine fait référence à l'acte de brûler sa barque pour dire qu'une fois parti, il est hors de question de revenir en arrière. Dans l'imaginaire des migrants tunisiens, cette référence évoque la conquête de l'Andalousie : arrivés sur les côtes ibériques, les combattants musulmans avaient brûlé leurs propres bateaux en ne se laissant guère le choix : il s'agit d'avancer ou périr.

⁷⁴³ Jean François Bayart, Béatrice Hibou et Stephen Ellis, *La criminalisation de l'Etat en Afrique, ...op.cit.*

« On était 300 personnes dans un bateau qui faisait à peine 14 m de long. On était tous debout. Au bout de 12 heures de navigation, le moteur est tombé en panne. On a paniqué et on ne savait pas ce qui se passait réellement. Le capitaine, égyptien, a essayé de nous rassurer en disant qu'il y'aura des zodiacs qui viendront nous dépanner. D'après ce que j'ai compris, il nous restait 9 heures pour arriver en Italie. La mer était très agitée et le bateau menaçait de se briser, d'ailleurs deux planches à l'avant se sont détachées. Le capitaine a fait demi-tour. Quelques heures plus tard, deux petits bateaux sont arrivés, dans chacun d'eux il y avait deux hommes. Au début, ils ont fait mine d'essayer de dépanner le bateau et puis d'un coup, le capitaine a sauté dans l'un d'eux et ils sont partis. On était laissé à nous-mêmes dans un bateau dans le large. Quelques heures de peur et de panique ont eu raison de certains qui se sont jetés en mer. 14 personnes se sont jetées. Je ne sais pas ce qui les a poussés à faire ça : le désespoir, peut-être ? Ils se sont certainement noyés : pensent-ils qu'ils allaient se sauver en nageant ? C'est vrai aussi qu'on était en train d'attendre la mort nous emporter. Il a fallu le courage de l'un de nous, un Tunisien de Zarzis qui a longtemps travaillé sur un bateau de pêche et qui avait une connaissance de la navigation en mer. Il a manœuvré le bateau comme un pro pendant 14 heures jusqu'à ce qu'on a commencé à voir la terre. Puis, on a nagé. A notre arrivée à la plage, la police libyenne nous a tabassés. On nous a mis en prison pendant un mois avant de nous livrer à la police tunisienne qui nous a libéré »⁷⁴⁴.

Ce témoignage reflète l'aspect criminel de l'organisation et de l'exploitation délictueuse des circulations migratoires dont la mer Méditerranée est le théâtre. On assiste à un glissement des organisations et réseaux migratoires vers des trafics lucratifs d'êtres humains. Il faudrait repenser les migrations non seulement en reconsidérant le poids de l'implication des agents étatiques dans le fonctionnement de ces filières migratoires mais plus globalement en remplaçant ces activités criminelles dans le cadre des économies trafiquantes qui les abritent et le lien étroit qu'elles entretiennent avec le pouvoir politique. Bien que l'évitement et le contournement des contrôles étatiques soient constitutifs des stratégies migratoires des clandestins, celles-ci sont constamment instrumentalisées et récupérées par des agents étatiques libyens qui tentent de les assujettir à leur quête de richesses et d'accumulation.

Le mouvement migratoire clandestin qui se déroule hors la loi fait l'objet de convoitises et de prébendes qui passent par la généralisation de la corruption au sein des institutions étatiques. Cependant, en considérant que la corruption est seule responsable de l'incapacité des Etats à mettre un terme aux flux migratoires clandestins, on surdétermine incontestablement le rôle de ceux-ci dans l'explication de ce phénomène dont la portée et les

⁷⁴⁴ Entretien, Zarzis, été 2008.

enjeux dépassent de loin la simple rapine de fonctionnaires malhonnêtes ou la mauvaise gouvernance des institutions étatiques. Pour comprendre l'énigmatique persistance des migrations clandestines, il faut l'examiner à l'aune des intérêts de l'Etat tunisien et de ses voisins du Nord.

Chapitre VIII – Le gouvernement à distance d'*el khobza*. L'Etat tunisien et ses émigrés.

Le discours officiel tunisien vantait l'engagement de l'Etat dans la lutte contre l'émigration clandestine en mentionnant l'adoption d'une législation radicale criminalisant les acteurs de la chaîne migratoire ou le durcissement de la surveillance des frontières du pays. Il n'insistait pas moins sur l'incapacité de la seule approche sécuritaire à endiguer ces flux, sur la nécessité de les replacer dans une logique de développement et de coopération économique. Le président Ben Ali déclarait ainsi en novembre 2003 qu'« il ne faut pas que les peuples du sud aient le sentiment d'un paradoxe qui consisterait à ouvrir les frontières aux marchandises et aux capitaux et à les fermer à la libre circulation des personnes »⁷⁴⁵, signifiant très clairement que, pour être effective, la coopération sécuritaire devait être associée à une coopération économique substantielle. A la suite du naufrage d'un bateau transportant des émigrés clandestins partis des côtes libyennes et ayant causé la mort de 200 migrants, Hédi M'henni, ministre de l'Intérieur tunisien, avait pointé du doigt les failles de la coopération sécuritaire entre les pays du pourtour méditerranéen tout en réaffirmant l'engagement de la Tunisie dans la lutte contre les trafics migratoires : « La Tunisie est un bouclier qui défend les côtes européennes contre l'immigration, mais ses moyens sont limités, nous souhaitons plus d'aide car nous ne sommes pas les uniques gendarmes de la Méditerranée »⁷⁴⁶. Désormais, la lutte contre l'émigration clandestine est toujours associée à une demande d'aide et de coopération. Rien n'a pourtant changé dans la politique de « maîtrise des flux migratoires », si ce n'est la redécouverte du thème du co-développement, critiqué depuis longtemps par les chercheurs en sciences sociales et les spécialistes des migrants⁷⁴⁷ et que les Tunisiens (comme l'ensemble des Maghrébins d'ailleurs) considèrent avant tout comme un effet d'annonce sans

⁷⁴⁵ Rapportée par une dépêche AFP, décembre 2003.

⁷⁴⁶ Entretien de Hédi M'henni accordé au journal *Le Monde*, 11 juillet 2003.

⁷⁴⁷ Jean-François Bayart et Fariba Adelkhah (dir), *Les voyages du développement... op.cit.* ainsi que le n°109 de la revue *Politique Africaine* de mars 2008, notamment les contributions de Flore Gubert, « (In) cohérence des politiques migratoires et de co-développement françaises : illustrations maliennes », pp. 42-55 et Jean Schmitz et Marie-Ève Humery, « La vallée du Sénégal entre (co)développement et transnationalisme : irrigation, alphabétisation et migration ou les illusions perdues », pp. 56-72 ; Christophe Courtin, « Le co-développement : un alibi pour des politiques migratoires restrictives », *Revue internationale et stratégique*, n°68, 2007, pp. 43-47.

conséquences concrètes à attendre. Les départs se succèdent avec leurs lots de naufragés, les réseaux d'organisation des migrations clandestines se professionnalisent et les candidats au départ sont de plus en plus nombreux. Ce hiatus entre les normes décrétées et les résultats sur le terrain reflète-il l'échec de la lutte contre cette émigration qui, paradoxalement, prend des proportions considérables à mesure que les restrictions européennes se multiplient ?

Bien que le régime de Ben Ali ait affirmé à maintes reprises sa volonté de mettre fin aux mouvements clandestins en décrétant une loi d'exception visant à criminaliser aussi bien les passeurs que les migrants, les départs des Tunisiens ont continué de se dérouler massivement de façon illégale. Cette clandestinité est considérée par une grande partie de la littérature des relations internationales comme la marque de la défaillance de l'Etat⁷⁴⁸. Opter pour une telle approche revient à passer sous silence les multiples points de rencontre entre types d'acteurs, leurs connivences et parfois la complémentarité de leurs logiques d'action. Une telle approche mérite ainsi d'être nuancée voire récusée : si la clandestinité se déroule aux marges de la légalité, elle n'existe pas pour autant hors des sphères de contrôle et d'influence de l'Etat. Aussi je préfère inverser le regard en partant de la clandestinité pour penser l'Etat : la migration clandestine va-t-elle à l'encontre des stratégies de contrôle et de surveillance de l'Etat tunisien ? Ces migrations reflètent-elles une incapacité de l'Etat à faire respecter sa souveraineté territoriale, l'intégrité de ses frontières et le respect de la loi ? Ou au contraire participent-elles d'un mode de gouvernement pragmatique qui se joue de l'illégalité ? Pour ce qui concerne la Tunisie, l'examen de ces questionnements n'est pertinent que s'il prend en compte l'attitude des Etats européens et notamment celle de l'Etat français à l'égard des migrations clandestines. Ces dernières présentent-elles des avantages à l'Europe et à la France en particulier ? Comment ces flux de personnes se jouent-ils des incohérences de la politique européenne en matière de lutte contre la clandestinité ?

Face aux milliers de départs qui se sont succédés tout au long de ces deux dernières décennies, le régime tunisien s'est mobilisé en adoptant une loi d'exception interdisant l'émigration clandestine, criminalisant tous les acteurs, passeurs, migrants et même toute

⁷⁴⁸ Bertrand Badie, *L'impuissance de la puissance. Essai sur les incertitudes et les espoirs des nouvelles relations internationales*, Paris, Fayard, 2004 ; Bertrand Badie, « Flux migratoires et relations internationales », in Bertrand Badie, Catherine Withol de Wenden (dir.), *Le défi migratoire. Questions de relations internationales*, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1994, pp. 27-39.

personne qui aide le candidat au départ. L'Etat a clamé haut et fort, notamment par voie de presse, sa surveillance continue des frontières et son contrôle de tout son territoire...sans que la réalité des flux migratoires se transforme radicalement.

A - Les migrations irrégulières entre criminalisation et improvisation.

Le développement du mouvement migratoire illégal durant les deux dernières décennies tient non seulement aux difficultés économiques et politiques que connaissent les pays du Sud mais aussi à la perception et à la gestion de ces flux migratoires par les autorités européennes. Dès lors, les candidats à l'émigration doivent s'adapter à cette double contrainte qui détermine largement leurs stratégies et leurs itinéraires. Ce qui ne veut pas dire pour autant que l'émigration clandestine est un phénomène sur lequel les autorités étatiques n'ont aucune prise. L'objectif de ce travail est précisément de cerner les logiques étatiques en vigueur et la manière dont elles sont mises en œuvre, qui trahissent souvent des rapports compliqués entre l'Etat tunisien et ses partenaires européens. Des rapports faits d'arrangements, de négociations sur l'implication réelle des autorités dans la lutte contre l'émigration clandestine, de distorsions portées aux régulations étatiques voire de dévoiement des accords bilatéraux. Le « laxisme » des Etats du Sud que pointent les autorités européennes cache une multitude d'intérêts et de logiques d'action. A ce titre, la loi sur la lutte contre les migrations illégales adoptée par la Tunisie en 2004 est révélatrice de cette multiplicité d'enjeux nationaux et transnationaux qu'agrège le mot d'ordre de « lutte contre les migrations clandestines ». En restituant les débats juridiques que cette loi a suscité en Tunisie et en examinant les modalités réelles de son application dans les tribunaux de la République, il s'agit ici de montrer que les migrations illégales constituent un enjeu central en Tunisie en ce qu'elles déterminent la nature des rapports du pays avec ses partenaires-bailleurs de fonds et en ce qu'elles autorisent et participent à un exercice local du pouvoir basé sur le flou juridique.

1) La criminalisation des migrations illégales par la loi de février 2004.

Bien qu'ils ne reflètent que partiellement la réalité des départs depuis la Tunisie, les rares chiffres publiés par les autorités tunisiennes démontrent l'existence d'un phénomène migratoire illégal non négligeable. L'institut tunisien des études stratégiques avait révélé qu'entre août 1998 et juin 2003, selon les chiffres du ministère de l'Intérieur tunisien, environ 38.229 personnes ont été arrêtées, dont 26.215 Tunisiens représentant environ 68% des

personnes interpellées, dans le cadre d'opérations de lutte contre l'émigration illégale⁷⁴⁹. De l'aveu même des experts de l'ITES, le contrôle des frontières est relativement faible autorisant ainsi la multiplication des départs. En l'absence de chiffres officiels sur les arrestations, Habib Fourati a essayé de procéder à une estimation de l'émigration illégale en se basant sur les recensements de la population et des recoupements avec les départs légaux et déclarés. Il a conclu qu'entre 1999 et 2004, 75 800 départs légaux et déclarés principalement à la destination de la France, de l'Italie et de la Libye. 10 800 personnes ont opté pour les voies illégales de départ entre avril 2003 et avril 2004⁷⁵⁰. La France et l'Italie ont été les destinations de 85% de ces émigrés clandestins. Il est difficile d'estimer avec précision l'ampleur de l'émigration clandestine des Tunisiens néanmoins plusieurs indices ont indiqué un accroissement et une accélération des départs illégaux au cours de la seconde moitié des années 2000. A cet égard, Abderazak Belhaj Zekri a montré que les arrivées à Lampedusa sont passées de 13 000 personnes en 2004 à 22 939 en 2005 et à 22 016 en 2006. Contrairement au discours européen, largement repris par les pays maghrébins, qui considère l'émigration des populations venues d'Afrique subsaharienne comme la plus menaçante, les arrivées clandestines à Lampedusa semblent davantage concerner des migrants maghrébins dont la proportion est passée de 11,9% en 2001 à 70% en 2005 et de même en 2006⁷⁵¹. Face à l'ampleur d'un tel mouvement et sous la pression de ses partenaires européens, le

⁷⁴⁹ Ces chiffres sont cités dans Anis Ben Mime, *La lutte contre l'immigration clandestine dans le droit tunisien*, mémoire de fin de stage, Organisation tunisienne des avocats, 2006 [document en arabe, c'est moi qui traduit]. L'Institut tunisien des études stratégiques, (ITES) « *Le phénomène de l'immigration clandestine* », étude de terrain, Juin 2003 (document en arabe), p. 2. Notons que le chiffre ne concerne que la seconde moitié de 1998 qui est la basse- saison des départs par la mer, de même pour la première moitié de 2003 où les départs par la mer sont très rares vu les conditions climatiques difficiles. Ceci nous autorise à penser que sur la même période, ce chiffre ne concerne que 4 années pleines sur 6. L'ITES est un établissement public rattaché à la présidence de la République. Fondé en 1993 sur recommandation du président Ben Ali, l'ITES rassemble des experts, universitaires et des spécialistes dans les domaines économiques et sociaux. Certains prétendent qu'il est la boîte à idées de la présidence de la République, une sorte de *think tank*.

⁷⁵⁰ Habib Fourati, *De la migration irrégulière des Tunisiens à la migration irrégulière des étrangers à travers la Tunisie : une tentative d'estimation*, Série : « CARIM AS », n°74, Robert Schuman Centre for Advanced Studies, San Domenico di Fiesole (FI), Institut Universitaire européen, 2008.

⁷⁵¹ Abderazak Belhaj Zekri, *La dimension politique de la migration irrégulière en Tunisie*, Série : « CARIM AS », n°53, Robert Schuman Centre for Advanced Studies, San Domenico di Fiesole (FI), Institut Universitaire européen, 2008.

gouvernement tunisien a donc amendé en 2004 la loi régulant les documents de voyage dans l'objectif de radicaliser la pénalisation de l'émigration clandestine.

L'adoption de cette nouvelle loi s'inscrit dans la volonté de la Tunisie de se conformer aux dispositions de la convention des Nations Unies pour la lutte contre la criminalité organisée transnationale avec son protocole portant sur la lutte contre le trafic et le transport illicites de migrants. De fait, cette loi de février 2004 qui vient amender celle de mai 1975 relative aux passeports et aux documents de voyages jugée permissive et clémente a été précédée de l'adoption d'une loi sur le commerce maritime et d'une autre au mois de janvier de la même année sur la police administrative de la navigation maritime réglant le transfert de propriété des moyens de transport maritimes⁷⁵². En effet, suite à une série de naufrages au large des côtes tunisiennes en 2003, le ministre de l'Intérieur de l'époque Hédi M'henni avait déclaré que « notre législation à cet égard a été trop molle, trop clémente. L'émigré clandestin est toujours considéré comme une victime. Il n'est pas puni. Quant aux organisateurs, ils ne risquent que de six à quinze mois de prison ». Face à cette situation jugée inadmissible, « il fallait donc réviser les lois en vigueur »⁷⁵³. La nouvelle loi de février 2004 est donc venue criminaliser « quiconque aura renseigné, conçu, facilité, aidé ou se sera entremis ou aura organisé par un quelconque moyen, même à titre bénévole, l'entrée ou la sortie clandestine d'une personne du territoire tunisien, par voie terrestre, maritime ou aérienne, soit des points de passage soit d'autres points. La tentative est punissable ainsi que les actes préparatoires liés directement à la perpétration de l'infraction »⁷⁵⁴. Toute personne ayant hébergé, transporté, mis à disposition un hébergement ou un moyen de transport, participé à des travaux préparatoires ou venu en aide, même sans le savoir, à quelqu'un dont l'intention est d'entrer ou de quitter clandestinement le territoire, tombe également sous le coup de cette loi. Couvrir les faits ou renoncer à les dévoiler aux autorités constituent aussi des motifs de condamnation.

De par l'étendue des pratiques couvertes et sa tendance à criminaliser aussi bien les faits que les intentions, les autorités veulent signifier leur volonté résolue de combattre les flux migratoires illégaux. La portée large de cette loi et la lourdeur des peines prévues pour

⁷⁵² Mehdi Mabrouk, *Voiles et sel... op.cit.*

⁷⁵³ Entretien de Hédi M'henni accordé au journal *Le Monde*, 11 juillet 2003.

⁷⁵⁴ Article 38 de la loi de février 2004.

les organisateurs, transporteurs et hébergeurs ainsi que pour toute personne ayant facilité un départ illégal du territoire n'ont d'ailleurs pas manqué de susciter des interrogations au sein même de la communauté des juristes tunisiens. Certains avocats avec qui j'ai pu discuter considèrent que cette loi remplit plusieurs objectifs⁷⁵⁵. En premier lieu, rassurer les partenaires européens, soucieux de garantir l'engagement effectif de la Tunisie dans la maîtrise des flux migratoires dans l'espoir qu'ils accueillent ces dispositions comme la marque d'un engagement renouvelé du gouvernement dans ce sens. En second lieu, garantir un cadre légal répressif dans le traitement du risque terroriste, tendance déjà engagée avec la loi anti-terrorisme de 2003, qui constitue à tout point de vue, une véritable loi d'exception entérinant une sorte d'état d'urgence de fait, si ce n'est de droit. Cependant, tous les juristes ne partagent pas ce point de vue. Certains d'entre eux ne voient pas d'exception *a priori* dans cette loi étant donné que le droit français et le droit marocain par exemple prévoient, à quelques nuances près, les mêmes dispositions⁷⁵⁶. Ces deux courants d'interprétation juridique se retrouvent néanmoins sur un point : ils conviennent que cette loi n'est pas exclusivement destinée au traitement des affaires d'émigration clandestine et qu'elle constitue un support essentiel au gouvernement dans sa politique répressive contre les groupes de jeunes « *salafistes* »⁷⁵⁷ qui projetaient de partir clandestinement au combat en Irak ou à l'entraînement dans les camps algériens. Un avocat rencontré à Nabeul m'expose son point de vue sur les raisons de la mise en place :

« Il faut avouer que le 11 septembre a tout changé. Le pouvoir en Tunisie ne faisait pas de la question de l'émigration un problème central et pouvait négocier avec les Européens, les balader, réprimer par-ci et par-là car il faut avouer que si l'émigration clandestine est un problème pour les Européens, elle ne l'est pas pour le régime tunisien. Après le 11 septembre les choses ont changé : les Européens ont

⁷⁵⁵ Entretiens, Tunis et Nabeul, avril 2008, été 2009, et Médenine, novembre 2011.

⁷⁵⁶ L'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France prévoit dans son article 21 que « toute personne qui aura par aide directe ou indirecte facilité ou tenté de faciliter l'entrée, la circulation ou le séjour d'un étranger en France sera punie d'emprisonnement de cinq ans et d'une amende de 200.000 FF », citée dans Anis Ben mime, *La lutte contre l'immigration clandestine dans le droit tunisien*, op.cit.

⁷⁵⁷ Cette loi fait l'objet d'un usage extensif par le gouvernement tunisien pour réprimer des groupes de jeunes suspectés d'avoir une pratique religieuse fervente qui menace de se politiser. Des centaines de jeunes ont ainsi été arrêtés rien que pour avoir accédé à des sites web classés « *salafistes* ». Christophe Ayad, « La justice tunisienne voit des « terroristes » partout. Peines allégées pour des jeunes, accusés, sans preuve, de vouloir rejoindre l'Irak », *Libération*, 5 Juillet 2005.

sifflé la fin de la trêve, fait pression et il fallait que le pouvoir tienne compte de cela »⁷⁵⁸.

Tout en partageant ce point de vue, un autre avocat nuance le poids des pressions extérieures et met en valeur des dynamiques internes liées au durcissement de la répression en l'absence de solutions concrètes à la demande d'intégration des jeunes et des classes populaires :

« Cette loi est éminemment répressive. Il y a certes un besoin de répondre aux exigences des Européens et de se faire bien voir par eux mais il ne faut pas nier que le pouvoir y a vu un moyen de durcir la répression à un moment où il y a un retour de la pratique religieuse chez beaucoup de jeunes, certains sont déjà partis combattre en Irak et surtout un ras le bol général à cause du chômage. Je dis toujours que cette loi correspond à une forme de répression préventive »⁷⁵⁹.

L'évocation de cette « répression préventive » renvoie au fait que la loi de février 2004 pour la lutte contre l'émigration clandestine et le franchissement illégal des frontières a été promulgué quelque temps après l'adoption de la loi de lutte contre le terrorisme fin 2003. Cette coïncidence n'a pas empêché certains observateurs comme ce professionnel du droit, cité ci-dessus, d'y voir une manière de durcir encore la répression à l'intérieur du pays à travers la radicalisation de l'arsenal juridique en exploitant « l'effet d'aubaine »⁷⁶⁰ qui a suivi les événements du 11 septembre 2001 et qui a ouvert la voie partout dans le monde à l'adoption de lois liberticides. En effet, le double usage dont cette loi fait l'objet et la criminalisation qu'elle réserve à tout acte de départ clandestin prennent des dimensions répressives dans les articles 41 et suivants qui prévoient l'alourdissement des peines et qui s'étendent à « quiconque aura participé à une entente ou formé une organisation, dirigé ou y aura adhéré ou aura coopéré avec ou assisté par quelque moyen que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur du pays » dans le but de préparer ou de commettre les faits incriminés dans les précédents articles, à savoir essentiellement contribuer à des départs illégaux. « L'entente ou

⁷⁵⁸ Entretien, Nabeul, été 2008.

⁷⁵⁹ Entretien, Tunis, été 2009.

⁷⁶⁰ Sur l'exploitation des événements du 11 septembre par les régimes autoritaires, voir le dossier « Effets d'aubaine » de *Critique internationale* et notamment la contribution de Jean François Bayart, Béatrice Hibou et Sadri Khiari, « Les régimes autoritaires libérés des conditionnalités », *Critique internationale*, n°4, janvier 2002, pp. 7-11.

l'organisation est constituée par le simple accord, concertation et résolution entre deux ou plusieurs personnes »⁷⁶¹. Le législateur reste donc largement évasif quant à la nature de cette « entente » et à la différence qu'elle entretient avec l'« organisation ». Mais il reste tout aussi flou sur la place que réserve une telle définition aux migrants qui risquent de se voir lourdement incriminer une fois que l'on arrive à les considérer comme partie prenante de cette « entente ». En effet, ces migrants, dont le législateur ne cesse de clamer le désir de les protéger, ont longtemps été considérés par les autorités comme les victimes de ces réseaux. Or d'après ce que laisse entendre l'utilisation du terme « entente » dans la loi de 2004, il semblerait qu'ils soient désormais considérés comme complices, voire comme des membres actifs de ces « ententes » criminelles au même titre que leur passeur, hébergeur ou transporteur. Seront-ils donc inclus dans le cercle des acteurs criminels du fait de la logique sécuritaire qui a largement déterminé la mise en place de cette loi ? Cette criminalisation des migrants signifie-t-elle un revirement dans l'attitude des autorités à leur égard ?

Bien que la loi de 1975 qui a été appliquée jusqu'à l'amendement de 2004, ne soit pas entièrement clémentine envers les migrants clandestins puisqu'elle prévoit une peine de 15 jours à 6 mois d'emprisonnement, les autorités ont toujours fait preuve de mansuétude dans son application en privilégiant, particulièrement lorsque ces tentatives d'émigration ne s'accompagnent pas de décès des migrants ni de leur arrestation par les autorités italiennes, l'enfermement des migrants durant 15 jours, avec parfois l'imposition d'une amende, sans jamais procéder à l'instruction de ces affaires et encore moins à leur transfert devant les tribunaux⁷⁶². Malgré l'accent mis sur la répression, ces dispositions n'ont pas été amendées par la loi de février 2004. Les migrants ayant franchi illégalement les frontières après avoir organisé eux-mêmes leur émigration clandestine tombent généralement sous le coup de cette disposition puisque, dans ce cas, leur acte s'inscrit dans le cadre d'initiatives individuelles et aucunement dans celui de l'« entente ». Toutefois, ceci n'est pas systématique et l'application de cette disposition clémentine au regard des amendements apportés par la loi de 2004 est laissée à l'appréciation des juges. Compte tenu de la multitude des configurations d'émigration clandestine, cette place laissée à l'appréciation personnelle des juges ouvre la voie au traitement des affaires au cas par cas. La superposition des deux lois (celle de 1975 et

⁷⁶¹ Article 41 et suivants de la loi de février 2004.

⁷⁶² Entretiens avec des avocats, Nabeul, été 2008.

celle de 2004) a en effet crée un flou dont la dissipation a été confiée aux juges : dans certaines opérations d'émigration illégales, les accusés peuvent aussi bien tomber sous le coup de la loi de 1975 que sous celle de 2004 ; dans ce dernier cas, leur action est considérée comme ayant eu lieu dans le cadre d'une « entente » et leur peine est considérablement alourdie. Un avocat évoque quelques exemples de ces cas épineux soumis à l'appréciation du juge.

« On a vu certaines fois, un candidat à l'émigration qui contacte un passeur et lui propose de rassembler un groupe et en échange il sera exonéré du paiement. Il contacte des amis qui seraient susceptibles et prêts à partir avec lui et organise le reste avec le passeur. Certains juges peuvent estimer que ce migrant a joué le rôle de rabatteur, d'autres non, ils peuvent considérer que c'est un simple migrant surtout si ces compagnons de voyage se montrent solidaires et ne se retournent pas contre lui »⁷⁶³.

Son collègue va plus loin :

« On a vu des cas de traversées qui se sont soldés par des morts. La machine judiciaire et policière s'est mobilisée pour trouver des coupables et dans une affaire, on a lourdement condamné un chauffeur de taxi qui avait transporté des migrants sans connaître leurs intentions et dans l'autre, on a condamné un dentiste amateur de pêche qui a vendu sa barque sans savoir que celle-ci allait être utilisée dans une opération d'émigration clandestine. Aussi bien le chauffeur que le médecin ont été inculpé de participation à une entente et condamné à une dizaine d'année de prison. Quand il faut trouver des coupables, la machine tourne à plein régime »⁷⁶⁴.

Le flou juridique qui a accompagné la loi de février 2004, notamment quant à la définition de ce qu'est une « tentative de migration illégale » dans le cadre d'une « entente » et la lourdeur des peines prévues a signalé un durcissement de la répression des mobilités transnationales illégales. Toute personne reconnue coupable de ce crime, risque trois ans d'emprisonnement et une amende de huit mille dinars, l'hébergeur écope de quatre ans de prison et dix mille dinars d'amende, quant au transporteur, il est puni de cinq ans de réclusion et douze mille dinars d'amende⁷⁶⁵. Dès la présentation de cette loi devant la chambre des députés en février 2004, la question fut posée par un député au ministre de l'Intérieur sur les acteurs visés et la portée de la criminalisation du franchissement illégal des frontières dans le

⁷⁶³ Entretien avec un avocat, Zarzis, novembre 2011.

⁷⁶⁴ Entretien avec un avocat, Zarzis, novembre 2011.

⁷⁶⁵ Respectivement article 39 et 40 de la loi de février 2004.

cadre d'une « entente ». La réponse du ministre fut sans équivoque, insistant sur le fait que celle-ci est destinée à réprimer les passeurs et les organisations criminelles mettant en œuvre les migrations illicites, en aucun cas les migrants ayant recours au service de ceux-ci⁷⁶⁶. L'ambiguïté incontestable de la loi autorise le déploiement d'une logique sécuritaire qui accroît le champ d'action des autorités.

En effet, dans son analyse du cadre juridique des migrations illégales, Souhayma Ben Achour avait montré que bien qu'elle intervient à la suite de la ratification de la Convention des Nations Unies pour la lutte contre la criminalité organisée transnationale, la loi de février 2004 censée réprimer exclusivement les passeurs s'est vue étendre son champ d'action aux migrants allant, de fait, à l'encontre des dispositions du protocole de Palerme relatif à la lutte contre la migration clandestine que la Tunisie avait signé⁷⁶⁷. Ce protocole stipule que les migrants ne peuvent faire l'objet de poursuites pénales, seuls les passeurs sont poursuivis et que seule l'entrée irrégulière est incriminée et non pas la sortie illégale. Or dans les faits, de nombreux juges ont considéré les migrants comme des participants à ces « ententes » les traitant sur le même pied d'égalité que les passeurs et étendant le champ d'application de la loi aux migrants eux-mêmes susceptibles d'écoper de lourdes peines allant de six à dix ans de prisons⁷⁶⁸.

En réalité, la question de l'implication des migrants dans des actions de franchissement illégal de la frontière dans le cadre d'entente n'a cessé d'être soulevé et débattue depuis la promulgation de la loi. Les juges d'instruction ont fait état de l'ambiguïté de cette loi et de leur difficulté à distinguer des configurations forts similaires. Les glissements entre tentative d'émigration individuelle d'un groupe de personnes et « entente » sont ainsi fréquents incitant de nombreux juges à privilégier cette seconde configuration plus répressive. De par son rôle dans la défense de l'intérêt général, le ministère public, appelé aussi l'« enfonceur » (*el*

⁷⁶⁶ Mohamed Bouzoutina, procureur de la République adjoint au tribunal de Sfax, « La migration clandestine entre la prévention et la répression », *R.J.L.*, octobre 2007, p.220, [document en arabe].

⁷⁶⁷ Souhayma Ben Achour, « La société civile tunisienne et les droits fondamentaux des migrants, demandeurs d'asile et réfugiés », Communication au colloque *La société civile tunisienne et les droits fondamentaux des migrants, demandeurs d'asile et réfugiés*, Zarzis, Tunisie, 25-26 novembre 2011.

⁷⁶⁸ Souhayma Ben Achour et Monia Ben Jemia, *Révolution tunisienne et migration clandestine vers l'Europe : réactions européennes et tunisiennes*, série : « CARIM AS », n°65, Robert Schuman Center for Advanced Studies, San Domenico di Fiesole (FI), Institut Universitaire européen, 2011.

mougharreq) par les classes populaires, a considéré que les migrants sont des participants et des complices agissant dans le cadre d'« ententes » en vertu des articles 41 et 42 de la loi de février 2004. Toutefois, cette tendance n'a pas été unanimement suivie par les juges d'instructions qui ont parfois formulé des interprétations différentes. Certains ont effectivement rejoint le ministère public dans sa lecture répressive à l'égard des migrants en considérant que ces derniers se sont entendus entre eux, moyennant de l'argent et des équipements, pour organiser un départ illégal, faisant même des migrants les principaux acteurs de cette « entente ». D'autres, moins radicaux, ont considéré que bien qu'il y ait participation avérée moyennant argent, les migrants ne peuvent être considérés comme les principaux acteurs mais plutôt comme des complices qui, par leur action, ont alimenté cette activité clandestine ; de ce fait, s'ils ne sont pas les principaux responsables, ils ne peuvent tout de même pas être exemptés de toute poursuite légale. Une troisième interprétation considère les migrants comme des acteurs non impliqués dans une « entente » ; la distinction faite par le législateur entre migrants, passeurs, hébergeurs, transporteurs ou organisateurs justifie pleinement une position plus clémentine⁷⁶⁹.

Cette marge d'interprétation s'est donc traduite sur le terrain par des jugements au cas par cas, des peines variant d'un tribunal à l'autre et parfois au sein d'un même tribunal dans des affaires présentant pourtant des faits similaires. La Cour de cassation productrice de jurisprudence, censée éclairer les juges dans leur application de la loi, a exprimé son interprétation sans équivoque, dans un jugement rendu en janvier 2007 qui n'a cependant pas été publié : elle considère que les migrants ne peuvent être poursuivis dans le cadre de participation à une « entente » en dépit de leur participation au financement de celles-ci et d'une certaine manière à sa mise en œuvre. Seuls les passeurs agissant de manière individuelle ou en réseaux tombent sous le coup de cette loi. Les migrants sont des clients, non des complices et encore moins les animateurs de ces réseaux⁷⁷⁰. La décision de la Cour de cassation est d'autant moins ambiguë qu'elle est convergente avec des déclarations politiques et comporte donc une dimension politique ; elle entérine de fait les dires du ministre de l'Intérieur précédemment évoqués. Toutefois, ce jugement n'a pas pour autant mis un terme

⁷⁶⁹ Mohamed Bouzoutina, « La migration clandestine entre la prévention et la répression... », art.cit.

⁷⁷⁰ Entretiens avec des avocats, Zarzis, novembre 2011.

aux poursuites engagées contre les migrants dans le cadre de cette loi⁷⁷¹. La non publication de ce jugement et les pratiques professionnelles désuètes des professionnels du droit participent à entretenir une machine judiciaire dans laquelle les juges bénéficient d'un pouvoir discrétionnaire considérable. Un avocat explique cette situation par l'opacité qui caractérise le monde de la justice.

« Les juges n'ont souvent pas connaissance de ces décisions de la cour de cassation. Il faut que ces décisions soient publiées. Or, ce n'est pas le cas. En plus, les juges ne lisent pas, ne cherchent pas à savoir et à s'informer. Une décision n'est connue que si les avocats l'utilisent souvent. Or, à leur tour, ils ne sont pas informés. Cela paraît bizarre mais c'est la réalité »⁷⁷².

Un autre avocat insiste sur la prégnance du rôle des juges qui ne font pas que dire le droit mais adapter la loi aux situations concrètes pour rendre une justice au cas par cas :

« En réalité, l'idée du réseau ne correspond pas souvent à la réalité, les choses sont souvent floues, ambiguës. Le transporteur peut être hébergeur, passeur, les migrants participent aussi d'une manière ou une autre en tant que rabatteur, en formant le groupe, etc. C'est très fluide et c'est au juge que revient la tâche d'apprécier le rôle de chacun. L'appréciation du juge joue énormément dans ces cas. Beaucoup d'avocats de migrants clandestins centrent leurs défenses sur le fait que ces derniers sont des victimes, abusées par tel ou tel personne, mais contestent rarement la loi de février 2004 elle-même »⁷⁷³.

Les premières affaires portées devant les tribunaux ont donc donné lieu à des appréciations différentes et des applications contrastées de la loi. Ainsi, la cotisation que les membres versent pour financer leur voyage est souvent considérée comme révélatrice de l'existence d'une « entente » et les migrants sont alors placés dans cette catégorie. Par contre si l'un des membres du groupe a pris en charge l'organisation du voyage, l'achat du matériel nécessaire, la planification et le choix du moment et du lieu de la traversée, cette personne est considéré comme étant l'organisatrice et le reste du groupe comme participant à une « entente »⁷⁷⁴. Cette classification des faits implique qu'à chaque fois qu'un groupe d'amis ou

⁷⁷¹ Souhayma Ben Achour et Monia Ben Jemia, *Révolution tunisienne et migration clandestine vers l'Europe...op.cit.*

⁷⁷² Entretien, Zarzis, novembre 2011.

⁷⁷³ Entretien, Zarzis, novembre 2011.

⁷⁷⁴ Anis Ben mime, *La lutte contre l'immigration clandestine... op.cit.*

de jeunes conviennent de partir illégalement en Europe, notamment par la voie maritime, ils risquent au moins une condamnation pour participation à une « entente » visant à franchir illégalement les frontières. Le caractère répressif de cette loi est clairement perceptible notamment lorsque l'on sait que les peines ne se confondent pas et le coupable de plusieurs infractions sera puni pour chacune d'elles séparément, sans possibilité de remise de peine⁷⁷⁵. Par ailleurs, cette loi oblige tous les citoyens, y compris ceux tenus par le secret professionnel (avocats, médecins) à signaler toute tentative de préparation, de séjour clandestin ou de franchissement illégal des frontières (dans les deux sens) sous peine de tomber sous le coup de la loi. Cela institue ainsi, selon les termes de Monia Ben Jémia, une « obligation de délation » et incite les militants de la société civile à parler d'une loi qui transforme la Tunisie en une « vaste prison »⁷⁷⁶.

Le traitement juridique des affaires d'émigration clandestine révèle la face cachée de la loi en Tunisie qui s'avère paradoxalement être un moyen redoutable de l'exercice de l'arbitraire. Les élites au pouvoir ont toujours mis en avant leur attachement au légalisme et l'Etat ne cesse de se présenter comme un Etat de droit dont le pouvoir est encadré par la loi et des règles juridiques de toute sorte. Comme le révèle l'exemple de la loi de lutte contre l'immigration clandestine, la réalité est toute autre. Ce sont les interprétations juridiques, l'arbitraire administratif et la logique de normalisation qui priment et qui produisent des textes de loi ambigus ouvrant ainsi la porte au pouvoir discrétionnaire de l'administration judiciaire et à l'arbitraire du pouvoir politique. Les droits concédés aux Tunisiens et garantis par la loi se retrouvent constamment annihilés par l'ambiguïté et le flou qui les entourent.

2) Application ambivalente de la loi.

Si la criminalisation des départs illégaux est un fait, les applications de la loi ont débouché sur des contrastes saisissants. Ainsi, tandis que la loi jugée sévère prévoit des peines allant de six à dix ans, son application laissait transparaître des jugements particulièrement cléments : le tribunal de Grombalia a ainsi rendu un jugement en mai 2006 dans une affaire de

⁷⁷⁵ Farah Ben Cheikh et Hafidha Chekir, *La migration irrégulière dans le contexte juridique tunisien*, Série « CARIM AS », n°64, Robert Schuman Center for Advanced Studies, San Domenico di Fiesole (FI), Institut Universitaire européen, 2008.

⁷⁷⁶ Monia Ben Jémia, « La Tunisie, cerbère des frontières européennes », *Plein Droit*, n°73, juillet 2007, pp. 35-38, p. 38.

départ illégal condamnant l'organisateur à un an d'emprisonnement sans aucune amende et le reste des membres du groupe à 6 mois d'emprisonnement pour participation à une « entente » visant à franchir clandestinement les frontières⁷⁷⁷. Les agents d'Etat responsables de la surveillance des frontières, des points de passage et des postes frontaliers (police, douanes, forces de l'ordre) et dont la responsabilité dans l'organisation ou la facilitation des départs clandestins se trouve avérée risquent 12 ans d'emprisonnement et 40 000 dinars d'amende. Cette peine est considérablement alourdie lorsqu'une incapacité physique ou le décès de migrants s'en suivent, pour atteindre 20 ans d'emprisonnement et 50 000 dinars d'amende. Mais, un jugement de 2006 rendu dans une affaire tombant sous le coup des dispositions citées ci-dessus a condamné l'agent de l'Etat à 4 ans d'emprisonnement et ses complices à 2 ans, bien que l'organisation de ce départ illégal se soit soldée par le décès de deux personnes⁷⁷⁸. De leur côté Souhayma Ben Achour et Monia Ben Jemia avaient fait remarquer que « malgré une loi particulièrement sévère pour les passeurs, peu de poursuites de passeurs avaient eu lieu avant la révolution. Ceux-ci avaient bénéficié d'une relative impunité, très certainement parce qu'ils n'agissaient pas seuls mais avec l'aide d'une police, d'une administration et d'une justice corrompues »⁷⁷⁹.

Imputer cette tolérance à la corruption des magistrats ou des agents de l'Etat revient à tenir les agents subalternes pour seuls responsables de la poursuite des départs illégaux et à expliquer ce mouvement par des défaillances individuelles. Or, en réalité, la corruption n'est pas l'apanage des agents subalternes et la responsabilité est certainement partagée par tous les niveaux hiérarchiques jusqu'au plus haut niveau de l'Etat d'autant plus que ce sont les responsables qui fixent les critères d'évaluation de leurs subordonnés qui sont pris en compte par ces derniers et se répercute sur l'organisation des priorités de leurs actions sur le terrain⁷⁸⁰. Comme je l'ai montré dans le chapitre précédent, les départs clandestins se sont essentiellement déroulés par le truchement du redéploiement des filières migratoires *via* la Libye. Contrairement aux départs depuis les côtes tunisiennes, le détour par la Libye ne lèse

⁷⁷⁷ Jugement rendu par le tribunal de première instance de Grombalia daté du 3 mai 2006, Cf., Anis Ben mime, *La lutte contre l'immigration clandestine...op.cit.* p. 32.

⁷⁷⁸ Jugement datant de mai 2006 rendu par le tribunal de première instance de Grombalia, Cf., Ibid.,

⁷⁷⁹ Souhayma Ben Achour et Monia Ben Jemia, *Révolution tunisienne et migration clandestine vers l'Europe...op.cit.*, p.9.

⁷⁸⁰ Sur l'organisation du travail policier, Dominique Monjardet, *Ce que fait la police...op.cit.*

pas directement l'engagement du régime tunisien dans la lutte contre les migrations illégales. Il ne s'agit nullement de dire que l'Etat tunisien a sciemment mis en place une stratégie de gestion différentielle des foyers migratoires que ses agents ont appliqué à la lettre sur le terrain. En réalité, en dépit de l'assistance technique proposée par ses partenaires européens et les fonds alloués par ces derniers au titre de lutte contre les flux migratoires clandestins, l'Etat est incapable de surveiller 1400 km de côtes tunisiennes et les centaines de kilomètres de la frontière terrestre avec la Libye, haut lieu de contrebande et de commerce illicite. Du coup, compte tenu des pressions italiennes pour la surveillance du détroit de Sicile et de la priorité donnée par la hiérarchie sécuritaire à cette exigence ainsi que la prégnance des mobilités de personnes le long de cette frontière dans le cadre de l'économie d'*el khat*, les pouvoirs publics considèrent la surveillance des côtes tunisiennes comme prioritaires sur les frontières terrestres tuniso-libyennes. Cet agencement des priorités reflète l'inclinaison des agents chargés de surveiller cette frontière à la corruption sans que cela nuise fondamentalement à leur carrière et à leur évaluation par leurs supérieurs. Il contribue à créer un hiatus entre les lois et les pratiques policières quotidiennes. Du reste, socialement, l'émigration n'est pas vue comme une pratique répréhensible. Elle est même légitime, contrairement à la loi qui la pénalise.

De fait, ce décalage entre les règles juridiques et leur application suscite des interrogations quant à la réalité de l'engagement de l'Etat tunisien dans la lutte contre un mouvement social aussi massif que l'émigration clandestine. Une loi extrêmement sévère est adoptée mais ses dispositions sont ambiguës et surtout ne sont pas toujours suivies d'application. Ce décalage n'est pas seulement perçu par le chercheur ou les avocats. Les candidats au départ, plus que tous autres, en sont conscients. En dépit de la radicalisation de la lutte contre les migrations clandestines, les départs n'ont en effet pas cessé, ils se sont même intensifiés notamment en se redéployant sur les filières libyennes. Lorsqu'ils sont arrêtés et transférés devant la justice, les jugements rendus sont dans une grande partie des cas cléments. Devant les tribunaux, de nombreux jeunes se décrivent comme les victimes des conditions de vie difficiles, d'autres imputent leur geste à des mauvaises fréquentations qui ont suscité chez eux le désir de départ, à leur candeur qui les a fait prendre des risques insensés et les a poussé dans l'illégalité. Ce registre de justification est particulièrement mobilisé par les migrants comme le décrit un avocat :

« Certes les jeunes savent que c'est illégal mais ils ne vont pas dire, oui c'est illégal et je l'ai fait. Les jeunes disent souvent qu'ils se sont fait abusés par des copains déjà partis qui leur ont dit que c'est facile, par des copains avec qui ils entendaient faire le voyage, ou simplement par les illusions, les images, les histoires racontés à la télé, l'ambition de faire comme les autres. La défense doit insister sur ces dimensions en demandant aux juges de prendre en compte la situation sociale difficile des prévenus, de faire preuve de clémence, de ne pas les détruire en les envoyant en prison »⁷⁸¹.

La mobilisation de ce registre de la naïveté et de l'illusion permet à ces migrants de parler un langage auquel une grande partie des juges est sensible quand bien même il rentre en conflit avec la logique judiciaire à l'œuvre dans les tribunaux. Ces migrants se présentent comme des candides qui se sont fait abusés par « leurs propres illusions » ou par des marchands de rêve qui auraient profité de leur naïveté. En réalité, il s'agit moins d'une ignorance réelle que d'une tactique de justification à laquelle participent les avocats qui, par leurs conseils, inculquent aux jeunes un discours légitime et porteur dans l'arène judiciaire incitant les migrants à s'accommoder de la vision qui fait d'eux des victimes de leur propre « bêtise » ou de la voracité des passeurs. La prégnance de ce registre « victimaire » est révélateur de la condescendance avec laquelle les élites considèrent les migrants, en leur déniaient toute maturité et toute responsabilité. A cet égard, les travaux de discussion du projet de la loi de lutte contre l'émigration illégale au parlement ont suscité de nombreux débats ; certaines élites tunisiennes, y compris des professionnels du droit favorables à cette loi, n'ont d'ailleurs pas manqué de soutenir l'objectif du gouvernement de « protéger les migrants d'eux-mêmes, de leur illusions et de ceux qui exploitent ces illusions »⁷⁸². Faire des migrants les victimes patentées des passeurs exonère le gouvernement de tout questionnement sur sa propre responsabilité et consolide l'« hypocrisie collective »⁷⁸³ à laquelle les professionnels du droit sont partie prenante. Si l'on venait à punir lourdement les migrants, cela signifierait qu'on leur ôterait leur « statut » officieux de victimes et que l'on serait obligé de poser la question des motivations à l'origine des départs : S'ils ne sont pas les victimes de leurs

⁷⁸¹ Entretien avec un avocat, Zarzis, novembre 2011.

⁷⁸² Mohammed Bouzouitina, « l'immigration clandestine dans le droit tunisien... », art.cit, p. 205.

⁷⁸³ Pierre Bourdieu, « Les juristes, gardiens de l'hypocrisie collective », in François Chazel et Jacques Commaille (dir.), *Normes juridiques et régulation sociale*, Paris, LGDJ, coll. « Droit et Société », 1991, p. 95.

propres illusions ou des passeurs, de qui ces migrants, sont-ils les « victimes » ? Pourquoi dès lors adopter une loi incriminant les migrants si elle n'est pas réellement appliquée ? Autrement dit, pourquoi légiférer si la pratique est en complet décalage avec la norme juridique ?

La criminalisation des mouvements migratoires permet au gouvernement d'afficher devant ses partenaires et bailleurs de fonds son engagement de lutter efficacement contre l'émigration clandestine. Depuis le début des années 1990, celle-ci fait l'objet d'un discours alarmant l'associant au crime organisé qui s'appuie sur la globalisation des flux de biens, de personnes et des capitaux pour faire peser des menaces sur la sécurité dans la Méditerranée⁷⁸⁴. Ce discours qui opère un mélange entre migration, trafics de personnes, et de moyens de transport maritimes et de stupéfiants se structure autour de la réification des figures du « danger » incarnées par le passeur et les migrants agissants en « bandes organisées » qui fragiliseraient l'Etat et mettraient en cause sa souveraineté. Légiférer offre ainsi à l'Etat la possibilité d'intervenir directement, de décréter des règles qui construisent un dispositif juridique qui non seulement normalise les conduites mais également offre des points d'intervention sur des populations et des questions sociales problématisées en termes de maintien de l'ordre et de « sécurité ». Légiférer permet ainsi d'assurer un cadre juridique répressif à une activité que les autorités tunisiennes comptent surveiller de près. Ce faisant, elles créent de la déviance puisqu'elles élargissent le champ d'application de la loi à des catégories sociales vivant aux marges de la légalité. Cette situation contribue à fragiliser ces populations qui, de ce fait, se retrouvent contraintes à vivre dans la crainte de la punition. Au lieu de mobiliser les moyens humains et techniques nécessaires à la lutte contre les flux migratoires illégaux, la promulgation de cette loi permet au régime d'assurer à peu de frais la perpétuation de sa domination et d'asseoir son pouvoir sur la peur.

Béatrice Hibou a montré que la dénonciation du crime organisé fait partie de l'ordre néolibéral entendu en tant qu'ordre politique dans lequel l'Etat intervient aussi bien directement qu'indirectement⁷⁸⁵. En ce sens, la loi de février 2004 répond à l'ajustement de la législation tunisienne dans le cadre de la lutte contre la criminalité comme réponse aux

⁷⁸⁴ Voir le numéro de *Mediterranean Politics*, « Crime, Corruption and the Shadow Economy in the Mediterranean », vol. 12, n°2, July 2007.

⁷⁸⁵ Béatrice Hibou, « Economic crime and neo-liberal modes of government... », art.cit.

exigences des partenaires du Nord de la méditerranée qui cherchent une externalisation des contrôles des mobilités de personnes. L'engagement du gouvernement sera évalué par ses partenaires européens essentiellement à l'aune de ses textes de loi. En effet, les partenaires européens et les bailleurs de fonds regardent, avant tout, les démarches formelles, les dispositifs législatifs ou administratifs pour évaluer l'action de leurs partenaires du sud et non les pratiques et la mise en œuvre concrète des engagements convenus⁷⁸⁶. La mobilisation du discours sur la nécessité du développement économique pour assurer la « stabilité » constitue un autre volet de l'action des élites au pouvoir pour mobiliser leurs partenaires européens du Nord et les convaincre que la Tunisie ne pourra pas être le gendarme de leurs frontières sud sans leur soutien économique. Ce discours tunisien sur l'indispensable soutien financier des pays européens dans la lutte contre les flux migratoires s'inscrit dans une gestion fine de l'extraversion qui vise à garantir l'accès à des financements susceptibles d'intéresser les autorités et de favoriser leur engagement dans une lutte qui ne figure pas à la tête de leur priorité; une sorte d'arrangement, de monnayage de la coopération voire de chantage qu'elles pourront toujours tourner à leur avantage en se gardant de s'engager dans une politique migratoire dont ils n'ont ni les moyens de mettre en œuvre ni l'intérêt de faire aboutir.

L'arbitraire caractérisant la loi de février 2004 analysée plus haut fraye la voie au jeu de la protection, et de la complicité des agents étatiques dans le fonctionnement des filières migratoires et de la criminalisation de l'Etat. La surveillance des côtes au détriment des frontières tuniso-libyennes et l'activation de la loi de février 2004 lorsqu'il y a décès de migrants et médiatisation de ces traversées tragiques révèlent le glissement dans le fonctionnement des appareils policier et judiciaire de logiques discrétionnaires qui se traduisent par une gestion différentielle des foyers de l'émigration et de la sélection des affaires en fonction de leur médiatisation et de leur effet sur la réputation de la Tunisie dans la lutte contre les migrations irrégulières. Autrement dit, c'est une logique politique qui détermine l'activation et l'étendu d'application de la loi. Un avocat qui a plaidé dans de nombreuses affaires analyse ce décalage en ces termes :

« La loi de février 2004 est surtout appliquée avec sévérité lorsqu'il y a des décès ou lorsque les migrants sont arrêtés par les Italiens et remis aux autorités tunisiennes. Dans certains cas, ce sont le propriétaire du bateau (*mrakbi*) et le

⁷⁸⁶ Béatrice Hibou, « Les marges de manœuvre d'un 'bon élève' économique : la Tunisie de Ben Ali », *Les études du CERI*, n°60, décembre 1999.

capitaine-passeur (*rayess*) qui sont condamnés. Mais très souvent, les victimes de cette loi sont toujours les jeunes paumés et rarement les passeurs qui sont souvent des hommes d'influence (*moutanaffidhine*) couverts par la police »⁷⁸⁷.

Son collègue va aussi dans ce sens :

« Le pouvoir ne peut proposer qu'un traitement sécuritaire au phénomène migratoire. C'est clair que ça l'arrange que ces jeunes partent mais en revanche ça l'arrange beaucoup moins qu'ils lui soient remis par les autorités italiennes. Et pourtant les peines ont été rarement sévères et concernent surtout les affaires où des jeunes ont péri en mer. D'ailleurs, on voit pas mal de jeunes récidiver, donc l'application de la loi ne correspond pas tout à fait au texte »⁷⁸⁸.

Si les autorités tunisiennes avaient donné une dimension politique aux migrations clandestines en les considérant comme une forme de désobéissance ou de contestation silencieuse, l'attitude des agents de la police aurait indéniablement été davantage répressive. Mais tel n'est pas le cas, notamment parce que pour les autorités ce sont les rêves de richesses des migrants qui les poussent à partir et aucunement une prise de position politique. Cette logique politique qui détermine l'attitude des pouvoirs publics a également déterminé le traitement de ces affaires dans l'arène judiciaire. En effet, comme je l'ai montré précédemment, le jugement de la cour de cassation de 2007 n'a pas été respecté par les juges et du coup le champ d'application de la loi est resté largement élastique. Si le pouvoir politique était déterminé à réprimer toute tentative de migration clandestine, il aurait formulé des *taallimat* en ce sens à l'instar du traitement qu'il avait réservé aux affaires tombant sous le coup de la loi de lutte contre le terrorisme qui a donné lieu à une répression préventive. Ce qui n'était vraisemblablement pas le cas. L'indépendance de la justice est un leurre en Tunisie et les procès politiques qui s'étaient succédés durant plusieurs décennies ont montré que la justice était utilisée par le pouvoir politique pour punir sévèrement toute expression politique contestataire⁷⁸⁹. La justice était un rouage essentiel de la machine répressive et sécuritaire du

⁷⁸⁷ Entretien avec un avocat, Zarzis, novembre 2011.

⁷⁸⁸ Entretien avec un avocat, Tunis, novembre 2011.

⁷⁸⁹ Pour la période Bourguibienne, voir Sadok Belaïd, « La justice politique en Tunisie », *Revue tunisienne de droit*, 2000, pp. 361-404 ; pour la période du régime de Ben Ali, voir notamment le rapport du Comité pour le Respect des Libertés et des Droits de l'Homme en Tunisie, *61 Bis Impasse de la démocratie. 2010 Tunisie*, Les Cahiers du CRLDHT, 20 juin 2010.

régime de Ben Ali⁷⁹⁰. De fait, si les autorités ont eu tendance à privilégier une lecture tolérante des migrations clandestines malgré une législation répressive et si les juges ont fait preuve de mansuétude à l'égard des migrants, c'est qu'au plus haut niveau de l'Etat on a considéré que la tolérance est plus souhaitable que la fermeté.

3) La lutte contre l'émigration clandestine en Tunisie : une politique en trompe-l'œil.

Le hiatus qui sépare l'adoption d'une norme juridique répressive incriminant à la fois les passeurs et les migrants de sa mise en œuvre réelle par le système judiciaire comme par les autorités policières ne résulte pas tant du dysfonctionnement de l'appareil d'Etat que de la difficulté profonde de l'Etat à « concilier » deux contraintes fondamentalement « inconciliables »⁷⁹¹. Jusqu'ici, ce dilemme a pu être géré au prix d'une politique de lutte contre l'émigration clandestine en trompe l'œil. En légiférant et en adoptant une loi drastiquement répressive, le gouvernement tunisien fait croire à ses partenaires européens qu'il est fortement impliqué dans la lutte contre les migrations clandestines, qu'il traque sans relâche les réseaux de passeurs et leurs clients et qu'il s'acquitte au mieux de son rôle de gardien des frontières sud de l'Union, par ailleurs l'un de ses principaux bailleurs de fonds. Maîtriser les départs depuis les côtes tunisiennes en démantelant certains réseaux et refouler les migrants africains transitant par le pays participe à la construction de la fiction d'une « Tunisie, cerbère des frontières européennes », ⁷⁹² source d'une rente géostratégique non négligeable. Toutefois, pour que la fiction tienne, il ne faut surtout pas qu'il y ait des « ratés ». C'est ce qui explique que l'ampleur des migrants tunisiens transitant par la Libye, la banalité et l'impunité des franchissements illégaux de la frontière tuniso-libyenne et la participation d'acteurs tunisiens au fonctionnement de l'industrie illicite des migrations en Libye sont un tabou que personne n'osait violer en Tunisie. Si les Tunisiens ont continué à quitter le pays vers l'Europe, c'est parce que la Tunisie a sous-traité cette tâche aux réseaux tuniso-libyens

⁷⁹⁰ Pour les interventions Pour une analyse des dynamiques de politisation de la justice, Éric Gobe et Michaël Béchir Ayari, « Les avocats dans la Tunisie de Ben Ali : une profession politisée », *L'Année du Maghreb*, Paris, CNRS éditions, 2007, pp. 105-132.

⁷⁹¹ Victor Pereira, *L'Etat portugais et les portugais en France...op.cit.*

⁷⁹² Monia Ben Jemia, « La Tunisie, cerbère des frontières européennes », art.cit.

qui s'en acquittaient avec une efficacité redoutable : la réputation de la Tunisie était sauvée et celle de la Libye n'aurait pas été plus lésée qu'elle ne l'était déjà.

Les grèves, la montée du mécontentement dans le monde du travail et les mouvements sociaux dans les régions qui se sentent victimes d'une redistribution injuste des richesses (essentiellement le sud du pays) se sont multipliés ces dernières années. Ils ont accentué les difficultés d'un Etat qui a historiquement bâti sa légitimité sur la performance économique et son action en faveur du bien-être de la population⁷⁹³. Ces mouvements sociaux, notamment celui des diplômés chômeurs ou des habitants du bassin minier de Gafsa en 2008 et de Ben Guerdane en 2010 ont montré la capacité de la société à se mobiliser pour défendre des revendications d'intégration et de survie. Cette délégitimation des politiques publiques a été dangereuse pour la légitimité du régime tunisien. Pour ces populations, l'émigration est la seule alternative qui leur restent pour sortir des conditions de pauvreté dont lesquels elles sont plongées depuis un demi-siècle d'indépendance. Les nombreux départs de jeunes engagés dans le mouvement social du bassin minier de 2008 ont confirmé cette dimension. La presse tunisienne et étrangère a ainsi rapporté les histoires et les tragédies de ces jeunes qui ont quitté l'enfer de Ben Ali pour périr en pleine mer⁷⁹⁴ ou pour vivre terrer en France de peur d'être expulsé en Tunisie⁷⁹⁵. Le départ de ces jeunes qui font partie des plus entrepreneurs a certainement participé à atténuer l'ampleur des manifestations et a offert aux forces de sécurité la possibilité de reprendre la main. En fuyant la répression au bout de huit mois de mobilisation, de traques et d'affrontements, ces jeunes ont trouvé dans la défection une solution individuelle à leur mécontentement et à leur recherche d'insertion épargnant du coup au régime l'enlisement dans un conflit social qui a considérablement altéré sa stabilité⁷⁹⁶. Ces

⁷⁹³ Béatrice Hibou, *La Force de l'obéissance... op.cit.*, chapitre 7 notamment.

⁷⁹⁴ Presse tunisienne, « Naufrage au large de la Libye. Deux corps, parmi 15 rapatriés à Metlaoui », *Le Quotidien*, 3 avril 2009. Cet article rapporte qu'une embarcation qui était destinée à transporter 75 personnes alors qu'il y avait à son bord que 350 passagers a chaviré faisant de nombreuses victimes. Une centaine de corps repêchés dont ceux qu'une quinzaine de tunisiens originaire de la ville de Metlaoui, dans le bassin minier, qui ont participé au mouvement de protestation qui a eu lieu en 2008 dans la région

⁷⁹⁵ Anne Roy, « Gafsa-Nantes, la périlleuse fuite de trois Tunisiens », *L'Humanité*, 6 juin 2009.

⁷⁹⁶ Guy Bajoit, « Exit, Voice, Loyalty... and Apathy. Les réactions individuelles au mécontentement », *Revue française de sociologie*, avril-juin, vol. 29, n° 2, 1988, pp. 325-345.

départs n'auraient pas été possibles sans le recours aux filières tuniso-libyennes. S'opposer aux mouvements migratoires de ces jeunes risquait d'aggraver la situation sociale et politique de ces régions et d'exacerber les mécontentements qui menacent de se propager aux régions du centre du pays.



Illustration 1. Caricature.

Source : www.debatunisie.com, 29 Janvier 2009.

Caricature du blogueur Z à la suite de l'intensification des départs des jeunes Tunisiens après la répression du mouvement social du bassin minier en 2008. Conscient des problèmes posés par cette jeunesse, le régime de Ben Ali a lancé une initiative qu'il avait appelé le « dialogue avec la jeunesse » à laquelle les jeunes avaient répondu par la désaffection et la défection. Le caricaturiste a mis en évidence cette dimension en montrant des jeunes qui ont utilisé une banderole, comme voile à leur embarcation de fortune, sur laquelle est écrit : « La Tunisie, d'abord » (*Tounes awwalan*), slogan retenu par la propagande pour ce dialogue. Dans son commentaire Z a ironiquement parlé d'un « dialogue qui commence sous l'eau » en référence aux nombreux décès de jeunes révoltés.

C'est cette contradiction entre, d'une part, une volonté de contrôler la population afin de faire face à l'exacerbation du mécontentement sociale quitte à en laisser partir certains et, d'autre part, les moyens d'action limités dont dispose l'Etat qui est au centre de sa politique migratoire. L'adoption d'une législation répressive est indissociable de la mobilisation d'un discours adressé à ses partenaires européens. Mais les Tunisiens apparaissent au terme de cette analyse moins intéressés par la lutte contre les flux migratoires illégaux que par les ressources du co-développement et de la coopération avec les pays européens. Dans ce sens, la loi en matière de lutte contre l'émigration clandestine relève davantage du trompe-l'œil que de l'affirmation résolue de mettre fin à ces flux migratoires. Il n'est pas question, pour le gouvernement, de l'appliquer fermement car le coût de sa mise en application est tellement prohibitif qu'il dissuade l'Etat d'en supporter les conséquences politiques, économiques et sociales. Pour Michel Foucault, la mise en application de la loi, ce n'est nullement le renforcement d'une loi que l'on jugerait faible et que le législateur déciderait de rendre plus sévère. Renforcer l'application de la loi consiste en fait, à adopter une série d'instruments susceptibles de rendre cette loi effective sur le terrain. Il s'agit en réalité de « l'ensemble des instruments mis en œuvre pour donner, à cet acte d'interdiction en quoi consiste la formulation de la loi, réalité sociale, réalité politique »⁷⁹⁷. En ce sens, il ne suffit pas de légiférer pour faire preuve d'une volonté résolue de mettre fin aux migrations clandestines; encore faut-il mobiliser des moyens humains, techniques et logistiques pour quadriller le territoire, surveiller les côtes et les frontières terrestres, traquer passeurs et migrants, les arrêter et instruire leurs dossiers, les transférer devant les tribunaux, les condamner fermement et les emprisonner tout en assumant les risques d'encombrement aussi bien d'une machine judiciaire déjà dépassée par les affaires en cours que des maisons de détention surpeuplées⁷⁹⁸.

Cette mise en vigueur de la loi a un coût et engendre des externalités négatives. Elle a un coût en ce sens que tout ce qui est investi à la faveur de la mise en application de la loi est impossible à utiliser ailleurs ; elle engendre des externalités négatives sous la forme de mécontentement et de contestation sociale. Or la priorité du régime a toujours été de maintenir l'ordre et la « stabilité ». Il se devait dès lors d'optimiser l'utilisation de ses forces

⁷⁹⁷ Michel Foucault, *Naissance de la biopolitique...op.cit.*, p. 259.

⁷⁹⁸ Mohamed Hédi Lakhoua, « L'encombrement de la justice pénale », *Revue tunisienne de droit*, Centre de publication universitaire, Tunis, 2000, p.287-298.

de sécurité moins en interdisant ce mouvement social, encore en avait-il les moyens, qu'en le poussant à se redéployer par la Libye. Il s'agissait de faire un arbitrage entre ce qui est à tolérer et qui ne l'est pas : la tolérance à l'égard des migrations illégales conjure la nécessité du renforcement de la loi et les conséquences fâcheuses qui en résultent. La clandestinité et la sous-traitance des migrations à des réseaux transitant par la Libye permettaient ainsi à l'Etat tunisien, d'une part, de se dédouaner aux yeux de ses partenaires européens, de ne pas engager sa responsabilité dans le développement des flux migratoires clandestins et, de l'autre, de tirer avantage de ces flux en termes de remises des émigrés, de gestion des mécontentements sociaux et de perpétuer, à moindre frais, sa stratégie politique de contrôle et de domination⁷⁹⁹.

Contrairement à l'image qu'il a toujours cherché à véhiculer auprès de ses partenaires, la lutte des migrations clandestines ne figure pas parmi les priorités du régime de Ben Ali à l'inverse de la surveillance de l'opposition politique et de la répression de toute expression politique et sociale contestataire. Les mouvements migratoires clandestins ne sont pas jugés nuisibles et encore moins menaçants. Bien au contraire pourrais-je dire, puisqu'ils contribuent à « exporter » malaise et contestation potentielle. Du reste, l'émigration a historiquement été considérée par les élites au pouvoir comme une soupape de sécurité qui tend à atténuer les tensions sociales et à conjurer les formes de mobilisation collective contre le régime⁸⁰⁰. Il est dès lors important de comprendre l'historicité de cette politique d'émigration pour saisir la manière dont l'Etat perçoit ces départs.

B - Historicité de la politique migratoire. Une tradition difficile à modifier.

Tout au long de son histoire contemporaine, la Tunisie indépendante n'a jamais considéré l'émigration comme un problème que les pouvoirs publics se devaient de gérer. Au contraire, l'émigration a toujours été vécue comme une opportunité de développement et un

⁷⁹⁹ Sur la place du laisser-faire et de l'improvisation dans l'exercice du pouvoir, Béatrice Hibou, *Anatomie politique de la domination, op.cit.*, chapitre 8

⁸⁰⁰ Cette situation n'est pas propre au cas tunisien, Victor Pereira avait montré dans son étude sur l'émigration portugaise sous Salazar que le caractère jugé non nuisible des migrations clandestines pour l'ordre politique a été fondamental dans l'attitude des agents sur le terrain, Victor Pereira, *L'Etat portugais et les Portugais en France de 1945-1974... op.cit.*

levier de modernisation de l'économie tunisienne. C'est à ce titre que le pays a été l'un des premiers signataires d'un accord de main d'œuvre avec la France en 1963. Ce choix s'explique par les besoins considérables en financements extérieurs de l'économie tunisienne et par l'orientation économique prise à l'indépendance. Au lendemain de la décolonisation, le chômage était endémique, ce qui a justifié la création d'un secteur public extrêmement ample (à l'époque on ne le qualifiait pas de pléthorique), du soutien à la création d'un secteur productif dont on espérait qu'il soit capable de moderniser l'économie nationale. Néanmoins, cette stratégie était accompagnée d'une politique de bas salaires et de bas prix, censée attirer les investissements industriels et favoriser le développement du secteur secondaire au détriment du secteur primaire⁸⁰¹. La fixation des prix agricoles à de très bas niveaux causa effectivement la chute des niveaux de production agricole et l'effondrement des revenus des paysans, entraînant dans son sillage une vague considérable d'exode rural et poussant le pays à multiplier, au cours des années 1960 et au début des années 1970, les accords de main d'œuvre avec les pays européens dans l'espoir de résorber cet « excédent » de main d'œuvre. Ainsi, plusieurs accords de main d'œuvre ont été signés à cette époque, notamment avec l'Allemagne en 1965, la Belgique en 1969, la Hollande en 1971, l'Autriche en 1970. Le nombre de Tunisiens en France s'élevait en 1968 à 61.028 selon le recensement de 1968 tandis que l'Office des migrations internationales français (OMI) n'avancait qu'un chiffre de 36.000 Tunisiens pour la même année. Ce décalage suggère qu'une partie considérable de l'émigration tunisienne était déjà à cette époque une émigration non organisée et clandestine⁸⁰².

Ces accords de main d'œuvre voulaient surtout réguler une dynamique qui a d'autant plus échappé aux pouvoirs publics que pour des milliers de gens issus du monde rural, l'émigration répondait à une quête de promotion sociale. En 1974, Mohamed Seklani écrivait déjà qu'« elle donne l'espoir de devenir salarié, ouvrier, d'être en contact avec la mécanique, avec l'usine, symbole du modernisme dans l'imagination des jeunes générations et de se libérer des aléas de la vie agricole par le salariat... Ces idées, entretenues par les récits de

⁸⁰¹ Sur les conséquences de cette politique de modernisation économique, voir, Aziz Krichen, *Le syndrome Bourguiba*, op.cit. ; Mohsen Toumi, *La Tunisie de Bourguiba à Ben Ali*, Paris, PUF, 1989 ; Michel Camau et Vincent Geisser, *Le syndrome autoritaire...op.cit.*

⁸⁰² Gildas Simon, *L'espace des travailleurs tunisiens en France. Structures et fonctionnement d'un champ migratoire international*, Poitiers, 1979.

migrants sur la vie en Europe, sont en passe de prendre valeur de mythe »⁸⁰³. L'enjeu pour le régime de Bourguiba était surtout d'assujettir ce mouvement social aux objectifs de modernisation économique et de maintien de l'ordre.

1) L'institutionnalisation de l'émigration dans les années 1950-1960.

Bien que figurant au centre des politiques de développement mises en place depuis l'indépendance, la création de l'emploi constitue indubitablement la marque de la faiblesse structurelle de l'économie tunisienne. Dès les premières années d'indépendance, des efforts considérables ont été déployés pour créer des emplois à une population généralement pauvre. Aussi bien les « chantiers de lutte contre le sous-développement » - qui ont permis la création de 150.000 emplois pour les chômeurs ruraux entre 1956 et 1960 – que la mise en place d'un nouveau secteur public censé être la locomotive du développement autorisant ainsi la multiplication de ses effectifs par six en cinq ans pour atteindre 80 000 personnes en 1960 n'ont réussi à endiguer le chômage endémique qui sévissait en Tunisie au lendemain de la décolonisation et qui s'est retrouvé aggravé par le départ des entrepreneurs européens et juifs tunisiens⁸⁰⁴. Parallèlement à ces politiques volontaristes dont l'objectif consistait à créer un secteur productif capables de moderniser les structures économiques, les nouvelles élites au pouvoir ont mis en place une politique de collectivisation des terres agricoles censée révolutionner les structures agraires et en finir avec une agriculture à faible productivité notamment à cause du sous-emploi régnant dans les régions rurales. Toutefois, cette stratégie n'a pas atteint les objectifs escomptés ; elle a même produit des conséquences désastreuses.

En effet, la politique de collectivisation a mis sur la route de l'exode rural des centaines de milliers de paysans que le secteur productif urbain était incapable de résorber. La politique de bas salaires adoptée par les nouvelles élites dans le secteur public a été étendue au secteur privé en formation affectant considérablement les niveaux de productivité. Dès lors une politique de pression sur les prix notamment en fixant les prix agricoles à des niveaux très bas est devenue inéluctable causant la chute des revenus de la paysannerie et accentuant l'exode rural. Entre 1966 et 1975, la population urbaine a augmenté de plus de 50% à un taux de

⁸⁰³ Mahmoud Seklani, « L'émigration tunisienne en particulier pour le Sud tunisien », *Population*, n°29, mars 1974, pp. 107-120, p.116.

⁸⁰⁴ Aziz Krichen, *Le syndrome Bourguiba*, *op.cit.*

croissance de 4,65% en moyenne. Considérant ces populations itinérantes comme source de menace pour l'ordre public, les pouvoirs publics n'ont pas hésité à organiser des campagnes de rapatriements forcés en utilisant les camions militaires pour convoier ces populations dans les régions dont elles étaient originaires⁸⁰⁵. Ces expulsions organisées n'ont cependant pas réussi à endiguer le développement de bidonvilles dans les zones périphériques des grands centres urbains du nord et du littoral, notamment autour de la ville de Tunis.

La détérioration de la situation de l'emploi, les conditions de vie rurales très difficile et la violence des campagnes d'expulsion conjuguées à une forte demande de main d'œuvre de la part de la France et plus globalement des pays de l'Europe de l'Ouest a ainsi poussé des milliers de Tunisiens à prendre les chemins de l'émigration. Le mouvement migratoire a commencé dès le début des années 1950 ; le nombre des départs a même quadruplé en une année (1954 et 1955) et s'est développé progressivement dans les années 1960. Entre 1955-1965, près de 75 000 personnes ont quitté la Tunisie essentiellement pour la France. C'est dans ce contexte qu'est survenue la signature, en 1963, de l'accord bilatéral sur la main d'œuvre entre la France et la Tunisie. Cette dernière était initialement hostile à l'émigration, à la fois par crainte de perdre les rares compétences que contenait le pays à cette époque (médecins, techniciens, ingénieurs) et une main d'œuvre qualifiée (plombiers, électriciens, maçons) nécessaires à l'effort de modernisation entrepris après l'indépendance et par volonté d'endiguer la fuite de capitaux suite au départ des Européens et de la communauté juive de Tunisie. Pourtant, le gouvernement tunisien a rapidement consenti à signer cet accord dans l'espoir d'améliorer la situation du marché de l'emploi et de profiter de ressources financières à travers les transferts des migrants indispensables à l'équilibre de la balance des paiements et au soutien de la politique de modernisation⁸⁰⁶. En effet, les conclusions d'un rapport officiel de 1964 sur l'emploi confirment ce revirement dans l'attitude du gouvernement :

« Il ne fait guère de doute qu'une des solutions les plus efficaces, les moins dispendieuses au sous-emploi réside dans l'exportation de main d'œuvre. Ce remède au sous-emploi a été très largement utilisé par de nombreux pays : l'Italie, l'Espagne, l'Algérie notamment, ont su en recueillir les fruits les plus féconds [...] Il faut certes souligner que l'exportation de main d'œuvre ne peut être qu'une solution temporaire au problème du sous-emploi, dont elle doit cependant

⁸⁰⁵ Hamouda Hertelli, « Emigration et immigration des Tunisiens en Europe », *Migrations Société*, vol 6, n° 36, novembre-décembre 1994, pp. 19-32.

⁸⁰⁶ Gildas Simon, *L'espace des travailleurs tunisiens en France...op.cit.*

permettre de faciliter la solution définitive à l'intérieur des frontières du pays d'origine. C'est sur l'exemple des possibilités offertes par la France à la main d'œuvre tunisienne que nous bâtissons les hypothèses qui nous permettront de dégager les avantages que la Tunisie pourrait recueillir d'une politique bien menée en ce domaine »⁸⁰⁷.

Cet accord vient en réalité entériner un mouvement migratoire non contrôlé que les autorités tunisiennes plus que leur partenaire français se devaient de maîtriser et d'encadrer. S'il était tout à fait favorable au départ d'une main d'œuvre non qualifiée, le gouvernement tunisien tenait à empêcher le départ des cadres, des techniciens et des ouvriers ayant un niveau d'éducation élémentaire et qui constituaient une main d'œuvre qualifiée indispensable à sa politique modernisatrice quoique de plus en plus tentée par l'émigration en raison de la détérioration de la situation économique et du gel des salaires en Tunisie et surtout de l'attrait des conditions de vie et de travail en Europe. Néanmoins, ce mouvement migratoire non contrôlé s'est poursuivi et s'est développé jusqu'à la fin des années 1960 : en effet, l'application de l'accord de main d'œuvre fut presque immédiatement gelée à cause des tensions diplomatiques survenues à la suite de la nationalisation en 1964 des terres agricoles détenues par les Européens. Contrairement aux émigrations algérienne ou portugaise vers la France formées essentiellement de populations rurales, le mouvement migratoire issu de Tunisie était beaucoup plus diversifié, composé aussi bien par des ruraux que par des urbains. L'agglomération de Tunis, les villes du bassin minier dans le sud, les villes du sahel, et celles de la région du Bizerte ou du Cap-bon ont historiquement fourni des migrants urbains, généralement lettrés, à destination de la France. De larges segments des populations nouvellement urbaines ayant fui la misère des campagnes pour les villes et cantonnés dans les gourbivilles (nom tunisien des bidonvilles) ont constitué l'essentiel des contingents de main d'œuvre qui a pris le chemin de l'émigration. La banlieue industrielle de Tunis et les cités ouvrières autour de la capitale (Djebel Jelloud, Ben Arous, Lacania) ont par exemple fournis la moitié des émigrés originaire du grand Tunis durant la période 1956-1965⁸⁰⁸.

⁸⁰⁷ Rapport officiel sur le problème de l'emploi, Tunis 1964, cité par Gildas Simon, *L'espace des travailleurs tunisiens en France... op.cit.*, p. 67 (c'est moi qui souligne).

⁸⁰⁸ Gildas Simon, *L'espace des travailleurs tunisiens en France...op.cit.*

2) La consolidation de la « tradition » dans les années 1970.

La migration non contrôlée s'est poursuivie durant les années 1960 et le début des années 1970. Ainsi, le nombre de Tunisiens résidant en France est passé de 52 000 personnes en 1965 à 149 000 en 1973. La plupart des émigrés partis pour la France étaient des jeunes hommes célibataires âgés entre 20 et 35 ans et possédant des qualifications. 70 % des travailleurs immigrés en France et 80% de ceux immigrés en Allemagne durant ces années étaient des ouvriers spécialisés voire hautement qualifiés⁸⁰⁹. Cette situation n'a d'ailleurs pas manqué d'inquiéter les autorités tunisiennes qui ont tenu plus que jamais à encadrer les flux migratoires pour retenir ces ouvriers qualifiés. L'application, à partir de 1969, de l'accord sur la main d'œuvre avec la France, jusque-là gelé, et la création, deux ans plus tôt, en 1967 de l'Office de la formation professionnelle et de l'emploi (OFPE) chargé de gérer le marché de travail et la formation des nouveaux actifs ont marqué la volonté de prise en main des flux migratoires par les autorités tunisiennes. Ainsi, le taux de travailleurs tunisiens émigrés spontanément en France et régularisés après coup, à leur arrivée, est passé de 98,3% en 1968 à 26,1% en 1971. En encadrant les mouvements migratoires, les pouvoirs publics tunisiens ne visaient pas à endiguer les flux mais à opérer un tri entre main d'œuvre qualifiée à retenir et une main d'œuvre non qualifiée à laisser partir. En ce sens, il s'agissait de mettre en place une politique de l'émigration choisie.

Après l'échec de l'expérience collectiviste en 1969, les élites au pouvoir ont résolument opté pour la mise en place d'une politique de libéralisation économique et de création d'un secteur privé dynamique : l'émigration y occupe une place centrale. A mesure que la politique migratoire est pensée comme une politique de l'emploi, elle s'est progressivement institutionnalisée alors qu'elle était pensée uniquement comme une solution provisoire. Elle est devenue un élément central, voire structurel du modèle tunisien de développement, élément peu publicisé à l'étranger mais néanmoins fondamental et à l'époque totalement assumé en interne. Selon les termes mêmes des autorités tunisiennes, l'émigration est alors « un mal nécessaire »⁸¹⁰ étant donné l'incapacité structurelle (et reconnue comme telle) de

⁸⁰⁹ Moreno Toigo, « Emigration, développement et dépendance. Le cas de la Tunisie », *Migrations Société*, n° 32, mars-avril 1994, pp. 60-89.

⁸¹⁰ Ministère du Plan, IVème plan de développement économique et social, 1972-1976. Tunis, 1971, cité dans Gildas Simon, *L'espace des travailleurs tunisiens en France...op.cit.* p. 115 (c'est moi qui souligne).

l'économie nationale à créer suffisamment d'emplois, notamment en raison des pressions démographiques et des performances relatives des politiques de développement adoptées alors. L'émigration a largement contribué à baisser le nombre de candidats aux « chantiers de lutte contre le chômage » et surtout à assurer des remises considérables d'argent indispensables à la survie et au développement de régions pauvres du pays. Ces remises, souvent sous formes de mandats postaux, ont été estimées au début des années 1970 entre 3 et 4 millions de dinars⁸¹¹. La conclusion d'un colloque organisé en 1970 regroupant les élites au pouvoir (le parti unique, le Parti Socialiste Destourien, le ministère des Affaires étrangères, le ministère des Affaires sociales) chargées de définir la politique migratoire pour la décennie à venir est sans équivoque :

« L'émigration de la main d'œuvre tunisienne se présente comme une nécessité à laquelle il nous est très difficile de nous soustraire. En effet, l'évolution de nos structures démographiques, comparée à notre capacité de développement économique fait que, dans la meilleure hypothèse envisagée, 270 000 personnes seraient en chômage en 1980 *dont le placement à l'étranger s'annonce déjà comme la seule possibilité d'emploi* »⁸¹².

Les pouvoirs publics tunisiens ont ainsi fait de la politique migratoire une pièce maîtresse de leur politique de développement qui leur permet, d'une part, d'améliorer la productivité à travers la résorption du chômage et, de l'autre, de bénéficier de ressources indispensables au financement des déficits de la balance commerciale et de celle des paiements. Les remises des travailleurs tunisiens ont représenté durant les années 1970 et 1980 respectivement 9% et 12% des entrées de devises couvrant ainsi plus d'un tiers du déficit de la balance commerciale⁸¹³. Le tournant historique dans la trajectoire de développement en Tunisie qu'a signifié le rejet explicite de l'expérience socialiste et l'adoption d'une libéralisation progressive au début des années 1970, s'est accompagné d'une vision de l'émigration comme stratégie explicite de désamorçage des tensions sociales. Cette époque incarnait en effet le début d'un décalage qui allait marquer structurellement l'économie tunisienne : la massification scolaire allait mettre sur le marché de l'emploi une

⁸¹¹ Mahmoud Seklani, « L'émigration tunisienne en particulier pour le Sud tunisien... », art.cit.

⁸¹² Colloque Bach Hamba, Tunis 11-13 mars 1970, cité dans Gildas Simon, *L'espace des travailleurs tunisiens en France...op.cit.* p. 132 (c'est moi qui souligne).

⁸¹³ Moreno Toigo, « Emigration, développement et dépendance... », art.cit, p. 66.

population qualifiée que le système productif naissant, essentiellement basé sur la sous-traitance internationale, s'est avéré incapable d'intégrer. De même un décalage entre la nature de formations professionnelles dispensées aux jeunes passés par le système scolaire sans succès et les besoins et capacités du système productif allait se cristalliser. Khalil Zamiti rapporte à cet égard dans un article de 1971 le témoignage éclairant du directeur d'un bureau régional de l'emploi à Sousse qui pointe cette inadéquation menaçante pour l'ordre politique et social et qui ne saurait être résolue qu'à travers le recours à l'émigration :

« Pour notre région, il y a 3000 défaillants, chaque année, qui quittent l'enseignement et ils sont absorbés par les centres de P.A et les centres de F.P.A (centres de préapprentissage et de formation professionnelle). Le problème de leur placement est un cauchemar ! *S'il n'y a pas au minimum 50% des gens formés dans la région qui émigrent, nous aurons une révolution.* Ce que je dis pour la région de Sousse est également vrai pour les trois autres régions industrielles du pays : Bizerte, Tunis et Sfax »⁸¹⁴.

Ainsi, à partir du moment où les structures économiques tunisiennes se sont avérées incapables de créer suffisamment d'emplois, les élites au pouvoir avaient tout intérêt à laisser ce « surplus » de la population partir, au risque sinon d'assister à une déstabilisation d'un ordre politique d'autant plus fragile à l'époque que l'échec de l'expérience collectiviste avait considérablement entamé la légitimité acquise au lendemain de l'indépendance. La massification scolaire avait même encouragé le gouvernement de l'époque à se départir de son hostilité à l'égard des départs des travailleurs qualifiés. C'est ce qui ressort des conclusions du colloque Bach Hamba de 1970 cité plus haut :

« Compte tenu de cette nécessité économique, l'émigration des travailleurs tunisiens doit être, non seulement acceptée et maintenue, mais aussi encouragée et intensifiée »⁸¹⁵.

Le gouvernement tunisien n'a d'ailleurs pas hésité à envoyer des missions de prospection sur les marchés européens pour essayer de placer la main d'œuvre excédentaire

⁸¹⁴ Khalil Zamiti, « Problématique de la contradiction survenue entre formation professionnelle et emploi en Tunisie », *Revue tunisienne de sciences sociales*, n° 25, 1971, pp. 9-53, citation p. 46 (c'est moi qui souligne). Voir aussi Gildas Simon, *L'espace des travailleurs tunisiens en France...op.cit.*, p. 118.

⁸¹⁵ Colloque Bach Hamba, Tunis 1970, cité dans Gildas Simon, *L'espace des travailleurs tunisiens en France...op.cit.*, p.133.

tout en insistant sur l'aspect provisoire de cette solution afin d'atténuer les critiques de ses détracteurs. Du reste, les élites au pouvoir, dans la droite ligne de leur nouvelle conversion au libéralisme, considéraient cette main d'œuvre comme une marchandise à exporter grâce à laquelle le pays s'apprêtait à conquérir les marchés internationaux de travail⁸¹⁶. Le sentiment d'être des hommes en trop ou des laissés pour compte que suscite la douleur de l'arrachement au pays a été inscrit dans la mémoire collective par des chansons militantes qui ont mis en exergue la marchandisation de la main d'œuvre. Hédi Guella, un chanteur engagé en exil a évoqué dans les années 1970 ce sentiment d'être une marchandise comme une autre, source de revenus pour l'Etat.

Les sirènes sonnent et le bateau s'enfonce dans le large
Il tourne le dos à la patrie
Il s'avance vers une terre d'exil âpre et dure
Il tourne le dos aux amis, aux compagnons et aux proches
Aux visages pâles remplis de chagrin et d'angoisse
Le bateau quitte le pays
Chargé de jeunes gens si chers
Leurs mains tremblent à mesure que leurs larmes s'effondrent
Des larmes qui tailladent la vue et brulent les cils
Le bateau s'enfonce encore dans le large
Tourne le dos à une terre au ciel bleu claire
Livrant des jeunes à une vie amère
Comme un fleuve qui emmène les branches d'arbres par temps de pluie
Le bateau s'enfonce dans la mer comme dans du fromage
Disparaît dans le brouillard
Bondé, plein à craquer d'une belle jeunesse
Livrée à l'œil comme du bétail
A la seule différence près
Qu'elle dispose d'un passeport⁸¹⁷.

Face au risque de voir les émigrés s'intéresser aux idées véhiculées par les exilés politiques tunisiens ou les forces syndicales et communistes françaises, le régime bourguibien a œuvré à encadrer cette émigration afin de réduire au maximum les risques de « dépravation » politique et idéologique des migrants par des idées qu'il jugeait dangereuses et extérieures à la société tunisienne :

⁸¹⁶ Dès 1968, *La Presse* journal tunisien francophone n'a pas hésité à affirmer qu'« il est nécessaire pour le pays de conquérir la marché international du travail. La main d'œuvre est considérée par les spécialistes comme une exportation et doit être traitée comme telle ». *La Presse* du 25-26 mars 1960 ; cité dans Gildas Simon, *L'espace des travailleurs tunisiens en France...op.cit.p.133*.

⁸¹⁷ Chanson de Hédi Guella en arabe, (la traduction est de moi).

« Cet encadrement qui doit être effectué conjointement par les Amicales, les cercles culturels et par nos représentants diplomatiques et consulaires, permet de créer parmi les travailleurs un climat de sécurité et d'unité et aider à *les immuniser contre les mauvaises habitudes ainsi que contre les courants et idéologies préjudiciables à leur pays et à son renom* »⁸¹⁸.

La nécessité d'encadrer l'émigration pour protéger les Tunisiens à l'étranger renvoie à l'attitude paternaliste et infantiliste des élites au pouvoir qui espèrent éviter aux migrants les risques de manipulation et de propagande politique. Elle renvoie à la tension qui a toujours prévalu dans la perception de l'émigration par les élites gouvernementales : celle-ci constitue un vecteur de diffusion et de circulation des idées politiques subversives, d'où l'obligation de la contrôler tout en étant incontestablement un levier de modernisation économique⁸¹⁹. En effet, tout comme l'exportation du phosphate, de l'huile d'olive ou des produits agricoles, la stratégie d'exportation de la main d'œuvre a été une modalité d'insertion de la Tunisie dans l'économie mondiale en cette phase de libéralisation de l'économie. Ces vagues de départ ont été une réponse à l'exacerbation des différences sociales fortement hiérarchisées qui était devenue de plus en plus rigide au lendemain de l'indépendance avec d'une part, l'accaparement de l'appareil d'Etat par l'élite lettrée dont une partie a développé des stratégies d'accumulation par le truchement de reconversion dans le secteur privé à la faveur de la maîtrise des rouages administratifs et de la mobilisation de l'entregent politique nécessaire à l'accumulation et d'autre part, les notables et les grands propriétaires terriens qui ont affirmé leur domination sur le monde rural à la faveur de leur contribution à la déroute de l'expérience collectiviste. Le destin d'une partie de la jeunesse du pays s'est joué sur les chemins de l'émigration. En optant pour le départ clandestin, sans contrat de travail et sans recours aux services étatiques, la main d'œuvre jugée « indisciplinée »⁸²⁰ provenant du surplus du secteur agricole, a participé aussi bien à la modernisation de la vie dans les zones

⁸¹⁸ Colloque Bach Hamba. Tunis 1970, conclusion n°5, cité par Gildas Simon, *L'espace des travailleurs tunisiens en France...op.cit.* p. 133 (c'est moi qui souligne).

⁸¹⁹ Cette vision n'est pas propre à la dictature bourguibienne, Victor Pereira a montré qu'au cours de la même période, cette contradiction était au cœur des préoccupations de la dictature de Salazar et de son successeur Caetano, Victor Pereira, « L'État portugais et les Portugais en France de 1958 à 1974 », *Lusotopie*, n°10, 2002, pp. 9-27.

⁸²⁰ Mahmoud Seklani, « L'émigration tunisienne en particulier pour le Sud tunisien... », art.cit, p.118.

rurales à travers l'introduction de produits de consommation et d'équipement importés (ustensiles de cuisine, voitures, téléviseurs, tissus) qu'à l'approvisionnement le pays en devises.

Cette stratégie gouvernementale d'association des politiques migratoires et des politiques de l'emploi et d'intensification des flux migratoires en partance de Tunisie a été consolidée à travers la transformation, en 1973, de l'Office de la formation professionnelle et de l'emploi (OFPE) en l'Office des travailleurs tunisiens à l'étranger, de l'emploi et de la formation professionnelle (OTTEFP), organisme chargé désormais de former les jeunes actifs, de centraliser les politiques de l'emploi et de placer à l'étranger l'excédent de main d'œuvre, notamment suite à la multiplication des accords avec les pays européens : l'Allemagne en 1965, la Belgique en 1969, la Hollande en 1971, l'Autriche en 1970 et l'Italie beaucoup plus tard en 1984. Bien qu'étant très encadré à partir de 1969, le mouvement migratoire a pourtant été largement animé par des migrants qui n'hésitaient pas à se dérober des contrôles étatiques. Ainsi, on estime que 90% des entrées qui ont eu lieu entre 1967-1972 se sont faites spontanément. Les longs délais d'attente, la volonté de se dérober des contrats anonymes de recrutement qui privaient le travailleur de la liberté de choisir son lieu de résidence et de travail en France et qui, de fait, l'éloignait des lieux de sociabilité et des points de rencontre de la communauté tunisienne les ont largement dissuadé d'opter pour les voies légales d'émigration.

Bien que les accords de main d'œuvre aient été suspendus par les pays de l'Europe de l'ouest dès 1974, les flux migratoires ne se sont pas interrompus, loin s'en faut⁸²¹. On a même assisté à une intensification des flux et à une diversification des itinéraires migratoires. Les régularisations périodiques auxquelles les autorités françaises ont procédé ont eu un effet attrayant sur les candidats au départ. De leur côté, les autorités tunisiennes n'ont pas empêché le départ des travailleurs qui se sont redéployés sur l'Italie et l'Espagne dans l'espoir de pouvoir passer en France. La régularisation par les autorités françaises de 20 000 travailleurs partis en situation irrégulière dans les années 1981-1982 a révélé l'ampleur du mouvement

⁸²¹ Pour une analyse critique des moments de transformation des politiques publiques, Sylvain Laurens, « '1974' et la fermeture des frontières. Analyse critique d'une décision érigée en turning-point », *Politix*, n°82, 2008/2, pp.69-94 ; Anne Sophie Bruno, « L'attribution des cartes de commerçants étrangers. Le cas des indépendants tunisiens (1978-1982) », in Anne-Sophie Bruno et Claire Zalc (dir.), *Petites entreprises et petits entrepreneurs étrangers en France (19^e- 20^e siècle)*, Paris, Publibook Université, 2006, pp.63-82.

migratoire non contrôlé dans les années 1970 : ainsi on estime que pas moins de 30 000 à 40 000 tunisiens ont émigré clandestinement en France entre 1971-1981⁸²². On comprend aisément la tolérance de l'Etat tunisien : ces migrations clandestines offrent non seulement aux migrants des salaires beaucoup plus élevés et des conditions matérielles d'existence bien meilleures ; mais elles sont également très favorables aux pouvoirs publics tunisiens puisqu'elles permettent de placer les excédents de main d'œuvre sans que l'Etat d'un côté n'ait à organiser ces départs et négocier des accords, ni, de l'autre, à supporter un coût économique (augmentation de salaire) ou social et politique (mouvements sociaux et troubles à l'ordre public). Par ailleurs, ce mouvement migratoire permettait d'évacuer les effets indésirables des migrations internes et de l'exode rural. Le prolétariat urbain des bidonvilles entourant les grands centres urbains étaient en effet considérés comme une « classe dangereuse », source de troubles et de criminalité ; l'ancien président Bourguiba n'avait d'ailleurs pas hésité à qualifier cette population d' « énergumènes capables à tout moment de provoquer des désordres imprévisibles [faisant] peser sur la capitale une menace constante »⁸²³. Conformément à cette vision, faciliter le départ de ces populations issues des cités ouvrières et des banlieues pauvres permettait de maintenir l'ordre public et de conjurer les troubles sociaux qui menaçaient aussi bien la capitale que les grandes villes du pays.

3) Le virage des années 1980.

Après la fermeture des marchés européens de travail, l'OTTEFP a tenté, sans véritablement parvenir à une substitution des pays européens, de placer la main d'œuvre tunisienne en Libye ainsi que dans les pays arabes du golfe persique bénéficiaires des booms pétroliers et de la manne qu'ils ont générée. En dépit des initiatives gouvernementales, l'émigration vers la Libye a essentiellement été illégale et a surtout concerné les populations des régions méridionales. En l'absence d'estimations précises de ces départs, les campagnes d'expulsions de travailleurs tunisiens qui se sont succédées au gré des tensions diplomatiques entre les deux pays ont permis d'avoir une estimation de ces flux, notamment en 1976 (16 000 expulsés tunisiens), en 1980 (12 000) et en 1984-1985 (avec plus de 31 000). Compte tenu du

⁸²² Gildas Simon, *L'espace des travailleurs tunisiens en France...op.cit.*

⁸²³ Habib Bourguiba, Discours du 24 juillet 1971 cité par Hamouda Hertelli, « Emigration et immigration des Tunisiens en Europe... », art.cit, p. 21-22.

caractère illégal de l'émigration, certaines estimations parlent de l'expulsion d'environ 80 000 Tunisiens au plus fort de la crise en 1985⁸²⁴. De leur côté, les pays du Golfe ont privilégié une main d'œuvre asiatique jugée plus docile, moins coûteuses et politiquement contrôlable⁸²⁵.

Durant les années 1980, les migrations légales vers les pays européens s'inscrivaient essentiellement dans le cadre du regroupement familial. L'OTTEEF a donc vu son rôle d'harmonisation des politiques de formation professionnelle, d'emploi et de migration considérablement remis en cause. À partir de 1984, les autorités tunisiennes ont entrepris de réformer cet organisme : il a ainsi été scindé en deux organismes : l'Office de la promotion de l'emploi et des travailleurs tunisiens à l'étranger (OPETTE) et l'Office de la formation professionnelle (OFP) avant de se résoudre, en 1988, à dissocier la gestion du phénomène migratoire des questions d'emploi, de formation professionnelle et de travail à la suite des échecs successifs de ces organismes à placer les travailleurs tunisiens sur les marchés étrangers. Deux organismes ont ainsi vu le jour : l'Office de l'emploi et de la formation professionnelle (OFPE) chargé de gérer les politiques de travail et de formation professionnelle et l'Office des Tunisiens à l'étranger (OTE) chargé d'encadrer la communauté tunisienne à l'étranger. Cette réorganisation des offices chargés de gérer l'excédent de main d'œuvre et son placement à l'étranger est loin d'être anodine ; elle découle plutôt d'un constat que l'Etat est incapable de poursuivre sa politique de placement de main d'œuvre à l'étranger du fait des restrictions croissantes (voire de la fermeture pure et simple des frontières) à la circulation des populations de la part de ses partenaires européens. Opter pour une dissociation de la politique de l'emploi et de la politique d'émigration constitue une véritable rupture qui entend répondre au durcissement des politiques migratoires européennes et aux premiers appels des pays européens à leurs partenaires du sud pour participer au contrôle de ces flux. Cette rupture se lit dans l'analyse comparée des plans de cette époque. Le VI^{ème} plan de développement (1982-1986) prévoyait le placement d'au moins 45 000 travailleurs à l'étranger mais s'est soldé par 16 000 placements uniquement⁸²⁶. Il a incarné l'échec de la politique d'exportation de main d'œuvre comme alternative à la création de l'emploi local et a préparé le tournant politique de 1987. Le VII^{ème} plan de développement (1987-1991), premier

⁸²⁴ Mehdi Mabrouk, *Voiles et sel...op.cit.*

⁸²⁵ Moreno Toigo, « Emigration, développement et dépendance... », art.cit.

⁸²⁶ Ibid.

plan mis en œuvre par le président Ben Ali, n'a prévu, en effet, aucun placement de main d'œuvre à l'étranger. Ce qui ne signifie en rien l'abandon de la « tradition » d'émigration, mais l'approfondissement de son caractère clandestin comme je l'ai montré précédemment.

C - La course à el khobza hors des frontières de l'Etat tunisien.

Bien qu'ils soient « loin des yeux », les migrants tunisiens ne sont pas forcément « loin du cœur »⁸²⁷ et surtout des préoccupations d'un Etat qui perçoit avec suspicion ces populations vivant en dehors de ses frontières. Toutefois, croire que ces populations échappent au pouvoir de l'Etat du fait de leur extraterritorialité revient à sous-estimer les l'emprise à distance de la dictature tunisienne qui n'a cessé durant plus de deux décennies d'œuvrer à saisir les populations émigrées. La politique de placement de la main d'œuvre qui a caractérisé l'approche de la question migratoire sous le régime de Bourguiba a cédé le pas à une politique « d'attention »⁸²⁸ envers les Tunisiens à l'étranger déployée par le régime de Ben Ali. La différence de terminologie entre une époque où l'on évoquait les « travailleurs tunisiens à l'étranger » et une autre où l'on parle plutôt de la « communauté tunisienne à l'étranger » semble marquer une rupture dans la perception : désormais, le retour de cette population n'est ni envisageable ni souhaitable. Conscient du rôle des remises des émigrés dans le financement des déficits, le régime de Ben Ali a cherché à encadrer les émigrants de manière à prévenir tout mouvement de politisation au sein de la communauté tunisienne. Le contrôle diffus de la communauté s'est appuyé sur la reproduction de mécanismes de surveillance à l'œuvre en Tunisie esquissant un gouvernement à distance d'*el khobza* incitant les émigrés à vivre à « l'ombre » de manière à éviter les suspicions et les représailles d'un Etat tunisien puissant et prégnant en dehors de ses frontières.

⁸²⁷ Clin d'œil à Stéphane Dufoix, Carine Guerassimoff, Anne de Tinguy (dir.), *Loin des yeux, près du cœur. Les Etats et leurs expatriés*, Paris, Presses de Sciences Po, 2010,

⁸²⁸ Stéphane Dufoix, « Introduction - Un pont par-dessus la porte. Extraterritorialisation et transétatisation des identifications nationales », in Stéphane Dufoix, Carine Guerassimoff, Anne de Tinguy (dir.), *Loin des yeux, près du cœur... op.cit.*, pp. 15-57.

1) La clandestinité en France: entre labeur et incertitude.

Aussitôt arrivés sur le territoire européen, les migrants tunisiens cherchent à s'insérer dans la communauté tunisienne qui les aide à s'intégrer dans la société d'accueil en leur permettant de trouver un travail et de se débrouiller dans la vie quotidienne en dépit des conditions irrégulières du séjour. L'inscription dans les réseaux communautaires est indispensable pour trouver des faux-papiers d'identités ou de fausses cartes de séjour nécessaires à la recherche d'emploi dans le bâtiment, la restauration, l'hôtellerie, l'agriculture ou le nettoyage. Engagés dans une course à *el khobza* pour améliorer leurs propres conditions d'existence et celles de leurs familles endettées restées au pays tout en entretenant l'espoir du retour honorable, les migrants en situation d'illégalité viennent grossir une main d'œuvre docile, travailleuse et invisible⁸²⁹.

Il existe une contradiction que de nombreuses études sur les migrations ont relevé : en dépit des contrôles stricts des frontières européennes et des législations contraignantes adoptées, les migrants ne cessent d'arriver sans qu'ils ne soient systématiquement expulsés⁸³⁰. Cette contradiction n'est qu'apparente lorsque l'on sait que les employeurs qui utilisent cette main d'œuvre irrégulière ne sont pas criminalisés entretenant du coup un appel d'air sur l'immigration illégale⁸³¹. En réalité, la course à *el khobza* des émigrants tunisiens en situation irrégulière recoupe une transformation de fond des économies européennes à travers l'accroissement de l'informalisation qui a suivi la désindustrialisation et la flexibilisation des relations salariales. Des secteurs comme le bâtiment, l'agriculture, le nettoyage ou encore les industries manufacturières font de plus en plus recours à l'externalisation comme forme de pression sur les coûts. La sous-traitance et le recours à l'intérim constituent ainsi des modalités essentielles d'emploi d'une main d'œuvre peu protégée compte tenu des contrats qui durent en fonction des missions à effectuer⁸³². Nicolas Jounin avait montré que, dans le

⁸²⁹ Stéphane Beaud, Joseph Confavreux et Jade Lindgaard (dir.), *La France invisible*, Paris, La Découverte, 2006, pp.399-407.

⁸³⁰ Pour le cas de l'Italie et de l'Espagne, Évelyne Ritaine « Dos à la mer ? Les pays européens du Sud face à l'immigration », *Critique internationale*, n°18, 2003/1, p. 143-158 ; Enzo Mingione, « Labour market segmentation and informal work in Southern Europe », *European Urban and Regional Studies*, vol 2, n°2, 1995, pp.121-143 ; pour le cas de la France, Nicolas Jounin, *Chantier interdit au public...op.cit.*

⁸³¹ Sur cette contradiction, Peter Andreas, *Border games: policing the US Mexico divide*, op.cit.

⁸³² Béatrice Hibou, « Economic crime and neo-liberal modes of government... », art.cit.

secteur du bâtiment, l'intérim constitue une modalité fondamentale de mise en concurrence des salariés qui peuvent être embauchés sur des périodes relativement longues tout en risquant d'être renvoyés du jour au lendemain voire en fonction des besoins des chefs de chantiers. La compétitivité du secteur du bâtiment est largement assurée par cette mobilisation flexible de la main d'œuvre et son embauche dans des conditions aux marges de la légalité : contrats signés en fin de mission permettant de licencier le travailleur à tout moment, fraude aux cotisations sociales et à la législation du travail. De fait, en cherchant à répondre à la demande de leur donneurs d'ordre, les agences d'intérim ont de plus en plus opéré aux marges de la légalité en embauchant des sans-papiers et en se couvrant en acceptant les faux-papiers présentés par ces derniers⁸³³.

La banalisation de ces pratiques a incité de nombreux émigrés à chercher des papiers falsifiés dont certains réseaux communautaires se sont faits la spécialité à Belleville dans la région parisienne. Mourad la trentaine, arrivé illégalement en France en 2006, travaille en tant que peintre dans le bâtiment depuis son arrivée grâce à son beau-frère qui l'a accueilli en France et qui lui a trouvé une place avec lui sur les chantiers. Bien qu'embauché dans des conditions précaires compte tenu de l'incertitude de la durée des missions qui lui sont confiés et de l'exigence physique du travail dans le bâtiment, Mourad vit son travail comme une opportunité au regard de sa situation administrative :

« Je m'accroche. C'est bien que j'ai ce boulot. Mon beau-frère connaît les responsables de l'agence d'intérim et je n'ai pas de problèmes avec eux. C'est bien que j'ai ce boulot car cela m'évite de traîner dans les rues et chercher du travail et c'est risqué. Moi c'est boulot, maison, maison, boulot (*khedma, dar, dar, khedma*) Comme mon beau-frère travaille depuis des années avec l'agence, il demande à ce que je sois avec lui, le responsable accepte. Je peux te dire que je bosse, vraiment dur: toujours à l'heure, toujours présent même l'hiver. C'est pénible et le salaire c'est le smic mais bon ! Quand je vois les autres sur les chantiers, je me dis qu'il y a pire que la peinture à faire ici. En même temps, sans papiers, je n'ai pas le choix »⁸³⁴.

Pour Mourad comme pour les sans ou faux papiers, la couse à *el khobza* renvoie à l'acceptation du travail pénible et précaire dans l'intérim et le bâtiment comme une chance

⁸³³ Nicolas Jounin, « L'illégalité sous-traitée ? Les conséquences du recours à des employeurs intermédiaires dans le secteur du bâtiment », *Droit social*, n°1, pp.38-45.

⁸³⁴ Entretien, Paris, octobre 2010.

qui leur épargne les tracasseries policières et les aléas administratifs. Dans ces conditions les employeurs ont toutes les latitudes pour rogner sur les heures supplémentaires, pour ne pas assurer les conditions de sécurité et ne pas respecter la législation de travail. Du coup, les conditions irrégulières de séjour participent à former une main d'œuvre vulnérable et exploitable qui est recherchée par les employeurs. Endettés et désireux d'assurer la survie de leurs familles restés au pays, ces travailleurs cherchent surtout à gagner de l'argent, à honorer leurs dettes, à régulariser leurs situations administratives, à s'autonomiser en s'installant dans un appartement et quitter les logements collectifs, les collocations ou les hébergements par des membres de la famille en France ce qui suppose de ne pas chômer et d'accepter des conditions pénibles de travail. La course à *el khobza* en situation d'illégalité forge ainsi des travailleurs dociles et prêts à s'accommoder de l'incertitude diffuse qui est au fondement de la mobilisation flexible de la main d'œuvre souhaitée par les employeurs.

Ces dynamiques ne sont pas propres à la France. La compétitivité du secteur agricole en Italie ou en Espagne est largement assurée par un recours massif à une main d'œuvre illégale conjuguée avec les pressions sur les rémunérations et l'absence de tout engagement contractuel⁸³⁵. En s'opposant aux migrations pendulaires pourtant fonctionnelle pour de nombreux secteurs à l'instar de l'agriculture ou de l'hôtellerie, les Etats européens fabriquent des sans-papiers qui deviennent forcément une variable d'ajustement peu coûteuse, économiquement efficace et socialement et légalement vulnérable puisqu'elle est expulsable à tout moment⁸³⁶. La diffusion de l'illégalité dans les activités économiques reflète non seulement la capacité des intermédiaires dans les différents secteurs à trouver des subterfuges de manière à couvrir les entorses à la légalité mais plus particulièrement, la tolérance de l'Etat français dont l'engagement apparaît de plus en plus inefficace en dépit des mesures

⁸³⁵ Swanie Potot, « La précarité sous toutes ses formes : concurrence entre travailleurs étrangers dans l'agriculture française », in Alain Morice, Swanie Potot, *De l'ouvrier sans-papiers au travailleur détaché : les migrants dans la « modernisation » du salariat*, Paris, Karthala, 2010, pp.201-224. La presse rapporte aussi des histoires de démantèlement des filières de travailleurs sans-papiers dans l'agriculture, « Italie: démantèlement d'un trafic d'immigrés clandestins, 64 arrestations », *AFP*, 14 décembre 2009 ; Anne le Nir, « Scènes de 'chasse aux étrangers' au sud de l'Italie », *La Croix*, 10 janvier 2010 qui rapporte les violences en Calabre contre les migrants clandestins qui travaillent dans la cueillette des agrumes.

⁸³⁶ Carine Fouteau, « Sous-traités. Comment on devient un salarié au rabais » in Stéphane Beaud, Joseph Confavreux et Jade Lindgaard (dir.), *La France invisible*, Paris, La Découverte, 2006, pp.399-407.

législatives adoptés et des déclarations de fermeté des officiels⁸³⁷. Loin de protéger les émigrants en situation irrégulière, la législation les a largement fragilisés au moment même où elle a prévu des modalités de régularisation. En effet, en liant l'ouverture de la procédure de régularisation à la présentation d'un contrat de travail dans les secteurs jugés souffrant d'une pénurie de main d'œuvre, en fixant des quotas largement réservés aux ressortissants des pays de l'Europe de l'Est et en demandant aux employeurs d'identifier leurs besoins, de les quantifier et de les localiser en fonction des régions, les autorités françaises ont fait de la loi de novembre 2007 une modalité de régularisation discrétionnaire excluant en grande partie des migrants originaires du Maghreb et de l'Afrique subsaharienne et en subordonnant les travailleurs à leurs employeurs (durée et renouvellement des cartes de séjour conforme à la durée du contrat de travail, etc.)⁸³⁸.

La criminalisation des migrations transnationales paraît ainsi fonctionnelle en ce qu'elle participe aussi bien à la création d'une économie flexible à travers la mise en concurrence des travailleurs qu'à la diffusion d'une logique sécuritaire bâtie autour de la lutte contre des migrations clandestines qui légitime l'intervention étatique dans divers domaines. La construction de la figure du passeur en tant qu'incarnation du « danger » participe de l'occultation de la contradiction entre d'une part fermeture de la frontière et d'autre part une demande de main d'œuvre. Or en réalité, par leur action, ces passeurs exploitent surtout les opportunités économiques produites par ces incohérences qui ne débouchent pas moins sur la fragilisation d'une main d'œuvre qui est prête à transgresser les barrières et les interdits étatiques. Fragilisés légalement et socialement, ces migrants sont utiles à l'économie de leur pays d'accueil comme à la Tunisie puisqu'une partie des revenus de cette course à *el khobza* sont transférés au pays.

2) Les remises des émigrés au secours de la Nation.

En quittant la Tunisie, les migrants qu'ils soient en situation régulière ou irrégulière ne continuent pas moins à entretenir des relations intenses avec la société de départ notamment par le truchement des remises (*remittances*) qui renvoient en grande partie aux transferts

⁸³⁷ Nicolas Jounin, *Chantier interdit au public...op.cit.*

⁸³⁸ Violaine Carrère, « Une armée de travailleurs de réserve », *Plein Droit*, n°76, mars 2008. pp. 16-19.

périodiques des revenus du travail pour participer aux dépenses de la famille restée au pays en remboursant ses dettes, financer les travaux de construction, prendre en charge les dépenses de consommation ou de soins des parents âgés, financer la scolarité des plus jeunes ou encore en préparant le retour tant espéré à travers l'investissement dans l'immobilier. Ces remises sont canalisées aussi bien par les voies formelles telles que les mandats postaux, les virements bancaires ou les transferts via les organismes financiers tels que Western Union et Money Gram que des canaux informels enchâssés dans les pratiques populaires et des réseaux communautaires. Les autorités tunisiennes ne s'y sont pas trompées en développant un discours qui insiste sur la place des Tunisiens à l'étranger comme des partenaires avec l'Etat pour le développement de la Nation⁸³⁹. L'une des émissions phares de la chaîne de télé tunisienne sous la dictature de Ben Ali fût destinée d'une façon hebdomadaire à la diaspora tunisienne et titrée « Trait d'union » avec pour devise: « Les Tunisiens à l'étranger : un lien civilisationnel et un appui au développement »⁸⁴⁰. Représentant officiellement 5% du PIB si l'on s'en tient aux transactions comptabilisées par la Banque Centrale de Tunisie (BCT) et probablement le double si l'on croit les extrapolations et les estimations des fonds transitant par des canaux informels de transfert d'argent réalisés par certains organismes internationaux⁸⁴¹, les remises des émigrés constituent des sources considérables de devises et un levier de maintien des équilibres financiers et macroéconomiques indispensables à la survie du régime.

L'évaluation précise des volumes des remises des migrants est une tâche ardue non seulement en raison de la multiplicité des canaux de transfert allant du formel à l'informel mais également en raison des limites des outils statistiques et de comptabilisation qui présentent bien des carences quant à la collecte des données ou la fabrication des chiffres. En effet, L'institut national de statistique (INS) ne comptabilise que les envois réalisés par le

⁸³⁹ Laurie A. Brand, « Émigré, MUGHTARIB, 'AMIL F-IL-KHARIJ. La langue et les institutions des relations Etat-expatriés », in Stéphane Dufoix, Carine Guerassimoff, Anne de Tinguy (dir.), *Loin des yeux, près du cœur. Les Etats et leurs expatriés*, Presses de Sciences Po, 2010, pp. 129-146.

⁸⁴⁰ Cette émission était diffusée sur la chaîne nationale tunisienne « Tunis 7 » qui a changé de nom depuis la chute de Ben Ali pour devenir, la « Nationale 1 ». Il va sans dire que l'ancienne appellation Tunis 7 fait référence au 7 novembre 1987 date d'accession au pouvoir de l'ancien président et participe du fétichisme du chiffre 7 comme symbole du pouvoir Bénéliste.

⁸⁴¹ Hassen Boubakri, *Migrations et développement : Réflexion et analyse à partir du cas de la Tunisie*, Série : « CARIM AS », n°55, Robert Schuman Centre for Advanced Studies, San Domenico di Fiesole (FI), Institut Universitaire européen, 2011.

biais de mandats postaux payés dans les agences de la poste tunisiennes qui représentent 20% des transferts bancaires et 10% de l'ensemble des remises. Si elles donnent une meilleure estimation, les données de la BCT qui portent sur les volumes en numéraires drainés par le secteur bancaire n'évacuent pas moins les possibilités de confusion entre les remises des migrants avec une partie des investissements privés et des recettes du tourisme⁸⁴². De fait, s'ils participent à la description et plus généralement à une lecture d'une situation économique donnée, les chiffres ne peuvent en effet être pris pour des données objectives et sûres, dépendantes qu'elles sont des conditions pratiques de leur production.

L'exemple de la production par la banque centrale tunisienne des chiffres des remises des migrants en dinar tunisien alors qu'il s'agit à la base de transferts en devises est révélateur de l'importance que revêt l'évaluation de cette manne pour les décideurs économiques et politiques. Les remises sont ainsi passées de 463,1 millions de dinars tunisiens (MDT) à 1019,7 MDT en 1999 et ont continué à augmenter jusqu'à 2198,5 MDT en 2004 pour atteindre 2653 MDT en 2009. Cette hausse des transferts des migrants exprimés en DT est certes le fait de l'élargissement de la diaspora tunisienne à l'étranger mais elle est surtout suscitée par la dépréciation du dinar particulièrement depuis l'an 2000. S'il a réussi relativement à se maintenir par rapport à l'euro en ne perdant qu'1% en moyenne par rapport à l'euro au cours de la période 1991-2000, le dinar tunisien n'a cessé de glisser par rapport à la monnaie européenne en perdant plus de 32% de sa valeur. Hassen Boubakri a ainsi relevé qu'au cours de la période 2000-2009, le taux de croissance annuel moyen des remises des émigrés en euro a été de moitié plus faible que le taux de croissance en dinar (5% en euro contre 10% en dinar)⁸⁴³.

La baisse des remises des émigrés exprimée en Euro est étroitement liée à la baisse de la part des transferts envoyés de France, principal pays d'accueil de la diaspora tunisienne. La part des ressortissants tunisiens résidents en France a baissé de 64,5% en 1987 pour se stabiliser à un peu moins de la moitié du total des remises à savoir 47,9% en 2009. Il est évident que le retour au pays d'une partie de la première génération, le regroupement familial et le délitement des liens de la deuxième et la troisième génération

⁸⁴² Jean Pierre Cassarino, *Tunisian New Entrepreneurs...op.cit.*

⁸⁴³ Hassen Boubakri, *Migrations et développement...op.cit.*

avec le pays de leurs parents peuvent expliquer cette baisse d'autant plus que ces générations font face à la diffusion de la précarité et sont les premières victimes du chômage. Toutefois, cette baisse relative de la part de la France dans les remises des Tunisiens à l'étranger dessinent en filigrane le redéploiement des parcours et des destinations migratoires avec la montée de l'Italie à la deuxième position, terre d'accueil depuis les années 1980 de l'émigration des jeunes Tunisiens, partis clandestinement en grande partie. Les remises envoyées depuis l'Italie ont ainsi progressé de 6,1% en 1987 à 13,5% en 2009⁸⁴⁴. En effet, malgré le durcissement des politiques migratoires ces dernières années, les départs de Tunisiens se sont poursuivis. Ces deux dernières décennies ont vu la consolidation des rangs de la communauté tunisienne à l'étranger, particulièrement en France. Entre 1999-2004, on dénombre 75.000 Tunisiens partis légalement s'installer à l'étranger dont 60.000 ont choisi l'Europe et parmi ceux-ci, 32.000 la France. Les hommes constituent la grande majorité (84,5%) de ces migrants, dont la moitié a entre 15 et 29 ans et le tiers entre 30 et 44 ans⁸⁴⁵. Ce qui suppose que l'essentiel de ces départs concernent des hommes partis sans leurs familles restées en Tunisie.

Les envois réalisés *via* les organismes financiers de transfert d'argent tels que Western Union qui dispose de plus de 1300 agences rattachées au réseau de la poste tunisienne lui permettant de couvrir l'ensemble du territoire ou Money Gram avec ses 120 agences associées notamment à la Banque Nationale Agricole qui constituent le principal canal officiel d'envoi des remises permettent de proposer une estimation relative des fonds envoyés en Tunisie. En effet, selon l'enquête réalisée par la BEI, une très grande partie des transferts consiste en l'envoi mensuel de petites sommes d'argent (100-200 DT) pour venir en aide à la famille dans leurs dépenses quotidiennes. D'autres sommes plus élevées, de l'ordre de 200-300 DT sont également envoyées mensuellement et affectées à l'éducation des enfants ou aux dépenses de santé des parents. Le transfert de montants plus élevés d'argent est moins fréquent et dépend d'occasions spéciales, tels les préparatifs de célébration d'un mariage ou les fêtes religieuses. De son côté, le projet de construction d'une maison fait l'objet de transferts de montants plus élevés de l'ordre de 70000 à 90000 DT envoyés sur 4 à 5 ans. En outre, la variation des

⁸⁴⁴ Ibid.

⁸⁴⁵ Banque européenne d'investissement, « Study on improving the efficiency of workers remittances in Mediterranean countries », BEI, Février 2006.

montants des remises suit l'évolution du cycle migratoire : les premières années marquées par la précarité de la situation économique et administrative sont généralement ponctuées par des envois fréquents de petites sommes d'argent ; au cours des années suivantes, le migrant a tendance à envoyer des sommes plus conséquentes. Généralement, ce n'est que lorsqu'il commence à réfléchir à son retour que le migrant a tendance à placer son argent dans une activité ou un investissement qui sera synonyme d'une fin inéluctable du cycle migratoire.

Les organismes de transferts d'argent sont venus répondre à une demande de rapidité des envois et à une flexibilité que les mandats postaux ou les virements bancaires n'assuraient pas aux migrants. Toutefois, le coût élevé des opérateurs de transfert instantané d'argent et la fréquence des envois ont incité de nombreux migrants à recourir aux modes informels de transferts. C'est le cas généralement des migrants tunisiens originaires du sud du pays qui ont très rarement recours aux modes de transferts formels. Pendant longtemps, les réseaux d'interconnaissance ont fait office de canal de transfert de fonds : le retour d'un parent, d'un ami, ou même d'une simple connaissance originaire de la même région était l'occasion pour les migrants d'envoyer de l'argent à leur famille. La personne en question remettait les enveloppes aux familles, proposait même parfois de se charger du change pour leur remettre les sommes en dinar⁸⁴⁶. Depuis plusieurs années un système organisé de transfert informel s'est mis en place. Des agents installés en France, dont le transfert n'est pas l'activité principale et qui généralement exercent des activités commerciales diverses (restaurateurs, gérants de pizzerias, entrepreneurs) se chargent de transférer l'argent en Tunisie grâce à leur connexion avec des cambistes opérants essentiellement dans le marché parallèle de change de Ben Guerdane dans le sud du pays ou à Zarzis dans le sud-est. Le migrant dépose son argent chez l'un de ces opérateurs moyennant commission largement inférieure au coût des agences de transferts instantanés d'argent. L'opérateur en question contacte un cambiste à Ben Guerdane ou à Zarzis, en fonction de la proximité du domicile du destinataire et convient du montant du transfert en fonction du taux de change en vigueur sur le marché parallèle de change qui est évidemment plus avantageux que celui appliqué par le secteur bancaire. Le même jour, le destinataire peut se présenter chez le cambiste et recevoir l'argent qui lui est destiné⁸⁴⁷. Ce système informel de transfert est basé sur la confiance, il n'y a aucune garantie

⁸⁴⁶ Enquête de terrain, Zarzis, été 2008.

⁸⁴⁷ Enquêtes de terrain, Zarzis, été 2008.

ni reconnaissance de dettes présentées au migrant ayant recours au service de ces opérateurs, ni d'ailleurs entre les opérateurs eux-mêmes. Il traduit une professionnalisation de ses réseaux qui a accompagné la recherche de nombreux entrepreneurs de modalités de détournement et de rapatriement en Tunisie d'une partie de recettes réalisées en espèces dans des commerces tels que les restaurants, les cafés, les boutiques de photocopies ou les bars⁸⁴⁸. Ces réseaux qui assurent en partie le blanchiment des fraudes fiscales renvoient au système de paiement informel *Hawala* mis en place initialement dans le sous-continent indien par des commerçants et qui s'est étendu, par la suite, partout dans le monde⁸⁴⁹. La compensation entre les opérateurs est garantie non seulement par la confiance qui règne entre les agents censés tenir une comptabilité informelle pour évaluer le montant des engagements des uns envers les autres, mais aussi parce que depuis plusieurs années beaucoup d'argent circulent dans le sens inverse, c'est-à-dire de Tunisie vers la France. Les opérateurs économiques voulant se défaire des restrictions étatiques sur le change, les commerçants opérant dans l'informel ou les migrants entretenant des affaires à la fois en Tunisie et en France font circuler beaucoup d'argent entre les deux pays⁸⁵⁰. Ce réseau s'étend jusqu'en Turquie ou Dubaï compte tenu de son rôle dans le financement des opérations d'importation qui alimentent l'économie d'*el khat* et le marché informel de biens. L'importance de ces réseaux informels est telle que l'on estime le volume des remises de migrants tunisiens résidants en France qui sont transférés par voie informelle entre 50 à 60% du montant total des remises comptabilisées par la BCT⁸⁵¹. Ces remises ne finissent pas moins par être captées par les institutions et les circuits économiques par le truchement des agences bancaires implantées à Ben Guerdane qui, comme je l'ai montré dans l'économie d'*el khat*, incarne un rouage fondamental dans le système financier tunisien permettant l'enchâssement de l'argent généré par les circuits de l'économie illicite dans des activités officiellement reconnues. Ces dynamiques ne sont pas propres à la Tunisie : au Maroc, la ville rifaine de Nador à la frontière hispano-marocaine représente la

⁸⁴⁸ Enquête de terrain, Paris, novembre 2009.

⁸⁴⁹ Sur les formes illicites de transfert des fonds au sein de la diaspora, voir Roland Marchal, « Illégalisme monétaire et guerre civile. Le cas de la Somalie », in Jean Louis Briquet et Gilles Favarel-Garrigues, *Les milieux criminels et le pouvoir politique...op.cit*, pp.283-316.

⁸⁵⁰ Enquête de terrain, Zarzis, été 2008.

⁸⁵¹ Hassen Boubakri, *Migrations et développement...op.cit* ; Ridha Kéfi, « Emigration : qui gagne, qui perd ? », *Le Temps*. 14. 05. 2007.

deuxième place financière du pays, après Casablanca, à la faveur du blanchiment des revenus des trafics de drogues et de la captation des remises des migrants⁸⁵².

Qu'ils passent par des canaux formels ou informels, les transferts des émigrés participent à la couverture des déficits dans une économie tunisienne aux équilibres fragiles et à la diffusion de modes de consommation modernes à travers les remises en nature qui représentent 20% du volume total des transferts⁸⁵³. En effet, la dépréciation du dinar tunisien durant les années 2000 est venue répondre à la volonté du gouvernement d'attirer davantage de devises pour faire face aux difficultés économiques et financières suscitées par la fin des accords multifibres et l'accélération de la privatisation qui s'accompagne de transferts des bénéfices et des dividendes à l'étranger nécessitant de la part de la BCT de reconstruire ses réserves en devises. Par ailleurs, l'amélioration de la compétitivité du pays et la préservation de ses parts de marché dans le commerce international passe par l'investissement dans le secteur industriel qui nécessite la rénovation et la modernisation des équipements et du matériel. En ce sens, les remises des émigrés participent à préserver *el khobza* et le bien-être social des Tunisiens restés au pays.

3) L'Etat tunisien et la canalisation des remises

L'importance économique des remises des migrants a incité les organismes gouvernementaux tout comme les agences bilatérales et multilatérales de développement à envisager des modalités de canaliser les transferts financiers vers des investissements productifs et créateurs d'emplois susceptibles de développer les régions émettrices de flux migratoires et d'endiguer les départs⁸⁵⁴. Ces préoccupations ont croisé le désir des autorités tunisiennes d'améliorer la productivité de ces remises qui demeurent, pour beaucoup d'observateurs, une « manne pas assez exploitée »⁸⁵⁵. De leur côté, les autorités tunisiennes

⁸⁵² David McMurray, *In and out of Morocco: Smuggling and migration in a frontier boomtown*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 2000.

⁸⁵³ Hassen Boubakri, *Migrations et développement... op.cit.*

⁸⁵⁴ Hassen Boubakri, *Migrations et développement...op.cit* ; Thomas Lacroix, *Les réseaux marocains du développement. Géographie du transnational et politiques du territorial*, Paris, Presses de Sciences-Po, 2005 ; Christophe Daum, *Les associations de Maliens en France. Migration, développement et citoyenneté*, Paris, Karthala, 1998.

⁸⁵⁵ Presse tunisienne, « Les transferts des Tunisiens à l'étranger : une manne pas assez exploitée », consulté en ligne sur www.webmanagercenter.com, 3 septembre 2008.

ont cherché non seulement à capter mais également à canaliser les remises des migrants vers des projets et des investissements créateurs d'emplois. A cet égard, l'Office des Tunisiens à l'étranger (OTE) organisme gouvernemental chargé d'encadrer les migrants tunisiens a été missionné de préparer des données statistiques susceptibles de permettre au gouvernement d'apprécier l'impact des remises sur l'investissement productif.

Cette étude a révélé que sur 20 ans (1987-2007), l'apport des remises des migrants dans l'investissement, environ 385 millions de dinars, s'est traduit par la mise en place de 10303 projets correspondant à 43.912 emplois créés⁸⁵⁶. De sorte que la part des investissements dans les transferts des migrants ne représente que 1,8% du total des remises et cette tendance est à la baisse notamment durant la dernière décennie. Ces données font ressortir également que les investissements se concentrent essentiellement dans le secteur des services avec 64% du total des projets mis en place et 19.802 emplois. Le secteur industriel avec 2.703 projets et 22.228 emplois créés représente 26% de l'affectation des remises des migrants dans l'investissement. Quant au secteur agricole, il a accaparé 10% du total des remises investies avec seulement 1.822 emplois créés. La prépondérance des investissements dans les services s'explique essentiellement par la facilité de mise en œuvre et de gestion de ces projets (pizzerias, restaurants, cafés, salles de fêtes, magasins et boutiques de vêtements...). Ces projets sont souvent gérés dans un cadre familial, participe à créer des emplois pour les membres de la famille restés en Tunisie de sorte que très souvent la logique de solidarité et d'entraide prime sur la logique purement économique. Les données de l'OTE font ressortir une césure : entre 1987-1995, les investissements ont atteint 3,7% du total des remises dans la seconde moitié de cette période. A partir de 1996, cette tendance s'est infléchie et la part des remises investies est descendue à 1% sur la période 2003-2007. Ce déclin a eu lieu en dépit des mesures prises par le gouvernement en 1995 pour stimuler les remises des migrants par le biais des exemptions de taxes sur l'importation des véhicules ainsi que sur les marchandises (1000DT pour le retour temporaire et 15 000 DT pour le retour définitif). Jean Pierre Cassarino avait relevé que ces mesures sont intervenues à la suite de pressions européennes en faveur de l'adoption de mesures d'incitation au retour. Chose à laquelle les autorités tunisiennes se sont

⁸⁵⁶ Presse tunisienne, « Tunisie : Plus de 21 milliards DT en 20 ans des Transferts des résidents à l'étranger et 385 MDT en projets », consulté en ligne sur www.webmanagercenter.com, 8 octobre 2008, Statistiques de l'Office des Tunisiens à l'étranger (OTE).

pliées en légiférant de manière à soigner leur réputation et leurs relations avec leurs partenaires du Nord de la Méditerranée tout en se gardant de proposer des incitations avantageuses pour le retour définitif⁸⁵⁷.

Dans leur tentative d'expliquer la faible orientation des remises vers les investissements, certains analystes économiques ont fustigé « le manque de culture de l'investissement auprès des épargnants, la non conciliation entre les engagements à l'étranger et la gestion du projet en Tunisie [ainsi que] l'orientation vers des projets faciles et à rentabilité économique plus que modérée »⁸⁵⁸. En réalité, cette analyse élitiste imprégnée d'une vision purement économiciste occulte la rationalité des migrants tunisiens. Certains investissements trahissent une dimension symbolique pour les migrants : tel est le cas en partie de la construction de maisons, de leur équipement et de l'investissement dans l'immobilier en général. Cependant, même ces choix relèvent d'une rationalité économique à long terme. La maison est certes synonyme de richesse et de promotion sociale, mais elle est aussi un placement sûr et garanti jusqu'à la fin du cycle migratoire et un éventuel retour définitif au pays. Les migrants renoncent souvent à acheter une maison en France bien qu'ils sachent que les chances que leurs enfants rentrent en Tunisie sont minimales; ils préfèrent toutefois investir dans une maison « au pays » car cela signifie pour eux la viabilité du projet de retour. L'achat de terres agricoles ressortit de la même logique pour les migrants issus du monde rural : ces terres incarnent une réussite sociale, un moyen de subsistance économique une fois de retour au pays et une conjuration, pour leurs enfants, du déracinement qu'ils ont eux-mêmes vécu. C'est ce qui ressort des paroles d'une dame originaire de Zarzis, ville du sud-est tunisien connue pour l'émigration massive de ses habitants en France :

« Zarzis est une ville bâtie par des femmes, il n'y avait rien auparavant, toutes les villas que vous voyez ont été construites par les femmes. Les hommes ont vécu en France en mangeant des pâtes au beurre, ils se privaient et envoyaient de l'argent à leurs femmes restées au pays, pour bâtir une maison et construire un avenir à leurs enfants. Les femmes ont acheté des oliviers, construit les maisons, ont supervisé les

⁸⁵⁷ Sur les politiques du retour, voir les travaux de Jean Pierre Cassarino, *Tunisian New Entrepreneurs...* op.cit ; pour une approche théorique Jean-Pierre Cassarino, « Theorising Return Migration: The Conceptual Approach to Return Migrants Revisited », *International Journal on Multicultural Societies*, vol.6, n°2, 2004, pp.253-279.

⁸⁵⁸ Presse tunisienne, « Tunisie : Plus de 21 milliards DT en 20 ans des Transferts des résidents à l'étranger et 385 MDT en projets », art.cit.

travaux. C'est une vraie compétition à laquelle s'adonnent les femmes ici, laquelle acquiert plus de terres, de maisons et de bijoux »⁸⁵⁹.

On le voit, l'usage des transferts monétaires des migrants ne répond pas à une logique macro-économique privilégiée par l'Etat. Ce n'est pas la culture d'investissement qui fait défaut aux migrants, mais celle-ci est autre, profondément ancrée dans des canons sociaux de réussite et de prestige. Quant à l'orientation vers des projets économiques dont la rentabilité est modérée, ceci s'explique par le faible accès au crédit bancaire local. Il n'empêche que les transferts des migrants contribuent incontestablement à la dynamisation de plusieurs secteurs clés de l'économie tunisienne tels que le secteur du bâtiment et de la construction immobilière. En réalité, le choix des migrants d'investir dans l'immobilier ou dans des projets à faible risque et à rentabilité modérée n'est pas irrationnel. Les investissements productifs à forte rentabilité nécessitent une maîtrise des rouages d'un ordre économique qui est relativement opaque. Outre les restrictions de crédits, il est donc difficile pour les migrants de s'insérer dans le monde économique sans participer aux logiques clientélistes qui le régissent. Il est difficile de prendre des risques entrepreneuriaux considérables sans maîtriser le jeu des relations politiques nécessaires aux projets à capitalisation importante.

Conscients que l'argent des émigrés tunisiens constitue une manne importante, plusieurs banques ont entrepris de drainer l'épargne des migrants notamment ceux installés en France et de canaliser leurs transferts. Après à leur privatisation et leur rachat par des banques françaises, certains établissements financiers tunisiens ont ainsi proposé de créer des formules de transferts peu coûteuses pour concurrencer les opérateurs de transferts instantanés d'argent. C'est le cas par exemple de l'association entre la Banque tuniso-koweitienne (BTK) et des Caisses d'épargne, de l'Union internationale des Banques (UIB) et de la Société générale. L'Union européenne ainsi que la BEI à travers son projet de facilité euro-méditerranéenne (FEMIP) insiste sur l'importance de ces transferts et l'importance pour le secteur bancaire local de les drainer. Ces fonds sont importants et incarnent un lien essentiel entre les migrants et leur pays d'origine. Un lien que les banques ont matérialisé par la mise en place d'un compte convertible en dinar. L'arrivée sur le marché tunisien de la banque marocaine *Attijariwafabank* qui a développé une stratégie d'implantation en Europe à cette fin, a attisé la

⁸⁵⁹ Entretien, Zarzis, été 2008.

compétition entre les banques tunisiennes. À l'instar de la plupart des banques marocaines, *Attijariwafabank* possède une grande expérience dans la gestion de l'épargne de la communauté marocaine à l'étranger ce qui fait d'elle un concurrent sérieux que les banques tunisiennes tentent de devancer. Du reste, la « manne » que représentent les transferts monétaires des migrants a contribué à transformer l'espace régional en participant à étendre la couverture du territoire par les agences bancaires qui se sont installées dans le sud du pays, y compris à Ben Guerdane haut lieu de la finance parallèle⁸⁶⁰.

4) Un contrôle diffus. La police politique à l'œuvre.

Indépendamment des mécanismes d'affectation et de productivité des remises des Tunisiens à l'étranger, le régime de Ben Ali a surtout cherché à pérenniser et à sécuriser ces flux financiers indispensables à son équilibre financier et à la survie de pans entiers de la population. Contrairement aux organismes étatiques créés dans les années 1960 et 1970 dont la priorité était le placement de la main d'œuvre tunisienne à l'étranger, l'Office des Tunisiens à l'étranger créé en 1988 a eu pour rôle l'encadrement de la communauté tunisienne à l'étranger. Cet office a été chargé de mettre en œuvre des politiques de consolidation des liens culturels et identitaires des émigrés tunisiens notamment la seconde génération avec la « mère patrie ». Il s'agissait de promouvoir l'identité et l'attachement des générations nées à l'étranger au pays de leur ancêtre. Laurie Brand a relevé que cette orientation a été mise en place dans le cadre du huitième plan de développement (1992-1996) qui a été le premier à mentionner officiellement le rôle des Tunisiens à l'étranger dans le développement et qui a en ce sens incarné une rupture⁸⁶¹.

Dans les faits, cet encadrement est passé par l'ouverture de centres socioculturels appelés « Maison du tunisien » et à la mise en place d'un réseau d'attachés sociaux affiliés au parti unique, le RCD, et affectés auprès des Consulats de la Tunisie. Ces centres avaient pour mission officielle de consolider l'attachement culturel et identitaire de la communauté tunisienne en prodiguant un apprentissage de l'arabe aux enfants de la deuxième et troisième génération et en mettant à la disposition des familles des espaces de sociabilité et de rencontre afin de resserrer les liens entre les « enfants de la Tunisie » et leur pays d'origine. Ces centres

⁸⁶⁰ Entretiens, Ben Guerdane, été 2008.

⁸⁶¹ Laurie A. Brand, « Émigré, MUGHTARIB, 'AMIL F-IL-KHARIJ... », art.cit.
Hamza Meddeb – « Courir ou mourir dans la Tunisie de Ben Ali » - Thèse IEP de Paris – 2012

socioculturels ainsi qu'un réseau d'associations sportives et culturelles ont fait partie des « structures d'encadrement des émigrés » qui ont progressivement été mis en place au cours des années 1990 dans de nombreuses villes françaises et européennes⁸⁶². Dirigées par des militants du Rassemblement Constitutionnel Démocratique (RCD) et en lien étroit avec les services consulaires, ces associations ont été une modalité centrale de noyautage et de surveillance de la diaspora⁸⁶³. Elles ont été des relais de recrutement d'informateurs et de couverture des activités de la police politique très active en France dont les principales missions consistaient à surveiller les opposants exilés dans l'hexagone, à assurer le noyautage des partis et des groupuscules d'opposants, à défendre le régime dans les médias des pays d'accueil et surtout à entretenir une peur généralisée et diffuse au sein de la diaspora. Le financement de ce réseau dense d'associations tunisiennes a en partie été réalisé indirectement et en méconnaissance de cause par les mairies françaises qui faisaient bénéficier ces associations comme toutes les associations d'étrangers de tarifs préférentiels voire d'exonérations pour la location des salles de fêtes ou les gymnases où elles pouvaient organiser les concerts et les manifestations à l'occasion des fêtes nationales et religieuses tunisiennes. Ce noyautage de la communauté par la création de toute pièce d'associations est venu compléter la domestication de la « société civile » à l'intérieur de la Tunisie par le noyautage des associations dites indépendantes à l'instar de la Ligue tunisienne des droits de l'homme et la création de ce que les Tunisiens avaient appelé ironiquement des « OVG » (associations vraiment gouvernementales) inféodées au régime et dirigées par des responsables qui lui sont fidèles⁸⁶⁴.

L'Etat tunisien a été présent en France avec sa police politique, ses indicateurs et ses informateurs dissuadant les Tunisiens résidant à l'étranger de se rapprocher des cercles de l'opposition installée en France. L'arrivée de milliers d'exilés tunisiens en France après la répression du la mouvance islamiste au début des années 1990 a fait du contrôle de la communauté un enjeu important pour le régime. Dans leur dénonciation des exactions contre

⁸⁶² Abderazak Belhaj Zekri, *La dimension sociopolitique actuelle de la migration en Tunisie*, Série : « CARIM AS », n°48, Robert Schuman Centre for Advanced Studies, San Domenico di Fiesole (FI), Institut Universitaire européen, 2011.

⁸⁶³ Entretien avec un employé de l'OTE, Zarzis, novembre 2011.

⁸⁶⁴ Sur le contrôle des associations, Jean Pierre Cassarino, *Tunisian New Entrepreneurs... op.cit* ; Béatrice Hibou, « Tunisie, le coût d'un miracle », *Critique internationale*, vol4, n°4, 1999, pp 48-56.

les droits de l'homme, certains cercles ont entrepris un travail d'information et de mobilisation en faveur de la cause des prisonniers politiques au sein de la communauté tunisienne en France mais ils ont vite déchanté⁸⁶⁵.

« Nous allions sur les marchés des endroits où il y a une forte présence de Tunisiens. On distribuait des tracts, on faisait signer des pétitions dénonçant et condamnant la brutalité du régime, mais il n'y avait pas d'engouement au sein de la communauté tunisienne. Les Tunisiens nous évitaient carrément. Lorsqu'on organisait des réunions, il y avait toujours le même cercle d'opposants, les mêmes figures et on ne réussissait pas à attirer de nouveaux visages. La communauté à l'étranger était absente, en revanche la police politique était toujours présente, surveillant les réunions, prenant des photos. C'est clair que ça a dissuadé les gens de se rallier ou du moins de venir écouter. On a senti progressivement que travailler sur la communauté était une cause perdue, on s'est donc retourné vers les milieux où on était le plus à l'aise, l'université, les ONG de droits de l'homme et le monde politique »⁸⁶⁶.

La présence policière du régime de Ben Ali a énormément pesé dans l'attitude des Tunisiens à l'étranger qui se savaient surveillés. Ils étaient en France pour manger *el khobza*, subvenir aux besoins de leurs familles et améliorer leurs conditions matérielles d'existence ce qui étaient incompatibles avec la participation aux activités des opposants exilés qui faisait systématiquement planer une menace pour eux lors du retour annuel mais également sur leurs familles restées au pays. Par sa présence en France, l'Etat tunisien faisait planer une menace d'autant plus redoutable qu'elle était visible et connue de la diaspora ; ce faisant il l'a fragilisé et l'a discipliné l'incitant à travailler, envoyer de l'argent et à se tenir à l'écart de toute forme de contact avec les milieux dissidents. Les émigrés regardaient les cercles de l'opposition en exil avec d'autant plus de suspicion que ce milieu caractérisé par les retournements était manipulé par le régime de Tunis qui discréditait certains opposants et réprimait sévèrement d'autres⁸⁶⁷. Analysant la politique en émigration, Stéphane Dufoix définit l'exopolitie comme étant « un espace social politisé, dans lequel la neutralité est une position difficilement

⁸⁶⁵ Hamza Meddeb, *Défendre une cause indéfendable. Les « avocats » des prisonniers politiques tunisiens à l'épreuve de l'internationalisation de leur cause*, Mémoire de Master Recherche en sociologie politique comparée, Université Paris X-Nanterre, 2006.

⁸⁶⁶ Entretien avec un exilé tunisien, Paris, juin 2006.

⁸⁶⁷ C'est le cas des agressions ou des tentatives d'assassinat des opposants Ahmed Manaï et Mondher Sfar notamment. Voir Ahmed Manaï, *Le supplice tunisien. Le jardin secret du général Ben Ali*, Paris, La Découverte, 1995.

tenable, à tel point que les émigrés se trouvent moralement contraints de choisir entre l'adhésion à l'exopolitie et l'adhésion au régime. Ce choix est un choix total, engageant tout individu dans toutes ses activités, qu'elles soient politiques ou non ⁸⁶⁸». Dans cet espace politique binaire, la distanciation des émigrés tunisiens est difficilement acceptable par les opposants ce qui a pour conséquence de creuser encore davantage l'aversion et le désenchantement à l'égard des Tunisiens en France perçue en tant que *khobzistes*, spectateurs de l'affrontement entre le pouvoir et l'opposition et désireux simplement de vivre tranquillement et de passer leur vacances paisiblement en famille au pays. La présence policière autant que sociale de l'Etat tunisien au-delà de ses frontières a donc été indispensable à la pérennisation des remises des émigrés de la première génération certes mais surtout des générations suivantes qui sont perçues comme une source de remises certaines pourvu que les liens affectifs et économiques avec le pays soient maintenus et préservés.

L'exacerbation du mécontentement social qui s'est cristallisé dans les mouvements protestataires du bassin minier de Gafsa, de Ben Guerdane et dans une multitude de mobilisations microscopiques pour *el khobza* des ouvriers, de diplômés chômeurs et des segments les plus fragiles de la population a marqué l'incapacité du régime à apporter des réponses autrement que répressives à cette demande sociale d'inclusion. Ces mouvements protestataires ont révélé l'ampleur des blocages du modèle de développement dépendant des remises des émigrés et plus généralement des ressources extérieures dans la préservation des équilibres financiers et dans le financement des populations pauvres ⁸⁶⁹. Les appels de certains cercles oppositionnels au boycott du tourisme et à la suspension des négociations entamées par le régime avec ses partenaires européens en vue de l'obtention du « statut avancé » ont été menaçants pour un régime qui peinait déjà à entretenir sa crédibilité aux yeux de ses partenaires du Nord. Les mouvements protestataires ont révélé les limites voire le caractère factice du « miracle tunisien ». Les témoignages de jeunes originaires du bassin minier qui avaient participé au mouvement social avant d'émigrer clandestinement en France *via* les filières libyennes ont fini par discréditer un régime qui a construit sa légitimité sur la « réussite » économique et la « stabilité » sociale ⁸⁷⁰. C'est dans ce contexte qu'est intervenu

⁸⁶⁸ Stéphane Dufoix, *Politiques d'exil*, Paris, Presses Universitaires de France, 2002, p.30.

⁸⁶⁹ Hamza Meddeb, « La Tunisie, pays émergent ? », art.cit.

⁸⁷⁰ Anne Roy, « Gafsa-Nantes, la périlleuse fuite de trois Tunisiens », *L'Humanité*, 6 juin 2009.

en mai 2010, quelques mois avant la chute du régime, l'amendement de l'article 61 bis du code pénal relatif à la loi dite de « sécurité économique ». Se sentant en danger et désireux de sécuriser les financements extérieurs, le régime a en effet adopté une loi particulièrement sévère qui prévoit l'emprisonnement de cinq à douze ans de tout Tunisien qui établit des « relations directes ou indirectes, explicitement ou implicitement, avec des institutions ou des organisations étrangères dans le but de nuire aux intérêts économiques de la Tunisie »⁸⁷¹. Cette loi qui porte parfaitement son nom incarne un dispositif de sécurisation des ressources financières extérieures indispensables à la survie du régime.

A travers cette partie, j'ai tenté de démêler les ambivalences de la politique migratoire en Tunisie au cours des deux dernières décennies. Il a fallu d'abord remonter dans le temps pour examiner l'histoire de cette politique publique et la manière dont elle a été initialement pensée par les pouvoirs publics. Cet éclairage historique m'a en effet permis de saisir, d'une part, l'étroite dépendance entre politique publique de l'emploi et mouvement migratoire et, d'autre part, la place centrale que l'émigration a finalement joué par le truchement des remises des Tunisiens à l'étranger, en tant que levier de financement de l'économie et de gestion du blocage d'un modèle de développement dont les capacités de création d'emplois se sont dès les années 1970 avérées trop limitées. Cet aperçu historique permet de comprendre les ressorts de la politique migratoire en Tunisie, indissociable de l'évolution du traitement des flux migratoires en Europe, et en France en particulier, avant et après la césure de 1974 qui a marqué la suspension officielle des flux migratoires de main d'œuvre. Il éclaire surtout la manière dont l'émigration a été clairement pensée avant 1974 comme une solution aux problèmes économiques et sociaux du pays et l'instrumentalisation insidieuse dont elle a fait l'objet après 1974 dans le même but. Au cours des deux dernières décennies, les blocages du modèle de développement tunisien se sont accrus notamment à cause de la pression démographique et de l'inadéquation entre structures économiques et système d'éducation et de formation – et ce faisant l'apparition des diplômés chômeurs. Ces blocages ont posé avec plus d'acuité encore le problème de financement de l'économie et de la société du bien-être apparue avec le développement des nouveaux modes de consommation et entretenue par

⁸⁷¹ Voir le rapport du Comité pour le Respect des libertés et des droits de l'Homme en Tunisie, *61 bis, impasse de la démocratie*, Les cahiers du CRLDHT, juin 2010.

l'Etat comme un moyen de sa légitimation. Paradoxalement, le discours sur l'émigration en tant que levier de développement a cédé la place dans les années 1990 à un discours répressif sur la lutte contre l'émigration clandestine participant ainsi à construire la fiction de la Tunisie « gendarme des frontières sud de l'Europe ».

Parler de fiction n'est certainement pas surfait car l'analyse des conditions de production et de mise en application de la loi de février 2004 (loi de lutte contre l'émigration clandestine) a montré qu'il existait un décalage énorme entre un texte en tout point répressif et une incontestable mansuétude dans son application. En réalité, cette loi se voulait la marque d'un alignement des autorités tunisiennes sur les objectifs de leurs partenaires européens et la preuve de leur engagement résolu dans la lutte contre l'émigration clandestine. Les flux migratoires illégaux ne se sont pas pour autant taris parce que l'Etat tunisien ne s'est pas donné les moyens de mettre un terme à ces flux. Et cela, parce que tel n'était pas son but. Il a au contraire appliqué la loi dans un sens de répression différentielle des foyers migratoires, il n'a pas donné des moyens matériels et humains aux forces de l'ordre. C'est en cela que la promulgation de la loi de février 2004 s'inscrit dans une gestion fine de l'extraversion face à des pays européens qui jugent l'engagement de leur partenaire à l'aune de ses textes de loi et de ses professions de foi plutôt que sur les réalisations effectives.

Dès lors, que peut-on saisir des ambivalences de la politique migratoires en Tunisie ? Certainement qu'il n'y avait pas d'alignement de la Tunisie sur l'objectif d'endiguement des flux migratoires que les pays européens se sont fixés. Les lois adoptées et les accords de coopération signés reflètent moins un engagement résolu à lutter contre les flux migratoires que leur instrumentalisation en tant que moyen de négociation et de gestion de l'extraversion. Ces ambivalences sont au cœur de l'exercice du pouvoir en Tunisie qui fait jouer les dynamiques *khobzistes*. En aménageant des espaces de tolérance dans un contexte global de répression, l'Etat tunisien a laissé les migrants courir derrière *el khobza* tout en faisant planer sur eux l'instrument redoutable de la répression. C'est en cela que ces ambivalences sont au cœur de la gouvernamentalité d'*el khobza*.

Conclusion générale

Le 14 janvier 2011, le régime de Ben Ali est tombé au terme d'un imposant mouvement de protestation qui s'était enclenché le 17 décembre 2010. Ce mouvement qui avait secoué le pays était parti des régions de l'intérieur du pays, plus exactement de Sidi Bouzid à la suite de la tentative de suicide par immolation d'un jeune vendeur ambulant, Mohamed Bouazizi en protestation contre la confiscation de sa marchandise et de sa charrette par les agents de l'Etat. Cet affront avait déclenché une révolte qui a été violemment réprimée par les forces de sécurité. Devenu symbole de la révolte de ces populations qui vivent d'expédients et de débrouille, la révolte de Sidi Bouzid s'est étendue à l'ensemble du territoire avant de finir aux portes du ministère de l'Intérieur, symbole de l'injustice et de l'humiliation subies par des milliers de Tunisiens dans leurs courses quotidiennes à *el khobza*. Compte tenu de l'absence d'une version jugée plausible sur les circonstances de ce départ précipité, les Tunisiens se sont gaussés de l'ancien Président Ben Ali en le décrivant comme l'ultime victime de son propre système. Cette version populaire veut que Ben Ali ait été convaincu par ses proches de partir avec sa famille pour la mettre à l'abri en Arabie Saoudite avant de regagner le pays aussitôt. Ayant accepté de monter dans l'avion mais entretenant des suspicions à l'égard de ses conseillers, le président se serait rapproché du pilote en plein vol pour lui demander :

- « Dites mon fils, est-ce bien vrai que vous allez me ramener en Tunisie ? »,
- Le pilote lui répond : « Oui monsieur le Président, j'ai des *taalimat* dans ce sens »
- « Des *taalimat* ! Ce sont justement les *taalimat* qui me font peur ».

Peu importe désormais que Ben Ali ait choisi de partir ou ait été évincé par un système qui voyait en lui un fardeau. Les préoccupations d'une grande partie des Tunisiens sont tournées vers l'avenir. Et cet avenir est incertain comme le suggère les fermetures d'usines, la hausse du chômage, la récession dans laquelle la Tunisie s'est enlisée et l'accélération de la cadence et de l'importance des départs clandestins. Dès la nuit du 14 janvier, une vague d'émigration clandestine s'est enclenchée à la faveur de la débâcle des services de sécurité.

Une vague qui s'est poursuivie durant des mois, débouchant sur le départ de plus de 25 000 personnes⁸⁷².

Le 23 octobre 2011, des millions de Tunisiens se sont rendus aux urnes pour élire leurs représentants à l'Assemblée nationale constituante chargée de rédiger une nouvelle constitution du pays au terme de plusieurs mois de tractations entre les forces politiques⁸⁷³. Ces tractations ont été notamment marquées par la prégnance, dans les médias et l'espace public, de dissensions autour de la place de l'islam dans le nouveau système politique à construire. Lors de ce moment de négociations entre forces politiques, les revendications « *khobza*, liberté, dignité » portées par le mouvement social sont passées au second plan suggérant un décalage croissant entre le monde politique et la majeure partie de la population. Les anecdotes suivantes l'illustrent bien : la scène se passe le jour du scrutin dans un bureau de vote dans une petite ville du Cap-Bon : une dame s'avance vers le directeur du bureau de vote, présente sa carte d'identité et prend le bulletin que ce dernier lui a remis. Vraisemblablement illettrée, la dame se penche et demande au directeur du bureau : « Mon fils, est ce que vous pouvez m'indiquer la case de la Caisse Nationale de la Sécurité Sociale (CNSS), je veux lui donner ma voix ». Etonné, le responsable lui répond qu'elle ne peut pas voter pour la CNSS car ce n'est pas un parti politique. La dame insiste et lui répond : « Non j'y tiens car j'ai peur qu'ils me coupent ma pension ». Dans un autre bureau de vote, un homme s'attarde dans l'isoloir. Le responsable du bureau vient s'enquérir et l'électeur lui répond : « Je suis à la 38^{ème} liste, je veux les cocher toutes ». Un rire s'empare de l'assistance avant que les commentaires ne fusent : « Lui, c'est un filou, il a coché toutes les cases pour être sûr d'être du côté du vainqueur quoiqu'il arrive »⁸⁷⁴.

Il serait aisé de multiplier les histoires drôles et les anecdotes vécues et racontées par les Tunisiens en ce jour des premières élections pluralistes libres de l'histoire de la Tunisie

⁸⁷² Abderazak Belhaj Zekri, *La dimension sociopolitique actuelle de la migration en Tunisie*, op.cit ; Mathilde Lanathoua, « Politiques migratoires : un hiver européen contre un printemps arabe », *Terra Nova- Note, Fondation Terra Nova*, 2011, consultable en ligne sur www.tnova.fr.

⁸⁷³ Béatrice Hibou, « Le moment révolutionnaire tunisien en question : vers l'oubli du mouvement social ? », *Kiosque du CERI*, mai 2011, accessible sur www.ceri-sciences-po.org/archive/2011/mai/dossier/art_bh.pdf.

⁸⁷⁴ Ces deux anecdotes qui ont eu lieu dans la région du Cap-Bon m'ont été racontées lors de mon enquête de terrain, Cap-Bon, novembre 2011.

indépendante. La disparition du Rassemblement Constitutionnel Démocratique (RCD) qui était au cœur des dispositifs de gouvernement et des mécanismes d'inclusion a désactivé les logiques clientélares qui étaient jusque-là à la base de la mobilisation et de la participation d'une grande partie des Tunisiens à des élections sans enjeux réels⁸⁷⁵. La peur des sanctions, de la suspicion diffuse d'être pris pour un dissident ou encore le désir de normalité, de sécurité et de promotion sociale font de la participation à des élections aux résultats connus d'avance un rituel et une formalité à travers laquelle les individus affichent leur maîtrise de la manière dont fonctionne le système⁸⁷⁶. Qu'il s'agisse du rituel électoral ou des autres occasions de mises en scènes de l'adhésion populaire : les meetings du président, les célébrations des fêtes du 7 novembre ou encore les posters du président Ben Ali affichés dans les boutiques et les commerces, chaque individu disposait de la faculté de donner sa propre signification à sa participation et à sa présence : garantir la pension de retraite, de vieillesse, obtenir une licence professionnelle, avancer le dossier de demande d'autorisation d'ouvrir un commerce, tenter de trouver un emploi dans la fonction public, ou encore plus généralement éviter les ennuis, le regard inquisiteur du pouvoir et sécuriser *el khobza*. Les situations cocasses dont les Tunisiens se sont gaussés à l'occasion des élections ont mis en lumière la situation d'imprévisibilité et d'incertitude qui a suivi la chute de la dictature de Ben Ali et l'improvisation à laquelle elle a donné lieu de la part d'une partie de la population qui peine à saisir les nouvelles règles du jeu politique aussi démocratiques soient-elles⁸⁷⁷. Pour autant, il ne s'agit pas de réduire la volonté de changement et l'espoir que le soulèvement populaire a suscité chez une grande partie de la population. La réponse d'un trafiquant d'alcool sur le marché noir à qui on demandait pour qui il comptait donner sa voix a été sans appel : « à Ennahda, parce que j'étais avec eux en prison, je les connais, ce sont des gens propres (*ndhaf*) »⁸⁷⁸. Indépendamment de ce lien établi entre le parti islamiste et la revendication de

⁸⁷⁵ Vincent Geisser, « Tunisie : des élections pour quoi faire ? Enjeux et 'sens' du fait électoral de Bourguiba à Ben Ali », *Monde arabe Maghreb-Machrek*, n°168, avril-juin 2000, pp14-28 ; Olfa Lamloum et Bernard Ravenel, « Tunisie : la fiction pluraliste », *Confluences Méditerranée*, n°32, hiver 1999-2000, p. 173-182.

⁸⁷⁶ Sur la primauté du respect des rituels et des formes dans les dictatures, Vaclav Havel, *Essais Politiques*, *op.cit.*

⁸⁷⁷ Pour une problématisation de cette dimension dans divers contextes autoritaires et totalitaires, Béatrice Hibou, *Anatomie politique de la domination...op.cit.*

⁸⁷⁸ Une anecdote qui m'a été rapportée, enquête de terrain, Cap-Bon, novembre 2011.

propreté dont les contours demeurent ambigus puisqu'elle renvoie à une demande de justice, de probité et de dignité auquel l'islam demeure le principal référent dans l'imaginaire populaire mais également au désir d'une vie normale, lisse, apaisée, sans compromissions, sans lâcheté et basses manœuvres. Une fois l'enthousiasme post-insurrectionnel dépassé, ce souhait de « propreté » mérite d'être relativisé car la course à *el khobza* a repris son cours, parfois de manière débridée et massive.

La chute de Ben Ali et l'éclatement de l'insurrection en Libye ont plongé les régions frontalières dans le chaos puisque, sans fermer la frontière, on a mis fin aux arrangements qui en régulaient l'économie. Le rôle joué par les « gros bonnets » d'*el khat* dans l'approvisionnement du régime de Kadhafi les a fragilisés vis-à-vis des rebelles une fois le dictateur libyen déchu. Ils se sont dès lors abstenus de se rendre de l'autre côté de la frontière, laissant le champ libre à des concurrents et à des « petits » entrepreneurs prêts à saisir cette opportunité pour grandir. C'est d'ailleurs ce qui explique le fait que le souk de Ben Guerdane continue à être approvisionné, que le carburant libyen irrigue toujours les régions méridionales du pays que des prébendes sont toujours collectées, et des richesses accumulées malgré les accrochages armés et les batailles qui se déroulent du côté libyen entre groupes armés pour contrôler le commerce transfrontalier. Loin de mettre un terme à la course à *el khobza* dans les marges de l'illégalité, la nouvelle donne politique a surtout démocratisé l'accès à *el khobza* en bouleversant les hiérarchies et en permettant aux « petits » de prendre leur revanche⁸⁷⁹.

Avant la révolution, l'économie politique des frontières était fortement contrôlée socialement et politiquement : tout le monde n'était pas autorisé à entrer dans cette activité et seuls les agents insérés dans les réseaux du pouvoir pouvaient sécuriser leurs gains et leurs courses. Avec la révolution, le cercle des participants s'est élargi au-delà de ce « milieu » rattaché à l'ancien parti au pouvoir ou aux institutions répressives en raison de la quasi-disparition de la présence policière et douanière et de l'amplification de la crise et du chômage. Les trafics se sont également élargis à des produits illicites : armes en quantité toujours plus importante du fait du conflit libyen, mais également du côté algérien, du cannabis et de la fausse monnaie acheminés en même temps que l'essence. Les départs

⁸⁷⁹ Enquête de terrain, Ben Guerdane, novembre 2011.

massifs enregistrés au lendemain du 14 janvier 2011 sont à inscrire dans ces dynamiques d'élargissement de la participation à cette économie des frontières qui a vu des chauffeurs de taxis et des serveurs de cafés se transformer en rabatteurs et des mécaniciens en courtiers de bateaux nouvellement retapés et en passeurs. Plus prosaïquement, les occupations de terrains sont devenues ordinaires et les escroqueries commis par des jeunes qui se sont faits passés pour des policiers rackettant la population ou monnayant des exemptions du service militaire se sont multipliés⁸⁸⁰.

Ces quelques tableaux en guise d'illustration de la « Tunisie nouvelle » suggèrent donc que la gouvernamentalité d'*el khobza* est loin d'être devenue obsolète. Plus sérieusement, il me semble important de souligner qu'en dehors d'un intérêt historique – comprendre ce qu'a été la Tunisie durant les dernières années de présidence Ben Ali pour les populations considérées comme « subalternes », en tout cas pour les classes populaires – ce que j'ai essayé de montrer dans mes recherches permet de comprendre la révolution tunisienne mais, plus profondément encore et au-delà des événements conjoncturels, de mieux saisir la profondeur de la société tunisienne dans laquelle tout pouvoir politique s'insère. Une course débridée à *el khobza* a poursuivi son cours dont l'emblème est désormais incarné par un personnage de dessin animé créé au lendemain du 14 janvier sous forme d'un justicier masqué du nom de « *captain khobza* » inspirée du personnage d'un manifestant du 14 janvier 2011.



Illustration 2. Le personnage de « Captain Khobza ».

⁸⁸⁰ Enquête de terrain, Zarzis, novembre 2011.



Photo 4. Illustre photo du manifestant pointant sa khobza sur les policiers.

A - Ambivalence et crise du sujet.

Ce que j'ai essayé de montrer tout au long de ce travail, c'est que la course à *el khobza* est moins une posture tactique qu'une conduite de vie qui consiste à domestiquer le pouvoir qui, à son tour trouve des prises pour s'insérer dans les rouages et les mécanismes les plus banals de la vie quotidienne. Courir derrière *el khobza* est moins une action qu'un « mode d'existence » et un « style de vie »⁸⁸¹ produit par le pouvoir autant qu'il le reproduit dans une lutte quotidienne pour garantir la sécurité de l'existence. Les sujets d'*el khobza*, ou les « militants » d'*el khobza* si l'on reprend l'expression d'Azzedine que je mentionnais en introduction de cette thèse, tissent leur existence dans l'ambivalence. Pour emprunter une forme performative, on peut dire qu'ils sont tout à la fois dans et en dehors du « domaine du *beylik* » en tant que métaphore de l'espace de domination, de l'exploitation et

⁸⁸¹ Ce sont des expressions employées par Gilles Deleuze dans son commentaire de l'œuvre de Michel Foucault, *Pourparlers*, 1972-1990, Paris, éd de Minuit, 1990, p.156 et qui reprennent les idées de styles ou de conduites de Max Weber.

d'accumulation⁸⁸². Ils sont « dedans » parce qu'ils se retrouvent amenés à jouer le pouvoir pour espérer vivre dignement, notamment en tissant leur existence dans l'entrelacs de négociations et d'arrangements incertains qui, seuls, sont susceptibles de leur garantir l'accès à *el khobza*. Mais ils sont simultanément « dehors » dans la mesure où le droit légitime à *el khobza*, autrement dit à l'inclusion, à l'accumulation et à la modernité ne leur est pas reconnu, et où ils doivent agir quotidiennement dans le sens d'une actualisation d'un droit remis en cause tout aussi quotidiennement. Les sujets d'*el khobza* cherchent à s'insérer dans ce « domaine du *beylik* » parce que d'une part, ils sont contraints politiquement et économiquement par l'extension des dispositifs disciplinaires et, d'autre part, parce que ce domaine est le lieu de l'accumulation et qu'il répond à leur désir de bien-être et de promotion sociale. Comprendre la gouvernementalité d'*el khobza* permet de mieux déceler les enjeux d'une intégration par les marges au « domaine du *beylik* », une intégration qui est fondamentalement précaire, aléatoire et ambivalente et qui ressortit aussi bien de l'obéissance que de la révolte⁸⁸³.

Le sujet d'*el khobza* n'est pas simplement un *Homo œconomicus*, dont la conduite est exclusivement tournée vers la subsistance et l'accumulation matérielle conformément à la conception des *Ordoliberalen* qui, comme l'a montré Michel Foucault, plaidaient en faveur d'une modélisation de l'existence selon l'esprit d'entreprise⁸⁸⁴. Réduire le sujet d'*el khobza* ou le *khobziste* comme l'appelle les Tunisiens à un simple *Homo oeconomicus* revient à ôter toute éthique à sa conduite. Une grande partie des élites dirigeantes réduit, en effet, la course à *el khobza* à une dimension égoïste, prosaïque, basement matérialiste et dénuée de toute éthique ou dimension morale. Cela est contraire à ce que nous a appris Karl Polanyi pour qui la recherche d'intérêt matériel ne peut constituer exclusivement le moteur de l'action humaine. Cette perception élitiste qui circule sous forme de poncifs sur une prétendue « personnalité tunisienne » participe à la réification du « Tunisien » quand elle ne le réduit pas

⁸⁸² Cette analyse est inspirée de celle de Jean François Bayart dans son analyse de la construction d'une classe dominante et de la recherche hégémonique en Afrique, *La politique par le bas*, *op.cit*, p.10 et suiv.

⁸⁸³ Hamza Meddeb, « L'ambivalence de la course à *el khobza*. Obéir et se révolter en Tunisie », *Politique Africaine*, n°121, mars 2011, pp.35-52. Sur l'économie morale du mouvement social, Béatrice Hibou, « Economie politique et morale d'un mouvement social », *Politique Africaine*, n°121, mars 2011, pp.5-22.

⁸⁸⁴ Michel Foucault, *Naissance de la biopolitique*, *op.cit*, p.230 et suivantes.

à une bête que les gouvernants se doivent de dompter par la faim. Cette conception n'est d'ailleurs pas nouvelle comme le rappelle cette phrase attribuée à Habib Bourguiba: « le peuple tunisien, il ne faut ni l'affamer, ni le rassasier » (*la tjaou'ou, w la tchab'ou*). Bien que l'origine de cette sentence ne soit pas authentifiée, sa diffusion dans la société comme étant une formule clé du gouvernement des hommes n'est pas sans effets sur la manière dont les élites gouvernementales envisagent l'exercice pragmatique du pouvoir. Sous Ben Ali, un journaliste écrivait ainsi :

« *Khobzistes*, et comment ! On évitera d'autant plus les commentaires, et de soulever des polémiques. Puisque tout le monde sait, après M. Chirac, que le premier des droits de l'homme est de manger. Et à cet égard, on est servi, et même hissé aux toutes premières places mondiales, grâce à la sagesse de notre administration. Et il ne faudrait surtout pas parler la bouche pleine. Ce serait faire preuve d'impolitesse impardonnable en ce mois consacré à l'harmonie entre les citoyens, qui ne croient pourtant plus, et depuis longtemps au Père Noël. D'autant plus que le Père Fouettard est toujours tapi dans l'ombre attendant la moindre défaillance pour sévir »⁸⁸⁵.

Cette manière allusive et détournée de dire les choses était caractéristique d'une certaine presse sous Ben Ali qui cherchait à exploiter les marges de l'ambiguïté et de l'équivoque. Bien qu'il ait le mérite de soulever la manière de percevoir et de penser le pouvoir par les élites aux affaires, ce journaliste prend à son compte l'image d'un pouvoir omnipotent qui aurait réussi à dompter la population en mettant en place un échange ou une forme de « compensation » d'*el khobza* contre la privation de ses libertés. Lorsque des velléités d'indisciplines se manifestent, le « père fouettard » interviendrait pour faire des exemples et dresser les indociles. Béatrice Hibou a démontré l'inanité de cette thèse de l'« achat » et de la « compensation » qui surestime l'omnipotence du « chef », néglige le jeu des médiations dans la diffusion du pouvoir et surtout omet la centralité de l'ambivalence des pratiques et des compréhensions en les réduisant à des « rapports de causalité unidimensionnelles et unidirectionnels »⁸⁸⁶. Cette thèse néglige la capacité d'action des acteurs subordonnés et leur aptitude à donner du sens à leurs actions. En multipliant les sites d'étude de la course à *el khobza*, j'ai essayé de montrer que celle-ci participe à la formation des subjectivités. Les clients d'une ONG de micro-crédit adoptent une conduite conforme aux

⁸⁸⁵ Presse tunisienne, « *Les khobzistes* », *L'Expression*, 27.09.2008.

⁸⁸⁶ Béatrice Hibou, *Anatomie politique de la domination...op.cit*, p.185.

nécessités de remboursement et de consolidation de leurs insertions dans les chaînes d'endettement, les praticiens d'*el khat* qui disposent d'une « licence » ou d'un « programme » cherchent à asseoir leurs positions dans l'économie d'*el khat*, le salarié qui ne veut pas se mettre à dos son patron de manière à s'assurer une vie au travail et à l'extérieur sans heurts ni problèmes adopte un langage paternaliste, l'opérateur du centre d'appel qui cherche à s'épargner le mécontentement de son chef tenu lui aussi par des objectifs dont dépend sa carrière ruse avec les règles mais se soumet aux règles du jeu. Les sujets qui cherchent à manger *el khobza* dans l'ombre et à apprivoiser les incertitudes du quotidien, à conjurer l'arbitraire d'un patron ou le caractère exécrationnel d'un chef se doivent d'encaisser, de se taire et de se faire petit, autrement dit de se gouverner de manière à pouvoir gagner *el khobza* tranquillement. C'est en ce sens que la course à *el khobza* est une « expérience » dans laquelle s'articule le « rapport à soi » et le « rapport aux autres »⁸⁸⁷. Apprivoiser le pouvoir consiste aussi à s'apprivoiser soi-même. En accentuant l'humiliation, les brimades et l'indignité, ce mode de gouvernement a accentué la crise des sujets d'*el khobza*⁸⁸⁸.

La revendication de dignité porte moins sur la dimension matérielle quand bien même la paupérisation d'une grande partie de la population s'est particulièrement développée, que sur une situation de vulnérabilité, intolérable et indécente qu'ils doivent affronter quotidiennement. La généralisation de la corruption s'est accompagnée d'une diffusion des faveurs et des passe-droits devenus des mécanismes d'insertion différenciée au « domaine du *beylik* » opérant au sein de la population un tri et diffusant un rapport ambivalent où les gens se retrouvent à la fois « pour » et « contre » ; ils jouent le pouvoir et dénoncent sa corruption et son indécence. C'est que la corruption protège, inclut, permet aux *khobzistes* - ces gens entrepreneurs, opportunistes voire « lèches-culs » comme ils sont désignés de façon ironique dans le langage courant - de réussir, aux gens qui jouent le jeu de vivre ou de survivre et exclue une partie toujours plus grande dans un système aux ressources finies qui fait face à une « demande infinie »⁸⁸⁹. D'un côté, la corruption discipline et contrôle, elle normalise sous les traits de la participation à un système d'échange, de privilèges, de passe-droits car « on a

⁸⁸⁷ Michel Foucault, « Le souci de la vérité », in *Dits et écrits II... op.cit.*, p.1489.

⁸⁸⁸ Sur la crise du sujet Achille Mbembe et Janet Roitman, « Figures of the Subject... », art.cit.

⁸⁸⁹ Michel Foucault, « un système fini, face à une demande infinie », in *Dits et écrits... op.cit.* pp.1186-1201.

toujours quelque chose à se reprocher et dès lors il vaut mieux se tenir à carreau ». D'un autre côté, elle condamne à la mort sociale les indisciplinés, ceux qui ne jouent pas le jeu de la conformité, et alimente les frustrations, le désenchantement et l'humiliation chez beaucoup de gens qui ne disposent pas de ressources financières ou de l'entregent politique et sociale.

B - Le cheveu cassé de Muawiya : l'humiliation, moteur de la révolte.

Durant de nombreuses années, les gens ont couru derrière *el khobza* en se murant dans le silence. Lorsqu'il s'agit de courir ou mourir socialement voire sens premier du terme, le silence est un dernier recours et une forme de protection. Béatrice Hibou parle à cet égard, à la suite de Charles J. Halperin, de l'« idéologie du silence » : « un ethos qui protège les individus qui ne veulent pas s'opposer à un ordre dominant sans pour autant renoncer à ce qu'ils pensent⁸⁹⁰ ». Il permet la distanciation par création d'espaces d'autonomie, ce que Alf Lüdtke nomme le « quant-à-soi » (*Eigen Sinn*)⁸⁹¹, attitude caractéristique des gens qui ne résistent ni n'adhèrent activement, mais qui développent des formes de distanciation par un art de l'esquive et de la dérobade afin de poursuivre leur course à *el khobza* et de tenter de vivre décemment. Les gens évoquent souvent, en privé, la « fatigue » de courir derrière *el khobza* et leur désenchantement d'une vie « amère » (*'icha mourra*) à force de se « taper la tête contre le mur » (*adhrab rassek 'al h'it*) pour trouver des solutions et améliorer leurs conditions matérielles d'existence. Une jeune diplômée analysait ainsi le geste désespéré de Mohamed Bouazizi, qui semblait faire écho à sa propre histoire :

« Le cas Bouazizi n'est pas seulement une question de chômage. Lorsqu'il a eu faim, il est sorti courir derrière *el khobza* en poussant sa charrette de fruits et légumes, mais lorsqu'il a été giflé parce qu'il a refusé d'être racketté une énième fois, il s'est immolé. Bouazizi n'a pas découvert aujourd'hui qu'il était au chômage. Il a certainement essayé de trouver un emploi stable et il avait certainement l'espoir d'en trouver et de ne pas passer sa vie à pousser sa charrette. Il a certainement frappé à des portes. Qui sait, peut-être qu'il a tenté comme tout le monde de payer pour en trouver ? Il a certainement pensé à émigrer ou du moins à partir en Libye. Mais qu'est-ce qui le faisait vivre au final ? Certainement l'espoir que demain tout cela va s'arranger et qu'il ne passera pas sa vie à vendre des fruits et des légumes. Du reste, il n'a pas eu le choix, il le faisait pour aider sa famille à survivre. Mais au final, il y avait certainement chez lui l'espoir que demain sera

⁸⁹⁰ Béatrice Hibou, « “Nous ne prendrons jamais le maquis”. Entrepreneurs et politique en Tunisie », *Politix*, vol. 21, n°84, 2008, p.140.

⁸⁹¹ Alf Lüdtke, *Des ouvriers dans l'Allemagne du XX^e siècle...op.cit.*, notamment le chapitre 2.

meilleur. Qu'est-ce qui l'a poussé à faire ce qu'il a fait alors ? C'est la gifle de l'agent de police, c'était le geste qui a coupé le cheveu de Muawiya⁸⁹² ».

Connu pour sa ruse, Muawiya, fondateur de la première dynastie en islam, avait une phrase devenue proverbiale pour décrire sa manière de gouverner : « S'il n'y avait entre moi et mes sujets qu'un cheveu, je le laisserais aller quand ils le tirent, et le tendrais quand ils le laisseraient aller ». L'évocation de la métaphore du cheveu est caractéristique de la perception qu'a la jeune diplômée de l'existence et de la dimension relationnelle du pouvoir qui en découle. Elle renvoie également à l'expression populaire « vivre sur le fil », qui évoque la précarité, l'aléatoire et l'incertitude de la vie quotidienne, la vulnérabilité aussi, et le fait d'être toujours potentiellement soumis à l'arbitraire.

Cette métaphore est intéressante à plus d'un titre. D'abord, elle invite à examiner l'intelligibilité du pouvoir et de son exercice pour découvrir que le « moment révolutionnaire » a fait saillir des lignes de fracture dans la domination par *el khobza*. Les sujets ont ainsi interrogé les logiques de prélèvement et de régulation et, partant, leur relation à l'État⁸⁹³. Dans la Tunisie de Ben Ali, il fallait payer pour tout : payer des hauts responsables dans l'administration ou des membres des « clans » pour trouver un emploi dans la fonction publique, payer l'*omda* (le chef local) pour avoir une attestation et déposer un dossier de demande de boursier, pour éviter la conscription militaire, pour avoir une carte de handicapé et même pour toucher les aides distribuées par le RCD, payer le policier pour acheminer et vendre la marchandise dans les souks, payer le bureaucrate pour accélérer une procédure ou obtenir une autorisation, payer un intermédiaire pour avoir un emploi dans le secteur privé. La diffusion du racket à tous les échelons de l'administration et la violence des prélèvements accompagnant ces logiques d'extraction ont mis en évidence la chaîne de prédation qui s'était enchevêtrée dans la course à la survie. La corruption et le racket, modalités ordinaires d'accès à *el khobza*, ont cessé d'être considérés comme normaux et acceptables à partir du moment où

⁸⁹² Entretien, Paris, janvier 2010. Muawiya Ibn Abi Sufyan, fondateur de la dynastie des Omeyyades, fut l'un des acteurs majeurs de la première grande discorde (fitna) en islam, dans un conflit qui l'a opposé au quatrième calife, Ali Ibn Abi Talib, cousin du prophète. Voir Hichem Djait, *La Grande Discorde. Religion et politique dans l'islam des origines*, Paris, Gallimard, 1989.

⁸⁹³ Sur les conflits autour des modalités d'accès à la richesse comme moments de remise en question de la relation du sujet à l'État, voir Janet Roitman, *Fiscal Disobedience...op.cit.*

ils ont empiété sur la dignité des gens non seulement en leur volant leur pain mais aussi et surtout en « mangeant leur sueur ». « Se faire manger la sueur » est une expression populaire tunisienne qui reflète le sentiment d'injustice et la violence des rapports de prédation et d'exploitation. Incarnant le labeur et la dignité, la sueur est indissociable de l'estime de soi, qui passe notamment par la capacité à gagner honnêtement *el khobza*, à s'arracher dignement à la pauvreté ou à l'indigence, à se faire respecter et reconnaître. La course à *el khobza* est aussi un rapport de force sans cesse remis à jour. En ce sens, elle n'est pas dépourvue de violence, bien au contraire. Pendant longtemps, celle-ci a été contenue : latente, elle était apprivoisée, et le cheveu de Muawiya était invisible. À partir du moment où la violence est devenue première dans les relations de la course à *el khobza*, où elle est devenue explicite, le cheveu a été tiré, et il s'est rompu, alimentant la frustration, l'amertume, le sentiment de mépris et d'humiliation au fondement de la révolte.

Ce que suggère ensuite la métaphore du cheveu de Muawiya, c'est que la gouvernementalité d'*el khobza* produit autant qu'elle est produite par des sujets en permanence « sur le fil » : le fil de l'adhésion et de la résistance, du consentement et du rejet, de l'exclusion et de l'inclusion. La contestation paraît par moments vaine, voire contre-productive, surtout si on peut manger *el khobza* en jouant le jeu, en « faisant avec », en s'appuyant sur les ressorts du pouvoir et ses dispositifs, mais la protestation n'est jamais écartée. La révolte de ces Tunisiens est aussi le produit de l'accumulation de frustrations et d'humiliations suscitées par l'absence d'avenir. Le sentiment d'injustice que génère l'incapacité de bénéficier d'un dû qu'on estime mériter, et dont on a été privé parce que ne faisant pas partie des « élus » ou des « privilégiés », est attisé par l'essoufflement du « modèle » dualiste de développement, l'étiollement des ressources clientélares, l'emballlement du racket dans tous les rouages de la vie quotidienne, et la disparition de l'égalitarisme moral prôné par l'État bourguibien. Modalité parmi d'autres de la course à *el khobza*, l'émigration clandestine (*harga*) – avant et de façon concomitante à la révolte – doit aussi être comprise comme une tentative de s'affranchir d'une condition que l'on juge inacceptable, de défier le mépris des puissants dans une ultime tentative d'émancipation : « partir pour mieux revenir », brûler les frontières pour ne pas se consumer⁸⁹⁴.

⁸⁹⁴ L'idée d'associer le fait de rester au pays et le sentiment de se consumer est évoquée par certains interlocuteurs de Mehdi Mabrouk, « El-Harikoun. Pour une approche sociologique du milieu social Hamza Meddeb – « Courir ou mourir dans la Tunisie de Ben Ali » - Thèse IEP de Paris – 2012

Enfin, la métaphore du cheveu de Muawiya invite à souligner un dernier élément permettant de mieux comprendre les modes d'être et de gouverner des populations en Tunisie : la gestion de seuil, cette situation fondamentalement ambivalente et qui repose largement sur le silence. Le seuil permet de « jouer le pouvoir », c'est-à-dire de le pénétrer et de le lézarder, en en profitant, en s'en protégeant et, dans tous les cas, en y participant – pour peu que le cheveu de Muawiya soit maintenu intact. Ceci suppose une manière de gouverner qui aménage des « espaces d'accommodement⁸⁹⁵ » et qui veille à les reproduire et les réactualiser. En se rassemblant au lendemain de l'acte désespéré de Mohamed Bouazizi devant le siège du gouvernorat, les manifestants cherchaient moins à affronter l'État qu'à contester ses modes de gouvernement jugés indignes. Les premiers rassemblements avaient d'ailleurs réuni des jeunes marchands de fruits et légumes qui brandissaient des bananes. Ce geste n'était pas anodin : la banane est le symbole de la prédation qui a accompagné la libéralisation, puisque son importation a été exclusivement réservée aux membres des « clans » proches de l'ancien président Ben Ali. Ce faisant, la population pointait du doigt le décalage indécent entre les efforts et les sacrifices quotidiens endurés par les « petites gens » pour gagner *el khobza* en vendant des bananes à la sueur de leur front et les fortunes amassées frauduleusement par les importateurs de ce fruit. De cette mobilisation a fusé la première revendication de la révolte : un partage équitable des richesses nationales entre groupes sociaux et entre territoires. Cette revendication a été le point de départ du « passage au politique » de ces populations, leur modalité d'« énonciation du politique⁸⁹⁶ ». Ce mouvement a progressivement repoussé les limites du politiquement possible, et s'est affirmé au fil des semaines d'affrontement, alimenté notamment par la brutalité de la répression et la facilité avec laquelle les forces de l'ordre ont ouvert le feu sur les manifestations pacifiques. Cette expression ultime du mépris (*hogra*) a donné sa dynamique à la révolte.

des immigrés clandestins et de leur imaginaire », *Revue tunisienne de sciences sociales*, n° 125, 2003, p. 15-49.

⁸⁹⁵ Mamadou Diouf, « Les poissons ne peuvent pas voter un budget pour l'achat des hameçons. Espace public, corruption et constitution de l'Afrique comme objet scientifique », *Bulletin de l'APAD*, n° 23-24, 2002, accessible sur www.apad.revues.org.

⁸⁹⁶ Jean-François Bayart, « L'énonciation du politique », *Revue française de science politique*, vol. 35, n° 3, 1985, p. 343-373 ; Jean -François Bayart, Achille Mbembe et Comi Toulabor, *Le Politique par le bas en Afrique noire*, *op.cit.*

Bibliographie

Ouvrages :

ADELKHAH Fariba, BAYART Jean-François dir. *Les voyages de développement. Emigration, commerce, exil*. Paris : Karthala, 2007.

ADELKHAH Fariba. *Les mille et une frontières de l'Iran. Quand les voyages forment la nation*. Paris : Karthala, 2012.

ANDREAS Peter. *Border Games. Policing the US-Mexico Divide*. Ithaca, NY : Cornell University, 2001.

BADIE Bertrand. *L'impuissance de la puissance. Essai sur les incertitudes et les espoirs des nouvelles relations internationales*. Paris : Fayard, 2004.

BARBIER Jean Pierre, VÉRON Jean Bernard. *Les zones franches industrielles d'exportation (Haïti, Maurice, Sénégal, Tunisie)*. Paris: Karthala, 1991.

BAUDRY Bernard. *Économie de la firme*. Paris : La Découverte, 2003.

BAYART Jean-François dir. *La greffe de l'État*. Paris : Karthala, 1996.

BAYART Jean-François, ELLIS Stephen, HIBOU Béatrice. *La criminalisation de l'Etat en Afrique*. Bruxelles : Complexe, 1997.

BAYART Jean-François. *Le gouvernement du monde. Une critique politique de la globalisation*, Paris : Fayard, 2004.

BAYART Jean-François. *L'Etat en Afrique : la politique du ventre*. Nouvelle éd. Paris : Fayard, 2006.

BAYART Jean-François, MBEMBE Achille, TOULABOR Comi. *La politique par le bas en Afrique noire*. Paris : Karthala, 2008.

BEAUD Stéphane. *80 % au bac... et après ? Les enfants de la démocratisation scolaire*. Paris : La Découverte, 2002.

BÉJI Hélé. *Le désenchantement national. Essai sur la décolonisation*. La Découverte, 1982.

BEN ROMDHANE Mahmoud. Tunisie : Etat, économie et société. Ressources politiques, légitimation et régulations sociales. Paris : Publisud, 2011.

BENNAFLA Karine. *Le commerce frontalier en Afrique centrale. Acteurs, espaces, pratiques*. Paris : Karthala, 2002.

BÉROUD Sophie, BOUFFARTIGUE Paul dir. *Quand le travail se précarise, quelles résistances collectives?* Paris : La Dispute, 2009.

BLUNDO Giorgio dir. *Monnayer les pouvoirs. Espaces, mécanismes et représentations de la corruption*. Paris : Presses Universitaires de France, 2000.

BORGEAUD-GARCIANDIA Natacha. *Dans les failles de la domination*. Paris : Presses Universitaires de France, 2009.

BOUHDIBA Abdelwahab. *L'imaginaire maghrébin. Etude de dix contes pour enfants*. Tunis : Cérès, 1994.

BOYER Robert, DURANT Jean Pierre. *L'après-fordisme*. Paris : Syros, 1998.

BRACHET Julien. *Migrations transsahariennes, vers un désert cosmopolite et morcelé (Niger)*. Paris : Éd. du Croquant, 2009.

BRAUDEL Fernand. *La Méditerranée et le monde méditerranéen à l'époque de Philippe II*. Paris : Armand Colin, 1990. 3 vol.

BRAUDEL Fernand. *La Méditerranée et le monde méditerranéen à l'époque de Philippe II*. Paris : Armand Colin, 1990.

BREMAN Jan. *Footloose labour : working in the Indian Informal economy*. Cambridge : Cambridge University Press, 1996.

BRIQUET Jean-Louis, SAWICKI Frédéric dir. *Le clientélisme politique dans les sociétés contemporaines*. Paris : Presses Universitaires de France, 1998.

BRIQUET Jean-Louis. *La tradition en mouvement. Clientélisme et politique en Corse*. Paris : Belin, 1997.

BURGAT François et LARONDE André. *La Libye*. 3e éd. Paris : Presses Universitaires de France, 2003.

CAIAZZO Bernard. *Les centres d'appels. Les nouveaux outils de la relation client*. Paris : Dunod, 2001.

CAMAU Michel dir. *Tunisie au présent : une modernité au-dessus de tout soupçon ?* Paris : éditions du CNRS, 1987.

CAMAU Michel, GEISSER Vincent dir. *Bourguiba. La trace et l'héritage*. Paris : Karthala, 2004.

CAMAU Michel, GEISSER Vincent. *Le Syndrome autoritaire. Politique en Tunisie de Bourguiba à Ben Ali*. Paris : Presses de Sciences Po, 2003.

CASSARINO Jean-Pierre. *Tunisian New Entrepreneurs and their Past Experiences of Migration in Europe: Resource Mobilisation, Networks, and Hidden Disaffection*. Londres : Ashgate Publishing, 2000.

CASTEL Robert. *Les métamorphoses de la question sociale*. Paris : Gallimard, 1999.

CASTORIADIS Cornelius. *L'institution imaginaire de la société*. Paris : Seuil, 1975.

CATUSSE Myriam, DESTREMAU Blandine, VERDIER Éric. *L'État face aux débordements du social au Maghreb. Formation, travail et protection sociale*. Paris : Karthala-IREMAM, 2010.

CHATER Khalifa. *Insurrection et répression dans la Tunisie du XIX^e siècle : la mehabla de Zarrouk au Sahel (1864)*. Tunis : Publications de l'Université de Tunis, 1978.

CHAUVIN Sébastien. *Les agences de la précarité. Journaliers à Chicago*. Paris : Seuil, 2010.

CHÉRIF Mohamed-Hédi. *Pouvoir et société dans la Tunisie de H'ussayn bin' Ali (1705-1740)*. vol.2. Tunis : Publications de l'Université de Tunis, 1986.

CLOT Yves, LHUILIER Dominique dir. *Travail et santé. Ouvertures cliniques*. Toulouse : Érès, 2010.

COHEN Lizabeth. *A Consumers' Republic. The Politics of Mass Consumption in Postwar America*. New York : Knopf, 2003.

COUTROT Thomas. *L'entreprise néolibérale, nouvelle utopie capitaliste. Enquête sur les modes d'organisation du travail*. Paris : La Découverte, 1998.

DAKHLIA Jocelyne. *L'Oubli de la cité. La mémoire collective à l'épreuve du lignage dans le Jérid tunisien*. Paris : La Découverte, 1990.

DARDOT Pierre, LAVAL Christian. *La nouvelle raison du monde. Essai sur la société néolibérale*. Paris : La Découverte, 2009.

DE CERTEAU Michel. *L'invention du quotidien, 1. Arts de faire*. 1ère éd. Paris : Gallimard, 1980.

DEJOURS Christophe. *Travail, usure mentale*. Paris : Bayard éditions, 1993.

DETIENNE Marcel, VERNANT Jean-Pierre. *Les Ruses de l'intelligence. La mètis des Grecs*. Paris, Flammarion, 1974.

DUBET François. *La galère. Jeunes en survie*. Paris : Fayard, 2003. (Première édition, 1987)

DUFOIX Stéphane, GUERASSIMOFF Carine, DE TINGUY Anne dir. *Loin des yeux, près du cœur. Les Etats et leurs expatriés*. Paris : Presses de Sciences Po, 2010.

DUFOIX Stéphane. *Politiques d'exil*. Paris : Presses Universitaires de France, 2002.

DURAND Jean Pierre. *La chaîne invisible. Travailler aujourd'hui : flux tendu et servitude volontaire*. Paris : Seuil, 2004.

DURU-BELLAT Marie. *L'inflation scolaire. Les désillusions de la méritocratie*. Paris : Seuil, 2006.

ELYACHAR Julia. *Markets of Dispossession: NGOs, Economic Development, and the State in Cairo*. London : Duke University Press Books, 2005.

FAVAREL-GARRIGUES Gilles. *La police des mœurs économiques. De l'URSS à la Russie (1965-1995)*. Paris : CNRS, 2007.

FITZPATRICK Sheila. *Le Stalinisme au quotidien. La Russie soviétique dans les années 1930*. Paris : Flammarion, 2002.

FONTAINE Laurence. *L'économie morale. Pauvreté, crédit et confiance dans l'Europe préindustrielle*. Paris : Gallimard, 2008.

FOUCAULT Michel. *Dits et écrits II, 1976-1988*. Paris : Gallimard, 1994.

FOUCAULT Michel. *Naissance de la biopolitique. Cours au Collège de France, 1978-1979*. Paris : Gallimard, 2004.

FOUCAULT Michel. *Sécurité, territoire, population. Cours au Collège de France, 1977-1978*. Paris : Gallimard, 2004.

FOUCAULT Michel. *Surveiller et punir. Naissance de la prison*. Paris : Gallimard, 1976.

GAMBETTA Diego. *The Sicilian Mafia. The business of private protection*. Cambridge : Harvard University Press, 1993.

GANIAGE Jean. *Les origines du protectorat français en Tunisie (1681-1881)*. Paris : Presses Universitaires de France, 1959.

GEERTZ Clifford. *Le souk de Sefrou. Sur l'économie du bazar*. Saint Denis : Bouchène, 2003.

GESCHIERE Peter, KONINGS Piet dir. *Itinéraires d'accumulation au Cameroun*. Paris : ASC-Karthala, 1993.

GILDAS Simon. *L'espace des travailleurs tunisiens en France. Structures et fonctionnement d'un champ migratoire international*. Poitiers, 1979.

GIPOULOUX François. *La méditerranée asiatique. Villes portuaires et réseaux marchands en Chine, au Japon et en Asie du Sud-est, XVI^e - XXI^e siècle*. Paris : CNRS, 2009.

GREEN Nancy, WEIL François (dir). *Citoyenneté et émigration. Les politiques du départ*. Paris : Éditions de l'EHESS, 2006.

GUELMAMI Abdelmajid. *La politique sociale en Tunisie de 1881 à nos jours*. Paris : L'Harmattan, 1996.

GUSSEVA Alya. *Into the Red. The birth of the credit card market in Postcommunist Russia*. Stanford : Stanford University Press, 2008.

HAENNI Patrick. *L'ordre des caïds. Conjurer la dissidence urbaine au Caire*. Paris : Karthala, 2005.

HAMZADEH Patrick. *Au cœur de la Libye de Kadhafi*. Paris : Jean Claude Lattès, 2011.

HARDT Michael, NEGRI Antonio. *Empire*. Paris : Exils Essais, 2004.

HIBOU Béatrice dir. *La privatisation des Etats*. Paris : Karthala, 1999.

HIBOU Béatrice. *Anatomie politique de la domination*. Paris : La Découverte, 2011.

HIBOU Béatrice. *L'Afrique est-elle protectionniste ? Les chemins buissonniers de la libéralisation extérieure*. Paris : Karthala, 1996.

HIBOU Béatrice. *La force de l'obéissance. Economie politique de la répression en Tunisie*. Paris : Découverte, 2006.

HYMAN Louis. *Debtor Nation. The History of America in Red Ink*. Princeton: Princeton University Press, 2011.

JACOBS Meg. *Pocketbook Politics. Economic Citizenship in Twentieth-Century America*. Princeton: Princeton University Press, 2005.

JOUNIN Nicolas. *Chantiers interdits au public. Enquête parmi les travailleurs du bâtiment*. Paris : La Découverte, 2008.

KERNEN Antoine. *La Chine vers l'économie de marché. Les privatisations à Shenyang*. Paris : Karthala, 2004.

KERROU Mohamed. *Hijab : nouveaux voiles et espaces publics*. Tunis : Cérès, 2010.

KHIARI Sadri. *Tunisie, le délitement de la cité. Coercition, consentement, résistance*. Paris : Karthala, 2003.

KOPYTOFF Igor. *The African Frontier. The Reproduction of Traditional African Societies*. Bloomington and Indianapolis: Indiana University Press, 1989.

KOTT Sandrine. *Le communisme au quotidien. Les entreprises d'État dans la société est-allemande*. Paris : Belin, 2001.

KRICHEN Aziz. *Le syndrome Bourguiba*. Tunis : Cérès productions, 1993.

LALLEMENT Michel. *Temps, travail et modes de vie*. Paris : Presses Universitaires de France, 2003.

LAMLOUM Olfa, RAVENEL Bernard dir. *La Tunisie de Ben Ali - La société contre le régime*. Paris : L'Harmattan, mars 2002.

LARGUÈCHE Dalenda. *Territoires sans frontières. La contrebande et ses réseaux dans la Régence de Tunis au XIXème siècle*. Tunis : Centre de publication universitaire, 2002.

LAROUSSE Houda. *Micro-crédit et lien social en Tunisie. La solidarité instituée*. Paris : IRMC-Karthala, 2009.

LASCOUMES Pierre. *Élites irrégulières, essai sur la délinquance économique et financière*. Paris : Gallimard, 1997.

LASCOUMES Pierre. *Les affaires ou l'art de l'ombre. Les délinquances économiques et financières et leur contrôle*. Paris, Le Centurion, 1986.

LAZZARATO Maurizio. *La fabrique de l'homme endetté. Essai sur la condition néolibérale*. Paris : éditions Amsterdam, 2011.

LE BLANC Guillaume. *Vies ordinaires, vies précaires*. Paris : Seuil, 2007.

LECHAT Noel, DELAUNAY Jean Claude. *Les centres d'appel : un secteur en clair-obscur*. Paris : L'Harmattan, 2003.

LEMOINE Françoise. *L'économie de la Chine*. Paris : La Découverte, 2006.

LINHART Danièle, MOUTET Aimée dir. *Le Travail nous est compté. La construction des normes temporelles du travail*. Paris : La Découverte, 2005.

LÜDTKE Alf. *Des ouvriers dans l'Allemagne du XIX^{ème} siècle. Le quotidien des dictatures*. Paris : L'Harmattan, 2000.

LÜDTKE Alf. *Histoire du quotidien*. Paris : éd. de la Maison des Sciences de l'Homme, 1994.

MABROUK Mehdi. *Voiles et sel, cultures, foyers et organisation de la migration clandestine en Tunisie*. Tunis : Sahar, 2010.

MACGAFFEY Janet, BAZENGUISSA-GANGA Rémy. *Congo Paris. Transnational Traders on the Margins of the Law*. Oxford : James Currey, 2000.

MARTEL André. *Les confins saharo-tripolitains de la Tunisie (1881-1911)*. Tome I. Paris : Presses Universitaires de France, 1965.

MARTINEZ Luis. *The Libyan Paradox*. Columbia University Press, 2007.

MARTINEZ Luis. *Violence de la rente pétrolière : Algérie-Irak-Libye*. Paris : Presses de Sciences Po, 2010.

MARZOUKI Moncef, GEISSER Vincent, *Dictateurs en sursis. Une voie démocratique pour le monde arabe*. Paris : ed. de l'Atelier, 2009.

- MBEMBE Achille. *De la postcolonie : Essai sur l'imagination politique dans l'Afrique contemporaine*. Paris : Khartala, 2000.
- MCMURRAY David. *In and out of Morocco: Smuggling and migration in a frontier boomtown*. Minneapolis : University of Minnesota Press, 2000.
- MENGIN Françoise, ROCCA Jean-Louis eds. *Politics in China. Moving Frontiers*. New York : Palgrave MacMillan, 2002.
- MENGIN Françoise. *Trajectoires chinoises, Taiwan, Hong Kong et Pékin*. Paris : Karthala, 1998.
- MESSIANT Christine. *L'Angola postcolonial. Sociologie politique d'une oléocratie*. Paris : Karthala, 2008.
- MONJARDET Dominique. *Ce que fait la police. Sociologie de la force publique*. Paris : La Découverte, 1996.
- MOUILLEAU Elisabeth. *Fonctionnaires de la République et artisans de l'empire. Le cas des contrôleurs civils de Tunisie (1881-1956)*. Paris : l'Harmattan, 2000.
- MOULIER Boutang Yann. *De l'esclavage au salariat. Économie historique du salariat bridé*. Paris : Presses Universitaires de France, 1998.
- ONG Aihwa. *Neoliberalism as exception, mutations in citizenship and sovereignty*. Duke University Press, 2006.
- ONG Aihwa. *Spirits of Resistance and Capitalist Discipline: Factory Women in Malaysia*. New York : State University of New York Press, 2010 (1ère édition, 1987)
- PÉRALDI Michel. *Cabas et containers : activités marchandes informelles et réseaux migrants transfrontaliers*. Paris : Maisonneuve & Larose, 2001.
- PEUGNY Camille. *Le Déclassement*. Paris : Grasset, 2009.
- POLANYI Karl. *La Grande transformation. Aux origines politiques et économiques de notre temps*. Paris : Gallimard, 1983.
- RAGARU Nadège, CAPELLE-POGĂCEAN Antonella dir. *Vie quotidienne et pouvoir sous le communisme. Consommer à l'Est*. Paris : Karthala, 2010.

ROCCA Jean-Louis. *La condition chinoise : capitalisme, mise au travail et résistances dans la Chine des réformes*. Paris : Karthala, 2006.

ROITMAN Janet. *Fiscal Disobedience, An Anthropology of economic Regulation in Central Africa*. Princeton : Princeton University Press, 2005.

ARTHOU-LAJUS Nathalie. *Ethique de la dette*. Paris : Presses Universitaires de France, 1997.

SAVIANO Roberto. *Gomorra. Dans l'empire de la Camorra*. Paris : Gallimard, 2006.

SCOTT James. *Domination et les arts de résistance, fragments d'un discours subalternes*. Paris : Amsterdam, 2009.

SCOTT James. *The Art of not being governed. An Anarchist History of Upland Southeast Asia*. Yale University Press, 2009.

SEBAG Paul. *Tunis au XVII^{ème} siècle. Une cité barbaresque au temps de la course*. Paris : L'Harmattan, 1989.

SERVET Jean Michel. *Banquiers aux pieds nus, La microfinance*. Paris : Odile Jacob, 2006.

SHEHATA Samer S. *Shop floor culture and politics in Egypt*. New York : State University of New York Press, 2009.

SPIRE Alexis. *Accueillir ou reconduire. Enquête sur les guichets de l'immigration*. Éditions Raisons d'Agir, 2008.

TARRIUS Alain. *La mondialisation par le bas : les nouveaux nomades de l'économie souterraine*. Paris : Balland 2002.

THOMPSON Edward. P. *Temps, discipline du travail et capitalisme industrie*. Paris : La Fabrique, 2004.

TORPEY John. *L'invention du passeport*. Paris : Belin, 2005.

TOUMI Mohsen. *La Tunisie de Bourguiba à Ben Ali*. Paris : Presse Universitaire de France, 1989.

TOZY Mohamed. *Monarchie et islam politique au Maroc*. Paris : Presses de Sciences-Po, 1999.

VAN SCHENDEL Willem, ABRAHAM Itty ed. *Illicit Flows and Criminal Things: States, Borders, and the Other Side of Globalization*. Indiana University Press, 2005.

VANDEWALLE Dirk ed. *Libya since 1969. Qadhafi's revolution revisited*. New York : Palgrave MacMillan, 2008.

VARESE Federico. *The Russian Mafia, private protection in a new market economy*. Oxford : Oxford University Press, 2001.

VEYNE Paul. *Le Pain et le Cirque. Sociologie historique d'un pluralisme politique*. Paris : Seuil, 1976.

VIGNÉ D'OCTON Paul. *La sueur du burnous. Les crimes coloniaux de la III^{ème} République*. 1ère éd. 1911. Paris : les Nuits rouges, 2001.

WEBER Max. *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*. Paris : Gallimard, 200.

ZGHAL Abderkader, SAYAD Abdelmalek, AGERON Charles Robert et al. *Les Classes moyennes du Maghreb*. Paris : éditions du CNRS, 1980.

Articles :

ADELKHAH Fariba. Le retour de Sindbad. L'Iran dans le Golfe. *Les études du CERI*, mai 1999, n° 53.

ALLAL Amin. Réformes néolibérales, clientélismes et protestations en situation autoritaire. Les mouvements contestataires dans le bassin minier de Gafsa en Tunisie (2008). *Politique Africaine*, mars 2010, n° 117, p. 107-125.

ANTEBY Michel. La 'perruque' en usine : approche d'une pratique marginale, illégale et fuyante. *Sociologie du travail*, 2003, n° 45, p.453-471.

BAJOIT Guy. Exit, voice, loyalty...and apathy. Les réactions individuelles au mécontentement. *Revue française de sociologie*, 1988, vol. 29, n° 2, p. 325-345.

BANEGAS Richard, WARNIER Jean-Pierre. Nouvelles figures de la réussite et du pouvoir. *Politique Africaine*, juin 2001, n° 82, p. 5-23.

BAYART Jean-François, HIBOU Béatrice, KHIARI Sadri. Les régimes autoritaires libérés des conditionnalités. *Critique internationale*, janvier 2002, n° 4, p. 7-11.

BAYART Jean-François. Hors de la 'vallée malheureuse' de l'africanisme. *Revue française de Sciences Politiques*, février 1994, vol. 44, n° 1, p. 136-139.

BAYART Jean-François. L'énonciation du politique. *Revue Française de Science politique*, 1985, n° 3, p. 343-373.

BAYART Jean-François. Le concept de situation thermidorienne. Régimes néo-révolutionnaires et libéralisation économique. *Questions de Recherche*, mars 2008, n° 24. Disponible sur : www.ceri-sciences-po.org/publica/question/qdr24.pdf.

BAYART Jean-François. Le crime transnational et la formation de l'Etat. *Politique Africaine*, mars 2004, n° 93, p. 93-104.

BAYART Jean-François. Le politique par le bas en Afrique noire : questions de méthode. *Politique Africaine*, mars 1981, n° 1, p. 53-82.

BAYART Jean-François. Quelle politique africaine pour la France ? *Sociétés politiques comparées*, septembre 2010, n° 27. Disponible sur : <http://www.fasopo.org/reasopo/n27/chronique.pdf>.

BAZENGUISSA Rémy, MACGAFFEY Janet. Vivre et briller à Paris. Des jeunes Congolais et Zaïrois en marge de la légalité économique. *Politique Africaine*, 1995, n° 57, p. 124-133.

BEN JÉMIA Monia. La Tunisie, cerbère des frontières européennes. *Plein Droit*, juillet 2007, n° 73, p. 35-38.

BENNAFLA Karine. La fin des territoires nationaux ? Etat et commerce frontalier en Afrique centrale. *Politique Africaine*, mars 1999, n° 73, p. 24-49.

BENNAFLA Karine. Mbaïboum : un marché au carrefour de frontières multiples. *Autrepart*, 1998, n° 6, p. 53-72.

BLUNDO Giorgio. Les courtiers du développement en milieu rural sénégalais. *Cahiers d'Études africaines*, 1995, vol. XXXV (1), n° 137, p. 73-99.

BOTTE Roger dir. Globalisation et illicite en Afrique. *Politique Africaine*, mars 2004, n° 93, p. 7-104.

BOTTE Roger. Economies trafiquantes et mondialisation : la voie africaine vers le 'développement' ? *Politique Africaine*, décembre 2002, n° 88, p. 131-152.

BOUBAKER Sadok. Négoces et enrichissement individuel à Tunis du XVII^e siècle au début du XIX^e siècle. *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 2003, n°4, p. 29-62.

BOUBAKRI Hassan, Mazzella Sylvie. L'horizon transnational d'une famille tunisienne élargie. *Autrepart*, 2011, vol. 1-2, n° 57-58, p.111-126.

BOUBAKRI Hassan. Echanges transfrontaliers et commerce parallèle aux frontières tuniso-libyennes. *Monde Arabe, Maghreb Machrek*, 2000, n° 170, p. 39-51.

BOUBAKRI Hassen, Mazzella Sylvie. La Tunisie entre transit et immigration : politiques migratoires et conditions d'accueil des migrants africains à Tunis. *Autrepart*, 2005. vol. 4, n° 36, p.149-165.

BOUBA-OLGA Olivier, BOURDU Émilie, FERRU Marie. La trajectoire organisationnelle des centres d'appels. *Reflets et perspectives de la vie économique*, 2008, vol. XLVII, n° 4, p. 65-83.

BOUZOUTINA Mohamed. La migration clandestine entre la prévention et la répression. *R.J.L.*, octobre 2007. [Document en arabe]

BRACHET Julien. Migrants, transporteurs et agents de l'Etat. Rencontre sur l'axe Agadez-Sebha. *Autrepart*, 2005, n° 36, p. 43-62.

BRAS Jean Philippe. Ben Ali et sa classe moyenne. *Pôles*, avril-juin, 1996, p. 174-195.

BREDELOUP Sylvie, PLIEZ Olivier. Migration entre les deux rives du Sahara. *Autrepart*, 2005, n° 36, p. 3-20.

BREDELOUP Sylvie. L'aventurier, une figure de la migration africaine. *Cahiers internationaux de sociologie*, 2008, vol. 2, n° 125, p. 281-306.

BRIQUET JEAN Louis, DE LATOUR Eliane dir. Partir. *Critique internationale*, avril 2003, n° 19, p. 138-189.

BUSCATTO Marie. Les centres d'appels, usines modernes ? Les rationalisations paradoxales de la relation téléphonique. *Sociologie du travail*, 2002, vol. 44, n° 1, p. 99-117.

CALVES Anne-Emmanuèle. 'Empowerment' : généalogie d'un concept clé du discours contemporain sur le développement. *Revue Tiers Monde*, oct-déc 2009, n° 200, p.735-750.

CAMAU Michel. 'Tarajji ya dawla' ou la force et l'espérance, propos sur le désengagement de l'Etat en Tunisie. *Bulletin de C.E.D.E.J*, 1988, n°23, p. 81-102.

CASSARINO Jean-Pierre. Theorising Return Migration: The Conceptual Approach to Return Migrants Revisited. *International Journal on Multicultural Societies*, 2004, vol. 6, n° 2, p.253-279.

CASTEL Robert. La discrimination négative. Le déficit de citoyenneté des jeunes de banlieue. *Annales. Histoire, sciences sociales*, 2006, n° 4, p. 777-808.

CHÉRIF Mohamed- Hédi. Les mouvements paysans dans la Tunisie du XIX^{ème} siècle. *Revue de l'Occident musulman et de la Méditerranée*, 1980, n° 30, p. 21-55.

CHÉRIF Mohamed-Hédi. Pouvoir beylical et contrôle de l'espace dans la Tunisie du XVIII^{ème} siècle au début du XIX^{ème} siècle. *Annuaire de l'Afrique du Nord*, 1986, n° 22, p.49-61.

COURTIN Christophe. Le co-développement : un alibi pour des politiques migratoires restrictives. *Revue internationale et stratégique*, 2007, n° 68, p. 43-47.

COUSIN Olivier. Les ambivalences du travail : les salariés peu qualifiés dans les centres d'appel. *Sociologie du travail*, October–December 2002, vol. 44, n° 4, p. 499-520.

DE LATOUR Éliane. Métaphores sociales dans les ghettos de Côte-d'Ivoire. *Autrepart*, 2001, n° 18, p. 151-167.

DE LATOUR Eliane. Héros du retour. *Critique internationale*, avril 2003, n° 19, p.171-189.

DE LATOUR Éliane. Du ghetto au voyage clandestin : la métaphore héroïque. *Autrepart*, 2001, vol. 3, n° 19, p. 154-176.

DÉJEUX Jean. Djoha, héros de la tradition orale dans la littérature algérienne de langue française. *Revue de l'occident musulman et de la Méditerranéen*, 1976, vol. 22, n° 22, p. 27-35.

DELALANDE Nicolas. Un consentement négocié. L'administration et les plaintes des contribuables en Seine-et-Oise (1860-1914). *Tracés. Revue de Sciences Humaines*, 2008, n° 14, pp. 43-54.

DI RUZZO Renato, FRANCIOSI Colette. La perception du travail dans les centres d'appel téléphoniques. *Revue de l'IRES*, mars 2003, vol. 3, n° 43, p.1-24.

DI RUZZO Renato, FRANCIOSI Colette. La perception du travail dans les centres d'appel téléphoniques. *Revue de l'IRES*, mars 2003, n° 43, p. 1-24.

DIOUF Mamadou. Les poissons ne peuvent pas voter un budget pour l'achat des hameçons. Espace public, corruption et constitution de l'Afrique comme objet scientifique. *Bulletin de l'APAD*, 2002, p. 23-24. Disponible sur : <http://apad.revues.org/136>.

DROZD Martine, PLIEZ Olivier. Entre Libye et Soudan : la fermeture d'une piste transsaharienne. *Autrepart*, 2005, vol. 4, n° 36, p. 63-80.

ELYACHAR Julia. Finance internationale, micro-crédit et religion de la société civile en Egypte. *Critique internationale*, octobre 2001, n° 13, p. 139-152.

FAURE-GUICHARD Catherine, FOURNIER Pierre. L'intérim, creuset de main d'œuvre permanente ? *Genèses*, 2001, n° 42, p. 26-46.

FAVAREL-GUARRIGUES Gilles. Le policier soviétique et la mise en œuvre des politiques pénales (1956-1986). *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, avril-juin 2002, n° 49-2, p.54-77.

FENEYROL Olivier. L'Etat à l'épreuve du local. Le réaménagement du quartier 'Bab Souiqa-Halfaouine' à Tunis (1983-1992). *Monde Arabe Maghreb Machrek*, juillet-septembre 1997, n° 157, p. 58-68.

FERGUENE Améziane, BEN HAMIDA Ezzeddine. Les implantations d'entreprises off-shore en Tunisie : quelles retombées sur l'économie ? *Monde arabe, Maghreb-Machrek*, avril-juin 198, n° 160, p. 50-68.

FISCHER Nicolas, SPIRE Alexis. L'Etat face aux illégalismes. *Politix*, 2009, vol. 3, n° 87, p. 7-20.

FOUQUET Thomas. De la prostitution clandestine aux désirs de l'Ailleurs : une ethnographie de l'extraversion à Daka. *Politique Africaine*, octobre 2007, n° 107, p.102-124.

FOUQUET Thomas. Imaginaires migratoires et expériences multiples de l'altérité : une dialectique actuelle du proche et du lointain. *Autrepart*, 2007, vol. 1, n° 41, p. 83-98.

GASTAUT Yvan. De la chanson populaire maghrébine au rap des cités : un parcours migratoire. *Migrations Société*, janvier-février 2006, vol. 18, n° 103, p. 99-167.

GEISSER Vincent. Le pacte européen sur l'immigration et l'asile ou le triomphe de la 'frontexisation' des esprits. *Migrations Société*, septembre-octobre 2008, vol. 20, n° 119, p. 3-12.

GEISSER Vincent. Tunisie : des élections pour quoi faire ? Enjeux et 'sens' du fait électoral de Bourguiba à Ben Ali. *Monde arabe Maghreb-Machrek*, avril-juin 2000, n° 168, p. 14-28.

GOBE Eric, AYARI Michaël Béchir. Les avocats dans la Tunisie de Ben Ali : une profession politisée. *L'Année du Maghreb*, 2007, p. 105-132.

GOLLAC Michel, VOLKOFF Serge. La santé au travail et ses masques. *Actes de Recherche en Sciences Sociales*, 2006, vol. 3, n° 163, p. 4-17.

GONZALEZ-MARTINEZ Esther. Comment agir en confiance avec un partenaire dont on se méfie ? *Réseaux*, 2001, n° 108, p. 87-123.

GRÉGOIRE Emmanuel. Sahara nigérien : terre d'échanges. *Autrepart*, 1998, n° 6, p. 91-104.

GRIMAUD Nicole. Tunisiens en Libye : quand les migrants sont pris en otages. *Hommes et migrations*, 1994, n° 1174, p. 30-34.

GUERIN Isabelle, KUMAR Santosh. Clientélisme, courtage et gestion des risques en microfinance. *Autrepart*, 2007, vol. 4, n° 44, p. 13-26.

GUÉRIN Isabelle, ROESCH Marc, HÉLIÈS Ophélie, VENKATASUBRAMANIAN. Microfinance, endettement et surendettement. Une étude de cas en Inde du Sud. *Revue Tiers Monde*, 2009, n° 197, p. 131-146.

GUÉRIN Isabelle, ROESCH Marc, VENKATASUBRAMANIAN. 'Ne nous libérez pas !'. L'ambiguïté du principe de l'avance sur salaire à partir de l'exemple des briqueteries en Inde du Sud. *Autrepart*, 2007, vol. 3, n° 43, p. 121-133.

GUERIN Isabelle. L'argent des femmes pauvres : entre survie quotidienne, obligations familiales et normes sociales. *Revue Française de Socio-Économie*, 2008, vol. 2, n° 2, p. 59-78.

GUERIN Isabelle. L'expérience vécue de la microfinance. Appropriations, tensions et recomposition des rapports sociaux. *Cultures & Conflits*, 2011, vol. 3, n° 83, p. 39-56.

GUERIN Isabelle. Les effets insoupçonnés de la microfinance. *Travail, genre et sociétés*, 2011, vol. 1, n° 25, p. 61-79.

GUILD Elspeth, BIGO Didier. Le visa : instrument de la mise à distance. *Cultures et Conflits*, 2003, vol. 1, n° 49, p. 82-95.

GUILD Elspeth, BIGO Didier. Le visa Schengen : expression d'une stratégie de 'police' à distance. *Cultures et Conflits*, 2003, vol. 1, n° 49, p. 22-37.

GUSSEVA Alya. Incertitude et complémentarité : le marché des cartes de crédit en Russie. *Genèses*, 2010, vol. 2, n° 79, p. 74-96.

GUYER Jane, ENO-BELINGA Samuel. Wealth in people as wealth in knowledge : accumulation and composition in Equatorial Africa. *Journal of African History*, 1995, n° 36, p. 91-120.

GUYER Jane, SALAMI Kabiru, AKINLADE Olunsanya. 'Ko s'owo' : Il n'y a pas d'argent. *Politique Africaine*, décembre 2011, n° 124, p. 43-64.

GUYER Jane. La tradition de l'invention en Afrique Equatoriale. *Politique Africaine*, octobre 2000, n° 79, p. 101-139.

GUYER Jane. Wealth in people, wealth in things - An introduction. *Journal of African History*, 1995, n° 36, p. 83-90.

HADDAD Saïd. La politique africaine de la Libye : de la tentation impériale à la stratégie unitaire. *Monde Arabe, Maghreb Machrek*, 2000, n° 170, p. 29-38.

HAMZAOUI Salah. Champ politique et syndicalisme. *Annuaire de l'Afrique du Nord*, tome 37, 1999, p. 369-380.

HATZFELD Nicolas. La pause casse-croûte. Quand les chaînes s'arrêtent à Peugeot-Sochaux. *Terrain*, septembre 2002, n° 39, p.33-48.

HAVKIN Shira. La réforme des checkpoints israéliens : externalisation, marchandisation et redéploiement de l'Etat. *Les Etudes du CERI*, avril 2011, n° 174.

HERTELLI Hamouda. Emigration et immigration des Tunisiens en Europe. *Migrations Société*, novembre-décembre 1994, vol. 6, n° 36, p. 19-32.

HIBOU Béatrice, TOZY Mohammed. La lutte contre la corruption au Maroc. Vers une pluralisation des modes de gouvernement. *Droit et société*, 2009, vol. 2, n° 72, p. 339-357.

HIBOU Béatrice. "Economic crime and neo-liberal modes of government: the example of the Mediterranean", *Journal of Social History*, January 2012, vol. 45, n° 3, p. 642-660.

HIBOU Béatrice. "Nous ne prendrons jamais le maquis". Entrepreneurs et politique en Tunisie. *Politix*, 2008, vol. 21, n° 84, p. 115-141.

HIBOU Béatrice. Le libéralisme réformiste, ou comment perpétuer l'étatisme tunisien. *L'Economie politique*, octobre 2006, n° 32, p. 9-27.

HIBOU Béatrice. Work discipline, discipline in Tunisia: complex and ambiguous relations. *African Identities*, August 2009, vol. 7, n° 3, p. 327-352.

HIBOU Béatrice. La 'décharge', nouvel interventionnisme, introduction au dossier sur l'Etat en voie de privatisation. *Politique Africaine*, mars 1999, n° 73, p. 6-15.

HIBOU Béatrice. Le coût d'un miracle économique. *Critique Internationale*, été 1999, n° 4, p. 48-56.

HIBOU Béatrice. Le moment révolutionnaire tunisien en question : vers l'oubli du mouvement social ? *kiosque du CERI*, mai 2011. Disponible sur : www.ceri-sciencespo.org/archive/2011/mai/dossier/art_bh.pdf.

HIBOU Béatrice. Le réformisme, grand récit politique de la Tunisie contemporaine. *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, supplément 2009, n° 56-4 bis, p. 14-53.

HIBOU Béatrice. Les marges de manœuvre d'un 'bon élève' économique. La Tunisie de Ben Ali. *Les Etudes du CERI*, décembre 1999, n° 60. Disponible sur : <http://www.ceri-sciencespo.org/publica/etude/etude60.pdf>.

HIBOU Béatrice. Macroéconomie et domination politique en Tunisie : du 'miracle économique' benaliste aux enjeux socio-économiques du moment révolutionnaire. *Politique africaine*, décembre 2011, n° 124, p.127-154.

HIBOU Béatrice. Retrait ou redéploiement de l'Etat ? *Critique Internationale*, automne 1998, n° 1, p. 151-168.

http://www.cairn.info/article.php?ID_ARTICLE=CC_078_0039.

INFANTINO Federica, REA Andrea. La mobilisation d'un savoir pratique local : attribution des visas Schengen au Consulat général de Belgique à Casablanca. *Sociologie pratiques*, 2012, vol. 1, n° 24, p. 67-78.

ISSA Saibou. L'embuscade sur les routes des abords Sud du lac Tchad. *Politique Africaine*, juin 2004, n° 94, p. 82-104.

JAEGER Christine. L'impossible évaluation du travail des téléopérateurs. Le cas de deux centres d'appel. *Réseaux*, 2002, vol. 4, n° 114, p.51-90.

JOUNIN Nicolas. L'illégalité sous-traitée ? Les conséquences du recours à des employeurs intermédiaires dans le secteur du bâtiment. *Droit Social*, janvier 2007, n° 1, p. 38-45.

JOUNIN Nicolas. Les immigrés du BTP à l'ombre de la « pénurie de main-d'œuvre ». *Revue Agone*, 2008, n° 40. Disponible sur : <http://revueagone.revues.org/76>.

JOURNET Nicolas. L'argent en famille. *Terrain*, 2005, n° 45, p. 5-12.

KILANI Moncef. Sur-pouvoir personnel et évanescence du politique. *La Tunisie sous Ben Ali*, décembre 2000. Disponible sur : www.ceri-sciences-po.org/kiosque/archives/déc2000.

LAAHER Smain. Partir pour le bout de la terre. *Critique internationale*, avril 2003, n° 19, p. 157-170.

LAKHOUA Mohamed Hédi. L'encombrement de la justice pénale. *Revue tunisienne de droit*, 2000, p. 287-298.

LAMLOUM Oifa, RAVENEL Bernard. Tunisie : la fiction pluraliste. *Confluences Méditerranée*, hiver 1999-2000, n° 2, p. 173-182.

LAURENS Sylvain. '1974' et la fermeture des frontières Analyse critique d'une décision érigée en *turning-point*. *Politix*, 2008, vol. 2, n° 82, p.69-94.

LORENZ Edward. Confiance interorganisationnelle, intermédiaires et communautés de pratique. *Réseaux*, 2001, n° 108, p. 63-85.

LÜDTKE Alf., La République démocratique allemande comme histoire. Réflexions historiographiques. *Annales HSS*, jan.-fév. 1998, n° 1, p. 3-39.

MABROUK Mahdi. *El-Harikoun*. Pour une approche sociologique du milieu social des immigrés clandestins et de leur imaginaire. *Revue tunisienne de sciences sociales*, 2003, n° 125, p. 15-49.

MAITTE Corine, TERRIER Didier. Une question (re)devenue centrale : le temps de travail. *Genèses*, 2011, n° 4, p. 156-170.

MARCHAL Roland. Dubaï : le développement d'une cité-entrepôt dans le Golfe. *Les études du CERI*, juin 1997, n° 28.

MARTINEZ Luis. Libye : la conversion d'un 'Etat terroriste'. *Critique internationale*, octobre 2004, n° 25, p. 19-28.

MATH Antoine, SPIRE Alexis. Les travailleurs jetables. *Plein Droit*, juin 2004, n° 61.

MBEMBE Achille, ROITMAN Janet. Figures of the subject in times of crisis. *Public Culture*, 1995, vol. 7, n° 2, p. 323-352.

MBEMBE Achille. At the edge of the world: boundaries, territoriality and sovereignty in Africa. *Public Culture*, 2000, vol. 12, n° 1, p. 259-284.

MBEMBE Achille. A propos des écritures africaines de soi. *Politique africaine*, 2000, n° 77, p. 16-43.

MBEMBE Achille. Du gouvernement privé indirect. *Politique Africaine*, mars 1999, n° 73, p. 103-121.

MC. HEYMAN Josiah. Risque et confiance dans le contrôle des frontières américaines. *Politix*, 2009, vol. 3, n° 87, p. 21-46.

MEDDEB Hamza (ELBAZ Samy). Quand le régime du 'changement' prône la 'stabilité'. Mots et trajectoire de développement en Tunisie. *Revue Tiers Monde*, oct.-déc. 2009, vol. 4, n° 200, p. 821-835.

MEDDEB HAMZA. L'ambivalence de la course à *el khobza*. Obéir et se révolter en Tunisie. *Politique Africaine*, mars 2011, n° 121, p. 35-52.

MEDDEB Hamza. Tunisie, pays émergent ? *Sociétés politiques comparées*, 2010, n° 29. Disponible sur : www.fasopo.org.

MEJRI Zeïneb. « Les indésirables » bédouins dans la région de Tunis entre 1930 et 1956. *Cahiers de la Méditerranée*, 2004, n° 69. Disponible sur : <http://cdlm.revues.org/index755.html>.

MINGIONE Enzo. Labour market segmentation and informal work in Southern Europe. *European Urban and Regional Studies*, 1995, vol. 2, n° 2, p. 121-143.

MORVANT-ROUX Solène. Accès au micro-crédit et continuité des dynamiques d'endettement au Mexique : combiner anthropologie économique et économétrie. *Revue Tiers Monde*, 2009, n° 197, p. 109-130.

MUSELLA Luigi. Réseaux politiques et réseaux de corruption à Naples. *Politix*, 1999, vol. 12, n° 45. p. 39-55.

OLIVIER DE SARDAN Jean-Pierre. Economie morale de la corruption en Afrique. *Politique Africaine*, octobre 1996, n° 63, p. 97-116.

OULD AHMED SALEM Zekeria. Tchib-tchib et compagnie. Lexique de la survie et figures de la réussite en Mauritanie. *Politique Africaine*, juin 2001, n° 82, p. 78-100.

PARIZOT Cédric. Temporalités et perceptions de la séparation entre Israéliens et Palestiniens. *Bulletin du Centre de recherche français à Jérusalem*, 2009, n° 20. Disponible sur : <http://bcrfj.revues.org/629>.

PEREIRA Victor. L'émigration clandestine portugaise vers la France et les paradoxes de l'intégration européenne. *Sociétés politiques comparées*, novembre 2009, n° 19.

PEREIRA Victor. La construction du problème de l'émigration. L'élite étatique et l'émigration portugaises vers la France (1957-1974). *AGONE*, 2008, n° 40, p. 61-80.

PEREIRA Victor. L'État portugais et les Portugais en France de 1958 à 1974. *Lusotopie*, 2002, n° 10, p. 9-27.

PEREIRA Victor. Ni héros, ni escrocs : les passeurs portugais (1957-1974). *Plein Droit*, mars 2010, n° 84.

PERROT Sandrine. Entrepreneurs de l'insécurité : la face cachée de l'armée ougandaise. *Politique Africaine*, octobre 1999, n° 75, p.60-71.

PLIEZ Olivier. Des jeans chinois dans les rues du Caire, ou les espaces discrets de la mondialisation. *Mappemonde*, 2007, n° 88. Disponible sur : mappemonde.mgm.fr/num16/articles/art07404.html.

PLIEZ Olivier. Salloum (Egypte), une bourgade bédouine sur les routes de la mondialisation. *Espace géographique*, 2009, vol. 38, n° 1, p. 31-42.

PUIG Nicolas. L'opposition bédouins et oasiens. Une figure revisitée de l'altérité dans le sud tunisien. *Ethnologies comparées*, 2004, n° 7.

RAGARU Nadège. Usages et force instituante de la lutte anticorruption en Bulgarie : l'affaire Toplofikacija. *Droit et Société*, 2009, vol. 2, n° 72. p.303-322.

REDISSI Hamadi. Etat fort, société faible en Tunisie. *Monde arabe Maghreb, Machrek*, été 2007, n° 192, p. 89-118.

RICHARD Jean-François. Le devenir de l'agriculture tunisienne face à la libéralisation des échanges. *Afrique contemporaine*, 2006, vol. 3, n° 219, p. 29-42.

RITAINE Évelyne. La barrière et le *checkpoint* : mise en politique de l'asymétrie. *Cultures & Conflits*, 2009, vol. 1, n° 73, p.15-33.

ROCHE Pierre. Santé malmenée, usure prématurée Des jeunes salariés entre résignation et résistance. *Revue internationale de psychologie*, 2005, vol. XI, n° 24, p. 21-40.

ROITMAN Janet. La garnison-entrepôt : une manière de gouverner dans le bassin du lac Tchad. *Critique Internationale*, avril 2003, n° 19, p. 93-116.

ROITMAN Janet. La garnison-entrepôt. *Autrepart*, 1998, n° 6, p. 39-51.

ROITMAN Janet. Les Recompositions du Bassin du lac Tchad. *Politique Africaine*, juin 2004, n° 94, p. 7-22.

SCHMITZ Jean, HUMERY Marie-Ève. La vallée du Sénégal entre (co)développement et transnationalisme : irrigation, alphabétisation et migration ou les illusions perdues. *Politique Africaine*, mars 2008, n° 109, p. 56-72.

SEKLANI Mahmoud. L'émigration tunisienne en particulier pour le Sud tunisien. *Population*, mars 1974, n° 29, p. 107-120.

SELIGMAN Adam. Complexité du rôle, risque et émergence de la confiance. *Réseaux*, 2001, n° 108, p. 37-61.

SERVET Jean-Michel. Entre protection et surexploitation : l'ambiguïté de la rémunération par avance en Inde. *Autrepart*, 2007, vol. 3, n° 43, p. 103-119.

SHAKYA Yogendra B., RANKIN Katharine N. The Politics of Subversion in Development Practice: An Exploration of Microfinance in Nepal and Vietnam. *Journal of Development Studies*, 2010, vol. 44, n° 8, p. 1214-1235.

TALL Serigne Mansour. Les investissements immobiliers à Dakar des émigrants sénégalais. *Revue européenne des migrations internationales*, 1994, vol. 10, n° 3, p. 137-149.

TARRIUS Alain. Naissance d'une colonie : un comptoir commercial à Marseille. *Revue européenne des migrations internationales*, 1995, vol. 11, n° 1, p. 21-53.

TETU Marie-Thérèse. La migration au risque de l'illégalité, entre France et Algérie (1998-2004). *Revue européenne des migrations internationales*, 2008, vol. 24, n° 3, p. 107-146.

TILLY Charles. La guerre et la construction de l'Etat en tant que crime organisé. *Politix*, 2000, vol. 13, n° 49, p. 97-122.

TIMERA Mahamet. Les migrations des jeunes Sahéliens : affirmation de soi et émancipation. *Autrepart*, 2001, n° 18, p. 37-49.

TOIGO Moreno. Emigration, développement et dépendance. Le cas de la Tunisie. *Migrations Société*, mars-avril 1994, n° 32, p. 60-89.

TROMPETTE Pascale. Un rayon de soleil dans l'atelier... *Terrain*, septembre 2002, n° 39. Disponible sur : <http://terrain.revues.org/1426>.

VEYNE Paul. Clientèle et corruption au service de l'État : la vénalité des officiers dans le Bas-Empire romain. *Annales. Économies, sociétés, civilisations*, 1981, vol. 36, n° 3, p. 339-360.

VIOLAINE Carrère. Une armée de travailleurs de réserve. *Plein Droit*, mars 2008, n° 76, p. 16-19.

WARNIER Jean Pierre. Les politiques de la valeur. *Sociétés politiques comparées*, 2008, n° 4. Disponible sur : www.fasopo.org.

ZAMITI Khalil. Problématique de la contradiction survenue entre formation professionnelle et emploi en Tunisie. *Revue tunisienne de sciences sociales*, 1971, n° 25, p. 9-53.

ZAMITI Khalil. Le Fonds de Solidarité Nationale pour une approche sociologique du politique. *Annuaire de l'Afrique du Nord*, 1996, n° 35, p. 705-12.

ZGHAL Riadh. Nouvelles orientations du syndicalisme tunisien. *Monde arabe, Maghreb-Machrek*, octobre-décembre 1998, n° 162, p. 6-17.

Le numéro de *Mediterranean Politics*. Crime Corruption and the Shadow Economy in the Mediterranean, July 2007, vol. 12, n° 2.

Contributions à des ouvrages collectifs :

BADIE Bertrand. Flux migratoires et relations internationales. In BADIE Bertrand, WITHOL DE WENDEN Catherine dir. *Le défi migratoire. Questions de relations internationales*. Paris : Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1994. p. 27-39.

BOURDIEU Pierre. Les juristes, gardiens de l'hypocrisie collective. In CHAZEL François et COMMAILLE Jacques dir. *Normes juridiques et régulation sociale*. Paris : LGDJ, 1991. p. 95-99.

BRAND Laurie A. Émigré, MUGHTARIB, 'AMIL F-IL-KHARIJ. La langue et les institutions des relations Etat-expatriés. In DUFOIX Stéphane, GUERASSIMOFF Carine, DE TINGUY Anne dir. *Loin des yeux, près du cœur. Les Etats et leurs expatriés*. Presses de Sciences Po, 2010. p. 129-146.

BRAS Jean Philippe. L'autre Tunisie de Bourguiba : les ombres du sud. In CAMAU Michel et GEISSER Vicent dir. *Habib Bourguiba. La trace et l'héritage*. Aix-en-Provence : Karthala, 2004.

BRIQUET Jean-Louis, FAVAREL-GARRIGUES Gilles. Milieux criminels et pouvoir politique. In BRIQUET Jean Louis, FAVAREL-GARRIGUES Gilles dir. *Milieux criminels et pouvoir politique. Les ressorts illicites de l'Etat*. Paris : Karthala, 2008. p. 5-21.

BRIQUET Jean-Louis. La politique clientélaire. Clientélisme et processus politique. In BRIQUET Jean-Louis et SAWICKI Frédéric dir. *Le clientélisme politique dans les sociétés contemporaines*. Paris : Presses Universitaires de France, 1998. p.7-38.

CAMAU Michel. Politique dans le passé, politique aujourd'hui au Maghreb. In BAYART Jean-François dir. *La greffe de l'État*. Paris : Karthala, 1996. p. 63-93.

CHAUVIN Sébastien, JOUNIN Nicolas. L'externalisation des illégalités. Ethnographie des usages du travail 'temporaire' à Paris et Chicago. In FONTAINE Laurence, WEBER Florence dir. *Les paradoxes de l'économie informelle. À qui profitent les règles ?* Paris : Karthala, 2011. p. 113-138.

CHAUVIN Sébastien. Tester, réformer et punir. Fonctions et usages du temps dans les agences du travail journalier à Chicago. In APPAY Béatrice dir. *Restructurations productives, précarisation, valeurs*. Paris : Octarès, 2009.

CHERIF Mohamed Hédi. Fermage (*lizma*) et fermiers d'impôts (*lazzam*) dans la Tunisie des XVII et XVIII^e siècles. In *Etat et pouvoirs en Méditerranée*. Les Cahiers de la Méditerranée, Université de Nice, Nice 1989, p.19-29.

CHEVALLIER-BELLET Béatrice. L'économie extérieure libyenne depuis 1969, entre isolement et ouverture. In PLIEZ Olivier dir. *La nouvelle Libye*. Paris : Karthala, 2004. p.51-64.

COSSALTER Chantal. La compression des temps. Quand les services financiers s'équipent en plateaux téléphoniques. In LINHART Danièle, MOUTET Aimée dir. *Le travail nous est compté. La construction des normes temporelles du travail*. Paris : La Découverte, 2005. p.141-160.

DE BOECK Filip. Domesticating diamonds and dollars: Identity, expenditure and sharing in south-western Zaïre (1984-1997). In MEYER Brigit, GESCHIERE Peter ed. *Globalization and Identity: Dialectics of Flow and Closure*. Oxford : Blackwell, 1999.

DE BOECK Filip. La frontière diamantifère angolaise et son héros mutant. In BAYART Jean-François, WARNIER Jean-Pierre dir. *Matière à politique. Le pouvoir, les corps et les choses*. Paris : Karthala, 2004. p. 93-128.

DUBOIS Vincent. Politiques au guichet, politiques du guichet. In BORRAZ Olivier et GUIRAUDON Virginie dir. *Politiques publiques 2. Des politiques pour changer la société ?* Presses de Sciences Po, 2010. p. 265-286.

FAVAREL-GARRIGUES Gilles. La répression de l'offre illicite de biens de consommation en URSS . In RAGARU Nadège et CAPELLE POGÁCEAN Antonella dir. *Vie quotidienne et pouvoir sous le communisme. Consommer à l'Est*. Paris : Karthala, 2010. p. 209-240.

FAVAREL-GARRIGUES Gilles. Privatisation et changement politique en Russie soviétique et post-soviétique. In HIBOU Béatrice dir. *La privatisation des Etats*. Paris : Karthala, 1999.

FAVAREL-GARRIGUES Gilles. Violence mafieuse et pouvoir politique en Russie. In BRIQUET Jean Louis, FAVAREL-GARRIGUES Gilles. *Milieus criminels et pouvoir politique. Les ressorts illicites de l'Etat*. Paris : Karthala, 2008. p.187-218.

FERJANI Riadh. L'économie informelle de la communication en Tunisie : de la résistance à la marchandisation . In MATTELART Tristan dir. *Piratages audiovisuels, Les voies souterraines de la mondialisation culturelle*. Bruxelles : éd. de Boeck, 2011. p.75-100.

FOUCAULT Michel. Des supplices aux cellules. In FOUCAULT Michel. *Dits et écrits (1954-1975), tome 1*. Paris : Gallimard, 2001.

FOUTEAU Carine. Sous-traités. Comment on devient un salarié au rabais. In BEAUD Stéphane, CONFAVREUX Joseph, LINDGAARD Jade dir. *La France invisible*. Paris : La Découverte, 2006. p. 399-407.

GRÉGOIRE Emmanuel. Les relations politiques et économiques mouvementées du Niger et de la Libye. In PLIEZ Olivier dir. *La nouvelle Libye*. Paris : Karthala, 2004. p.97-109.

GRIBAUDI Gabriella, MUSELLA Luigi. Acteurs et représentations de l'échange politique. Clientélisme et corruption à Naples à travers les enquêtes judiciaires. In BRIQUET Jean-Louis, SAWICKI Frédéric. *Le clientélisme politique dans les sociétés contemporaines*. Paris : PUF, 1998, p. 277-305.

HAVEL Vaclav. Lettre ouverte à Gustav Husak (1975). In HAVEL Vaclav. *Essais Politiques*. Paris : Calman-Levy, 1989. p. 9-40.

HIBOU Béatrice. De la privatisation des économies à la privatisation des Etats. Une analyse de la formation continue de l'Etat. In HIBOU Béatrice dir. *La privatisation des Etats*. Paris : Karthala, 1999. p.11-67.

HIBOU Béatrice. L'intégration européenne du Portugal et de la Grèce : le rôle des marges. In MAPPA Sophia dir. *La coopération internationale face au libéralisme*. Paris : Karthala, 2003. p. 87-134.

HIBOU Béatrice. Le 'capital social' de l'État falsificateur, ou les ruses de l'intelligence économique. In BAYART Jean-François, ELLIS Stephen et HIBOU Béatrice dir. *La criminalisation de l'État en Afrique*. Bruxelles : Complexe, 1997. p.105-158.

KERROU Mohamed. Le *mezwâr* ou le censeur des mœurs au Maghreb. In KERROU Mohamed dir. *Public et privé en islam*, Paris : Maisonneuve & Larose, 2002. p.313-343.

LAHMAR Mouldi, ZGHAL Abdelkader. 'La révolte du pain' et la crise du modèle du parti unique. In BEN ROMDHANE Mahmoud dir. *Tunisie : mouvements sociaux et modernité*. Dakar : CORDESIA, 1997. p. 151-192.

LALLEMENT Michel. Transformation des relations du travail et nouvelles formes d'action politique. In CULPEPPER Pepper D., HALL Peter, PALIER Bruno dir. *La France en mutation, 1980-2005*. Paris : Presses de Sciences Po, 2006. p. 109-154.

LAMLOUM Olfa. Janvier 84 en Tunisie ou le symbole d'une transition. In LE SAOUT Didier et ROLLINDE Marguerite ed. *Emeutes et mouvements sociaux au Maghreb. Perspective comparée*. Paris : Karthala, 1999. p.231-242.

LECA Jean. La démocratisation dans le monde arabe : incertitude, vulnérabilité et légitimité. In SALAMÉ Ghassan dir. *Démocraties sans démocrates. Politiques d'ouvertures dans le monde arabe et islamique*. Paris : Fayard, 1994. p. 35-93.

LONSDALE John. The conquest state of Kenya, 1895-1905. In DE MOOR J. A., WESSELING H. L. eds. *Imperialism and War. Essays on Colonial Wars in Asia and Africa*. Leiden, Brill, 1989.

LÜDTKE Alf. La domination au quotidien. 'Sens de soi' et individualité de travailleurs avant et après 1933 en Allemagne. In LÜDTKE Alf dir. *Des ouvriers dans l'Allemagne du XXème siècle. Le quotidien des dictatures*. Paris : L'Harmattan, 2000.

MANRY Véronique. Trabendo au féminin : les femmes algériennes dans le commerce informel. In ADELKHAH Fariba, BAYART Jean-François dir. *Voyages du développement. Emigration, commerce, exil*. Paris : Karthala, 2007. p. 219-268.

MARCHAL Roland. Illégalisme monétaire en guerre civile. Le cas de la Somalie. In BRIQUET Jean-Louis, FAVAREL-GARRIGUES Gilles dir. *Milieus criminels et pouvoir politique. Les ressorts illicites de l'Etat*. Paris : Karthala, 2008. p.283-316.

MARCHAL Roland. Mille trafics. Dubaï entre Afrique et Asie centrale. In MARCHAL Roland dir. *Dubaï, cité globale*. Paris : CNRS, 2001. p. 85-110.

MATTES Hanspeter. Formal and Informal Authority in Libya since 1969. In VANDEWALLE Dirk ed. *Libya since 1969. Qadhafi's revolution revisited*. New York : Palgrave MacMillan, 2008. p. 55-82.

MCMURRAY David. Recognition of State Authority as the Cost of Involvement in Moroccan Border Crime. In KANE Stephanie, PARNELL Phil eds. *Crimes Power: Anthropologists and the Ethnography of Crime*. New York : Palgrave, 2003. p.125-144.

MENGIN Françoise. Taiwanese Politics and the Chinese Market: Business's Part in the Formation of a State, or the Border as a Stake of Negotiations. In MENGIN Françoise, ROCCA Jean-Louis ed. *Politics in China. Moving Frontiers*. New York : Palgrave MacMillan, 2002, p. 232-258.

MICHALAK Laurence. Clifford Geertz : marchés nord-africains et approches comparatives. In KERROU Mohammed dir. *D'islam et d'ailleurs. Hommage à Clifford Geertz*. Tunis : Cérès, 2008. p. 131-158.

MIGDAL Joel S. Mental Maps and Virtual Checkpoints: Struggles to construct and Maintain States and Social Boundaries. In MIGDAL Joel. S. ed. *Boundaries and Belonging, States and Societies in the Struggle to shape identities and local practices*. Cambridge University Press, 2004. p. 3-26.

p. 247-284.

PÉRALDI Michel. Aventuriers du nouveau capitalisme marchand. Essai d'anthropologie de l'éthique mercantile. In ADELKHAH Fariba, BAYART Jean-François dir. *Voyages du développement. Emigration, commerce, exil*. Paris : Karthala, 2007. p. 73-113.

PÉRALDI Michel. L'économie politique du bazar. In KERROU Mohamed dir. *D'islam et d'ailleurs. Hommage à Clifford Geertz*. Tunis : Cérès, 2008. p.159-179.

POTOT Swanie. La précarité sous toutes ses formes : concurrence entre travailleurs étrangers dans l'agriculture française. In MORICE Alain, POTOT Swanie. *De l'ouvrier sans-papiers au travailleur détaché : les migrants dans la « modernisation » du salariat*. Paris : Karthala, 2010, p. 201-224.

POUPEAU Franck, GARCIA Sandrine. Violences scolaires : la faute à l'école ? De l'illusion promotionnelle à la remédiation sociale. In BONELLI Laurent, SAINATI Gilles dir. *La machine à punir. Pratiques et discours sécuritaires*. Paris : L'Esprit frappeur, 2001. p. 119-130.

PRADEEP Jeganathan. Checkpoint. Anthropology, Identity and the State. In DAS Veena et POOLE Deborah ed. *Anthropology in the margins of the State*. Santa Fe (New Mexico) : School of American Research Press, 2004. p. 67-80.

RAGARU Nadège. Les écrans du socialisme : micro-pouvoirs et quotidienneté dans le cinéma bulgare. In RAGARU Nadège, CAPELLE-POGACEAN Antonela dir. *Vie Hamza Meddeb – « Courir ou mourir dans la Tunisie de Ben Ali » - Thèse IEP de Paris – 2012*

quotidienne et pouvoirs sous le communisme. Consommer à l'Est. Paris : Karthala & CERI, 2010. p.277-348.

RAGARU Nadège. Quelques remarques sur les échanges de services et l'appropriation de l'ordre politique en Bulgarie communiste. In KOTT Sandrine, MESPOULET Martine dir. avec la collaboration de ROGER Antoine. *Le Postcommunisme dans l'histoire.* Bruxelles : Éditions de l'Université de Bruxelles, 2006. p. 51-62.

ROITMAN Janet. Le pouvoir n'est pas souverain. Nouvelles autorités régulatrices et transformations de l'Etat dans le bassin du lac Tchad. In HIBOU Béatrice dir. *La privatisation des Etats.* Paris : Karthala, 1999.

SPIRE Alexis. Contrôler et choisir. La sélection des étudiants candidats à l'émigration vers la France. In MAZZELLA Sylvie dir. *La mondialisation étudiante. Le Maghreb entre Nord et Sud.* Paris : Karthala, 2009. p. 79-95.

THOMPSON Edouard P. L'économie morale de la foule dans l'Angleterre du XVIIIe siècle. In IKNI Guy-Robert, GAUTHIER Florence éd. *La Guerre du blé au XVIIIe siècle. La critique populaire contre le libéralisme économique.* Montreuil : éd. de la Passion, 1990. p. 31-92.

TOULABOR Comi. Jeu de mots, jeu de vilains. Lexique de la dérision politique au Togo. In BAYART Jean-François, MBEMBE Achille, TOULABOR Comi. *La politique par le bas en Afrique noire.* Paris : Karthala, 2008. p. 55-71.

VENCO Selma. La violence sociale fabriquée au travail : le cas des centres d'appel au Brésil. In BENEDETTO-MEYER Marie, MAUGERI Salvatore, METZGER Jean-Luc dir. *L'emprise de la gestion. La société au risque des violences gestionnaires.* L'Harmattan, 2011. p. 107-129.

Mémoires et thèses :

ATTIA Habib. *Les hautes steppes tunisiennes, De la société pastorale à la société paysanne.* Thèse de doctorat : Université Paris VII : UFR de géographie humaine : 1977. vol. 2.

BEN MIME Anis. *La lutte contre l'immigration clandestine dans le droit tunisien*. Mémoire de fin de stage, Organisation tunisienne des avocats, 2006 (document en arabe, c'est moi qui traduit)

FERNANDEZ Maria José. *Emigrer sous Franco, Politiques publiques et stratégies individuelles dans l'émigration espagnole vers l'Argentine et vers la France*. Thèse de doctorat d'histoire : Université Paris 7- Diderot : 2004.

LAURENS Sylvain. *Hauts fonctionnaires et immigration en France (1962-1981). Socio-histoire d'une domination distance*. Thèse de sociologie : EHESS : 2006.

MEDDEB Hamza. *Défendre une cause indéfendable. Les « avocats » des prisonniers politiques tunisiens à l'épreuve de l'internationalisation de leur cause*. Mémoire de Master Recherche en sociologie politique comparée : Université Paris X-Nanterre : 2006.

MZABI Hassouna. *La Tunisie du Sud-est : géographie d'une région fragile, marginale et dépendante*. Thèse de doctorat : Tunis : Publication de l'Université de Tunis : 1993.

PEREIRA Victor. *L'Etat Portugais et les Portugais en France de 1957-1974*. Thèse de doctorat d'histoire : IEP de Paris : 2007.

TAIEB KORCHID Aicha. *Les circulations migratoires clandestines, le commerce informel et la contrebande aux frontières tuniso-libyennes*. Thèse de doctorat en sociologie : Faculté des sciences humaines et sociales de Tunis : 1997.

Rapports :

ALAVI Hamid, *Good practice in trade facilitation: lessons from Tunisia*, PREM Notes 89, The World Bank, Washington, D.C., 2004.

BANQUE MONDIALE et Ministère de l'Insertion et de la formation professionnelle. *Compétitivité et croissance. Le défi de l'emploi aux multiples dimensions*. Consultation nationale sur l'emploi. Rapport intermédiaire. Version 2. Tunis, Septembre 2008.

BANQUE MONDIALE et Ministère de l'Insertion et de la formation professionnelle. *Dynamique de l'emploi et adéquation de la formation parmi les diplômés universitaires*. Rapport sur l'insertion des diplômés de 2004. Tunis, 2008.

BANQUE MONDIALE. *Intégration mondiale de la Tunisie. Une nouvelle génération de réformes pour booster la croissance et l'emploi*. Banque Mondiale, 2008.

BANQUE MONDIALE. *The road not travelled: Education Reform in the Middle East and North Africa*. World Bank, MENA Development Report. 2008.

BELHAJ ZEKRI Abderazak, *La dimension politique de la migration irrégulière en Tunisie*, Série : « CARIM AS », n° 53, Robert Schuman Centre for Advanced Studies, San Domenico di Fiesole (FI), Institut Universitaire européen, 2008.

BELHAJ ZEKRI Abderazak, *La dimension sociopolitique actuelle de la migration en Tunisie*, Série : « CARIM AS », n° 48, Robert Schuman Centre for Advanced Studies, San Domenico di Fiesole (FI), Institut Universitaire européen, 2011.

BEN ACHOUR Souhayma, BEN JEMIA Monia, *Révolution tunisienne et migration clandestine vers l'Europe : réactions européennes et tunisiennes*. Série : « CARIM AS », n° 65, Robert Schuman Center for Advanced Studies, San Domenico di Fiesole (FI), Institut universitaire européen, 2011.

BEN CHEIKH Farah, CHEKIR Hafidha, *La migration irrégulière dans le contexte juridique tunisien*, série : « CARIM AS », n°64, Robert Schuman Center for Advanced Studies, San Domenico di Fiesole (FI), Institut universitaire européen, 2008.

BOUBAKRI Hassen. *Migrations et développement : Réflexion et analyse à partir du cas de la Tunisie*. Série : « CARIM AS », n° 55, Robert Schuman Centre for Advanced Studies, San Domenico di Fiesole (FI), Institut Universitaire européen, 2011.

BREDELOUP Sylvie, PLIEZ Olivier, *The Libyan migration corridor*, EU-US Immigration Systems, Robert Schuman Centre for Advanced Studies, San Domenico di Fiesole (FI), Institut Universitaire européen, 2011.

CASERO Anõs Paloma, VAROUDAKIS Aristomene, *Growth, Private Investment and the Cost of Doing Business in Tunisia. Middle East and North Africa Working Paper No. 34*. Washington, D.C, 2004.

CRLDHT, Comité pour le Respect des Libertés et des Droits de l'Homme en Tunisie. *61 Bis Impasse de la démocratie. 2010 Tunisie*. Les Cahiers du CRLDHT : juin 2010.

FITCH RATING. *L'industrie touristique tunisienne : un modèle à rénover*. décembre 2007.

FOURATI Habib, *De la migration irrégulière des Tunisiens à la migration irrégulière des étrangers à travers la Tunisie : une tentative d'estimation*, Série : « CARIM AS », n°74, Robert Schuman Centre for Advanced Studies, San Domenico di Fiesole (FI), Institut Universitaire européen, 2008.

FOURATI Habib, *Les transferts des Tunisiens à l'étranger et leurs impacts sur le niveau de vie des ménages directement bénéficiaires 1995-2005*, Série : « CARIM AS », n° 27, Robert Schuman Centre for Advanced Studies, San Domenico di Fiesole (FI), Institut Universitaire européen, 2009.

HIBOU Béatrice, BAYART Jean-François, MEDDEB Hamza, *La révolution tunisienne vue des régions. Néolibéralisme et trajectoire de la formation asymétrique de l'Etat en Tunisie*, Paris : Etudes du FASOPO, 2012. Multigr.

HIBOU Béatrice, MEDDEB Hamza, HAMDY Mohamed, *La Tunisie d'après le 14 janvier et son économie politique et sociale. Les enjeux d'une reconfiguration de la politique européenne*, Paris : FASOPO, Copenhague : REMDH, juin 2011. Multigr. Disponible sur : <http://www.euromedrights.org>.

IBM. *Etude sur le marché de la microfinance en Tunisie. Contexte réglementaire, offre, demande et conditions de développement*. Rapport IBM pour l'Agence française de développement, 2009.

PERRIN Delphine, *La gestion des frontières en Libye*, Série : « CARIM AS », n°31, Robert Schuman Centre for Advanced Studies, San Domenico di Fiesole (FI), Institut Universitaire européen, 2009.

SCHNEIDER Friedrich dir. *Size and Measurement of the Informal Economy in 110 Countries around the World*. Washington : Banque mondiale, 2002. Disponible sur : <http://rru.worldbank.org/>.

Romans :

DIOME Fatou. *Le Ventre de l'Atlantique*. Paris : Anne Carrière, 2003.

EL OUED Houcine. *Rawa'ih' al Madina [Les odeurs de la cité]*. Tunis : Sud, 2010.

KHAMISSI Khaled. *L'arche de Noé*. Paris : Actes Sud, 2012.

KHAMISSI Khaled. *Taxi*. Paris : Actes Sud, 2009.

Videos :

BEN CHEIKH Slim. *Aéroport Hammam-Lif* [Film documentaire], 2007.

MATTAR Walid. *Fils de tortue* [film], 2005. Disponible sur : www.euromedcafe.org.

SEGRE Andrea, YIMER Dagmawi et BIADENE Riccardo. *Comme un homme sur la terre*, 2008.

Communications :

ABBATE Francesco, « L'intégration de la Tunisie dans l'économie mondiale : opportunités et défis », *Conférences des Nations Unies pour le Commerce et le Développement*, Genève 2002. Disponible sur : www.globalprogramme.org/tunisie.

KERROU Mohamed, « *Le Zaïm comme Individu Unique* », in *L'individu au Maghreb*, Éditions TS, Tunis, 1993, pp. 235-245. Actes du Colloque International de Beit al-Hikma, Carthage, 31 octobre- 2 novembre 1991.

PÉRALDI Michel, BETTAIEB Hajer, LAINATI Cyril. Affranchissement et protection : les petits mondes de la confection en Tunisie. *Communication au colloque de Sousse*, Tunisie, 2003. [Document non publié]

REBHI Ali, « Pouvoirs locaux et réhabilitation urbaine. L'exemple du quartier Menchia à Kairouan », communication au séminaire *La gouvernance et les collectivités locales*, Tunis, Faculté des sciences économiques et de gestion, 2-3 octobre 2003.

ROCCA Jean-Louis, « Thermidor au service de la révolution nationale. La trajectoire des nouvelles classes dans la Chine des réformes » au colloque *Situations thermidoriennes : régimes postrévolutionnaires et libéralisation économique*, 19 et 20 octobre 2009, CERI.

Journaux consultés :

Actuel.

AFP.

Al-Hayat.

Alternatives internationales.

Assabah Al Ousboui

Assabah.

El Watan.

El-Moujahid

Jeune Afrique.

L'Expression.

L'Humanité.

La Croix.

Le Monde

Le Quotidien

Le Temps.

Libération.

Sites web consultés :

<http://www.africanmanager.com/>

<http://www.algerie-dz.com>.

<http://www.cuprofil.fr>.

<http://www.gnet.tn>.

<http://www.kapitalis.com>.

<http://www.ladepeche.fr>.

<http://www.sudouest.fr>.

<http://www.tap.info.tn/fr/>

<http://www.tunisia-today.net>.

<http://www.webmanagercenter.com>.